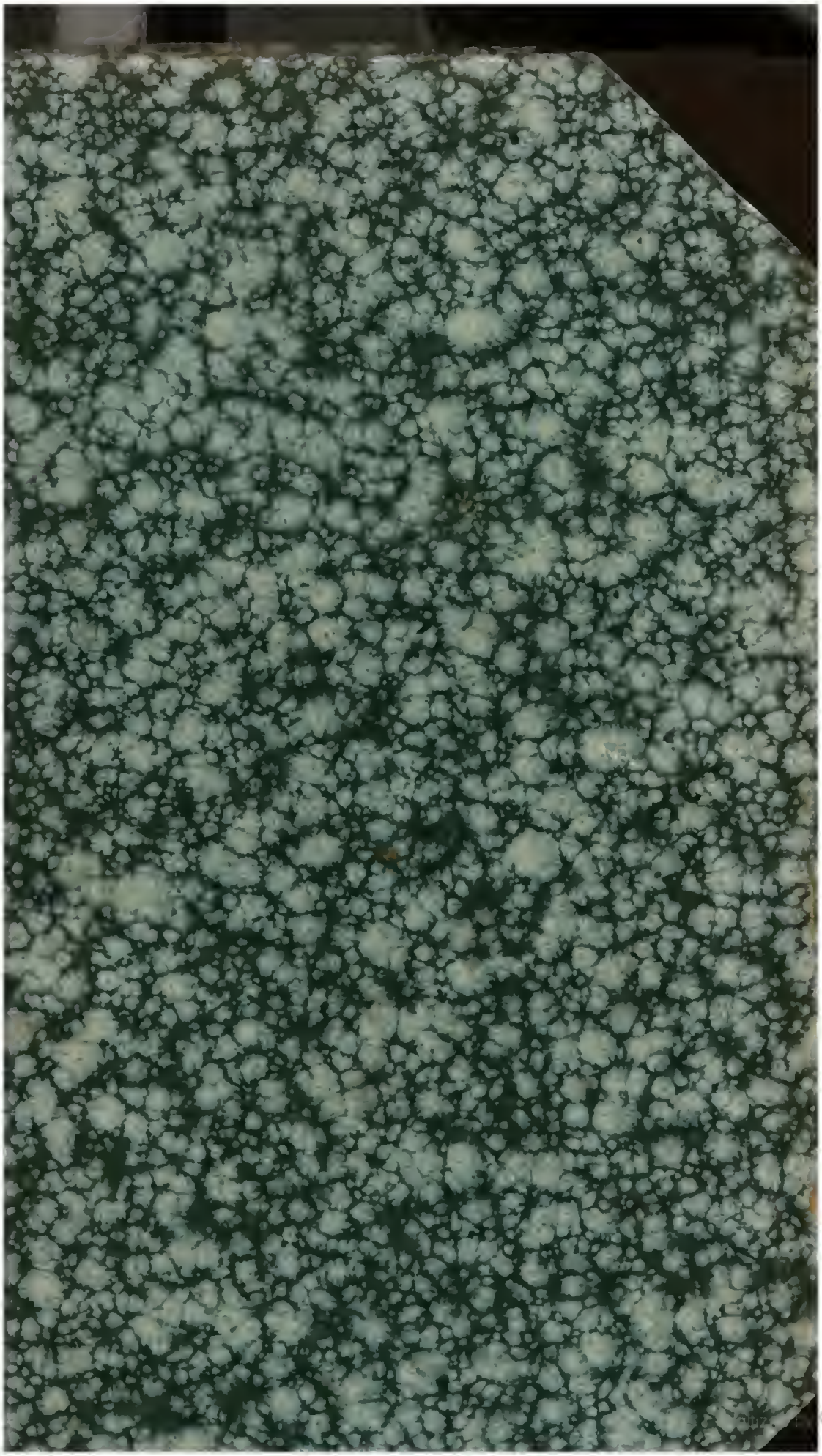
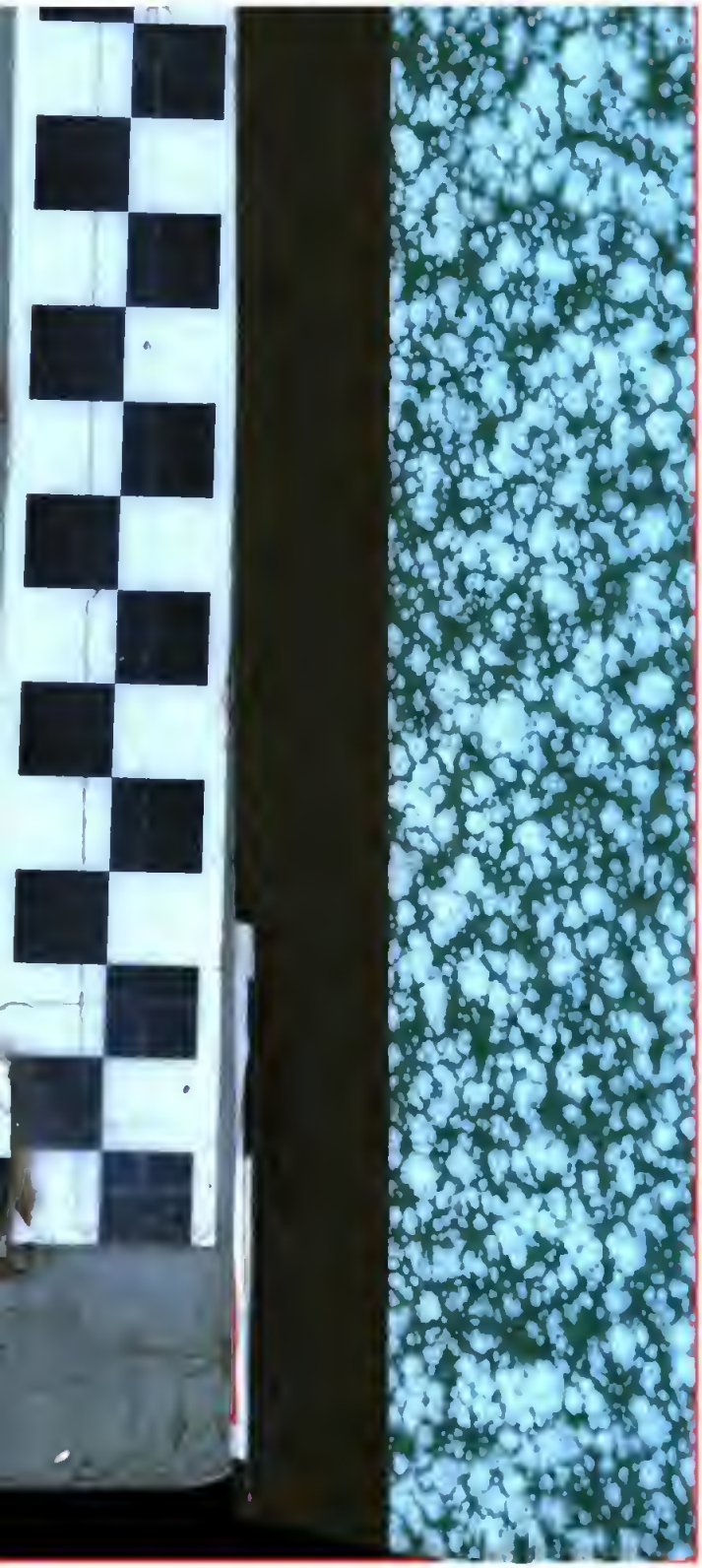
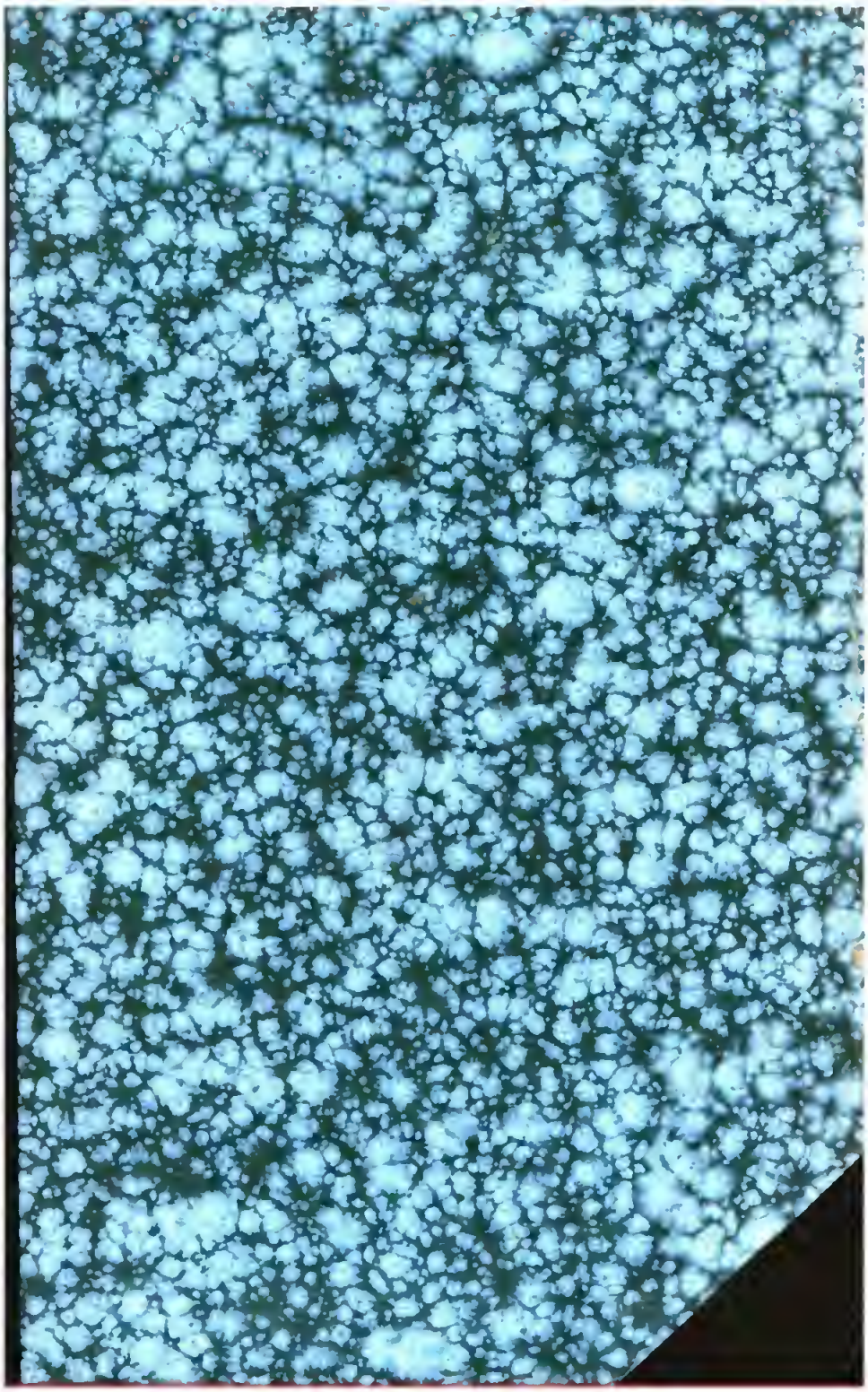


Digitized by Google



Digitized by Google



Digitized by Google

BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III
Racc.
De Marinis
A
981
NAPOLI

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

DIX ANNÉES

DE LA

COUR DE GEORGE II

Digitized by Google

Paris. — Imp. de la Librairie Nouvelle, A. Bourdilliat, 15, rue Breda.

Digitized by Google

Rac. Ist Marsan) A 981

Vte DE LUDRE FROLOIS

DIX ANNÉES

DE LA

COUR DE GEORGE II

1727 — 1737

PARIS
LIBRAIRIE NOUVELLE
BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A. BOURDILLIAT ET Cie, ÉDITEURS

La traduction et la reproduction sont réservées

1860

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE

On a publié depuis quelques années en Angleterre des mémoires et des correspondances datant du commencement du dix-huitième siècle, et également remarquables par le talent avec lequel ils sont écrits et par les faits curieux qu'ils révèlent. Ces ouvrages n'ont pas été traduits en français, et sont généralement peu connus dans notre pays. J'ai donc cru pouvoir intéresser le public en lui présentant le résumé de ces documents ignorés. J'aurai atteint le but que je me suis proposé si je donne au lecteur le désir de connaître par lui-même les sources auxquelles j'ai été puiser.

Digitized by Google

Digitized by Google

DIX ANNÉES

DE LA

COUR DE GEORGE II

CHAPITRE PREMIER

Plan de cet ouvrage. — Coup d'œil rétrospectif sur le règne de la reine Anne. — Avénement de George Ier, caractère de ce prince, sa jeunesse, son mariage avec Dorothée de Zell. — Assassinat de Kœnigsmark. — Maîtresses et favoris de George Ier. — Il arrive en Angleterre ; il choisit un ministère whig. — Mécontentement des jacobites et des tories. — Insurrection en Écosse, défaite du prétendant. — Le baptême du fils du prince de Galles. — Violente querelle entre le roi et l'héritier présomptif. — Victoire du cap Passaro. — La banqueroute de la Compagnie du Sud. — Utile intervention de Walpole. — Le roi part pour le Hanovre.

Toutes les monarchies de l'Europe étaient entourées, au siècle dernier, d'une puissante aristocratie qui formait ce qu'on nommait une cour. Le souverain, délivré peu à peu des entraves qu'au moyen âge la noblesse et les grands feudataires apportaient à l'exercice de sa puissance, avait vu la suzeraineté, parfois nominale dont il était jadis revêtu, se transformer en une autorité presque absolue. Le grand mouvement d'idées qui, au seizième siècle, tira le monde de sa léthargie, les affranchissements successifs des communes, le besoin de centralisation, l'établissement des armées permanentes, la marche de la civilisation en un mot, avaient graduellement élevé la royauté jusqu'à

cet apogée de puissance qu'elle atteignit au commencement du dix-septième siècle, et dont elle devait descendre dans le cours du siècle suivant. Les monarques cependant, soit crainte de renverser trop brusquement une institution encore fortement enracinée, soit respect traditionnel pour cette noblesse dont ils faisaient jadis partie, apportèrent certains ménagements dans leurs réformes, et en échange de la puissance politique qu'ils enlevaient à l'aristocratie, lui accordèrent une foule de distinctions honorifiques, hochets propres à flatter la vanité de ces dépossédés, jouets destinés à leur faire oublier leur grandeur déchue. Une part dans l'exercice du pouvoir avait même été réservée à la noblesse; c'était à elle que devait désormais être confiée la mission de faire exécuter les volontés du roi. Ministres, ambassadeurs, généraux, appartenaient presque exclusivement aux rangs de la plus haute aristocratie, et pour augmenter encore l'appât offert à la cupidité ou à l'ambition des grands seigneurs, les rois avaient multiplié les places de cour, manœuvre adroite, à l'aide de laquelle, séduits par le vain appareil d'une grandeur imaginaire, les nobles se trouvaient, en définitive, réduits à remplir humblement auprès du monarque les fonctions les plus vulgaires de la domesticité. Ces rapports nouveaux du souverain et de sa noblesse avaient eu un double résultat : la puissance politique de l'aristocratie se trouvait absorbée dans le pouvoir royal; mais, d'autre part, le roi en fixant les rangs, constatait un droit acquis et se condamnait à ne choisir ses principaux agents que dans une certaine caste, composée d'un nombre fort restreint d'individus. De ce compromis, l'on vit sortir cette institution singulière et puissante que les souverains appelaient leur cour.

Lorsqu'on parle des monarchies française ou espagnole, le mot de cour offre à l'esprit une idée parfaitement claire; mais, appliquée à l'Angleterre, cette expression semble plus obscure. En effet, avant comme après la révolution de 1688, la monarchie anglaise était réellement une monarchie constitutionnelle; l'aristocratie britannique n'était pas constituée sur les mêmes bases que les autres aristocraties de l'Europe. Depuis longues années, son pouvoir féodal n'existait plus; son pouvoir politique, au contraire, s'était affermi. La pairie était un des trois

grands corps de l'État. Une nation ne reste cependant jamais complétement en dehors du mouvement général des autres peuples, et Charles II avait une cour comme Louis XIV ou comme Philippe IV. Fidèles à l'exemple de leurs voisins, les souverains anglais avaient cherché à s'entourer d'un faste nouveau, propre à éblouir et à séduire leur noblesse.

La révolution de 1688, en chassant la branche aînée des Stuarts, ne modifia pas la constitution, et ne diminua pas le pouvoir royal. Guillaume, puis Anne, eurent donc également une cour, et l'on se rappelle que ce fut une intrigue de palais qui, en chassant une favorite, la duchesse de Marlborough, rendit la paix à l'Europe. D'autre part, l'histoire nous montre George II et George III dans une dépendance telle de leurs ministres et de leur parlement, que l'on se demande quand et comment ce changement radical a pu s'accomplir; quel jour et à quelle heure les souverains anglais virent leur cour, si brillante jadis, remplacée par un entourage aussi terne que celui de la reine Victoria. Ce problème historique n'est pas, ce nous semble, entièrement dénué d'intérêt, car cette transformation, peu importante, en apparence, est cependant l'indice certain du changement que le dix-huitième siècle vit s'accomplir dans le rôle et dans les destinées de la royauté anglaise.

Le roi règne et ne gouverne pas; telle est la fiction sur laquelle repose une monarchie constitutionnelle; mais, en Angleterre, les rois gouvernèrent longtemps avant de se contenter de régner; longtemps le ministre fut l'homme du souverain et non l'élu des chambres. S'élevait-il un conflit entre le parlement et le roi, ce dernier cassait la chambre; la résistance devenait-elle trop redoutable, le roi choisissait parmi les plus modérés de l'opposition l'homme qui lui offrait assez de garanties pour être investi de sa royale confiance. Mais le choix de ce ministre n'était jamais qu'une transaction; d'ailleurs, depuis la révolution de 1688, jusqu'à la chute de Robert Walpole, en 1742, pareil cas ne s'était pas présenté, et le parlement avait toujours consenti à rester en bons termes avec le mandataire royal, quel qu'il fût. En 1742, un vote de la chambre des communes renversa le ministre favori du roi, et George II, prince violent s'il en fut, consentit cependant, sans casser le parle-

ment, à déléguer le pouvoir à ses ennemis personnels. Ce jour-là, la monarchie anglaise était entrée dans une phase nouvelle; le souverain n'était plus qu'une expression gouvernementale; la dernière cour d'Angleterre n'existait plus.

Quatre années avant l'époque dont nous parlons, la mort, en frappant la reine Caroline, l'épouse de George II, avait fait disparaître le sage conseiller dont la douce influence prolongeait seule l'existence du pouvoir défaillant du monarque et de son ministre Walpole. Le court intervalle qui s'écoula entre cette mort et la chute du pouvoir fut en quelque sorte l'agonie de la suprématie royale. Durant la vie de la reine, au contraire, la cour avait jeté un vif et dernier éclat. Un habile ministre, de brillants courtisans, des hommes de lettres distingués, des favorites, de grandes dames beaux esprits, une société singulièrement sérieuse et futile à la fois, tel est le spectacle curieux que nous offre la cour de George et de Caroline, tel est le sujet de l'imparfaite esquisse que nous avons entrepris de présenter au public.

Cette histoire comprendra donc les dix années qui se sont écoulées depuis l'avénement de George II jusqu'à la mort de la reine Caroline; la cour sera le cadre du tableau dans lequel figureront les principaux personnages et les événements les plus marquants du temps. Avant de commencer ce récit, nous demanderons au lecteur la permission de le reporter à quelques années en arrière, et de dire quelques mots du règne de George Ier, le père et le prédécesseur de George II.

Guillaume d'Orange laissa, en mourant, à sa belle-sœur Anne, fille protestante du monarque exilé Jacques II, un double et dangereux héritage, la couronne d'Angleterre et la guerre de la succession. Un an avant de monter sur le trône, Anne fit secrètement assurer son père qu'elle ne consentirait à exercer ce pouvoir usurpateur que dans la pensée de préparer les voies au retour de son jeune frère. Jacques II accueillit avec mépris cette ouverture, et la mort ne lui permit pas de revenir sur les dures paroles qu'il prononça en cette occasion [1]. La

[1] Jacques II mourut l'année suivante.

reine était sincère, je crois, lorsqu'elle fit cette démarche; mais, en attendant le jour où elle pourrait exécuter ses promesses, elle n'en poursuivit pas moins avec vigueur la guerre entamée contre la France, la seule alliée de son père, et nous infligea, par l'épée du célèbre Marlborough, les plus sanglantes défaites dont nous ayons gardé la mémoire depuis Crécy et Azincourt. Lasse cependant, et de la guerre et de l'autorité tyrannique que ses ministres whigs exerçaient sur elle, Anne changea brusquement de politique, chassa du ministère Marlborough et Godolphin, et les remplaça par Bolingbroke et Harley, chefs du parti tory. La paix d'Utrecht fut la conséquence immédiate du changement d'administration (1713). Mais ce n'était pas seulement en vue de mettre un terme aux horreurs prolongées de la guerre que la reine Anne s'était soustraite de la sorte aux amitiés, aux influences, aux traditions de sa vie entière; un intérêt plus direct et plus cher lui avait dicté cette conduite : Anne songeait à remplir sa promesse envers son père. Son âge avancé, sa santé chancelante, lui rappelaient le peu de jours qu'elle avait à passer sur cette terre; aussi résolut-elle de mettre ce court répit à profit. En prenant Harley et Bolingbroke pour ministres, elle leur avait imposé la condition absolue de travailler activement au rappel de la branche aînée de sa maison. Deux princes se disputaient alors l'héritage de la reine : l'un était son frère, le fils de Jacques II, le prétendant, comme le nommaient les whigs, le roi, comme l'appelaient les jacobites; l'autre était George, électeur de Hanovre, arrière-petit-fils de Jacques Ier d'Angleterre, cousin issu de germain de la reine Anne, et appelé par un acte du parlement à la succession du trône comme le plus proche héritier de la reine dans la branche protestante. La mésintelligence qui régnait entre les ministres Harley et Bolingbroke retarda de deux ans l'exécution du projet qui consistait à faire abjurer le prétendant et à le présenter aux Anglais comme héritier de leur souveraine, non en vertu des droits antérieurs de sa naissance, mais en sa qualité *nouvelle* de prince protestant le plus rapproché du trône. Ce plan allait enfin s'accomplir dans quelques jours, et le parlement ne s'y fût sans doute pas opposé, quand la mort vint frapper la reine Anne à l'im-

Digitized by Google

proviste [1]. La loi de succession n'ayant pas été changée, il n'existait qu'un seul héritier du trône, George, électeur de Hanovre. A peine la nouvelle de la mort de la reine se fut-elle répandue, que toutes les villes du royaume proclamèrent, d'un accord spontané et unanime, le prince allemand roi de la Grande-Bretagne (1714).

George Ier avait cinquante-cinq ans lorsqu'il monta sur le trône. Jusque-là, ce prince s'était beaucoup moins préoccupé des chances éventuelles qui lui étaient réservées que de la paisible administration de ses possessions héréditaires. Il avait poussé si loin cette indifférence, apparente ou réelle, qu'il ignorait jusqu'à la langue de ses futurs sujets. Tandis que le prétendant remuait ciel et terre pour ressaisir sa couronne, le gros électeur semblait jouir de la plus complète liberté d'esprit. Était-ce excès de confiance, était-ce découragement? nous l'ignorons; mais, quels que fussent les motifs de cette apathie, George devenait un tout autre homme quand il s'agissait du Hanovre. Durant les sanglantes guerres de la fin du dix-septième siècle, il avait brillamment commandé les troupes de son petit État. A la paix, il s'était appliqué à gouverner despotiquement, mais paternellement, ses sujets, rêvant de petits agrandissements ou de petites réformes, influencé par ses favoris et ses maîtresses, mais doué d'un bon sens lourd qui l'arrêtait dans les entreprises hasardées et lui dictait, en général, la marche la plus sage à suivre dans les circonstances ordinaires. Quoiqu'il fût loin d'être un prince fainéant, George était cependant un homme de plaisir, et ses amours heureux ou malheureux jouèrent un grand rôle dans sa vie. Un sombre drame avait marqué les premières années de son mariage. Il avait épousé, étant encore fort jeune, sa cousine Dorothée de Zell, princesse aussi remarquable par sa beauté que par ses qualités morales (1682). Après avoir été quelque temps éperdument amoureux, le prince vit sa passion se refroidir et négli-

[1] Le comte d'Oxford chassé le mardi, la reine morte le samedi, s'écria Bolingbroke aussitôt après la mort de la reine; quel monde que celui-ci, et comme la fortune se plaît à se jouer de nous !

gea bientôt sa jeune épouse pour d'anciennes et de nouvelles maîtresses, et la laissa vivre dans un isolement presque absolu à la petite cour de Hanovre. Ce devait être sans doute une maussade et triste destinée que cette vie des princesses allemandes d'alors, victimes obéissantes et résignées d'une étiquette rigoureuse qui n'excluait cependant pas une certaine grossièreté gothique dans les mœurs. Une électrice ne pouvait pas sortir sans un cortége de dames d'honneur; mais, à son retour au logis, elle était battue sans pitié si l'électeur était gris [1]. Le moindre incident devenait un événement considérable dans ces intérieurs royalement bourgeois. Vers l'époque dont nous parlons, arriva à la cour un brillant seigneur, le comte de Kœnigsmark : la tournure la plus noble et la figure la plus séduisante, rehaussées encore par l'éclat d'une foule de duels, d'aventures, d'entreprises galantes [2], faisaient du jeune comte un véritable héros de roman. A sa réputation personnelle se joignait la renommée attachée au nom de sa sœur, devenue peu de temps après la maîtresse en titre de l'électeur de Saxe, la célèbre Aurore Kœnigsmark, qui passait alors pour la première beauté de l'Allemagne. Deux autres sœurs, presque aussi belles, un frère, doué également de ces avantages extérieurs, apanage de tous les membres de cette famille, et connu dans le monde entier par des aventures, où le crime côtoyait souvent de bien près la folie [3], avaient fait de ce nom de Kœnigsmark le sujet habituel des conversations de toutes les cours de l'Europe. On s'imaginera sans peine quel accueil dut recevoir au palais électoral un visiteur de cette sorte. Kœnigsmark, nous assure la chronique, ne voyageait que pour ajouter, comme Don Juan, de nouveaux noms à la liste de ses conquêtes. Nulle victoire ne lui parut ni plus difficile ni plus glorieuse à remporter que la séduction d'une jeune princesse aussi célèbre par l'austérité de

[1] Lisez, à cet égard, les curieux mémoires de la margrave de Bareith.

[2] Il avait, entre autres, été blessé dans un combat de taureaux en se précipitant dans l'arène pour ramasser l'éventail de sa maîtresse.

[3] Il avait assassiné en plein jour dans Hyde-Park un de ses rivaux.

ses principes que par son éclatante beauté [1]. Alors commença un de ces siéges en règle tels que les romans de l'époque nous les racontent : soupirs, tendres œillades, billet doux déposé sur la toilette d'un boudoir par la main d'une duègne corrompue. La fierté de la jeune princesse tint bon quelque temps contre ces attaques, mais Kœnigsmark était si beau ! Toute la cour semblait si complaisamment s'être fait son complice ! La vie qu'elle menait était si triste ! Son beau-père, l'électeur, l'accablait de tant de paroles dures et de traitements indignes de son rang ! Bref, Sophie-Dorothée se conduisit envers Kœnigsmark comme Anne d'Autriche à l'égard de Buckingham, elle faiblit, sans pourtant succomber. En effet, au bout de quelque temps, la jeune princesse laissa tomber sur son adorateur des regards moins sévères; un jour même, elle ne retira pas trop brusquement sa main sur laquelle l'audacieux séducteur venait de déposer un baiser. Kœnigsmark, enhardi, garda bientôt si peu de mesure, que le vieil électeur, sorte de Barbe-Bleue germanique, averti par la comtesse de Platen, sa maîtresse, qui voulait se venger du brillant séducteur, finit par ouvrir les yeux, entra dans la plus vive fureur, et fit donner au comte l'ordre de quitter sur-le-champ ses États. Celui-ci, au moment de perdre la partie, résolut de tenter un coup hardi pour s'assurer la victoire. Il fit remettre à la princesse un billet si tendre, si déchirant, que l'infortunée Sophie consentit à un rendez-vous, mais en mettant pour condition à sa condescendance que l'entrevue aurait lieu en présence d'un tiers et qu'elle serait suivie d'une séparation éternelle. En conséquence, le lendemain, à huit heures du matin, le comte fut introduit dans la chambre à coucher de la princesse; Sophie-Dorothée était encore au lit. Sitôt que Kœnigsmark aperçut sa belle maîtresse, il se précipita à genoux, nous dit la chronique, « lui débita avec une

[1] On a même prétendu que Kœnigsmark avait fait la cour à cette jeune princesse avant son mariage avec l'électeur; mais l'âge peu avancé qu'elle avait atteint lorsqu'elle contracta cette union (elle comptait à peine quinze ans) rendent cette supposition peu vraisemblable. (Coxe, *Memoirs of sir Robert Walpole. Memoirs of lord Hervey. Reminiscence of Horace Walpole.*)

» grâce extrême les choses les plus fortes et les plus tendres » pour lui peindre l'état troublé de son cœur, » versa des larmes, parla de se tuer, et sollicita, comme suprême faveur, la permission de déposer, pour la seconde et dernière fois, un baiser sur cette royale main. Sophie-Dorothée, touchée d'un amour si violent et si délicat, lui abandonna sa main, mais lui déclara toutefois que, bien qu'elle fît violence à son cœur, jamais la princesse de Hanovre ne s'abaisserait à être la maîtresse du comte de Kœnigsmark. Ce dernier poussa de violents soupirs, couvrit de baisers la main blanche qu'on lui avait laissé prendre en détournant la tête, se releva, salua profondément, et sortit. A peine la porte venait-elle de se refermer, qu'un cri horrible retentit dans le salon qui précédait la chambre de la princesse; Sophie s'élança vers la porte, mais deux gardes lui barrèrent respectueusement le passage [1].

George, absent au moment où ce drame venait de s'accomplir, fut aussitôt prévenu par l'électeur son père de l'atteinte portée à son honneur et de la vengeance qui en avait été tirée. La princesse, sans avoir pu se justifier, fut renfermée dans le château d'Alder, vieux manoir gothique, situé sur la petite rivière d'Alder, au cœur du duché de Zell. Elle y vécut trente-deux ans, sans obtenir la faveur d'embrasser une seule fois ses enfants; elle mena, au reste, dans sa captivité, la vie la plus chrétienne; tous les huit jours elle communiait, et, au sortir de la table sainte, elle réunissait sa maison autour d'elle et protestait solennellement de son innocence. Vers les derniers temps de sa vie, George, pris de remords, lui offrit, dit-on, de se réconcilier avec elle; mais la fière princesse répondit qu'elle ne consentirait à ce rapprochement que si le roi donnait un témoignage public de repentir pour la conduite indigne qu'il avait tenue à son égard. Le vieux monarque s'y refusa, et, voulant sans doute, à tout prix, tranquilliser sa conscience, il obtint un divorce, qui fut prononcé par une assemblée de théologiens complaisants. Bientôt après, la piété de la duchesse de

[1] Coxe, *Walpole*. *Reminiscences of Walpole*. *La Saxe galante*. *Memoirs of lord Hervey*.

Kendal, maîtresse en titre du roi, et une sorte d'attitude à la Maintenon, fort à la mode parmi les favorites de cette époque, firent supposer que George avait conclu avec cette dame un mariage morganatique.

Quant au comte de Kœnigsmark, à dater du jour où il avait pénétré dans l'appartement de la princesse, on ne le vit plus reparaître; mais on resta longtemps incertain sur son sort. Quelques années plus tard, en faisant des réparations au château, on trouva un squelette enterré sous la chambre à coucher de la princesse Sophie; on supposa que c'étaient les restes de l'infortuné séducteur, et la légende, qui affirmait qu'au sortir de la chambre de la princesse il avait été immédiatement étranglé, se trouva de la sorte en grande partie justifiée [1].

George, qui n'avait au reste assumé en rien sur sa tête l'odieux de cette aventure, parut s'accommoder à merveille de son semi-veuvage. Il aimait les conquêtes faciles, et la petite cour de Hanovre satisfaisait pleinement ses goûts à cet égard. La démoralisation des classes élevées de la société, revêtue en France d'un vernis de grandeur et d'élégance, s'était étendue à toutes les cours de l'Europe, en se modifiant toutefois selon le caractère propre à chaque nation. La galanterie, chevaleresque et jalouse en Espagne, familière et débonnaire en Italie, était restée singulièrement grossière en Allemagne; les choses s'y passaient simplement : c'était, le plus souvent, un marché conclu à des conditions généralement fort modestes entre la belle et le galant. Les amours de George Ier pourraient, au besoin, en fournir la preuve. Il jeta son dévolu sur une fraîche et grasse jeune fille allemande, avide et sotte, mais de bonne maison, s'entendit avec sa famille, et la proclama maîtresse en titre. C'était une sorte de mariage temporaire qui n'excluait pas les infidélités, mais qui, grâce à la force de l'habitude ou à la difficulté de rencontrer les nombreuses qualités requises pour être appelée à cette haute situation, durait le plus souvent toute la vie des deux amants. L'heureuse créature sur laquelle s'arrêta le choix de George Ier fut Mlle de Shulembourg, fille

[1] *Reminiscences of Walpole.*

d'honneur de la princesse Caroline, l'héritière de la reine Anne. Il était difficile de rencontrer une femme plus bornée d'esprit, plus avide d'argent et d'honneurs, et plus laide au bout de peu d'années, que cette favorite. En dépit de cette absence de charmes, son règne ne se termina qu'à la mort du monarque, et l'on croit même, comme je l'ai dit plus haut, qu'un mariage morganatique vint, sur la fin, sanctionner ce nœud illégitime. Mlle de Shulembourg devenue plus tard duchesse de Kendal, eut cependant une rivale qui partagea avec elle les bonnes grâces du roi, à dater du jour où celui-ci monta sur le trône d'Angleterre; ce fut Mme de Killmanseck, comtesse de Platen. L'origine de la faveur de cette dame fut assez singulière pour mériter qu'on en dise quelques mots. La reine Anne venait de mourir, et une députation de grands seigneurs anglais s'était rendue à Hanovre pour apporter à l'électeur l'hommage de ses nouveaux sujets. Il s'agissait de quitter un État paisible et de venir, sans retard, prendre possession d'une couronne fort précaire dans un pays où les rois payaient de leur tête la résistance aux fantaisies de leurs sujets. George, au moment de partir, invita Mlle de Shulembourg à le suivre; mais celle-ci, indolente et timide, s'effraya de ce voyage et des dangers qu'offrait le rôle de favorite dans un pays si turbulent. Sous divers prétextes, elle déclara ne vouloir se rendre que plus tard à la royale invitation. George ne pouvait, cependant, se passer d'une maîtresse, et d'une maîtresse allemande, puisqu'il ignorait l'anglais. Le voilà donc en quête d'une favorite, jolie, c'était le moins important, mais assez bien née pour pouvoir soutenir dignement son rang en Angleterre. L'embarras était grand, et, dit un contemporain (lady Montague), « le pauvre homme courait grand danger de venir ici sans savoir où passer ses soirées, qui s'écoulaient à l'ordinaire libres des soucis du trône, dans l'appartement des femmes. Mais Mme de Killmanseck le tira de cet embarras : apprenant que Mlle de Shulembourg hésitait devant ce dangereux voyage, elle s'offrit et fut acceptée. Il restait cependant une difficulté à surmonter; le roi ne voulait pas payer les dettes de cette dame, et ses créanciers ne voulaient pas la laisser partir. Mme de Killmanseck était une femme de tête, elle sentait toute l'importance du pas qu'elle

avait à franchir pour arriver à une éclatante fortune. Elle quitta la ville déguisée en homme, s'enfuit en chaise de poste jusqu'en Hollande, d'où elle s'embarqua avec le roi, et arriva avec lui en Angleterre[1]. »

Si, en avançant en âge, Mlle de Shulembourg était devenue laide, et si laide qu'un jour en sa présence la princesse Sophie, mère de George Ier, s'écria en anglais (langue que la favorite ignorait) : « Voyez donc cette guenon, et penser que c'est là la maîtresse de mon fils ! » si, dis-je, Mlle de Shulembourg avait perdu à ce point sa beauté, en revanche, Mme de Killmanseck n'avait jamais été jolie. A l'époque dont nous parlons, elle avait plus de quarante ans; sa mère, la comtesse de Platen, maîtresse de l'électeur, père de George Ier, avait élevé cette fille dès sa plus tendre jeunesse dans l'espoir qu'elle remplirait un jour, auprès du fils, les fonctions dont elle s'acquittait elle-même envers le père. L'élève obéissante mit vingt-cinq ans à parvenir à son but, mais le jour venu, elle profita habilement de l'occasion, et vécut jusqu'à la mort du roi dans la plus haute faveur. Instruite par l'exemple de la duchesse de Kendal, Mme de Killmanseck usa et abusa de son pouvoir pour acquérir une immense fortune. La libéralité du roi ne rendait pas la chose facile, car George Ier était avare comme un usurier; mais cette dame ne rougissait nullement d'accepter des pots de vin de toute espèce, et vendait sa protection, depuis la place de valet de pied jusqu'à celle de premier ministre. Pour clore la liste des tristes amours du roi, il faut encore parler de la seule Anglaise qui sut attirer son regard, miss Brett, fille du comte de Macclesfield, une véritable beauté cette fois, brune aux yeux noirs et au teint olivâtre comme une Espagnole. La faveur de cette maîtresse de la dernière heure fut au reste trop courte pour lui permettre d'orner son écusson de la couronne de comtesse, objet de son ambition et prix de sa condescendance.

Si des maîtresses nous passons aux favoris allemands (car le roi compta des ministres, mais jamais d'amis parmi ses sujets anglais), nous trouvons un ensemble de choix moins étranges,

[1] Lady Marie Wortley Montague, *la Cour de George Ier*.

à l'exception toutefois de deux Turcs faits prisonniers de la propre main de George, attachés depuis à sa personne, et devenus vers la fin des personnages fort importants. Le baron Goritz, Bernsdorf et Robotun, tels furent les trois conseillers que le roi emmena avec lui en Angleterre. Le baron Goritz, le plus considérable d'entre eux par sa naissance et sa fortune, avait administré les finances de son maître pendant trente années avec l'économie et la fidélité la plus scrupuleuse; c'était un homme droit, simple, et peu ambitieux. Le secrétaire Bernsdorf, d'une humeur différente, était un gentilhomme avare, artificieux et plein de vues. Quant à Robotun, Français réfugié au Hanovre, naissance obscure, bassesse de caractère et âpreté au gain, voilà les traits caractéristiques de cet intrigant vulgaire, à qui tous les moyens semblaient bons pour réussir, mais qui rencontra dans la fermeté et la supériorité des ministres anglais un obstacle infranchissable à sa fortune [1].

Tel était le cortége de maîtresses et de favoris dont l'électeur était entouré lorsqu'il vint prendre possession de sa nouvelle couronne. Jamais le proverbe « tel maître tel valet » ne fut plus justifié; il était facile de retrouver dans cet assemblage de courtisans chacune des vertus comme chacun des vices du maître. George, au reste, était trop âgé et avait déjà gouverné trop longtemps son électorat pour ne pas être parfaitement connu en Angleterre. Il fut donc accueilli par ses nouveaux sujets sans haine comme sans amour. Le portrait que lady Montague a tracé de lui donne une assez juste idée de la manière dont il était apprécié par ses contemporains :

« Peu d'hommes, dit cette dame, dans son tableau de la cour de George Ier, eurent moins d'ambition. Il aimait l'argent, mais plus à conserver le sien qu'à s'emparer de celui des autres; il s'était enrichi par l'épargne, mais il était incapable de se livrer jamais à aucune spéculation. Doué d'un esprit plutôt borné que paresseux, il s'était si parfaitement résigné à vivre dans sa petite ville de Hanovre, que si l'ambition de son entourage n'avait pas été plus grande que la sienne, nous

[1] Wortley Montague, *la Cour de George Ier*. Lady Marie Wortley Montague, *idem*.

ne l'eussions jamais vu en Angleterre. L'honnêteté naturelle de son esprit, jointe au peu de lumières qu'une éducation étroite avait su y ajouter, lui faisaient considérer son acceptation de la couronne comme un acte d'usurpation, scrupule qui le troubla toute sa vie... Il ne parlait pas anglais, et avait passé l'âge de l'apprendre; nos coutumes et nos lois étaient pour lui des mystères qu'il n'essayait pas plus d'approfondir qu'il n'eût réussi à le faire s'il l'eût entrepris. Il avait une sorte de bienveillance naturelle et souhaitait le repos à l'humanité tout entière, à la condition qu'on respectât le sien. »

Ce portrait impartial, quoique peu flatté, peint fidèlement ce prince qui, né dans une condition modeste, eût fait un bourgeois modèle, et qui réussit à se maintenir sur le trône malgré les périls d'une position difficile, par le fait même de ses qualités négatives.

Bien que le nouveau règne commençât sous de favorables auspices, ce n'était pas une couronne bien assurée que l'électeur de Hanovre allait poser sur sa tête. La Grande-Bretagne était déchirée par de profondes divisions intestines. Trois partis, les whigs, les jacobites, les tories, se disputaient le pouvoir, et combattaient à armes presque égales. Les whigs étaient en majorité en Angleterre, le plus peuplé des trois royaumes. Ils renfermaient dans leur sein quelques familles patriciennes, le plus grand nombre des protestants dissidents et la bourgeoisie presque tout entière. Le parti tory s'appuyait sur la petite et sur la haute noblesse, il était maître du clergé et de la jeunesse des universités. Les jacobites, comprenaient tous les catholiques Irlandais, les habitants des hautes terres en Écosse, et la basse population des grandes villes du Royaume-Uni.

Chacun de ces partis représentait une idée politique bien distincte : les whigs, la religion protestante, les tories, l'autorité, les jacobites, la légitimité. C'étaient les whigs qui avaient eu la principale part dans la révolution de 1688, c'étaient eux qui, mus par un sentiment plus politique que religieux, avaient chassé le catholique Jacques II. Les tories s'étaient associés, quoique avec moins d'enthousiasme, au mouvement populaire. Leurs principes éminemment conservateurs leur fai-

saient envisager le changement de dynastie comme un mal nécessaire, peut-être, mais regrettable au point de vue de la stabilité des institutions. Aussi, flottant sans cesse entre la branche aînée et la maison régnante, n'offraient-ils aux princes usurpateurs qu'un appui fort précaire, tandis que les whigs, engagés par honneur et par intérêt à soutenir la révolution, eussent préféré la ruine du pays à la restauration des Stuarts. Les jacobites pouvaient se vanter à juste titre de compter au nombre de leurs adhérents les hommes les plus distingués de la Grande-Bretagne, mais, malgré la justice de la cause et l'énergie de la résistance, il était facile de prévoir l'insuccès de leurs efforts, car ils avaient à lutter contre la plus forte et la plus respectable de toutes les passions humaines, le sentiment religieux. Jacobite était alors synonyme de Catholique. Jacques II, protestant, n'eût jamais été chassé du trône, mais si, au lieu d'être un prince médiocre, il eût été un souverain aussi distingué que Guillaume d'Orange, sa soumission au saint-siége n'eût pas moins, tôt ou tard, causé sa perte.

Le parlement était le théâtre pacifique des luttes de ces trois factions. L'influence du gouvernement était alors si grande, que le parti qu'il favorisait, fût-il whig ou tory, était maître des élections et du scrutin. Les jacobites formaient une faction peu importante dans les deux chambres. La machine politique qui fonctionnait alors, fonctionne encore aujourd'hui à l'aide de semblables rouages. Le roi, la chambre des lords et la chambre des communes, jouissaient des mêmes attributions et du même pouvoir. Dans leurs dispositions principales, les lois civiles n'ont pas changé. L'émancipation des catholiques et l'extension du droit électoral sont seules venues modifier les lois politiques. La presse était libre. Toutefois, les journaux, soumis à un droit de timbre assez lourd, n'avaient pas l'autorisation de publier les débats du parlement [1].

[1] La chambre des lords se composait : d'un prince du sang, de vingt-deux ducs, de deux marquis, de soixante-quatre comtes, de dix vicomtes et de soixante-sept barons, plus vingt-six pairs ecclésiastiques et seize pairs écossais, députés par la chambre haute d'Écosse. La chambre des commune comptait cinq cent cinquante-huit membres.

Au moment où l'électeur venait d'être appelé à la couronne, les tories, soutenus par le gouvernement de la reine Anne, étaient maîtres de la majorité dans les chambres. George Ier eut l'adresse de paraître quelque temps indécis entre les deux partis. Cette politique habile facilita singulièrement son accession au trône. Le parlement, si divisé d'ordinaire, vota à l'unanimité une adresse de félicitations au nouveau monarque, et nul obstacle ne vint s'opposer à son entrée triomphale dans le royaume. Le 8 septembre, à six heures de l'après-midi, George débarqua à Greenwich, au milieu d'un immense concours de peuple et de noblesse. Il se montra particulièrement gracieux pour les lords du parti whig, et ne parut même pas s'apercevoir de la présence d'Ormond et de Harcourt, les chefs illustres des tories.

George avait reconnu au premier coup d'œil ses véritables amis. Ce fut un whig, lord Townsend, qu'il chargea de composer le cabinet. Quoique né avec des instincts despotiques, le roi comprit que sa couronne dépendait de sa soumission absolue aux lois existantes. Il se résigna donc à régner sur l'Angleterre en véritable souverain constitutionnel. Ce fut grâce à cette sage conduite qu'il mourut sur le trône, et qu'il fonda la dynastie la plus solidement établie de toute l'Europe ; tant il est vrai que, dans la conduite des affaires humaines, le bon sens est supérieur d'ordinaire aux plus hautes conceptions du génie.

Lorsque George, quelques jours après son arrivée, eut proclamé pour ministres James Stanhope, lord Townsend, Walpole son beau-frère, lord Halifax, M. Pulteney, et lord Marlborough, il montra clairement quelle politique il comptait suivre. Les tories perdirent tout espoir prochain d'arriver au pouvoir, et les jacobites comprirent que l'administration de pareils ministres, s'ils restaient six mois en fonction, donnerait le coup de mort à leur cause.

Ces appréhensions étaient fondées, car les whigs ne montrèrent aucune modération dans la victoire. Les élections (1713) leur avaient donné une majorité imposante dans le parlement, et le premier acte des chambres fut de poursuivre à outrance des ennemis désarmés. Bolingbroke et Ormond se sauvèrent en France et se déclarèrent ouvertement pour le prétendant. Oxford fut mis à la tour. Lorsqu'un orateur de l'opposition se

permettait la moindre imprudence de langage, on le menaçait immédiatement de la prison. Cette violence n'était pas néanmoins injustifiable. Durant le règne de la reine Anne, les hommes d'État avaient fait preuve d'une singulière inconséquence, pour ne pas nous servir d'un mot plus sévère. Bolingbroke, Harley, Marlborough [1], les uns dans le ministère, les autres à la tête des armées, traitaient secrètement avec le prince exilé, tout en continuant à représenter ou à défendre le gouvernement usurpateur. L'enquête, ordonnée par la chambre, devait mettre en lumière plus d'une trahison, plus d'une lâcheté. En présence de pareils scandales, l'indignation des whigs honnêtes est excusable [2].

La violence toutefois est mauvaise conseillère. Les mesures de rigueur firent naître dans les partis opprimés plus de ressentiment que de terreur. Une sourde fermentation régnait en Écosse et en Irlande. Les jacobites s'agitaient de tous côtés. Le prétendant préparait une descente sur les côtes d'Angleterre. Les tories paraissaient fort disposés à se joindre aux royalistes, et pour parer à tous ces dangers le gouvernement ne comptait que 8,000 hommes de troupes.

Lord Mar fut le premier qui leva l'étendard de la révolte. Ce grand seigneur écossais, rassemblant ses vassaux autour de lui, proclama le prétendant roi de la Grande-Bretagne (6 septembre 1715). Sa petite troupe, composée de 500 combattants, grossissait de jour en jour, et bientôt plusieurs milliers d'insurgés prirent la cocarde blanche, emblème de la fidélité au malheur, en 1715 comme en 1795, en Écosse comme en Vendée ! Le 26 septembre, lord Mar s'empara sans coup férir de la ville de Perth. L'insurrection prenait des proportions formi-

[1] L'enquête ne concernait pas Marlborough. Bien que ses trahisons fussent avérées, on ne voulut ou on n'osa pas le mettre en cause.

[2] Remarquons en passant combien était grande l'influence du roi sur le corps électoral. En 1709, la chambre était presque entièrement composée de whigs, la reine Anne change ses ministres whigs et nomme un cabinet tory; on convoque une nouvelle assemblée, et l'immense majorité, de whig qu'elle était, devient tory. En 1713, George Ier casse cette chambre, prend des whigs pour ministres, et les électeurs suivent fidèlement le monarque dans cette nouvelle évolution.

Digitized by Google

dables. Jacques V avait fait parvenir à ses partisans l'annonce de sa prochaine arrivée. Il amenait avec lui six vaisseaux remplis de soldats, d'armes et de munitions. Dans le midi de l'Écosse lord Kenmure suivit l'exemple de lord Mar.

Au moment où il apprit ces fâcheuses nouvelles, le gouvernement se trouvait entièrement pris au dépourvu. Les huit mille hommes de troupe dont il disposait lui paraissaient à peine suffisants pour protéger l'Angleterre contre l'attaque des Écossais; il se contenta de nommer le duc d'Argyle général en chef du petit nombre de troupes qui se trouvaient en garnison en Écosse, avec l'ordre de se maintenir à Sterling, afin de commander le passage de la Forth. Durant les préparatifs, lord Mar restait dans une inconcevable inaction. La seule entreprise qu'il tenta fut une attaque de nuit sur la cité d'Edimbourg.

Le brigadier Mac Intosh, chargé de cette mission difficile, déploya une rare audace dans l'accomplissement de sa tâche, mais le duc d'Argyle, prévenu à temps, arrêta les progrès de cette expédition déjà à demi victorieuse. Mac Intosh, obligé de renoncer à son projet, fit une retraite savante, tourna l'armée ennemie, et pénétra hardiment en Angleterre. Argyle, au moment de le poursuivre, apprit que lord Mar avait enfin quitté sa position de Perth. Courant au plus pressé, le duc s'avança à marches forcées au-devant du chef, laissant le général Carpenter s'opposer s'il le pouvait au lieutenant.

Deux batailles furent la conséquence de cette double manœuvre. Mac Intosh, avait dû résigner le commandement entre les mains inhabiles de Forster, investi par lettres patentes de Jacques III du titre de général en chef. Aussitôt que la direction du partisan écossais ne se fit plus sentir, la désunion se mit dans les rangs des insurgés. Les uns refusèrent d'entrer en Angleterre, les autres n'obéirent qu'à contre-cœur. Carpenter rencontra à Preston cette armée démoralisée. Forster, sans essayer la moindre résistance, capitula honteusement. Les Highlanders, indignés, voulaient s'ouvrir les armes à la main un passage à travers les rangs ennemis; mais abandonnés par leurs chefs, environnés de toutes parts, ils renoncèrent à une lutte sans espoir, et rendirent leurs armes.

Le jour même de la triste capitulation de Preston, lord Mar

Digitized by Google

et le duc d'Argyle se joignaient à Sheruifmir. La bataille fut longue et acharnée; chacune des deux armées eut son aile gauche enfoncée; toutes deux couchèrent sur le champ de bataille, toutes d'eux s'attribuèrent la victoire, et toutes deux après le combat reprirent leurs positions respectives; Argyle à Sterling, lord Mar à Perth.

Un demi-succès, pour une insurrection, est l'équivalent d'une défaite. La trêve de quelques jours qui suivit la bataille de Sheruifmir accrut dans une proportion considérable l'armée d'Argyle, tandis que les Écossais découragés voyaient leurs rangs s'éclaircir par la désertion. Ce fut au moment où la cause royaliste semblait ainsi désespérée, que le prétendant débarqua enfin à Peterhead. Il arrivait trop tard! Pourtant, il avait mis tout l'empressement imaginable à se rendre à l'appel de ses partisans. Un malentendu était cause de ce retard. Lord Mar avait devancé de plus d'un mois l'époque convenue pour la prise d'armes générale. La présence de Jacques parut ranimer un instant l'espoir défaillant des jacobites. Ils accueillirent avec enthousiasme le jeune Stuart qui venait ainsi partager leurs dangers. Mais Jacques III devait être victime de la fatalité attachée à tous les aînés de cette maison depuis Marie Stuart. Le malheureux prétendant n'allait prendre le commandement des Écossais que pour assister à une déroute.

Cette mauvaise fortune l'accompagnait depuis le berceau. Les doutes entretenus sur la légitimité de sa naissance avaient été une des causes les plus puissantes de la révolution qui avait renversé son père du trône. Depuis lors, sa vie n'avait été qu'une longue suite d'infortunes. La mort de la reine Anne lui avait arraché la couronne qu'il allait ressaisir sans combats, la mort de Louis XIV lui avait enlevé son dernier protecteur, enfin, l'intempestif empressement de lord Mar venait de faire échouer la plus formidable insurrection contre laquelle la maison de Brunswick ait eu jamais à lutter.

Il n'est sans doute pas étonnant que des malheurs si prématurés et si répétés aient réagi sur le caractère de ce jeune prince. Jacques III était froid, morne et fier; quoiqu'il fût doué d'un esprit distingué et d'une grande honnêteté naturelle, quoiqu'il fût brave de sa personne et ferme dans ses desseins,

Digitized by Google

son apparence dédaigneuse, ses regards éteints, son peu de facilité à s'exprimer, le privaient du prestige nécessaire à un chef de parti, à un prince conquérant. Loin d'attirer à lui, il faisait éprouver à tout ce qui l'approchait un sentiment de gêne, presque de répulsion. Cette impression fut vivement ressentie au camp de Perth, si nous en croyons un lettre écrite par un de ses partisans quelques jours après son arrivée.

« Le roi, dit-il, est grand et mince de sa personne. Au lieu de lui donner de l'embonpoint, les années le maigriront sanc doute encore. Son teint est pâle, bien que son tempérament au fond soit sanguin. Son œil brille parfois avec une vivacité qui lui serait sans doute plus habituelle, si les circonstances où il se trouve étaient moins tristes. Sa parole est grave, un peu embarrassée. Au reste, il parle peu, et semble maître de lui. Ce qu'il est dans le plaisir, je ne saurais vous le dire, car le temps ne prête pas à la gaieté, et je ne l'ai jamais vu sourire... Il ne visite pas le soldat; il n'assiste pas à nos exercices militaires. Somme toute, j'eusse préféré cinq mille hommes de troupe à sa présence.

» Cependant, ajoute ce jacobite, pris sans doute d'un remords généreux, sa gravité, sa tristesse ne prouvent pas qu'il manque de jugement, et, d'ailleurs, le discours qu'il a adressé à son conseil, est remarquablement courageux et sensé. « Quoi qu'il arrive, a-t-il dit en terminant, mes fidèles sujets n'auront pas à me reprocher de n'avoir pas fait tout ce qui était en mon pouvoir. Que ceux d'entre vous qui négligent leur devoir et méconnaissent leurs intérêts soient seuls responsables des maux qui pourront arriver. Quant à moi, le malheur ne me semble pas une nouveauté : ma vie, dès le berceau, n'a été qu'une longue série d'infortunes, et je me suis préparé à supporter sans faillir les menaces de mes ennemis comme les vôtres... [1] »

Le ton sévère et triste de ce discours prouve à quel point le découragement s'était emparé des soldats et des chefs. Le conseil de guerre décida en effet, après de longues hésitations, qu'il serait inutile de faire aucune tentative, et qu'il fallait se

[1] Lord Mahon, *Histoire d'Angleterre*.

retirer. Ce fut en vain que Jacques protesta contre cette résolution. Ce fut en vain qu'il allégua que, se retirer sans livrer bataille, c'était le déshonorer à plaisir, lui, dont l'arrivée au milieu des siens deviendrait, de la sorte, le signal de la retraite et non pas du combat. Les chefs royalistes, effrayés de la disproportion de leurs forces avec les troupes du duc d'Argyle, ne voulurent rien entendre, et l'armée royaliste commença sa retraite.

Les généraux de Jacques venaient de se rendre coupables d'une faute honteuse; le prétendant devait, à son tour, en commettre une plus inexcusable encore. Les Écossais, mollement poursuivis par Argyle, se retiraient lentement. Au bout de quelques jours de marche, ils avaient atteint la petite ville de Montrose, située au bord de la mer. Le prince, voyant la partie perdue, ses soldats en pleine déroute, et la mer ouverte, se décida à se rembarquer sans avoir tiré l'épée. Se cachant de ses soldats comme s'ils eussent été des ennemis, le 4 février au soir il sortit de son logement par une porte dérobée, feignit de se rendre au quartier général; puis, retournant brusquement sur ses pas, il gagna la côte, où l'attendait un petit sloop français et monta sur le navire qui allait le séparer à tout jamais de son royaume et de ses amis.

Les Écossais, se voyant ainsi abandonnés, se débandèrent en masse. Les lenteurs calculées d'Argyle permirent au plus grand nombre de s'échapper. Quelques nobles victimes payèrent cependant de leur tête leur dévouement à une juste cause.

Peu de temps après la défaite du prétendant, le roi opéra une modification importante dans son ministère (1716). A l'instigation du comte de Sunderland, gendre du grand-duc de Marlborough, homme d'État ambitieux, hautain, impatient de tout partage du pouvoir, le roi renvoya Townsend et Walpole. Sunderland et Stanhope prirent seuls en main l'administration du royaume. Mais George, fidèle à son attachement pour les whigs, ne changea pas de politique. Sunderland et Stanhope étaient les véritables chefs de ce parti, tandis que lord Townsend n'avait dû sa situation qu'à une erreur du roi qui, en le choisissant pour premier ministre, avait cru trop aveuglément aux rensei-

gnements erronés que ses favoris allemands lui avaient donnés sur son nouveau royaume. Le renvoi de Walpole avait moins d'importance encore : car, bien que sa réputation grandît tous les jours, ce ministre n'était considéré alors que comme la créature de son beau-frère, comme un orateur plein de talent, un homme d'avenir, mais nullement un chef de parti. Cette cabale de cour n'eut d'autres résultats que de fortifier l'opposition de quelques voix; mais, au début, elle ne sembla pas devoir entraver sérieusement la marche des affaires.

Tandis qu'au dehors tout souriait au nouveau monarque, l'intérieur de sa famille présentait un spectacle moins consolant. Des haines et des divisions intestines, restées longtemps secrètes à l'ombre du palais, mais éclatant un jour avec violence au dehors, vinrent révéler à l'Angleterre que George était plus habile à maintenir la paix en Europe que parmi les siens. Le prince de Galles (George II), dès qu'il eut atteint l'âge de raison, avait vivement ressenti l'affront fait à sa mère, et la violence naturelle de son caractère l'avait entraîné à proférer quelques paroles imprudentes qui ne manquèrent pas d'être rapportées à son père. L'électeur (George Ier, car à cette époque, il n'était pas encore roi d'Angleterre) parut ne tenir aucun compte des propos inconsidérés du prince ; il ne changea aucunement de manière d'être envers lui, mais dans le fond de son cœur, il conçut pour ce fils une étrange aversion. Ces sentiments dénaturés ne se traduisirent d'abord que par l'isolement et l'obscurité où il laissait l'héritier présomptif. Cependant, à son premier voyage au Hanovre, après son avénement au trône, le roi sentit qu'il serait impolitique à l'égard de ses nouveaux sujets de trahir trop ouvertement ses sentiments, et il confia la régence au prince de Galles; mais en partant, il avait laissé plus d'un espion chargé de lui rapporter jusqu'aux moindres démarches, jusqu'aux moindres paroles du prince. Ces fidèles émissaires, comme on pouvait s'y attendre, peignirent la conduite du régent sous les couleurs les plus noires; on insinua qu'il tranchait déjà du souverain, et qu'il était occupé à ourdir une cabale avec Townsend et Walpole pour détrôner son père. Ce fut là la principale cause de la disgrâce de ces deux ministres. La nature soupçonneuse de

George Ier lui fit accueillir ces rapports calomnieux avec une confiance entière; aussi, lorsqu'il fut visiter ses possessions allemandes, il ne confia plus la régence au prince de Galles; il chercha même une occasion de se venger de ce fils détesté; mais sa vengeance fut mesquine, comme son caractère. Cette querelle de famille eut alors un grand retentissement, et bien qu'elle appartienne au règne antérieur à celui que nous avons entrepris de raconter, elle se rattache si directement à notre sujet, que le lecteur nous pardonnera sans doute de nous étendre un peu longuement sur cet épisode.

Aussitôt que les courtisans se furent aperçus de l'animosité qui régnait entre le père et le fils, il se forma deux partis à la cour, celui de l'avenir et celui du présent. Ceux qui, s'attachant au roi actuel, brisaient de la sorte en visière avec le prince de Galles, comprirent bientôt qu'ils n'avaient aucune mesure à garder, et que, pour compenser la disgrâce absolue où les placerait un changement de règne, il fallait au moins tirer tout le parti possible de leur faveur temporaire. On savait que la meilleure manière de faire sa cour au roi, était de se déclarer en hostilité ouverte avec le prince. Un grand nombre de courtisans employèrent ce moyen facile de réussir, et un de ceux qui se distinguèrent le plus dans cette petite guerre de tracasseries fut le duc de Newcastle. Mais laissons parler un contemporain, son récit aura dans sa bouche la vie et l'actualité qu'il perdrait sous ma plume [1].

« L'exorde ainsi préparé, nous dit Horace Walpole, le fils du premier ministre, dans ses *Réminiscences adressées aux miss Berrys*, vous devez supposer, mesdames, que le second acte s'ouvre avec un baptême royal.

» La princesse de Galles est heureusement accouchée d'un second fils (1717).

» Le prince avait désigné son oncle le duc d'York, évêque d'Osnabruck, pour servir de parrain avec Sa Majesté. Rien ne put égaler l'indignation de Son Altesse Royale, quand le roi

[1] Lord Hervey, dans ses mémoires, fait de cet événement un récit qui ne s'accorde pas entièrement avec celui de Walpole. Mais les différences qui distinguent ces deux versions sont insignifiantes.

nomma le duc de Newcastle pour second compère, et ne voulut entendre parler d'aucun autre. Le baptême eut lieu, comme d'habitude, dans la chambre à coucher de la princesse. Lady Suffolk, alors en fonction de dame de la chambre, et douée d'une mémoire des plus fidèles, m'a dépeint minutieusement cette scène. D'un côté du lit étaient les parrains et la marraine, de l'autre le prince de Galles et les dames de la princesse. L'évêque n'eut pas plus tôt terminé la cérémonie, que le prince, furieux, traversant d'une colonne du lit à l'autre, s'arrêta devant le duc de Newcastle, et étendant la main et l'index dans une attitude menaçante s'écria : « Vous êtes un drôle, mais je vous retrouverai. » Ce qui voulait dire dans son mauvais anglais : Viendra le jour où je me vengerai. Quel fut mon étonnement, continua lady Suffolk, quand, me rendant à l'appartement de la princesse, le lendemain matin, les gardes de service croisèrent leurs hallebardes et me dirent : « On ne passe pas. » J'insistai, en leur faisant observer qu'il était de mon devoir de remplir mes fonctions auprès de la princesse. Ils me répondirent : « N'importe, on ne passe pas ! »

» En un mot, le roi avait été tellement irrité de l'outrage fait par le prince, en sa présence, au duc de Newcastle, qu'il s'était résolu à infliger une insulte encore plus forte à Son Altesse Royale. On fit semblant d'interpréter la menace du prince au duc comme un cartel, et pour empêcher un duel, on mit l'héritier de la couronne aux arrêts; comme si un prince de Galles pouvait s'abaisser à se battre avec un sujet ! Les arrêts furent bientôt levés; mais, à la nuit, le prince et la princesse reçurent l'ordre de quitter le palais, et se retirèrent dans l'hôtel de leur chambellan, le comte de Grantham [1]. »

Cette dispute frivole occasionna entre le père et le fils une brouille qui dura plusieurs années. Le roi alla jusqu'à publier une ordonnance portant que toute personne qui rendrait ses devoirs au prince où à la princesse ne serait pas reçue à la cour. On les priva de leur garde d'honneur; le secrétaire d'État écrivit une circulaire aux ministres étrangers pour rendre

[1] Horace Walpole, *Reminiscence.*

compte des faits qui s'étaient passés; enfin, l'animosité royale fut portée si loin, que George conçut un instant le projet de solliciter un bill du parlement afin d'obliger le prince, lorsqu'il viendrait à monter sur le trône, à renoncer à ses possessions allemandes [1]. La flatterie des courtisans les porta, comme toujours, à dépasser en violence les sentiments connus du souverain et l'on assure qu'après la mort de son beau-père la princesse de Galles, devenue alors la reine Caroline, trouva dans un tiroir du secrétaire du roi une proposition écrite et signée, émanant du comte de Berkeley, et dans laquelle ce seigneur offrait au roi de se saisir du prince de Galles et de le faire passer en Amérique, *où l'on n'entendrait plus jamais parler de lui*. Il est inutile d'ajouter que la droiture naturelle de George Ier l'empêcha de jamais prêter l'oreille à une semblable proposition. Dans ses plus grands emportements contre son fils, il rendait cependant justice à ses qualités. « Il est fou, répétait-il souvent, mais il a de l'honneur. » Sa principale haine était dirigée contre la princesse Caroline, sa belle-fille, qu'il ne qualifiait jamais autrement que de « cette diablesse de madame la princesse [2]. »

L'attention de l'Angleterre se détourna bientôt de ces querelles domestiques, pour se reporter sur les complications plus sérieuses de la politique étrangère. Ce fut à cette époque qu'il se passa un fait presque unique dans l'histoire, une grande bataille navale entre deux nations puissantes, qui ne fut ni précédée ni, pour ainsi dire, suivie d'aucune déclaration de guerre. A la hauteur du cap Passaro (1718), l'amiral Bying détruisit la flotte espagnole qui se disposait à faire un débarquement en Sicile. Les instructions de l'amiral anglais lui enjoignaient de s'opposer à toute tentative de ce genre, bien que l'Angleterre ne fût pas en guerre avec la péninsule. Les Espagnols, au reste, épargnèrent à Bying la responsabilité de tirer les premiers coups de canon ; ce furent eux qui commen-

[1] Mahon, *History of England*.

[2] Ces mots ne sont pas traduits, ce sont les propres expressions du roi, qui ne s'exprimait jamais à sa cour autrement qu'en français.

cèrent l'attaque. Les Anglais, avec le bonheur constant qui les a toujours accompagnés sur les mers, remportèrent une victoire complète. Alberoni, alors premier ministre, jeta feu et flammes. Lorsqu'on lui apporta la nouvelle de cet engagement, sa rage fut telle, qu'il arracha le papier des mains du messager, le déchira et le foula aux pieds. Le ressentiment du cardinal fut partagé par tout ce qui portait le nom d'Espagnol ; cependant, le cabinet de Madrid, qui ne comptait pas un seul allié en Europe, n'osa prolonger les hostilités, et un traité de paix, dont une des conditions fut le renvoi d'Alberoni, vint tout arranger à l'amiable (4 décembre 1719).

Avant de terminer ce rapide exposé des faits principaux du règne de George Ier, il nous reste à parler de l'événement le plus marquant du temps, de la banqueroute de la compagnie du Sud. Désastre considérable tant par l'effroyable perturbation qu'il causa dans le moment où il eut lieu, que par les conséquences immenses, et, il faut le dire, heureuses dont il fut suivi. De cette banqueroute date, en effet, la prise de possession du pouvoir par sir Robert Walpole, un des plus grands ministres que l'Angleterre ait vus à la tête de ses affaires, et c'est à cet événement qu'il faut faire remonter les premières notions saines d'économie politique qui se soient répandues chez nos voisins, et par la suite dans l'Europe entière. C'était à l'époque où la France, enflammée par les magiques promesses de Law, s'était jetée tête baissée à la poursuite de spéculations chimériques. La contagion traversa bientôt le détroit, et vint s'abattre sur l'Angleterre. Elle ne tarda pas à y exercer des ravages sous des noms différents, donnant une fois de plus au monde le bizarre spectacle d'une de ces pestes morales aussi rapides, aussi contagieuses, aussi mortelles dans leurs effets que le typhus ou le choléra, suivant presque la même marche, traversant les mêmes phases et disparaissant de même, sans que l'esprit troublé puisse s'expliquer ni leur origine ni leur fin.

La compagnie du Sud existait déjà depuis plusieurs années, lorsqu'un projet de réduction du taux d'intérêt de la dette publique vint tout à coup grandir singulièrement son importance. Cette société, en prenant à sa charge ceux des emprunts

de l'État qui portaient un intérêt irréductible de sept pour cent, débarrassait le Trésor d'une de ses charges les plus lourdes. En compensation, le gouvernement lui avait fait des avantages considérables de toute nature. Mais cette opération, qui, sagement conduite, aurait pu avoir les meilleurs résultats, devint bientôt, grâce à l'engouement absurde du public et aux malversations des directeurs de la compagnie, la cause d'une véritable calamité publique. Les actions, de cent francs à l'origine, montèrent un moment à plus de mille francs, et, à ce taux inouï, d'avides spéculateurs se les arrachaient encore. Les folies de la rue Quincampoix furent bientôt égalées et dépassées dans Change-Alley. La foule était telle, que des bureaux volants furent établis jusqu'au milieu de la rue. Dans cette cohue, rang, sexe, profession, tout était confondu ; les cris des femmes dominaient le tumulte de la foule, et la taciturnité proverbiale des Anglais avait fait place à une loquacité plus que méridionale. *Les Anglais, les gens d'ordinaire les plus silencieux*, écrit un voyageur français contemporain, *ne restent pas à présent un instant ensemble sans causer d'actions du Sud ou de gallions d'Espagne. Lorsque je suis arrivé dans ce pays, l'on buvait et l'on fumait sans se parler. Je connaissais même un Anglais qui, toutes les fois qu'on voulait le forcer à rompre le silence, avait coutume de répondre que parler c'est gâter la conversation* [1].

La fureur de la spéculation fut bientôt portée si loin que, la compagnie du Sud ne suffisant plus au besoin d'agiotage répandu dans toutes les classes de la société, mille compagnies rivales se formèrent à l'envi. Nulle amorce ne parut trop grossière pour allécher ce peuple de niais. On vit s'établir des sociétés en commandite destinées : *à rendre l'eau de mer potable, à transmuter le plomb en argent, à fabriquer de l'huile avec de la graine de tournesol, à faire du fer avec du charbon de terre*, etc., etc. [2]. Mais la plus étrange peut-être de toutes, fut une compagnie fondée « en vue d'une entreprise qui devait être

[1] *Lettre d'un Français*, p. 168, éd. 1805.
[2] Macpherson, *Histoire du commerce*, vol. III, p. 90, éd. 1805.

révélée en temps favorable. » Chaque souscripteur devait payer deux guinées; on trouva plus de mille souscripteurs dans la journée. Le soir, l'inventeur était parti avec la recette.

Un tel débordement de folies ne pouvait être de longue durée. La compagnie du Sud, dans la crainte de voir son crédit ébranlé par la chute ou le succès de toutes ces entreprises rivales, obtint un ordre des lords justiciers pour poursuivre le plus grand nombre de ces sociétés imaginaires. Cet acte de prudence fut la cause de la banqueroute [1]. Le public, mis en garde contre les duperies dont il avait été la victime, voulut voir clair jusque dans les affaires de la compagnie principale, et il ne fallut pas un long examen pour reconnaître l'échafaudage de mensonge et de fraude sur lequel reposait le monstrueux édifice. La réaction fut terrible. De mille francs, les actions tombèrent, en quinze jours, à cent cinquante francs. L'Angleterre entière était ruinée; une indignation, dont rien ne peut donner idée, éclata alors dans les trois royaumes. Les rues retentissaient de cris de mort contre les agioteurs, et les clameurs remontaient bien haut, car le prince de Galles, les ministres, les favoris allemands, les maîtresses du roi surtout, étaient désignés par la vindicte publique comme les principaux coupables. Le roi, rappelé précipitamment du Hanovre, trouva son royaume en flammes. On parlait ouvertement de la déchéance d'un monarque assez criminel pour avoir encouragé une semblable fraude, ou assez court d'esprit pour ne pas avoir entrevu le piége. On assure que George fut si troublé un instant par ce déchaînement populaire, qu'il songea à abdiquer. Mais en faveur de qui? Le prince de Galles n'était-il pas incriminé autant que lui? C'en était fait de la dynastie, si un homme, doué d'un véritable génie politique et financier, sir Robert Walpole, ne se fût pas interposé entre le pays et la banqueroute, entre le roi et ses sujets. Walpole, qui s'était, à l'origine, violemment opposé au bill du parlement relatif au nouveau règlement de la compagnie, et à qui on venait de rendre depuis peu une place dans le ministère, vint annoncer

[1] *Lord Mahon*, vol. II, p. 12.

à la chambre des communes qu'il croyait avoir trouvé un moyen efficace pour parer au désastre. L'Angleterre eut, dès ce moment, les yeux tournés vers lui, et son attente ne fut pas trompée. Le remède consistait, en substance, à faire accepter cent quatre-vingt-cinq millions de francs du passif par la banque d'Angleterre, et la même somme par la compagnie des Indes, en laissant cinq cents millions à la charge de la compagnie du Sud. En vertu de cet arrangement, les actionnaires ne perdaient qu'une partie de leur argent, et la dette nationale ne se trouvait pas moins déchargée des cent quatre-vingt-sept millions que la compagnie avait pris dans l'origine à sa charge [1].

Les propositions de sir Robert Walpole furent acceptées par les chambres. Grâce à ces sages mesures, la confiance ne tarda pas à renaître, et les finances de l'Angleterre se trouvèrent, au sortir de cet orage, dans une situation plus prospère qu'à son origine. La même tempête qui avait ravagé la France et de là était venue sévir sur l'Angleterre, amena pour les deux pays un résultat bien différent, et vint fournir aux partisans du gouvernement constitutionnel un victorieux exemple de la supériorité d'un pays libre sur une nation assujettie à un pouvoir absolu. George Ier était un prince plus que médiocre; le régent était un des hommes les plus éclairés de son temps, et cependant, grâce à la supériorité du régime que chacun d'eux représentait alors, ce qui fut pour la Grande-Bretagne une crise salutaire devint pour la France, au contraire, la source d'un embarras financier qui ne fut liquidé que par la banqueroute de la révolution de 1789.

Pour en finir avec cette question de finance qui, malgré son importance, ne doit occuper que le second plan dans le cadre que je me suis tracé, je crois utile de donner au lecteur un aperçu succinct d'un budget anglais, en 1727.

Le budjet ordinaire des dépenses s'élevait à cent millions environ de notre monnaie. Les ressources de l'état consistaient en un impôt foncier de trois shellings par livre sterling, une taxe sur les boissons, et quelques autres impôts indirects. La

[1] *Lord Mahon*, vol. II. Coxe, *Walpole*.

dette nationale s'était accrue jusqu'au chiffre énorme, pour l'époque, de cinq cent millions de francs, mais un fond d'amortissement produisant un intérêt annuel de six cent mille francs environ, était destiné à diminuer chaque année la charge imposée au trésor; enfin une liste civile de vingt millions eût permis au roi, si son avarice ne s'y fût pas opposée, de subvenir aux frais de la cour, la plus brillante de l'Europe.

Les cinq années qui s'écoulèrent depuis la grande banqueroute de la compagnie du Sud jusqu'à la mort du roi, méritent peu d'attirer l'attention de l'historien. Quelques intrigues jacobites suivies de condamnations judiciaires, le renvoi de lord Carteret exigé par Walpole qui, devenu premier ministre, à la suite de sa brillante intervention dans l'affaire de la compagnie, ne pouvait souffrir aucun rival dans le ministère, et le rappel du célèbre Bolingbroke, tels furent les principaux événements qui passionnèrent les contemporains, et qui, grâce à la distance où le temps nous a placés, nous font un effet analogue aux oscillations d'un pendule bien réglé.

Quant à la politique extérieure, l'alliance de l'Espagne avec l'empereur, alliance toute dirigée contre l'Angleterre, donnait les plus sérieuses inquiétudes. Le cabinet de Madrid n'avait pas oublié la défaite du cap Passaro, mais seul, il ne se sentait pas assez fort pour attaquer un si redoutable adversaire, et où trouver un appui en Europe? Depuis le renvoi de l'infante, la France était devenue une ennemie; des liens de famille rendaient la Prusse l'alliée naturelle de George Ier; restait donc Charles VI et l'empire. Ce fut de ce côté que se tournèrent les vues de Ripperda, le favori et le conseiller de Philippe V. L'empereur était jaloux du Hanovre; de plus, il était fort refroidi avec la Hollande et l'Angleterre, par l'établissement d'une compagnie des Indes qu'il avait fondée à Ostende. Grâce à ces concessions, Ripperda envoyé à Venise avec une mission secrète, trouva peu d'obstacles de ce côté, il conclut un traité garantissant à Charles VI, Naples, la Sicile, le Milanais et les Pays-Bas, et Charles, de son côté assurait à Philippe V l'appui de l'empire dans la guerre que l'Espagne voulait intenter à l'Angleterre pour reprendre Gibraltar. Enfin la Russie n'était pas éloignée de se joindre à la coalition (1725). Les mi-

nistres anglais ayant eu vent de ces menées, formèrent une contre-ligue composée de l'Angleterre, la France et la Hollande. La Prusse resta, selon ses habitudes traditionnelles dans une neutralité armée. La guerre était imminente, et les dernières années du vieux George semblaient devoir être empoisonnées par une des luttes les plus sanglantes où son royaume pût se trouver engagé. Ce fut donc sous la triste impression des malheurs qui menaçaient sa dynastie que George résolut d'aller oublier pour quelque temps les préoccupations de la royauté dans son paisible électorat (1727).

Digitized by Google

CHAPITRE II

Paroles flatteuses du roi adressées à Walpole. — Intrigues ministérielles qui précédèrent le départ de George Ier. — La duchesse de Kendal s'unit à Bolingbroke : caractère de cet homme d'État, sa vie. — Walpole effrayé de la lutte qu'il va avoir à soutenir avec Bolingbroke, son caractère, ses débuts, sa condamnation, sa prison, le mariage de sa sœur ; il devient premier ministre. — Bolingbroke fait remettre un mémoire au roi par la duchesse de Kendal. — George Ier en avertit Walpole. — Le ministre insiste fortement pour que le roi accorde une audience à Bolingbroke. — George y consent. — L'audience ; intervention maladroite de lord Lechemère. — Impressions défavorables jetées dans l'esprit du roi. — Walpole pense à donner sa démission. — La princesse de Galles l'en dissuade. — Départ du roi, ses craintes superstitieuses, son voyage, sa maladie, sa mort. — Townsend expédie deux courriers en Angleterre.

Quelques jours avant de partir pour le Hanovre, George Ier déclara publiquement à Walpole qu'il le laissait à la tête du conseil de régence : « Je ne puis confier le royaume à une garde plus sûre, » avait-il ajouté.

Personne ne fut dupe cependant à la cour de ces flatteuses paroles. Chacun savait ou croyait savoir, qu'un changement de ministère était à la veille d'avoir lieu. La duchesse de Kendal avait été violemment irritée de la fermeté avec laquelle Walpole avait plusieurs fois refusé de lui accorder d'injustes faveurs. Sans rompre ouvertement avec lui, la favorite avait ourdi une intrigue destinée à renverser un ministre si peu com-

Digitized by Google

plaisant, et ne se sentant pas assez forte à elle seule pour en arriver à ses fins, elle avait contracté une alliance secrète avec le plus habile politique, l'orateur et l'écrivain le plus distingué, le plus fin courtisan et l'homme le plus décrié de cette époque, le célèbre Saint-John, vicomte de Bolingbroke. Cet homme d'État, qui appartenait à une des premières familles du royaume, après avoir reçu la plus brillante éducation à Eton, avait employé les premières années de sa jeunesse à se livrer avec fougue aux plaisirs et aux passions de cet âge. Mais las de cette existence orageuse, le goût de la politique s'éveilla en lui, il entra au parlement, et se plaça dès son premier discours à la tête des orateurs de son temps. Une instruction aussi profonde que variée, une éloquence qui semblait être l'expression facile d'un beau génie naturel, et qui décelait cependant à un observateur plus attentif, la constante étude des grands maîtres de l'art oratoire ; une parfaite connaissance des hommes, l'art de traiter avec eux, la grâce, la souplesse de l'esprit, tous ces dons rehaussés par un extérieur des plus nobles, et un visage d'une singulière beauté, attirèrent sur le jeune Saint-John les yeux de l'Angleterre entière. Aussi personne ne fut-il surpris de le voir arriver à l'âge de trente-deux ans au poste de secrétaire d'État, situation équivalente alors à celle de ministre des affaires étrangères. Bolingbroke, qui appartenait au parti tory, fut un des promoteurs de la fameuse paix d'Utrecht. Sa conduite en cette circonstance a été différemment appréciée des deux côtés du détroit; il n'en pouvait guère être autrement. Le traité qui sauvait la France, quelque avantageux qu'il fût à l'Angleterre, ne devait pas être facilement pardonné à son auteur par nos susceptibles voisins. Quatre jours avant la mort de la reine Anne, Bolingbroke parvint à chasser du ministère, Harley son collègue et son rival. Bolingbroke, partisan secret des Stuarts, avait préparé de longue main ce coup d'État, dont la conséquence immédiate devait être l'adoption du prétendant par sa tante, la reine Anne. Toutes les mesures étaient prises, lorsque la mort de la reine vint renverser un projet, qui douze heures plus tard recevait son exécution. George, comme on a pu le voir, choisit, en montant sur le trône, son ministère au sein des whigs. Le premier soin des nouveaux ministres fut de

Digitized by Google

rechercher dans les archives secrètes de l'État les pièces qui prouvaient la connivence de Bolingbroke avec les Stuarts. Le ministre disgracié n'attendit pas un jugement qui aurait infailliblement fait tomber sa tête sur l'échafaud; il se réfugia en France, et se déclara ouvertement pour le prétendant. Mais bientôt, dégoûté d'une cause qui semblait perdue, il se détacha de ses nouveaux amis, intrigua en Angleterre, et malgré l'opposition de Walpole, parvint à obtenir du parlement un bill qui le réintégrait dans la possession de ses biens, lui rendait sa qualité d'Anglais, tout en le privant de sa pairie. Bolingbroke se hâta de profiter de la permission qui lui était accordée, et revint s'établir en Angleterre. Il parut, dans les premiers temps, avoir complétement renoncé à la politique; on le vit s'adonner à la culture des lettres et aux plaisirs champêtres. Il s'était fait bâtir, dans le comté de Middlesex, une maison de campagne construite sur le modèle d'une ferme: les peintures mêmes du salon représentaient des poules, des instruments aratoires, des bœufs, faits à la manière noire pour imiter les dessins au charbon dont les paysans s'amusent à décorer, durant les veillées d'hiver, les murs blanchis de la cuisine. Renfermé dans cette rustique demeure, avec sa jeune femme, Mlle de Marcilly, nièce de Mme de Maintenon, et veuve en premières noces du marquis de Villette, Bolingbroke s'était entouré d'une société de gens de lettres dont Gay, Pope et Swift formaient le principal ornement. De cette retraite on voyait surgir de temps à autre quelque beau traité de philosophie, quelque poésie éloquente, qui charmait l'Angleterre entière par la noblesse du style, et l'élévation des idées. Mais l'ambitieux politique déguisait, sous ces dehors paisibles, une soif insatiable du pouvoir, une haine invétérée contre ses ennemis, un esprit d'intrigues que de projets chaque jour nouveaux, des menées souterraines sans cesse abandonnées et reprises ne pouvaient satisfaire. A force d'argent, de cajoleries, de promesses, il réussit à gagner la duchesse de Kendal à sa cause; ce point important obtenu, il se concerta avec les trois chefs de l'opposition dans le parlement, Pulteney, sir William Wendham et Carteret. Tout était prêt pour opérer le changement qu'il désirait quand la mort, qui semblait se plaire à jouer vis-à-vis de lui le rôle de l'exempt

dans *Tartuffe*, vint encore cette fois, en frappant George, comme elle avait frappé Anne, déjouer des mesures si bien prises, et replonger l'ambitieux désappointé dans le néant de la vie privée.

Tandis que Bolingbroke ourdissait ainsi mystérieusement sa trame, Walpole, bien informé par ses agents, ne restait pas inactif, mais malgré tous ses efforts son étoile pâlissait visiblement. Ce n'était pas dans le parlement que Walpole rencontrait les plus grands obstacles, grâce à la force et à la discipline du parti whig qui l'avait choisi pour son chef; mais en revanche, le ministre ne s'aventurait qu'en tremblant sur le terrain mobile de la cour, où maîtresses et favoris étaient ligués contre lui, et ébranlaient de jour en jour auprès du roi un crédit qui tenait moins à un goût particulier, ou à une sympathie personnelle, qu'à la crainte et à l'estime que l'habileté du ministre avait su inspirer au monarque. Si du roi, dont l'âge pouvait faire espérer la fin prochaine, Walpole reportait ses regards vers l'héritier présomptif, la perspective n'était guère plus consolante, car le prince de Galles manifestait hautement son aversion pour tous les ministres de son père, et bien qu'il fît quelques réserves en faveur de Walpole, qui en mainte circonstance s'était efforcé de lui rendre service, il ne déclarait pas moins à qui voulait l'entendre, qu'un changement de règne serait l'annonce d'un changement complet de système. Pour un ambitieux de la trempe de Walpole, c'était une cruelle destinée que de voir se terminer dans toute la force de l'âge une carrière partie de si bas, traversée par tant d'orages, si lentement, si laborieusement parcourue, et qui n'avait atteint le but tant désiré que depuis cinq années à peine. Robert Walpole, pouvait en effet se dire à juste titre l'artisan de sa fortune. Troisième fils d'un petit gentilhomme du comté de Suffolk, il avait dû passer ses premières années à lutter courageusement contre l'indolence naturelle de son caractère, pour acquérir l'instruction nécessaire à l'état ecclésiastique, seule porte que la fortune tenait alors ouverte devant lui. Déjà, sur les bancs du collége, il s'était trouvé en rivalité avec le jeune Saint-John. Leurs condisciples les opposaient souvent l'un à l'autre, et les avaient proclamés les princes de l'école.

Au moment où il allait entrer dans les ordres, la mort de ses frères aînés vint changer ses plans, et il se trouva à vingt-deux ans, nous dit lord Mahon, en possession de la fortune d'un aîné et de l'énergie ambitieuse d'un cadet.

Deux ans plus tard il était nommé membre du parlement. Son premier discours : Son *Virgin speech*, comme disent les Anglais, excita les rires de l'assemblée, qui ne se doutait guère qu'elle assistait au début d'un des premiers orateurs du temps. Loin de se décourager, le jeune Walpole revint à la charge ; la seconde fois on rit encore, tant l'orateur avait de peine à retenir le flot de pensées qui débordait en lui, puis on écouta en silence, et bientôt on applaudit. Walpole ne fut jamais cependant ce qu'on peut appeler un homme éloquent. On ne trouve dans ses discours ni périodes, ni images, ni poésie, mais ils se distinguent en revanche par une argumentation serrée, par une grande clarté, par une merveilleuse adresse à saisir, comme au vol, les dispositions flottantes d'une assemblée et surtout par l'emploi fréquent de cette ironie cruelle qui semble une des armes favorites des orateurs anglais. Quelques emplois de second ordre dans le ministère whig vinrent récompenser cette application persévérante ; mais à la chute de Godolphin et de Marlborough, Walpole, se trouvant de nouveau assis sur les bancs de l'opposition, attaqua avec un si grand talent et une si persévérante violence chacun des actes de l'administration tory, que les ministres jugeant qu'il leur serait impossible de gouverner en présence d'un adversaire aussi redoutable, résolurent de s'en délivrer à tout prix. On formula contre Walpole une accusation de péculat.

Une commission d'enquête, choisie au sein de la majorité, se prononça contre lui, et par un bill passé à cet effet, Walpole fut chassé du parlement, déclaré indigne de siéger jusqu'à la prochaine législature et renfermé à la tour. Cette condamnation était si manifestement empreinte de l'injustice de l'esprit de parti, Walpole se défendit avec un tel talent, et les whigs prirent si chaudement sa cause en main, que cette épreuve grandit l'homme qu'elle semblait devoir écraser. Les plus grands seigneurs, les plus nobles dames, les poëtes, les écri-

vains, les ministres étrangers vinrent le visiter dans sa prison. On s'arrachait, à peine imprimés, les pamphlets qu'il publiait, ses conseils étaient écoutés et suivis, et, du fond de son cachot, il dirigeait la politique des whigs. Nous avons vu comment, à la mort de la reine Anne, il avait fait parti du premier ministère de George, situation importante qu'il n'atteignit cependant que par l'entremise de son beau-frère, lord Townsend, car malgré sa réputation et ses talents, Walpole n'occupait alors que le second rang parmi les chefs du parti whig.

La fortune qui semble doter certains hommes de cette magique baguette des contes de fée, qui transforme tout ce qu'elle touche, en or ou en diamants, montra une fois de plus à l'égard de Walpole avec quelle facilité elle sait faire tourner, au profit de ses favoris, les disgrâces apparentes de leur destinée.

Une condamnation infamante mit Walpole en lumière, une sœur décriée lui procura un portefeuille. A l'époque où il n'était encore qu'un membre fort obscur du parlement, qu'un gentilhomme aisé consacrant ses deux mille livres sterling de revenu à entretenir un équipage de chasse, à réparer Staughton, le château de sa famille, et à faire au demeurant fort petite figure à Londres, miss Dorothée Walpole, sa sœur, après avoir couru, à la recherche d'un mari, les bals et les réunions où ses manières fort légères lui avaient attiré plus de galants que de prétendants, vint, à bout d'efforts et de sourires, se retirer dans le château de son frère, afin d'essayer le pouvoir de ses charmes, un peu flétris, sur les simples gentilhommes campagnards. Lord Townsend, de son côté, sorte de misanthrope bel esprit, dégoûté de la scène politique, où il avait joué un assez grand rôle, mais où la droiture de ses principes, la raideur de ses manières, et l'emportement de son caractère, lui avaient créé beaucoup d'ennemis et peu d'amis, avait été comme Alceste, se consoler aux champs de la folie et des vices de notre pauvre humanité. Miss Dorothée Walpole devait plaire à un caractère de cette trempe, par l'opposition même de leurs natures. Elle tourna en effet la tête de lord Townsend, qui ne tarda pas à l'épouser. Walpole profita, avec son habileté ordinaire, de cette heureuse alliance; il parvint à ramener son beau-frère sur la scène poli-

tique, et le décida à accepter en Hanovre une mission qui fut l'origine de leur fortune à tous deux. En effet, lorsque George Ier monta sur le trône, il ne connaissait guère que Townsend en fait d'homme marquant parmi les whigs, et dans cet embarras, ce fut lui qu'il chargea de composer un ministère [1]. Walpole eut naturellement une place importante dans le nouveau cabinet, et se montra digne de la haute situation où des circonstances heureuses, autant que ses talents, avaient réussi à le faire parvenir. Nous avons vu quelle fut sa brillante conduite dans la banqueroute de la compagnie du Sud; il montra la même supériorité lorsque, concurremment avec les questions de finance, il eut à s'occuper de la politique étrangère. La qualité distinctive de son esprit était un bon sens d'une merveilleuse justesse. Il comprit que l'Angleterre, encore épuisée par ses dernières luttes, grandirait plus par la paix que par la guerre, et pendant quinze années, il sut, grâce à des prodiges de diplomatie, tant intérieure qu'extérieure, maintenir cette paix si désirable entre les souverains, comme entre les partis. Toute médaille a son revers. Walpole était profondément sceptique, il connaissait et surtout il méprisait les hommes, et ce fut par les mauvais côtés de leur nature qu'il chercha constamment à agir sur eux. Les mots d'honneur et de désintéressement semblaient ne lui offrir aucun sens. Lorsqu'il voyait de jeunes hommes entrer dans la vie publique avec toute la fraîcheur des sentiments de leur âge: « Croyez-vous, donc, leur disait-il, être d'anciens Romains? Vous visez à la renommée de patriotes? Enfantillage que tout cela! Vous en reviendrez bientôt, et vous ferez bien. » Telle fut la grande erreur de son jugement, et elle lui a été fatale dans le présent comme dans l'avenir. Malgré ses talents éminents, ses belles qualités, cette longanimité qui lui faisait toujours tendre la main à un ennemi désarmé, son sage gouvernement, j'ajouterai même une certaine probité relative, car il sortit du ministère plus pauvre qu'il n'y était entré, Walpole fut déconsidéré de son temps, et il personnifie aux yeux de la postérité le régime

[1] Lady Montague, *La Cour de George Ier*.

de la corruption parlementaire. Son ministère tomba sous le poids de l'indignation de la conscience publique, et si l'on nous permet de parodier la belle expression de Lamartine, son nom sera ballotté d'âge en âge, entre Dubois et Chatham !

Dans la lutte désespérée qui venait de s'engager entre Walpole et Bolingbroke, les talents comme les chances de succès, semblaient donc également partagés. Si le chef du parti whig était plus populaire, son antagoniste était mieux en cour. L'un espérait que le roi n'oserait pas mécontenter le parlement, l'autre que le parlement tiendrait à ménager le roi. George Ier était loin cependant de s'être déclaré ouvertement pour Bolingbroke, et l'influence de la duchesse de Kendal parvenait seule à surmonter la méfiance qu'inspirait instinctivement au roi le renégat de tous les partis.

Une des dernières manœuvres de Bolingbroke avait consisté à faire remettre au roi par son ancienne maîtresse, devenue alors son épouse de la main gauche, un mémoire rempli d'invectives contre le ministre. Après avoir dépeint, sous les couleurs les plus noires, la mauvaise administration du pays, il concluait en demandant une audience, dans laquelle il pût éclaircir, avec le roi, les points qui dans ce réquisitoire lui sembleraient douteux.

George, avec la franchise habituelle de son caractère, montra le mémoire à Walpole qui, sans se déconcerter, insista vivement pour que le roi accordât l'audience demandée. « Si Votre Majesté repousse cette requête, ajouta-t-il, on ne manquera pas de s'élever contre moi, sous le spécieux prétexte que je tiens son oreille fermée aux plaintes de ses sujets, et que je ne permets à personne de lui révéler les vérités désagréables qu'on peut avoir à dire sur le compte de son ministre. »

Au sortir de cette audience, Walpole se rendit directement chez la duchesse, l'interrogea adroitement, et la força de convenir que c'était elle qui avait remis le mémoire. La favorite embarrassée chercha à se justifier. « La seule faveur que je vous demande, reprit Walpole en l'interrompant, est d'appuyer mes instances auprès du roi, pour qu'il veuille bien entendre les révélations de milord Bolingbroke. »

Le roi refusa d'abord, puis il finit par céder, et au jour

choisi pour l'entrevue, Bolingbroke fut admis dans le cabinet royal. Walpole s'était placé dans un appartement voisin. Lord Lechemere qui occupait dans le ministère la fonction subalterne de chancelier du duché de Cornouailles, arrivait en ce moment pour demander au roi la signature de quelques papiers. « Il apprend que Sa Majesté est renfermée dans son cabinet en conférence secrète, et à son inexprimable surprise, il voit sortir Bolingbroke de l'appartement royal. S'imaginant que cette entrevue est le résultat d'une trahison de Walpole qui veut changer le ministère et s'allier aux tories, il se précipite chez le roi, et sans faire aucune excuse, sans parler de l'affaire qui l'amène au palais, il commence à proférer mille injures contre Walpole, non-seulement pour tout le mal dont il s'est rendu coupable, mais encore pour avoir introduit auprès du roi un conseiller tel que Bolingbroke[1]. »

Le roi, enchanté de la méprise, lui demanda froidement s'il entendait se substituer à ces méprisables personnages dans l'emploi de premier ministre. Lechemere ne répondit rien à ce sarcasme, mais continua à se répandre en injures contre Walpole; il partit enfin après avoir fait signer au hasard un des papiers qu'il tenait à la main. Walpole trouva le roi grandement diverti de cette petite comédie, et il fut quelque temps avant de trouver un joint favorable pour oser lui demander le sujet de sa conversation avec lord Bolingbroke.

— Bagatelles, bagatelles, dit le roi, légèrement soucieux.

La tentative imprudente que Walpole avait tentée en introduisant lui-même son rival auprès du roi, faillit tourner contre lui. La calomnie est une arme dangereuse dans les mains les plus maladroites; mais maniée par Bolingbroke, ses blessures devenaient mortelles. Ce n'était pas tout; l'intervention inopportune de lord Lechemere, ses plaintes, ses récriminations contre Walpole, étaient venues corroborer les attaques de Bolingbroke, en montrant au roi à quel point son premier ministre était jugé sévèrement par ses collègues eux-mêmes. George Ier, partagé entre l'aversion qu'il éprouvait pour Bo-

[1] Coxe, *Walpole*, vol. II.

lingbroke et la défiance que commençait à lui inspirer Walpole, résolut de remettre toute décision à son retour. En partant, il n'en fit pas moins un accueil amical à son premier ministre; mais celui-ci démêla, au travers des cajoleries du monarque, le danger imminent suspendu sur sa tête. Il hésita un instant à aller au-devant du coup qui le menaçait et à offrir sa démission en échange d'une couronne de comte. Dans son embarras, il fit consulter la princesse de Galles, qu'il avait toujours soigneusement ménagée, devinant avec le tact si fin qui le caractérisait, que c'était elle qui exerçait la véritable, la seule influence sur un mari fort léger, et qu'on aurait dû croire uniquement mené par ses maîtresses. Restez, lui fit répondre la princesse; qui quitte la partie la perd [1].

Walpole suivit ce conseil et dut s'en applaudir plus tard.

Le roi cependant s'embarqua le 3 juin. Au moment de mettre le pied sur le vaisseau, son visage, d'ordinaire dur et impassible, fut inondé de larmes [2]. Il embrassa avec l'effusion la plus paternelle le prince et la princesse de Galles. Les assistants, surpris, attribuèrent cette émotion, si rare chez le vieux monarque, à la terreur superstitieuse que lui causait la prédiction d'une bohémienne, qui lui avait annoncé, bien des années auparavant, qu'il ne survivrait pas d'un an à sa femme. D'autres assurèrent qu'avant sa mort la princesse Dorothée avait assigné son mari à paraître dans l'année devant le tribunal de Dieu. Quelle que fût la cause de cet attendrissement, les contemporains furent unanimes pour l'attribuer uniquement à un retour égoïste que le roi faisait sur lui-même en vue des malheurs qui le menaçaient, et nullement à l'explosion irrésistible de la tendresse d'un bon père quittant un fils adoré. En dépit de ces appréhensions funèbres, le roi jouit d'une parfaite santé jusqu'à son arrivée à Delden; le lendemain, il s'arrêta pour se reposer dans le château du comte de Twittel. George avait un robuste appétit et était fort gourmand; il mangea un melon entier à son souper. Cet excès fut suivi d'une indigestion qui causa probablement sa mort; à moitié remis, il retourna le soir à Delden

[1] Coxe, *Walpole*, vol. II.
[2] Horace Walpole, *Reminiscence*.

et partit le lendemain, 10 juin, après avoir déjeuné d'une tasse de chocolat. A son arrivée à Bentheim, il se sentit indisposé de nouveau; mais il continua sa route malgré les instances réitérées de sa suite. Le mal faisait à chaque instant des progrès, et en arrivant à Ipperburen, le roi était déjà tombé dans une complète léthargie; son bras pendait inanimé le long de son corps, et la langue lui sortait de la bouche; le seul signe de vie qu'il donnât était le cri continuel d'Osnabruch! Osnabruch! L'impatience qu'il manifestait d'atteindre cette ville décida ses gens à ne pas s'arrêter à Ipperburen, mais à pousser jusqu'à Osnabruch, dans l'espoir d'arriver avant qu'il mourût. Mais il était trop tard : George rendit le dernier soupir pendant que son carrosse gravissait la côte qui avoisine Ipperburen. A l'arrivée du cortége au palais épiscopal, l'évêque d'Osnabruch, frère du roi, fit porter le corps inanimé dans la chambre où, soixante-sept ans auparavant, il avait reçu le jour. On essaya une saignée, mais tous les efforts pour ramener le roi à la vie restèrent infructueux [1].

Un exprès avait été immédiatement dépêché à la duchesse de Kendal. Il la rencontra sur la route, à deux lieues en-deçà du Rhin. Tandis qu'elle se hâtait, un autre courrier lui annonça la mort du roi; elle se frappa la poitrine, s'arracha les cheveux, et donna tous les signes d'une extrême douleur. Mais, néanmoins, elle ne voulut ou n'osa revenir à Osnabruch donner un dernier baiser à celui qui avait été si longtemps son amant et qui était devenu son mari, et, renvoyant ses dames anglaises, elle se rendit à Brunswich, où elle séjourna trois mois.

En apprenant ces nouvelles, lord Townsend, qui précédait le roi sur la route de Hanovre, revint immédiatement sur ses pas. Il se hâta d'écrire une lettre de condoléance au nouveau roi, mais en ayant soin de la faire précéder d'une dépêche adressée à son beau-frère, et se mit lui-même aussitôt en route pour se trouver à temps sur le théâtre où allait se jouer sa destinée et celle de son parti.

[1] Coxe, *Walpole*.

CHAPITRE III

Caractères de George II, de son épouse Caroline d'Anspach, de mistress Howard, maîtresse du nouveau roi, de lord Hervey, de sir Spencer Compton et de mistress Sundon. — Walpole part pour annoncer au roi la mort de son père.

Pendant que ces graves événements se passaient en Hollande, le prince de Galles et sa petite cour étaient réunis tristement à Richmond. Malgré la beauté du palais et la fraîcheur des ombrages, le prince George trouvait sans doute singulièrement maussade un séjour où il se voyait réduit à vivre comme le plus simple particulier, lui qui, en l'absence de son père, aurait dû occuper le poste de régent, auquel sa naissance semblait le convier. La chasse à courre et à tir, les embellissements de ses parterres, la musique, et quelques amours monotones, telles étaient les seules distractions que la jalousie soupçonneuse du roi permettait à un prince qui venait d'atteindre sa quarante-cinquième année. George ressentait vivement sa disgrâce, non qu'il fût ou très-ambitieux ou très-actif, mais sans parler du froissement d'amour-propre que lui causait une insignifiance aussi absolue, le sujet habituel de ses plaintes les plus amères était l'impossibilité où l'avait réduit la susceptibilité paternelle de satisfaire son goût le plus vif et le plus innocent, le maniement, ou, si j'ose me servir de cette expression, le tripotage d'une armée! Les revues, l'uniforme, la manœuvre, tel était l'élément d'un prince qui se croyait, comme presque tous les

souverains allemands, un général consommé. Cette manie bien connue l'avait fait surnommer le capitaine; et l'infortuné capitaine ne pouvait même pas faire manœuvrer une compagnie. Après la passion des armes, son goût le plus vif était celui des femmes, il s'était marié par amour, et cet amour, compromis dès les premiers temps de son union par de nombreuses infractions à la foi conjugale, dura cependant sa vie entière. Né dans une condition moins relevée, George eût sans doute été un époux modèle, mais il croyait la galanterie un des devoirs de sa profession. Aussi, tout en restant fidèle aux habitudes conjugales les plus constantes, tout en respectant et estimant sa femme au point de n'agir jamais, dans les plus grandes comme dans les plus petites choses, sans l'aide de ses conseils ou contrairement à son avis, George II croyait nécessaire à sa grandeur de donner au monde le spectacle d'un amour illégitime. Sa conscience le laissait à cet égard tellement en repos, et le renversement des notions de la morale était si complet chez lui, qu'il allait jusqu'à consulter sa femme sur le choix de ses maîtresses. Chaque jour, il lui racontait longuement ses moindres entretiens avec la favorite attitrée, lui confiait dans le plus grand détail ses joies ou ses infortunes amoureuses, et exigeait de sa malheureuse épouse, en retour de cette franchise, des témoignages de sympathie ou d'approbation. Ce trait de caractère doit suffire au lecteur pour lui faire connaître le peu d'étendue de l'esprit du prince de Galles. Il avait hérité des défauts, ainsi que des qualités de son père. Comme lui, il était brave, sensé, honnête, et d'une ténacité qu'il poussait jusqu'à l'entêtement; comme lui, il était singulièrement avare.

J'en donnerai un exemple entre mille. Une de ses manies était de compter publiquement l'argent qu'il avait dans sa poche. Un jour, assis auprès de miss Bellenden, dont il était éperdument amoureux, il se livrait à son occupation favorite; la jeune dame, perdant patience, s'écria : « Sire, je ne puis supporter ce spectacle; si vous continuez à compter votre argent, je quitte la chambre [1] ! » Le prince rougit et se fâcha, mais re-

[1] Walpole, *Reminiscence.*

commença le lendemain. La courageuse personne qui avait osé donner à George cette leçon sévère, avait su lui inspirer la passion la plus violente qu'il eût éprouvée depuis son mariage, passion malheureuse, cependant, si nous en croyons les contemporains.

La princesse Caroline n'était pas étrangère au choix que son mari avait fait de cette dame pour favorite. Connaissant assez George pour savoir qu'il lui fallait une maîtresse, et ayant assez bonne opinion de miss Bellenden pour croire qu'elle saurait résister aux sollicitations d'un amant, fût-il de sang royal, Caroline encouragea, si elle ne fit pas naître ce sentiment. Mais miss Bellenden était trop fière pour jouer longtemps un semblable rôle ; elle épousa, en 1720, John Campbell, fils aîné du duc d'Argyle, et laissa de nouveau le prince en quête d'une favorite attitrée. Ce fut mistress Howard, comtesse de Suffolk, qui hérita des bonnes grâces du prince de Galles. Nous reparlerons plus loin de cette dame, qui mérite une mention particulière, en raison du rôle considérable qu'elle joua pendant le règne de George II.

En dépit de ces amours si nombreux et si publics, l'extérieur du prince n'annonçait nullement un héros de roman. George était d'une petitesse remarquable [1]. De grands yeux à fleur de

[1] Une chanson du temps s'exprimait ainsi en parlant du roi et de lord Edgecombe, dont la taille était encore plus exiguë que celle de son maître :

When Edgecomb spoke, the prince in sport
Langh'd at the merry elf.
Rejoiced to see within his court
One shorter that himself.
I am glad cry'd out the quibbling-squire,
My lowness makes Your Highness higher.

Quand Edgecombe parla, le prince enchanté
Se mit à rire aux dépens de ce nain plaisant,
Réjoui de voir à sa cour
Quelqu'un de plus petit que lui :
Je suis heureux, s'écria le malin personnage,
Que ma petitesse rende Votre *Altesse plus haute*.

tête, un nez aquilin, et un menton proéminent, déparaient un visage trop long, où cependant un certain air de bonté et de majesté tempérait l'irrégularité des traits. Il parlait l'anglais correctement, mais avec un accent hanovrien très-prononcé. Son instruction littéraire était nulle, mais, en revanche, il avait fait de l'histoire une étude approfondie; il embarrassait souvent ses ministres par sa connaissance parfaite des traités, de leurs moindres clauses et des dates où ils avaient été conclus. Tel était ce prince qui personnifiait en lui d'une façon singulière les vertus et les défauts de sa race. Il est remarquable, en effet, de voir à quel point les deux familles qui se succédèrent sur le trône de la Grande-Bretagne surent imprimer à chacun de leurs membres une sorte de cachet unique. Durant un espace de deux cents ans, l'histoire n'a jamais pu citer un Stuart reconnaissant, ou un Brunswick généreux.

L'Angleterre dut s'estimer heureuse de voir les vertus de la reine Caroline servir de contre-poids à la nullité et aux défauts de George II. Ce fut grâce à cette douce et sage influence que le roi, naturellement emporté et absolu, sut se plier aux exigences difficiles de son rôle de souverain constitutionnel.

Caroline Wilhelmine, fille de Jean-Frédéric, margrave d'Anspach, était née en 1683. Son père étant mort lorsqu'elle était encore fort jeune, et sa mère s'étant remariée à l'électeur de Saxe, Caroline fut laissée sous la tutelle de Frédéric de Brandebourg, qui devint plus tard roi de Prusse.

La margrave de Bareuth, sœur du grand Frédéric, nous a initiés aux mystères de cette cour allemande, où un prince, fréquemment ivre, frappait à coups de canne femmes, enfants et valets, comme eût pu le faire le paysan le plus grossier de son électorat. Ce fut sans doute à cette rude école que la jeune princesse apprit cette douceur, et cette soumission absolue aux ordres du maître, dont elle fit preuve toute sa vie. La cour de Prusse n'était rien moins que brillante, et aucune fête ne venait égayer cet intérieur si fréquemment troublé par les éclats terribles de la colère de l'électeur. La jeune princesse mit cette reclusion à profit, et acquit l'instruction la plus solide et la plus variée. Elle parlait toutes les langues de l'Europe avec une égale facilité; elle était musicienne consommée, et s'était prin-

cipalement livrée avec passion à une étude fort rare parmi les femmes et les princesses de cette époque, l'étude de la philosophie [1].

A ces dons du cœur et de l'esprit, Caroline joignit à un haut degré dans sa jeunesse les avantages extérieurs. Sa beauté était célèbre, mais quoique la renommée de ses charmes se fût répandue dans toutes les cours de l'Europe, ce ne fut qu'à l'âge de vingt-deux ans qu'elle trouva dans la personne de George, prince héréditaire de Hanovre, un mari assorti à son rang et partageant les mêmes croyances religieuses. Peu de temps après son mariage, la petite vérole détruisit presque entièrement les agréments de son visage, et ne laissa à sa victime qu'une taille noble, un sourire fin, des dents blanches et des yeux noirs d'une rare douceur. Je ne sais si Caroline attribua à la perte de sa beauté les infidélités de son mari, et si cette pensée la rendit plus indulgente, mais les nombreuses amours du roi ne parurent jamais lui causer ni la moindre humeur, ni le plus léger ombrage. Elle poussa si loin cette facilité de caractère que lord Chesterfield, qui la détestait, il est vrai, l'a accusée dans un de ses ouvrages d'avoir favorisé les intrigues du roi. Pour se livrer à une accusation semblable, il fallait que le noble lord connût bien mal la reine ou la haït bien vivement.

Les motifs qui déterminaient Caroline à montrer une semblable complaisance ne sont pas difficiles à deviner. Elle sentait, si j'ose m'exprimer ainsi, qu'il fallait faire la part du feu. En se montrant jalouse, elle se fût à tout jamais aliéné le cœur de son mari ; en supportant avec douceur ce qu'elle ne pouvait empêcher, elle bénéficiait à la fois des remords et de la reconnaissance de l'infidèle. D'ailleurs, pour être juste, il faut ajouter que la principale passion de la reine était le pouvoir. Sentant à la fois et sa capacité et la nullité de son mari, elle voulut avoir une part dans le gouvernement du royaume, et dut s'appliquer toute sa vie à fortifier l'influence légitime qu'elle avait su acquérir. Si d'une part il fallait se montrer indulgente, de

[1] Elle était en correspondance suivie avec Leibnitz, qui lui dédia plusieurs de ses ouvrages.

l'autre il fallait craindre sans cesse l'empire d'une rivale plus jeune et plus belle. Son existence entière s'écoula entre ces deux écueils qu'elle sut également éviter. Ce fut grâce à cette conduite prudente qu'elle réussit à subjuguer entièrement le faible et capricieux George II; mais comme elle parlait peu, qu'elle s'effaçait toujours en apparence devant les moindres volontés de son royal époux, le public, les courtisans et les ministres, ne virent d'abord en elle qu'une bonne mère de famille, insignifiante et peu ambitieuse. Aussi réservaient-ils tous leurs soins pour la belle Howard. Walpole seul avait deviné la vérité. Il méprisa la maîtresse et courtisa la femme; la place de premier ministre fut la récompense de sa pénétration.

Loin de partager l'horreur de son mari pour tout ce qui était littéraire, Caroline avait le goût le plus vif pour les belles-lettres. Pope, Gay, Swift, Arbuthnot correspondaient avec elle, lui adressaient leurs œuvres avant de les publier, et les corrigeaient souvent d'après ses conseils. L'imprudence qu'ils commirent en partageant leurs flatteries entre la reine et mistress Howard leur rendit cette amitié au reste peu profitable. Du jour où Caroline s'apercevait de cette manœuvre, son oreille et son cœur étaient à tout jamais fermés. Elle avait coutume d'appeler la favorite, ma sœur Howard. Cette expression, qui était considérée par les amis de cette dame comme une marque de tendresse, révélait à ceux qui connaissaient mieux les sentiments secrets de la reine, l'amertume et la profondeur de son ressentiment. Si elle se montra sans pitié pour les amis au double visage, ceux au contraire, qui, plus honnêtes ou mieux avisés, prenaient ouvertement son parti, étaient sûrs de n'être jamais ni oubliés, ni trahis. En un mot, elle savait aimer comme elle savait haïr. Le seul auquel elle parut pardonner de bon cœur fut le roi. Etait-ce nécessité, était-ce vertu? Ses ennemis se sont attachés à la première de ces suppositions; mais si elle dissimula, elle dissimula de telle sorte que jusqu'à son dernier soupir, nulle action, nul mot ou nul geste ne purent faire soupçonner qu'elle éprouvait pour George d'autres sentiments que ceux de la tendresse conjugale la plus vive. Quant à moi, j'inclinerais à la croire sincère. Si elle parut aimer autant un mari aussi léger, ce fut sans doute parce qu'elle comprit qu'au travers

de ses infidélités, le roi n'eut jamais qu'un amour, qu'un conseiller et qu'un maître, et que c'était elle qui réunissait cette triple qualité.

Caroline avait eu deux garçons et cinq filles de son union avec George. Le premier né, Frédéric, prince de Galles, manifesta de bonne heure l'aversion héréditaire que tous les aînés de cette maison de Brunswick éprouvaient pour leurs parents. Ce prince, laid, médiocre et léger, d'un courage plus que suspect, d'une dissimulation presque puérile, ne ressemblait à son père que par son entêtement. Le duc de Cumberland, alors âgé de six ans, était un bel enfant docile et tendre, également chéri du roi et de la reine. Quant aux cinq princesses, l'aînée et les deux cadettes se marièrent à l'étranger, les deux autres vieillirent à la cour, se consolant de leur célibat, la princesse Amélie avec le duc Grafton; la princesse Caroline avec le célèbre lord Hervey. Amélie, d'une humeur hautaine, d'un caractère difficile et d'une tournure d'esprit sarcastique, représentait l'opposition au sein de sa famille, tandis que Caroline, douce et dévouée, comme sa mère, jouait d'habitude le rôle de ces majorités complaisantes qui ne s'inspirent que des idées du pouvoir. Pour compléter le tableau de l'intérieur du futur monarque et de son épouse, il nous reste encore à parler de la maîtresse du roi et du conseiller intime de la reine, de mistress Howard, et de lord Hervey:

Henriette Hobart, qui appartenait à une famille distinguée du royaume, avait épousé en 1708, à l'âge de vingt ans, Charles Howard, troisième fils du comte de Suffolk [1]. Le jeune ménage, peu favorisé des dons de la fortune, et troublé de bonne heure par le caractère violent du mari, menait depuis peu d'années, une précaire existence en Angleterre, quand il se vit forcé de s'expatrier pour échapper aux créanciers de Howard, qui avait promptement dissipé la dot de sa femme. Leurs vues se tournèrent vers le Hanovre, ils se rendirent dans la capitale de cet électorat et s'attachèrent à la personne du prince héréditaire (George II).

[1] Les Howard sont la première famille d'Angleterre. Noble comme un Howard est un dicton populaire.

Lorsque George Ier monta sur le trône, mistress Howard et son mari suivirent la famille royale en Angleterre et le couple ambitieux vit sa précoce assiduité récompensée par une place de dame de la chambre de la princesse de Galles, donnée à la femme, et de chambellan du prince, accordée au mari. A cette époque, il n'était encore nullement question d'amour entre la belle Howard et le prince de Galles, loin de là, George II, éperdument amoureux de miss Bellenden, se servait de mistress Howard comme confidente et comme intermédiaire (1720). Au mariage de la fille d'honneur, les relations de simple amitié qui unissaient le prince et mistress Howard devinrent plus tendres, et bientôt cette dame fut ouvertement déclarée maîtresse du prince de Galles. M. Howard jeta d'abord feu et flammes. Il parlait de venir reprendre sa femme jusque dans le palais et sous les yeux du prince. Il s'aventura même un jour dans la cour de Saint-James et là, en présence des gardes et des passants, il se mit à appeler sa femme à grands cris, implorant le secours de l'assistance afin qu'elle l'aidât à arracher du palais sa moitié récalcitrante. On le jeta dehors, mais loin de se décourager, il écrivit à la princesse de Galles une lettre furibonde dans laquelle il réclamait mistress Howard. Loin d'obtempérer à cette demande, la princesse ne fit qu'en rire, mais elle se donna le malin plaisir de communiquer elle-même cette épître à sa rivale.

« Des procédés aussi violents, nous dit Horace Walpole dans ses *Reminiscences*, ne disposaient en aucune manière la nouvelle maîtresse à quitter l'asile de Saint-James. Elle était en sûreté sous le toit royal même après la rupture qui avait eu lieu entre le roi George Ier et son fils[1]. Et quoique le prince de Galles résidât dans une maison particulière, c'eût été une trop sérieuse entreprise que d'oser enlever de vive force une femme vivant sous le toit de Son Altesse Royale.

La chose devenait plus aisée quand le prince et la princesse se rendaient à Richmond, au commencement de l'été. En sa

[1] Le lecteur se rappelle qu'à la suite de la querelle qui eut lieu entre George Ier et son fils, ce dernier avait été chassé du palais.

qualité de simple dame de la chambre, l'étiquette ne permettait pas à mistress Howard l'entrée du carrosse de Leurs Altesses. Elle pouvait donc craindre que son mari ne vînt la saisir sur la route. Ce fut afin d'empêcher une tentative de ce genre, que ses amis particuliers, le duc d'Argyle et son frère le comte d'Islay, la firent monter dans le carrosse de l'un d'eux, et l'emmenèrent à huit heures du matin, tandis que le départ officiel était annoncé pour neuf heures du soir. Ils réussirent de la sorte à l'amener en sûreté dans leur logis de Richmond. Durant l'été, une négociation fut entamée avec cet époux incommode, et il consentit à vendre, et son honneur bruyant, et la possession de sa femme, moyennant une pension de douze cent livres sterling. »

Nous avons cité cette anecdote, afin que le lecteur pût se convaincre que si mistress Howard fut coupable en laissant le prince de Galles triompher d'une vertu inattaquable jusqu'alors, le caractère méprisable du mari peut excuser, à un certain point, la conduite légère de la femme, et nous donner la clef de certaines anomalies de son caractère. N'est-il pas singulier, en effet, de trouver chez la maîtresse d'un roi, et chez une maîtresse qui ne s'était pas donnée par amour, une réunion si rare de vertus que l'on peut dire qu'à l'exception de cette faute, mistress Howard fut une des femmes les plus recommandables de son temps? Sans être d'une grande beauté, la favorite était douée à un haut point de cette qualité qui les renferme toutes : l'harmonie. Rien n'était absolument parfait ni dans son visage ni dans ses formes, et cependant les lignes gracieuses de sa taille, ses traits fins, son air modeste et digne à la fois, composaient un ensemble d'une séduction irrésistible. Cette mesure parfaite se retrouvait également dans son esprit. Mistress Howard ne brillait exclusivement ni par l'imagination, ni par le trait, ni par l'instruction, et cependant, son intelligence exerçait le même prestige que sa beauté. Enfin, son caractère se ressentait aussi de cette horreur des extrêmes. Simple, peu ambitieuse, nullement avide, la belle Howard eût été un modèle accompli sans cette faiblesse pour Gorge II, faiblesse d'autant plus blâmable, au reste, que la passion n'en avait nullement été la cause. En choisissant le roi pour amant, la prudente mistress Howard

n'eut qu'un seul motif; elle voulut s'assurer un protecteur qui fût assez zélé et assez puissant pour l'arracher à la brutalité de son mari. En dépit de cette tache, moins flétrissante, au reste, à cette époque, que de nos jours, l'on doit comprendre qu'un ensemble aussi rare de qualités rendait la maîtresse du roi très-populaire.

Tous les beaux esprits du temps la célébrèrent en prose ou en vers. Pope, le plus illustre d'entre eux, fit sur mistress Howard une pièce de vers restée célèbre, dans la quelle, après avoir chanté ses perfections physiques et morales, il s'écrie :

N'a-t-elle aucun défaut, monsieur, nous dit l'Envie,
Si, j'en conviens, un seul, hélas !
Quand chacun dit bien haut les charmes de Sylvie.
La dame est sourde et n'entend pas [1].

Ces vers font allusion à la surdité de mistress Howard. Cette dame avait été en effet affligée, dès sa jeunesse, d'une infirmité qui n'empêchait pas, je le répète, sa conversation d'être des plus recherchées. Le prince seul semblait apprécier médiocrement l'esprit de sa maîtresse.

Mistress Howard n'exerça jamais sur lui aucune influence. Il suffisait qu'elle fît une demande pour que la faveur, même juste, qu'elle sollicitait, lui fût impitoyablement refusée. De cette longue et royale intimité, elle ne retira pour elle-même, d'autre avantage que le don d'une petite maison de campagne et une pension de vingt mille francs. Les courtisans s'obstinèrent longtemps, cependant, à croire à son empire. Gay, Pope, Chesterfield et Swift l'avaient choisie pour protectrice, négligeant l'appui de la reine, à laquelle ils se bornaient à adresser de temps à autre quelque banal hommage ; et s'étonnant de voir que, malgré la bonne volonté et le patronage de la favorite, places, pensions,

[1] Has she no faults then (Envy says) sir,
Yes, she has one I must aver.
When all the world conspires to praise her.
The woman's deaf and does not hear.

honneurs passaient par-dessus leurs tête et venaient tomber inopinément sur d'obscurs flatteurs de Caroline.

Lord Hervey n'avait pas commis cette erreur ; il avait pénétré, dès l'origine, plus avant que ses rivaux dans le cœur du prince de Galles, et, trop avisé pour rechercher la faveur d'un monarque aussi âgé que George Ier, ou les bonnes grâces de la maîtresse sans crédit de son successeur, il s'était exclusivement attaché à la fortune de Caroline d'Anspach. Hervey, fils aîné [1] du comte de Bristol, un des plus grands seigneurs d'Angleterre, comptait à peine trente ans à la mort de George Ier. Il s'était marié, quelques années auparavant, à une fille d'honneur de la princesse de Galles, Mary Lepell, jeune beauté aussi célèbre par la causticité de son esprit que par l'éclat de ses charmes. La place de la femme et les vues ambitieuses du mari avaient donc concouru à fixer le jeune ménage à la cour de l'héritier présomptif de la couronne. Jeunes, beaux, spirituels, tous deux, ils faisaient le principal ornement de ce cercle restreint de courtisans qui entourait le prince et la princesse de Galles. Hervey était un de ces grands seigneurs beaux esprits qui florissaient en Angleterre au dernier siècle, et dont Bolingbroke est resté le modèle inimitable. Être à la fois poëte, philosophe, courtisan, homme politique et séducteur, à l'exemple de Rochester, de Bolingbroke et de Hervey, tel était le type idéal auquel tout jeune seigneur se proposait de ressembler lorsqu'il entrait dans le monde. Quoique les traits généraux fussent les mêmes, certaines nuances caractérisaient chacun de ces modèles admirés. Hervey, entre autres, avait en lui plus du courtisan et de l'homme de lettres que du politique. Son rôle, considérable à la cour, fut presque nul au parlement, et s'il a joui, aux yeux de la postérité, d'une aussi grande célébrité, il le doit uniquement à des mémoires publiés après sa mort, et qui sont, pour l'Angleterre, le pendant des mémoires de Saint-Simon. Le grand seigneur anglais et le duc et pair français ont peint, avec un talent presque égal,

[1] Il avait eu un frère aîné, qui était mort fort jeune, et qui annonçait autant d'esprit et de capacité que son cadet.

les intrigues des cours où ils ont vécu. Également méfiants, également sarcastiques, également haineux, la différence de leurs principes a cependant mis un abîme entre eux. Saint-Simon est un chrétien honnête homme, Hervey un athée bel esprit. Leur style est aussi opposé que leurs croyances. Chez Saint-Simon le grand écrivain perce, malgré lui, sous le grand seigneur, chez lord Hervey le grand seigneur se révèle, à son insu, sous le manteau de l'homme de lettres. Saint-Simon sait à peine le latin; Hervey est un érudit. Quoi qu'il en soit de ces différences, tous deux ont admirablement peint les mœurs de leur temps et les acteurs royaux de ces grands théâtres qu'on nomme les cours.

A l'époque dont nous parlons, Hervey, à la fleur de l'âge, beau, mais d'une beauté efféminée, orateur déjà compté à la chambre des communes, poëte célèbre, homme à la mode, heureux amant de la princesse Caroline, la fille aînée de la princesse de Galles, mari fort complaisant d'une jolie femme fort légère, était, grâce à ces différents titres, le héros de la petite cour du prince George.

La maîtresse du futur roi et le confident de la future reine, tels étaient les deux astres principaux autour duquel gravitaient quelques satellites secondaires. Nous nommerons les moins obscurs, sir Spencer Compton, speaker (président) de la chambre des communes, homme d'État manqué, nullité importante, le conseil et l'ami de George, et lady Sundon, grande maîtresse de la garde-robe, femme de peu d'esprit, intrigante, avide, fidèle, il est vrai, à sa maîtresse, mais d'une fidélité de femme de chambre. Une présence constante et une habitude de plusieurs années, étaient les seules causes de sa faveur auprès de Caroline d'Anspach.

Cette petite cour modeste, ces favoris presque ignorés, ce prince négligé, cette princesse méconnue, allaient en quelques heures passer de l'obscurité à la lumière, de la nullité à la toute-puissance.

Walpole lisait et relisait sans cesse cette courte lettre qui annonçait un si grand changement. Il n'osait ni se réjouir ni s'affliger. Le roi qui venait de mourir l'eût sans doute chassé, le roi qui allait lui succéder le chasserait peut-être. Le seul rayon

d'espoir qui brillât à ses yeux était l'amitié de la princesse Caroline. S'était-il trompé en négligeant la favorite pour l'épouse? Allait-il, grâce à une grossière erreur, tomber du faîte du pouvoir dans l'obscurité la plus accablante, ou bien sa perspicacité allait-elle être récompensée par la plus haute situation où un sujet pût prétendre? Telles étaient les pensées que l'ambitieux politique roulait dans sa tête pendant que son carrosse l'entraînait rapidement sur la route de Londres à Richmond [1].

[1] Coxe, *Walpole;* lord Hervey, *Mémoires*.

CHAPITRE IV

Arrivée de Walpole à Richmond. — Froide réception du roi. — Walpole et Compton. — Le discours royal. — Manœuvre de Caroline. — Faiblesse du roi. — Walpole est maintenu au ministère. — Compton est créé baron.

Sir Robert Walpole arriva à Richmond dans l'après-midi. Le chambellan de service auquel il demanda de l'introduire auprès du prince, répondit que Son Altesse Royale faisait sa sieste habituelle. « Réveillez-le, reprit le ministre, il s'agit d'affaires importantes. » Le chambellan s'adressa à la duchesse Dorset, la dame de service. Celle-ci pénétra dans la chambre et pria la princesse de réveiller son époux. George, fort surpris à l'annonce de l'arrivée de Walpole, le fit introduire immédiatement. Le ministre trouva le prince à moitié déshabillé; sans lui laisser le temps d'ouvrir la bouche, il fléchit le genou, et présentant la dépêche de lord Townsend, il dit à voix basse: « Je suis venu pour instruire Votre Majesté de la mort de son père. » Comme le prince restait les yeux fixés à terre sans répondre, « Quelle est la personne, continua-t-il, qui doit communiquer cette nouvelle au conseil privé de la part de Votre Majesté ?

— Compton, répondit brusquement le roi; allez à Chiswick prendre ses instructions[1]. » Walpole, déconcerté par le ton bourru du roi, comprit qu'il était perdu; il s'inclina profondément et sortit.

En quittant Richmond, le premier ministre, en proie au plus amer découragement, se rendit, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre chez sir Spencer Compton. Il ne déguisa, en aucune façon, à son successeur la scène qui venait de se passer. « Le roi, monsieur, lui dit-il, m'a déclaré qu'il comptait faire de vous son premier ministre, et m'a ordonné de venir prendre vos instructions. Ni le public, ni moi, nous n'avions le droit de nous surprendre d'une semblable résolution. L'administration du royaume est remise entre vos mains; je n'ai pas, croyez-le bien, le pouvoir ou la volonté de vous nuire. Mon temps est passé, le vôtre commence; je me mets sous votre protection. Je ne désire aucune part du pouvoir. Un de vos bâtons blancs ou quelqu'emploi de la sorte, voici tout ce que je réclame[2]. C'est une marque de faveur de la couronne, une garantie contre des ennemis acharnés, et une juste récompense, qu'on ne peut refuser, je crois, à de longs et loyaux services[3]. »

Sir Spencer Compton fut aussi surpris que flatté de cette communication inattendue. Voir à ses pieds l'homme qui depuis cinq années gouvernait l'Angleterre et dirigeait l'Europe, c'était là, pour cet obscur favori d'un prince en disgrâce, un triomphe qui, dans ses rêves les plus ambitieux, il n'avait jamais osé envisager. Le langage humble et adroit de Walpole désarma le vaniteux Compton. Il répondit d'un ton amicalement protecteur qu'il ferait tous ses efforts pour satisfaire son prédécesseur, et qu'il s'emploierait auprès du roi pour lui faire obtenir ce qu'il désirait. « Mais, moi aussi, continua-t-il, j'ai une faveur à vous demander, veuillez en échange de mes bons offices me

[1] *Mémoires de lord Hervey*, chap. II, vol. Ier. Dean Coxe, *Life of sir Robert Walpole*.

[2] C'était la marque distinctive des emplois de cour, chambellan, vice-chambellan, trésorier, etc.

[3] Toute cette conversation est extraite des Mémoires de lord Hervey.

mettre au courant des affaires de l'État et me donner quelques conseils sur la marche à suivre en ce moment. »

Ces paroles n'étaient pas une simple phrase de politesse dans la bouche de Compton. Quoiqu'il fut speaker (président) de la chambre des communes et qu'il eût passé sa vie entière à exercer sa lourde intelligence sur les questions politiques, il sentait néanmoins la supériorité de Walpole, redoutait son influence dans le parlement, et craignait par-dessus toutes choses de l'avoir pour ennemi. Walpole accepta avec empressement cette proposition. Ils convinrent de se rendre immédiatement chez le duc de Devonshire, président du conseil, pour se concerter sur les premières mesures à prendre. Le duc, sans être dépourvu ni de capacité ni de talent, était cependant moins un homme d'État que ce que les Italiens nomment un virtuose, il aimait les arts avec passion et brillait davantage sur le *turf* (terrain de course) où il avait acquis comme jockey une grande renommée, qu'à la chambre des lords où son éloquence semblait médiocrement appréciée. Aussi n'avait-il dû la place honorifique de président du conseil qu'à sa haute position sociale et à la fermeté de son attachement à la maison de Brunswick et au parti whig.

Peu de personnes furent admises à la conférence que Walpole et Compton tinrent chez le duc à la suite de la conversation que nous venons de rapporter. Pendant que le conseil était occupé à délibérer, Compton prit Walpole à part et lui demanda de vouloir bien rédiger à sa place le discours que la couronne devait adresser au conseil des ministres. « Vous avez plus l'habitude de ces sortes de choses que moi, ajouta-t-il, et je regarderai ce service comme les arrhes du marché que nous avons conclu ensemble[1]. » Une semblable demande, adressée à un rival disgrâcié, était au moins singulière et dénotait de la part du nouveau *premier* ou une grande incapacité ou une étrange modestie. Walpole ne manifesta aucun étonnement et promit de s'exécuter de bonne grâce. La pensée que le roi verrait dans ce travail une preuve irrécusable de la nullité de

Coxe, *Walpole*. Hervey. Lord Malton.

son favori et de la modération de son prédécesseur méconnu, détermina sans doute l'adroit politique à se charger de cette désagréable mission [1].

Pendant que les hommes d'État délibéraient ainsi, la nouvelle du grand événement s'était répandue à Londres comme un éclair. Le square de Leicesterfield se trouva bientôt encombré par les carrosses des courtisans qui accouraient en toute hâte saluer le soleil levant. Un peuple innombrable se pressait aux portes du palais et faisait retentir les airs d'acclamations et de cris de joie. Une foule presque aussi compacte que celle qui s'agitait dans la rue remplissait les salons et les antichambres du nouveau roi. Les uns la mine fière et rayonnante, les autres l'air triste et abattu. Mais tous également chaleureux dans leurs protestations de dévouement. Au milieu de cette cohue, la reine distingua lady Walpole qui se tenait humblement à l'écart au troisième ou quatrième rang. « Ne pouvant s'avancer, nous dit son fils Horace, à travers les dos méprisants et les coudes insolents de tous ceux qui l'adulaient la veille. — Pour le coup j'aperçois une amie, s'écria Caroline à haute voix. — Le torrent se divisa à droite et à gauche. J'avançai, me dit ma mère, j'aurais pu marcher sur leur tête si je l'eusse voulu [2] ! »

Cette marque de faveur si inattendue jeta pour un instant la stupéfaction dans le gros des courtisans, mais lorsque le roi sortit de son cabinet appuyé sur l'épaule de sir Spencer Compton, le cours des idées reprit sa direction première, on ne vit dans les paroles de la reine qu'un hommage délicat rendu au malheur, et chacun se hâta d'entourer et de féliciter le nouveau premier ministre si obscur, si méprisé quelques heures auparavant.

Au sortir de l'assemblée de Leicesterfield, sir Spencer Compton retourna sans perdre de temps à Devonshire-House demander à Walpole son travail. Walpole lui présenta à son

[1] Hervey, *Mémoires*, vol. I, chap. 2.

[2] *Horace's Walpole Reminiscence of the court of George I and George II*, p. 126.

arrivée le discours qu'il venait d'achever[1]. Compton, se confondit en remercîments, mais il fit promettre à son nouvel ami de ne révéler à personne le nom du véritable auteur de cet ouvrage, et revint apporter au roi le fruit prétendu de ses labeurs. George, tout en approuvant l'ensemble du discours, fit cependant quelques objections sur un paragraphe qui lui déplaisait. Compton n'avait pas prévu cette difficulté, et chose incroyable! il n'osa prendre sur lui le changement que le roi réclamait; il avoua donc sa supercherie, et Walpole fut mandé en toute hâte pour corriger son œuvre. L'habile complaisance du ministre disgracié avait porté ses fruits plutôt qu'il ne l'avait espéré. Le roi parut à la fois mécontent de la preuve d'incapacité que venait de donner son favori, et touché de l'abnégation avec laquelle un rival avait cherché à lui venir en aide. On tomba bientôt d'accord sur les termes de la déclaration royale[2], et le soir même Compton la lut au conseil.

[1] Voici ce document dont l'insignifiance ne semble guère justifier la modeste abstention de sir Spencer Compton.

Leicester-House, 14 juin 1727.

« La mort soudaine et inattendue du roi mon très-cher père a rempli mon cœur d'une si grande douleur et d'une si grande surprise, que je ne sais comment m'exprimer en cette grande et triste occasion.

» Je sens combien est pesante la charge qui m'a été imposée lorsque j'ai dû prendre en main les rênes du gouvernement d'une nation aussi grande à l'intérieur, aussi puissante au dehors; mais mon amour et mon affection pour ce pays, l'expérience et la connaissance que j'ai de vous, me donneront la force de surmonter avec joie toutes les difficultés et d'assurer le bien-être et la prospérité de mon peuple.

» La religion, la loi et les libertés du royaume me sont particulièrement chères, et la conservation intacte de la constitution actuelle de l'Église et de l'État, tel est et tel sera le but principal de mes efforts.

» Et, comme les alliances contractées par le dernier roi mon père avec les puissances étrangères ont contribué à maintenir la tranquillité et l'équilibre en Europe, je m'efforcerai de cultiver ces alliances et d'améliorer et de perfectionner tout ce qui peut procurer à mon peuple utilité, sécurité et honneur! »

[2] C'est ainsi que se nomme en Angleterre la notification que le roi fait au conseil privé lors de son avénement.

Durant les trois ou quatre jours qui suivirent, la cour, le parlement, la ville entière, attendaient à chaque instant l'annonce du changement de ministère. « Lorsque sir Robert Walpole se présentait aux audiences publiques de Leicester-House, il traversait les salons comme s'ils eussent été déserts; sa présence, qui jadis créait instantanément la foule partout où il lui plaisait de se montrer, avait maintenant le pouvoir de faire le vide comme par enchantement dans le coin de la pièce vers lequel il se dirigeait, tant était grand le soin que prenaient tous les courtisans d'éviter son contact. Deux personnes faisaient exception au milieu de cette désertion générale, c'étaient lord Hervey et le général Churchil, le premier par clairvoyance, et le second pas attachement[1]. » En revanche, l'empressement était grand autour de Compton et de mistress Howard. Bolingbroke se remuait avec une activité désespérée. La mort de George Ier avait rompu quelques-uns des fils de ses intrigues; mais dans l'amitié de la favorite, il s'était de longue main ménagé auprès du roi un appui qu'il croyait tout-puissant. Spéculant sur la nullité de Compton auquel il fallait se résigner à céder la première place, il espérait sous son couvert, se retrouver plus puissant que jamais à la tête du royaume. De son côté, l'opposition dans les deux chambres ne restait pas oisive. J'ai déjà dit que les partis se divisaient en deux catégories principales, whigs et tories. Mais ces partis se subdivisaient eux-mêmes en fractions rivales. Les whigs s'étaient scindés en deux, ceux que l'on nommait les courtisans, et ceux qui s'appelaient les patriotes, ou autrement dits whigs en place et whigs hors de place. Les tories se partageaient entre les tories hanovriens ou partisans de la dynastie actuelle, et les tories jacobites, adeptes déguisés, mais fidèles de la légitimité. La grande majorité appartenait au parti nommé des courtisans, mais, en se réunissant, les whigs patriotes et les tories de nuances diverses formaient une opposition respectable que le moindre appui de la cour pouvait fortifier au point de lui assurer la prépondérance dans un scrutin.

[1] *Mémoires de lord Hervey*, vol. I.

Les chefs de l'opposition dans la chambre des communes étaient sir William Windham et Pulteney.

Le premier qui était à la tête de ceux que l'on nommait tories jacobites, avait fait ses premières armes parlementaires sous l'égide de Bolingbroke. Il fut compromis, ainsi que son patron, dans l'intrigue jacobite qui signala le dernier ministère de la reine Anne. Il fut même obligé de se cacher quelque temps lors des poursuites dirigées contre Bolingbroke et ses collègues; mais las de sa reclusion, il se livra à la justice, fut enfermé quelque temps à la tour, puis relâché sous caution, sans que le gouvernement voulût ou osât instruire son procès. Quelque temps après, il vint s'asseoir sur les bancs de la chambre où son éloquence lui assurait le premier rang parmi les orateurs de son parti. Toute sa politique consistait dans une opposition acharnée au ministère qui avait cherché à faire tomber sa tête.

Pulteney était le *leader*[1] reconnu des whigs patriotes. Il avait fait partie du premier ministère du feu roi (1714), en qualité de secrétaire d'État de la guerre, puis avait noblement suivi Walpole dans sa retraite quand celui-ci fut chassé du ministère par Sunderland (1724). Ses talents oratoires, ses succès littéraires (il passait pour le premier journaliste de son temps), sa capacité reconnue, le charme de son esprit et de ses manières, l'avaient trop mis en lumière pour qu'il ne fît pas bientôt ombrage à Walpole, qui ne voulait souffrir auprès de lui nulle rivalité. Aussi, quand en 1727, Walpole redevint premier ministre, loin de rétablir Pulteney dans ses fonctions, il lui offrit la place dérisoire d'intendant de la maison du roi. Pulteney accepta d'abord dans l'espoir qu'à la première vacance on lui donnerait mieux, mais voyant qu'on ne lui accordait pas la place de secrétaire d'État de la guerre qui devenait libre par la retraite de lord Carteret, il se démit avec rage de ses fonctions subalternes. Dès lors éclata entre ces deux hommes d'État une de ces haines que les ambitieux ou les amoureux sont seuls

[1] Terme anglais qui n'a pas d'équivalent exact dans notre langue. Le *leader* d'un parti doit en être en quelque sorte la personnification. Il faut que ses talents comme orateur soient égaux à sa capacité comme homme politique.

capables de ressentir. Nulle mesure de Walpole ne trouvait grâce aux yeux prévenus de Pulteney, et il n'était pas d'armes, pamphlets, discours, calomnie, séditions populaires, qu'il ne cherchât à employer pour renverser un rival abhorré. Il fût sans doute parvenu plus tôt à ses fins, si la méfiance et la jalousie qui faisaient le fond de son caractère ne l'eussent pas rendu ennemi presque aussi irréconciliable de Windham que de Walpole. Tout en votant ensemble, le jacobite et le whig se haïssaient cordialement, et l'appui qu'ils se prêtaient l'un à l'autre était tellement précaire, que l'opposition vacillante et mal conduite flottant sans cesse entre deux directions contraires, n'aurait pu offrir qu'une faible résistance au parti compact et discipliné des whigs patriotes, sans l'intervention de Bolingbroke. C'était lui qui était le ciment de ces éléments opposés. Ami de cœur de Windham, collaborateur ordinaire de Pulteney, il était parvenu à réconcilier ces deux rivaux et à leur faire creuser péniblement le même sillon.

Pour achever de passer en revue les chefs de l'opposition, il nous reste à parler de lord Carteret, le plus puissant adversaire de l'administration de Walpole dans la chambre des lords.

John Carteret, devenu par la mort de sa mère, comte de Granville, avait, ainsi que Pulteney fait partie du ministère de Walpole, et comme lui il en avait été chassé (1724) par la méfiance jalouse du premier ministre. Un traitement semblable fit naître une semblable haine, et Carteret se livra sur les bancs de la chambre haute à une opposition qui ne le cédait nullement en talent et en violence à celle que faisait Pulteney à la chambre des communes. Lord Carteret brillait au premier rang parmi cette pépinière de grands seigneurs, à la fois hommes d'État, littérateurs et savants, qui florissait en Angleterre au dernier siècle. Il parlait, avec une égale facilité, toutes les langues d'Europe; il eût pu professer le droit canon comme un théologien, le droit civil comme un légiste, ou présider un synode mieux que le grand rabbin. Son éloquence, étayée par des connaissances si variées, était chaleureuse, abondante, prompte à l'attaque comme à la réplique. Mais en dépit de ces brillantes qualités, lord Carteret ne fut jamais qu'un homme de second ordre. Le goût des plaisirs et surtout de la boisson étaient si

prononcés chez lui, qu'on l'accusait de préférer un bon dîner à un ministère.

Tels étaient les trois hommes qui personnifiaient l'opposition et ses diverses nuances. Tandis qu'ils parlementaient avec Bolingbroke et qu'ils préparaient tous ensemble une coalition trop puissante pour que Compton osât refuser de subir ses conditions, et ne se tînt pas pour satisfait de conserver l'apparence du pouvoir; tandis que mistress Howard, sollicitée, pressée, flattée de mille manières, promettait son appui à la ligue, Walpole, délaissé, bafoué, disgracié par le roi, Walpole seul ne désespérait pas encore. Une lettre anonyme vint le confirmer dans ses sentiments de confiance courageuse. Aux premiers mots il avait reconnu l'écriture et le style élégant de Hervey, l'ami et le confident de la reine. « Vous avez, lui disait-on en substance, un moyen certain d'échapper au danger qui vous menace. Le premier acte du parlement va être de fixer la liste civile du roi et de la reine. Offrez et obtenez plus que vos adversaires et vous échapperez au naufrage [1]. »

Cette lettre fut un trait de lumière pour Walpole. Il avait déjà songé plusieurs fois à cet expédient, mais il se demandait si loin de se montrer sensible à l'appât d'une tentation aussi grossière, le roi ne serait pas indigné qu'on osât lui adresser une proposition semblable. Rassuré par la lettre de Hervey, Walpole fit secrètement assurer la reine que s'il pouvait, grâce à son influence, conserver le ministère jusqu'à l'époque de la discussion de la liste civile, il se faisait fort d'obtenir pour le roi une augmentation de revenu de cent cinquante mille livres sterling, et pour sa royale épouse une pension de cent mille livres sterling. Pulteney, dans ses offres à Caroline, avait cru se montrer généreux en offrant soixante mille livres. La reine, sans être avare, désirait une indépendance personnelle qui pût la mettre à l'abri de la parcimonie tracassière de son époux. Elle ne fit aucune réponse directe à Walpole, néanmoins ce dernier reçut

[1] La lettre de lord Hervey semble dire le contraire de ce que nous lui faisons exprimer ici : elle parle de la proposition de Walpole à la reine comme d'une chose déjà faite, mais il est facile de reconnaître sous cette forme déguisée une adroite insinuation.

par l'entremise de lord Hervey, l'assurance qu'elle avait favorablement accueilli cette ouverture.

Sur ces entrefaites, Horace Walpole, frère du premier ministre et ambassadeur à Paris, ayant quitté précipitamment son poste à la nouvelle de la mort de George Ier, arriva à Londres et obtint une audience du roi. Au début, l'entrevue fut orageuse. George reprocha à l'ambassadeur son départ, dans les termes les plus vifs. Au mécontentement que lui causait une démarche aussi précipitée, se mêlait sans doute l'aversion que lui inspirait ce personnage, qu'il avait l'habitude d'appeler un bouffon de bas étage. En effet, Horace Walpole, qui n'avait dû sa haute situation qu'à la protection de son frère, était un singulier mélange d'un pédant et d'un pasquin. Dans les affaires il apportait une pesanteur érudite, une importance gourmée qui n'excluait cependant pas une certaine dose d'adresse et de clairvoyance. Dans la vie privée, dans les relations habituelles il s'empressait de jeter le masque, pour reprendre sa physionomie véritable et redevenir ce que la nature l'avait fait, c'est-à-dire un cynique effronté et un plaisant grossier et maladroit. Néanmoins, en cette circonstance, Horace Walpole se conduisit en homme d'esprit, il laissa passer le plus gros de l'orage et lorsqu'il vit le roi un peu calmé par l'explosion même de sa colère, il lui présenta une lettre du cardinal Fleury, motif ou prétexte de son retour.

Le cardinal, dans une épître dont on ne connaît pas les termes exacts, protestait de son attachement et de son respect pour le nouveau monarque; lui rappelait que l'Europe entière avait les yeux sur lui et qu'elle comptait sur la grandeur d'âme dont il avait donné plus d'une preuve pour continuer l'œuvre pacifique de son père et persévérer dans cette politique sage où il serait si habilement secondé par les talents de son ministre.

Quoiqu'il ne voulût pas l'avouer, cette lettre produisit un grand effet sur le roi. Il fut flatté du témoignage de confiance que lui donnait l'homme qui gouvernait la France; il fut frappé en même temps de l'estime où l'on tenait, à l'étranger, sir Robert Walpole. Il comprit que changer de ministre en ce moment semblerait annoncer à l'Europe qu'il changeait en même temps de système et de politique. La reine, qui avait pour principe

Digitized by Google

de ne point heurter de front les opinions de son époux, mais d'attendre l'heure de l'hésitation qui ne manquait jamais de sonner pour le monarque, dont l'entêtement n'était que de l'irrésolution révoltée, se taisait modestement lorsqu'elle n'approuvait pas, mais se hâtait de se confondre en admiration et d'approuver avec enthousiasme quand le roi, par un revirement brusque et complet, affirmait avec autorité ce qu'il avait nié la minute précédente. Résolue au fond du cœur à laisser Walpole à la tête du ministère, Caroline se contenta de louer froidement le choix de sir Spencer Compton. Mais quand, le surlendemain, le discours écrit par Walpole, la lettre de Fleury et les difficultés du règlement de la liste civile eurent fait réfléchir le monarque indécis, Caroline, tout en ayant l'air de résumer les paroles royales pour son propre usage, souligna certains mots, développa certaines considérations, plaida en un mot avec talent la cause de Walpole ; puis tout à coup, arrivée à la conclusion de son discours, elle déclara qu'elle ne partageait nullement les idées de son mari et que sir Spencer Compton lui paraissait à tous égards le meilleur choix que le roi pût faire. Dupe comme toujours de la même manœuvre et enchanté de faire acte d'autorité, George se mit à plaisanter aigrement sur l'incapacité des femmes, sur le peu de cas qu'il faisait de leur manière de voir, et élevant la voix et roulant ses gros yeux, il s'écria qu'il n'en ferait qu'à sa tête. Walpole était décidément maintenu au pouvoir.

Il restait cependant encore une grave difficulté à résoudre : Comment revenir sur les promesses données à Compton? Un stratagème qui lui parut merveilleux se présenta à l'esprit de George. Il se souvint de l'embarras de Compton lorsqu'il s'était agi de composer la déclaration royale ; il résolut de se servir une seconde fois du même moyen. En conséquence, il fit appeler Compton et Walpole et leur commanda à tous deux de composer le discours d'ouverture des chambres. Walpole, cette fois, se garda bien d'aider son rival de ses conseils. Une heure après, chacun rapporta son œuvre. Celle de Walpole ne reçut que des éloges; mais à la lecture de la lourde élucubration de Compton, le roi fronça les sourcils et ne prononça pas un mot d'approbation. L'audience terminée, Compton fut rappelé

et George lui insinua que les talents dont Walpole venait de faire preuve, méritaient qu'on lui conservât une place dans le ministère, mais qu'il persévérait néanmoins dans sa résolution première, et qu'il avait réservé à son favori et à son vieil ami, le poste de premier lord de la trésorerie. Compton, soit qu'il fût effrayé de la tâche ardue et nouvelle pour lui de l'administration des finances, soit qu'il comprît à demi-mot l'intention de son maître, se confondit en remercîments, mais se hâta de déclarer qu'il se sentait incapable de remplir un poste semblable [1]. « Eh bien! alors, mon cher Compton, nous ferons de vous un pair du royaume, » lui dit le roi. Compton eut la bassesse de paraître touché de la bonté de son maître. Il se jeta à ses pieds pour le remercier, versant des larmes arrachées en apparence par la reconnaissance, mais qui, en réalité, prenaient leur source dans le désappointement et dans la rage. Cette petite comédie dont George se croyait l'auteur, mais qui lui avait cependant été suggérée par la reine et par Walpole, n'était pas encore connue du public. A l'heure même où Compton recevait de la bouche du roi l'annonce de sa disgrâce, sa porte était assiégée par des personnes de tous les rangs qui s'empressaient de venir faire leur cour au nouveau ministre. Walpole traversait en ce moment la place sur laquelle s'élevait l'hôtel Compton; en voyant cette affluence, l'ambitieux satisfait dit en souriant à l'ami qui l'accompagnait : « Avez-vous remarqué comme ma maison est abandonnée, et à quel point cette porte est encombrée de voitures. Demain la scène sera changée; cet hôtel sera désert, le mien sera plus fréquenté que jamais [2] ! »

Le lendemain, en effet (24 juin 1727), Walpole fut rétabli dans ses fonctions de premier lord de la trésorerie, et de chancelier de l'échiquier, et lord Townsend, son beau-frère, reprit le sceau de secrétaire d'Etat. La coalition dont nous avons parlé, fit, par l'entremise de mistress Howard, un dernier effort pour obtenir du roi une couronne de comte en faveur de lord Bathurst; mais la reine ne voulut même pas laisser cette der-

[1] Hervey, vol. I. Coxe, *Walpole.*
[2] Coxe, *Walpole*, vol. II, p. 294.

nière et mesquine consolation à ceux qui avaient cru pouvoir se passer d'elle. La coalition fut dissoute, et Bolingbroke quitta Londres désespéré.

Le comte de Berkeley fut le seul ministre renvoyé. Nous avons raconté plus haut la cause de sa disgrâce. On doit se souvenir, en effet, que ce fut lui qui fit à George Ier l'infâme proposition d'enlever et de faire disparaître le prince de Galles, proposition qui fut trouvée écrite de sa main dans le secrétaire du feu roi.

Afin de ne pas interrompre le récit des intrigues ministérielles qui suivirent la mort de George Ier, nous avons omis à dessein de parler du testament de ce monarque et du sort qui lui était réservé.

« Au premier conseil tenu par le nouveau souverain, le docteur Wake, archevêque de Canterbury, produisit ce document et le remit à son successeur, croyant sans doute qu'on allait l'ouvrir et en donner lecture au conseil. Le roi, qui était décidé à ne pas accomplir les dernières volontés de son père, employant un stratagème peu digne d'une tête couronnée, se contenta simplement de mettre le testament dans sa poche. Le pauvre prélat déconcerté, n'eut pas le courage ou la présence d'esprit de demander qu'on ouvrît le testament, ou au moins qu'on l'enregistrât. Aucun des assistants, continue Horace Walpole, auquel nous empruntons ces détails, ne fut plus hardi que le prélat dépositaire, ou peut-être ne vint-il à l'idée de personne, qu'un acte aussi solennel et aussi notoirement existant, pourrait être violé. Cependant, comme le roi ne fit plus jamais mention des legs laissés par son père, quelques rumeurs sourdes informèrent par degrés le public que le testament avait été brûlé, ou au moins que ses prescriptions ne furent jamais remplies [1]. »

On n'a jamais su ce que renfermait ce document si audacieusement *empoché*. On prétendit qu'entre autres dispositions il contenait un legs de 40,000 livres sterling à la duchesse de Kendal, et un autre plus considérable encore à la reine de Prusse, fille du feu roi. On a même ajouté que le grand Fré-

[1] Walpole, *Reminiscence*, p. 121.

déric réclama toute sa vie, dans les termes les plus vifs, la somme dont on avait lésé sa mère, et que cette querelle d'intérêt fut la cause première de l'antipathie prononcée que l'oncle et le neveu manifestèrent par la suite l'un pour l'autre. Le prince de Galles (Frédéric), arrivé à l'âge d'homme, affirma également qu'il était au nombre des légataires de son grand-père. Seule la duchesse de Kendal eut le bon goût de ne pas se plaindre. Mais, après sa mort, sa prétendue nièce et son héritière, la comtesse de Walshingham, fille non reconnue de George Ier, et épouse du célèbre lord Chesterfield, fut sur le point d'intenter un procès scandaleux au roi de la Grande-Bretagne. Un compromis de 20,000 livres sterling vint cependant étouffer l'affaire.

Le prétexte invoqué par le roi pour excuser cette honteuse fourberie, était la conduite semblable que son père avait tenue dans deux circonstances analogues. George Ier, disait-il, avait brûlé les testaments que le duc et la duchesse de Zell avaient fait en faveur de leur petit-fils. Une pareille morale ne se discute pas, mais un fait qui prouve davantage encore la démoralisation de cette époque, c'est la conduite honteuse du second dépositaire auquel le roi, en mourant, avait confié ce testament. En effet, George Ier, instruit sans doute par son propre exemple, avait fait cet acte en double. Il en avait donné un exemplaire à l'archevêque de Canterbury, nous avons vu quel fut son sort, et il avait laissé l'autre entre les mains du duc de Wolfenbuttle, son cousin. Celui-ci consentit, moyennant un marché dont nous ignorons les termes, à remettre ce dépôt sacré entre les mains sacriléges de George II.

Si le lecteur concluait de ce qui précède, que ce roi dont nous venons de raconter le premier acte après son avénement à la couronne, fut un prince fourbe et malhonnête, il courrait risque de se tromper.

George II, durant tout le reste de sa vie, se conduisit selon les règles ordinaires de l'honnêté. Rien n'est plus commun que ces contradictions étranges, dont la morale, je crois, aurait tort de se plaindre, car notre triste humanité ne pourrait que perdre à se montrer conséquente avec elle-même.

Digitized by Google

CHAPITRE V

Situation politique de l'Europe. — Traité de la quadruple alliance. — Philippe V renvoie Alberoni et acquiesce au traité. — Congrès de Cambrai. — Renvoi de l'infante. — Le roi d'Espagne s'allie à l'empereur. — Traité de Vienne, négocié par Ripperda. — Vie de cet aventurier : ses premières années, ses intrigues en Espagne. Son ministère ; il est chassé et mis en prison ; il s'évade et se réfugie en Angleterre. Il finit ses jours au Maroc. — L'empereur abandonne l'Espagne.—Traité de Paris.— Traité de Séville. — Sage conduite de Walpole.

Quoique la politique extérieure n'entre pas directement dans le cadre de cette étude, ce serait laisser incomplet le tableau que nous voulons placer sous les yeux du lecteur, que de passer sous silence les graves complications survenues dans la politique à la mort de George Ier. Mais avant de dire quelle modification l'avénement de George II apportait dans les vues des cours européennes, il est indispensable d'expliquer plus en détails, que nous n'avons pu le faire jusqu'ici, les causes diverses de ces graves dissensions et les phases multipliées par lesquelles les négociations avaient passé.

Depuis 1713, la paix d'Utrecht avait fixé les bases du droit européen; mais les auteurs de ce traité célèbre avaient laissé à l'avenir le soin de régler plusieurs points secondaires, sur lesquels le roi d'Espagne et l'empereur Charles VI n'avaient pu

tomber d'accord. La mort de Louis XIV vint encore aggraver les difficultés. Bien que le roi d'Espagne eût renoncé à la couronne de France, cette renonciation n'avait trompé personne. Il était évident que si le frêle enfant qui le séparait du trône venait à mourir, Philippe réclamerait, par les armes, le royaume qu'il regardait comme son héritage légitime. Le régent de France, en sa qualité de premier prince de sang, était aussi intéressé que le reste de l'Europe à combattre les prétentions de Philippe V. En conséquence, la France, l'Angleterre, la Hollande et l'Empereur signèrent, en 1718, la quadruple alliance, convention destinée à s'opposer, le cas échéant, aux entreprises espagnoles et à régler, une fois pour toutes, les difficultés pendantes entre l'empereur et Philippe V. Les grandes puissances, d'accord entre elles, signifièrent leurs volontés à l'Espagne. Voici les bases de cet arrangement :

L'Espagne, qui réclamait à l'empereur la Sardaigne, dont elle s'était déjà emparée, et au duc de Savoie la Sicile, qu'elle convoitait depuis longtemps, serait forcée de restituer la Sardaigne et de renoncer à ses prétentions sur la Sicile. La première de ces deux îles serait donnée au duc Philibert-Emmanuel, qui céderait, en échange, la Sicile à l'empereur. En compensation de ces sacrifices, l'Espagne recevrait l'investiture éventuelle des duchés de Parme, de Toscane et de Plaisance. Une garnison neutre, placée dans les villes fortes de ces petits États, garantirait l'accomplissement de cette promesse.

Philippe V, instruit des stipulations du traité avant qu'on ne lui en eût officiellement fait part, résolut de prendre les devants et de s'emparer de la Sicile. La défaite de sa flotte par Bing au cap Passaro (1718) le força à renoncer à son projet. Affaibli et découragé, Philippe consentit enfin à signer le traité de la quadruple alliance (1719) et à renvoyer le cardinal Alberoni, instigateur principal de la nouvelle politique agressive de l'Espagne. Mais, en dépit de cette réconciliation apparente, le ressentiment du cabinet de Madrid était profond, et n'attendait qu'une occasion pour éclater. Ainsi qu'il arrive souvent, la diplomatie, pour mettre un terme aux hostilités, s'était hâtée de faire signer le traité aux parties contractantes, en laissant à un congrès futur le soin de régler définitivement quelques points en litige, entre

autres, la possession contestée de Gibraltar. Cinq années se passèrent en atermoiements. Le congrès fut enfin réuni à Cambrai en 1724. Mais, avant qu'il n'eût achevé son œuvre, un nouvel incident vint encore apporter une complication inattendue.

La jeune infante, qui habitait déjà Paris depuis plusieurs années, en attendant le jour où son âge lui permettrait de s'unir à Louis XV, fut brusquement et brutalement renvoyée en Espagne, et une princesse polonaise, Marie Leczinska, laide, âgée et de naissance obscure, monta à sa place sur le trône de France (1724). Le désappointement et la rage de Philippe V furent extrêmes; la France, qui depuis la mort du régent était redevenue son alliée naturelle, lui parut dès lors sa plus mortelle ennemie. Il résolut de chercher à tout prix, en Europe, un ami assez puissant pour lui permettre de se venger. Ses vues se tournèrent du côté de l'empereur. Il dépêcha en toute hâte, à Vienne, un ambassadeur secret, le baron de Ripperda. L'empereur accueillit favorablement ces ouvertures, car ce n'était qu'à contre cœur qu'il avait fait partie de la quadruple alliance. A sa haine traditionnelle contre la France se joignait la jalousie récente que lui inspirait la nouvelle grandeur du Hanovre. Il s'était en outre aliéné Anglais et Hollandais par l'établissement, à Ostende, d'une compagnie des Indes orientales, infraction manifeste au traité de Westphalie. Ce fut sous l'empire de ces impressions que Charles VI conclut à Vienne, avec Ripperda, trois traités qui, sans contrevenir directement aux stipulations de la quadruple alliance, en dénaturaient cependant complétement l'esprit.

Le roi d'Espagne renonçait à la grande maîtrise de la Toison d'Or, reconnaissait les droits de l'empereur sur Naples, la Sicile, le Milanais et les Pays-Bas; enfin, il garantissait ce qu'on nommait le pragmatique sanction, c'est-à-dire la succession des États héréditaires de la maison d'Autriche dans la ligne féminine En échange de ces avantages, l'empereur n'accordait officiellement au roi d'Espagne que la simple assurance d'une alliance défensive. 30,000 impériaux d'une part, 20,000 Espagnols et 25 vaisseaux de ligne de l'autre, étaient tenus de venir en aide au premier des deux princes qui se trouverait attaqué.

Mais, à l'ombre de ce traité public, un arrangement secret avait été conclu entre les deux souverains. L'empereur s'engageait, par cette convention, à soutenir l'Espagne dans les efforts qu'elle ferait pour reprendre Gibraltar et rétablir le prétendant en Angleterre. Charles et Philippe, ainsi d'accord, cherchèrent à se fortifier encore par l'alliance de la Russie. L'impératrice Catherine, sans prendre d'engagements absolus, laissa entendre, cependant, qu'elle n'était pas éloignée de se joindre aux confédérés, s'ils l'aidaient à rendre le Shleswick à son gendre, le duc de Holstein.

La stupeur fut grande parmi les autres cours d'Europe, quand la nouvelle de ces arrangements fut connue. Horace Walpole, alors ambassadeur à Paris, fut immédiatement chargé par son gouvernement de proposer une contre-ligue au cabinet de Versailles. Lord Townsend fit les mêmes propositions au roi de Prusse, et, vers le commencement de septembre 1725, les trois puissances signèrent une alliance défensive, qui fut nommée le traité de Hanovre, en raison du lieu où les ratifications s'échangèrent.

L'Europe se trouvait donc, comme je l'ai dit à la fin du premier chapitre, divisée en deux camps ennemis. Chaque État s'armait, s'équipait, se préparait à la lutte sanglante qui allait éclater. Mais pourtant, semblables à des gladiateurs qui, la main sur leur épée, se mesurent des yeux avant d'entamer le combat, les grandes puissances hésitaient encore devant la terrible responsabilité du premier coup de canon tiré, et prolongeaient, d'un commun accord, un état de suspension qui n'était plus la paix, mais qui n'était pas encore la guerre.

Sur ces entrefaites, une intrigue de cour renversa en France le ministère du duc de Bourbon (1726). Le cardinal Fleury qui, de longue date, avait préparé ce coup d'État, prit en main l'administration du royaume. Ce prélat sage, mais timide, avait une horreur prononcée pour les partis violents et surtout pour la guerre, dont les brusques péripéties lui semblaient de nature à troubler à la fois et son repos et les prudentes combinaisons de sa politique. Aussi, Fleury tout en restant fermement attaché à l'alliance anglaise, dirigea tous ses efforts dans le sens de la paix, et grâce à son intervention, l'orage qui grondait

toujours sembla moins près d'éclater. A la même époque, un changement de ministère eut également lieu en Espagne.

Le lecteur se rappelle que ce fut le baron de Ripperda qui conclut à Vienne le traité d'alliance entre l'Empereur et Philippe V. Ce personnage singulier a joué un rôle trop considérable dans les événements qui nous occupent pour ne pas mériter une mention particulière.

Guillame, d'abord baron, puis duc de Ripperda, enfin, pacha au Maroc, descendait d'une noble famille établie dans la seigneurie de Groningue, une des Provinces-Unies. Il reçut dans sa jeunesse une éducation brillante et se perfectionna dans la connaissance des langues européennes, qu'il parlait toutes comme son idiome natal.

Ripperda, pauvre gentilhomme, sans fortune, avait été doué dès le berceau d'une de ces ambitions insatiables que toutes les grandeurs humaines sont impuissantes à satisfaire.

Spirituel, souple, persévérant, adroit, il semblait réunir toutes les conditions nécessaires pour réussir; mais la fée vindicative qui vient dans les contes de Perrault annuler les dons de ses sœurs par l'adjonction imprévue de quelque défaut capital, assista sans doute à la naissance du jeune Ripperda, et le dota à la fois d'une vanité vantarde et d'une insurmontable poltronnerie. Tels furent les deux écueils d'une destinée qui eût pu être si brillante. Le jeune Ripperda, au sortir de ses études, débuta dans la carrière des armes, mais bientôt rebuté par les dangers de cette profession, l'industrie lui parut un chemin plus sûr de toutes manières pour arriver à la fortune. Il sut se faire remarquer dans son pays par la connaissance, fort rare alors, chez un gentilhomme, des intérêts du commerce et des manufactures. Aussitôt après la paix d'Utrecht, il fut envoyé à Madrid par le gouvernement hollandais, pour régler les difficultés commerciales qui s'étaient élevées entre l'Espagne et la république. Pendant qu'il travaillait à l'accomplissement difficile de sa mission, son esprit actif lui suggéra la pensée de rendre un service important aux gouvernements anglais et espagnol, en préparant un traité d'alliance entre ces deux nations. Il réussit dans sa double tâche. Son habileté l'ayant connaître d'Alberoni, ce ministre lui proposa de l'attacher à sa personne en qualité

de secrétaire particulier et mystérieux ; mais il eut soin de déguiser aux yeux du public cette mission de confiance en nommant Ripperda surintendant d'une manufacture de drap située à Guadalaxara.

Ripperda, une fois le pied à l'étrier, voulut pousser sa fortune trop rapidement. Profitant des occasions que lui fournissait sa charge, il se mit à faire une cour assidue et remarquée au roi et la reine. Alberoni, en sa double qualité d'intrigant et d'ambitieux, avait le flair fin en pareil cas. Il devina les menées du Hollandais et le chassa de sa place et de la Cour. Ripperda ploya le dos, mais jura de se venger. Sitôt qu'il vit pâlir l'étoile du cardinal, il s'aboucha secrètement avec d'Aubenton, le confesseur du roi et Grimaldo, ennemis déclarés du ministre. Il leur communiqua un rapport remarquable dans lequel il relevait une à une les malversations et les fraudes du cardinal. Ce rapport mis sous les yeux du roi précipita le chute du favori, dont le crédit se trouvait déjà ébranlé par les réclamations de toutes les cours d'Europe.

En dépit de ce succès, Ripperda continuait à végéter dans les réduits ténébreux de l'intrigue ; il aspirait au grand jour de la haute politique. Pour en venir à ses fins, il se fit recommander à la duchesse de Parme, mère de la reine, et parvint à se faire agréer en qualité d'intermédiaire officieux de cette princesse et de sa fille. C'était à lui qu'était confié le soin de transmettre les correspondances privées, de rédiger les réponses, en un mot de remplir les fonctions délicates d'agent secret.

La charge était modeste pour une ambitieux de cette sorte, mais par ce moyen, il pouvait traiter directement avec la reine qui gouvernait son mari et l'Espagne. Ripperda fit de rapides progrès dans la faveur royale, mais bien qu'on le consultât sur toutes les affaires, et qu'on suivît fréquemment ses avis, on ne le laissait pas moins agent secret.

Vers cette époque, Philippe V, qui était sujet à de singuliers accès d'humeur noire, se décida brusquement à abdiquer en faveur de son fils. Le frêle esquif de notre aventurier se trouva encore une fois renversé par cet orage. Ripperda n'ayant rien de mieux à faire, resta attaché à la fortune de la reine douairière. Cette persévérance reçut promptement sa récompense,

Digitized by Google

car l'année suivante, la mort du nouveau roi fit remonter son père sur le trône. Les amis des mauvais jours sont d'ordinaire les mieux venus à l'heure du triomphe, s'ils savent ne pas abuser de la reconnaissance. Ripperda devint dès ce moment un des principaux personnages de la cour d'Espagne. Ce fut par son conseil que Philippe V, exaspéré du renvoi de l'infante, se tourna du côté de l'Empereur. Ripperda accepta pour la dernière fois la qualité d'agent secret et partit pour Vienne, où il se logea modestement dans les faubourgs, sous le nom de baron de Pfaffenbourg. Malgré le dégoût qu'une trop grande habitude de ces missions mystérieuses inspirait à Ripperda, l'habile intrigant se trouvait dans son élément véritable au milieu de ce dédale de négociations où le fourbe côtoyait sans cesse le diplomate.

Il réussit au delà de ses souhaits. Le traité public de Vienne fût signé, en 1725, et Ripperda obtint en outre, une lettre autographe de l'Empereur, dans laquelle ce prince promettait, en termes vagues, il est vrai, de marier sa fille à l'infant Don Carlos, mais s'engageait plus explicitement à soutenir l'Espagne dans sa lutte avec l'Angleterre.

Toute cette négociation avait été si secrètement conduite que le contenu du traité, signé le 21 mai, aurait été à peine soupçonné par les ministres étrangers, si le cabinet de Vienne avait su contenir sa joie triomphante et ne s'était pas vanté ouvertement de la nouvelle alliance. Le traité devenu public, Ripperda put enfin apparaître revêtu du caractère officiel d'ambassadeur. Le déploiement d'un luxe inouï, des dons distribués à profusion, des airs d'importance, des vanteries perpétuelles, des propos indiscrets et orgueilleusement menaçants pour tous les ennemis de l'Espagne, révélèrent alors le véritable caractère de l'homme. Ripperda ressemblait à ces fous, pleins de bon sens tant qu'il s'agit de s'échapper de leur cabanon, mais qui reprennent leur idée fixe aussitôt que leurs poumons aspirent l'air de la liberté.

Ripperda quitta Vienne au commencement de 1725. Il traversa triomphalement l'Italie, et, s'embarquant à Gênes, il arriva, après une heureuse traversée, à Barcelone, vers le milieu de décembre. Une grande affluence de peuple s'était rassemblée

sur le rivage pour contempler l'heureux négociateur dont le nom s'était répandu comme une traînée de poudre dans l'Espagne entière. Ripperda, aussitôt qu'il eut le pied sur le rivage, se mit à parler à haute voix, afin que la foule pût l'entendre. Il raconta aux officiers qui l'accompagnaient le résultat qu'avaient eu ses transactions; il leur assura que l'Empereur, à la tête de cent cinquante mille hommes, était prêt à marcher, au premier avertissement, au secours de l'Espagne, et que dans l'espace de six mois une nouvelle armée, égale à la première, se mettrait en campagne. « Nous ravagerons bientôt la France, ajoutait-il, puis nous passerons le détroit, et nous rétablirons le prétendant en Angleterre. » Ces rodomontades, aussi ridicules pour le fond que pour la forme, éblouirent cependant ce vulgaire entourage, et ce fut au milieu des acclamations générales que Ripperda partit pour Madrid. Arrivé au palais, il exigea de l'officier de service qu'on l'introduisît sur-le-champ et dans son costume de voyage. Il prit sur lui cette grave infraction à l'étiquette, et pénétra dans le cabinet du roi. Il fut reçu au reste avec les marques les moins équivoques de bonté et de satisfaction [1]. La conférence fut longue, et, le jour suivant, il fut nommé ministre et secrétaire d'État à la place de Grimaldo. Tous les ministres, les différents conseils, les ambassadeurs étrangers, étaient tenus de s'adresser à lui. En un mot, il rétablit à son profit le pouvoir exorbitant dont avait joui Alberoni. « Cet homme, écrivait l'ambassadeur d'Angleterre à son gouvernement, réunit dans sa personne dix Alberoni, comme César résumait en lui, au dire de Sylla, dix Marius ! »

L'engouement général ne tarda cependant pas à se dissiper. La vanité et la légèreté de Ripperda avaient dépassé toutes les bornes, et l'on s'aperçut bientôt que le nouveau favori était non-seulement inférieur à sa tâche, mais même à la capacité fort médiocre de son prédécesseur. Philippe V se connaissait en hommes, c'était la seule qualité dont il eût hérité de son grand-père Louis XIV. Il fut le premier à signaler les défauts de son ministre. C'est un fou, répétait-il, il faut le

[1] *Memoires de Montague*, tome Ier, p. 207, 208, et Dean Coxe, *Memoires de Robert Walpole*, vol. II, p. 347.

chasser. Mais la reine soutenait encore son protégé, et, fier de cet appui, Ripperda défiait tous ses ennemis. Je sais bien, disait-il fréquemment, que toute l'Espagne conspire contre moi. Mais j'ai six bons amis : Dieu, la Sainte Vierge, l'empereur d'Allemagne, le roi et la reine, et ces amis-là sauront bien me défendre. Le vaniteux personnage eut cependant l'imprudence de négliger un de ses amis, l'Empereur. Il se relâcha dans les attentions qu'il avait prodiguées jusqu'alors au comte de Königseck, et le cabinet de Vienne, mécontent et redoutant une trahison, manifesta de son côté la plus extrême froideur pour son ancien allié. Dès lors, Ripperda était perdu, car sa principale force consistait dans l'opinion généralement accréditée qu'il personnifiait en lui l'alliance austro-espagnole. La reine céda enfin aux représentations du confesseur du roi et de don Louis de Patino, et consentit au renvoi du ministre. Ripperda fut averti. Voulant éviter l'humiliation d'être chassé, il demanda au roi la permission de se retirer. Mais toute légère qu'elle fût, cette faveur même lui fut refusée. Il reçut l'ordre de continuer ses fonctions, et, quelques jours après, un pli cacheté lui apprit son renvoi.

Aussitôt que ce changement fut connu, la populace, avec son instabilité ordinaire, se rassembla autour du palais du disgracié, vociférant contre lui et demandant sa tête. Ripperda, nous l'avons dit, n'était pas un héros. Il s'enfuit par une porte de derrière, et courut se réfugier chez l'ambassadeur d'Angleterre. M. Stanhope, qui remplissait alors cette fonction, ne fut pas médiocrement étonné, en rentrant chez lui, de trouver dans son appartement l'ex-ministre, tremblant, implorant sa protection, et offrant, en échange, de révéler tous les secrets du cabinet espagnol. Cette conférence dura toute la nuit. Ripperda n'interrompait son récit que pour courir à la fenêtre, voir si les alguazils venaient l'arrêter. Il raconta toutes les stipulations du traité secret conclu à Vienne, l'engagement pris par les deux souverains de chasser la maison de Hanovre du trône d'Angleterre et de travailler à l'extirpation de la religion protestante dans toute l'Europe. « Ce projet tenait tellement à cœur au roi, ajoutait-il, que je lui ai entendu dire fréquemment : Pour atteindre un tel but, je vendrais jusqu'à ma chemise. »

La cour d'Espagne, en apprenant la fuite de Ripperda et le lieu de son refuge, fut à la fois inquiète et irritée. On signifia à Stanhope qu'il eût à remettre son protégé aux mains de la police. L'ambassadeur s'y refusa. On négocia pendant deux jours. Le troisième, on employa la force, et le favori disgracié fut jeté dans un cachot du château de Ségovie.

Si Ripperda était un premier ministre incapable, en revanche, ses talents, comme intrigant, étaient d'un ordre supérieur. A peine renfermé, il trouva dans son actif cerveau un plan assuré d'évasion. Mais deux années s'écoulèrent avant qu'il pût réunir tous les éléments nécessaires pour le mettre à exécution. Le gouverneur, vieux et infirme, apportait une grande négligence dans l'exercice de ses fonctions. Ripperda, malgré ses soixante ans, était encore fort beau. Il fit la cour à la fille du geôlier, qui le gardait, la séduisit, et put, grâce à son aide, s'assurer des intelligences au dehors. Par une nuit profonde, il attacha une échelle de corde à la fenêtre de son cachot et descendit dans la cour du préau, pendant qu'un domestique fidèle jouait dans la prison le rôle de son maître. Grâce à ce stratagème, Ripperda, ayant gagné du temps, atteignit la frontière de Portugal. Le mois suivant, il s'embarqua pour l'Angleterre, où il fut reçu à bras ouverts par Walpole et par Stanhope. Au temps de sa puissance, il avait eu la sage précaution de faire passer de grandes sommes à l'étranger. Aussi, pendant les deux années qu'il séjourna à Londres, mena-t-il le train le plus brillant. Il recevait la plus haute société, était bien vu à la cour, et consulté par tous les ministres. Cette mode ou cette faveur lui tourna tellement la tête, qu'il conçut un moment le fol espoir de faire partie du ministère anglais. Mais à la paix de Séville, son importance diminua sensiblement; d'autre part, ses largesses ayant épuisé sa bourse, Ripperda, âgé alors de près de soixante-dix ans, résolut de recommencer une nouvelle carrière. Il partit pour le Maroc, se fit musulman, s'insinua peu à peu dans la faveur de Mulhey-Abdallah, et réussit enfin à être nommé premier ministre et général en chef des troupes de terre et de mer. Cette nouvelle situation lui permettait d'assouvir la haine violente qu'il avait jurée à tout ce qui portait le nom d'Espagnol. Après avoir remporté de grands succès

sur les chrétiens et défait un compétiteur au trône du Maroc, il finit par faire écraser son armée dans une bataille livrée près de Centa. A la suite de cet échec, il se retira à Tétuan, où il vécut sous la protection du pacha, et mourut en 1737 à un âge très-avancé.

Pendant les deux années qui s'étaient écoulées depuis le traité de Vienne (1725) jusqu'à l'arrivée de Ripperda en Angleterre, la politique européenne n'avait subi aucun changement. De part et d'autre on se préparait à la guerre, mais les hostilités n'avaient pas encore éclaté. L'Espagne se décida enfin à porter les premiers coups, et investit Gibraltar. L'Angleterre répondit à cet acte d'agression par l'envoi de deux flottes, l'une dans la Baltique pour surveiller les mouvements menaçants de la Russie, l'autre dans la Méditerranée pour ravitailler Gibraltar. Une guerre générale semblait inévitable. Un événement imprévu changea la face des choses. L'Empereur, qui voulait s'assurer le concours de l'Allemagne dans la lutte qui allait s'engager, avait conclu des traités particuliers avec tous les princes de la Confédération, à l'exception de l'électeur de Hanovre et de son cousin le duc de Brunswick Wolfenbuttel. L'appui ou du moins la neutralité de ce dernier prince lui semblait indispensable, car si l'on voulait attaquer le Hanovre, Brunswick, la capitale du duché de ce nom, était la clé d'une position militaire extrêmement forte. Les diplomaties de Londres et de Vienne se livrèrent un combat acharné sur le terrain étroit de cette petite cour. Au bout de quelques mois lord Townsend l'emporta et conclut un traité d'alliance avec le duc. Cet échec découragea l'empereur, qui s'était cru un moment assuré du succès. A dater de ce moment, les périls de la guerre lui semblèrent peu en rapport avec les avantages qu'il pouvait recueillir d'une victoire; aussi, changeant brusquement de politique, il accepta la médiation de la France, et le 31 mai 1727 l'ambassadeur autrichien signa à Paris les préliminaires de la paix entre la France, l'Angleterre, l'Empire et la Hollande. L'Espagne n'avait pas été appelée au congrès, et les grandes puissances prirent cependant sur elles de décider de son sort. Il fut convenu que le siége de Gibraltar serait levé et que les Anglais rendraient leurs prises maritimes à l'Espagne.

Cette fois encore on avait remis au futur congrès, qui devait se rassembler à Soissons l'année suivante, le soin de décider plusieurs points restés en litige.

Philippe V en apprenant ces conventions et la trahison de son allié jeta feu et flammes. Il ne voulut pas apposer sa signature au traité; néanmoins, n'osant continuer la guerre à lui seul, il accepta la reddition des vaisseaux qui lui avait été enlevés. Ces événements se passaient vers la fin de mai 1727. Au milieu de juin George Ier mourut, et tout parut remis en question. Ce fut alors que le cardinal Fleury écrivit à George II cette lettre pressante, dans laquelle il le suppliait de donner à l'Europe un gage de son ferme désire de conserver la paix, en laissant au ministère l'homme d'Etat auquel elle était due. Nous avons vu que ces sages conseils furent écoutés. Philippe V, qui avait conçu un instant l'espoir de voir recommencer la lutte, courba la tête sous la dure loi de la nécessité, et consentit enfin à signer au Pardo les préliminaires d'une paix particulière (1727). Les termes de cette convention étaient singulièrement avantageux à l'Angleterre. L'Espagne, l'Angleterre et la France (intervenue dans cette négociation) concluaient une alliance offensive et défensive à laquelle la Hollande devait se joindre par la suite.

Deux années plus tard, tandis que les diplomates réunis à Soissons en étaient encore à discuter des questions de préséance, l'Espagne préféra faire à elle seule sa paix définitive avec l'Angleterre plutôt que de subir pour la troisième fois la loi que lui imposerait l'Europe. Ce fut à Séville, le 9 novembre 1729, que William Stanhope, après d'innombrables difficultés, échangea les dernières ratifications. L'Espagne révoquait tous les priviléges accordés à l'Empereur par le traité de Vienne, replaçait le commerce anglais en Amérique sur son ancien pied, rendait toutes ses prises, et promettait une indemnité pour les pertes causées par la guerre. La question de Gibraltar était passée sous silence. Chacune des parties contractantes pouvait interpréter cette réserve à sa guise. Singulière omission, qui laissait en suspens le point le plus important de toute cette négociation. La seule compensation accordée à l'Espagne était l'autorisation de mettre six mille hommes de ses troupes en

garnison à Parme, en Toscane et à Plaisance, afin d'assurer, le cas échéant, la reversion de ces duchés à la maison de Bourbon. Cette clause était une infraction au traité de la quadruple alliance, car on se souvient que l'armée qui était appelée à remplir cette mission devait appartenir à un pays neutre. L'empereur qui n'avait consenti à la reversion et à l'occupation qu'à cette condition, se trouva à son tour joué par l'Espagne, mais ainsi qu'elle, jadis, il dut se soumettre au pouvoir du plus fort.

Ainsi, grâce à la conduite ferme et prudente à la fois du ministère anglais, la puissante coalition de l'Espagne, de la Russie et de l'Empire avait été dissoute, tandis que l'Angleterre, restée maîtresse de Gibraltar et étroitement unie à la France, pouvait défier l'inimitié de l'Europe entière. Cette paix si longue, maintenue au travers de tant d'obstacles, et sans jamais compromettre l'honneur national, fut l'œuvre d'un seul homme, de Walpole. Cette humeur pacifique était rare parmi les hommes d'Etat de cette époque. Un prince ou un ministre rêvait-il la grandeur de sa nation, c'était toujours par les armes qu'il prétendait l'assurer. Walpole eut le mérite de dédaigner cette gloire facile. Au grand scandale de ses contemporains, il plaça toujours au premier rang les finances, l'agriculture et l'industrie, que l'on reléguait toujours au second plan. L'inventeur de l'amortissement, l'homme qui avait compris le premier la supériorité de l'impôt indirect sur l'impôt foncier, l'homme qui n'échoua dans une partie de ses réformes que pour avoir été de cinquante années en avance sur son siècle, ne pouvait, ne devait pas aimer la guerre; jadis ce fut son crime, aujourd'hui, c'est là son titre de gloire.

Digitized by Google

CHAPITRE VI

Le couronnement. — Arthur Onslow élu speaker. — L'aristocratie. — Parallèle entre les noblesses française et anglaise. — Les grands seigneurs, les gentilshommes de province, la bourgeoisie, le clergé. — Les salons. — Portraits de quelques personnages marquants : la duchesse de Marlborough, la duchesse de Buckingham, la duchesse de Queensberry, lady Montagu, lord Chesterfield, le duc de Newcastle.

Dès que Walpole se vit rétabli au pouvoir, il songea à remplir sa promesse et à obtenir du parlement que la liste civile fût fixée à la somme convenue avec le roi. L'opposition, étourdie du coup qu'elle venait de recevoir, ne fit presque aucune résistance aux propositions du ministère, et le bill fut voté à une immense majorité. Aussitôt après la cession fut close, et la chambre prorogée jusqu'au mois de janvier de l'année suivante.

Le couronnement eut lieu au mois d'octobre. La cour y déploya toute la magnificence imaginable. Fort différent en cela de son père, qui poussait le goût de la simplicité jusqu'à se vêtir comme le plus pauvre bourgeois, George II, aimait à déployer dans les grandes occasions un faste vraiment royal. Néanmoins, comme il était avare, il avait recours aux expédients les plus singuliers pour allier ces deux passions contradictoires.

En cette circonstance la reine parut revêtue d'un habit resplendissant de pierreries. On ne se lassait pas d'admirer la

grosseur et la blancheur des perles dont les rangs innombrables s'enroulaient dans sa coiffure et autour de son cou. Son corsage était tellement garni de diamants qu'on eût dit une armure étincelante, et d'énormes rubis brillaient jusque sur les boucles de ses souliers. Le trésor royal était cependant fort pauvre. Aussi la reine avait-elle eu recours aux écrins de toutes les dames et aux boutiques de tous les juifs de la cité, afin de briller de cet éclat véritablement emprunté. La cour s'était efforcée d'imiter cet exemple. Les courtisans avaient revêtu leurs plus brillants atours, les carosses dorés, attelés de huit chevaux défilaient lentement dans les rues, et un peuple immense paré de ses habits de fête se pressait sur les places où devait passer le cortége royal. Aussitôt qu'on l'apercevait, tous les bonnets sautaient en l'air, selon l'usage traditionnel, aux cris mille fois répétés, de : Vive longtemps notre bon roi George II !

Ce fut véritablement un beau jour pour Londres et pour l'Angleterre. Il y avait près d'un siècle qu'on n'avait vu un règne commencer sous d'aussi favorables auspices. Quatre souverains se succédant sans révolutions sur le trône, offraient une garantie rassurante pour l'avenir. La dynastie protestante était donc définitivement établie. Les jacobites devenaient de jour en jour moins nombreux et un vague pressentiment semblait révéler à tous que l'Angleterre, le pays classique des troubles et des révolutions, allait devenir le sol privilégié sur lequel on verrait la liberté et l'autorité fleurir, côte à côte, et sans se nuire, pendant des siècles

Le 23 janvier 1728, le parlement fut convoqué. La chambre basse eut a élire un président, en remplacement de sir Spencer Compton, créé pair du royaume avec le titre modeste de baron de Wilmington. C'était là une maigre récompense pour une bien rare abnégation. Arthur Onslow réunit la majorité des suffrages. Il appartenait au parti whig, il était connu pour la modération de son caractère, la fermeté de ses principes, et l'élévation de son esprit. Ces qualités éminentes le plaçaient tellement haut dans l'opinion publique que tous les ministres qui se succédèrent depuis au pouvoir ne voulurent ou n'osèrent le déplacer. Pendant trente-sept ans il s'acquitta de ses fonctions à la satisfaction générale.

La session fut courte et insignifiante. Le ministère était maître d'une majorité imposante ; chacune des mesures qu'il proposait était votée par acclamation. Il en fut de même pendant les deux années qui s'écoulèrent depuis l'avénement de George II (1727) jusqu'au congrès de Soissons (1729). Durant cette période, la politique intérieure et extérieure de l'Angleterre n'offrit aucun incident digne d'être signalé. Au dehors, la diplomatie multipliait les dépêches, les notes, les protocoles, sans arriver à aucune conclusion ; à l'intérieur, l'opposition se livrait à ses déclamations habituelles sur les 12,000 hommes de troupe étrangère que l'Angleterre soldait chaque année, tant pour les éventualités d'une guerre extérieure que pour réprimer les émeutes populaires et les insurrections jacobites. Cette force militaire, toute faible qu'elle fût, effarouchait la susceptibilité des *patriotes* ; ils prétendaient voir dans une armée permanente un danger continuel pour les droits et la liberté des citoyens. Le bon sens populaire faisait justice de ces appréhensions hypocrites ou stupides, et la minorité, réduite à 80 voix dans les communes, à 40 voix dans la chambre des lords, était impuissante à entraver la marche du gouvernement. Détournons donc les yeux du spectacle des agitations mesquines de la politique pour les reporter sur le tableau plus intéressant que nous offrent les mœurs de la haute société anglaise.

Depuis la révolution de 1688, une puissante institution subissait en Angleterre une transformation complète : le règne de la noblesse était terminé, celui de l'aristocratie commençait. Plus d'une cause avait servi à amener ce changement ; on le voyait depuis longtemps se préparer lentement, mais la révolution de 1688 vint effectuer, en quelques années, l'œuvre qui, sous le gouvernement des Stuarts, eût demandé plus d'un siècle pour s'accomplir.

Jusqu'alors, la noblesse anglaise différait de la noblesse française en ce que son pouvoir, quoique moins féodal, était plus gouvernemental et mieux défini. L'institution de la pairie donnait à la noblesse britannique une action permanente dans le gouvernement, tandis que les gentilshommes français ne pouvaient exercer le même pouvoir que lors de la convocation arbitraire et fort rare des États généraux. Quelles que fussent

les différences qui distinguaient à l'origine ces deux oligarchies, elles eurent au moins ce rapport commun que, presque à la même époque, deux réformateurs, Richelieu et Cromwell, cherchèrent à détruire leur puissance. Examinons quel fut le résultat de leurs efforts.

Lorsque le cardinal de Richelieu eut fait tomber sur l'échafaud la tête des plus grands seigneurs, lorsqu'il eut ruiné leurs places fortes et aboli une partie de leurs priviléges, Louis XIV poursuivant son œuvre, chercha à achever par la ruse ce que l'autre avait commencé par la violence. Le pouvoir législatif de la noblesse ne résidant que dans les États généraux, en ne rassemblant plus ces trois corps de l'État, on se délivrait légalement de leur contrôle, mais il restait encore à briser l'esprit d'indépendance de la noblesse. Louis XIV, pour atteindre son but, se servit d'un expédient fort habile; il établit, parmi les gentilshommes, deux catégories distinctes : la noblesse de cour et la noblesse de province. Cette distinction n'était, il est vrai, écrite dans aucune loi; en apparence, les priviléges de toute la noblesse étaient les mêmes. Néanmoins, la ligne de démarcation fut bien tranchée; la noblesse de cour ne quittait guère Paris ou Versailles, accumulant toutes les grâces, toutes les faveurs, toutes les pensions, toutes les places, ne laissant à sa pauvre cadette de province que la charge fort onéreuse du service militaire. Comme, en définitive, tout gentilhomme assez riche pour venir s'établir à Paris pouvait s'enrôler parmi les privilégiés, nul n'avait le droit de se plaindre de cette préférence. L'éclat de ces faveurs royales consola la noblesse de cour de la perte de son pouvoir réel, et l'espoir de participer à son tour à cette distribution de grâces et d'honneurs consola la noblesse de province de son obscurité et de sa nullité.

Cromwell, en révolutionnaire qu'il était, brisa du même coup toutes les entraves qui gênaient l'exercice de son autorité absolue. Les communes et les lords furent enveloppées dans la même ruine. Le protecteur voulut cependant à plusieurs reprises reconstituer un parlement, mais ne trouvant pas dans ces assemblées, remaniées cependant et épurées, la soumission à laquelle il s'attendait, il supprima en Angleterre toute puissance législative. La restauration replaça naturellement la

constitution anglaise sur ses anciennes bases, et Charles II, tout en s'efforçant de fortifier le pouvoir royal, tout en éludant souvent les lois, ne chercha pas à outre-passer trop manifestement les limites où ses prédécesseurs s'étaient maintenus avant lui. Jacques II ne suivit pas une autre conduite, et la pairie anglaise, lors de la révolution de 1688, à laquelle elle contribua puissamment, se trouva donc en pleine possession de tous ses droits, consolidés et garantis par la popularité que la prudence de sa conduite lui avait conservée.

Ainsi donc, au commencement du dix-huitième siècle, la noblesse française sans avoir eu à subir les épreuves d'une révolution, n'était plus qu'un corps décrépit et débile, bien que privilégié, tandis que la noblesse anglaise, après avoir traversé une république et assisté à un changement de dynastie, gouvernait, grâce à sa pairie, un des plus puissants États de l'Europe.

Quelque profond que fut l'abîme qui séparait déjà les noblesses française et anglaise, les principes opposés que chacune d'elle, représentait, devait tendre à le creuser chaque jour davantage.

La noblesse française devait rester une noblesse, la noblesse anglaise allait se transformer en aristocratie.

La puissance résidant en réalité dans le pays et non dans le souverain, les lords anglais comprirent que, pour maintenir leur influence, il leur fallait de toute nécessité courtiser le pouvoir le plus fort. Ils cherchèrent donc à augmenter leur popularité. Ils admirent dans leurs rangs un certain nombre de plébéiens; ils se posèrent en défenseurs officieux des intérêts agricoles; ils patronèrent les gens de lettres.

Une circulation perpétuelle entre la ville et les comtés, tel était le résultat, faible encore, mais chaque jour plus marqué, de la sage conduite de la noblesse. Chaque hiver la province envoyait ses forces vives à l'artère centrale, qui les lui renvoyait à l'automne, retrempées dans le mouvement d'idées qu'une capitale entraîne toujours avec elle. La haute aristocratie était sans doute en possession d'une grande et d'une légitime influence, mais comme son pouvoir n'était en définitive aucunement absolu, un homme de talent, fut-il pauvre et roturier,

avait cependant une chance sérieuse de l'emporter aux hustings, sur ses concurrents plus favorisés des dons de la naissance et de la fertune. De temps à autre, la chambre des lords ouvrait ses portes à quelques-uns de ces heureux parvenus. Le plus obscur citoyen pouvait donc concevoir le légitime espoir, Dieu et sa capacité aidants, de siéger un jour parmi les pairs du royaume. Cette transformation de l'ancienne noblesse en aristocratie, telle que nous la voyons aujourd'hui, était cependant assez récente, mais grâce au bon sens qui caractérise nos voisins, cette introduction du sang bourgeois dans les veines de la noblesse n'avait rencontré aucune opposition, aucune malveillance de la part des grands seigneurs. En France, elle se fût crue déshonorée, en Angleterre elle se réjouit.

Il ne faudrait pas néanmoins conclure de ce que je viens de dire que la chambre des communes était en grande partie composée de plébéiens de talent. Ce qui n'est pas encore vrai de nos jours, l'était encore moins à cette époque. Sauf les députés des villes, les commoners appartenaient en général à la noblesse; toutefois quelques exceptions venaient de temps à autres consacrer le principe. La politique était alors le goût dominant des classes instruites en Angleterre, mais l'obligation de payer un cens assez élevé, interdisait aux jeunes hommes ambitieux et pauvres la possibilité d'arriver promptement au parlement et par là, à la célébrité. Une seule porte restait donc ouverte devant eux, aussi s'y précipitaient-ils avec ardeur. Cette porte, c'était la littérature. L'Europe entière était à cette époque passionnée pour les belles-lettres, mais cette passion se fortifiait, en Angleterre, de l'importance politique que les littérateurs avaient acquise. Ce qui partout ailleurs n'était qu'un amusement de l'esprit, était chez nos voisins un instrument politique. Un pamphlet, une pièce de théâtre, un article de journal et surtout un poëme, étaient plus propres qu'un discours au parlement à faire pleuvoir sur son auteur les faveurs royales. Les talents littéraires étaient tenus en si grand honneur, qu'un écrivain traitait sur le pied d'égalité avec les personnages les plus considérables; quelquefois même, un portefeuille venait récompenser ses travaux. Pope, Swift, Adisson étaient en relations suivies avec le monarque, ils correspondaient familièrement avec les

grands seigneurs, ils passaient l'été dans leurs châteaux, un souper était incomplet s'ils en étaient absents. Voltaire et quelques écrivains français jouirent, il est vrai, des mêmes privilèges, mais tout en les flattant, on leur faisait sentir que la familiarité ne constitue ni l'égalité, ni l'intimité. A Londres, au contraire, grâce à la liberté de la presse, un simple journaliste pouvait renverser un ministère, ridiculiser un puissant du jour ou soulever le pays. De tels hommes étaient trop redoutables pour être traités sans façon, et dans les attentions dont ils étaient l'objet, la crainte avait autant de part que l'admiration. Les grands seigneurs ne voulurent pas laisser le monopole de cette puissance aux écrivains de profession. Plusieurs d'entre eux, cultivaient les lettres avec succès, Bolingbroke, Hervey, Pulteney, lady Montague publiaient chaque année, des poëmes, des traités philosophiques ou des pamphlets qui comptaient au nombre des productions les plus parfaites en ce genre. Si nous insistons tant sur ce sujet, c'est que ce goût littéraire nous semble le caractère distinctif de la haute aristocratie anglaise à cette époque. Hommes et femmes se piquaient également de bel esprit. Le bas-bleu était singulièrement en honneur. Les études classiques avaient été portées par tous ces gentilhommes à un rare point de perfection, ceux mêmes qui étaient le moins favorisés à cet égard, dissimulaient avec soin leur ignorance et s'efforçaient à l'occasion de faire parade d'une citation latine. Les orateurs manquaient rarement d'orner leurs discours de quelques vers d'Horace ou de Virgile, mais malheur à ceux que leur mémoire trahissait, une vingtaine de voix railleuses s'empressaient à l'envi de rétablir le vers tronqué. Un jour, Robert Walpole venait de terminer un de ses plus beaux discours par ce vers d'Horace :

Nil conscire sibi nulli pallescere culpâ.

— Vous vous êtes trompé, monsieur, s'écrie Pulteney, le vers dit *nullâ* et non pas *nulli*. Walpole, qui allait descendre de la tribune, se retourna et soutint son dire, mais l'assemblée entière lui prouva par ses rires qu'il était dans son tort ;

l'effet du discours fut détruit et la motion qu'il appuyait, rejetée.

Par un heureux et singulier mélange, à cette passion des choses de l'esprit, l'aristocratie savait allier le goût également vif de tous les exercices du corps, goût puéril, dira-t-on peut-être; nous ne partageons pas cet avis. Elles n'étaient pas, et ne sont pas encore si indifférentes au respect et à la considération d'un gentleman, cette force corporelle, cette adresse à la boxe, cette habileté à diriger un cheval, qui, venant s'ajouter à la culture intellectuelle, donnent à l'homme comme il faut une supériorité physique et morale sur le plébéien.

Les courses étaient le cirque de ces modernes Romains; les gentilshommes ne rougissaient pas de revêtir la toque et la casaque, et nous avons vu précédemment que le duc de Devonshire était le jockey le plus renommé de son temps. Chaque année, le parlement se prorogeait pour se rendre aux réunions de Newmarket, comme il le fait encore de nos jours pour assister au derby. Mais, si nous voyons le goût du *sport* se perpétuer parmi les neveux des grands seigneurs d'alors, en revanche, les fortes études ne sont plus autant à la mode, et il y a longtemps que l'aristocratie anglaise ne compte plus dans son sein des Bolingbroke, des Hervey, des Horace Walpole. Lord Byron semble avoir été la dernière étoile de cette pléïade de grands seigneurs hommes de lettres.

Un vice, commun, il est vrai, alors à toutes les nations de l'Europe, déparait le brillant ensemble des qualités de cette remarquable aristocratie. Je veux parler de ces désordres que l'on colore du nom de galanterie. L'exemple, parti du trône, avait été fidèlement suivi par les classes élevées de la société. La démoralisation de la cour de Charles II, si spirituellement et si fidèlement dépeinte par Hamilton, s'était infiltrée dans les veines des petits-fils des courtisans de ce roi débauché, et quoique le venin allât en s'affaiblissant, il était trop subtil pour ne pas exercer des ravages à la seconde génération. Les ménages étaient fréquemment, je ne dirai pas troublés, car nos ancêtres avaient à cet égard une philosophie qui nous étonne, mais accidentés par des intrigues amoureuses. Le mari commençait d'ordinaire, puis la femme suivait bientôt ses traces.

La cause principale de ces désordres était l'absence de foi religieuse. Le scepticisme était à la mode. Bolingbroke, le Voltaire de l'Angleterre, avait enseigné ouvertement l'athéisme, et avait trouvé de nombreux adeptes. L'épithète de libre penseur nous vient d'Angleterre, et l'on peut dire qu'à cet égard nous n'avons fait qu'imiter nos voisins. Mais sur ce sol, si profondément labouré par les disputes religieuses, la foi avait de la peine à s'éteindre, le mal fut moins profond, la réaction fut plus prompte qu'en France. Déjà, à cette époque, on pouvait apercevoir les premiers symptômes d'un retour sérieux et sincère vers les idées chrétiennes. Wesley, l'apôtre du méthodisme, devait bientôt remuer l'Angleterre entière par ses prédications enthousiastes, et, du choc des dissidents et des partisans du dogme établi, l'étincelle de la foi allait jaillir de nouveau plus brillante. Les mœurs découlent naturellement et infailliblement de la croyance à un dogme précis ; aussi, cinquante années plus tard, les ménages anglais pouvaient-ils être proposés comme modèles de fidélité conjugale à l'Europe tout entière.

Si nous comparons l'aristocratie anglaise du dernier siècle avec celle d'aujourd'hui, il est plus d'un point de ressemblance que nous trouverons effacé. La licence des mœurs a disparu, l'influence des femmes dans le gouvernement s'est annulée, et l'incrédulité systématique a fait place à une foi sincère. Ancêtres et arrière-neveux se ressemblent cependant par un côté ; ils professaient et professent encore un goût très-vif pour les existences territoriales. Ce fut à dater de la révolution de 1688 que l'on vit se développer chez l'aristocratie anglaise cette passion dominante aujourd'hui. Bon nombre des plus beaux châteaux dont s'enorgueillit l'Angleterre furent construits ou restaurés à cette époque. Ces fiers donjons qui, au moyen âge, constituaient pour leurs propriétaires un élément de défense ou d'agression, se transformèrent peu à peu, à dater de la restauration, en habitations de plaisance. Les créneaux furent démantelés, les fossés comblés ; les parcs, tels que nous les voyons de nos jours, se substituèrent rapidement aux boulingrins, aux mails, aux avenues droites, aux landes ou aux forêts incultes.

Ce goût s'était si rapidement communiqué à tous ceux qui étaient assez riches pour le satisfaire, que l'on citait avec étonnement Pulteney comme le seul membre opulent de l'aristocratie qui ne possédât pas un château. Walpole se ruinait à Haugton, le duc de Marlborough avait dépensé des millions à Blenheim, la reine Caroline consacrait une grande partie de son revenu à Richmond. Ce luxe campagnard était cependant encore le privilége spécial des grands seigneurs. Les fortunes anglaises étaient loin, toute proportion gardée, d'avoir atteint se chiffre énorme auquel elles sont parvenues aujourd'hui. Cinquante mille francs de rente constituaient un apanage fort convenable, sinon pour un lord, au moins pour un commoner. Le duc de Marlborough, qui passait pour le seigneur le plus riche de l'Angleterre, ne possédait qu'un milion de revenu, somme considérable, il est vrai, et qu'il faut encore doubler pour lui donner la valeur qu'elle représente de nos jours, mais qui est loin d'égaler les richesses de miss Kutz, du marquis de Westminster et de vingt autres que nous pourrions nommer. Après le duc de Marlborough, on citait le duc de Newcastle, qui jouissait de huit cent mille francs de rente ; mais en dehors de ces deux exceptions, les plus grandes fortunes ne dépassaient guère vingt mille livres sterling de revenu (cinq cent mille francs), et le nombre en était fort restreint. Il s'en fallait donc de beaucoup, en 1730, que l'aristocratie anglaise fût la noblesse la plus opulente de l'Europe, et la supériorité qu'elle a acquise à cet égard a été principalement due à l'immense développement que le commerce maritime prit à partir de cette époque. Les marchands enrichis qui ne pouvaient obtenir la pairie pour eux-mêmes, s'empressaient de donner leurs filles aux héritiers pauvres de grandes familles, et ceux-ci de leur côté ne dédaignaient nullement, selon l'expression de Mme de Sévigné, de mettre ce fumier sur leurs terres. Sous George II, cette concession aux besoins et aux idées du temps n'était pas encore générale ; aussi aurait-on difficilement trouvé plus d'une cinquantaine de familles possédant une fortune, qu'un Anglais de nos jours nommerait respectable. Ces cinquante familles, l'élite si restreinte de la société britannique, renferment cependant presque tous les noms que nous nous

attacherons particulièrement à mettre en lumière. Cette préférence n'a rien d'injuste, car, à peu d'exceptions près, c'était seulement dans le sein de cette aristocratie puissante mais peu nombreuse que se rencontraient les orateurs, les hommes d'État et les généraux. On s'en étonnera moins lorsqu'on réfléchira que ces jeunes seigneurs, presque toujours neveux ou fils de maréchaux, de ministres ou d'ambassadeurs, avaient en quelque sorte sucé l'ambition avec le lait de leurs mères; que, seuls parmi ceux qui portaient l'épée, ils avaient su joindre de fortes études à l'habitude des exercices corporels, l'unique éducation donnée à un gentilhomme de province; que, savants comme des professeurs d'Oxford, riches entre tous, en rapport direct et constant avec le roi et les ministres, personnellement connus du peuple de Londres, forts des mille influences que leurs alliances, leurs grandes terres, les bourgs dont ils disposaient, leur donnaient à la cour, à la ville, dans les comtés et au parlement, ils possédaient tout ce qui fait, tout ce qui doit légitimement faire réussir. Mettons en regard de ces Bolingbroke, de ces Carteret, de ces Chesterfield, de simples bourgeois, de simples gentilshommes campagnards, et voyons si, même au point de vue du talent, il existait entre eux une rivalité possible.

Tandis qu'un grand seigneur donnait à son fils l'éducation la plus soignée, les descendants des cavaliers savaient à peine lire et écrire. Renfermés pour la plupart dans de vieux manoirs contemporains de la guerre des deux roses, masures à moitié ruinées par le temps, et dont les portes avaient plus d'une fois sauté sous le pétard d'un soldat de Cromwell, les gentilshommes campagnards maudissaient le progrès du temps qui les forçait à pendre au crec leurs épées et à se contenter de vendre leurs bestiaux, de cultiver leurs terres et de chasser le renard. Aussi étaient-ils presque tous jacobites ou tories renforcés, et ils ne manquaient jamais, au repas du soir, de porter d'un air ému et solennel la santé du roi de *l'autre côté de l'eau*. Leurs femmes, entourées de servantes comme les matrones romaines, vaquaient aux occupations domestiques, ne possédaient que deux livres, la Bible et un recueil de recettes culinaires, et bornaient leur légitime ambition à sur-

passer les dames du voisinage dans la confection difficile du vin de groseille ou d'un *pye*. Leurs fils émancipés de bonne heure, couraient les foires, les marchés, les combats de coqs, et battaient le pays en quête d'aventures galantes avec quelques servantes. Les filles, pendant l'été, soupiraient après la morte-saison qui ramenait la famille à la ville principale du comté; pendant l'hiver, elles faisaient assaut de toilettes grotesques et de sourires provocateurs, afin de toucher le cœur de quelque squire aisé. De Londres, pour tous ces hobereaux, il n'était guère plus question que de Paris. Les routes qui menaient à la capitale, étaient fort mal entretenues et infestées de voleurs. Les premières diligences dataient de vingt années à peine et faisaient dix lieues par jour. Les relais de poste n'étaient pas fournis de chevaux de trait, et si l'on voulait franchir rapidement de grandes distances, il fallait se résigner à enfourcher un bidet. Aussi, un voyage était-il considéré comme une si sérieuse affaire, qu'à l'exception des membres des communes qui se réunissaient chaque année à l'époque des sessions pour voyager en troupe, comme des oiseaux de passage, bien des gentilshommes, bien des riches bourgeois n'avaient pas vu Westminster ou la cour une seule fois dans leur vie. L'hiver, au lieu de se rendre à Londres, un gentilhomme campagnard préférait s'établir dans la principale ville du comté. C'était là qu'il lisait les recueils périodiques, qu'il s'informait de l'état des affaires publiques, qu'il apprenait les nouvelles de la cour. Mais on se fera aisément idée du mouvement intellectuel de ces petites cités, lorsqu'on saura, qu'à l'exception de Bristol et de Norwich, qui comptaient quarante mille âmes, les villes les plus peuplées ne dépassaient pas quinze mille habitants. La disproportion en tout genre, de ces cités avec Londres, était frappante. La population de cette capitale s'élevait déjà à sept cent mille âmes. Londres renfermait tous les savants, tous les poëtes, tous les hommes distingués de la magistrature et du clergé. Les prêtres des campagnes étaient si universellement méprisés, qu'ils ne trouvaient à se recruter que dans les classes les plus infimes de la société. La plus haute prétention matrimoniale d'un chapelain ou d'un vicaire était d'épouser une femme de chambre, et

Digitized by Google

encore n'y réussissait-il, nous dit Swift, que lorsque les mœurs décriées de la camériste l'avaient obligé de renoncer à l'espoir de s'unir au maître d'hôtel [1]. Le lieu commun de toutes les comédies du temps, sont les amours des curés et des servantes. Tout hobereau avait un chapelain, pauvre diable trop heureux de dire les prières des repas et l'office du dimanche aux prix de la table, du logement et d'un habit dédaigneusement accordé de temps à autre. Un jeune homme de talent se faisait-il ecclésiastique, c'était qu'il se sentait assez appuyé pour obtenir d'emblée un canonicat, le marchepied de l'évêché.

Si nous reportons nos regards de ce clergé misérable et de cette petite noblesse ignorante sur la bourgeoisie anglaise, telle qu'elle s'offre à nos yeux au commencement du dix-huitième siècle, nous serons encore obligés d'établir deux catégories bien distinctes : Londres et la province. La bourgeoisie formait le septième de la population totale de l'Angleterre, qui s'élevait à 6,000,000 d'habitants environ. Il va sans dire que les petits propriétaires, qui pour la plupart n'étaient que des fermiers enrichis, végétaient dans une ignorance encore plus grande que les hobereaux dont nous venons de parler. Quant aux bourgeois des petites villes, boutiquiers, rentiers, manufacturiers, leur instruction n'était guère différente de celle que reçoit de nos jours un paysan dans les écoles primaires. C'était à Londres qu'il fallait chercher la véritable bourgeoisie comme la véritable aristocratie anglaise. C'était là que se trouvait déjà formé cet incomparable esprit public qui distingue si éminemment nos voisins d'outre-Manche. C'était là où l'on rencontrait en grand nombre des commerçants capables de rivaliser avec le plus noble lord comme éducation, comme richesses et comme talents politiques. Un jeune homme se sentait-il le goût ou le talent d'écrire, il accourait à Londres pour trouver un éditeur et un public. Un jeune ecclésiastique montrait-il quelques dispositions pour la prédication évangélique, c'était à Londres encore qu'il se rendait, car c'était là seulement où un beau ser-

[1] Swift, *Instructions to servants*.

mon pouvait faire un évêque. Un jeune noble enfin, était-il poussé par l'aiguillon de l'ambition, voulait-il s'élever aux hautes régions du pouvoir, Londres était la première étape de sa carrière, car à la cour de Saint-James, une belle mine, beaucoup de hardiesse et peu de scrupules réuissaient souvent à séduire une noble lady, et quel était l'obstacle que ne pouvait écarter la blanche main d'une femme? Londres était donc une sorte de polype affamé absorbant tout ce qui se trouvait à sa portée. Mais un état de choses aussi monstreux ne pouvait durer, et, disons-le à sa louange, l'aristocratie fut un des agents les plus actifs d'une transformation nécessaire. Le goût nouveau qui portait tous les grands seigneurs à résider une partie de l'année dans leurs terres, et les rapports de bon voisinage qu'ils étaient obligés d'entretenir avec la petite noblesse des environs, avec les fermiers, avec les bourgeois, afin d'établir ou de consolider leurs influences électorales, la somme d'idées nouvelles, les modes même qu'ils importaient avec eux, toutes ces causes réunies contribuaient à exercer une action civilisatrice incontestable dans le voisinage, même assez étendu, des grandes habitations seigneuriales. On eût dit une bouffée de l'air chaud de la grande ville venant murir les fruits âpres des champs. Aussi, croyons-nous pouvoir affirmer, sans crainte d'être taxé d'exagération, que c'est en partie aux grands seigneurs que les provinces de l'Angleterre ont dû les immenses progrès qu'elles ont accomplis dans le cours d'un siècle et qui les ont fait passer d'un état de barbarie égal ou supérieur à celui de toutes les autres nations de l'Europe, à la civilisation la plus avancée.

En rassemblant les traits divers sous lesquels nous avons essayé de peindre les gentilshommes de cette époque, nous espérons que le lecteur pourra se faire une assez juste idée du genre de vie et des occupations d'un lord ou d'un influent commoner. Durant les mois d'hiver, le parlement, le monde, la galanterie, occupaient les différentes heures de la journée. Le matin, on travaillait, on recevait des clients, on vaquait à ses affaires. Dans l'après-midi on visitait les hommes en place, on faisait sa cour à Walpole, dont les levers ressemblaient presque à ceux d'un souverain. Si l'on appartenait à l'opposition, c'était

à Pulteney, à Bolingbroke, et plus tard au prince de Galles qu'on allait rendre ses devoirs. Sur les huit heures, il était d'usage de souper chez quelque grande dame, souvent en compagnie de poëtes ou de beaux esprits. Enfin, l'on achevait sa soirée à la comédie ou au parlement dont les séances se prolongeaient parfois tard. A moins d'occuper une charge dans la maison du roi, on allait le moins possible à la cour. Les jours de grande réception, il fallait néanmoins s'imposer cette contrariété. La cour offrait peu d'attraits. Le roi était bourru, la reine froide et compassée, les princesses moqueuses et hautaines. Il était de bon ton d'avoir une maîtresse, et par un échange de bons procédés, on fermait d'ordinaire les yeux sur la galanterie de sa femme. Au mois de juin l'on partait pour ses terres, et si l'on pouvait avoir cette bonne fortune, on emmenait avec soi l'aimable Gay ou le pointilleux Pope. On se visitait entre voisins, on s'écrivait beaucoup. L'automne arrivé, commençaient les chasses à courre et à tir.

Les nombreuses forêts qui couvraient à cette époque l'Angleterre, et qui depuis ont été partout défrichées, permettaient de courre le cerf ou le daim. Les sangliers et les loups avaient été détruits. La chasse au renard était abandonnée aux petits gentilshommes campagnards. Si l'on s'ennuyait, ou si l'on était malade, on se rendait aux eaux de Turnbridge, à une journée de Londres, mais principalement à Bath. Les bains de Bath étaient un séjour fort à la mode, où Pulteney, Pope, mistress Blount, sa maîtresse, lord Chesterfield, lady Suffolk et la duchesse de Queensberry se rendaient chaque année. Et cependant, quand on compare les magnifiques hôtels actuels de cette ville de plaisance aux pauvres masures qui la remplissaient alors, on ne conçoit guère que ces eaux fussent déjà si fréquentées. « Les boiseries des appartements n'étaient » pas peintes. Les cheminées n'étaient jamais en marbre, » mais en pierre commune, les chenets ne coûtaient que trois » ou quatre shellings. Les meilleurs appartements étaient ten- » dus d'une étoffe de laine grossière, et garnis de chaises » en paille [1]. » Mais nos ancêtres avaient dans leurs goûts à la

[1] *Wood's history of Bath*, 1745.

Digitized by Google

fois plus de simplicité et plus de magnificence. Le confortable est une invention toute moderne.

Le plaisir, comme on le voit, jouait un grand rôle dans cette société d'élite; il n'entrait cependant dans la pensée, ni dans les habitudes de personne, de lui donner le pas sur la politique. A Londres, dans leurs terres ou à Bath, les grands seigneurs, les nobles dames réservaient la part la plus considérable de leur temps aux soins que réclamaient la possession ou la poursuite du pouvoir. Lisez les correspondances des jolies femmes, des reines de la mode, vous trouverez à chaque page les mots de *patriotes*, de *courtisans*, de *tories*, de liberté et de révolution. En pouvait-il être autrement? Leurs frères, leurs maris, leurs amants, n'étaient-ils pas plongés au plus profond des intrigues et des luttes de parti? Ce côté sérieux de la vie donne un vif intérêt à l'étude de cette aristocratie anglaise. On ne peut se défendre au contraire d'une sorte de dégoût en lisant les mémoires qui nous peignent la haute société française contemporaine. En dépit du prodigieux esprit dont la nature avait généralement doué les courtisans de l'Œil-de-Bœuf, ce qui ressort de plus saillant dans ces récits, ce sont les orgies honteuses de la régence, l'immoralité et la futilité de la cour de Louis XV, et les lâches complaisances dont Mme de Pompadour et Mme du Barry furent l'objet.

Afin de faire faire au lecteur plus intime connaissance avec cette société polie, détachons de la masse quelques silhouettes remarquables. Nous commencerons d'abord par les femmes.

Quatre grandes dames avaient su se créer une situation exceptionnelle dans la haute société anglaise. C'étaient : la duchesse de Marlborough, la duchesse de Buckingham, la duchesse de Queensberry et lady Montague.

La première de ces dames, la célèbre Sarah Jennings, duchesse de Marlborough, jouissait encore d'un grand crédit, et exerçait sur la haute société anglaise une sorte de royauté, bien que son importance politique eût fort diminué à la mort de son mari. Pendant dix années, lady Marlborough avait exercé un pouvoir véritablement royal, et le prestige attaché au nom de Marlborough, porté par l'homme de guerre le plus illustre de

l'Angleterre, avait encore été rehaussé par le mérite personnel de la compagne dévouée qui avait si habilement secondé à la cour son époux, occupé sur le continent à faire triompher le drapeau national.

La vie de cette femme célèbre a été un véritable roman, un roman que nous taxerions d'invraisemblance, s'il n'appartenait pas à l'histoire. A dix-huit ans (1678), Sarah Jennings avait épousé le beau colonel Churchill, contre le gré des deux familles. Les Jennings avaient trouvé pour leur fille une alliance plus distinguée alors sous tous les rapports (le comte de Lindsay); les Churchill regardaient la naissance et la fortune de miss Jennings comme fort inférieures aux prétentions qu'ils pouvaient légitimement avoir pour un jeune homme aussi distingué que leur fils. Sarah Jennings était la plus belle jeune fille de Londres; Churchill le plus beau garçon qu'on eût vu depuis longtemps à la cour. Leur union fut tenue quelque temps secrète. La protection que la duchesse d'York accordait à miss Jennings leva enfin tous les obstacles, et une cérémonie officielle vint régulariser le mariage. Peu de temps après, mistress Churchill fut attachée en qualité de dame d'honneur à la princesse Anne, qui venait d'épouser George de Danemark. Elle ne tarda pas à prendre un empire absolu sur la faible intelligence de sa maîtresse. Leurs rapports étaient devenus si tendres, que la princesse ne souffrait pas que dans l'intimité sa dame d'honneur lui donnât son titre. Elles correspondaient sous les noms de Morley et de Freemann. Ce fut par suite de l'influence de mistress Churchill, qu'à l'époque de la révolution de 1688, la princesse Anne renia honteusement son père et se rattacha à la cause de son beau-frère Guillaume d'Orange. Ce fut également à l'instigation de sa favorite qu'elle consentit, à la mort de sa sœur Marie, à renoncer provisoirement à la couronne et à laisser Guillaume succéder à son épouse. Le crédit de mistress Churchill, élevée au rang de duchesse de Marlborough, grandit encore, s'il est possible, pendant les premières années du règne de sa protectrice. La duchesse, dans tout l'éclat de sa faveur, de sa beauté, de ses richesses, de la gloire de son mari, était véritablement la seule reine d'Angleterre. Anne, qui l'avait d'abord idolâtrée, avait fini par trembler de-

vant elle. Mais l'habitude avait tant de prise sur cette débile nature, que la domination, désormais odieuse, de sa favorite semblait plus solidement établie que jamais. Lady Marlborough aurait joui jusqu'à la mort de la reine de son autorité souveraine, elle aurait peut-être même conservé au duc, son époux, le commandement des armées, et à Godolphin, son allié politique, la première place dans le cabinet, si la hauteur et la violence de son caractère n'avaient à la fin dépassé toutes les bornes. Personne n'était à l'abri des éclats de sa fureur. Marlborough lui-même, la grande passion de sa vie, avait sans cesse à subir les scènes les plus violentes. Un jour, la belle duchesse, irritée d'un refus de son mari, et sachant combien il aimait son admirable chevelure blonde, dont les tresses descendaient jusqu'à ses pieds, fit tomber boucles et nattes sous les ciseaux. Pour une femme aussi fière de sa beauté que lady Marlborough, ce n'était pas là un léger sacrifice.

On s'imaginera sans peine que la femme qui bravait ainsi le duc, le seul homme d'Angleterre qu'elle aimât ou qu'elle respectât, devait peu ménager une princesse niaise, timide, et habituée à trembler devant elle. Lady Marlborough, jalouse de l'influence croissante que prenait sur le cœur de la reine une jeune dame qu'elle avait elle-même placée à la cour, se plaignit plusieurs fois amèrement à Anne de ce qu'elle nommait son ingratitude. Un jour, elle s'emporta même jusqu'au point de défendre à sa souveraine de répondre un seul mot à ses reproches. La reine, quoique douée d'une patience plus qu'évangélique, fut cependant révoltée de se voir traitée comme une camériste en faute. Elle n'osa cependant manifester sur-le-champ son ressentiment, mais elle montra une froideur de plus en plus marquée à son ancienne favorite. A deux ou trois reprises, lady Marlborough essaya de se justifier, mais Anne gardait toujours le silence, et lorsque Sarah lui en demandait la cause, elle ne répondait que ces mots : Milady, rappelez-vous que vous m'avez défendu de parler. Fière même dans sa disgrâce, la duchesse se démit volontairement de sa charge et se retira de la cour. (Janvier 1711.) La conséquence du renvoi de la favorite fut la paix d'Utrecht, et comme l'a dit Voltaire : « Quelques paires de gants refusée

d'une certaine manière et une jatte d'eau renversée changèrent la face de l'Europe. »

A l'avénement de George Ier, la duchesse de Marlborough, qui se tenait depuis plusieurs années à l'écart, reparut triomphalement à la cour. Le duc faisait partie du ministère, et le couple ambitieux dut se croire revenu aux beaux jours de la guerre de la succession. Il n'en fut pas ainsi, cependant. Marlborough, malgré les honneurs qu'on lui rendait et la déférence qu'on affectait envers lui, était peu consulté par ses collègues, et n'occupait qu'une place secondaire dans le ministère. Peu de temps après son retour aux affaires, il fut frappé d'une attaque d'apoplexie. « Le duc peut être sauvé, dit le médecin appelé en cette occasion, mais il ne recouvrera pas la raison. — Sauvez *sa gloire !* s'écria la duchesse. » Le mot était cruel, et cependant lady Marlborough aimait passionnément et uniquement son mari. Le conseil spartiate de la duchesse ne fut pas suivi; Marlborough revint à la vie; mais, ainsi que l'avait annoncé le médecin, il végéta huit années encore, privé de toutes ses facultés intellectuelles.

Après la mort du duc, lady Marlborough se renferma, pendant quelque temps, dans une retraite complète, pleurant son époux, et peut-être aussi les grandeurs passées. Graduellement, cependant, les visiteurs reprirent le chemin de son hôtel, et, à l'époque qui nous occupe, la vieille duchesse (elle avait alors 70 ans) avait ouvert de nouveau une des maisons, sinon les plus brillantes, du moins les plus comptées de la capitale.

Entourée d'un cercle de complaisants, elle exerçait son humeur satirique sur les travers du temps, sur la bassesse des courtisans, sur le peu de beauté ou de charmes des jeunes femmes. Ses paroles étaient accueillies comme autant d'oracles; car, outre le prestige dont les splendeurs des règnes précédents l'entouraient encore, l'imposante douairière possédait un esprit remarquablement vif et mordant. Ses bons mots emportaient la pièce, et l'air dédaigneux avec lequel elle les débitait en rehaussait encore le prix. La haute société *patriote* se réunissait d'ordinaire chez elle, car elle aimait peu Walpole et s'honorait d'appartenir à l'ancienne école pour laquelle le mot de patriotisme était un drapeau; mais, bien qu'elle détestât le ministre,

elle haïssait encore plus Bolingbroke, l'homme qui, en 1712, avait chassé le *duc* et Godolphin. Son salon représentait donc la nuance pure et exclusive des whigs de l'opposition.

Si la duchesse de Marlborough était fière à juste titre de la gloire de son époux, la duchesse de Buckingham trouvait dans sa naissance illégitime un sujet d'orgueil plus grand encore, s'il est possible. Elle passait pour être la fille naturelle de Jacques II et de lady Dorchester; Jacques la traitait en effet comme telle. Il avait été longtemps l'amant de sa mère, dont il avait eu, ou dont il croyait avoir eu cet enfant; lady Dorchester [1], femme de mœurs fort légères, avait commis, dit-on, plus d'une infidélité envers son royal amant. Un jour, qu'elle était poussée à bout par la ridicule vanité de sa fille, devenue duchesse de Buckingham [1] : « Ne soyez donc point si fière, s'écria-t-elle, car vous n'êtes pas l'enfant du roi, mais bien la fille du colonel Graham. »

Graham était un homme fort à la mode dans le dernières années de la Restauration; il était célèbre pour la causticité de son esprit. Sa fille légitime, la comtesse de Berkeley, ressemblait singulièrement à la duchesse de Buckingham. « C'est bon, c'est bon, disait Graham, lorsqu'on lui parlait de cette ressemblance; les rois sont tout-puissants, on ne saurait s'en plaindre; mais il est certain que c'est le même homme qui est le père de ces deux femmes. » En dépit des assurances maternelles, la duchesse de Buckingham ne persistait pas moins à se croire la fille de Jacques II. Tous les ans elle allait visiter dans son exil le monarque détrôné, et à Londres son salon était le centre du parti jacobite. C'était là que s'ourdissaient toutes les intrigues, tous les complots royalistes; c'était dans ce sanctuaire que l'élite de la haute société qui n'allait pas à la cour avait coutume de se réunir. La duchesse croyait devoir cependant à son rôle de femme politique de ne pas se montrer exagérément intolérable; elle vivait donc en bons rapports avec les ministres et les principaux whigs, et cherchait, par tous les moyens, à les rattacher à sa cause. Walpole surtout était l'ob-

[1] Walpole, *réminiscences*.

jet constant de ses attentions; elle lui prodiguait sans cesse les assurances du pardon le plus complet et des plus hautes récompenses s'il voulait travailler secrètement au rappel des Stuarts. Elle lui apportait fréquemment des lettres du prétendant dans lesquelles ce prince s'exprimait de la façon la plus flatteuse sur le compte de *l'homme de génie* qui gouvernait l'Angleterre. Walpole, qui jouait en cette circonstance un rôle peu honorable, encourageait ces ouvertures, obtenait qu'on lui laissât les lettres, puis se hâtait de les porter sur-le-champ au roi. Malgré tous ces efforts, la cause royaliste perdait de jour du terrain. La duchesse, pour se consoler de ne pas assister au couronnement de son frère, cherchait à donner quelque autre pâture à son orgueil. Sa vie se passait à organiser des cérémonies pompeuses et propres à rehausser ou à constater son rang. A la mort de son époux, elle voulut que ses funérailles fussent aussi magnifiques que celles du duc de Marlborough. Celles-ci, cependant, avaient dépassé tout ce qu'on avait vu jusqu'alors en ce genre. Quelques années après, lady Buckingham perdit son fils unique, sorte d'avorton rachitique; elle fit faire un groupe en cire qui représentait la mère et l'enfant se tenant par la main, et elle ordonna qu'on plaçât ces poupées ridicules dans des boîtes de verre à Westminster-Abbey, pour être exposés aux regards des nombreux visiteurs de cette chapelle. Ce fut à l'occasion de l'enterrement de son fils qu'elle écrivit à la duchesse de Marlborough pour lui emprunter le char triomphal qui avait servi à transporter le corps du feu duc. « Il a porté lord Marlborough, et il ne servira plus à d'autres, répondit la fière douairière. — J'ai consulté l'entrepreneur, répliqua la vieille Buckingham, et il m'a promis qu'il m'en ferait un plus beau pour 20 livres sterling. »

En dépit de ce commun défaut d'orgueil, ou grâce à lui peut-être, car les vices servent autant que les vertus à établir une situation sociale, ces deux dames donnaient le ton à la haute société de l'opposition. Leurs salons rivaux réunissaient d'habitude les grands seigneurs patriotes et tories, et rien ne pouvait égaler la haine qu'inspiraient à ces deux fées tous les hommes en place où en faveur, sinon l'aversion de vieille date qu'elles éprouvaient l'une pour l'autre. Tout contribuait à fortifier ce

sentiment, la différenco d'opinion, les bons mots ou les injures réciproques, fréquemment et fidèlement rapportés, et principalement la rivalité des fortunes, du nom et de l'influence. Le poëte Pope, qui fréquentait assidûment les deux duchesses, et dont l'esprit méchant ne connaissait pas de plus grande joie que de flageller dans ses vers les défauts ou les ridicules de ses amis, plaça au milieu de ses épîtres, sous le nom d'Atossa, le portrait, resté célèbre, d'une grande dame hautaine et méchante. Craignant les suites de cette trahison, il lui parut plaisant et prudent à la fois de montrer son œuvre aux duchesses, cherchant à faire accroire à chacune d'elles, qu'il avait pris sa rivale pour modèle. Lady Buckingham donna dans le piége, mais Sarah mieux avisée devina aux premières lignes que c'était à elle mieux encore qu'à son ennemie, que les vers s'appliquaient. « M. Pope, dit-elle au poëte, voulez-vous cent guinées pour supprimer ce morceau ? » Le poëte accepta, mais il eut l'indélicatesse de publier son poëme sans aucune correction.

La duchesse de Queensberry occupait parmi les whigs courtisans, la situation prépondérante dont lady Marlborough jouissait auprès des whigs patriotes. Catherine Hyde, petite-fille de du grand chancelier Clarendon, avait épousé fort jeune, le duc de Queensberry, ami particulier du roi et grand amiral d'Écosse. Cette duchesse qui ne le cédait en rien à lady Buckingham comme excentricité, à la vieille Marlborough comme esprit, à l'une et à l'autre comme hauteur, avait en outre sur ses deux rivales, l'avantage d'une beauté remarquable, rehaussée par tout l'éclat de sa jeunesse. Bien que sa maison fût le centre le plus recherché du monde élégant, Mme de Queensberry avait voulu lui donner une sorte de spécialité, elle en avait fait le cénacle de tous les beaux esprits de la ville. Pope, Swift et surtout Gay le fabuliste se rendaient chez elle tous les soirs, on y faisait fréquemment des lectures publiques de leurs ouvrages et dans ce nouvel hôtel de Rambouillet, chaque phrase, chaque mot, était commenté, pesé, discuté, grave occupation à laquelle on apportait autant de soin que s'il s'était agi, selon la spirituelle expression de Racine : « de peser des œufs de mouche dans des balances de toiles d'araignée. » La duchesse, dans l'ardeur de son patronage ne rougissait pas d'aller solliciter en personne les

directeurs de théâtre, pour les engager à accepter les pièces de ses favoris. Attaquer un de leurs ouvrages, c'était l'attaquer elle-même. Elle poussa cette singulière susceptibilité jusqu'à rompre en visière avec le roi.

Malgré cet engouement littéraire, la duchesse de Queensberry se bornait à cultiver les belles-lettres dans la personne des écrivains. Il n'en était pas de même de lady Montague. Cette dame, que nos voisins ont surnommée la Sévigné anglaise, était un des auteurs les plus renommés de son temps. Elle appartenait cependant par son rang et par ses relations aux classes les plus élevées de la société. Lady Mary Pierreponts, fille du duc de Kingston, avait épousé à dix-huit ans et contre le gré de sa famille, Édouard Montague, fils cadet du comte de Sandwich. Lady Montague avait reçu la plus brillante éducation classique, elle savait le grec et le latin comme un professeur de Cambridge, et dès sa plus tendre enfance elle s'était adonnée à la poésie. Son mari ayant été envoyé en Turquie, comme ambassadeur, elle l'accompagna dans ce voyage, et ce fut de Constantinople qu'elle adressa à differents amis et principalement à Pope, les lettres qui sont devenues célèbres dans le monde entier. Les mœurs des Orientaux, mœur fort ignorées alors, étaient dépeintes dans cette correspondance, avec un verve, un piquant, une fidélité, qui charmaient la ville entière. Lady Montague n'ignorait pas cette publicité. « Gardez bien mes lettres, disait-elle, en confidence à une amie, elles vaudront mieux un jour que celles de la Sévigné. » Concurremment avec ces lettres, on vit circuler dans les salons un recueil de poésies satiriques, intitulées : *Églogues de la ville*. La facture des vers, l'élégance du style, le mordant des épigrammes, parurent si remarquables, que les églogues furent successivement attribuées aux plus grands écrivains du temps. Lady Montague finit par dénoncer sa maternité, et dès lors la grande dame fut classée au premier rang des poëtes. Lady Montague brigua bientôt une célébrité d'un autre genre. Elle avait vu pratiquer en Turquie par les empiriques du pays l'inoculation de la petite vérole, les effets lui en parurent si merveilleux, qu'elle résolut de doter son pays de ce précieux antidote.

A peine revenue en Angleterre, elle publia sa découverte et

remua ciel et terre pour s'attirer des prosélytes. Lady Montague ne se contenta pas de prôner son remède, elle fit courageusement inoculer tous ses enfants. Cette médication toute nouvelle rencontra d'abord la plus vive opposition de la part de la faculté. L'appui de la reine vint à propos rendre à l'innovateur quelque courage au moment où les clameurs des médecins étaient devenues si fortes qu'elle allait renoncer à son apostolat. Bientôt quelques praticiens adoptèrent sa méthode; elle se répandit peu à peu, et le mode, venant à s'en mêler, tout le monde voulut se faire inoculer. A un esprit aussi actif que celui de lady Montague, il fallait sans cesse de nouvelles luttes et de nouvelles victoires. Le bruit fait autour de son nom par cette singulière entreprise commençait à peine à s'affaiblir, lorsque la brouille qui éclata entre cette femme auteur, et Pope, jusqu'alors son ami le plus cher, attira de nouveau l'attention sur elle. Nous raconterons, dans le chapitre suivant, les incidents de cette petite guerre littéraire.

D'après les exemples que nous venons de citer, on peut se rendre compte du rôle important que jouaient les femmes dans cette société polie. Également occupées de politique, de littérature et de plaisirs, les grandes dames de la cour de George II devaient exercer une influence considérable sur les affaires publiques. Un poëme, une intrigue ministérielle, un bal, leur paraissaient également de leur ressort, et nous voyons en effet, dans chaque événement marquant, figurer le nom d'une femme. La reine Caroline gouvernait le roi; Molly Skerret, la maîtresse du premier ministre, exerçait un égal empire sur l'esprit et sur le cœur de son amant. La duchesse de Queensberry patronnait utilement et activement les gens de lettres. La duchesse de Buckingham était l'âme des complots jacobites. Vingt ans auparavant, la duchesse de Marlborough avait, dit-on, pacifié l'Europe en répandant une tasse de thé. Par les grands comme par les petits côtés, de leur nature, toutes ces femmes apportaient dans la balance politique un poids qui avait son importance. Cette influence, générale alors en Europe, est devenue presque nulle de nos jours. Ce serait une tâche digne d'un moraliste que d'en rechercher les causes. Si nous ne considérions que l'Angleterre, nous pourrions attribuer cette dé-

cadence à l'abaissement marqué du niveau de l'éducation donnée aux femmes. Mais les Anglais étaient alors le seul peuple chez lequel la culture intectuelle des esprits féminins fût aussi développée, et les femmes de toutes les autres nations étaient plus ignorantes alors qu'elles ne le sont de nos jours. Sans avoir le moins du monde la prétention de résoudre ce problème, nous croyons que ce sont les progrès de la moralité dans les classes élevées qui ont obligé les femmes à rentrer dans leurs rôles naturels d'épouses et de mères, et à abdiquer le pouvoir anormal dont la galanterie des siècles passés les avait investies.

La politique, lorsqu'elle tient une aussi grande place dans la vie des femmes, ne peut manquer d'être la passion dominante des hommes qui font partie du même monde. C'est le spectacle que nous présente, en effet, l'aristocratie anglaise du dernier siècle. Un jeune lord, à peine sorti des bancs des universités, se hâtait de s'enrôler sous la bannière d'un *leader*. Cette ambition précoce ne nuisait en rien aux plaisirs de la jeunesse ; elle semblait plutôt en être le complément. Parmi ces brillants météores, parmi ces rois de la mode, on aurait de la peine à citer le nom d'un seul grand seigneur qui n'eût pas allié ces deux passions contradictoires en apparence, la politique et les femmes. Aussi, en passant en revue, comme nous l'avons fait, les orateurs, les chefs de parti et les ministres, nous avons déjà nommé les principaux élégants de la cour de George II. Il nous reste cependant encore à parler de deux personnages importants, au double point de vue du monde et de la politique. Ces deux hommes sont le duc de Newcastle et lord Chesterfield.

Thomas Pelham Holles, duc de Newcastle, était fils de lord Pelham, lord commissaire de la trésorerie sous le roi Guillaume. Il était né en 1693, et avait hérité, en 1711, des grands biens de la maison ducale de Newcastle, en sa qualité de plus proche parent, dans la ligne maternelle, du dernier duc Jean Holles. Nous avons raconté plus haut la querelle royale dont il fut la cause lors du baptême du fils du prince de Galles (George II). Quoiqu'il n'eût à cette époque que vingt-quatre ans, Newcastle était déjà plongé au plus profond des cabales qui divisaient la cour.

Sa carrière politique avait commencé au sortir de l'enfance. A la mort de la reine Anne, le jeune seigneur, à peine majeur, mais déjà fort compté en raison de son immense fortune territoriale, de ses alliances avec toutes les grandes maisons du royaume, avait employé l'influence que lui donnait sa haute situation à favoriser le parti whig, auquel il appartenait par tradition de famille. George Ier, en montant sur le trône, le récompensa de ce choix intelligent en lui accordant la fonction de lord lieutenant des comtés de Midlessex et de Nottingham, et en l'élevant, l'année d'après, à la dignité de duc de Newcastle. Soit intérêt, soit reconnaissance, le nouveau duc s'était exclusivement attaché au souverain qui l'avait traité avec tant de bienveillance, et s'était, par cela même, attiré la haine du prince de Galles.

L'ordre de la Jarretière, et la place de secrétaire d'État, furent les nouvelles récompenses que George Ier crut devoir accorder à celui qui bravait si ouvertement la colère prochainement redoutable de l'héritier de la couronne. Mais Newcastle, bien qu'il cherchât à recueillir dans le présent le fruit de son apparente générosité, ne comptait en aucune sorte sacrifier l'avenir. Il chercha, par mille moyens détournés, à faire sa paix avec le prince de Galles, et réussit, non pas à se faire pardonner, mais à se faire mépriser. C'était là, pour Newcastle, un point important de gagné. Il préférait le mépris du prince à sa haine, car il savait que les hommes doués d'une certaine noblesse de caractère ne cherchent guère à se venger de celui qui s'humilie et qu'ils dédaignent. La suite prouva qu'il ne s'était pas trompé dans ses calculs. George II, en montant sur le trône, céda aux instances de Walpole, et maintint dans sa place cet homme auquel il avait dit, en lui montrant le poing : Vous êtes un drôle, mais je me vengerai. La conduite de Newcastle, en cette circonstance, est un fidèle échantillon de sa manière d'agir durant tout le cours de sa carrière politique. D'ailleurs, quand un homme de vingt-cinq ans se montre adroit, souple et plat, il n'est pas probable que les années affaibliront des qualités ou des défauts de cette nature. Depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse, Newcastle fut le courtisan le plus décrié et le plus ridicule, l'orateur le plus lourd, le politique le plus

fourbe, et cependant le ministre le plus longtemps au pouvoir, et l'homme d'État le plus heureux que les trois premiers George, sous le règne desquels il vécut, virent à la tête de leur royaume.

Personne, dit lord Mac Aulay, auquel nous empruntons les lignes suivantes, ne fut aussi impitoyablement tourné en ridicule que ce duc. Mais c'est qu'en vérité on eût dit un satyre. Tous les traits qu'un auteur comique réunit à plaisir pour former un personnage ridicule, la nature les avait rassemblés en lui. Newcastle était une caricature vivante, parlante, agissante. Sa démarche était une sorte de trot oblique, sa prononciation un bégayement rapide. Toujours pressé, il n'arrivait jamais à temps. Il se répandait, à tout propos, en caresses nauséabondes : il fondait à chaque instant en larmes. Ses discours offraient un mélange d'abondance stupide et de chaleur déplacée. Son ignorance a donné lieu à bien des anecdotes, les unes authentiques, les autres inventées probablement dans quelque café, mais toutes également caractéristiques.

— « Ah ! oui, ah ! oui, sans doute, il faut défendre Anapolis, il faut envoyer des troupes à Anapolis. Dites-moi donc je vous prie où est Anapolis ? »

— « Le cap Breton, une île ! C'est singulier. Montrez-la moi donc sur la carte. La voilà ! Il n'y a pas à dire. Cher monsieur, vous apportez toujours de bonnes nouvelles ; il faut que j'aille dire au roi que le cap Breton est une île. »

Et cet homme fut pendant trente ans secrétaire d'Etat, et pendant plus de dix ans, premier lord de la trésorerie. Sa grande fortune, ses relations de famille, son influence parlementaire [1], ne suffisent pas à expliquer ce fait extraordinaire. Ses succès sont une preuve signalée de ce que peut un homme qui se dévoue corps et âme, qui se consacre sans réserve à une unique pensée. Il était dévoré d'ambition, son appétit immodéré d'influence et de pouvoir ressemblait à l'avarice du vieil usurier dans les aventures de Nigel. Cette passion avait atteint un tel degré d'intensité qu'elle lui tenait lieu de talent, et lui

[1] On sait que les grands seigneurs disposaient souvent de sept ou huit élections.

inspirait la fatuité de la ruse. « Ne parlez jamais affaire d'argent avec mon père, disait Martha à lord Glenvarloch, car vous ne seriez qu'un âne auprès de lui.» Aussi dangereux étaient des rapports politiques avec Newcastle, qu'une vente ou qu'un achat avec le vieux Trapbois. Il était avide de pouvoir, mais d'une avidité qui lui était propre. Il était jaloux de tous ses collègues, même de son frère. Sous les apparences de la légèreté il était faux au delà de toute expression de fausseté politique. Les hommes capables de son temps se moquèrent tous de lui, ils le traitaient d'imbécile, de radoteur, d'enfant qui ne sait pas pendant une heure ce qu'il veut, et cependant il les joua tous successivement [1]. »

A l'époque qui nous occupe, c'est-à-dire dans les premières années du règne de George II, le duc de Newcastle n'était pas encore connu et apprécié comme il le fut par la suite. Le mot sanglant du roi : « le nom de cet homme est perfide ! » n'avait pas encore été prononcé. Un intrigant vulgaire et borné, mais dont la sottise était dissimulée sous un manteau ducal, telle était l'idée qu'amis et ennemis s'étaient jusqu'alors fait de lui.

Bien différente était l'opinion que l'on se formait des talents et de l'ambition de lord Chesterfield. Philippe Dormer Stanhope, comte de Chesterfield [2] et neveu du secrétaire d'État Stanhope avait eu, en débutant dans le monde, la triple ambition commune à tous les jeunes gens de son temps : il aspirait à être un grand séducteur, un grand politique et un grand écrivain. La nature, qui l'avait admirablement doué pour ces deux dernières carrières, lui avait refusé un extérieur propre à faire des ravages dans le cœur des femmes. « Néanmoins, nous dit lord Hervey, quoiqu'il fût aussi laid qu'il est possible de l'être sans difformités apparentes, il s'attaquait avec affectation aux femmes de la première élégance et de la plus grande beauté. A l'entendre, le succès couronnait ses entreprises amoureuses, mais en réalité, il n'eut jamais d'autres bonnes fortunes que celles auxquelles

[1] Mac Aulay, *Miscellaneous Writings*, p. 205.
[2] Né en 1696, mort en 1753.

un Vulcain ou un Adonis peuvent également prétendre, s'ils disposent de la même somme d'argent. Il était court, gros et disproportionné. Il avait une large figure aux traits à peine ébauchés, des dents noires, et une tête aussi énorme que celle de Polyphème. Ben Ashurst, un homme d'esprit, disait de lui, que c'était un géant mutilé. »

Malgré cet extérieur ridicule, la plus grande prétention de ce lord était de passer pour un Don Juan, et l'impartialité nous oblige de dire que les autres contemporains de Chesterfield ont montré moins d'incrédulité que lord Hervey à l'égard de ses bonnes fortunes. Lady Fanny Shirley, une des femmes les plus spirituelles de son temps, ne resta pas, dit-on, insensible à la cour longue et assidue que lui fit le noble lord [1]. Quoi qu'il en soit, les succès politiques et littéraires de Chesterfield ne peuvent au moins être mis en doute. C'est le plus bel esprit des grands seigneurs, et le plus grand seigneur des beaux esprits, disait, en parlant de lui, Johnson. Ses lettres jouissaient, de son vivant, d'une renommée que la postérité n'a fait que confirmer; les articles qu'il publia dans plusieurs ouvrages périodiques témoignent d'une intelligence aussi brillante qu'exercée, et comme orateur *fleuri* il n'avait aucun rival. Ses discours étudiés et tant soit peu précieux étaient applaudis et cités comme de remarquables morceaux littéraires. Il impressionnait peu, ne passionnait jamais, mais il charmait. Il n'était pas ce que les Anglais nomment un *debater*; mais fallait-il, dans quelque fête publique, dans quelque occasion solennelle, faire un beau morceau de réthorique, nul ne s'en acquittait comme Chesterfield. A table ou dans un salon, le rétheur faisait place à l'homme du monde. Sa conversation étincelait de l'esprit le plus brillant, le plus enjoué, le plus fin, et souvent le plus sarcastique. Les épigrammes de lord Hervey pouvaient seules

[1] Sir Charles Hansbury Williams, dans son poëme des *Matinées de la duchesse de Manchester*, fait allusion à cette liaison en ces termes :

Says Lovel, there were Chesterfield and Fanny, in that eternal whisper wich begun ten years ago, and never will be done.	Lovel dit : Voici Chesterfield et Fanny absorbés dans ce chuchotage éternel qui date de dix ans et ne finira jamais.

rivaliser avec les bons mots de Chesterfield. Ce don de la raillerie lui joua au reste plus d'un mauvais tour dans sa jeunesse. Chesterfield, à ses débuts dans le monde, était fort sujet à se laisser entraîner par sa causticité, au delà des bornes de la prudence. La reine Caroline, alors princesse de Galles n'avait pas tardé à se repentir d'avoir admis ce lord dans son intimité. On lui avait rapporté que Chesterfield s'amusait souvent à la contrefaire. « Prenez garde, milord, je sais que vous ne me ménagez guère quand j'ai le dos tourné, mais rappelez-vous que j'ai la volonté et le pouvoir de me venger.» Chesterfield s'épuisait en dénégations; mais le lendemain il recommençait de plus belle. Peut-être était-il encouragé dans cette conduite imprudente par le peu de cas que l'on faisait en général du crédit de la princesse de Galles. Il croyait au pouvoir de lady Suffolk, c'était pour elle qu'il réservait toutes les grâces de son esprit, c'était à elle qu'il adressait ses plus délicates flatteries. Il fut bientôt désabusé. A l'avénement de George II, il espérait être nommé secrétaire d'État. Walpole qui estimait ses talents, sans redouter son ambition, était disposé à appuyer ses démarches, le roi n'éprouvait pour lui ni bienveillance ni éloignement. Mais la nouvelle reine tint parole, Chesterfield dut renoncer à ses hautes visées et se contenter du titre plus modeste de ministre à La Haye. En bon courtisan, il comprit la leçon et se résigna. La diplomatie corrigea sans doute cette humeur bouffonne, et mit un frein à ces indiscrétions de langage. Chesterfield s'acquitta de sa mission à la satisfaction du gouvernement, mais il ne gardait pas moins au fond du cœur un levain de rancune amère contre la reine et contre le premier ministre. A son retour en Angleterre il épousa lady Walshingham, riche héritière, qui passait pour la fille naturelle de George Ier et de la duchesse de Kendal. Moitié avarice, moitié désir de vengeance, il songea, comme on l'a vu, à réclamer au nom de sa femme le legs fait à la maîtresse du roi, et inscrit dans ce testament qu'on accusait George II d'avoir brûlé. Un compromis vint étouffer cette scandaleuse affaire, mais il ne fit que creuser l'abîme qui existait déjà entre Chesterfield et la cour. Nous raconterons plus loin l'acte qui consomma cette rupture.

Ce mélange d'indépendance et de souplesse de caractère donne la mesure de l'élévation morale de Chesterfield. Son honnêteté politique se tenait dans ces eaux moyennes, trop hautes pour le blâme, et trop basses pour l'éloge. Chesterfield sceptique, mais de trop bonne compagnie pour afficher ses principes, plat par instinct, mais doué d'une clairvoyance trop grande pour s'abaisser au point de subir tous les affronts ou de déprécier la valeur de son appui, esprit trop littéraire pour ne pas rougir d'être confondu dans la foule ignorante des courtisans, trop grand seigneur pour vouloir se ranger parmi les écrivains de profession, fuyant, en un mot, les extrêmes dans tous les genres, est resté ce qu'il voulait être, le type achevé de l'homme du monde.

En traçant ainsi le portrait de quelques-uns de ces courtisans ou de ces politiques, de quelques-unes de ces grandes dames de la cour de George II, nous avons choisi parmi ces noms, ceux auxquels s'attache un intérêt historique; nous avons négligé les renommées éphémères qu'une génération voit briller et s'éteindre, fusées étincelantes qui ne laissent après elles aucune trace de leur éclat momentané. La cour de George II compta sans doute d'autres *beaux* qu'Hervey ou que Chesterfield, d'autres élégantes que la duchesse de Queensberry et lady Howard, mais vingt années plus tard, beaux et élégants, étaient oubliés, remplacés ou morts. L'histoire n'a rien à faire avec eux.

CHAPITRE VII

État de la littérature en Angleterre. — Pope, Swift, Gay. — Union de ces trois écrivains. — Gay, ulcéré contre la cour, fait représenter la pièce satirique des *Gueux*. — Succès de cette comédie. — Gay veut lui donner une seconde partie. — Walpole s'oppose à ce qu'elle soit représentée. — Intrigue de la duchesse de Queensberry. — Elle se brouille avec la cour. — Querelles de Pope avec Hervey et lady Montague.

Les Anglais, au dernier siècle, croyaient assister à l'âge d'or de leur littérature. Le siècle d'Auguste de l'Angleterre, tel était le terme pompeux dont ils se servaient pour qualifier l'époque où ils avaient le bonheur de vivre. Était-ce imitation ou jalousie de la France, qui se vantait à juste titre de la glorieuse ère littéraire du grand roi ? Était-ce conviction sincère que l'esprit humain avait atteint son apogée ? Nous l'ignorons ; mais ce qui est certain, c'est que la postérité est loin d'avoir ratifié cet arrêt. Les contemporains de Pope témoignaient, pour la grossièreté de Shakespeare un dédain que tempérait seul l'amour-propre national. Ce dédain s'est changé depuis en une sorte de culte. Milton a également grandi dans l'opinion, et de nos jours lord Byron a laissé bien loin derrière lui tous les célèbres poëtes du dix-huitième siècle. Quelqu'oubliés que soient actuellement ces écrivains jadis tant vantés, et qui

ne semblent mériter, « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité, » on doit leur accorder cependant un genre de mérite qui ne distingue au même degré, ni leurs prédécesseurs, ni leurs successeurs. Je veux parler de l'influence considérable que la littérature exerça alors sur l'esprit public. Nous avons déjà, dans le cours de cet ouvrage, insisté à plusieurs reprises sur le singulier cachet littéraire imprimé à la société anglaise d'alors par le goût universel des belles-lettres. Nous avons montré les princes, les grands seigneurs, les grandes dames, alignant à l'envi des hémistiches ou des périodes, comme des écrivains de profession. Il nous reste donc à nommer leurs maîtres et leurs modèles dans l'art difficile d'écrire. La crainte de trop nous écarter de notre sujet nous oblige à laisser de côté les hommes de lettres, tels que Young, uniquement voués à leur profession, souvent désarmés par les faveurs de la cour, supérieurs parfois aux préoccupations de la politique, et nous nous attacherons uniquement aux poëtes et aux écrivains qui, mêlés à la vie active, flattaient ou flagellaient les ministres, et savaient mettre une muse docile, au service de leurs passions ou de leurs intérêts.

Ces hommes étaient, au reste, les plus illustres et les plus habiles parmi les leurs. On n'avait point encore appliqué le mot d'artiste aux gens de lettres; le nom et la chose étaient inconnus. Dans un pays libre comme l'Angleterre, la plume était une puissance, et ceux qui maniaient cette arme redoutée avec le plus d'habileté, se seraient regardés comme des fous ou comme des niais s'ils s'étaient contentés de s'en servir en guise de jouet ou d'ornement. Les poëtes eux-mêmes, les poëtes surtout, car à cette époque, qui disait écrivain disait poëte, avaient donné l'exemple de cette application pratique des dons de l'imagination. Une pareille tendance devait élever naturellement la satire au-dessus de tous les autres genres de poésie. C'est ce qui eut lieu en effet. Lorsqu'un jeune écrivain s'était fait connaître par quelque églogue, quelque tragédie, voire même par un poëme épique, et qu'il avait trouvé un éditeur et des lecteurs, il se hâtait de s'attaquer à un puissant du jour, de répandre, à grands flots, dans une satire, le sarcasme ou l'injure, et, grâce aux succès qu'il était sûr de

rencontrer dans ce genre facile, de compléter une réputation ébauchée. Ce fut ainsi que débutèrent presque tous les poëtes célèbres de cette époque, et ce fut à l'aide de cette polémique rimée qu'ils prirent une part considérable aux affaires de leur temps. Aussi, en racontant leur vie, et en rendant compte de leurs œuvres, est-ce sous cet aspect que nous les considérerons de préférence.

Depuis Shakespeare, la tradition littéraire ne s'était pas interrompue. Milton, Dryden s'étaient successivement transmis le glorieux héritage du maître; les Anglais n'avaient donc pas besoin de chercher des modèles ou des inspirations ailleurs que chez eux, mais l'éclat jeté par la littérature française sous Louis XIV avait été si vif, que nos orgueilleux voisins eux-mêmes subirent l'ascendant de nos grands écrivains et cherchèrent à se modeler sur eux. On vit donc, au commencement du dix-huitème siècle, une nouvelle école se former en Angleterre. La tragédie classique, telle que Racine et Corneille l'avaient comprise, supplanta le drame national et populaire. Il en fut de même pour la comédie, et dans la poésie didactique, la préoccupation principale des écrivains de cette époque, fut la pureté du style et l'élégance. Pope enfant, nous dit la tradition, s'amusait à refaire ou à repolir les vers de Shakespeare et de Milton. Le même travail, mais cette fois plus fructueux, s'accomplissait à l'égard de la prose. Bolingbroke, le meilleur prosateur du temps, se considérait comme à moitié Français, et il avait introduit dans la phrase anglaise la simplicité, la clarté et la noblesse du style de Fénelon, son modèle. Une foule d'expressions empruntées à notre langue ont passé le détroit à cette époque. Les unes se sont acclimatées, les autres, au contraire, ont été répudiées, et rien n'est plus fréquent que de voir les annotateurs des écrivains du temps de George II souligner certains mots, en leur adressant le reproche de gallicisme. Les langues, comme toutes les choses d'origine divine, ne se prêtent que difficilement à ces transformations violentes. Le génie d'un peuple ne peut se substituer au génie d'un autre peuple, mais sans parler de ces incompatibilités de sang et d'instincts, la constitution même de l'Angleterre devait aider à détruire la ressemblance de la copie et du modèle. La presse était libre sur

le sol de la Grande-Bretagne, la tribune était debout ; les Anglais devaient donc connaître une autre éloquence que celle de la chaire, une autre littérature que celle qui subissait le joug de la censure. La polémique politique donnait, à elle seule, naissance à une forme littéraire inconnue jusqu'alors, et le reflet de cette liberté publique et privée colorait jusqu'à la poésie. Le caractère et le talent des gens de lettres se ressentaient également de cette indépendance et de cette puissance de la pensée ; ils étaient ou plus élevés, ou plus avilis ; mais ils ne se maintenaient pas dans cette moyenne honnête où ils se complaisaient ailleurs. Si la mission était plus haute, la récompense était plus grande. Addison avait été ministre, et c'était à sa plume qu'il avait dû sa haute situation.

Cependant sous le ministère de Walpole, c'est-à-dire pendant plus de vingt ans, ces honneurs furent impitoyablement refusés à l'ambition des écrivains. Walpole, peu instruit, et jaloux de la supériorité que leur forte éducation littéraire donnait sur lui à ses principaux rivaux, Bolingbroke, Carteret et Pulteney, avait pris en horreur les gens de lettres. Aussi, pendant un quart de siècle, le déchaînement de tous ceux qui s'intitulaient écrivains ou poëtes, contre tous ceux qui se nommaient ministres ou hommes en place, est-il impossible à dépeindre.

Parmi les écrivains de talent ligués contre le pouvoir, trois hommes avaient su se créer une position à part, s'élever au-dessus de tous leurs rivaux, et former entre eux une alliance étroite, où l'amitié personnelle avait autant de part que la conformité d'intérêts ou d'opinions. Ces trois amis étaient Pope, Swift et Gay. Le premier passait pour le plus grand poëte de l'Angleterre. Le second, versificateur médiocre, était en revanche le romancier le plus célèbre de son époque. Le troisième, d'un caractère doux et timide, d'un commerce facile et recherché, avait publié des poésies légères et un recueil de fables qui lui avaient valu le surnom de La Fontaine anglais. Tous trois avaient également à se plaindre du premier ministre, tous trois avaient acquis une renommée qui éclipsait celle de tous les littérateurs, tous trois enfin, admis dans l'intimité de Bolingbroke, de lady Suffolk, de la duchesse de Queensberry, de Pulteney, et traités d'égal à égal par les plus grands sei-

gneurs et les hommes d'État les plus marquants de l'opposition, avaient su donner à leur triumvirat littéraire l'importance d'une cabale politique. Avant de raconter quelles furent les luttes, tant politiques que privées, où ils s'engagèrent de concert pendant le règne de George II, il est peut-être nécessaire de rappeler au lecteur ceux des principaux faits de leur existence qui sont antérieurs à l'époque où nous allons les voir en scène.

Pope, né en 1688, l'année de la révolution, appartenait à une famille catholique aisée et honorable. Il avait sucé avec le lait les principes jacobites ou au moins tories, et il leur resta fidèle toute sa vie. La précocité de son talent et de ses succès est presque sans exemple. A treize ans il traduisit l'ode de Sapho à Phaon. Malgré cet âge si tendre il se plaça du premier coup à la tête des poëtes de son temps: à seize ans il fit ses pastorales, à dix-neuf ans son essai sur la critique, et ces diverses productions consolidèrent une renommée qu'elles ne pouvaient augmenter, car du commencement à la fin de sa vie, l'engouement du public fut toujours égal pour ce favori des muses. Profitant habilement de ses succès, le jeune phénomène chercha à pénétrer dans la société la plus élevée. Il y réussit sans peine, car jamais les dons de l'intelligence n'avaient été tenus en si grand honneur. Pope, possédant dès l'origine une fortune patrimoniale indépendante, considérablement enrichi depuis par la vente fructueuse de ses ouvrages, ne sollicitant aucune faveur, ne réclamant le patronage d'aucun ministre, susceptible par nature et par calcul, sachant caresser ou mordre à son gré mieux qu'aucun des beaux esprits du temps, devint bientôt, grâce à ses talents et à l'habileté de sa conduite, l'idole révérée de ces grands seigneurs pédants et de ces grandes dames bas-bleu qui formaient l'élite de l'aristocratie anglaise. Lorsque le poëte, délicat et souffreteux comme une petite-maîtresse, honorait un château de sa présence, il fallait que les plats les plus recherchés, la chambre la plus chaude, la place la plus commode auprès du feu, lui fussent réservés. Lorsqu'il daignait rompre le silence, il fallait se taire et admirer. Il était amoureux d'une mistress Blount, créature encore plus fantasque que son amant, et pour avoir l'honneur d'héberger Pope, il fallait se résoudre à supporter également la présence et les impertinences de sa

maîtresse. Chacun s'y prêtait de bonne grâce, car l'irascible poëte une fois offensé ne pardonnait jamais, et sa vengeance était terrible. L'hiver suivant, le coupable voyait paraître une satire où l'on flagellait d'une main impitoyable quelque Grec ou quelque Romain, dont le masque mal attaché laissait entrevoir un visage connu. L'Angleterre riait, applaudissait, s'indignait, et l'ennemi du poëte restait à jamais stigmatisé. Quelquefois même, sans provocation aucune, Pope se choisissait ainsi une victime, mais d'ordinaire, c'était une offense à la vanité ombrageuse de ce tyran littéraire qui attirait la foudre.

Les deux personnes devant lesquelles Pope savait faire ployer cette humeur hautaine étaient Swift et Bolingbroke; chez le premier il reconnaissait et redoutait une verve satirique supérieure peut-être à la sienne, quant au second, il l'avait choisi pour patron politique. D'ailleurs, si Pope passait pour le premier poëte de l'Angleterre, Bolingbroke passait pour le philosophe le plus profond, l'écrivain le plus pur et le plus élégant, le plus habile politique de son époque. C'était là, sans parler de sa haute naissance, et des fonctions importantes qu'il avait remplies, un genre de mérite devant lequel Pope était forcé de s'incliner. Il le faisait de bonne grâce, et proclamait Bolingbroke son conseiller, son critique, son juge et son drapeau. Cet enthousiasme et ces flatteries avaient été récompensées par la protection amicale du grand homme, qui de son côté n'était pas avare d'encens pour celui qu'il nommait le rivale d'Homère. Une semblable intimité ne pouvait manquer d'engendrer quelque machination politique. Pope, instrument obéissant de Bolingbroke, avait soin dans chacune de ses satires de décocher son trait le plus acéré contre la cour.

Les invectives d'un poëte sembleraient peu redoutables aujourd'hui. Il n'en était pas de même alors, et un beau vers avait souvent plus de retentissement qu'un beau discours au parlement. A l'égard de la poésie, le public c'était l'Angleterre entière, tandis qu'une parole éloquente ne franchissait pas l'enceinte d'une assemblée dont les partis hostiles étaient décidés à l'avance à ne prêter l'oreille qu'à la voix de leur amis.

Si Pope, cependant, s'était borné à écrire des satires, il serait promptement tombé dans le discrédit, car le pamphlé-

taire aurait fait oublier le poëte, mais la satire n'était pour lui qu'un passe-temps. D'ordinaire, ses poésies philosophiques ou didactiques dédaignaient avec raison le public d'un jour pour le public de tous les temps.

N'oublions pas, malgré la défaveur où il est tombé, que Pope était véritablement un grand poëte. Je doute que la langue anglaise ait jamais été maniée avec cette souplesse, cette grâce, et cette sûreté, qui sont la marque distinctive de son talent. On n'est pas frappé, il est vrai, en lisant ses œuvres par l'originalité des idées ou de l'expression, mais nul n'a mieux dit, ce que tous ont pensé. Il s'était fièrement intitulé la dernière muse anglaise, et sous un rapport, il a eu raison. Il fut le dernier en Angleterre, d'une grande et noble école, celle de Racine et de Boileau.

Pope est essentiellement français. Ses goûts, ses traditions littéraires appartiennent à notre dix-septième siècle. Il eut le tort, ou le mérite, d'être le fidèle interprête de notre génie littéraire, et dans la voie qu'il ouvrit, nul ne se hasarda plus après lui.

Lorsqu'un tel homme descendait des hauteurs de la poésie épique et de la philosophie pour flageller quelque contemporain obscur, l'opinion publique sembait lui adresser le vers célèbre de La Fontaine :

> Vous leur fîtes, seigneur,
> En les croquant, beaucoup d'honneur.

Le caractère du poëte n'en était pas amoindri, et la victime ne s'en relevait pas. Aussi, fallait-il voir quel soin on apportait à ne pas offusquer sa susceptibilté. Les lettres de lord Chesterfield à lady Suffolk, c'est-à-dire, d'un ambassadeur à la maîtresse d'un roi, sont fréquemment remplies du récit détaillé des fréquentes boutades de Pope et des ménagements que le noble lord ainsi que ses amis se croyaient obligés de garder envers lui. Pope apportait néanmoins une certaine prudence dans les explosions, souvent calculées, de sa mauvaise humeur. Son opposition était loin d'égaler en violence celle de Swift et de Bolingbroke. S'exprimant avec difficulté en public, il s'était

volontairement tenu à l'écart des assemblées délibérantes, et avait eu le mérite assez rare de ne point forcer son talent. Publier de temps à autre un poëme que les éditeurs et les lecteurs s'arrachaient à l'envi ; ridiculiser dans une satire, un fat à la mode, une grande dame, bel esprit, se faire admirer et choyer par la plus haute société de Londres, telle était la seule ambition du poëte. Pope n'était dans aucun genre un homme d'un génie transcendant, il se sentait, et se contentait d'être, le bel esprit le plus admiré et le plus craint de son temps.

Son ami et son rival, le célèbre Jonathan Swift, était un homme d'une trempe bien différente et, à plusieurs égards, bien supérieure. Si le traducteur d'Homère avait été doué d'un talent poétique plus fin et plus noble que l'auteur de *Gulliver*, celui-ci fut dans son genre un véritable homme de génie. De Pope, il n'est guère resté qu'un nom, tandis que le voyage de Gulliver est un livre classique dans toutes les langues, comme *Don Quichotte* ou comme *Gil-Blas*.

Les débuts de Swift avaient été pénibles. Sa famille était pauvre, et ce fut avec peine qu'elle parvint à réunir la somme nécessaire pour lui procurer une éducation classique. Ce lourd sacrifice parut, dans les premiers temps, avoir été fait en pure perte. Swift, enfant chétif, maussade, et sans cesse malade, travaillait peu, ou du moins se livrait à de tout autres études que celles qui lui étaient imposées par ses maîtres. A dix-huit ans (1685), ses parents le retirèrent du collége, et, en désespoir de cause, l'envoyèrent au chevalier Temple, qui consentit à le prendre en qualité de secrétaire. A l'école de cet homme d'État et de ce littérateur distingué, Swift se forma promptement à la vie politique. Il était entré dans sa véritable voie. Temple, qui avait occupé les plus hautes fonctions diplomatiques, qui avait été ministre et qui vivait dans l'intimité du roi Guillaume, quoiqu'il eût refusé de participer directement au gouvernement, mit son jeune protégé en relation avec toutes les sommités du temps, et même avec le monarque. Swift se fit bientôt une prodigieuse réputation d'esprit. Il devint célèbre pour ses bons mots, pour ses reparties, pour la tournure originale et sarcastique qu'il savait donner à chacune de ses paroles. La faveur de Guillaume, qui appréciait singulièrement sa conversation,

ne lui fut pourtant pas d'un grand secours. Le roi offrit une compagnie de cavalerie au jeune secrétaire qui, toujours souffrant et aussi paresseux de corps qu'il était actif d'esprit, repoussa cette proposition avec dédain. Il préféra entrer dans les ordres, et obtint, en Irlande, la prébende de Killroet.

Mais quel séjour que la province, et qu'une province de la sauvage Irlande, pour ce raffiné habitué à faire les délices d'une cour! Aussi, dégoûté promptement de ses nouvelles fonctions, Swift donna sa démission et revint en Angleterre. A peine de retour, il perdit Temple, son protecteur, et il se trouva sans ressources aucunes, car son séjour en Irlande lui avait fait perdre l'oreille du roi, comme disent les Anglais. Il dut donc s'estimer heureux de retrouver un emploi analogue à celui qu'il avait dédaigné, et retourna dans son pays natal en qualité du doyen de Saint-Patrick, modeste mais lucrative situation qu'il conserva jusqu'à la fin de ses jours. Une correspondance active avec tous les beaux esprits du temps, l'admiration de l'Angleterre pour ses écrits et de fréquents voyages en Angleterre, telles furent les principales consolations de son exil. Il en est une plus douce, cependant, dont je n'ai point encore parlé, et qui, pour tout autre que le doyen, aurait dû être placée au premier rang. Swift était devenu amoureux de la fille de l'intendant de Temple, et l'avait enlevée. Cette belle et intéressante personne, appelée Stella, avait consenti à tout abandonner pour le suivre. Mais, hélas! Swift, ainsi que Boileau, ne pouvait connaître les joies du mariage ou de la paternité : sa maîtresse ne fut que son amie. Le satiriste Français avait au moins le bon esprit de haïr, sans exception, le beau sexe; Swift ne pouvait se passer de la société des femmes.

Stella resta néanmoins passionnément attachée à son singulier amant. Les lettres brûlantes que Swift lui écrivait en son absence, les vers qu'il composait pour elle, suffisaient sans doute au cœur de Stella; mais elle rencontra dans ce platonique commerce des déboires auxquels elle ne devait guère s'attendre. Swift lui donna une rivale. Le doyen, dans un de ses voyages à Londres, avait rencontré une jeune Hollandaise, nommée Esther van Homrig, qui se prit de la passion la plus violente pour lui. Swift avait débuté par lui faire une cour très-sérieuse.

Mais il s'effraya bientôt de son propre succès, et chercha à tourner la chose en plaisanterie. Miss van Homrig n'entendait pas raillerie à ce sujet ; elle offrit à Swift de l'épouser, et, malgré son refus, elle le suivit en Irlande. Le doyen, poussé dans ses derniers retranchements, lui écrivit une lettre pathétique où il lui révéla la cause de ses rigueurs. Stella, qui avait été informée sur ces entrefaites des infidélités de son amant, s'indigna, et exigea, pour empêcher le retour de semblables escapades, un mariage en bonne forme. Swift y consentit, et l'évêque de Clogher bénit leur union. Ce dernier coup porta à son comble le chagrin d'Esther van Homrig, qui mourut de désespoir peu de temps après.

La destinée de Stella ne fut guère plus heureuse ; le doyen était rongé par une humeur goutteuse, qui tantôt excitait en lui les accès de la fureur la plus inattendue et la plus violente, tantôt, au contraire, le plongeait dans une mélancolie noire, dans une misanthropie chagrine, qui se traduisaient au dehors par un débordement de railleries amères, de sarcasmes injurieux, de taquineries blessantes. Pour une nature aimante et douce comme celle de Stella, l'association avec un homme d'un semblable caractère devait être un véritable martyre. Mme Swift finit par succomber à ces tortures morales répétées. Swift devint presque fou de douleur lorsqu'il perdit la belle et tendre amie dont il avait tant contribué à abréger les jours. A dater de cette époque, sa vie ne fut plus qu'un long accès de rage. Dans les moments où il était relativement plus calme, il se hâtait de verser sur le papier le poison dont son âme était remplie ; haine des grands, haine des petits, haine de tous les hommes, haine dont l'expression est d'autant plus terrible qu'elle est plus contenue. *Gulliver*, ce livre fait en apparence pour amuser les enfants, est une sanglante satire de notre pauvre humanité, et cependant, de tous les ouvrages de Swift, c'est celui où il s'est montré le moins acerbe. Cette profonde horreur des hommes était, par bonheur, plus spéculative que réelle. Il aimait à secourir et à soulager ceux qu'il peignait sous de si noires couleurs. La plus grande partie de son revenu était employée aux aumônes. Il fonda, de ses propres deniers, une sorte de mont-de-piété qui rendit les plus grands services aux indigents

irlandais. Swift, en cela comme dans le reste, était un composé de contradictions. Dans plusieurs de ses ouvrages, il professe le scepticisme le plus complet ; dans d'autres, il défend courageusement la religion. Cet écrivain, souvent licencieux, observait dans sa vie privée le décorum le plus exact. L'homme cruel qui fit mourir Stella de chagrin, la pleura comme le plus tendre des amants [1].

Après avoir raconté les amours du doyen, revenons maintenant à son rôle politique et littéraire.

Le premier ouvrage qui le fit connaître fut un pamphlet intitulé : *Conte du tonneau*. Sa réputation bien établie comme pamphlétaire, il songea à faire servir ses talents à sa fortune, et, pour atteindre ce but, il s'allia, dans les dernières années de la reine Anne, à Bolingbroke et à Harley. Ce fut le doyen qui fut chargé de la mission délicate de défendre devant le public ce ministère universellement haï. Il ne faillit pas à sa tâche, et déploya dans ce rôle ingrat une verve et un esprit prodigieux. Un évêché devait être sa récompense ; mais la mort de la reine Anne vint détruire, pour lui comme pour tant d'autres, les rêves dorés de l'ambition. A l'avénement de George Ier, la chute du parti tory jeta Swift dans l'opposition, car il n'avait pas une de ces consciences vénales qui se vendent sans pudeur au plus offrant, et qui passent du jour au lendemain d'un parti dans un autre. Bolingbroke était son ami, Bolingbroke avait encouragé ses débuts, toute sa vie Swift lui resta fidèle. Qui disait ami de Bolingbroke, disait par cela même, ennemi acharné et irréconciliable de Walpole. Swift se montra, à cet égard, le digne émule de son patron. En 1724, il remua l'Angleterre avec les *Lettres d'un drapier*. Dans ce pamphlet célèbre, dont on ne put à l'origine connaître le véritable auteur, Swift prend le nom de M. B..., drapier à Dublin. Il s'approprie, avec une fidélité merveilleuse, le ton, les expressions, les préjugés, la personnalité, en un mot, d'un commerçant ignorant mais sensé, et doué en outre d'un tour d'esprit tant soit peu sarcastique. Il s'agissait d'une refonte des monnaies, opération qui, en réalité, n'offrait que des avantages.

[1] Walter Scott, *Vie de Swift*.

Mais les lettres du drapier, ses grosses plaisanteries, ses raisonnements judicieux, sa vertueuse indignation, son patriotisme rude et franc, sa haine déclarée pour les ministres, tempérée néanmoins par son respect pour le roi, influencèrent à un tel point l'opinion publique, qu'un cri universel de réprobation et d'indignation s'éleva contre la mesure ministérielle. Les *Lettres d'un drapier* semblèrent à tous la voix de la bourgeoisie anglaise elle-même, car les bourgeois prirent les ironies de Swift au pied de la lettre, et crurent de bonne foi avoir affaire à l'un d'entre eux. Les gens mieux avisés reconnurent le grand écrivain sous le manteau du marchand; mais ils ne furent que plus frappés de la force et de l'éloquence de cette satire. Bientôt les têtes se montèrent à tel point, que l'on put craindre de voir se renouveler, pour cette question si insignifiante, le tumulte excité naguère par la banqueroute de la compagnie du Sud. Walpole recula devant Swift : le projet fut abandonné. Deux ans plus tard, l'infatigable ennemi publia *Gulliver*. Ce livre eut un égal succès comme roman et comme pamphlet. Les allusions en sont transparentes. Il est facile de reconnaître George Ier dans le souverain de Lilliput ; Walpole dans le premier ministre, Flimnap, cet habile acrobate qui a mérité son poste par son adresse à franchir un bâton ; George II, alors prince de Galles et neutre entre les tories et les whigs, dans ce prince héréditaire qui, dans le désir de ne point se prononcer entre les talons hauts et les talons bas, se chausse un pied d'une façon et l'autre à l'opposé, ce qui le fait tant soit peu boiter, etc. Pour un lecteur qui n'est pas au courant des intrigues de cette époque, les voyages de Gulliver ne sont qu'un roman fantastique ; et la preuve la plus éclatante du talent répandu dans cet ouvrage, c'est l'intérêt qu'offre encore de nos jours un pamphlet dont on ne comprend aucune allusion, et qu'on lit comme un conte de fée.

La liaison de Swift et de Bolingbroke donna naissance à l'amitié qui unit par la suite le doyen de Saint-Patrick à Pope. Nous avons dit que ce dernier passait sa vie avec Bolingbroke. Swift, qui à chacun de ses voyages, prenait la maison de l'illustre tory pour pied-à-terre, se rencontrait souvent avec le poëte. Ils se plurent. Leur patron commun fit tous ses efforts

pour cimenter cette amitié, et ces trois hommes devinrent bientôt inséparables. Swift comptait également alors deux amies plus haut placées, et qui semblaient devoir être plus utiles à sa fortune. C'étaient Caroline d'Anspach, alors princesse de Galles, et mistress Howard (lady Suffolk.) Mais à l'exemple de Bolingbroke, le doyen commit l'impardonnable erreur de donner la préférence à la maîtresse sur la femme. Caroline s'en aperçut et lui en garda un vif ressentiment. Le but avoué de l'ambition de Swift était un évêché. Aussitôt qu'il apprit la mort de George Ier, il accourut à Londres, croyant, comme tout le monde, au renvoi de Walpole, et ne doutant pas en outre qu'on allait enfin faire du doyen un évêque. Il fut doublement trompé. Ce cruel désappointement le brouilla avec lady Suffolk. Il ne put se persuader que la maîtresse n'exerçait aucun pouvoir sur son royal amant, et il lui reprocha vivement sa prétendue perfidie. Peu de temps après il retourna en Irlande le cœur plus ulcéré que jamais et résolu de se venger de Walpole, de lady Suffolk, de la reine, de l'humanité tout entière [1].

Il est probable que la liaison de deux hommes tels que Swift et Pope, dont l'un était un misanthrope atrabilaire et l'autre un égoïste susceptible, fut plutôt basée sur l'estime réciproque de leurs talents que sur la sympathie de leurs natures. Leur amitié en un mot devait être plus politique que sincère. Tout porte à croire, en revanche, que les sentiments d'affection qu'ils professaient à l'envi pour Gay n'étaient aucunement simulés.

Gay passait en effet pour un des hommes les plus aimables, les plus doux et les plus modestes de son temps. Il avait cependant connu les angoisses de la misère, les découragements et les amertumes du génie incompris, et il avait dû déployer une indomptable énergie pour s'élever des modestes fonctions d'apprenti jusqu'au rang de poëte de la cour ; il est rare que cette lutte du talent avec la fortune contraire, en trempant vigoureusement le caractère, ne lui donne pas, par cela même,

[1] Dans une de ses lettres à lady Suffolk il se plaint dans les termes suivants de son échec : « Dites, je vous prie, à sir Robert Walpole, que s'il n'en use pas mieux avec moi l'été prochain, je vais m'étudier à la vengeance, *et ce sera une vengeance ecclésiastique* » (en français).

une certaine dureté, un certain cassant. Il n'en avait pas été ainsi pour Gay. Il était né doux et était resté doux.

La duchesse de Monmouth avait remarqué la jolie figure et l'air intelligent de ce jeune homme. Elle le tira du comptoir où il aunait de la soie, et le nomma son secrétaire. Le jeune Gay avait une vocation marquée pour la poésie. Les loisirs de sa nouvelle position lui permirent de donner carrière à ses goûts. Il publia un poëme, appelé *les Amusements de campagne*, et le dédia à Pope qui, malgré ses vingt ans, était déjà un poëte célèbre. Pope fut touché d'un hommage qui, à cette époque, était rarement réservé à d'autres qu'à des grands seigneurs, et se prit d'amitié pour cet admirateur dont le talent, bien que réel, était trop inférieur au sien pour lui faire ombrage.

Le seul côté par lequel Gay eût pu exciter la jalousie de son nouvel ami, c'était l'éclat des succès de société. La haute aristocratie anglaise raffolait de John Gay. Sa présence continuelle dans le salon de la duchesse de Monmouth, l'avait mis à même de connaître un grand nombre de seigneurs et de dames de la cour, et il n'avait pas tardé à captiver ce monde élégant, qui prodiguait au modeste apprenti, si récemment sorti de sa boutique, les attentions les plus flatteuses. La princesse de Galles entre autres, chercha à l'attirer à sa petite cour de Leicesterfield; Gay se laissa faire cette douce violence, mais comme Swift, Bolingbroke et Pope, il eut la maladresse de grossir le nombre des complaisants de lady Suffolk, et de trahir la préférence qu'il donnait à la maîtresse sur l'épouse. Cette erreur a été si générale, qu'on est tenté de se demander, si la politique n'avait pas moins de part que la sympathie personnelle dans les attentions exclusives prodiguées à la favorite. Il fallait, en effet, que cette dame fût remarquablement séduisante, puisque sa disgrâce ne lui enleva pas un ami. Néanmoins, la servilité des courtisans était alors si grande, qu'il est à craindre que Gay, comme tous les autres, obéit plus à un calcul égoïste qu'à un attrait du cœur ou de l'esprit. Quoi qu'il en fût, le jeune poëte fréquentait assidûment lady Suffolk. Dès l'année 1719, il entretient une correspondance suivie avec elle, et leurs lettres sont singulièrement amicales.

Lady Suffolk n'était pas la seule amie de John Gay. La duchesse de Queensberry tenait une place plus grande encore dans son cœur. Cette liaison fut si longue et si intime, qu'il est permis de croire qu'un sentiment plus tendre que la simple amitié unit la grande dame au poëte. L'hiver il habitait son hôtel, l'été il se rendait dans son château. Il la quittait si rarement, que l'on voit une apostille de sa main, jointe à presque toutes les lettres de la duchesse.

Sans doute ce furent les femmes qui firent la fortune de John Gay, mais les grands seigneurs et les gens de lettres ne parurent pas prendre ombrage des attentions qu'elles prodiguaient au poëte, bien au contraire. Par l'entremise de Pope, Gay se trouva en relation avec Swift et avec Bolingbroke. L'intimité la plus grande régna bientôt entre ces quatre personnes. Gay était en quelque sorte l'enfant gâté de cette association. Sans parler de ses fables, son caractère doux et une certaine naïveté mélangée de malice, lui donnaient plus d'un rapport avec La Fontaine. Malgré sa nature placide, Gay fut entraîné par ses amis dans le tourbillon des cabales politiques; il se crut obligé de haïr Walpole et d'attacher le bonheur de l'Angleterre à la rentrée au pouvoir de Bolingbroke ; on le força à prêcher mistress Howard dans le sens de l'opposition; et dans le changement qu'on attendait à la mort de George Ier, on lui promit une place importante à la nouvelle cour. Sans être aveuglé par son amour-propre, Gay ne devait-il pas légitimement espérer quelque faveur signalée de la fortune? N'était-il pas l'ami de cœur du futur premier ministre et de la maîtresse du roi? Était-il inférieur comme naissance à Addison, qui avait été ambassadeur? George Ier mourut enfin, mais Gay devait partager le sort de ses amis. Bolingbroke ne fut pas ministre, Swift ne fut pas évêque, le nom de Pope n'avait même pas été prononcé; Gay cependant universellement aimé ne fut pas aussi oublié qu'il aurait pu le croire, en voyant la disgrâce de sa cabale. La reine Caroline qui lui en voulait moins qu'aux autres amis intimes *de ma sœur Howard* (on se souvient que c'est ainsi qu'elle appelait ironiquement la favorite), lui fit offrir la place de gentilhomme-huissier de la princesse Louise, sinécure honorable et lucrative. Si Gay ne s'était pas bercé

d'aussi chimériques espérances, cette proposition lui aurait semblé fort acceptable, mais encore tout gonflé de ses rêves de la veille, il la regarda comme une injure, refusa fièrement, et se considéra comme brouillé avec la cour. Son ressentiment partagé par Bolingbroke et Swift, ne fit que s'aigrir dans les épanchements de leur déconvenue, et le doux, l'honnête, le pacifique Gay, résolut de se venger.

Voici donc nos quatre amis, nos quatre beaux esprits également ulcérés, également avides d'une occasion de répandre leur fiel contre tout homme au pouvoir. Gay, en qualité de poltron révolté, était comme d'ordinaire le plus violent; laissant Bolingbroke à ses intrigues de palais, laissant Swift et Pope composer laborieusement quelque satire bien acérée, il résolut de commencer immédiatement l'attaque sur le terrain qui semblait le mieux approprié à son talent, à sa situation, et à son but.

Il s'était fait un nom dans l'art dramatique, il choisit en conséquence le théâtre. Une pièce avait sur une satire l'avantage de s'adresser plus directement aux passions de la foule, d'agir sur un public, plus mêlé sans doute, mais par cela même plus inflammable.

Un seul obstacle pouvait nuire à ce projet; si la presse était libre, le théâtre était soumis à la censure; il fallait donc déguiser assez adroitement son dessein pour que le censeur pût se tromper sur les intentions de l'auteur. Au bout de quelques mois, Gay avait achevé une sorte de vaudeville, qu'il nomma : Les Gueux (*The Beggars*), et grâce à la puissante protection de la duchesse de Queensberry, qui se rendit elle-même, et chez le censeur et chez le directeur, l'autorisation fut accordée, et la pièce annoncée au public.

La première représentation eut lieu au commencement de 1728. Cette comédie ne peignait en apparence que les mœurs des voleurs et des receleurs, mais à chaque scène quelque plaisante allusion aux événements du jour, quelque mordant parallèle audacieusement établi entre les maximes de ces coquins de bas-étage et celles des seigneurs de la cour, venait rappeler au spectateur que le fouet du poëte comique flagellait en réalité les puissants du jour, en ayant l'air de ne frap-

per que la peu respectable personne d'un repris de justice. C'était à l'aide, dit-on, d'un châtiment analogue que l'on punissait jadis les fils de roi. Les beggars de Gay faisaient l'office de ce que l'on nommait les enfants de fouet. L'auteur avait eu soin de ne laisser aucun doute sur ses intentions. Si la satire personnelle était suffisamment déguisée pour ne pas tomber sous le coup d'une accusation en diffamation, la satire en général se montrait à front découvert. Dans l'épilogue de sa comédie, Gay faisait reparaître sur la scène, selon un usage particulier aux théâtres anglais, deux acteurs chargés, l'un de personnifier la pièce, l'autre de représenter l'auteur. Le premier s'adressait en ces termes au public :

« Vous avez pu observer, dans le cours de cette pièce, une *telle ressemblance* entre les mœurs de la plus haute comme de la plus basse société, qu'il est difficile de décider, si dans leurs vices élégants nos beaux seigneurs imitent [1] ces messieurs des grands chemins, ou si ces messieurs des grands chemins imitent nos beaux seigneurs. Si j'avais eu la liberté de laisser ma pièce telle que je l'avais faite, il eût été facile d'en tirer la plus excellente morale, je vous eusse montré que petits ou grands atteignent dans le vice un égal degré d'infamie, et méritent un égal châtiment. »

Après une déclaration aussi franche, toute illusion devenait impossible; et le public devait se tenir averti de rechercher un double sens dans chaque mot de la pièce. Walpole, contre lequel cette satire était principalement dirigée, avait été par prudence affublé de deux ou trois costumes différents; tantôt on le représentait sous les traits du receleur qui se collette avec son associé [2], tantôt sous le masque du héros principal, ce hardi et galant voleur de grand chemin, dont la maîtresse et la femme se disputent le cœur [3]; ailleurs on le désignait clairement en faisant le portrait d'un habile filou, le redoutable *Bob Booty*. Le

[1] Victor Hugo, dans *Ruy-Blas*, s'est exprimé presque dans les mêmes termes.

[2] Cet associé représentait lord Townsend. Ces deux frères ministres avaient eu récemment une querelle des plus violentes.

[3] Lady Walpole était fort jalouse de la maîtresse de son mari, Molly Skerret

nom en resta au premier ministre, qui n'était jamais autrement appelé par la populace. J'en ai dit assez pour que le lecteur puisse se faire une idée de la hardiesse et de la violence de cette satire. Mais indépendamment de l'attrait que cette couleur politique donnait à la nouvelle comédie, la pièce était en elle-même spirituelle, amusante, et bien écrite. Elle est restée au répertoire, et elle fait encore rire le pub'ic, bien que ses allusions soient aussi peu comprises aujourd'hui qu'elles étaient facilement saisies alors. Le succès dépassa toutes les espérances de l'auteur. La ville entière s'étouffait dans la salle trop étroite. Les rires, les applaudissements, les trépignements, surprenaient les plus vieux habitués du théâtre. Le gouvernement, violemment irrité, n'osa pas cependant suspendre les représentations. Pour quel motif, interdire une pièce que la censure théâtrale avait autorisée? Et comment d'ailleurs se reconnaître dans les héros de Newgate? On songea cependant un instant à déférer la pièce aux tribunaux, mais l'acquittement parut immanquable, car les allusions personnelles, claires pour le public, étaient suffisamment obscures pour un juge. Cette comédie n'avait dans son ensemble aucun rapport avec un événement notoirement connu. Çà et là seulement quelques scènes avaient donné lieu sans doute à des interprétations offensantes, mais il eût été facile à un avocat de démontrer que Hamlet ou le roi Lear prêtaient plus que les gueux à des accusations de cette nature, et que le but avoué de la pièce de Gay était de ridiculiser le fol engouement du bas peuple pour les héros de grands chemins, jeunes et de bonne mine, qui périssaient sur l'échafaud.

Tel était en effet le sujet de la pièce. Le capitaine d'une bande de voleurs (Macheath), fait la cour à la fille d'un recéleur (Polly Peachem), et lui promet de l'épouser, bien qu'il soit déjà marié. Les parents s'aperçoivent du tendre sentiment de leur unique héritière, ils lui font les reproches les plus amers, et apprennent à leur grande indignation que le mariage vient d'avoir lieu. Le receleur et son épouse ne trouvent d'autre remède à ce malheur que la proposition qu'ils font à leur fille de livrer son époux à la justice. L'intéressante héroïne hésite un instant. Elle aime il est vrai Macheath, et sa mort lui percera le cœur. D'autre part, il est peu fidèle,

on l'accuse de bigamie, et l'exécution serait un si touchant spectacle! « Non, je serais une misérable; et cependant, je le vois déjà dans la charrette, plus suave, plus beau que le bouquet qu'il tient à la main. J'entends la foule qui vante son courage et son sang-froid. Quelles volées de soupirs partent de toutes les fenêtres de Holborn, à la vue d'un si beau jeune homme dans une si triste passe! Il est à la potence! Toute l'assistance fond en larmes. Les bouchers eux-mêmes, pleurent. Jacques Kertch [1] hésite à remplir sa mission, il voudrait perdre son salaire, il voudrait qu'on fît grâce. Non!... Non! » Polly ne s'abandonne pas aux pensées que lui suggère ce trop séduisant tableau, et prise d'un bon mouvement, elle avertit son amant. Celui-ci se cache dans une taverne, où, en compagnie des messieurs et des dames de sa bande, il boit, il joue, il danse, *comme un parfait gentleman*. Les mœurs du grand monde sont scrupuleusement observées dans ce repaire. On s'appelle monsieur ou madame, on se fait des politesses pour passer aux portes; mais, sur ces entrefaites, une de ces grandes dames s'est vendue à la police, et Macheath, le héros, est arrêté et conduit en prison. Ses deux épouses accourent en même temps pour le visiter dans son cachot. L'une est Polly, la fille du recéleur, l'autre est la fille du geolier. Macheath, obligé de choisir entre ces deux femmes qui s'injurient, donne la préférence à la fille du geolier qui facilite son évasion. Mais il est bientôt repris. Nouvelle scène entre les épouses inconsolables qui, à leur grand désespoir, voyent surgir à chaque instant une rivale armée d'un titre aussi valable que le leur. Macheath, importuné de ces clameurs féminines, s'écrie fièrement: « Qu'on me mène à la mort! » Et le rideau tombe [2].

Cette comédie avait, comme on peut le voir, le double mérite d'attaquer à la fois les mœurs de la cour et celles du peuple. Les gueux, indépendamment des allusions politiques, offraient un tableau assez fidèle du langage et des habitudes des héros de Newgate et de Whitefriars. Londres, à cette époque

[1] Bourreau célèbre qui décapita Monmouth, et dont le nom était devenu patronymique pour ses confrères.

[2] *Collection of British theatre*, vol. IX.

était à la merci des brigands de toute espèce. Ses rues, dont une partie seulement était insuffisamment éclairée trois fois par semaine, devenaient au coucher du soleil le théâtre des exploits des voleurs d'une part, des jeunes seigneurs débauchés de l'autre, qui, sous le nom de Hawcubites et de Mohawks, couraient les aventures nocturnes. Les grandes routes étaient encore plus exposées que les rues. Lorsque les membres du parlement quittaient leurs provinces pour se rendre à Londres, ils se réunissaient en troupe pour échapper aux dangers du voyage. A peu de distance de la capitale, les environs de Londres, maintenant si peuplés, étaient de véritables déserts. Du temps de la reine Anne, on pouvait chasser sur les terrains qui forment maintenant la partie la plus gaie et la plus fréquentée de Regent-Street. A l'est de la ville il y avait un champ où l'habitant de Londres ne pouvait passer sans frissonner. Vingt ans auparavant, ce champ avait été choisi à cause de sa position écartée pour enterrer les victimes de la grande peste. Les grandes routes mal entretenues traçaient une ligne tortueuse dans les bruyères, dans les landes qui avoisinaient Londres, et l'on avait vu, plus d'une fois, de jeunes gentilshommes ruinés se mettre à la tête d'une troupe de bandits, et exploiter, avec la plus exquise urbanité, les larges poches des bourgeois attardés. Bien des gens se souvenaient encore d'avoir assisté, en 1685, à l'exécution de William Nevisson, ce grand voleur du comté d'York, qui donnait libéralement aux pauvres ce qu'il arrachait aux riches. Dix années plus tard, un nommé Biss, pendu à Salisbury, avait tellement excité l'attendrissement de la foule, qu'une complainte populaire osa chanter ses malheurs en ces termes :

> Qu'en dites-vous maintenant, mon honoré seigneur,
> Qu'y avait-il de mal à cela ?
> Le brave et généreux Biss
> Avait horreur des avares : voilà tout [1].

Ce travers de la population était si connu, qu'il suffisait à motiver la pièce satirique de Gay. Une dure semonce adminis-

[1] Mac Aulay, *History of England*.

trée sans doute au censeur, telle fut la seule satisfaction accordée aux victimes, qui durent pendant plus de trente représentations consécutives, supporter avec patience les quolibets du public.

Gay ne se tenait pas pourtant encore pour satisfait. Le succès de sa pièce lui tourna la tête, et il résolut d'ajouter aux *Beggars* une seconde partie plus mordante, plus personnelle que la première. C'était une maladresse au point de vue politique comme au point de vue littéraire. Gay aurait dû comprendre qu'après une leçon aussi sévère, l'administration ne renouvellerait pas la faute qu'elle avait commise en autorisant la représentation de cette comédie. Il aurait dû craindre en outre, de rencontrer le tuf en cherchant à creuser trop avant un filon précédemment exploité avec succès. Ces considérations ne se présentèrent pas à sa pensée, ou ne suffirent pas à l'arrêter. Il avait vu le public battre des mains avec frénésie à l'audacieuse caricature de Walpole, les autres traits satiriques de sa pièce avaient été peu goûtés en comparaison de ceux qui s'adressaient au premier ministre; ce fut aux dépens de Walpole qu'il voulut faire rire de nouveau les spectateurs. Walpole, mari fort léger, était alors passionnément amoureux d'une jolie fille appelée Molly Skerret. Il l'avait enlevée quelques années auparavant de la boutique de son père, riche bijoutier de la cité. Les uns disaient que l'appât d'une forte somme avait déterminé la belle à céder aux instances d'un amant presque quinquagénaire, qu'une corpulence énorme, et des jambes fréquemment enflées par la goutte rendaient peu séduisant; d'autres, au contraire, assuraient que cette jeune personne, aussi distinguée d'esprit qu'agréable de visage, s'était prise d'une passion sincère pour le premier ministre. Au reste, la grâce et l'art de plaire qui, de l'aveu même de ses ennemis distinguait si particulièrement Walpole, rendaient cette dernière supposition suffisamment probable.

La haute société de Londres partageait sans doute une opinion qui lui permettait de se montrer plus indulgente. Molly Skerret fréquentait les plus grandes dames[1], et était traitée par

[1] Lady Montague parle fréquemment dans ses lettres de ses rapports intimes avec Molly Skerret.

l'aristocratie, non comme la maîtresse vénale d'un homme en place, mais comme une personne dont la situation indépendante et honorable lui permettait de se montrer partout, sauf à la cour, où nulle bourgeoise ne pouvait être admise. Bien que les règles du décorum fussent observées dans cette liaison, Molly n'en était pas moins la maîtresse affichée du premier ministre. Les fureurs de lady Walpole contre sa rivale défrayaient fréquemment les quolibets des petits soupers et des ruelles, et paraissaient d'autant plus plaisantes que la noble dame avait, de son côté, une réputation fort compromise. On racontait, entre autres, que lord Hervey avait des droits moins respectables, mais plus sérieux que sir Robert à la paternité du dernier fils de lady Walpole, de ce jeune Horace Walpole dont l'esprit satirique offre, en effet, une si frappante analogie avec l'humeur sarcastique de Hervey [1].

Les intrigues d'un roi ou de son premier ministre ne restent jamais dans le domaine privé. Le plus petit bourgeois, comme le plus grand seigneur, connaissait donc Molly Skerret, sa liaison avec Walpole et les querelles fréquentes dont le ménage du ministre était le théâtre. Gay, dans sa première pièce des *Gueux*, avait déjà fait plus d'une allusion aux amours de Walpole. Son héroïne principale se nommait Polly, nom où, sans grands efforts d'imagination, il était facile de reconnaître celui de Molly. Voulant cette fois s'attaquer directement à Walpole, Gay crut faire un coup de maître en nommant sa nouvelle pièce *Polly*. Cette comédie n'étant qu'une seconde partie de la première, il crut que le censeur ne trouverait rien à reprendre au nom de la pièce, puisque le personnage qu'il désignait figurait déjà dans les *Gueux*. La jalousie de lady Walpole, l'embarras du mari entre sa maîtresse et sa femme, telle était la donnée d'un vaudeville fort médiocre sous tous les rapports, et qui, succédant aux *Beggars*, eût sans doute été sifflé. Mais lorsque Gay eut remis sa pièce au censeur et que celui-ci l'eut

[1] Les Hervey étaient alors célèbres en Angleterre pour un genre d'esprit particulier. L'humanité, disait une grande dame de la cour, se partage en trois classes : les hommes, les femmes et les Hervey.

communiquée à Walpole, le ministre entra dans une violente fureur. Cette fois, ce qu'il aimait le mieux après le pouvoir, c'est-à-dire sa maîtresse, se trouvait directement mis en cause. Puis la perspective de figurer pendant trente nuits de suite sur les planches, comme un voleur de grand chemin, lui parut également désagréable, et il usa de toute son influence auprès du duc de Grafton, le lord chambellan, pour que la pièce n'obtînt pas l'autorisation nécessaire. Gay, irrité de l'obstacle qui s'interposait de la sorte entre lui et sa vengeance, et fort sensible au tort pécuniaire que la sévérité du censeur lui infligeait, renforça son pamphlet dramatique de quelques nouvelles invectives et essaya de le faire imprimer par souscription. La duchesse de Queensberry se mit en tête de la liste; c'était à elle que John Gay avait eu tout d'abord recours dans son infortune, et l'appui de son amie ne lui fit pas défaut. En apprenant ce qu'elle nommait l'injustice faite au poëte, la duchesse jeta feu et flammes; elle prit avec ardeur à l'idée de la souscription, et s'engagea, dit-on, à mettre à contribution toute la cour, sans en excepter Leurs Majestés elles-mêmes. Il fallait toute l'audace de la duchesse pour entreprendre cette tâche difficile. Le roi et la reine avaient été vivement offensés de la pièce des *Gueux*, et avaient exprimé leur mécontentement dans les termes les plus vifs. Les courtisans sollicités par la duchesse consentaient donc volontiers à donner leurs guinées; mais quant à apposer leurs noms au bas d'une liste, c'était là une exigeance à laquelle ils se soumettaient de moins bon cœur, car ils craignaient de se désigner eux-mêmes ainsi à la vindicte royale. Cependant les instances de la belle lady furent si vives, et elle fit entendre si clairement à tous ceux qui fréquentaient sa maison que lui refuser sa demande, c'était se brouiller mortellement avec elle, que les souscriptions finirent par s'élever à un chiffre fort considérable. Mme de Queensberry n'avait cependant rempli que la moitié de ses promesses. Il fallait encore forcer le roi à s'associer à cette manifestation hostile à son gouvernement. La duchesse était décidée, si elle échouait dans cette tentative, à faire un éclat plus utile encore à son protégé qu'un consentement accordé de mauvaise grâce. Un soir de grande réception au palais, elle se plaça dans un coin de la

pièce et se mit à chuchoter assez haut avec quelques hommes qui formaient un groupe autour d'elle. « Que faites-vous donc, madame? demanda George, étonné de ce manége. — Une chose, répondit-elle, qui ne peut être qu'agréable à une personne aussi compatissante que Votre Majesté. C'est un acte de charité auquel je ne désespère pas de faire contribuer le roi lui-même. » George comprit à demi-mot; il eut le bon goût de ne pas paraître offensé, et ne fit aucune question. Le soir, cependant, lorsque la réception fut terminée, il s'entretint en particulier avec la reine de la démarche de la duchesse, et le ressentiment qu'ils en conçurent tous deux fut si vif que M. Stanhope, chambellan du roi, fut envoyé à lady Queensberry pour la prévenir officiellement : « Que Leurs Majestés priaient Sa Grâce de vouloir bien désormais ne plus paraître à la cour. » Le message fut verbal; mais la duchesse, de peur de méprise, insista pour donner une réponse écrite; elle rédigea alors sur-le-champ la lettre suivante :

« La duchesse de Queensberry est à la fois surprise et charmée que le roi ait bien voulu lui donner un ordre aussi agréable que celui de ne se rendre point à la cour, où elle ne vient jamais pour son plaisir, mais *pour faire une grande politesse* (to bestow a great civility) au roi et à la reine. Elle espère que, grâce à un ordre aussi insolite que celui qu'elle a reçu, le roi verra désormais à sa cour aussi peu de monde qu'il le désire, et principalement ceux qui aiment la vérité et qui ont le courage de la dire. Pour ma part, je ne puis agir différemment, et n'aurais jamais osé, ni pu m'imaginer, que ce n'était pas rendre au roi le plus respectueux hommage que de soutenir dans son palais la vérité et l'innocence, principalement lorsque le roi et la reine m'ont dit tous deux qu'ils n'avaient pas lu la pièce de M. Gay. J'ai certainement mieux agi en soutenant mon dire, que Sa Grâce de Grafton qui, dans toute cette affaire, n'a montré ni droiture, ni franchise, ni jugement, tant à son égard qu'à celui de ses amis.

» C. Queensberry. »

Quand la duchesse eut fini cette lettre, plus remarquable, comme le fait justement observer lord Hervey, par le courage que par le style, elle la remit à M. Stanhope. Celui-ci engagea la noble dame à réfléchir, et, tout en lui demandant pardon de l'impertinence de ses conseils, il la supplia de lui confier une réponse plus mesurée. Elle écrivit alors un nouveau billet, mais elle eut soin de le rédiger dans des termes tellement plus insolents encore, que le messager redemanda la première épître, et se chargea de la transmettre au roi [1].

L'impertinence de la duchesse de Queensberry nous semble remarquable à plus d'un point de vue. Pour oser tenir au roi d'Angleterre un semblable langage, il fallait que cette grande dame eût ressenti, avec une bien étrange vivacité, l'injustice faite à son protégé; mais il fallait, en outre, que le souverain eût beaucoup perdu du prestige que ses prédécesseurs exerçaient jadis sur les plus grands seigneurs. Cette fière duchesse, d'autant plus fière sans doute qu'elle touchait de bien près au sang royal, appartenait franchement au parti hanovrien, et cependant, si c'eût été au prétendant qu'elle eût écrit, jamais elle n'eût osé employer des expressions semblables à celles qui figuraient à chaque ligne de sa lettre. Ce mépris hautain, brutalement exprimé par la duchesse, existait alors dans le cœur de tous ces grands seigneurs whigs. On servait les Brunswick, mais on en faisait peu de cas. Eux-mêmes rougissaient, dans leur for intérieur, d'occuper le trône d'Angleterre. On eût dit des intendants honteux de se prélasser dans le château du maître. Nous pourrions citer plus d'un exemple de cette modestie royale et de cette arrogance aristocratique; mais si le lecteur se reporte au règne de Louis-Philippe, il pourra se faire une assez juste idée du respect que la haute aristocratie professait pour George II, en se rappelant de quel œil le faubourg Saint-Germain regardait le monarque usurpateur. Il faut cependant signaler cette différence, dans la conduite des deux aristocraties, que les royalistes français n'allaient pas à la cour, tandis qu'un

[1] Lord Hervey, vol. I. Nous avons respecté scrupuleusement, dans notre traduction, le style de la duchesse, qui parle tantôt à la première et tantôt à la troisième personne.

grand nombre des seigneurs jacobites, qui résidaient à Londres, fréquentaient le palais de Saint-James. Mais, bien qu'on ne pût se résigner à vivre hors de la douce atmosphère de la cour, on se vengeait en méprisant l'astre principal qui y brillait. Tu m'as fait comte, je t'ai fait roi, semblait dire à George chacun de ces grands seigneurs ralliés, et le roi de la veille devait se résigner à courber la tête devant ses orgueilleux sujets.

Gay fut sans doute flatté du courageux appui de sa bienfaitrice, mais il en retira peu de fruit. L'opinion publique, qui s'était prononcée si vivement en sa faveur l'année précédente, l'abandonna complétement en cette circonstance. La pièce fut trouvée mauvaise, et l'impertinence de la duchesse, universellement blâmée, retomba sur le pauvre John Gay. Cet échec le remplit d'amertume.

Il chercha à se disculper, mais personne ne fut dupe de ses dénégations tardives. « J'ai été accusé, écrit-il dans la préface de *Polly*, d'avoir insulté et calomnié des personnages haut placés; on a même prétendu que j'avais voulu tourner le roi en ridicule. En présence de semblables attaques, je me vois forcé de faire ma profession de foi. J'affirme donc que je suis un sujet aussi loyal, et aussi attaché à l'ordre des choses actuelles, que ceux qui occupent les places les plus élevées ou reçoivent les plus grosses pensions... Mon seul but a été d'attaquer les vices à la mode, et de donner à la vertu les couleurs les plus attrayantes. »

Les lecteurs cherchèrent en vain les couleurs attrayantes dont Polly revêtait la vertu. On ne vit dans ce pamphlet dramatique que ce qu'il y fallait voir, une attaque personnelle où le talent n'était pas à la hauteur de l'injure. Gay, n'espérant pas se faire rouvrir la porte du théâtre, revint à son occupation favorite, à ses fables. Mais, dans le nouveau recueil qu'il publia, il eut soin de soulager fréquemment sa colère contre la cour et les ministres.

Pope, plus prudent ou moins ulcéré que Gay, se refusa à descendre dans l'arène politique. Son activité littéraire trouvait sans doute un suffisant emploi dans la composition laborieuse de ses poëmes didactiques et de ses satires. Ce n'était pas, en

effet, une tâche facile que celle qu'il s'était imposée. Le poëte anglais briguait à la fois, les lauriers d'Homère et ceux d'Horace, et, tout en traduisant l'Iliade, il ne craignait pas, de temps à autre, de s'attaquer à quelque fat ou à quelque coquette qui pouvaient mettre en valeur sa verve satirique. Les victimes gardaient en général le silence, mais parfois aussi elles cherchaient à se venger ou à répondre. Ces escarmouches poétiques ont trop vivement intéressé les contemporains, pour que nous ne disions pas quelques mots d'une de celles qui eut le plus de retentissement.

Lady Montague, Pope et lord Hervey vivaient, depuis longues années, dans les termes de l'intimité la plus étroite; c'était à Pope que la Sévigné anglaise avait adressé ses lettres les plus célèbres. C'était à lui que Hervey avait recours d'ordinaire pour retoucher des poésies plus spirituelles que correctes. Cette émulation toute littéraire devait être enfin remplacée par une rivalité d'un autre genre.

Pope, en dépit de sa tournure ridicule (il était bossu par derrière et par devant) se croyait un séducteur accompli. Il se mit un jour en tête de faire la conquête, assez peu difficile du reste, de la célèbre lady Montague. Mais il avait un rival presqu'aussi heureusement doué que lui sous le rapport de l'intelligence, et aussi beau que Pope était disgracié par la nature. Ce rival n'était autre que Hervey. Pope, qui connaissait l'inconstance du jeune lord, et qui croyait cette liaison rompue depuis longtemps, ne poursuivit pas moins son siége. Lady Montague, de son côté, ne se montrait pas farouche, et semblait même encourager son nouvel adorateur. Le poëte, de plus en plus enhardi, devint pressant, et, se jetant un jour aux pieds de la noble dame, il lui fit, en termes ampoulés, la déclaration la plus brûlante. A la vue du petit bossu dans cette position ridicule, lady Montague ne put retenir un grand éclat de rire, et Pope, se relevant furieux, comprit qu'il avait été le jouet d'une mystification. Trop vaniteux sans doute pour attribuer l'échec qu'il venait de subir à l'insuffisance de ses agréments extérieurs, il crut reconnaître dans ce guet-apens l'intervention jalouse d'un rival. Aussi, enveloppa-t-il dans la même haine la maîtresse et l'amant, lady Montague et lord Hervey.

« Ils ont tous deux trop d'esprit pour moi, » répondit-il aux amis communs qui cherchaient à amener une réconciliation. Ce fut là la seule raison qu'il consentit à donner pour motiver sa rupture. Pope mit plusieurs années à mûrir sa vengeance. Ces délais lui semblèrent sans doute nécessaires pour faire oublier l'humiliante origine d'une querelle qui remontait à l'année 1725, et qui ne devait avoir le public pour juge et pour confident qu'en 1732.

C'était en passant, pour ainsi dire, que Pope décochait à la dame et à son amant ses traits empoisonnés. Quatre vers en tout, mais quatre vers dont la blessure étail inguérissable.

Lady Montague était désignée sous le nom de Sapho.

« Craignez, disait le poëte, la calomnie ou le poison de Delia [1]. Si vous avez Page pour juge, redoutez l'injure et la corde.

» Le sort que vous réserve la furieuse Sapho, est plus terrible encore.

» Son amour corrompt, et sa haine flétrit. »

Hervey était nommé incidemment dans cette satire. « Vous avez tort, lord Fanny, une bonne renommée vaut mieux qu'une bonne chanson. » Nous avons déjà parlé de la figure efféminée et des manières doucereuses de l'ami de la reine. Le nom de lord Fanny était donc une mordante épigramme, qui s'adressait à la fois au visage et au caractère d'Hervey.

Dans cette haute société anglaise, si passionnée pour la littérature, une satire de Pope faisait événement. Chaque vers était commenté, discuté et appliqué. Les allusions les plus voilées étaient promptement saisies. Huit jours après la publication du poëme, lord Hervey et lady Montague n'étaient plus connus que sous les pseudonymes moqueurs, de lord Fanny et de Sapho. Les victimes elles-mêmes, ne cherchèrent pas à cacher leur blessure. Elles s'avouèrent atteintes ; mais, avec une générosité qui leur fait honneur, elles n'eurent pas recours, pour se ven-

[1] Cette Delia n'était autre que lady Deloraine, qui passait pour avoir empoisonné une de ses rivales.

ger, à d'autres armes que celles dont s'était servi le poëte. A une attaque rimée, elles répondirent en vers. Lady Montague publia une spirituelle réponse, intitulée Vers à l'imitateur d'Horace. Hervey, de son côté, composa une épître sur le même sujet. « Je n'ai pas, disait-il en terminant, jeté injustement la première pierre; mais qui peut blâmer la main qui lance la dernière? — Et si cet être abject s'est attiré l'inimitié de l'humanité tout entière, que sa folie retombe sur sa tête (His folly on his head). »

Pope dut se réjouir de voir la lutte engagée sur le terrain de la poésie. Un instant il avait pu craindre que les nobles personnages qu'il avait attaqués ne déférassent sa satire aux tribunaux. Il avait même préparé une apologie ironique, sous forme de lettre, dans laquelle il se disculpait de toute allusion personnelle. Mais dès l'instant où ses adversaires semblèrent l'autoriser, par leur exemple, à combattre en vers, Pope désormais sans inquiétudes, recommença la guerre avec une nouvelle ardeur. Respectant cette fois lady Montague, ce fut à lord Hervey qu'il réserva ses sarcasmes les plus amers.

Lord Fanny avait changé de nom; dans la nouvelle satire, il s'appelait Sporus.

— Laisse Sporus à ses terreurs, s'écriait un des interlocuteurs de ce dialogue.

— Quoi, répondait l'autre, cette chose de soie, Sporus! Ce blanc fromage de lait d'ânesse!

Qui se soucierait d'écraser un papillon sous une roue?
— N'importe, laissez-moi flageller ce hanneton aux ailes dorées,
Ce fils fardé de la boue, cet être qui pique et pue.
Lui qui bourdonne sans cesse autour de l'esprit et de la beauté,
Et qui cependant ne goûte ni l'esprit ni la beauté,
On dirait un de ces épagneuls bien dressés
Qui mâchonnent poliment le gibier qu'ils n'osent mordre,
Sa nullité se trahit par un éternel sourire,
Comme ces ruisseaux peu profonds dont la surface est toujours ridée.
Soit qu'à la tribune il déploie sa pompeuse impuissance
Ou qu'à l'oreille d'Ève [1] il murmure tout bas,

[1] Ève désignait la reine.

C'est toujours un mélange de bave et de venin qu'il répand
Dans ses calembours ou sa politique, ses récits ou ses mensonges,
Ses médisances, ses obcénités, ses vers ou ses blasphèmes.
Son esprit hésite sans cesse entre le pour et le contre,
Tantôt haut, tantôt bas, tantôt monsieur, tantôt madame
Et lui-même, une vivante et vile antithèse,
Être amphibie, l'acteur de deux rôles :
Tête légère et cœur corrompu.
Fat à la toilette, flatteur au conseil.
Tantôt femme il se dandine, tantôt lord il se redresse.
Tentateur d'Ève, tel que nous le peignent les rabbins,
Un visage de chérubin, un corps de reptile,
Beauté qui choque, talents auxquels nul ne se fie,
Esprit qui rampe, orgueil qui lèche la poussière.

Ce portrait, quoique cruel, était tracé de main de maître, Hervey était en effet un composé de contrastes. Son éloquence à la tribune était pompeuse et guindée, tandis que dans un salon son esprit était remarquablement léger, mordant et naturel. Passionné, comme il l'était pour la politique, les intrigues de boudoir prenaient cependant dans sa vie une part aussi grande, pour le moins, que les débats du parlement. Brave, l'épée à la main, il devenait poltron lorsqu'il s'agissait de sa santé et s'astreignait, afin d'éviter des maladies, la plupart du temps imaginaires, à un régime auprès duquel la sobriété des chartreux paraissait de la sensualité. Le matin il écrivait ses mémoires, préparait ses discours, lisait les classiques dans leur langue ; le soir il mettait du rouge et des mouches, et, paré comme une petite-maîtresse, il allait faire les délices d'une ruelle ou d'un petit souper. Pope avait donc frappé juste. Hervey courba la tête et s'avoua vaincu. A tous égards d'ailleurs, la lutte n'était pas égale entre ce grand seigneur élégant et bel esprit, et Pope poëte de génie, mais bourgeois contrefait. Hervey devait trouver cet ennemi à la fois trop supérieur et trop inférieur à lui. Il s'aperçut, en outre, que, dans ce duel rimé, il compromettait sans profit son avenir d'homme d'État. Aussi tant que Walpole, son protecteur, vécut, Hervey parut insensible aux railleries de Pope, mais lorsqu'en 1742 la chute de son patron, et le délabrement de sa santé, l'eurent dégoûté

de la politique, il sentit se réveiller en lui et le goût de rimer et le besoin de se venger. Il recommença donc l'attaque dans une pièce de vers qui parut en 1744; mais Pope, dédaignant cette fois, les traits lancés par cette main débile, garda un silence méprisant qui mit fin à cette guerre poétique.

Un premier ministre, publiquement insulté dans une pièce de théâtre, un grand seigneur impunément bafoué dans une satire, ce sont là d'irrécusables preuves de l'indépendance absolue dont jouissait la littérature anglaise au dernier siècle. Pour montrer cependant toute l'étendue du rôle que jouaient les hommes de lettres anglais à cette époque, il nous reste encore à parler de la presse périodique. Nous verrons dans le prochain chapitre quel parti Bolingbroke, le rédacteur en chef du *Craftsman,* devait tirer de l'arme qu'il maniait alors avec une supériorité incontestée.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

1729 — 1733

Voyage du roi en Hanovre. — Cartel échangé entre George et le roi de Prusse. — Bolingbroke fonde le *Craftsman*. — Attaques violentes de cette feuille. — Manœuvres parlementaires de Walpole. — Il attaque Bolingbroke. — Windham lui répond. — Démission de lord Townsend. — Rupture entre les deux beaux frères. — L'opposition découragée. — Le *Craftsman* attaqué par Hervey. — Réponse de Pulteney. — Duel entre Hervey et Pulteney.

Il s'était déjà écoulé deux ans depuis l'avénement de George II, et ce prince n'avait pu encore visiter ses États de Hanovre. On sait combien était marquée la prédilection que les premiers Brunswick manifestaient pour cet électorat, souveraineté incontestée, possession paisible, refuge certain dans le cas où la révolution toujours menaçante, viendrait infliger aux usurpateurs la peine du talion. Le roi jugeant le moment favorable, résolut de partir, et confia, pour la durée de son absence, la régence à son épouse la reine Caroline. Le prince de Galles avait cependant atteint sa majorité, mais l'inimitié habituelle des pères et des fils dans la maison de Hanovre commençait à déchirer l'intérieur de George II.

Le roi et la reine reprochaient à leur fils une dissimulation hypocrite, une ambition impatiente, une prodigalité qui prenait moins sa source dans la générosité que dans le désordre, enfin une sorte d'affectation à s'entourer de tous ceux qui avaient mérité la disgrâce paternelle. Le prince, de son côté, se plaignait de l'avarice de son père : son apanage, disait-il, n'était ni suffisant, ni indépendant ; tout ce qu'il possédait, il le tenait de la générosité du roi ; et on savait quelle était la générosité de George. Il réclamait, en outre, le legs inscrit dans le testament que son père avait brûlé. A tous ces griefs, il devait bientôt en joindre un plus sensible, je veux parler de l'isolement et de l'impuissance où la jalousie paternelle allait le réduire. Le roi, sans écouter ces doléances, partit pour le Hanovre, laissant les rênes du gouvernement à Caroline, sous la surveillance de Walpole. George passa quatre mois dans sa capitale, jouissant avec ivresse de l'exercice incontesté d'une autorité absolue. Là, au moins, point de parlement, point d'opposition, pas de ministres imposés ; une cour servile, un peuple soumis, et *une armée* à faire manœuvrer !

Ce joujou royal lui causa du reste le seul embarras sérieux dont il eût à se plaindre pendant son séjour dans son électorat. Un décret du conseil aulique avait décidé que les troupes hanovriennes tiendraient garnison dans le Mecklembourg, concurremment avec un corps prussien. Des difficultés auxquelles donnèrent lieu la préséance des deux chefs de corps, le choix des garnisons et mille détails aussi insignifiants, amenèrent une brouille déclarée entre George et le roi de Prusse. Les choses allèrent même si loin, que l'électeur envoya, dit-on, un cartel en règle à son beau-frère[1] ; mais, selon l'usage de ces défis royaux, on ne put arriver à s'entendre sur les conditions du combat, et l'affaire n'eut pas d'autres conséquences qu'une de ces haines vigoureuses que les querelles entre parents peuvent seules engendrer. Au mois de septembre, l'électeur de Hanovre dut faire place au roi de la Grande-Bretagne, qui revint occuper son palais de Saint-James. Six semaines

[1] Lord Hervey.

après son retour, George II reçut l'agréable nouvelle, que la paix avec l'Espagne avait définitivement été signée à Séville [1].

Nous avons vu précédemment que toutes les conditions de ce traité étaient particulièrement avantageuses à l'Angleterre. Un seul point était resté indécis, la possession de Gibraltar. Le nom de cette place n'avait même pas été mentionné; chaque puissance réservait ses droits; mais il était évident que le *statu quo* était tout à l'avantage de la nation qui occupait, avec une nombreuse garnison, l'imprenable rocher. Cette omission était néanmoins le côté faible de la négociation, et ce fut sur ce terrain que l'opposition résolut d'attaquer le ministère. Bolingbroke, un moment étourdi par le choc violent que lui avait causé le triomphe de Walpole, n'avait pas tardé à reprendre courage; il avait renoué d'une main patiente le fil rompu de ses intrigues, il était parvenu à unir dans une nouvelle coalition toutes les nuances de l'opposition. En cette circonstance, Pulteney s'était montré son plus ferme auxiliaire. Ces deux ambitieux avaient fondé l'année précédente, un journal politique, intitulé : *the Craftsman*. Ils s'étaient adjoint comme collaborateurs, les écrivains les plus renommés du moment, car on sait que les gens de lettres appartenaient presque tous au parti de l'opposition. Cette feuille, rédigée avec un rare talent, n'avait pas tardé à se faire lire de l'Angleterre entière.

Chacun des actes du ministère était attaqué avec violence; les mesures les plus insignifiantes étaient présentées sous le jour le plus odieux. Les hommes au pouvoir, poursuivis jusque dans leur vie privée, se voyaient en butte tantôt à des attaques ouvertes, tantôt à des récriminations perfides, et lorsque la calomnie elle-même était impuissante, l'arme du ridicule venait à son aide, en sorte que nul ministre n'avait chance d'échapper aux traits acérés du *Craftsman*. Chaque *courtisan* avait son surnom moqueur. Walpole était, tantôt le recéleur Peachem, tantôt *Bob Booty* le filou émérite, si habile à se travestir. Townsend était affublé du nom d'un des autres voleurs de

[1] Coxe, *Walpole*.

cette satire célèbre, c'était Lockhit, l'associé de Peachem, le coquin attrabilaire qui se prend au collet avec son complice, parce qu'ils ne s'entendent pas sur la manière de partager le butin. Lord Hervey était nommé d'ordinaire lord Fanny, lorsqu'on lui faisait grâce du vers célèbre :

That mere white cheese of ass milk.

(Ce blanc fromage de lait d'ânesse.)

Grâce à ce mélange de plaisanteries, de sérieux, d'attaques personnelles, de hautes considérations politiques, ce recueil s'adressant à toutes les intelligences, flattant toutes les passions, était le journal le plus lu et le plus compté. Le ministère avait essayé de répondre au pamphlet par des pamphlets, mais cette tentative avait tourné contre lui. Les deux grandes erreurs politiques de Walpole étaient, en effet, son mépris affiché pour tout ce qui était littéraire et l'insurmontable jalousie qu'il éprouvait pour les hommes qui montraient un talent politique quelconque. Les hommes jeunes et capables, loin de se rattacher à Walpole, se jetaient donc au plus fort de la mêlée, afin de renverser l'obstacle perpétuellement debout entre eux et la fortune.

Le *Craftsman*, sous la direction de Bolingbroke et de Pulteney, prit le traité de Séville comme le point de départ des attaques destinées à renverser le ministère. Son langage devint de jour en jour plus amer et plus virulent, et le mois de juin 1730 fut choisi par l'opposition pour frapper un grand coup dans le parlement. L'Empereur, privé par les stipulations du traité de Séville, des subsides de l'Espagne, avait essayé de négocier à Londres un emprunt de dix millions de francs. Le ministère avait présenté aux chambres un bill destiné à mettre les puissances étrangères dans l'impossibilité de contracter un emprunt en Angleterre sans l'autorisation du roi et du conseil privé. Les orateurs de l'opposition attaquèrent le bill au nom de la liberté, et à ce propos ils passèrent en revue la conduite du gouvernement lors du traité conclu avec l'Espagne. Walpole prit la parole, et défendit avec talent la mesure qu'il proposait, et la

Digitized by Google

marche diplomatique qu'il avait suivie. Une importante majorité lui donna gain de cause. L'opposition ne fut pas néanmoins découragée. Cette attaque n'était qu'un ballon d'essai. Les ennemis de Walpole n'ignoraient pas que la paix était trop populaire pour qu'un parti, qui aurait pris la guerre pour drapeau, eût une chance sérieuse d'arriver au pouvoir en ce moment. Leur but avait donc été de jeter quelque inquiétude dans le public sur la manière dont le ministre comprenait l'honneur national. Il était un point plus important vers lequel tories, whigs, patriotes et jacobites, personnifiés par Carteret, Pulteney et sir William Windham, allaient diriger leurs plus vigoureuses attaques. L'éternel reproche adressé à Walpole était la corruption. « Vous ne cherchez pas à convaincre vos ennemis, lui disait-on, mais à les acheter. » Aussi, pour rendre impossible toute influence déloyale, M. Sandys, membre influent de l'opposition, vint, au nom de son parti, proposer à la chambre un bill, qui interdirait à tous les membres du parlement d'occuper un emploi relevant de la couronne, et de recevoir directement ou indirectement une pension quelconque. L'attaque était adroite. Si le ministère s'opposait à cette mesure (et l'intérêt de sa conservation l'obligeait à s'y opposer), les patriotes auraient beau jeu pour déclamer contre un pouvoir qui n'avait même pas la pudeur de ses vices. Si au contraire Walpole appuyait le bill, le succès de la motion était certain, et le ministère se verrait privé dorénavant de son arme la plus puissante. Quel que fût le parti que prendrait l'administration, l'opposition se croyait sûre de la majorité, car elle espérait que le respect humain attirerait dans ses rangs un grand nombre de ces whigs courtisans qui votaient d'ordinaire contre elle. Walpole se montra plus adroit que ses adversaires. Il savait, que lors même que le bill serait voté par les communes, le lords de la chambre haute le repousseraient infailliblement, car ils avaient un intérêt direct à conserver à leurs fils cadets, les ressources qu'ils puisaient dans les munificences du trésor. Aussi, à la grande stupéfaction de ses adversaires, le premier ministre se leva-t-il pour appuyer la motion, qui fut votée grâce à ce concours inattendu. Était-ce un échec, était-ce un succès? Telle était la question que s'adressait l'opposition. Il

était évident, sans doute, que le ministère n'avait accordé son appui, qu'hypocritement et à contre-cœur. Cependant, la faible majorité obtenue avec le concours même de Walpole, prouvait éloquemment la force du parti conservateur. Pulteney et Windham résolurent donc de tenter de nouveau la fortune sur un terrain où le ministère serait forcé de les combattre, et ils choisirent les fortifications de Dunkerque pour en faire une question de cabinet.

On se souvient qu'une des stipulations de la paix d'Utrecht était l'obligation imposée à la France de démolir, dans le plus bref délai, les travaux de défense élevés devant le nouveau port. Nous avions apporté, il faut en convenir, la plus grande négligence dans l'observation de cette clause, et tandis qu'on renversait à grand bruit quelques pierres, on se hâtait, à l'instar de Pénélope, de reconstruire secrètement le lendemain ce qu'on avait démoli ostensiblement la veille. A diveres reprises, cette infraction au traité avait été l'objet des réclamations énergiques du gouvernement anglais. Récemment encore, le cardinal Fleury avait promis de s'exécuter sans délai, mais le rapport exagéré d'un agent anglais envoyé par Bolingbroke, de son autorité privée, pour examiner l'état des travaux, était venu donner un démenti éclatant aux assurances du cardinal. On connaît la jalousie traditionnelle inspirée à nos voisins par les armements maritimes de la France. Bolingbroke espérait donc que le pays ne pardonnerait pas facilement à celui de ses ministres, qui aurait fermé volontairement les yeux sur un fait de cette nature.

A la lecture du rapport, la chambre, en effet, fut vivement émue, et elle vota à l'unanimité une adresse, dans laquelle elle suppliait le roi de vouloir bien communiquer au parlement toutes les pièces relatives à la destruction des fortifications du port de Dunkerque. George se rendit à cette demande, et les documents furent apportés. On les lut, on entendit les témoins, et sir William Windham proposa la motion suivante :

« Les faits qui résultent de l'instruction prouvent qu'il existe une violation manifeste des traités conclus entre les deux couronnes. » Avant que l'orateur fût monté à la tribune pour développer sa proposition, Walpole, usant d'un de ces biais à

l'aide desquels il savait si bien diriger à son gré les dispositions flottantes d'une assemblée, fit proposer, par un membre obscur de son parti, une adresse de remercîments au roi « pour l'attention qu'il prêtait aux intérêts de la nation, et dont il venait de donner une nouvelle preuve en réclamant si énergiquement auprès du gouvernement français, non-seulement la suspension des travaux commencés, mais encore la destruction définitive des ouvrages déjà existants. Le parlement exprimait toute la satisfaction que lui avaient causée l'active intervention de Sa Majesté, et les promesses solennelles par lesquelles le roi très-chrétien s'était engagé à obtempérer à cette demande. »

Cette motion imprévue rendait inutile la discussion de la proposition de Windham. Le débat fut long et animé. Walpole laissa les différents orateurs s'épuiser à plaider le pour et le contre, et lorsqu'il vit que l'attention de la chambre commençait à se lasser, et qu'on était arrivé à cette heure avancée des séances, où les esprits, ballottés en sens différents, sont impatients d'une solution, à cet instant décisif où le dernier qui parle, s'il a assez d'autorité ou de talent pour secouer cette torpeur générale, est sûr de faire pencher la balance en sa faveur, il prit la parole. « De quoi s'agissait-il dans ce débat? Etait-ce des fortifications de Dunkerque? il avait assez bonne opinion des deux côtés de l'assemblée, pour croire que l'unique pensée, l'unique règle de conduite, était l'honneur national. Whigs et tories désiraient également qu'on démolît Dunkerque, et les efforts du roi et de son ministère (on en avait la preuve sous les yeux) avaient certainement été dirigés en ce sens. Restait-il encore quelques réclamations à faire? personne ne le mettait en doute. Mais par quel moyen, sans rallumer la guerre, sans blesser la susceptibilité d'une fière nation, un ministre anglais pouvait-il atteindre ce but? En apportant dans la négociation un égal mélange de modération dans la forme, de fermeté dans le fond. La motion de sir William Windham avait-elle ce caractère? Il en doutait. Elle lui semblait plutôt de nature à renverser un ministère qu'une forteresse. Voulait-on changer le ministère? il fallait se rallier à sir William Windham; voulait-on détruire Dunkerque, il fallait voter l'adresse. En terminant, il ne pouvait s'empêcher

de faire remarquer que le trait lancé contre lui semblait partir d'une main cachée. « Il y a sous ces dehors de patriotisme une ambition haineuse et impatiente qui se déguise. Une ambition, mais quelle ambition ! celle d'un homme qui, quinze années auparavant, s'est honteusement enfui, chassé par l'indignation de l'Angleterre, d'un homme qui a été porter ses hommages aux pieds d'un prince exilé, qu'il n'a pas tardé à trahir, comme il avait déjà trahi sa patrie. »

Cette attaque habile, dirigée contre Bolingbroke, fit bondir sur son siége le chevaleresque Windham, le chef avoué des jacobites, mais en même temps l'ami de cour de Saint-John. Il prit la parole pour défendre l'absent. Il le fit avec un rare talent, une énergie peu commune. La dernière phrase de son discours fut une comparaison éloquente entre Walpole et Bolingbroke.

Walpole avait atteint son but ; la lutte une fois engagée de la sorte, le succès du ministère n'était pas douteux. Bolingbroke était l'objet de l'exécration du parti whig tout entier. En entendant l'audacieuse apologie de cet ennemi abhorré, la chambre presque tout entière se leva comme un seul homme, et une écrasante majorité vota l'adresse au roi.

Nous avons rapporté en détail cette séance, moins en raison de son importance, que de l'intéressant exemple qu'elle nous fournit de la tactique parlementaire habituelle à Walpole. Était-il même assuré du succès, jamais il ne heurtait de front ses adversaires, mais plein de ménagement pour toutes les susceptibilités, il prenait un habile détour, présentait la question sous un jour nouveau, accordait une concession insignifiante, tout en réservant le fond de ses idées, et ralliait ainsi ces esprits flottants, ces consciences hésitantes, auxquelles un compromis semble toujours une planche de salut.

Tel fut le secret de ces fortes majorité qui le soutinrent jusqu'à la fin. Avec un Protée semblable, un adversaire n'était jamais en repos. Au moment où il croyait le saisir, il le voyait s'échapper de ses mains. Cette habileté, au reste, ne fut pas particulière à Walpole. Il est remarquable de voir combien, de l'autre côté du détroit, il est difficile d'engager ce qu'on appelle une question de cabinet. En France, au contraire, au

Digitized by Google

temps du régime parlementaire, la susceptibilité particulière à notre nation, un sentiment du point d'honneur qui assimilait les luttes de la tribune à une rencontre entre particuliers, la *furia francese*, en un mot, faisait, du vote le plus insignifiant, une question de vie ou de mort pour le cabinet.

Si Walpole ne fut pas l'inventeur de cette tactique, il était au moins passé maître dans l'art de s'en servir. Ses adversaires découragés par leurs échecs successifs, se bornèrent durant le reste de la session à une opposition systématique, mais languissante.

Quelques jours après cette remarquable discussion, lord Townsend donna sa démission de secrétaire d'État, et annonça la ferme intention de renoncer pour toujours à la vie politique. Cette résolution n'étonna personne; on connaissait la mésintelligence qui existait entre lui et son beau-frère Walpole, et l'on prévoyait depuis longtemps que le moins habile de ces deux hommes d'État serait forcé de céder la place à son rival.

Le prétexte invoqué de part et d'autre pour expliquer cette hostilité réciproque, était la divergence des opinions relativement à la politique étrangère. Walpole se plaignait qu'on ne le consultât jamais quand il s'agissait de conclure un traité ou une alliance, et il prétendait avec raison, que la politique intérieure d'une nation est solidaire à trop d'égards de la politique extérieure, pour que le ministre chargé d'un de ces départements puisse agir contre l'opinion de son collègue. Townsend, de son côté, accusait Walpole de chercher sans cesse à empiéter sur ses attributions. « Cet homme veut tout monopoliser à son profit, disait-il; il ne regarde les autres ministres que comme des commis chargés d'exécuter ses ordres, il aspire en un mot au pouvoir absolu de premier ministre, situation anormale que ni la constitution, ni la volonté du roi, ni les obligations qu'il a contractées envers moi, ne doivent lui permettre d'atteindre. » Les deux ministres avaient donné récemment une preuve publique de ce défaut d'entente, dans la discussion qui avait eu lieu au sujet du bill de l'incapacité des fonctionnaires. Walpole s'était exprimé dans un sens, et Townsend dans un autre. La position d'un cabinet dont les deux principaux ministres différaient d'opinion sur une question grave, devenait à la fois

Digitized by Google

périlleuse et ridicule. Il fallait que le roi optât entre les beaux-frères; son choix ne pouvait être douteux, et lord Townsend dut se retirer.

Telle était la version officielle de la rupture; mais pour tous ceux qui ne s'arrêtaient pas à la surface et cherchaient à voir plus avant, il était clair que cette inimitié prenait sa source au plus profond du cœur de ces deux hommes. Dans l'exercice du pouvoir, Walpole ne souffrait pas de rival; Townsend ne supportait aucun maître. Tous deux se souvenaient trop de leur origine : Townsend avait fait la fortune de Walpole, c'était lui qui, lors de l'avénement de George Ier, avait généreusement offert à son beau-frère une des premières places du ministère. Ce service ne méritait-il pas une reconnaissance éternelle? Honnête et franc, mais haut et remarquablement colère, Townsend, dans le feu de ses emportements, rappelait souvent à son ancien collègue sa naissance obscure et l'appui auquel il devait sa grandeur. Un bienfait ainsi reproché est plus blessant qu'une injure; cependant, Walpole n'avait pas un caractère haineux ou susceptible et il n'eût pas tenu compte de ces récriminations si son beau-frère se fût contenté de les lui adresser en particulier, mais Townsend se plaignait à tout le monde et bien haut. Ces reproches, dans sa bouche, avaient une grande portée. Le roi éprouvait une amitié sincère pour le ministre, qu'il avait connu intimement lorsqu'il n'était encore que prince héréditaire de Hanovre. La ressemblance de leurs caractères les avait attachés l'un à l'autre, et dans les querelles des deux beaux-frères il était disposé d'ordinaire à donner raison à celui qu'il aimait le plus. L'ingratitude de Walpole le révoltait, et il ne cachait pas sa manière de voir à cet égard. De là un tiraillement constant dans l'expédition des affaires, et l'obligation fréquemment imposée à Walpole de faire d'importantes concessions. Or, autant ce ministre était souple dans la forme, autant il était entier dans les idées; il n'avait qu'une seule passion, celle du pouvoir, et tout ce qui lui faisait obstacle il fallait qu'il le brisât. Déjà il avait chassé Carteret, déjà il avait éloigné Pulteney, Townsend devait avoir le même sort. Longtemps, cependant, les prières de sa sœur, cette légère mais bonne Dorothée Walpole que nous avons vue, dans le premier chapitre,

terminer une existence orageuse par la conquête du morose Townsend, avaient réussi à maintenir une paix précaire entre son frère et son mari; mais, aussitôt après sa mort, l'éloignement qu'ils éprouvaient l'un pour l'autre devint une haine déclarée. Walpole attendit néanmoins avec sa prudence habituelle une occasion favorable pour exécuter ses projets, et dans l'intervalle, il supporta patiemment les boutades et les emportements de Townsend. Plusieurs scènes publiques avaient égayé la malignité des courtisans. Lord Mahon raconte qu'au commencement de 1730 une altercation des plus violentes eut lieu entre les frères ministres. Le théâtre de la querelle fut une maison appartenant au colonel Selwinn et située dans Cleveland-Squire; on avait discuté sur les affaires publiques, et, comme d'habitude, Townsend et Walpole s'étaient trouvés d'un avis opposé. Dans la chaleur de la discussion, sir Robert s'écria que les assertions de Townsend étaient fausses. Ce dernier, perdant patience, leva la main sur son beau-frère, et ces deux vieux amis, ces proches parents, se prirent au collet et tirèrent leurs épées. Mistress Selwinn cria au secours; les hommes présents à cette dispute s'interposèrent et parvinrent à grand'peine à les dissuader de se rendre immédiatement sur le terrain, comme ils en avaient l'intention [1].

C'était une altercation du même genre, mais suivie d'une réconciliation plus sincère, que le poëte Gay avait parodiée dans les *Beggars*. Walpole, sous le pseudonyme de Peachem, recéleur, se prend de querelle avec Lockhit, son associé.

LOCKHIT (*Townsend*). — Me parler ainsi à moi! Moi qui t'ai sauvé des galères! Par la sambleu [2]! (*Ils se prennent au collet*).

PEACHEM (*Walpole*). — Que je sois pendu si je ne délivre pas le monde d'un drôle de ton espèce.

LOCKHIT. — Cette main va faire l'office de la corde que tu mérites, et t'étrangler, chien!

[1] Lord Mahon, vol. II, p. 144.

[2] Allusion au procès criminel de Walpole. Townsend lui avait rendu à cette époque de grands services.

PEACHEM. — Frère, frère, nous sommes tous deux dans notre tort; nous perdrions trop à cette dispute, car vous savez que chacun de nous a dans les mains de quoi faire pendre l'autre. Ne soyez donc pas si colère.

LOCKHIT. — Ni vous si provoquant.

PEACHEM. — C'est notre intérêt mutuel; *c'est en vue de l'intérêt du monde* qu'il faut nous entendre. Si j'ai dit quelque chose qui puisse attaquer votre caractère, frère, je vous en demande pardon.

LOCKHIT. — Frère Peachem, je puis pardonner aussi bien qu'en vouloir; votre main, etc. [1].

On le voit, les allusions sont transparentes, et l'on se figurera aisément les rires et les applaudissements du public à la vue des deux voleurs ministres se prenant au collet, puis se réconciliant au nom de l'intérêt du monde.

La cour, elle-même, n'était pas à l'abri du spectacle affligeant de ces querelles, où Townsend était en général l'agresseur. Hervey nous en rapporte un intéressant exemple : « Avant » de commencer ce récit, nous dit-il, je dois prévenir le lec- » teur que sir Robert Walpole entretenait à cette époque la fille » d'un marchand, une jeune et jolie femme, nommée Molly » Skerret, et à laquelle on prétendait que le ministre avait donné » cinq mille livres sterling comme arrhes, sans parler de la pen- » sion qu'il lui faisait annuellement [2].

[1] *Beggars*, opéra, p. 36. British theater, vol. IX.

[2] Nous avons déjà parlé de cette dame dans le chapitre précédent. Nous devons ajouter seulement, pour la disculper de l'accusation de lord Hervey que lorsque lady Walpole mourut en 1737, sir Robert épousa sa maîtresse et lui reconnut par contrat de mariage une fortune personnelle (80,000 liv. st.; il n'est pas supposable que Molly eût mis une somme aussi considérable de côté, et il est infiniment plus probable qu'elle avait hérité de son père, qui passait pour très-riche. Dans le cours de leur liaison, les deux amants eurent une fille pour laquelle Walpole, lors de sa chute, sollicita et obtint une étrange faveur. Cette bâtarde reçut le rang de comtesse. Molly Skerret survécut peu à son mariage; elle mourut l'année suivante.

Digitized by Google

» Un soir, à Windsor, la reine ayant demandé à sir Robert » et à lord Townsend où ils avaient dîné ce jour-là, ce dernier » répondit qu'il sortait de chez lady Trevor; sur quoi sir Ro- » bert dit en souriant à Sa Majesté : Madame, depuis son veu- » vage, milord est devenu *coquet* (en français), et il a sans » doute quelques arrière-pensées sur la vertu de milady Trevor, » car son intimité dans cette famille a fait depuis quelque temps » de singuliers progrès. Je ne puis assigner aucune autre cause » à cette démarche.

« Ce qui rendait la raillerie de Walpole fort excusable, et » indigne de choquer la pruderie de ce lord, qui se vantait » volontiers de la chasteté de ses mœurs, c'était la figure de » lady Trevor. Car, sans parler de la sévérité de ses principes, » et de la haute considération dont elle jouissait, cette dame » avait bien l'extérieur le plus repoussant que la laideur natu- » relle, l'âge et la petite vérole pussent composer. Cependant » lord Townsend, affectant de prendre le reproche au pied de » la lettre, et confondant à dessein l'insinuation de Walpole, qui » ne s'adressait qu'à la cour toute politique que son beau-frère » faisait au mari, avec une accusation de projets coupables sur » la vertu de la femme, répondit avec la plus grande chaleur : » — Non, monsieur. je ne suis pas un de ces brillants gentils- » hommes qui trouvent qu'aucune époque de la vie, aucune » situation dans le monde, ne sont des préservatifs suffisants » contre la folie et l'immoralité, vices à peine excusables quand » la jeunesse et l'oisiveté vous rendent sujets à de semblables » tentations. Ce sont là des libertés, monsieur, que je suis loin, » je vous l'assure, de prendre ou d'approuver. Je n'ai ni une » constitution, ni une bourse capables de faire honneur à de » semblables habitudes, dans le cas même où ma conscience » pourrait s'en accommoder:

» En prononçant ces mots, sa voix tremblait, il était pâle, » la colère agitait convulsivement tous ses membres. Mais sir » Robert Walpole, toujours maître de lui, se contenta, pour » toute réponse de lui demander avec un sourire et d'un ton » de voix fort doux : — Quoi, milord, tout cela pour lady » Trevor !

» La reine était mal à son aise, et pour empêcher lord Town-

» send de reprendre et d'envenimer la querelle, elle se mit à » rire, et parla immédiatement d'autre chose [1]. »

On comprend qu'après des altercations semblables, les deux beaux-frères pussent difficilement continuer à faire partie du même ministère. Townsend se rendait bien compte de la nécessité où il était de céder la place à un rival plus populaire et plus puissant, mais il avait peine à détacher ses lèvres de la coupe enivrante du pouvoir. Walpole, de son côté, ne voulait pas brusquer le dénoûment ; il attendait qu'une raison politique vînt couvrir, aux yeux du public, l'odieux ou le ridicule d'une querelle de famille. Cette occasion désirée se présenta au mois de mai 1730. Townsend ayant eu quelques discussions avec son autre collègue, le duc de Newcastle secrètement poussé par Walpole, vint trouver le roi et lui demanda fièrement de choisir entre lui et Newcastle. Le roi, à l'instigation de la reine, donna raison à Newcastle, et Townsend, pris au mot, fut obligé de se retirer. L'intervention de Walpole, pour être cachée, n'en était pas moins évidente, mais il s'était épargné de la sorte, la honte de venir solliciter en personnelle renvoi de son bienfaiteur et de son beau-frère.

Townsend se conduisit noblement dans sa disgrâce. Sa réputation déjà inattaquable grandit encore, grâce à la dignité qu'il sut conserver dans son malheur. Loin d'imiter Pulteney, Carteret et Walpole lui-même, qui en perdant le pouvoir, passèrent brusquement dans les rangs de l'opposition, et attaquèrent sans pudeur, le lendemain, ce qu'ils avaient défendu la veille, Townsend, fidèle à son parti, mais craignant de se laisser emporter par son ressentiment, s'il continuait à siéger au parlement, se retira dans ses terres, où il oublia les soucis de la politique dans de modestes travaux champêtres. Il trouva moyen, dans sa retraite, de rendre encore des services à son pays. Ce fut lui qui importa d'Allemagne et introduisit le premier en Angleterre, la culture du turnéps. On eût, sans doute, bien étonné Walpole, si on lui eût appris que son beau-frère, disgracié et oublié, s'était rendu plus utile au royaume,

[1] Lord Hervey, *Mémoires*, vol. Ier.

en acclimatant cette modeste plante, que le premier ministre, que le puissant du jour, en concluant le traité de Séville, ou même en fondant la caisse de l'amortissement.

La démission de lord Townsend rendit Walpole maître incontesté du pouvoir. Au commencement de l'année 1731, l'opposition découragée ne fit que de faibles efforts pour s'opposer à la marche triomphante du ministère. La chambre des lords, ainsi que Walpole l'avait prévu, repoussa le bill de l'incapacité des fonctionnaires, et Bolingbroke renonçant à la lutte dans le parlement, se borna à répandre dans le *Craftsman* le fiel dont son âme était remplie. De ce côté, au moins, il était assuré du succès, car le public applaudissait avec enthousiasme ces diatribes passionnées qui satisfaisaient à la fois sa malignité naturelle et ses goûts littéraires. Le ministère ne pouvait pas cependant laisser sans réponse cet audacieux pamphlet, dont l'action faible, mais continue, lui semblait de nature à miner le gouvernement le plus solide, comme la goutte d'eau qui tombe sans cesse, ronge à la longue le rocher. Cependant les tristes productions des écrivains pensionnés par le pouvoir étaient incapables d'opérer un revirement dans l'opinion publique; il fallait donc s'adresser à un véritable homme de talent pour répondre à d'aussi redoutables adversaires. Hervey fut choisi pour cette mission, à laquelle son esprit satirique et sa plume exercée, le rendait particulièrement propre. Il consentit à se charger de ce périlleux emploi et publia une brochure anonyme intitulée :

La Sédition et la Diffamation dévoilées (ouvrage dédié aux patrons du *Craftsman*).

Cet écrit attaquait avec verve Pulteney et Bolingbroke. Le caractère de Pulteney était peint surtout avec les couleurs les plus noires que put broyer l'esprit de parti, son opposition était uniquement attribuée à l'ambition désappointée et au ressentiment personnel. Le coup porta juste. Le pamphlet fut dans toutes les mains, et pour la première fois, le public sembla prendre parti contre les ennemis du ministre. Mais c'étaient de rudes champions que Pulteney et que Bolingbroke, et ils ne devaient pas facilement céder la palme de l'injure et de la satire à un compétiteur si novice. L'émotion produite par la

brochure de lord Hervey n'était pas encore calmée, lorsque l'on vit paraître une réponse, sous le titre de *Réplique à un injurieux libelle intitulé la Sédition et la Diffamation dévoilées, lettre adressée à son auteur par Caleb Dauwers.*

Pulteney commençait, dans sa réponse, par tracer de sir Robert Walpole un portrait plus injurieux et plus mordant encore que celui que Hervey avait fait de lui. S'adressant ensuite à l'auteur du pamphlet, il le traitait du haut en bas, avec le mépris le plus insultant; enfin en terminant, il se reprochait à lui-même, sa violence envers un aussi méprisable adversaire, un être, disait-il, moitié homme et moitié femme !

Dans cette querelle avec Pulteney, comme dans le duel littéraire de Pope, la figure belle, mais efféminée de lord Hervey, faisait donc encore les principaux frais de la satire; mais l'effet de cette raillerie était immanquable. Le public riait, et le ridicule, le fardeau le plus écrasant sous lequel un hommme ait à se débattre, réduisait Hervey au silence. Quelle est l'éloquence, quelle est la vertu, quel est le talent qui peuvent trouver grâce à nos yeux, quand cette méprisable chose que l'on nomme le ridicule parvient à s'en emparer? Hervey qui connaissait d'autant mieux l'effet de ce poison, que nul n'était plus enclin ni plus habile que lui à l'administrer, comprit qu'il ne se relèverait point de la méprisante épithète de Pulteney. Il cessa la lutte et agit sagement, mais il voulut se venger de l'insulte l'épée à la main, et en cela il eut tort, car bien qu'il fût désigné, il n'était pas nommé, et se reconnaître dans un personnage ridicule, c'était redoubler l'hilarité du public. Un duel fut le couronnement de cette joute littéraire. Je laisse à un contemporain le soin d'en raconter les détails. Thomas Pelham, dans une lettre à lord Waldegrave, alors ambassadeur à Paris, parle en ces termes de cette rencontre :

« Londres, 28 janvier 1731.

» Lord Hervey écrivit une lettre à M. Pulteney pour lui demander s'il était l'auteur du dernier pamphlet intitulé : *Réponse*

à la Sédition et à la Diffamation dévoilées. Pulteney répondit qu'il ne satisferait lord Hervey à cet égard que lorsqu'il saurait si Sa Seigneurie était l'auteur de la *dédicace*. Lord Hervey lui fit dire que ce n'était pas lui, et M. Fox, qui portait le message, demanda à M. Pulteney quelle réponse il avait à faire de son côté, au sujet de l'écrit qu'on lui attribuait. M. Pulteney se contenta de dire, que puisque lord Hervey n'avait pas fait la dédicace, il se regardait comme satisfait. Mais Fox insistant pour qu'il s'expliquât franchement *sur la réponse*, M. Pulteney dit alors : « Que je sois ou non l'auteur de la réponse, vous pouvez informer lord Hervey que je suis prêt, dans quelque endroit ou de quelque façon qu'il plaira à Sa Seigneurie, de soutenir la vérité de tout ce que renferme cet écrit. » Vous pouvez vous imaginer sans peine que ce dernier message devint l'occasion d'un duel. En conséquence lundi dernier 25, entre trois et quatre heures, ils se rencontrèrent dans le haut de Saint-James-Park, derrière Arlington-street. Ils étaient accompagnés de leurs deux témoins, M. Fox et sir John Rushout. Les combattants furent tous deux blessés légèrement, mais M. Pulteney eut un moment tellement l'avantage sur lord Hervey, qu'il lui aurait infailliblement passé son épée au travers du corps, si son pied n'avait pas glissé, ce qui donna occasion aux témoins de les séparer. Sur quoi M. Pulteney embrassa lord Hervey, exprima beaucoup de regret de tout ce qui s'était passé et promit en même temps qu'à l'avenir il n'attaquerait plus jamais lord Hervey, ni en paroles ni par écrit. Lord Hervey s'inclina sans lui faire aucune réponse, *et c'est ainsi que finit l'entretien* » [1].

Il est étrange que lord Hervey, décidé comme il l'était à se battre, ait nié, au commencement de la querelle que ce fût lui qui avait composé le pamphlet *la Sédition*. Ce démenti ne peut s'expliquer que d'une façon, l'œuvre avait été collective. En effet, dans ses écrits postérieurs, Pulteney accusa toujours sir Robert Walpole d'avoir été le véritable auteur de cette brochure, et d'avoir lâchement permis à deux hommes de cœur de se couper la gorge pour un grief dont lui seul était coupable.

[1] Coxe, *Appendix*.

Digitized by Google

Ce reproche n'était pas absolument fondé ; car après la mort de lord Hervey, on a trouvé dans ses papiers l'indice certain que s'il n'avait pas été l'auteur du pamphlet, il en avait du moins été le collaborateur principal.

Ce duel eut un retentissement d'autant plus grand que tout l'odieux de la querelle retomba sur Walpole. Pulteney et Hervey, quoique divisés d'opinions, avaient entretenu jusqu'alors les relations les plus amicales. Pulteney était un des assidus du salon de la belle lady Hervey, qui l'accueillait avec une bienveillance marquée, et l'on accusa le ministre d'avoir eu une double vengeance à satisfaire en fomentant cette dispute. Vengeance d'homme politique d'une part, vengeance d'amoureux de l'autre. Car, nous dit lord Hervey lui-même, dans ses mémoires, de ce ton méprisant que prenaient les maris de cette époque lorsqu'il s'agissait de leur intérieur, sir Robert avait fait une cour infructueuse à lady Hervey [1].

Découragé par cette tentative qui avait tourné contre lui, le premier ministre renonça désormais à chercher un appui dans la presse. Pénétré de la maxime, qu'il vaut mieux avoir certains hommes pour ennemis que pour amis, et ne voyant dans chaque littérateur qu'un ambitieux qui ne consentirait à servir le pouvoir que pour arriver à la fortune et trahir plus tard ceux auxquels il devrait son élévation, Walpole se borna à consolider son influence à la cour et dans le parlement. A la cour, en flattant Caroline qui gouvernait son époux, dans le parlement en achetant ceux qu'il ne pouvait convaincre autrement. Il réussit également des deux côtés. Jamais sa faveur n'avait été plus grande, jamais son parti n'avait été plus compact ou plus nombreux. Durant tout le cours de l'année 1732, l'opposition, réduite à une guerre de chicanes et de tracasseries, ne causa aucun embarras sérieux au pouvoir. La session, une des plus courtes qu'on ait vues figurer dans les annales du parlement anglais, se passa presque tout entière à convaincre de malversation les directeurs d'une compagnie autorisée par l'État; et intitulée : « la Corporation charitable. » Cette affaire eût été du ressort ordinaire

[1] Lord Hervey, *Mémoirs*, vol. I. p. 128.

Digitized by Google

des tribunaux, si les principaux coupables n'eussent pas fait partie de la chambre, et n'eussent pas relevé, en cette qualité, de sa seule juridiction. Les discussions auxquelles l'enquête donna lieu, et le conflit de pouvoir que le procès engendra entre les lords et les communes n'offrant qu'un intérêt médiocre, nous reporterons les yeux sur l'année 1733, qui fournit des matériaux plus importants à l'histoire.

CHAPITRE IX

Année 1733. — Déclin de la faveur de lady Suffolk. — La reine la protége. — Le prince d'Orange. — Sa tournure ridicule. — Son arrivée en Angleterre. — Engouement du peuple anglais. — Froideur de la famille royale. — Mot de la duchesse de Marlborough. — Fêtes du mariage. — Tristesse de la reine. — Lord Hervey cherche à la consoler. — Impôts en Angleterre. — Projet de Walpole. — Accise générale. — Mécontentement du pays. — Lord Stair est député auprès de la reine. — Réponse de Caroline. — Fermeté du roi. — Walpole expose son projet aux communes. — Son discours. — Réponse de Barnard et de Pulteney. — Majorité du ministère. — Inquiétude de Walpole : il se décide à abandonner son projet de loi. — Pétition des marchands. — Séance orageuse. — Walpole court le risque d'être assassiné. — Hervey est élevé à la pairie.

Si nous nous attachions exclusivement à l'ordre chronologique des faits, nous devrions commencer le récit des principaux événements de cette année par le compte-rendu des importantes séances dans lesquelles le parlement discuta le projet d'une nouvelle assiette de l'impôt, l'*excise bill*. Mais il y a trop longtemps déjà que nous avons négligé le roi, la reine Caroline et leur entourage. Disons donc quels étaient les événements qui, en dehors de la politique, avaient marqué dans l'intérieur du monarque.

Deux sujets de conversation défrayaient d'ordinaire les

Digitized by Google

loisirs des familiers du palais. L'un était la défaveur où lady Suffolk tombait de jour en jour, l'autre était le mariage de la princesse Anne, fille aînée de Leurs Majestés. Lady Suffolk, en avançant en âge, ne pouvait racheter le déclin de sa beauté par les charmes de son esprit, car sa surdité croissante rendait fort pénibles les entretiens que l'on pouvait avoir avec elle, et George commençait à rougir de sa favorite, et à craindre que ses amours, au lieu de jeter un lustre éclatant sur sa royale personne, n'excitassent les risées du public. Lady Suffolk, obéissant plutôt, il est vrai, aux instances de son ami Bolingbroke qu'aux instigations de son ambition personnelle, avait essayé, à plusieurs reprises, d'exercer sur le roi l'influence qu'on lui supposait, et de peser d'un poids quelconque dans la balance politique. Mais tous ses efforts étaient restés stériles. La reine, dont c'était la seule vengeance, contrecarrait la favorite jusque dans le choix d'un majordome, et le roi adoptait invariablement chacune des idées de sa femme. Après deux ou trois tentatives infructueuses, lady Suffolk prit le parti du silence. Le bon sens, sa principale qualité, lui indiquait clairement que son rôle était fini, et qu'il lui fallait, à l'exemple des grands acteurs, se retirer de la scène, avant qu'un public ingrat n'accueillît par des huées celle qu'il applaudissait la veille. Cette perspective n'avait rien qui l'attristât. Lady Suffolk n'avait pas un goût prononcé pour sa position de favorite, et l'amabilité du roi n'était guère de nature à la réconcilier avec les ennuis de son rôle. George et sa maîtresse étaient donc également mécontents l'un de l'autre, et, chose singulière, le seul lien qui subsistât entre eux, était la reine. Caroline, après avoir passé sa vie à faire subir à la favorite toutes les tracasseries, tous les petits déboires [1] qu'une reine peut infliger à sa dame d'honneur, commençait à redouter sérieusement le renvoi de lady Suffolk, et usait de toute son influence pour retarder un dénoûment inévitable.

[1] On raconte qu'un des devoirs de la charge de dame de la chambre était d'apporter l'aiguière à la reine quand elle se lavait les mains. Caroline, faisant revivre un usage tombé en désuétude, exigea que lady Suffolk restât à genoux en tenant l'aiguière. Cette dame voulut d'abord s'y refuser, mais les précédents la condamnaient, il fallut céder.

La nature de ses craintes était facile à concevoir. George ne pouvait, ni ne voulait se passer de maîtresses, et qui pouvait dire jusqu'où s'étendrait l'empire qu'une jeune et jolie femme exercerait sur le vieux monarque? Lady Suffolk, au contraire, âgée, sourde, et discrète, était pour la reine une rivale peu dangereuse. L'intervention de Caroline, en cette circonstance, donna lieu aux scènes les plus plaisantes. On sait que George tenait sa femme au courant des moindres détails de ses intrigues amoureuses. « Je suis las de cette vieille sourde, » répétait-il souvent. La reine prenait aussitôt le parti de la favorite; elle vantait ses bonnes qualités, son attachement au roi, et parvenait de la sorte à détourner l'orage. L'influence qu'elle exerçait sur son mari était si complète que cette liaison se fût sans doute indéfiniment prolongée, si lady Suffolk n'avait pas été la première à vouloir rompre sa chaîne; l'année 1733 s'écoula cependant encore sans rien changer en apparence aux relations des deux amants.

Ce n'était qu'à l'oreille et bien bas que les courtisans s'entretenaient de la disgrâce prochaine de la favorite, et cherchaient, parmi les beautés de la cour, sur qui tomberait le choix de Sa Majesté. Le mariage de la princesse Anne offrait un sujet de conversation moins dangereux, car le roi venait d'adresser un message au parlement pour lui faire part de l'intention où il était d'unir sa fille aînée au prince d'Orange. C'était là une assez médiocre alliance pour la princesse royale. Guillaume, stathouder héréditaire de Frise et stathouder élu de Groningue et de Gueldre, était un fort petit potentat. La seule chance de grandeur véritable qu'il possédât, était d'être appelé un jour au stathouderat de Hollande. Mais le bas peuple seul appuyait les prétentions du jeune prince, et la violente opposition des bourgeois de la république rendait cette éventualité fort douteuse. Au point de vue de la fortune, le mariage n'était guère plus brillant. Le revenu de Guillaume ne s'élevait pas à plus de trois cent mille francs. Ajoutons encore que l'extérieur du jeune prince était loin de compenser ces désavantages. Sa taille, qui ne dépassait guère celle d'un nain, était aussi déformée que possible. Son visage, il est vrai, n'était pas laid, et sa physonomie était spirituelle, mais des in-

Digitized by Google

firmités d'un genre fort repoussant rendaient son approche peu agréable. Ces défauts physiques, que l'éclat du rang ou des richesses ne rachetaient nullement, n'avaient pas cependant ébranlé la résolution de la jeune princesse. La question, pour elle, n'était pas d'être plus ou moins bien mariée, mais de trouver un mari ou de rester fille. Les grandes maisons royales d'Europe contractaient rarement des alliances avec une famille usurpatrice et protestante. Le prince d'Orange, en dépit de sa figure et de sa pauvreté, avait donc été accueilli avec empressement. Le parlement, qui recherchait toutes les occasions d'unir plus étroitement l'Angleterre à la Hollande, se montra, de son côté, fort satisfait, et accorda un subside de deux millions qui devait servir à constituer une dot à la princesse. La reine, sur sa fortune personnelle, donna la même somme à sa fille, qui se trouva plus richement dotée qu'aucune des princesses du sang ne l'avait été jusqu'alors. Le mariage, décidé au mois de mars 1733, fut cependant retardé par les lenteurs ordinaires de George jusqu'au mois de novembre de la même année, époque à laquelle le prince d'Orange débarqua en Angleterre. A son arrivée à Londres, on le logea à Sommerset-house. Toutes les personnes de distinction, tous les grands seigneurs, même ceux qui n'allaient pas à la cour, vinrent le visiter à son hôtel. Le lendemain matin, il se rendit à Saint-James. Les rues étaient encombrées par la foule, et des acclamations enthousiastes retentissaient sur son passage. Cette ovation contrastait singulièrement avec le piètre équipage du prince ainsi acclamé. Un méchant carrosse, traîné seulement par deux chevaux, conduisait au palais le futur gendre du roi de la Grande-Bretagne. C'était à dessein que George II avait envoyé à son futur gendre cette modeste voiture de gala. Le roi voulait montrer de la sorte, la distance qui séparait un pauvre stathouder, du gendre d'un puissant monarque. Avant le mariage, le prince ne pouvait s'attendre qu'à des honneurs avarement accordés; après le mariage, au contraire, la nouvelle qualité conférée à Guillaume exigerait les hommages les plus grands et l'étiquette la plus scrupuleuse. Les canons de la Tour ne saluèrent pas le prince d'Orange à son passage; la garde ne présenta pas les armes à son arrivée, et l'on eut toutes les peines du monde à

Digitized by Google

persuader à George d'envoyer en son nom lord Hervey, afin de s'informer comment le prince avait passé sa première nuit à Sommerset-house. Guillaume ressentit vivement ce manque d'égards, mais froid et fin comme un Hollandais, il eut assez d'esprit pour s'en apercevoir et assez d'empire sur lui-même pour n'en témoigner aucun ressentiment.

Dès que lord Hervey fut revenu de son audience, la reine Caroline le fit appeler, et lui donna l'ordre de décrire sans aucun déguisement, l'*espèce d'animal qu'elle devait se préparer à recevoir*. Le lord déclara qu'elle ne trouverait pas son gendre aussi déplaisant qu'elle se l'imaginait. « Il ne faut pas que Votre Majesté s'attende à voir un Adonis, ajouta-t-il, sa tournure est aussi laide que sa physionomie est agréable. Ses manières sont nobles et prévenantes. Il ne semble nullement proccupé de sa figure, et son intelligence est de nature à faire oublier à ceux qui causent avec lui, ce que son extérieur peut avoir de déplaisant. La princesse, demanda lord Hervey, en terminant son récit, doit être dans une grande anxiété? — Vous vous trompez complétement, répondit la reine, elle est occupée dans son appartement à jouer de la harpe en compagnie de quelques musiciens de l'Opéra. Je ne l'ai jamais vue plus tranquille. Je n'ai pas cherché pour ma part à l'encourager à ce mariage, ni à l'en dissuader. Le roi l'a laissée absolument libre d'accepter ou de refuser, mais comme elle regarde le parti comme sortable, elle m'a déclaré que fût-ce un singe, elle l'épouserait. »

La princesse Anne n'avait pas, au reste, le droit de se montrer fort difficile. Elle était petite, grasse, et fortement marquée de petite vérole. Son esprit rachetait, disait-on, sa laideur, mais à cet égard, le prince d'Orange était loin de lui être inférieur.

L'entrevue des futurs époux eut lieu le lendemain ; leur attitude à tous deux fut remarquablement calme, aisée, et naturelle. Les yeux de toute la cour étaient fixés sur eux, et la malignité habituelle aux courtisans ne put trouver cependant le moindre reproche à leur faire. La cérémonie avait été fixée au lundi suivant, mais le dimanche au soir, le prince fut pris de la fièvre; la maladie fut longue et dangereuse, et tant qu'elle dura, aucun membre de la famille royale ne vint visiter le malade ;

le roi crut que ce serait déroger à sa dignité, et le prince de Galles suivit l'exemple de son père.

Le stathouder ne témoigna aucun ressentiment de ce nouvel affront, ne voulant pas rompre son mariage ; il eut le bon goût de garder le silence. Cette sage réserve ne fut pas imitée par sa suite qui se répandit en plaintes et en injures contre le roi et les Anglais. La princesse Anne, de son côté paraissait exercer sur ses sentiments un empire au moins égal à celui qui caractérisait son futur époux. On ne put remarquer aucune altération, ni dans ses traits, ni dans ses manières, depuis le jour où le prince d'Orange débarqua en Angleterre, jusqu'au jour où elle reçut la bénédiction nuptiale.

Lorsque Guillaume fut assez rétabli pour sortir de son appartement, il partit pour les eaux de Bath, où il séjourna un mois. Vers les premiers jours de mars il revint à Londres, en parfaite santé, et la cérémonie fut annoncée pour le quatorze du même mois. Le roi fit bâtir une galerie couverte qui partait de son appartement, faisait tout le tour de jardin du palais, et venait aboutir à la petite chapelle française où le service devait avoir lieu. Cette galerie gênait la vue des fenêtres de la duchesse de Marlborough ; la vieille fée indignée, qu'on osât lui manquer de respect à ce point, s'écria publiquement : « Ah çà, quand mon voisin George fera-t-il donc disparaître son horrible écorce d'Orange ? »

On ne tint pas compte de la mauvaise humeur de la duchesse, et la galerie n'en fut pas moins construite. Elle pouvait contenir deux milles personnes, les plus riches tentures recouvraient les murailles, et des centaines de lustres étaient disposés pour une illumidation splendide. Le jour de la cérémonie arrivé, on se réunit au palais, à sept heures du soir. Le futur époux, accompagné de tous les courtisans, se tenait, en attendant le défilé, dans le salon principal ; la mariée, entourée de toutes les dames, avait été placée dans la salle du grand conseil, et le roi, ainsi que la reine et leurs enfants, étaient restés dans le petit salon de réception. Le prince d'Orange n'avait rien négligé pour déployer en cette circonstance une magnificence digne de son rang ; tous les seigneurs qui faisaient partie de sa suite étaient richement vêtus d'habits brodés en or et en argent.

Digitized by Google

Les bijoux offerts à la princesse avaient, dit-on, une valeur prodigieuse; on remarquait, entre autres, une rivière dont les diamants étaient si gros, que vingt-deux brillants suffisaient à faire le tour du cou.

George, de son côté, s'était entouré d'un faste véritablement royal; son attitude, pendant la cérémonie, fut convenable et digne, la mère et les sœurs de la mariée pleuraient à chaudes larmes. Cette cérémonie, nous dit lord Hervey, avait plutôt l'air du sacrifice d'Iphigénie que d'un mariage.

L'extérieur du prince d'Orange, pendant la procession, parut moins ridicule qu'on ne s'y était attendu, une longue perruque flottait sur ses épaules et cachait la difformité de sa taille; et comme un visage fort agréable était la partie la plus visible de sa personne, l'impression du public, toujours séduit par les apparences, lui fut, en réalité, extrêmement favorable.

« Il n'en fut pas de même, hélas, lorsqu'il se fut déshabillé » et qu'il vint en bonnet et en chemise de nuit, se coucher » dans le lit nuptial [1], si quelque chose pouvait être plus ridicule » que la tournure du marié, c'étaient les figures stupéfaites et » allongées des assistants. Grâce à la coupe de sa chemise » brodée et à la rotondité de son dos, on eût cru en l'apercevant par derrière qu'il n'avait pas de tête et en l'examinant » par devant qu'il n'avait pas de jambes. La reine s'entretenant » le lendemain de la cérémonie avec lord Hervey, et venant à » faire mention du dernier acte de cette tragi-comédie, s'écria » avec une désolation comique : Ah! mon Dieu [2]! quand je » voyais entrer ce monstre pour passer la nuit avec ma fille, » j'ai pensé m'évanouir. Je chancelais auparavant; mais ce coup » m'a assommée. Dites-moi, milord Hervey, avez-vous bien » remarqué et considéré ce monstre en ce moment? Et n'avez-» vous pas pitié de la pauvre Anne, bon Dieu? c'est trop *sotte* » en moi, mais j'en pleure encore [3]. »

[1] On se souvient que pendant le dix-septième et la plus grande partie du dix-huitième siècle, l'usage était d'assister au coucher des mariés.

[2] Ces paroles sont en français dans le texte des mémoires de lord Hervey. Nous avons scrupuleusement respecté les germanismes de la reine.

[3] Mémoires de Hervey.

Lord Hervey, fort embarrassé, se répandit en généralités. « Vous le savez, madame, dit-il, au bout de six mois, tout le monde se ressemble ; la figure d'un mari, comme la vue de l'endroit que l'on habite, nous devient si familière, que nous finissons par la regarder pour ainsi dire machinalement, sans nous attacher ni aux beautés ni aux difformités qui frapperaient un étranger.

» — On peut devenir aveugle et je crois qu'effectivement on le devient à la longue, répondit la reine, mais tant qu'on y voit clair, mon cher lord, cela fait une grande différence. »

La princesse d'Orange ne parut pas cependant partager l'impression de sa mère à l'égard de son mari. Aussitôt après le mariage, on remarqua avec surprise les attentions, les soins et les recherches d'amabilité qu'elle prodiguait à cet époux bossu, tandis que lui, restait froid et semblait être le seul à ne pas s'étonner de cet attachement singulier.

Il fallait cependant que le stathouder exerçât un charme puissant sur tous ceux qui l'approchaient, car, en dépit de sa fâcheuse tournure, il devint en peu de temps l'idole du public anglais. A peine se montrait-il dans la rue que la foule se rassemblait et l'acclamait avec enthousiasme. Tous les partis, même les jacobites, s'entendirent dans le parlement pour voter à l'unanimité un bill qui lui accordait la qualité d'Anglais. Aussitôt que le parterre l'apercevait dans sa loge à l'Opéra, il se levait comme un seul homme, tandis que pour le roi ou le prince de Galles, il se montrait d'ordinaire fort avare de cette marque de respect. Nul n'est prophète dans son pays, dit le proverbe ; le prince d'Orange, si apprécié en Angleterre, était un objet de répulsion et d'effroi pour le bourgeois hollandais ; mais cette hostilité même prouvait à quel point le jeune prince savait facilement se créer des partisans. Les classes gouvernantes en Hollande ne se montraient, en effet, aussi défavorable au jeune stathouder de Groningue, qu'en raison de la vive terreur que leur inspirait la popularité dont il jouissait parmi le bas peuple. Le grand pensionnaire poussa même ces appréhensions si loin, qu'il fit donner l'ordre au ministre de la République de prier le prince d'Orange de ne pas traverser la Hollande lorsqu'il retournerait dans ses États.

Digitized by Google

George, d'abord satisfait du bon accueil fait par l'Angleterre à son gendre, ne tarda pas à trouver ces démonstrations blessantes et inquiétantes à la fois. Il lui était d'autant moins facile de se faire illusion à cet égard que la foule, en toute occasion, prenait soin de marquer la différence qu'elle établissait entre le beau-père et le gendre. Lors des cérémonies publiques, lorsque les deux carrosses se suivaient, le premier passait sans être salué du moindre cri, à peine le bourgeois touchait-il son chapeau du bout du doigt ; mais aussitôt qu'on apercevait la livrée de la maison d'Orange, cris et applaudissements éclataient, tous les bonnets sautaient en l'air, toutes les têtes s'inclinaient avec un joyeux respect.

Ces marques, peu équivoques, de la défaveur où le roi était tombé, et de la sympathie grandissante qui s'attachait au stathouder, auraient donné à réfléchir à un prince moins méfiant que ne l'était George II. Il était difficile, en effet, à un souverain de la Grande-Bretagne, d'oublier que, dans ce pays, un gendre avait chassé son beau-père du trône, et que ce gendre s'appelait le prince d'Orange.

Le roi se montra donc fort empressé de se débarrasser de ce dangereux visiteur, et on lui fit entendre que son séjour se prolongeait plus qu'il n'était nécessaire.

Le départ du prince et de son épouse n'eut lieu que dans le courant de 1734. Il est temps de revenir sur nos pas, et de raconter les vives émotions soulevées dans le pays au commencement de l'année précédente, par un projet ministériel, consistant à remplacer l'impôt foncier par l'impôt indirect.

Ce n'était pas sous cette forme absolue et brutale que Walpole avait présenté son bill ; loin de là, n'abordant la question que par un seul côté, il avait annoncé cette réforme comme ne devant s'appliquer qu'aux impôts du tabac et du vin. Mais la clairvoyance de l'opposition ne s'était pas montrée inférieure à la dextérité du ministre, le *Craftsman*, ainsi que les autres journaux, mit tant de zèle à ne pas laisser l'opinion publique prendre le change sur les intentions du ministre, que le débat engagé sur cet étroit terrain, prit bientôt les proportions qu'il aurait dû avoir, si le gouvernement avait apporté plus de franchise dans l'énonciation de sa proposition.

Digitized by Google

Quelques mots d'explication sont nécessaires.

Trois sortes d'impôts étaient en usage en Angleterre à cette époque : l'impôt foncier fixé à deux schellings par livre sterling, les droits de douane et les impôts indirects nommés accise.

Le revenu total que l'État tirait de ces trois branches de revenu s'élevait à 145 millions environ pour l'État, et à 20 millions pour le souverain. L'accise rapportait 80 millions, les douanes 60 millions; restaient 25 millions pour l'impôt foncier. Quelque raisonnable que nous semble cette dernière taxe, les propriétaires et les fermiers la trouvaient cependant écrasante, et Walpole cherchait, par tous les moyens, à soulager une classe de contribuables qui disposait presqu'en totalité des voix du corps électoral. Déjà, au commencement de cette année, le premier ministre avait fait une coupable concession à cette recherche de la popularité. Walpole, l'inventeur de l'amortissement, avait sollicité et obtenu des chambres un bill qui l'autorisait à distraire la plus grande partie de ces fonds et à l'appliquer au service courant. C'était grâce à cette ressource qu'il avait pu dégrever d'un schelling par livre sterling la propriété foncière. La chambre, composée presque entièrement de grands propriétaires, avait voté cette loi avec enthousiasme, sans songer au dangereux précédent qu'elle établissait de la sorte. Enhardi par ce premier succès, le ministre avait inventé un plan financier, à l'aide duquel il espérait supprimer entièrement les impôts fonciers sans grever le pays d'une nouvelle taxe.

Voici les moyens qu'il comptait employer pour arriver à son but.

Les droits de douane sont, nul ne l'ignore, un impôt gênant pour le commerce et d'une rentrée singulièrement difficile. A l'époque dont nous parlons, la contrebande, fortement organisée et des plus actives, déjouait tous les efforts des douaniers. En outre, la mauvaise foi des commerçants et la corruption des agents du gouvernement contribuait à diminuer les ressources, déjà fort affaiblies, que l'État pouvait tirer des denrées qui avaient, en apparence, payé la taxe. Walpole eut la pensée hardie de supprimer d'un seul coup toutes les douanes, et de

faire, selon sa propre expression, un port franc de l'Angleterre tout entière. Mais, pour ne pas diminuer le revenu public, les denrées, ainsi introduites en franchise, seraient soumises, à l'intérieur, à un droit de consommation, à une accise. Ce droit, sans être plus élevé que celui d'entrée, supprimait la contrebande ou la fraude, et devait rapporter au gouvernement le double de ce qu'il donnait précédemment.

Ce plan ne rencontra qu'un seul obstacle; mais il était insurmontable. L'Angleterre avait horreur de l'accise. Cette taxe odieuse dans tous les temps, et que les nécessités seules de la guerre avaient pu faire supporter, n'avait jamais été considérée que comme une ressource temporaire. Dans le langage financier un impôt provisoire est un mot vide de sens : la taxe de guerre avait donc survécu à la paix d'Utrecht. Le temps ou l'habitude n'affaiblissaient pas néanmoins l'horreur du peuple anglais pour cet impôt, et l'on conçoit à quel point le projet d'une accise générale devait soulever le pays.

Au premier abord, cette antipathie paraît peu raisonnable et l'on se demande pourquoi le contribuable se refusait à acquitter un impôt qu'il eût payé volontiers sous une autre forme; mais le mode de perception de cette taxe nous fera comprendre la préférence des Anglais à cet égard. Un propriétaire ou un fermier connaissait à l'avance le taux fixe des impositions de sa terre, et il savait en outre que, s'il se refusait au payement, ni visites domiciliaires ni prison pour dettes ne viendraient le punir de sa négligence. La créance de l'État passant avant toutes les autres, nécessitait, il est vrai, l'expropriation; mais, par sa nature même, le gage étant toujours plus fort que la dette, n'entraînait pas la contrainte par corps. Il n'en était pas de même lorsqu'il s'agissait de percevoir un impôt indirect. Les officiers de l'accise, c'est ainsi que se nommaient les employés chargés des vérifications et des recouvrements, avaient le droit de pénétrer dans le domicile de tout particulier détenteur de la denrée imposée. Le *home*, cet asile inviolable du citoyen, le *home*, que le créancier ordinaire était tenu de respecter, devait s'ouvrir devant l'huissier royal. Ce motif (il n'y en avait pas d'autre) avait rendu ce genre de taxe odieux aux Anglais. Le même homme qui payait sans

Digitized by Google

murmurer l'impôt écrasant de quatre schellings par livre, se révoltait lorsqu'il voyait l'officier de l'accise venir frapper à sa porte. Tous les économistes réunis lui auraient en vain démontré la supériorité de ce système, il préférait payer plus cher, mais à sa guise. L'erreur de Walpole fut de se croire assez fort pour surmonter cette antipathie déraisonnable, et la suite lui montra qu'il se trompait.

Cependant Walpole, toujours engoué de son projet, avait déjà essayé, l'année précédente, de sonder l'opinion publique. en se faisant accorder par les chambres un bill destiné à rétablir l'impôt sur le sel, aboli en 1729. Dans la discussion qui eut lieu à ce sujet, Walpole, poussé à bout par ses adversaires, et oubliant cette fois sa prudence habituelle, s'écria dans la chaleur de l'improvisation : « L'accise n'est qu'un mot. C'est une expression dont on se sert pour désigner un mode d'impôt usité dans tous les temps; et, puisque vous m'y forcez, je vous avouerai que je regarde la méthode actuelle de lever les impôts comme infiniment plus vexatoire pour le commerce, plus incommode et plus coûteuse que l'accise. Je ne vois pas pourquoi l'on serait effrayé par ce mot *accise générale*. Ce serait, sans les augmenter, choisir parmi les différents impôts celui qui pèserait le moins sur les contribuables. »

L'aveu était imprudent et fut soigneusement recueillli par les adversaires du ministre; aussi, lorsqu'un bruit vague se répandit dans le public que Walpole allait proposer un plan financier d'une grande importance, lorsqu'on vit paraître quelques brochures destinées à préparer et à éclairer les esprits, le *Craftsman*, la sentinelle avancée de l'opposition, jeta un cri d'alarme.

Bientôt ses colonnes ne furent plus remplies que d'avertissements au pays, de sombres prophéties, de peintures effrayantes des maux qu'engendrerait le monstrueux projet du ministère; l'agitation qui partait d'en haut ne tarda pas à descendre dans les masses.

« On veut nous ruiner, nous égorger; le roi cache sous ce projet de réforme un plan concerté avec Walpole pour se rendre absolu, et l'armée des employés du fisc commencera

par nous dépouiller de nos biens, et finira par nous arracher nos libertés [1]. »

Cette inquiétude populaire, d'abord vague et intermittente, prit bientôt plus de consistance quand, au commencement de 1733, le discours de la couronne exprima l'espoir que le parlement, dans les délibérations ainsi que dans les lois relatives au budget de l'année et à la distribution des revenus publics, prendrait les mesures propres à assurer le bien-être présent et futur de ses constituants [2]. Le passage de ce discours, tout mesuré, tout sage qu'il était, parut l'indice évident des intentions du ministre. L'opposition, forte cette fois du sentiment national, exigea qu'on introduisît dans l'adresse, à la suite de la phrase ministérielle : *Nous lèverons les impots qui sont de nature à assurer le bien-être présent et futur des sujets du roi*, ce correctif important, *et qui sont compatibles avec les intérêts de notre commerce et la liberté de notre pays* [3].

Walpole ne chercha pas à s'opposer à cet amendement; il réservait toutes ses forces pour le grand coup qu'il voulait frapper. Mais l'opposition, ne se contentant pas de cette facile victoire, semblait impatiente d'entamer une lutte qui devait, cette fois, être un triomphe.

Chaque jour elle harcelait le ministre, chaque jour elle insistait pour qu'on voulût bien, enfin, révéler ce fameux projet qui tenait tout le pays en suspens.

Dans la séance du 15 février, la chambre fut appelée à voter sur une prorogation de quinze jours proposée par le ministère. Sir John Barnard commença l'attaque contre Walpole : « Je ne m'oppose pas à la prorogation de la chambre, dit-il, mais on parle d'un certain bill qui va prochainement être mis sous nos yeux, et je désire que lorsque le parlement se réunira de nouveau, on veuille bien enfin nous en faire part. Il y a longtemps que nous attendons ce fameux projet, grâce auquel la félicité la plus complète va régner sur ce pays; nous l'attendons depuis le commencement de la session. Je ne sais s'il aurait subi depuis

[1] *Memoirs of Hervey*, vol. I.
[2] *Parliamentary history*.
[3] Coxe, *Walpole*, p. 74.

peu quelques changements, mais j'espère qu'on ne l'ajournera pas jusqu'à l'époque où les membres, fatigués des travaux de l'année, sont impatients de vaquer à leurs propres affaires, et de goûter, dans leurs terres, un repos réparateur [1].

Walpole, poussé dans ses derniers retranchements, se décida à répondre. « Il est certain, dit-il, qu'il existe un projet que je compte vous soumettre sous peu. Je n'ai pas encore irrévocablement arrêté la forme que je désire lui donner, mais si la chambre s'ajourne à quinzaine, j'espère pouvoir à cette époque satisfaire à l'impatience de l'assemblée. Je ne désire pas, je n'ai jamais désiré surprendre la chambre en quoi que ce soit ; je n'ai jamais, Dieu merci, usé des misérables expédients dont parle l'honorable préopinant. A l'égard du changement qu'on me reproche d'avoir introduit dans mon plan primitif, je n'ai pas, que je sache, à en rougir. Je ne me suis jamais cru assez sage pour n'avoir pas besoin d'assistance, et j'ai dû modifier, d'après l'opinion de mes collègues, certaines dispositions du projet de loi. S'il est possible de trouver un expédient qui supprime les fautes commises journellement dans la perception des revenus publics, l'auteur d'un pareil projet me semble mériter, non la censure, mais la reconnaissance du pays et des commerçants honnêtes. »

Sir John Barnard, un des principaux marchands de la cité, l'orateur populaire qui représentait la haute bourgeoisie à la chambre, profita de la dernière phrase du ministre pour faire un appel au patriotisme de l'assemblée. « Voici donc, s'écria-t-il, la question enfin posée; une réforme dans notre système de douanes, une manière nouvelle de détruire la contrebande et les malversations. Pour ma part, je ne me suis jamais rendu coupable d'aucun méfait semblable, je parle donc contre mes intérêts quand j'ai l'air de m'opposer à un moyen efficace de prévenir la fraude. Mais je ne mettrai jamais mon intérêt particulier en balance avec les intérêts et le bonheur de mon pays; j'aimerais mieux mendier mon pain de porte en porte et voir ma patrie florissante, que d'être le premier sujet du royaume,

[1] Coxe, vol. III, page 80.

et d'assister à la décadence de notre commerce, à l'esclavage et à l'oppression de l'Angleterre [1]. »

Ces phrases pompeuses, empreintes d'un patriotisme banal et déclamatoire, produisirent cependant l'effet que sir John Barnard en attendait; des applaudissements partis de tous les coins de la salle couvrirent ses paroles. Lorsque le calme se fut rétabli, on mit aux voix la proposition d'ajournement, et elle fut votée à la presque unanimité. Chaque parti croyant ce délai nécessaire pour se préparer à soutenir dignement la grande lutte qui allait avoir lieu, ces quinze jours de grâce furent activement employés par les partisans comme par les ennemis du ministre, à *éclairer* l'opinion publique, à faire agir les influences occultes, à recruter des partisans, à réchauffer les tièdes, à aiguiser, en un mot, pour l'heure du combat, toutes les armes parlementaires. Une fièvre générale s'était emparée de Londres, de fréquents attroupements encombraient les rues populeuses, des orateurs improvisés discutaient ou plutôt invectivaient la nouvelle loi, car le sentiment général était hostile à l'accise, et trois grognements de la foule irritée venaient, selon l'usage traditionnel, acclamer les injures dont l'orateur avait accablé et Walpole et la cour. Dans un pays aussi révolutionnaire que l'Angleterre passait alors pour l'être, ces symptômes de mécontentement populaire ne pouvaient manquer d'inspirer une vive terreur à George. Lord Hervey, son confident intime, était fréquemment envoyé *aux nouvelles*, et ses rapports ne rassérénaient guère le front soucieux du roi. George, cependant, avec sa ténacité naturelle, s'irritait, mais ne chancelait pas dans ses résolutions. Walpole avait eu l'habileté de faire du monarque un partisan de l'accise, plus enthousiaste encore que son auteur lui-même, et cela par un moyen bien simple. Le roi avait un droit proportionnel d'un huitième sur tous les impôts de cette nature. La mesure financière qui eût réussi à quintupler le produit de la taxe sur le vin ou le tabac, quintuplait par cela même le bénéfice que le roi en retirait. L'on sait quelle était l'avarice de

[1] Coxe, vol. III, p. 80. *Parliamentary history.*

George, on peut donc se faire facilement idée de l'importance qu'il attachait à la réussite du projet de loi. Il faut ajouter cependant, pour l'honneur du monarque, que Walpole avait fait luire un autre avantage à ses yeux. Grâce à l'augmentation de revenu qui devait résulter pour le budget de la substitution de l'accise au droit d'entrée, il devenait facile de dégrever de moitié l'impôt foncier, et le ministre disait, avec raison, qu'un résultat pareil, obtenu sans la compensation ordinaire d'une taxe nouvelle destinée à combler le déficit, suffirait à immortaliser le règne du souverain qui aurait eu, à la fois, et cette heureuse pensée, et la fermeté nécessaire à sa réalisation. George, ou plutôt Caroline, étant entrée à cet égard dans les idées de Walpole, ils avaient vivement pris à cœur le projet de l'habile financier, et étaient résolus à ne céder qu'à la dernière extrémité.

Les esprits sages, cependant, avaient peine à se persuader que pour une misérable question financière, un souverain aussi mal assis que George II, pût se complaire longtemps à exciter de la sorte les passions populaires, et ils pensèrent qu'on parviendrait peut-être à détourner le roi de son projet, en lui envoyant une députation composée de *Hanovriens* bien connus, qui viendraient se jeter à ses genoux, et le supplier de ne pas compromettre sa couronne *en s'opposant, sans utilité*, aux vœux unanimes de son peuple. Comme on savait, en outre, que la reine exerçait une action toute-puissante sur l'esprit de son époux, ce fut par elle que l'on résolut de commencer. Lord Stair, ce lieutenant estimé de Marlborough, ce hautain ambassadeur, qui avait si habilement résisté au grand roi et captivé le régent, ce whig d'ancienne date et de réputation intacte, fut choisi pour remplir cette mission délicate. Il trouva la reine dans une disposition d'esprit peu favorable. Caroline était vivement aigrie par les calomnies répandues journellement sur son compte par les journaux de l'opposition, qui attaquaient à la fois, et son caractère, et ses défauts physiques, et les motifs de sa condescendance pour le roi; tout ennemi de Walpole lui paraissait donc un disciple de Bolingbroke ou de Pulteney, ces insolents pamphlétaires qui ne respectaient en elle ni la femme ni la reine. Lord Stair commença, sous une forme tant soit peu

pompeuse et hautaine, à faire quelques observations à la reine sur l'empire que cet homme (Walpole) avait pris sur l'esprit de Leurs Majestés. Il peignit, sous les couleurs les plus noires, l'excitation de la population; il laissa entrevoir qu'une révolution pourrait être la conséquence de cette attaque hardie à ce qui était le plus sacré chez cette nation, la liberté individuelle. « Je ne puis, madame, assez m'étonner que le ministre de votre choix ait osé entraîner le roi dans une entreprise aussi périlleuse; mais il faut sans doute que le prestige qu'il exerce soit bien grand, puisqu'il a eu le talent de réconcilier Votre Majesté avec ses deux plus mortels ennemis: lord Isla et le duc d'Argyle, avec les deux hommes qui ont cherché à lui aliéner à tout jamais le cœur du roi, et qui n'ont pas rougi de conseiller à leur maître de s'attacher à lady Suffolk [1]. »

La reine interrompant brusquement l'orateur, le pria de vouloir bien ne pas mêler des querelles de ménage à la politique, et de se souvenir qu'il parlait des serviteurs du roi, à la femme du roi.

Lord Stair, quelque peu troublé par la sécheresse de cette réponse, se hâta d'exprimer le regret le plus profond pour l'offense involontaire dont il s'était rendu coupable; il savait qu'il avait à remplir une mission pénible, mais il avait cru devoir obéir à l'impérieuse voix de sa conscience.

« *Ah! milord, ne me parlez pas de conscience, vous me faites évanouir* [2]! s'écria la reine, perdant patience; me prenez-vous pour un enfant? pensez-vous que je croie ce bill aussi mauvais qu'il vous plaît de le représenter? me jugez-vous assez sotte pour ajouter la moindre croyance aux prétendus motifs qui vous font agir? Vous vous êtes permis, milord, de me parler avec une telle franchise que vous ne serez pas étonné, sans doute, que j'use de la même liberté à votre égard. Sachez que je ne suis ni ébranlée par vos menaces, ni abusée par vos protesta-

[1] On se souvient que ce furent ces deux frères qui recueillirent mistress Howard dans leur maison lorsqu'elle était poursuivie et menacée par son mari.

[2] Ces paroles furent dites en français. Qu'on n'oublie pas que le roi et la reine parlaient, en général, français à leur cour.

tions. Vous rappelez-vous le bill de la pairie écossaise? Qui donc trahit les intérêts de ses commettants? Qui donc empêcha à tout jamais ceux qui l'avaient député au parlement de représenter à leur tour la pairie écossaise? Les pairs Anglais qui ont voté cette loi sont coupables, sans doute, de tyrannie; mais les lords écossais qui se sont associés à ce vote sont coupables de trahison [1]. Si vous avez été un de ces seize traîtres, votre propre mémoire, je pense, pourra vous le rappeler sans l'assistance de la mienne. Me parler en patriote comme vous venez de le faire, c'est me prêter à rire; vous savez bien votre leçon, mais il est fort aisé de savoir où vous l'avez apprise; votre système politique, vous l'empruntez au *Craftsman*; vos sentiments envers nous, à lord Bolingbroke ou à lord Carteret. Vous pouvez leur dire, si vous le jugez à propos, que je les connais depuis longtemps pour les deux hommes de talent les plus misérables de ce pays. Du reste, mon bon lord, en ma qualité d'ancienne connaissance, les meilleurs conseils que je puisse vous donner sont ceux-ci : Si vous êtes l'ami du roi, détachez-vous de ses ennemis; si vous êtes l'ami de la vérité, mettez-vous en garde contre les influences qui ont agi sur vous dans ces derniers temps; si vous êtes l'ami de notre famille, ne cabalez pas avec ceux qui regardent notre cour ou celle des jacobites avec un égal dédain, tout prêts à se rattacher à celle dont ils espèrent tirer le plus de profit. »

Lord Stair ne répondit que quelques mots embarrassés à cette diatribe, puis, en prenant son congé, il dit à la reine :

— Madame, vous êtes trompée, et le roi est trahi.

Ce fut Caroline elle-même qui raconta en détail cette curieuse conversation à lord Hervey. « J'avais promis à lord Stair de garder le secret, mais ayant appris qu'il a été le premier à commettre des indiscrétions, *j'ai pris tout d'abord la première occasion d'égosiller le tout* [2]. »

[1] Lord Stair était un des quatorze pairs d'Écosse délégués par la chambre haute écossaise pour la représenter au parlement anglais.

[2] Nous avons extrait cette conversation des mémoires de lord Hervey, en soulignant seulement les phrases françaises de la reine. Tous les renseignements de lord Hervey méritent une grande confiance; lorsque

La reine ne s'était pas trompée en croyant que lord Stair n'avait pas gardé le secret sur leur conversation, car quelques jours après, dans un débat qui eut lieu à la chambre des lords, lord Carteret trouva moyen d'intercaller dans son discours, une prétendue anecdote de la Fronde, transparente allusion à l'entretien de la reine et de lord Stair. « A cette époque, dit-il, tout un peuple était, comme aujourd'hui, révolté de la tyrannie et de la mauvaise administration du premier ministre, et l'on vit le plus grand général du temps, un homme jouissant de la plus haute considération à la cour, demander une audience à la reine, et lui dire dans le cours de l'entrevue : « Madame, vous avez pris pour pilote un homme qui mérite de ramer dans vos galères ! »

Mais tandis que le roi, influencé par Caroline, soutenait avec une inébranlable énergie le projet financier de Walpole, celui-ci commençait à chanceler dans ses résolutions premières. Il venait de donner un éclatant démenti à sa maxime favorite, *quieta non movere*, et la punition de cette inconséquence, semblait devoir précéder l'accomplissement même de la faute. Ses amis les plus sincères blâmaient hautement sa conduite, et le suppliaient de ne pas persévérer dans une voie aussi dangereuse; les insultes de la foule lorsqu'il se montrait en public, les rapports terrifiés de ses agents dans les provinces, la joie triomphante de ses ennemis, tout venait lui révéler le péril qui menaçait son pouvoir et peut-être sa vie. Les ministres anglais avaient appris depuis longtemps à connaître, à leurs dépens, ces brusques revirements de la fortune, si heureusement exprimés par Mirabeau, cette proximité du Capitole et de la roche Tarpéienne. Il ne fallait pas remonter bien haut dans l'histoire, pour trouver le nom d'hommes d'État qui avaient passé dans la journée, de leur palais ministériel à la Tour. Walpole, personnellement brave, était en politique remarquablement timide; néanmoins en cette circonstance, son

l'on contrôle ses assertions, on les trouve presque toujours d'une scrupuleuse exactitude, et en outre, on ne peut l'accuser d'avoir suppléé par l'imagination aux défauts de sa mémoire, car il écrivait tous les soirs ce qu'il avait appris d'important dans la journée.

Digitized by Google

amour-propre était engagé de telle sorte, qu'il recula devant la honte d'éviter le combat. Mais pour concilier autant que possible, son honneur d'homme d'État et la sécurité de son pouvoir, il résolut d'avoir recours, au dernier moment, à un de ces biais dont il avait le monopole; mais pour réussir dans son projet, il fallait avant tout, s'assurer la majorité dans la chambre; promesses, argent, menaces, rien ne fut négligé. Il réduisit en outre le bill primitif aux proportions les plus modestes. Au lieu de s'attaquer simultanément au double impôt du tabac et du vin, il se contenta de réclamer simplement pour le tabac la modification qu'il voulait introduire. Puis se séquestrant absolument de sa société habituelle, il prépara à loisir, dans le silence et dans la solitude, le plus habile discours qu'il ait prononcé de sa vie.

Le grand jour arriva enfin (mercredi 14 mars). Dès les premières heures de la nuit, le peuple stationnait déjà dans la cour des requêtes [1]. Au lever du soleil, le gros de la foule commença à descendre de Westminster, et vint comme un flot vivant inonder tous les entours du palais. De temps à autre des cris retentissaient, dominant le tumulte sourd de la masse, comme un coup de tonnerre éclate au milieu du grondement de la foudre. Pas d'esclavage! pas d'accises, pas de sabots! telles étaient les acclamations entrecoupées du géant! Chaque membre qui entrait aux communes était immédiatement signalé par les meneurs. Appartenait-il à l'opposition, des bravos l'accueillaient au passage; était-il partisan du ministère: C'est un d'entre eux, murmurait quelqu'un; et aussitôt des grognements mêlés de sifflets saluaient son arrivée. Walpole avait cédé aux instances de ses amis, il était entré par un des hôtels qui touchaient à la chambre [2], et qui avaient une porte de communication ouvrant directement dans la salle des séances.

La chambre s'étant réunie en comité secret, Walpole prit la parole au milieu d'un imposant silence.

Son discours, dont je ne citerai que quelques fragments,

[1] C'était une salle qui précédait la chambre des communes.
[2] L'hôtel de lord Halifax.

(il dura près de deux heures) commençait par une citation d'Horace :

Justum et tenacem propositi virum, etc.

Walpole se comparant fièrement à l'homme de bien d'Horace, ne s'était pas, disait-il, senti ébranlé par les calomnies de parti ou les clameurs de la foule. Comme membre de cette chambre, il avait un devoir à remplir, et ne faillirait pas devant l'accomplissement de sa mission. Il venait se poser en défenseur d'une mesure qui devait, il l'attestait sur l'honneur, être la source d'une prospérité nouvelle pour le commerce et pour le pays.

Après cette exorde dont je ne donne ici qu'un résumé fort imparfait, il entrait dans l'exposition de son projet. Les droits d'entrée sur le tabac devaient rapporter nominativement 754,131 livres sterling ; mais grâce aux fraudes universellement pratiquées, et impossibles à éviter dans une perception faite selon le mode défectueux en usage, le revenu net ne s'élevait qu'à 461,000 livres, différence 50,000 livres environ. Plus d'une ruse était mise en pratique pour frustrer le trésor, mais la plus simple et par cela même la plus générale était celle-ci. Les tabacs importés et réexportés ne payaient qu'un droit provisoire, c'est-à-dire que le droit acquitté à l'entrée était rendu à la sortie [1]. Les marchands, en corrompant les employés, faisaient une fausse déclaration de sortie, et bénéficiaient de la sorte de cinquante et quelquefois de cent pour cent sur les droits.

Ils avaient en réalité touché, à la fausse sortie de leur marchandise, les droits qu'ils avaient acquittés à la réelle entrée.

Walpole entrait dans le détail de mille ruses analogues, qui avaient été découvertes en opérant des visites domiciliaires chez les principaux marchands de la Cité, et en contrôlant avec soin leurs livres. Indépendamment de la mauvaise foi des commerçants, une autre source de déchet plus considérable encore, provenait de la contrebande, publiquement exercée sur toutes

1 C'est ce que l'on nomme un passe-debout.

les côtes, et presque impossible à empêcher, à moins de tripler ou de quadrupler le nombre des douaniers, et de réformer la moralité plus que douteuse des agents actuels.

En présence d'un pareil état de choses, il était donc urgent de trouver un remède efficace. Voilà celui qui s'était présenté à son esprit : puisque les droits d'importation étaient d'une rentrée aussi difficile, il fallait les diminuer de moitié, et combler ce déficit par un droit équivalent de consommation. De la sorte, au lieu d'une garantie, on en avait deux.

On doublait le nombre des sentinelles destinées à protéger la place.

D'après le système en vigueur, les tabacs, pesés à leur entrée, payaient un droit proportionnel de 36 centimes pour 100 francs, avec remise de 10 pour 100 sur ce droit, si le payement avait lieu au comptant, et un remboursement intégral lorsqu'on représentait la denrée au bureau de douane à la sortie. D'après le système qu'il proposait, les tabacs pesés à leur entrée payeraient seulement 6 centimes, et seraient déposés dans un entrepôt du gouvernement.

Lorsque le propriétaire de la denrée aurait trouvé l'emploi de sa marchandise, il viendrait faire sa déclaration, et acquitterait le complément du droit d'importation s'élevant encore à 6 centimes ; puis le commerçant aurait plus tard à payer 24 autres centimes qui seraient perçus par les officiers de l'accise, selon le mode en usage en pareille matière.

Si ces tabacs étaient destinés à la réexportation, le commerçant ferait sa déclaration à l'entrepôt, on lui donnerait un bordereau, et au bureau de douane on lui remettrait les 6 centimes qu'il avait primitivement acquittés.

Ayant ainsi exposé son plan, il en déduisait brièvement les avantages, et réfutait quelques-unes des objections qu'on pouvait lui opposer.

Les avantages étaient de deux sortes. En premier lieu, on ne pouvait nier que les droits d'entrée ne fussent infiniment plus lourds pour le commerçant que les droits de l'accise, car dans l'état actuel, ils exigeaient, de la part du spéculateur, des capitaux trois fois plus considérables que l'impôt indirect par lequel on voulait le remplacer.

En second lieu, la remise de dix pour cent que l'on faisait actuellement, lorsque le payement des droits avait lieu au comptant, se trouvait supprimée, et à la place d'une remise subordonnée à une éventualité, la remise était générale; les particuliers y gagnaient dix pour cent, sans que l'État y perdît rien.

Les objections que l'on opposait au projet du gouvernement lui semblaient faciles à réfuter. Que craignait-on en effet? que le nombre des employés de l'accise ne s'élevât au point de créer une sorte d'armée permanente à la disposition du gouvernement. Le ministre s'engageait à ne pas augmenter le nombre des collecteurs de plus de cent cinquante individus. Tel était le grand danger qui, au dire de l'opposition, menaçait la constitution et la liberté du royaume! Mais, alléguait-on encore, votre nouveau bill soumet tous les commerçants aux lois de l'accise? Sans doute; mais n'y avait-il pas déjà dix ou douze articles de consommation qui rentraient dans le même cas, et le revenu que l'État en retirait ne s'élèvait-il pas à quatre-vingt millions par an? Qu'y aurait-il donc de changé dans le pays quand une branche de revenu aussi insignifiante que le tabac serait soumise aux mêmes règlements que le sel, la bière et le houblon? Et cependant jusqu'ici pas un reproche n'avait été articulé contre les intolérables rigueurs qui en résultaient. Les brasseurs et les sauniers ne se regardaient pas comme des esclaves. Et dans les élections, ils étaient aussi libres d'élire ou d'être élus, que n'importe quel enfant de la libre Angleterre. Il mettait au défi qui que ce fût, d'affirmer qu'un employé de l'accise eût jamais cherché à influencer un électeur!

De ces critiques générales, il passait à quelques objections particulières dont les plus spécieuses étaient, 1° le droit réservé aux employés du fisc de fouiller les maisons, 2° la juridiction particulière qui enlevait au jury la connaissance des délits commis par ceux qui cherchaient à frauder l'État, et 3° l'intérêt particulier de la couronne dans le projet de loi.

A toutes ces objections, il n'y avait qu'une seule réponse à faire, si pour ce motif il fallait repousser le nouveau bill, la logique voulait qu'on abandonnât également le système entier de l'accise. La réponse lui semblait péremptoire. Pour ne laisser subsister aucun nuage dans l'esprit de la chambre, il entre-

prendrait cependant une réfutation plus détaillée; il commençait par le dernier chef d'accusation, le plus injuste et en même temps le plus cruel de tous, parce qu'il tendait à établir un antagonisme dangereux entre les intérêts du pays et ceux de la couronne. Afin de confondre ces calomnies, il était nécessaire d'entrer dans un examen détaillé des ressources de l'État.

Le budget général pouvait s'élever à 6,700,000 livres par an (167,500,000 fr.). Sur cette somme, le public prélevant environ 5,900,000 livres par an, 800,000 livres, c'est-à-dire moins du huitième, était donc réservé à la couronne. Et ici, afin d'éviter toute erreur, il était bon d'observer que depuis cinq années la liste civile avait eu à subir un déficit annuel de 25,000 livres environ. Heureuse serait la condition du pays, si les impôts indirects suffisaient à remplir les engagements de l'État, et à laisser un excédant pour le service courant. N'était-il pas digne de l'attention du parlement, de chercher les moyens propres à atteindre un but aussi désirable?

Dans l'état actuel, au lieu d'un excédant, on était en présence d'un déficit. Le déficit, on pouvait le combler à l'aide de l'impôt indirect, parce qu'on enrichissait du même coup l'État et la couronne. Fallait-il donc renoncer à une amélioration aussi considérable? Si, par exemple, on découvrait une fraude commise dans une des branches de revenu spécial à la couronne, comme l'office des postes entre autres, aimerait-on mieux favoriser le vol que de rendre justice au roi? Non, sans doute; pourquoi donc manifester, en cette seule occasion, une jalousie d'autant plus déraisonnable que toutes les précautions avaient été prises pour éviter les abus de pouvoir? On devait en effet 800,000 livres à la couronne: en admettant que la réforme proposée et le droit proportionnel du roi portassent la liste civile au delà de ce chiffre, ne savait-on pas que l'excédant devait bénéficier un public, ne savait-on pas que toutes les confiscations et les amendes étaient versées au trésor, et non dans la caisse particulière du monarque?

Ce fait, attentivement considéré, répondait à l'objection basée sur la tyrannie dont pouvaient se rendre coupables les juges-commissaires du gouvernement. En effet, même dans le cas peu probable où tous les employés seraient des gens corrompus

et sans foi, comment s'imaginer qu'ils chercheraient à exercer en faveur de la couronne une influence qui ne serait pas avantageuse à la couronne ? Quel était en effet l'intérêt du roi dans cette affaire? que la liste civile fût soldée. Tous ses soins devaient donc tendre à faire que la nouvelle taxe fût la moins odieuse possible. Au reste, on avait pris les précautions les plus minutieuses pour rendre d'une impossibilité matérielle tout abus de pouvoir. Dans la Cité de Londres trois des douze grands-juges, et dans les comtés un des juges des assises, seraient investis d'une juridiction équivalente à un appel en dernier ressort [1].

« La dernière objection est le pouvoir accordé aux employés du fisc de fouiller les maisons. Il faut être ou profondément ignorant, ou étrangement influencé par l'esprit de parti, pour oser attacher quelque importance à un semblable argument. Toutes les boutiques, toutes les caves, les entrepôts, et les pièces consacrées à la conservation, à la vente et à la manufacture du tabac, seront soumises au droit de visite ; mais aucune autre partie de la maison ne pourra être fouillée, à moins d'un mandat en règle et d'un constable, lequel mandat ne peut être accordé sans un affidavit des causes de suspicion. Mais pourquoi au reste toute cette sollicitude en faveur de la fraude? si les pouvoirs que la loi accorde ne sont pas suffisants, en tirerez-vous la conclusion qu'il faut encore les restreindre?

« La nouvelle loi ne peut affecter ni le commerce, ni les pauvres, ni les manufactures. Les pauvres ne sont pas intéressés dans la question du tabac, puisque le prix de vente est proportionné au droit d'entrée, et que celui-ci ne sera pas augmenté. Les manufacturiers n'y sont pas intéressés davantage pour la même raison, les propriétaires fonciers n'ont rien à voir dans un impôt qui ne s'adresse qu'aux pauvres et aux manufacturiers. Ainsi, les véritables victimes en faveur desquelles on a élevé toutes ces clameurs sont les débitants ou les commerçants, et ceux-ci, s'ils sont honnêtes, ne peuvent que gagner au nouvel état de choses. Voilà donc ce projet qu'on vous a dépeint sous

[1] C'était créer un appel devant les grands-juges, la juridiction la plus respectable d'Angleterre.

des couleurs si sombres, voilà le monstre aux cent têtes qui devait dévorer le peuple et ravager le pays. Je laisse à deviner les motifs de ces lâches calomnies à la chambre et au public rassemblé autour de ces portes. J'ai dit, et je répète, que ces appréhensions et ces terreurs ne sont dues qu'aux insinuations malveillantes dont on a accablé un projet que le peuple ne pouvait ni comprendre ni connaître, et qu'il envisagera, je l'espère, sous un jour tout nouveau, lorsqu'il aura entendu ces parole. Si j'ai le bonheur de m'assurer le concours du parlement, le peuple ressentira bientôt les bons effets de la nouvelle loi, et il apprendra alors à ne pas regarder comme ses amis ceux qui l'ont si grossièrement trompé.

» Oui, ce projet est favorable à tous, sauf aux contrebandiers et aux fripons. Je suis certain que le revenu de l'État en sera considérablement augmenté; je suis certain que, grâce à lui, *Londres deviendra bientôt un port libre et le marché du monde entier*. Si j'avais pensé autrement, je n'eusse jamais osé faire *ici* une semblable proposition ! »

Le discours que nous donnons ici n'est malheureusement qu'un abrégé de la version déjà fort imparfaite des journaux du temps. Nous craignons, en outre, qu'une traduction n'affaiblisse encore le caractère de sincérité et de lucidité qui respire dans les fragments qui nous sont parvenus. Ce n'est pas de l'éloquence, sans doute, mais c'est la voix du bon sens elle-même. Nulle violence, nulle déclamation, une bonhomie intelligente, mille fois plus victorieuse dans une question financière que les foudres cicéroniennes. Sauf la pauvre citation d'Horace, sacrifice que Walpole croyait devoir faire à la manie littéraire de son époque, vous ne trouverez ni recherche, ni ambages, ni phrases prétentieuses dans ce lumineux exposé d'une ingrate question. Ce discours produisit un grand effet, les membres de l'opposition, qui se croyaient sûrs de la victoire, se jetaient des regards consternés; le ban et l'arrière-ban de l'éloquence tory ou patriote se précipitèrent alors à la tribune, afin de réparer le désordre jeté dans les rangs de leur parti. L'alderman Perry prit le premier la parole, et se plaignit des calomnies répandues sur le compte des marchands de la Cité. Il offrit à la chambre, en leur nom et comme preuve de leur bonne

foi, de répondre de tous les bons en souffrance jusqu'à concurrence d'une somme de 20,000 livres sterling. Mais il eut soin d'excepter les bons des négociants qui seraient considérés comme absolument insolvables, et n'établit pas à quel total pourraient s'élever les effets de cette nature. Sir John Barnard se montra moins généreux, mais plus adroit. Il fit appeler les commissaires de l'accise, et leur demanda à combien ils estimaient le tort fait au trésor. A 20,000 livres sterling environ, répondirent-ils. — Pensez-vous, continua sir Barnard, que si les employés remplissaient consciensieusement leurs devoirs, les fraudes deviendraient impossibles? Ils répondirent affirmativement. Se servant habilement de ces vagues renseignements, l'orateur démontra combien il était absurde de soulever le pays, de changer toutes les lois, lorsqu'il suffisait de renvoyer ou de punir quelques agents.

C'était là, en effet, le côté faible de l'argumentation de Walpole. Il n'avait pas osé, il n'avait pas pu dire toute sa pensée. Cette loi, qu'il réclamait, n'était que le premier pas fait dans une voie toute nouvelle; après le tabac, on se serait attaqué aux boissons, et, ainsi de suite, jusqu'à ce qu'on eût remplacé le droit de douane et l'impôt foncier par une série d'impôts indirects. Si l'on s'arrêtait à la première étape, Barnard avait raison de trouver l'effort disproportionné avec le but.

Pulteney, moins habile que Walpole sur les questions de finance, mais doué d'une éloquence plus incisive, abandonna le fond de la question pour ne s'attaquer qu'à l'homme!

« L'honorable membre (Walpole) s'est longuement étendu sur la générosité de la couronne qui renonce à une partie de ses droits pour en faire bénéficier le public. Mais, dans mon opinion, ce serait un triste équivalent aux abus innombrables, à la cruelle oppression dont le peuple aurait à souffrir grâce à la nouvelle loi. Il faut le reconnaître, depuis quelque temps, l'honorable membre se montre d'une libéralité et d'une générosité sans exemple dans les offres qu'il fait au public. Il a été assez bon pour nous demander : Voulez-vous un impôt foncier de deux schellings par livre? Voulez-vous qu'il n'y ait aucun impôt foncier? Voulez-vous payer vos dettes? voulez-vous les payer promptement? Dites-moi ce que vous voulez? dites-moi

ce qui pourra vous faire plaisir? On l'exécutera à l'instant. Ce sont là sans doute des offres généreuses; mais elles ont quelque chose de si singulier, de si plaisant, qu'il m'est difficile de les mentionner sans en rire. Je pense toujours à l'histoire de sir Épicure Mammon dans *l'Alchimiste*. A l'aide de belles promesses, on lui soutira tout son argent, on lui promit la pierre philosophale, et, grâce à elle, des monceaux d'or, la satisfaction des désirs les plus extravagants. Mais, en somme, tout cela aboutit à quelque petite chose bonne à se curer les dents! »

Grâce à Pulteney, la corde aiguë de l'ironie avait suffisamment résonné. Windham, le jacobite, le généreux, l'enthousiaste Windham fit vibrer la corde plus grave de l'indignation! « Vous souvient-il, monsieur, dit-il en terminant un discours d'une rare éloquence, vous souvient-il d'Epsom et de Dudley [1], ces deux ministres qui, pour gratifier l'avarice de leur maître, épuisèrent les bourses des sujets, non certes en inventant de nouvelles taxes, mais en exprimant des anciens impôts tout ce qu'ils étaient susceptibles de rendre? Quel fut leur sort? Ils eurent le malheur de survivre à leur maître, et lorsque l'héritier présomptif monta sur le trône, il fit couper la tête des deux ministres!

» Rappelez-vous ces exemples, monsieur, et rappelez-vous, en outre, qu'il n'y eut jamais projet plus odieux au peuple anglais que celui que vous avez conçu! Il faut une étrange audace, après des avertissements si frappants et si répétés, pour oser proposer ici une semblable loi. C'est une insulte que vous jetez à la face de toute l'Angleterre! »

Walpole, qu'injures ou sarcasmes n'avaient encore pu émouvoir, se sentit atteint jusqu'au vif. Il ne voulut pas laisser passer sans réponse, cette allusion directe à la mésintelligence connue qui régnait entre lui et le prince de Galles, et il répliqua en ces termes :

« L'exercice du pouvoir m'a laissé trop peu de loisirs pour étudier l'histoire d'Angleterre aussi sérieusement que l'a fait l'honorable préopinant. Cependant, ma mémoire, aidée par

[1] Ministres de Henry VII.

l'érudition reconnue de monsieur, montrant l'attorney général, me permettra, je l'espère, de renverser l'échafaudage éloquent basé sur le précédent d'Epsom et de Dudley. Ces hommes, ces ministres dont il a parlé, pressurèrent le peuple à l'aide de lois tombées en désuétude; pour justifier leur conduite, ils eurent recours à une argutie misérable : ils prétendirent qu'une nation était passible d'une amende lorsqu'elle ne remplissait pas les prescriptions des lois, fussent-elles oubliées!

» Il me semble, et j'espère qu'une partie de cette chambre partagera mon avis, qu'il est étrange d'établir un parallèle entre ces hommes et moi. Si je tombais aussi bas qu'eux, je mériterais leur sort. Mais tant que je me sens innocent, j'ai foi dans la justice et dans les lois de mon pays. Aussi longtemps qu'elles me protégeront, je n'ai rien à craindre; si cette protection venait à me manquer, je me soumettrais à mon destin! Je sais que, depuis longtemps, il y a des gens qui désirent voir s'abréger ma vie ministérielle et politique; les soulèvements de leurs cœurs désappointés leur prouvent combien vaines ont été leurs espérances. Quant à ma vie naturelle, je suis assez vieux pour avoir appris à m'en séparer sans regret. »

Alors, il dévoila les machinations de toute sorte qu'on avait employées pour exaspérer le peuple, qu'il compara à une marionnette obligée d'exécuter aveuglement les volontés de celui qui se cache derrière le rideau. Il raconta les déloyales manœuvres auxquelles l'opposition avait eu recours [1], il montra la foule menaçante qui entourait la chambre.

« Ces messieurs peuvent vanter tant qu'il leur plaira la modération de la multitude qui nous entoure, mais qui peut répondre des dispositions mobiles d'une foule, irritée par une longue attente, excitée par des insinuations perfides? Qui nous dit qu'à la sortie de la chambre de grands malheurs, de grands attentats ne sont pas à craindre? Enflammer le peuple est facile, mais qui se chargera de le calmer? Appelez la populace rassem-

Les bédeaux, gagnés par l'argent de l'opposition, distribuèrent des circulaires dans lesquelles on conseillait au peuple de venir entourer l'assemblée le jour de la délibération.

Digitized by Google

blée autour de ces portes du nom qu'il vous plaira, dites qu'ils sont venus ici comme d'humbles suppliants; quant à moi, je connais ceux que la loi désigne sous le nom de *gueux déterminés*, et ces hommes ils sont là ! »

Le mot était imprudent, et il fallait que Windham eût habilement touché un endroit bien sensible, pour entraîner le prudent et mesuré Walpole, à se départir à ce point de sa modération habituelle, et à jeter, comme l'avait dit Windham, cette sanglante insulte à la face du peuple anglais.

Barnard releva immédiatement l'impérieuse expression du ministre. « Nous nous sentons tous atteints par cette injure ! » s'écria-t-il.

Il se faisait tard, et la chambre, fatiguée, se refusa à entendre d'autres orateurs. On alla aux voix : 266 contre 205 donnèrent gain de cause au ministre. C'était, à la fois, un triomphe et un échec. Un triomphe, puisque la question était emportée ; un échec, car jamais le ministre ne s'était trouvé en face d'une opposition aussi formidable.

Il était deux heures et demie du matin lorsque les communes se séparèrent. En dépit de l'heure avancée, le peuple stationnait toujours, en masse compacte, devant les portes de la chambre. Des murmures, des cris, des injures avaient accueilli le résultat du vote, et cependant il régnait dans cette foule une sorte de calme sombre. Walpole, où est Walpole ? où donc est Bob Booty ? murmurait-on dans les groupes. Tout faisait présager qu'un complot avait été tramé contre la vie du premier ministre. Quelques hommes déterminés devaient donner le branle, le peuple, comme une bête fauve, se serait jeté sans doute sur l'ennemi commun. L'obscurité, le tumulte, la multitude immense auraient servi de sauvegarde aux assassins, et Walpole ainsi que Romulus eût disparu dans la tempête. Des rapports de police ne laissaient aucun doute sur le complot. Walpole, averti, céda aux instances de ses amis, et sortit comme il était entré, par la maison de lord Halifax. La foule désappointée ne se retira que lorsqu'elle vit les portes de la chambre se refermer sur le dernier commoner.

Au sortir de l'assemblée, lord Hervey se rendit immédiatement à Saint-James, comme il en avait reçu l'ordre. Il trouva

le roi e la reine, en proie à la plus vive inquiétude. Pour calmer leur anxiété, il avait dû, vers les cinq heures du soir, leur envoyer un message. Aussitôt qu'il fut entré, le roi le prit par la main et le conduisit dans la chambre à coucher de la reine. Le couple royal était avide, nous dit-il, des moindres détails; il fallut lui décrire jusqu'aux regards de chacun. Lord Hervey fit consciencieusement le récit de ce qui venait d'avoir lieu. Il ne dissimula pas l'attitude triomphante de l'opposition, l'exaspération de la foule, mais il représenta en même temps avec enthousiasme, la courageuse et habile conduite de Walpole. A chaque éloge, le roi l'interrompait en s'écrant: *the brave fellow*[1]! Entre autres détails, Hervey raconta que Pulteney avait dit dans son discours: « On inscrira sur la tombe de cet homme: Cy gît celui qui a enchaîné son pays à l'accise. » L'indignation de George fut extrême, car il sentit que le coup portait jusqu'à lui.

La seconde lecture du bill ne devait avoir lieu que dans trois semaines. La majorité de 60 voix qui s'était prononcée pour le ministère rendait probable la victoire définitive de Walpole, s'il avait le courage de persévérer dans ses desseins. Néanmoins la plus grande incertitude régnait à la cour et dans le public sur les projets du gouvernement. L'opposition que le pays tout entier semblait faire à la nouvelle mesure, prenait un caractère si formidable, que l'on doutait avec raison que le roi et son ministre osassent passer outre. Les rapports des agents du pouvoir dépeignaient les provinces comme plus irritées encore que la capitale. Dans toutes les villes, le peuple s'assemblait tumultueusement en criant: Pas d'accises! Dans plusieurs endroits on avait brûlé Walpole en effigie, et la foule avait dansé autour du bûcher. Le ministre, effrayé de cette irritation générale, résolut de renoncer à son projet. Sur ces entrefaites, l'opposition fut prématurément informée que Walpole allait retirer son projet de loi. Cette nouvelle jeta l'alarme dans leur camp.

Ils connaissaient trop bien les atermoiements ordinaires du ministre, pour douter de la vérité de l'assertion. Ils sentaient d'autre part que si Walpole retirait le bill, il serait assez fort

[1] Le brave garçon!

pour garder longtemps encore le ministère, véritable calamité pour d'impatients ambitieux, tels que Bolingbroke et Pulteney. De jour en jour, des membres de la majorité venaient faire leur soumission aux leaders de l'opposition, et tout faisait espérer que dans un nouveau scrutin, la victoire changerait de côté. D'après les estimations les plus rigoureuses, 10 voix seulement manquaient à l'opposition pour l'emporter sur les whigs courtisans ; un beau discours, une manifestation populaire pouvait facilement convertir ces dix récalcitrants. Afin de parer le coup imprévu qui les menaçait, les meneurs du parti décidèrent que, la veille de la seconde lecture, la Cité de Londres apporterait à la barre de l'assemblée une pétition contre le projet de loi. Le ministre n'oserait reculer devant une attaque partie de si bas ; et la lutte s'engagerait sur la pétition au lieu de porter sur la lecture d'un bill, que le ministère pouvait indéfiniment ajourner.

Cette manœuvre parlementaire contraria vivement Walpole, mais le mal était sans remède. Ses calculs, comme il arrive toujours en pareil cas, ne s'accordaient pas avec ceux de l'opposition. Il comptait sur une assez forte majorité, et redoutait moins l'hostilité de la chambre que celle du pays. Repousser la pétition et abandonner la loi, tel fut le parti auquel il s'arrêta. Restait à obtenir le consentement du roi, qui attachait une sorte d'amour-propre puéril à ne jamais revenir sur une décision prise. Le 11 avril, le jour fixé pour la discussion, approchait cependant; le 9 avril au soir, Walpole pria le roi de vouloir bien lui accorder une audience dans l'appartement de la reine, afin de s'entretenir quelques minutes avec lui avant la réception habituelle. Il commença, avec son habileté ordinaire, par déclarer à George et à Caroline, qu'il se trouvait dans un trouble d'esprit tel, qu'il ne pouvait se décider sur le parti à prendre, et qu'il venait s'éclairer des lumières de Leurs Majestés. Il ne dissimula en rien l'impopularité qui s'attachait et à lui et à son projet de loi, et il laissa même entendre que la dynastie des Brunswick n'était pas à l'abri du péril. « Le roi a donc deux partis à prendre : ou retirer le bill, et me conserver au ministère; à cette condition, je me fais fort de pouvoir continuer à diriger la chambre comme par le passé; ou, ce qui est préférable, me renvoyer et maintenir le bill. Il y a, en effet, dans toutes

ces clameurs, autre chose qu'une loi impopulaire; il y a l'impatience d'un grand parti qui veut arriver au pouvoir. En me sacrifiant, vous satisferez à la fois la vengeance et la cupidité de mes ennemis, et un nouveau ministre sera peut-être assez heureux pour faire passer la mesure projetée. »

Le roi, dont le caractère n'était pas dépourvu d'une sorte de loyauté militaire, fut révolté de l'idée d'obtenir, au prix d'une trahison, un triomphe si incertain. « Vous m'avez servi fidèlement, répondit-il, et ces clameurs contre le bill n'ont pour origine que l'ambition impatiente de vos ennemis. Vous avez cherché à me faciliter le moyen de gratifier le pays du plus grand bienfait que, depuis la révolution, jamais roi d'Angleterre ne lui eût accordé; vous avez échoué, et vous voulez que je vous punisse de cet insuccès? Non, monsieur, nous périrons, ou nous triompherons ensemble!

Walpole, vivement touché, se confondit en remercîments. Après quelques hésitations, on s'arrêta au parti suivant : au moment de la seconde lecture du bill, Walpole demanderait la parole et déclarerait que le roi, prenant en considération l'état du pays, avait jugé à propos d'ajourner à trois mois la discussion du projet de loi. Mais, d'autre part, le roi et le ministre tombèrent également d'accord que, pour ne pas avoir l'air de subir la pression populaire, le ministre se prononcerait avec force contre la pétition de la Cité de Londres.

Le lendemain, la pétition de la Cité, présentée par le lord maire, fut apportée à l'assemblée. Les carrosses de tous les riches bourgeois, qui avaient accompagné leurs représentants, formaient une file qui commençait à Temple-Bar, et se terminait à Westminster-Abbey. Le débat dura jusqu'à minuit. Le ministre soutenait que l'acte était inconstitutionnel au premier chef. A quoi l'opposition répondait en citant des précédents, dont le ministre contestait à son tour l'exactitude. Enfin, le scrutin donna au ministère une majorité de 17 voix, et il fut décidé que la pétition resterait sur la table du speaker, jusqu'à la seconde lecture du bill.

En dépit des 17 voix qui donnèrent gain de cause à Walpole, le vote fut considéré par l'opposition comme un triomphe. C'en était un, en effet. En trois semaines, le ministère avait perdu

43 voix. Encore une victoire pareille, et les vainqueurs eussent été perdus. « La séance était déjà levée depuis quelque temps, raconte lord Hervey, que l'on voyait encore Robert Walpole pâle, défait, le chapeau rabattu sur ses yeux, rester tristement appuyé sur la table du président. Quelques amis à la mine allongée se tenaient autour de lui, tandis que ses ennemis circulaient avec la face réjouie de garçons de noce. »

M. Pelham, le frère du duc de Newcastle, courut prévenir le roi ; Hervey se rendit en toute hâte auprès de la reine. Il la trouva toute en pleurs et hors d'état d'articuler une parole. Lorsqu'elle put enfin rompre le silence : « Je sais que c'est fini, dit-elle, mais comment cela s'est-il passé ? » Pendant qu'Hervey faisait son récit, le roi entra. « Dites-moi, s'écria-t-il brusquement, quels sont les traîtres qui nous ont abandonné ? Lord Cavendish, *c'est un fou*. Son frère, *un idiot*. Sir William Lowter, *un maniaque*. Sir Thomas Prendesgast, *un Irlandais imbécile*. Lord Tyrconnel, *une marionnette qui ne vote jamais deux fois de même*. » Bien d'autres furent nommés, et, à chaque fois, le roi faisait quelque aimable réflexion de ce genre. En sortant du palais, Hervey se rendit chez Walpole, qui avait invité à souper quelques-uns de ses amis politiques.

Au dessert, et lorsque les domestiques se furent retirés, sir Robert dévoila ses intentions, en débutant par ces mots, qu'il accompagna d'un sourire ironique : « Messieurs, la danse est finie ; demain il faudra sonner la retraite. »

Le 11 avril, en effet, au début de la séance, le premier ministre prit la parole, et, dans un discours fort habile, au dire des contemporains, mais qui n'est pas parvenu jusqu'à nous, il fit valoir les préventions jetées dans l'esprit du peuple; le danger, quelque utile que pouvait être la nouvelle loi, de froisser trop vivement le commerce, incapable, en ce moment, de comprendre ses véritables intérêts. Il fallait donc laisser au pays le temps de la réflexion ! le bon sens naturel aux Anglais ferait bientôt justice des calomnies inspirées par l'esprit de parti. A tous les points de vue, un délai lui semblait indispensable. Il proposait, en conséquence, à la chambre d'ajourner à trois mois la seconde lecture du bill.

Fière de la victoire de la veille, l'opposition ne parut nullement satisfaite de la tardive concession du ministre. Quoiqu'il fût évident pour tous qu'ajourner le bill c'était le retirer, et que la déclaration de Walpole n'était autre chose qu'un aveu complet de sa défaite, Pulteney et ses amis craignaient cependant, en renonçant à la lutte, de perdre l'avantage du seul terrain sur lequel ils se sentissent assez forts pour lutter avantageusement avec l'administration. Sir Willam Windham prit donc la parole au nom de son parti; il déclara qu'une sépulture aussi décente ne convenait nullement à une aussi odieuse entreprise. Que cette impardonnable attaque dirigée contre les libertés de l'Angleterre criait vengeance, et que, pour satisfaire le peuple irrité, il n'était pas de marques d'ignominie qu'il ne fallût prodiguer et à l'œuvre et à ses auteurs.

En agissant ainsi, l'opposition commit une impardonnable faute de tactique parlementaire. Eût-elle gardé le silence, le bill fût honteusement tombé, et Walpole aurait éprouvé l'amer déboire de donner de sa propre main le coup de hache destiné à renverser le dernier étai de cet échafaudage mal assis. Windham et Pulteney auraient dû comprendre qu'un grand tiers des 197 votants qui les avaient appuyés la veille désiraient la chute du projet de loi, mais non pas le renversement de Walpole ; il ne fallait donc à aucun prix ouvrir une porte de sortie honorable, à la timidité de ces adhérents si nouveaux. Les murmures de l'assemblée vinrent prouver à l'orateur jacobite combien sa proposition était impopulaire. Le vote en fournit une preuve encore plus accablante, car le président n'eut pas même recours au scrutin, et se contenta de consulter les intentions de la chambre par assis et levé.

La foule qui entourait le parlement était aussi compacte en ce jour qu'à la première lecture du bill. Les meneurs de l'opposition avaient envoyé leurs émissaires dans toutes les paroisses, et le peuple avait répondu avec empressement à cet appel. Non-seulement la place voisine, mais encore la cour des Requêtes, vaste salle qui touchait à la chambre, et tous les couloirs de sortie étaient encombrés de monde. Walpole avait été averti qu'un nouveau complot avait encore été tramé contre sa vie. A défaut de rapports de la police, il n'aurait eu qu'à

lire les journaux, pour connaître les desseins avoués de ses ennemis. Un recueil périodique avait pris soin d'informer les ennemis du ministre, que Walpole, suivi seulement de deux ou trois personnes, avait l'habitude de passer fréquemment, à la nuit close, sur le pont de Pulteney.

Horace Walpole, le fils du ministre, raconte dans ses mémoires qu'il tient du comte d'Egmont l'étrange confidence, qu'à un des conciliabules de l'opposition, on avait discuté sérieusement, si l'on ferait assassiner sir Robert dans un mouvement populaire. Quoi qu'il en fût, la foule avait un aspect plus menaçant que jamais. Les premiers courtisans qui sortirent, furent accablés de sifflets, de huées, de grognements, de remercîments ironiques, de toutes les insultes, en un mot, qui n'étaient pas absolument des voies de fait. Le brigadier Churchill, un vieil ami de Walpole, ayant essayé de sortir, et voyant la tournure fâcheuse que prenaient les choses, rentra dans la chambre, et vint avertir le ministre qu'il serait immanquablement assassiné s'il traversait la foule. Il l'engagea donc à agir comme la première fois, et à sortir par une porte de derrière. Mais Walpole, tout en le remerciant, lui répondit *qu'il était las de cette prudence, et que la meilleure et la plus sûre manière d'en finir, était d'affronter une fois pour toutes ces dangers continuels.*

Après avoir dit ces mots, sir Robert, entouré de lord Isla, de lord Hervey, du brigadier Churchill, de son fils Édouard et de deux ou trois autres amis, se présenta à la foule. A sa vue, il s'éleva une clameur d'une violence inouïe, le peuple essaya de se précipiter sur lui. Quarante ou cinquante constables qu'on avait réunis pour protéger la sortie des membres du parlement, se jetèrent en avant. Une mêlée s'engagea, les coups de bâtons et les coups de poing pleuvaient indifféremment sur les amis et les ennemis. Lord Hervey fut blessé à la tête, Frédéric Walpole au bras, M. Cunningham à la poitrine. Un homme parvint à se faire jour jusqu'à Walpole, et le saisit par son manteau; mais il le tira avec tant de violence que les cordons se cassèrent. C'en était fait du ministre, si on eût réussi à le renverser, car la presse était si grande que tout homme à terre eût été broyé sous les pieds. Lorsque Walpole fut enfin parvenu sur la place,

les constables réussirent à le dégager, et à le faire monter sain et sauf dans son carrosse.

L'indignation de la chambre fut grande, lorsqu'elle apprit le lendemain le danger qu'avait couru Walpole. On vota par acclamations un bill qui punissait des peines les plus sévères les auteurs de ces désordres, et l'on ordonna qu'une copie de ces résolutions serait remise officiellement au lord maire. Ce fut un coup sensible porté aux chefs de l'opposition, et surtout à Barnard, qui s'était écrié la veille que son seul regret était que la foule ne fût pas dix fois plus nombreuse. Le courant de l'opinion du parlement reflua énergiquement dans le sens du ministère, et, comme le remarque plaisamment Hervey, Walpole fut le premier ministre qui dût se réjouir d'avoir été à moitié assommé.

Si la chambre, composée aux trois quarts de whigs fanatiques ou de créatures vendues au ministre, n'avait pas tardé à reprendre son ancien esprit de docilité, le peuple, en revanche, ne parut pas adouci par le triomphe qu'il avait remporté, et sa haine contre Walpole ne fit que s'en accroître. Pendant un mois, ce ne furent dans toute l'Angleterre que réjouissances publiques, que feux de joie, que processions triomphantes, à l'occasion de la chute de l'accise-bill. On brûla publiquement sur une place de Londres deux mannequins représentant une femme grasse (la reine) dans les bras d'un homme non moins gros (Walpole). A Oxford, on dressa des tables en plein vent, et à la fin de ce repas populaire, on porta avec audace la santé de Jacques III. En présence de ces démonstrations inquiétantes, on ne douta pas que le roi, pour calmer les esprits, ne consentît à renvoyer Walpole. On répandit même le bruit, assez vraisemblable, que George était fort mécontent du ministre qui l'avait entraîné dans une démarche aussi imprudente. Le roi ne tarda pas à être informé de ces rumeurs, et comme il était au désespoir d'avoir paru se départir un instant de sa ténacité habituelle, il résolut, en soutenant énergiquement le ministère, de rétablir d'une façon éclatante sa réputation compromise. Afin de manifester son mécontentement par un acte significatif, il annonça à Walpole qu'il chasserait de leurs places tous les membres de la chambre des communes ou des lords qui s'étaient prononcés contre lui.

Walpole, qui répugnait en général à ces exécutions violentes, sentit cependant qu'en cette circonstance il fallait se faire de la faveur royale un bouclier contre ses adversaires, et prouver à tous, que quiconque était son ennemi était, par cela même, l'ennemi du roi. Il approuva donc le dessein de son généreux protecteur. Les deux premières victimes furent lord Chesterfield et lord Clinton. Chesterfield avait attaqué le ministère dans la chambre des lords avec une certaine modération ironique qui n'avait eu que plus d'action. A lord Clinton, on ne pouvait reprocher que ses votes. Le duc de Grafton fut chargé de redemander à Chesterfield son bâton de sénéchal. Un secrétaire d'État prévint lord Clinton qu'il eût à se démettre de ses fonctions de lord lieutenant du Devonshire. Cet holocauste accompli, le roi, afin de prouver davantage encore la faveur dont Walpole jouissait auprès de lui, accorda à son fils la place de lord Clinton.

L'opposition, trompée de ce côté, ne fut pas plus heureuse dans la chambre. Quelque temps après cet échec, elle résolut de se compter dans un scrutin de liste. Il s'agissait de nommer la commission chargée d'examiner les fraudes commises dans l'administration de la compagnie du Sud. Le membre de l'opposition qui réunit le plus de suffrages obtint 90 voix de moins que le député ministériel qui en eut le moins. La victoire était définitivement acquise à Walpole pour le reste de la session.

Hervey fut élevé à la pairie, tant en récompense de ses services, qu'en raison du peu d'orateurs de talent que le ministère pouvait opposer à la formidable opposition de la chambre haute. Le 11 juin, le parlement fut prorogé. Le peuple se calma par degrés, et les fêtes du mariage de la princesse et du prince d'Orange servirent à détourner provisoirement l'attention publique.

CHAPITRE X

Année 1734. — Guerre générale sur le continent. — Neutralité de l'Angleterre. — Débats du parlement. — Violente attaque de Windham. — Réponse de Walpole. — Bolingbroke est réduit à quitter l'Angleterre. — Disgrâce de lady Suffolk à son retour des eaux de Bath. — Elle est reçue froidement par le roi. — Elle réclame l'intervention de la reine. — Conseils ironiques de Caroline. — Lady Suffolk se retire. — Son mariage avec Berkeley. — Lettre du roi à ce sujet. — La princesse Anne revient en Angleterre. — Elle se refuse à partir. — Motifs de sa conduite. — Colère du roi. — La princesse reçoit l'ordre de s'embarquer sans voir sa famille. — Indisposition de la reine. — Sa conversation avec Walpole. — Situation précaire du ministre.

Tandis que l'Angleterre donnait au monde le spectacle instructif et consolant d'une lutte qui avait le bien-être du peuple pour objet, et le domaine pacifique des idées pour terrain, la vanité du roi de France allait replonger dans une guerre générale tous les grands royaumes de l'Europe, à l'exception des deux seuls États qui avaient le bonheur d'être soumis à un régime constitutionnel, la Hollande et la Grande-Bretagne. En épousant Marie Leczinska, Louis XV avait fait une mésalliance. Stanislas, en effet, simple gentilhomme élevé au trône de Pologne par le caprice du roi de Suède, bientôt renversé à son tour par le prince qu'il avait détrôné, et réduit à l'exil et à la pauvreté, était loin de s'attendre à l'honneur inespéré de de-

venir le beau-père du roi très-chrétien. L'ambition inintelligente d'une courtisane de bas étage avait préparé ce coup de théâtre. Louis XV, trop jeune et trop faible pour manifester une volonté quelconque, s'était résigné sans murmurer à épouser cette bonne, mais laide, vieille fille jetée par Mme de Prie dans le lit d'Anne-d'Autriche et de Marie-Thérèse. Cependant, lorsque le roi se fut délivré de la tyrannie de M. le duc et de sa maîtresse, pour retomber sous la domination plus douce du cardinal Fleury, il s'aperçut qu'il avait épousé la dernière des princesses de l'Europe, sous le double rapport du rang et de la beauté. Son amour-propre en fut vivement blessé, et la froideur qu'il témoigna dès lors pour la reine, prouve assez combien le ressentiment fut vif. Dans le mois de février de l'année 1733, Auguste, roi de Pologne et électeur de Saxe, vint à mourir. La couronne élective de Pologne se trouvant de nouveau vacante, Louis XV saisit avec empressement l'occasion de donner un lustre tardif à l'alliance dont il rougissait, et déclara à l'Europe qu'il soutiendrait à l'aide de toutes les forces de la France la candidature de son beau-père. De son côté le compétiteur de Stanislas, Frédéric-Auguste, électeur de Saxe et fils du défunt roi de Pologne, comptait de puissants protecteurs, car il s'appuyait d'une part sur l'impératrice de Russie, et de l'autre sur son beau-père, Charles VI. L'impératrice redoutait l'inimitié de Stanislas, qui avait juré de se venger de la Russie, et Charles VI, dans l'espoir d'assurer à sa fille aînée, Marie-Thérèse, l'héritage de ses États, s'était engagé à soutenir la candidature de son gendre de Saxe au trône de Pologne, à la condition que celui-ci renoncerait aux droits que la naissance de sa femme lui assurait sur les possessions héréditaires de la maison d'Autriche.

Théodore Potocki, primat de Pologne, qui en cette qualité exerçait pendant l'interrègne l'autorité souveraine, était entièrement acquis aux intérêts de Stanislas. Ce fut à son instigation, qu'avant de procéder à l'élection, les magnats s'engagèrent sous serment à ne pas nommer un étranger au trône de Pologne. L'ambassadeur moscovite protesta contre cette décision, et annonça que 30,000 Russes étaient rassemblés sur la frontière, et qu'ils marcheraient sur Varsovie si l'on proclamait Stanislas. En dépit

de ces menaces, Lecsinsky réunit la majorité des suffrages, mais cette élection tumultueuse et ensanglantée partagea le pays en deux camps ennemis. Le jour même du vote, tous les magnats du parti vaincu traversèrent la Vistule et se rassemblèrent à Prague. De son côté, l'impératrice de Russie tint fidèlement sa promesse, ses armées pénétrèrent au cœur de la Pologne, et obligèrent le primat et le nouveau roi à se réfugier à Dantzick. Appuyés sur les baïonnettes russes, les magnats hostiles à Leckzinski procédèrent à une nouvelle élection, et proclamèrent à leur tour l'électeur de Saxe roi de Pologne. La France, dont l'argent et l'influence avaient amené le triomphe éphémère de Stanislas, se trouvait donc engagée d'honneur à soutenir son candidat par les armes, et le cardinal Fleury, quelque aversion qu'il éprouvât pour la guerre, n'osa pas résister au cri unanime de l'opinion publique.

Un traité d'alliance fut conclu avec l'Espagne, qui ne pardonnait pas à l'empereur l'infraction du traité de Vienne, et avec la Sardaigne qui, fidèle à sa politique traditionnelle, se hâtait de profiter des troubles européens afin d'arracher à l'Autriche quelques lambeaux de ses possessions dans le Milanais. L'empereur Charles VI avait en vain déclaré qu'il ne se considérait pas comme solidaire des entreprises de son gendre, l'électeur de Saxe. La France ne tint aucun compte de ces assurances hypocrites, et mit en campagne deux armées, dont l'une sous le commandement de Berwick, franchit le Rhin, tandis que l'autre, sous les ordres de Villars, envahit le Milanais. L'Espagne, qui convoitait depuis longtemps le royaume de Naples, fournit à la coalition un contingent de 30,000 hommes qui, traversant les États de l'Église, mit Don Carlos, le fils cadet de Philippe V, en possession de cette couronne tant désirée. L'empereur, attaqué de tous côtés et mal secondé par les Russes qui, après la prise de Dantzick, d'où Stanislas s'échappa à grand peine, et la solide installation de l'électeur de Saxe sur le trône de Pologne, considéraient leur tâche comme terminée, l'empereur, dis-je, opposa le prince Eugène, avec une faible armée de 25,000 hommes, aux 100,000 Français qui envahissaient l'Empire, et réserva la plus grande partie de ses forces pour défendre le Milanais.

Au milieu de ce conflit général, deux puissances se refusaient à tirer l'épée, c'étaient l'Angleterre et la Hollande. La république fort affaiblie par la guerre de succession, et craignant de voir le prince d'Orange profiter de la circonstance pour se faire nommer stathouder, déclara qu'elle garderait la neutralité. Ce fut en vain que la diplomatie anglaise essaya, avec sa perfidie ordinaire, d'engager l'alliée de la Grande-Bretagne dans une guerre, dont cette dernière puissance ne se souciait pas pour son compte personnel. La Hollande vit le piége, et toutes les instances d'Horace Walpole, envoyé extraordinaire à La Haye, ne purent la détourner de son attitude pacifique.

La situation de l'Angleterre était embarrassante. D'une part, elle redoutait l'influence prépondérante de la France, et toutes ses sympathies étaient acquises à l'emperenr et à la Russie; de l'autre, elle hésitait à s'engager dans une guerre où elle n'avait aucun intérêt direct, car peu lui importait, après tout, que ce fût Stanislas ou Frédéric-Auguste qui gouvernât les turbulents Polonais.

Cependant, les envoyés de l'empereur à Londres jetaient feu et flammes. « Nous sommes doublement trahis, disaient-ils. Le roi d'Angleterre, notre ancien allié nous abandonne, et l'électeur de Hanovre semble oublier que sa qualité de prince allemand l'oblige à défendre l'Empire. »

Ces reproches qui n'agissaient que médiocrement sur l'esprit sceptique de sir Robert Walpole, troublaient en revanche étrangement, la conscience plus timorée de George II. Il haïssait la France; la guerre était sa principale passion : il était Allemand dans le fond de l'âme, trois raisons déterminantes pour un prince, qui eût sacrifié sans regrets les intérêts de l'Angleterre à la grandeur éphémère de son misérable électorat. Le pacifique Walpole eut besoin, en cette circonstance, de toute l'adresse qui le distinguait, et de toute l'influence qu'il avait prise sur l'esprit éminent de la reine Caroline, pour dissuader George II de faire un coup de tête, et de déclarer la guerre sans consulter le parlement. Walpole objecta l'impossibilité de soutenir une guerre sans subsides; il fit observer, en outre, que le parlement touchait à l'époque de l'expiration de son pouvoir. Avant de tenter quoi que ce soit,

il fallait donc s'assurer la majorité dans les élections, et, si le pays renvoyait une chambre plus docile que la précédente, comme il avait lieu de l'espérer, alors, mais seulement alors, il serait temps de jeter dans la balance le poids décisif de l'épée de l'Angleterre.

George, après s'être emporté, finit comme d'habitude par se rendre aux sages remontrances de Walpole et de Caroline. La dissolution fut décidée, et l'on convint que, dans l'intervalle, le roi n'agirait en faveur de ses alliés naturels que par les voies diplomatiques. Cette dissolution que redoutaient les timides amis de Walpole, mais que le ministre, avec sa profonde connaissance du pays, jugeait sans danger pour le pouvoir, eût été nécessaire, lors même, que les sept années réglementaires n'essent pas été à la veille d'expirer. L'opposition, quoique inférieure encore en nombre aux *courtisans*, devenait de jour en jour plus redoutable. Les luttes de l'année précédente lui avaient révélé sa force. Bolingbroke avait réuni dans un faisceau indissoluble tous les partis hostiles au ministère. Patriotes, tories et jacobites, votaient comme un seul homme, et durant tout le cours de la session de 1732, cette opposition, jadis si flottante et si divisée, manifesta une hostilité unanime et se montra inébranlable. Chacune des mesures de Walpole, fût-ce la plus insignifiante, était solennellement dénoncée au pays par Bolingbroke, Pulteney, Windham et leurs amis, comme un odieux attentat aux libertés de l'Angleterre. Lorsque le langage de la minorité est acerbe à un certain point, l'exercice du pouvoir devient presque impossible pour le ministre ainsi incriminé à tous moments. Ce sont de puissants dissolvants, à la longue, que les mots de traître, de corrupteur de son pays, d'homme soudoyé par l'or de l'étranger.

Walpole sentait qu'il fallait frapper un grand coup sur cette opposition factieuse, qu'il fallait en appeler au pays, qu'il fallait faire justice de ces diffamations continuelles, et réfuter victorieusement l'argument perpétuel de ses adversaires, qui prétendaient qu'après une durée de sept ans, un parlement ne représentait plus l'opinion du royaume.

Le roi, dans son discours d'ouverture, avait parlé des troubles qui agitaient l'Europe. La première lutte parlementaire d'une

Digitized by Google

session, l'adresse, eut donc la politique étrangère pour terrain. Mais Walpole personnifiait, comme on le sait, le parti de la paix, parti singulièrement populaire à cette époque en Angleterre. L'opposition comprit l'inutilité de ses efforts. Elle chercha à réchauffer la question, déjà vieille, de l'accise. Les commerçants apportèrent à la barre de la chambre, une pétition dans laquelle ils demandaient l'abolition des droits sur le thé. A ce sujet, les orateurs antiministériels insinuèrent que Walpole n'avait pas renoncé à son détestable projet, et qu'il n'attendait qu'une occasion favorable pour le mettre à exécution.

La réponse du ministre fut d'une entière franchise. « Quant aux projets détestables dont parle le préopinant, je déclare publiquement que de ma vie, je ne m'engagerai dans aucune question qui ressemble à une accise, non que j'aie changé d'opinion sur l'utilité de la mesure, mais parce que je me suis aperçu qu'à l'égard de tout ce qui se nomme accise, la calomnie et les préventions l'emporteront longtemps encore sur la vérité. »

Ce langage ne laissait pas de place à l'équivoque. Il fallait donc chercher quelque nouvelle machine de guerre. L'opposition, irritée du renvoi de lord Bolton et de lord Cobham, fit l'étrange proposition de retirer à la couronne le pouvoir de casser un officier jusqu'au grade de colonel inclusivement. Ce bill, digne des plus mauvais jours de Charles Ier, fut écrasé par une éloquente apostrophe de Walpole, qui termina son discours en citant l'adage célèbre : *Nolumus leges Angliæ mutari.*

A bout de ressources, le grand meneur Bolingbroke pensa à ce que l'on nommait l'acte septennal, c'est-à-dire la loi qui fixait à sept ans, la durée légale d'un parlement, et qui avait été votée peu de temps après la révolution de 1688. Il est singulier, en effet, qu'une question aussi propre à embarrasser le ministère et à rendre l'opposition populaire, n'ait pas été mise en avant plus tôt. La seule raison que l'on puisse en donner, c'est que tories et whigs de l'opposition, étaient divisés d'opinion à cet égard. Les tories et les jacobites qui s'étaient fortement opposés dans l'origine à une loi qui leur avait été impo-

sée par le parti whig pour assurer l'établissement de la dynastie protestante, avaient peine à obtenir la coopération d'une partie de ces mêmes whigs, pour renverser ce qu'ils avaient édifié de leurs propres mains. Bolingbroke parvint enfin, par ses instances répétées, à étouffer les scrupules de Pulteney et de ses amis, qui cédèrent, bien que de mauvaise grâce. Ce fut l'éloquent Windham qui fut chargé de l'attaque.

Le discours qu'il prononça en cette occasion passa pour le chef-d'œuvre de l'art oratoire anglais, jusqu'aux jours glorieux où lord Chatham, éclipsant tout ses devanciers, devint le roi de la tribune.

Windham après avoir réfuté les reproches d'inconstitutionnalité qu'on adressait à son projet, après avoir développé les avantages de sa motion, concluait de la sorte en se tournant du côté de Walpole : « — On nous a dit dans cette chambre qu'il ne fallait guère ajouter foi aux prophéties, aussi n'ai-je nullement la prétention d'être un prophète! je veux simplement poser une hypothèse, qui pour ne s'être pas encore présentée n'est cependant pas inadmissible. Représentez-vous un homme [1] à qui toutes les notions de vertu ou d'honneur sont étrangères, un homme d'une famille obscure, l'héritier d'un patrimoine médiocre, l'heureux jouet de la fortune, élevé par le concours d'événements bizarres à la situation de premier ministre; un homme n'osant ou ne voulant se confier qu'à des créatures de son espèce, et comme lui dénuées des notions de vertu et d'honneur, un homme ignorant les véritables intérêts de son pays, n'ayant qu'une pensée, celle de s'enrichir, lui et ses créatures. Supposons donc que, par le fait d'un semblable gouvernement, les intérêts du pays soient négligés ou mal compris, sa dignité compromise, son commerce insulté, ses marchands pillés, ses marins massacrés, et l'homme qui gouverne fermant les yeux sur tous ces maux pour ne pas compromettre l'existence de son pouvoir. Supposez-le, cet indigent de la veille, possesseur d'immenses richesses, la dépouille de la nation, à la tête d'un parlement de son choix, dont il a acheté et les bourgs et

Sir Robert Walpole.

les votes avec les deniers de l'État. Supposez que, dans un semblable parlement, quelque honnête homme isolé tente une enquête sur la conduite de ce ministre, s'efforce de secourir cette pauvre nation en détresse, qu'il échoue, et dans les efforts qu'il fait pour produire la lumière, et dans les justes mesures qu'il propose, grâce à l'obstacle insurmontable que lui oppose une majorité corrompue, composée des créatures du ministre, recevant une paye journalière, ou asservie à sa cause par l'appât de places et de pensions qui ne devraient jamais être accordées que pour le bien public. Supposez que, fier de cette scandaleuse victoire, ce ministre gonflé d'orgueil, insulte à ses adversaires parce qu'il se sent le maître de ce parlement, sorte de jury vendu prêt à l'acquitter de tout crime ou de toute folie. Supposez ce ministre arrivé à un tel degré d'infatuation et d'insolence qu'il veuille dominer tous les hommes de grand nom, de grand sens ou de grande fortune de ce pays. Supposez cet être vicieux, insultant à la vertu chez les autres et essayant de se créer des semblables, en souillant ou en corrompant tout ce qui l'approche... Je ne prophétise pas, je le répète, je suppose seulement, et mon hypothèse, je l'espère ne se réalisera jamais! Mais au-dessus d'un tel ministre et d'un tel parlement, supposez sur le trône un prince, qui par défaut de lumière ou d'éducation première, soit ignorant des intérêts, des inclinations de son peuple. Supposez-le faible, poursuivi par des chimères ambitieuses, et insatiablement avare [1] (le cas ne s'est jamais présenté dans le pays, et je suis certain qu'il ne se présentera jamais). Mais, comme en définitive, la chose est possible, pourrait-il tomber sur la tête d'une nation une plus grande malédiction qu'un tel prince, conseillé par un tel ministre, et un tel ministre appuyé par un tel parlement? Les lois humaines ne peuvent changer la nature de l'humanité. Un acte du parlement ne peut empêcher l'existence ni de ce prince, ni de ce ministre, mais il peut rendre impossible celle d'un parlement semblable à celui que je vous ai décrit. Sous l'empire de l'acte septennal, une si monstrueuse assemblée a plus de chance de

[1] Georges II.

se rencontrer, sous l'empire de l'acte septennal, son pouvoir pour le mal serait plus grand, telles sont nos raisons pour désirer ardemment qu'on change la loi. »

Jamais de mémoire de commoner une attaque n'avait porté si haut ! L'audace de cette éloquente hypothèse n'avait pas même reculé devant la personne du roi, respectée d'ordinaire dans ces luttes parlementaires. Ce fut en vain que Henry Pelham, le frère du duc de Newcastle, chercha à répondre à Windham, la chambre était encore si émue des hardiesses de cette parole, que la voix de Pulteney toujours si écoutée, fut elle-même méconnue, le calme ne se rétablit que lorsque sir Robert prit la parole.

Ce fut avec un remarquable sang-froid, et du ton le plus méprisant, que le ministre répondit à Windham :

« Depuis quelques temps, on a pris dans cette chambre, à la fin des séances, l'habitude de se livrer à une foule de divagations et de suppositions qui n'ont aucun rapport avec la question à l'ordre du jour. C'est là un pernicieux exemple que je suivrai cependant pour cette fois, si l'assemblée me le permet. L'honorable membre assure qu'il n'a fait allusion à personne, je compte l'imiter, et dans cette déclaration, et dans ses hypothèses. Je supposerai donc également, et nul ne pourra j'en suis sûr deviner à qui je fais allusion, je suppose ou dans ce pays ou dans quelque autre malheureuse contrée, un antiministre [1], un homme qui s'attribue les dons les plus rares de l'intelligence, un homme qui ait une si haute opinion de lui-même, qu'il se croie la seule tête du royaume capable de conduire les affaires de son pays, et qui, par une conséquence assez naturelle, accuse d'ineptie tous ceux qui ont l'honneur d'appartenir à l'administration. Supposez ce singulier personnage assez heureux pour avoir groupé autour de lui quelques hommes véritablement intelligents, appartenant à d'anciennes familles, possédant de grandes fortunes. Supposez que pour grossir ce troupeau choisi, il s'adjoigne ces gens aux vues désespérées, qu'un cœur ulcéré et une ambition trompée rendent capables

[1] Allusion transparente à Bolingbroke.

de tous les crimes. Supposez ces hommes mus par lui, par lui seul, ne répétant que les mots qu'ils ont entendu sortir de sa bouche, et crachant (*spitting*) après lui le venin qu'il leur infuse. Supposez ce chef de parti peu aimé même par ses adhérents, haï du reste de l'humanité. Supposez que cet antiministre réside dans un pays qui devrait lui être fermé, un pays où on le tolère par compassion et par bonté, et supposez cet ingrat essayant de tarir la source d'où découlent cette compassion et ce pardon. Supposez-le dans ce pays, liant amitié étroite avec tous les ambassadeurs des princes qui sont les ennemis du sien, et si parfois il arrive que quelques-uns de ces diplomates aient besoin de connaître un secret préjudiciable et au pays et à ses amis, supposez ces ministres s'adressant sans hésiter à lui, et le traître répondant : Que désirez-vous? Voilà ce qu'il vous faut; en demandez-vous plus encore? je suis votre homme. Admettez que pour remplir ses promesses, il place un ou deux discours dans la bouche de quelques-unes de ses créatures, de quelques-uns de ses nouveaux convertis. Une motion est aussitôt proposée aux chambres, et quand le bon sens du parlement fait justice d'une requête aussi absurde, supposez cet homme, ses créatures, ses marionnettes, jetant l'alarme dans le pays, s'écriant : « Messieurs, vous le voyez, quand la patrie est en danger, un ministre criminel et une majorité corrompue se refusent à le sauver. » Supposez encore cet antiministre ayant parcouru l'Europe, ayant vécu dans toutes les cours et ayant fait partout le métier de livrer les secrets qu'il a pu surprendre. Supposez cet antiministre dépourvu de toute foi, de tout honneur, ayant trahi successivement tous les maîtres au service desquels il s'est mis. Je pourrais élargir encore le champ de mes suppositions, je ne manquerais pas ensuite d'affirmer que je n'ai personne en vue. Mais enfin, en se bornant au tableau que je viens de tracer, je vous le demande, messieurs, peut-on s'imaginer rien de plus dégradant pour la nature humaine que l'existence d'un être semblable ? »

Si l'attaque avait été vigoureuse, la défense fut triomphante, et cependant, à la distance où le temps nous a placés, il semble que, dans cette joute d'éloquence, ce soit à Windham que la palme doive rester. La phrase de Walpole est longue, embar-

Digitized by Google

rassée, plus amère qu'incisive. Ses allusions sont aussi directes que celles de Windham, mais l'effet en est, sans contredit, moins frappant. Qu'importe, après tout, à un pays libre qu'un proscrit sans principes oppose quelque entrave à la marche victorieuse du pouvoir? Voyez, au contraire, combien la prétendue hypothèse de Windham est saisissante : un roi presque idiot, un ministre sans foi ni loi, un parlement corrompu, tous trois agissant de concert pour opprimer et dépouiller une nation sans défense, à l'instar de trois bandits attaquant un voyageur isolé. Les assistants, cependant, ne pensèrent pas comme nous, et si les deux rivaux parurent égaux en éloquence, Walpole eut le talent de mettre, en apparence du moins, le bon droit de son côté. Sa grande habileté consista à négliger le bras qui frappait et à soulever hardiment le voile qui cachait la tête qui avait machiné ces intrigues. Les whigs de l'opposition, les patriotes, comme on les nommait, se sentirent profondément humiliés en se voyant désignés à l'Angleterre comme les instruments, comme les marionnettes obéissantes du grand renégat de tous les partis, de l'homme que, vingt-deux ans plus tôt, ils avaient eux-mêmes proscrit. La diatribe de Walpole porta un coup mortel à l'ambition défaillante de Bolingbroke. Pulteney, son grand ami, l'intermédiaire officieux que lui-même avait choisi pour traiter avec les whigs, l'abandonna sans pudeur en cette circonstance, et il se plaignit amèrement et tout haut de l'obéissance servile de Windham aux injonctions de son patron. Il fit plus, il conseilla à Bolingbroke de se rendre en France et de rester quelque temps en dehors des affaires publiques. Tout désagréable que pût lui sembler cet avis ou cet ordre, Bolingbroke s'y soumit cependant. Il attendit que les élections proclamassent la défaite absolue de l'opposition, et il se retira en France dans ce magnifique château de Chanteloup qui, par un destin singulier, devait devenir, quelques années plus tard, l'asile d'un autre homme d'État en disgrâce. De cette retraite, il écrivit à Windham une lettre qui respire à la fois, l'amertume et le découragement : « Je suis et je serai donc toujours ce proscrit entouré d'embûches, exposé aux mortifications de toute sorte, incapable de rendre d'autres services que ceux que j'ai déjà rendus. Carrière ingrate où un

Digitized by Google

ami comme vous ne peut m'engager à persévérer dans l'état actuel des choses. Mon rôle est fini, et celui qui reste sur les planches quand son rôle est fini mérite d'être sifflé. »

Telle fut la fin de la carrière politique de cet ambitieux célèbre. A dater de cette époque, il ne revint pas en Angleterre, et renonça à jouer un rôle quelconque dans son *ingrate patrie*. Bolingbroke, après avoir traversé les phases les plus diverses, après avoir débuté par être ce que l'on nommait jadis un libertin; après avoir ensuite, et presque sans transition, passé de la vie de plaisir aux plus hautes situations de la vie politique; après avoir été le plus brillant orateur de son temps, le premier ministre le plus influent; après avoir été proscrit, puis un moment jacobite, bientôt rappelé; après s'être posé en homme de lettres et en simple citoyen anglais; après être redevenu plus tard chef énergique de l'opposition, se vit pour la seconde fois forcé de subir un exil, exil d'autant plus douloureux qu'il lui était imposé non par une loi, mais par le mépris de toute une nation. Et cependant, jamais homme ne réunit à des dehors plus séduisants, une intelligence plus souple et plus étendue. Cet esprit si éminent était néanmoins dépourvu de deux qualités indispensables sinon pour réussir, au moins pour se maintenir au pouvoir. Bolingbroke n'avait ni loyauté ni persévérance. De ces deux qualités, l'une supplée quelquefois à l'autre; mais un homme auquel elles manquent toutes deux doit, tôt ou tard, succomber misérablement. Ce fut le sort de Bolingbroke.

Le duel parlementaire que nous venons de raconter termina la session de 1734. Le 16 avril, le roi proclama la dissolution du parlement, et les commoners se rendirent à la hâte dans leurs comtés respectifs, afin de se préparer à la grande lutte électorale qui allait avoir lieu. La lutte fut vive, en effet; on n'avait pas vu depuis longtemps des élections disputées avec cette chaleur. La corruption fut largement employée de part et d'autre, bien que le parlement eût, 1729, voté une loi qui punissait sévèrement ceux qui chercheraient à influencer les électeurs par des moyens illicites. Walpole, dont la fortune s'était immensément accrue lors des agiotages de la compagnie du Sud, et que l'exercice du pouvoir n'avait guère appauvri, nous sommes obligés de le reconnaître, déboursa, dit-on, cent cin-

quante mille francs, afin de s'assurer la majorité dans quelques colléges. A Norfolk, en particulier, il dépensa cent mille livres sterling, et échoua devant une majorité de sept voix. Les fonds secrets de l'année furent entièrement absorbés par ces dépenses, mais l'opposition, de son côté, ne négligea pas ce moyen facile de succès. Les tories surtout, possesseurs en général d'immenses fortunes territoriales, et unis comme un seul homme, accrurent sensiblement le nombre de leurs députés. Les patriotes, au contraire, perdirent quelques voix. En Écosse, lord Isla, l'agent principal du gouvernement, commit une faute politique qui fit un tort considérable aux intérêts de son parti. Les pairs d'Écosse avaient, suivant l'acte d'union, le droit de choisir seize d'entre eux pour représenter la pairie écossaise dans la chambre des lords. Lord Isla, craignant l'influence que les démonstrations populaires de la cité d'Edimbourg pourraient exercer sur l'esprit des lords, avait désigné un faubourg éloigné de la ville comme le lieu le plus sûr pour y tenir cette assemblée; il avait pris en outre la précaution fort inutile d'entourer le palais d'un cordon de troupes. Un grand nombre de pairs protestèrent contre cette innovation; ils déclarèrent que l'élection s'était faite sous la pression des baïonnettes. L'Écosse s'émut de ce qu'elle nomma les empiétements du pouvoir, et le ministère paya chèrement sa maladresse. Dans les trois royaumes, l'accise et l'acte septennal, également odieux à presque tous les partis, firent un tort considérable à la cause de Walpole. Mais en fin de compte le résultat général des élections fut moins défavorable qu'on aurait pu s'y attendre, et les ministres évaluèrent à cent voix la majorité sur laquelle ils pouvaient compter dans le nouveau parlement. Si le parti de la cour avait perdu quelques voix, d'autre part, il était plus compact. Sur un grand nombre de questions, on ne devrait pas, il est vrai, s'attendre à des majorités aussi écrasantes que par le passé, mais, en revanche, dans des moments difficiles, comme à l'époque de l'accise, ce ne serait plus un faible apport de dix-sept voix qui assurerait le triomphe du ministère. D'ailleurs, un pouvoir qui en appelait au pays après un exercice de dix-neuf années, et auquel les électeurs renvoyaient une assemblée de cinq cents membres, dont trois cents approuvaient la marche suivie par le

Digitized by Google

gouvernement, pouvait à bon droit se regarder comme satisfait de l'épreuve.

Peu de temps après, l'attention de l'Angleterre, détournée des *hustings*, se reporta sur la cour, qui venait d'être le théâtre d'un événement important et inattendu. La maîtresse du roi, lady Suffolk, disgraciée ou lasse de son rôle, venait de se démettre des fonctions de grande maîtresse de la garde-robe.

L'on s'apercevait déjà depuis quelque temps à la cour du déclin de la faveur de lady Suffolk. « Les visites nocturnes de l'hiver dernier, nous dit Hervey, étaient beaucoup plus courtes que d'habitude; quelquefois même elles n'avaient pas lieu. Les promenades du matin, durant le cours de l'été, ressemblèrent aux visites nocturnes de l'hiver précédent, et les privilégiés qui, admis aux petits appartements, voyaient le roi et lady Suffolk assis pendant toute une soirée à la même table, remarquèrent que les deux amants étaient fort refroidis l'un pour l'autre, et que les seules marques d'attention que Sa Majesté donnât à sa maîtresse étaient de nature à faire regretter à la pauvre femme qu'on eût paru s'apercevoir de sa présence. A Richmond, où les maisons sont petites, où les murs sont peu épais, et où ce que l'on dit d'une chambre à l'autre peut aisément s'entendre, ma mère, lady Bristol, dont l'appartement n'était séparé de celui de lady Suffolk que par une cloison, avait plusieurs fois reconnu la voix du roi qui s'exprimait avec colère et impatience. Un jour même, elle distingua ces mots : Ceci n'est pas de votre ressort, cela ne vous regarde pas. La bonne dame qui m'avait raconté ce propos était un peu de la nature de ces personnes « *qui l'ont toujours bien dit.* » J'aurais attaché bien peu d'importance à cette anecdote, si ce récit n'eût pas précédé d'un mois la disgrâce de lady Suffolk. »

Hervey, en général si bien informé, ne nous a pas paru cependant représenter cet événement sous son vrai jour. Ce n'était pas le roi qui était las de sa maîtresse, mais sa maîtresse qui était lasse de lui. Son martyre avait duré vingt ans; sa patience était à bout. Elle avait rencontré, dans les derniers temps, un homme assez généreux ou assez amoureux pour lui offrir loyalement sa main, promettant d'oublier, ou du moins de n'invoquer jamais le passé.

Cette femme de quarante-cinq ans, belle encore, et à qui l'on venait prouver de la sorte que l'amour ne lui avait point dit son dernier mot, n'hésita pas entre un vieux monarque acariâtre et un soupirant plus jeune et plus aimable. Lady Suffolk, nous l'avons dit, était peu ambitieuse, et, l'aurait-elle été, ses déconvenues politiques n'en eussent été que plus amères. Tous ses amis étaient en disgrâce. Swift, comme un sanglier blessé qui se retire dans sa bauge, ne quittait plus l'Irlande. Bolingbroke était parti pour la France. Gay était mort, le cœur ulcéré contre la cour. Chesterfield avait perdu son emploi. La duchesse de Queensberry ne pouvait plus reparaître devant le roi. Aussitôt que la favorite recommandait quelqu'un, fût-ce un page, son protégé était sûr de se trouver, sa vie entière, l'objet d'une défaveur inexplicable. La reine, tout en observant les formes de la plus scrupuleuse politesse, ne perdait pas une occasion de faire sentir à sa rivale détestée que l'affection du roi établissait entre elles une distance plus grande encore que celle du rang ou de la naissance. A toutes ces amertumes se joignaient des contrariétés d'un genre moins relevé, mais qui n'en était pas moins sensibles. Lady Suffolk, naturellement délicate, et depuis quelque temps réellement souffrante, était obligée de se ployer aux goûts turbulents de son royal amant. Il fallait sans cesse suivre à cheval les chasses à courre, franchir des haies ou des fossés, et le soir, lorsqu'elle rentrait, le corps brisé et l'esprit allourdi par cette fatigue corporelle, il fallait sourire, il fallait être aimable; et, pour toute récompense, recevoir d'un air charmé les boutades de ce nain acariâtre qu'on nommait le roi. « Nous chassons, dit-elle dans une de ses lettres, avec bruit et violence, et chaque jour je remercie le ciel de ne pas m'être cassé le cou. »

Ce bruit, qui offusquait les oreilles d'une sourde, prouve à quel point le genre de vie qu'elle menait lui était devenu odieux. De son côté, le roi, étonné sans doute de voir lady Suffolk moins patiente que d'habitude, se plaignait à Caroline du peu de charme qu'il trouvait dans le commerce de sa maîtresse. La reine, partagée entre la joie que lui causait l'humiliation de sa rivale, et la crainte de la voir remplacée par une plus jeune et plus dangereuse sirène, excusait lady Suffolk de son mieux.

« Pourquoi, lui disait le roi, vous acharner à me faire garder cette vieille sourde, dont je suis assommé ? »

A la fin de l'été, lady Suffolk, après avoir épuisé tous les ménagements que son inaltérable patience lui suggérait chaque jour, ne put résister au désir d'aller goûter quelque repos d'esprit et de corps aux eaux de Bath. Elle demanda un congé de six semaines, qui lui fut accordé sans difficulté, et partit en compagnie de cet amant de la dernière heure dont nous avons parlé, George Berkeley, le plus jeune fils du comte de Berkeley. Les eaux de Bath avaient réuni, cette année, la plus haute société anglaise, mais principalement cette fraction de l'aristocratie qui appartenait à l'opposition. Ce fut dans la société de Pulteney, de lady Hervey, de Pope et de mistress Blount, que lady Suffolk passa cet heureux temps de sa vie. Il est probable que le commerce de tous ces gens d'esprit, ses amis de tous les temps, et ses amis d'autant plus sûrs qu'ils n'avaient rien à espérer d'elle; que les soins assidus de Berkeley, que le contraste entre cette vie paisible et les soucis de son existence de cour, la confirmèrent dans la pensée de consacrer ses dernières années à la retraite.

Toutefois rien ne dénote, dans ses lettres, que son parti fût pris irrévocablement. Elle revint à Londres, le 10 octobre, afin d'assister aux fêtes que le roi donnait à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance.

Les courtisans remarquèrent que le roi parut à peine s'apercevoir de la présence de sa maîtresse, et qu'il ne lui adressa la parole qu'une seule fois, et à haute voix, pour lui faire une question insignifiante. Comme rien ne s'ignore à la cour, le lendemain chacun était informé, qu'infidèle à des habitudes de vingt années, le roi ne s'était pas rendu, le soir, dans l'appartement de la favorite. Quinze jours s'écoulèrent de la sorte; lady Suffolk comprit que sa disgrâce était positive et demanda une audience à la reine. On prétend que, dans cette entrevue, la maîtresse se plaignit à l'épouse de la froideur du roi; et que la reine dut faire d'ironiques excuses à sa rivale de la maussaderie de son amant. « Voyons, ma bonne Suffolk, aurait ajouté Caroline, vous et moi nous ne sommes plus d'âge à considérer tout ceci sous un point de vue romanesque. Vous êtes la meil-

leure servante que l'on puisse voir, et je serais extrêmement fâchée de vous perdre. De grâce, prenez une semaine pour réfléchir; donnez-moi votre parole de ne pas lire de romans pendant ce temps-là, et je suis sûre que vous renoncerez à un projet dont vous vous repentirez, et dont, pour mon compte, je serais désolée. »

Cette compassion ironique ne réussit pas, comme on se l'imagine sans peine, à impressionner bien vivement celle qui en était l'objet. Mais, si la raillerie fut amère, lady Suffolk se l'était justement attirée. Sa conduite, en cette occasion, ne s'accorde pas avec la réputation de prudence et de tact qu'elle s'était acquise. Observons toutefois que cette conversation, qui n'eut que la reine pour témoin, n'eut que la reine pour narrateur. Lady Suffolk eut le bon goût de se taire. Et ne doit-on pas imputer les plaintes étranges placées dans la bouche de sa rivale par la reine Caroline, à l'implacable ressentiment d'une femme outragée qui veut compléter sa vengeance? Quelles qu'aient été les paroles échangées entre la reine et lady Suffolk, à la suite de cet entretien, la maîtresse se démit de ses fonctions de grande maîtresse de la garde-robe, et le lendemain elle se retira dans la maison de son père, lord Hobart. « Ce fut ainsi, nous dit Hervey, que se termina, au bout de vingt années, la faveur purement nominale et le règne languissant de la pauvre lady Suffolk, qui n'eut jamais assez de pouvoir pour faire le bien qu'elle désirait à ceux qu'elle aimait, et dont la seule influence se bornait, en surveillant avec soin toutes les occasions qui se présentaient, à agir sur le tempérament irritable du roi et à l'indisposer contre ceux qui se vantaient d'être les ennemis de la favorite. »

Cette disgrâce fut pendant quelque temps le sujet des conversations de la ville entière. On s'en fit une arme contre le roi. On porta aux nues le désintéressement, la douceur, l'humeur serviable de la favorite; on peignit, sous les couleurs les plus sombres, l'ingratitude de cet homme qui, après avoir vécu pendant vingt ans avec la plus sage et la plus douce des maîtresses, la chassait d'auprès de lui comme un valet infidèle. « A entendre les amis de lady Suffolk on eût cru que le roi, au lieu de renvoyer sa maîtresse pour se rattacher à sa femme, avait

répudié quelque vertueuse, quelque obéissante, quelque consciencieuse épouse, afin d'avoir plus de facilité à s'abandonner au commerce impur de quelque nouvelle favorite [1]. »

La reine parut à la fois inquiète et charmée. Il était facile de lire dans ses regards le triomphe de la femme outragée et l'inquiétude d'un politique prévoyant. Elle s'effrayait, en effet, de voir retomber sur elle la lourde tâche d'amuser le royal désœuvré, qui ressemblait étrangement à Louis XIV par tous les petits et les mauvais côtés du caractère du grand roi. La princesse Anne, la fille favorite de George, exprimait insolemment les angoisses de sa mère à cet égard. « Je désire de tout mon cœur, disait-elle, qu'il prenne quelqu'un d'autre, afin que ma pauvre maman soit soulagée de l'ennui de le voir toujours dans sa chambre. »

Sir Robert Walpole ne cachait pas sa joie. Il avait toujours craint lady Suffolk. Cette dame était liée avec tous ses ennemis. A l'avénement de George, elle avait été la cheville ouvrière de l'intrigue destinée à renverser Walpole. A la cour, sir Robert et la favorite ne s'adressaient jamais la parole. Walpole avait parfois essayé, sans se compromettre vis-à-vis de la reine, de corrompre lady Suffolk par l'appât de quelque grosse somme d'argent; mais elle s'était montrée incorruptible, et le ministre ne lui pardonnait guère l'avantage moral qu'un refus de ce genre donnait à une femme comme elle, sur un homme comme lui.

Celle qui excitait ainsi à la cour des sentiments si divers d'approbation, de triomphe ou de respect, paraissait la moins occupée de l'événement dont elle était la cause : toujours calme, toujours simple, elle fit part de sa disgrâce à ses amis absents, dans les termes les plus convenables et les plus dignes. Elle reçut en cette circonstance des témoignages de sympathie qui durent la toucher. Elle rencontra également des marques d'ingratitude singulière. Un des amis qui professait pour elle les sentiments de la plus vive affection, un homme d'état distingué de cette époque, et auquel un patriotisme faux, mais bien joué,

[1] Hervey, *Memoirs*, vol. II.

avait fait donner le surnom du grand duc d'Argylle un homme appartenant à l'opposition, un homme qui ne laissait guère s'écouler un mois sans lui écrire, lui adressa les lignes suivantes, les dernières, assure-t-on, qu'il lui écrivit :

« Madame,

» J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre ; jespère que vous me rendez la justice de croire que je m'intéresse vivement à ce dont vous me parlez, quoique je doive avouer que j'en ai été étrangement surpris. La duchesse vous envoie ses meilleurs compliments.

» Agréez, etc. »

En revanche, lord Bathurst lui écrivait une lettre de condoléance pleine de tact et de sensibilité. Il la terminait ainsi :

« Un grand roi qui a été un grand philosophe, ne trouvait rien de plus désirable dans la vie que du vieux bois à brûler, du vieux vin à boire, de vieux amis pour causer, de vieux livres à lire. Tous ces biens, madame, et surtout le troisième (les amis), que vous mettez au-dessus de tout, vous êtes certaine d'en jouir mille fois mieux que *le roi et que sa reine* [1]. »

Chesterfield, Pope, la duchesse de Queensberry, restèrent fidèles à leur amie. Lady Suffolk, heureuse de cette intimité restreinte et de cette société choisie, ne voulut plus vivre dans le grand monde. Elle s'absorba sans doute, de plus en plus, dans le sentiment d'un genre nouveau qui l'attachait à George Berkeley, et l'année suivante, elle épousa son amant. Ce mariage surprit tous ceux qui n'étaient pas de la société intime de lady Suffolk, mais le plus étonné de tous fut le roi. George se trou-

[1] *Correspondance de lady Suffolk*, vol. II

vait à cette époque en Hanovre, et la reine dans une de ses lettres lui avait donné cette nouvelle :

« J'ai été, lui répondit-il, extrêmement surpris de la disposition que vous m'avez mandée, que ma vieille maîtresse a fait de son corps en mariage à ce vieux goûteux, George Berkeley [1] et je m'en réjouis fort. Je ne voudrais pas faire de tels présents à mes amis, et quand mes ennemis me volent, plût à Dieu que ce fût toujours de cette façon. »

En dépit de ce ton, pesamment railleur, il est facile de reconnaître dans la lettre de George, le dépit que ressentait le royal amant, en se voyant si promptement remplacé dans le cœur de son ancienne maîtresse. Mais désormais la colère ou la satisfaction du roi importait peu à la tranquillité de lady Suffolk. Elle vécut quelques années en possession de ce bonheur domestique pour lequel elle semblait avoir été faite. La mort de son mari vint cependant troubler de nouveau sa vie. Lady Suffolk supporta avec courage et résignation le coup terrible qui la frappait. Elle se consacra de plus en plus à la retraite, sans rompre cependant avec les amis de sa jeunesse, sans même se refuser à augmenter le cercle étroit de son intimité, lorsque quelque homme d'esprit manifestait le désir d'entrer en relation avec elle. Vers les derniers temps de sa vie, elle se lia intimement avec le fils cadet de son ennemi irréconciliable, avec Horace Walpole. Amitié singulière à plus d'un titre, et que la différence des âges rend encore plus étrange, mais qui étonne moins de la part d'Horace Walpole que de tout autre, car chacun sait l'étroite liaison qui unit cet humoriste célèbre, cet antiquaire en tous genres, avec la marquise du Deffand,

[1] Le roi avait cinquante trois ans alors, et le vieux goutteux n'avait pas quarante ans. Cette lettre est tirée des mémoires de lord Hervey, auquel la reine en donna lecture. La lettre du roi est en français.

aussi vieille pour le moins que lady Suffolk, et aussi parfaitement aveugle que l'autre était parfaitement sourde. Ce fut grâce aux récits de sa respectable amie, lady Suffolk, qu'Horace Walpole put composer l'intéressant opuscule qu'il intitula: *Réminiscences de la cour de George Ier et de George II.* Lady Suffolk, toujours recherchée, toujours choyée par les plus beaux esprits du temps, mourut en 1776, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, laissant la réputation de la plus droite, de la plus douce, de la moins coupable de ces femmes tristement célèbres par l'attachement qu'elles inspirèrent à des rois.

Les regrets causés par une absence, une disgrâce, par la mort elle même, sont choses bien éphémères, surtout dans une société aussi artificielle que l'est une cour. Un mois après la retraite de lady Suffolk, il n'était plus guère question de cet événement auquel, dans l'inflammation des premiers jours, on voulait donner une sérieuse importance politique; la malignité des courtisans avait trouvé une veine plus neuve et plus réjouissante à exploiter. On se souvient qu'au mois de mars de cette année (1734), le roi avait conseillé à son gendre, le prince d'Orange, d'aller visiter ses possessions continentales. Le prince, prudent et fin, comprit à demi-mot; il partit, et emmena avec lui la princesse Anne sa femme. « Le départ fut larmoyant. George, nous dit Hervey, versa un torrent de larmes, et donna à sa fille préférée mille baisers, mais pas une seule guinée. Quant à la reine, elle ne cessa pas de pleurer pendant quarante-huit heures, mais au bout de trois semaines, à l'exception des jours où arrivait la poste, Son Altesse semblait aussi oubliée que si elle eût été enterrée depuis trois ans. »

La princesse ne resta que peu de temps en Hollande. Le prince d'Orange se rendit à l'armée du Rhin, et sa femme saisit avec empressement ce prétexte pour retourner en Angleterre, où elle fut reçue à bras ouverts par le roi. A son arrivée elle déclara qu'elle était enceinte, et avoua ingénument que si elle n'avait pas annoncé plus tôt sa grossesse, c'était dans la crainte de rester en Hollande. Le prince d'Orange, lorsqu'il sut que, dans quelques mois, il allait être père, écrivit immédiatement à sa femme qu'il ne serait pas convenable qu'elle fît ses couches en

Angleterre. Il lui enjoignait donc de retourner promptement en Hollande. La princesse jeta les hauts cris, et déclara qu'elle n'obéirait pas; le roi et la reine purent à grand peine lui faire entendre raison. Après avoir inventé tous les prétextes imaginables, elle partit enfin pour Harwich, mais le surlendemain, la porte de la chambre de la reine s'ouvrit brusquement, et la princesse se jeta dans les bras de ses parents, à leur inexprimable surprise. Elle prétendit que la cause de ce retour subit était une nouvelle lettre du prince d'Orange, qui lui annonçait qu'il ne pourrait se trouver que quelques jours plus tard au rendez-vous qu'il lui avait donné en Hollande. Le roi et la reine ne firent aucune observation, quoi qu'il fût aisé de voir le mécontentement que leur causait la légèreté de leur fille.

La tendresse filiale n'entrait pour rien dans l'aversion que la princesse manifestait pour sa nouvelle patrie. Quelques pages plus haut, nous avons cité ses paroles inconvenantes lors de la disgrâce de lady Suffolk. Le portrait suivant de George II, tracé par elle-même, montrera la nature des sentiments que la princesse Anne pouvait éprouver pour son père. « Il se donne des airs de galanterie. Mais aucune femme ne se trouve à son aise avec lui. Il affecte l'héroïsme. Sa conduite envers la reine est déraisonnable, enfantine, quinteuse, désagréable, et presque inconvenante. Il raconte toujours les mêmes choses et il exige de ceux qui l'approchent, qu'ils ne se répètent jamais, etc... »

La fille, qui parlait avec aussi peu de respect de son père, était cependant l'enfant pour laquelle ce prince avait manifesté de tous temps la prédilection la plus marquée. Cette famille royale d'Angleterre offrait un assez triste échantillon des vices ou des défauts de notre pauvre humanité. L'acariâtre princesse Émélie détestait son père, qui, de son côté ne l'aimait guère, et quant au prince de Galles, la haine qu'il avait vouée au roi et à la reine, ne pouvait être égalée que par l'aversion qu'ils éprouvaient de leur côté, pour lui, et qu'il justifiait, dit-on, car il passait généralement pour faux, court d'esprit et poltron. Le duc de Camberland, déjà rude comme son père, mais doué d'un grand fond d'honnêteté, et la princesse Caroline,

Digitized by Google

étaient les deux seuls enfants du roi qui méritassent, l'un pour ses vertus, l'autre pour son insignifiance, d'échapper au blâme.

Le prince d'Orange ne s'accommodait cependant pas des délais interminables de son épouse. Il lui écrivit une lettre fort sèche, pour lui intimer l'ordre absolu de revenir.

Le 6 novembre, la princesse Anne consentit enfin à s'embarquer, mais le vaisseau n'était point encore hors de vue des côtes, qu'elle fut prise de convulsion si violentes ou si bien jouées, que sa suite effrayée obligea le capitaine à rentrer au port. On envoya au roi une dépêche remplie de toutes les attestations imaginables, des sages-femmes, des médecins et de la nourrice. Cette fois, George trouva que sa fille bien-aimée abusait outre mesure de sa crédulité et de sa patience; il déclara qu'il ne verrait pas la princesse, et il écrivit au prince d'Orange, pour lui demander ses instructions lui promettant qu'elles seraient exécutées sur-le-champ. Aussitôt qu'il connut les intentions de son gendre, il fit partir la princesse pendant la nuit, lui fit traverser Londres et l'obligea à s'embarquer à Douvres, sans qu'elle eût pu voir un seul membre de la famille royale. Anne, forcée de se soumettre, arriva enfin à Calais, d'où elle gagna la Hollande par les Flandres.

Expliquons maintenant quels étaient les motifs de l'étrange conduite de la princesse. Les deux fils de George n'étaient pas mariés ; s'ils venaient à mourir, ou si quelque nouveau 1688 les chassait du trône, la princesse royale se trouvait héritière de la couronne d'Angleterre, au même titre que sa grande-tante Marie, comme elle, fille du roi, et comme elle, princesse d'Orange. A cette époque, George II était peu populaire, le prince d'Orange était chéri par la nation anglaise. Qui pourrait dire où s'arrêteraient ce mécontentement et cette faveur? Il était donc important pour la princesse Anne que son fils naquît en Angleterre, que par conséquent, il fût Anglais [1].

[1] Si ma supposition est juste, on pourra se demander pourquoi le prince d'Orange s'opposa aux vues de sa femme, mais il faut observer que, de son côté, Guillaume avait un intérêt majeur à ce que son fils naquît en

On ignore si George devina les desseins de sa fille, mais à dater de cette époque, il manifesta pour elle un éloignement égal à l'affection qu'il lui avait précédemment montrée. Il déclara au ministre que jamais la princesse d'Orange n'aurait la permission d'accoucher en Angleterre. La princesse Émilie éclairée par la jalousie paternelle, ne fut pas dupe des prétendues souffrances de sa sœur; elle se montra très-irritée contre la princesse d'Orange. Mauvaise humeur qui provenait sans doute de la même source que les attermoiements de l'ambitieuse Anne. « Je suis bien aise, disait-elle hypocritement à mistress Cleyton, que ma sœur accouche en Hollande, non-seulement dans l'intérêt du prince d'Orange, mais encore parce que je suis sûre que mon frère eût redouté par-dessus toute chose, de lui voir faire ses couches en Angleterre.—Je ne comprends pas pourquoi, répondit sévèrement mistress Cleyton ; car, peu importe à ceux qui ne voudraient voir sur le trône aucun des membres de la famille de Votre Altesse royale, que la princesse Anne accouche ici ou ailleurs, ait un fils, une fille, ou n'ait pas d'enfant du tout; et quant à ceux qui désirent le bonheur de votre famille, madame, et par cela même le leur, ils seront fort heureux de prendre chacun de vous successivement ; mais ils ne veulent aucun de vous hors tour[1]. »

Mistress Cleyton avait sans doute raison au point de vue de la morale, mais au point de vue de la logique, elle avait tort.

La princesse Anne et la princesse Émilie avaient sur la couronne d'Angleterre un droit égal à celui de la reine Marie ou de la reine Anne, le droit d'usurpation; ce principe, une révolution l'avait consacré une première fois, pourquoi une révolution ne le consacrerait-il pas un seconde? Toute famille royale usurpatrice courra les mêmes dangers et verra naître dans chacun de ses membres des prétentions analogues.

Hollande, il était sans doute trop sensé pour négliger le stathouderat qui se trouvait à sa portée, en vue de la perspective plus qu'incertaine de la couronne d'Angleterre.

[1] Lord Hervey, page 483.

La reine Caroline, la seule figure noble et intéressante de cette famille de Brunswick, fut profondément affligée de la conduite de sa fille; son bon sens ne lui permit pas de se séparer du roi en cette circonstance, mais son cœur maternel saigna vivement à la pensée que sa fille traverserait Londres sans qu'elle pût l'embrasser. Le chagrin affecta sa santé; elle tomba malade. George, aussi dur pour les siens que Louis XIV, voulait que tous ceux qui l'entouraient jouissent toujours d'une florissante santé. Caroline connaissait son humeur, et craignait par-dessus tout de lui faire éprouver un sentiment de dégoût. Aussi s'efforçait-elle de dissimuler ses souffrances. Un matin, cependant, elle se trouva mal à une des réceptions de la cour; cette indisposition n'empêcha pas George de la traîner le soir à un grand bal et de l'y retenir impitoyablement jusqu'à onze heures. Un semblable régime ne faisait qu'empirer son mal. Hervey avertit Walpole que, si la reine se ménageait aussi peu, sa vie serait sérieusement en danger. Le premier ministre fut inquiet; car la reine était son plus ferme appui auprès du roi, et sans elle il n'eût jamais réussi à gouverner cette capricieuse et lourde intelligence; il demanda sur-le-champ une audience secrète à Caroline. Dans cette entrevue, il lui fit les plus sévères remontrances sur le peu de soin qu'elle avait de sa santé. « Que deviendrions-nous, madame, si nous venions à vous perdre! Le roi tomberait sous la domination d'une femme, maîtresse ou épouse peu importe, et qui peut prévoir les malheurs dont votre famille et cette nation seraient les victimes, si l'influence prise sur l'esprit de Sa Majesté était ou pernicieuse ou maladroite? » La reine pleura beaucoup en entendant ces paroles. « Je ne puis douter qu'il se remarierait, répondit-elle. Mais j'espère que son bon sens, et son affection pour les siens, l'empêcheraient de commettre les fautes que vous redoutez; d'ailleurs n'êtes-vous pas là? Vous ne vous doutez pas combien il vous aime, et combien il a confiance dans vos talents. Vous nous avez sauvés de bien des erreurs. Cette année encore n'est-ce pas à vous que nous devons notre salut? n'avez-vous pas eu le courage d'agir contre nos désirs et contre notre opinion? Le roi le sait, et il vous garde autant de reconnaissance de votre résistance sage et obstinée, qu'un autre prince pourrait savoir

gré à un autre ministre de la plus servile complaisance. »

Sir R. Walpole la remercia de la bonne opinion qu'elle avait de lui : « Mais n'oubliez pas madame, ajouta-t-il que je ne suis rien sans vous. Vous êtes le moteur de cette cour; lorsque votre main s'arrêtera, la machine cessera d'agir. C'est grace à vous, à vous seule, que j'ai quelque action sur le roi [1] »

Après cet échange de compliments flatteurs et cependant sincères, la reine promit à Walpole de suivre ses conseils et ils se séparèrent fort satisfaits l'un de l'autre. En sortant de chez la reine, Walpole se rendit à l'appartement de Hervey, et lui raconta la conversation qu'il venait d'avoir : — Tout ceci est fort bien, dit Hervey, mais le roi a dû vous entendre.

Walpole bondit à ces paroles : « S'il en est ainsi, s'écria-t-il, je suis perdu; il ne me pardonnera jamais. Mais quelle raison avez vous de le croire ? » Hervey lui expliqua alors qu'il avait su par un page que le roi s'était rendu avec ses trois filles dans la chambre à coucher de la reine, pièce contiguë au salon où Walpole recevait son audience. « Rappelez-vous, ajouta-t-il, que vous m'avez raconté qu'à Kensington, le roi s'était enfermé dans un cabinet, et qu'il avait laissé la porte entr'ouverte pour écouter une conversation que vous aviez avec la reine. J'en conclus que la même curiosité à pu amener le même résultat. — Pour l'amour de Dieu, dit sir Robert Walpole, tâchez de savoir si vos conjectures sont vraies, et faites-le-moi connaître, avant demain matin. Le lendemain, un petit billet de Hervey calma l'inexprimable angoisse de Walpole. Hervey avait appris de la princesse Caroline, à laquelle il était lié par les liens d'une tendre amitié, que le roi était sorti de la chambre de la reine quelques secondes après y être entré.

Ces conversations royales, dont nous devons le récit à la plume tant soit peu prolixe de lord Hervey, ne sont à vrai dire que des commérages historiques. Ils offrent cependant un genre d'intérêt incontestable, en ce qu'ils peignent fidèlement la situation respective d'un roi et de son premier ministre, vers le milieu du

[1] Hervey. Coxe, *Walpole*.

dernier siècle. Le règne de George II a été pour l'Angleterre une époque de transition dont le ministère de Walpole nous offre la phase la plus remarquable. Walpole fut en effet le dernier des ministres Anglais qu'on pourrait nommer l'homme du roi, après lui le chef du cabinet devint l'homme du parlement. Jusqu'à Walpole, l'histoire nous montre les souverains maîtres du choix de leurs ministres, et assez forts pour l'imposer aux chambres. Le ministre déplaisait-il au parlement, le roi prononçait la dissolution; si la nouvelle assemblée persistait dans son opposition, le souverain se résignait sans doute à déléguer son autorité à quelques nouveaux mandataires; mais en échange de cette concession il en exigeait d'autres à son tour, et ce n'était pas dans les rangs de l'opposition qu'il allait prendre son ministre. Cependant, la révolution de 1688, tout en fortifiant l'autorité des chambres, était loin d'avoir détruit ces traditions d'obéissance. Lorsqu'en 1711 la reine Anne avait été lasse à la fois et de la guerre et de l'administration des whigs, elle avait pu changer brusquement de système, renvoyer Marlborough, et se confier au tory Bolingbroke, sans que la majorité qui votait précédemment pour les whigs eût hésité un instant à la suivre dans cette évolution. George Ier, en montant sur le trône, adopta une politique opposée; il se rattacha aux whigs, et cette fois encore il obtint l'assentiment des chambres. George II, à son avénement, trouva Walpole fortement établi au pouvoir; et cependant nous avons vu que chacun s'attendait à la disgrâce du ministre; cette fois encore, il est plus que probable que les communes ne s'y seraient pas opposées. Jusqu'en 1734, en un mot, le gouvernement personnel n'était pas une fiction. Le développement pacifique et régulier des institutions parlementaires infusait il est vrai, de plus en plus dans le pays l'idée qu'un ministre devait être le ministre de la nation, et non celui du roi. Mais les terreurs manifestées par Walpole, à la simple pensée que le roi avait pu l'entendre prononcer une parole imprudente, prouvaient éloquemment qu'en dépit des cent voix de majorité, que les élections venaient de lui donner, il sentait que la faveur royale était un appui sans lequel le solide édifice de son pouvoir s'écroulerait infailliblement. Une dizaine d'années à peine modifia bien promptement cet état de chose, et la chute de

Walpole fut un exemple inouï jusqu'alors dans les fastes parlementaires. Mais ce qui devint vrai en 1742, ne l'était pas encore en 1734. Walpole fut donc sensiblement soulagé, lorsqu'il apprit que le roi n'avait pu entendre sa conversation avec la reine.

Jamais, en effet, il n'avait eu un plus grand besoin de l'empire qu'il s'était acquis sur l'esprit de George.

Le monarque, sollicité de plus en plus par l'Empereur, rappelait à Walpole qu'il avait fait dépendre son intervention dans les affaires de l'Europe du résultat des élections. Maintenant qu'une majorité imposante était acquise aux ministres, le moment lui semblait venu d'agir. Les Français et les Espagnols avaient eu tous les honneurs de la campagne. En Allemagne, Philipsbourg avait été pris par le maréchal de Noailles, sans que le prince Eugène pût ou ôsât s'y opposer. En Italie, les impériaux successivement battus par les Français à Parme et à Guastalla, n'avaient pas été plus heureux contre les Espagnols, qui s'étaient emparés du royaume de Naples, et qui étaient également maîtres de la moitié de la Sicile.

L'empereur Charles VI, harcelé de tous côtés, sans un seul allié (les Russes satisfaits de la prise de Dantzick lui refusaient tout concours), dépêchait agents sur agents en Angleterre, pour déterminer le roi à lui venir en aide dans ce pressant péril. L'ambassadeur Kinsky traitait officiellement avec Walpole. Mais plusieurs envoyés secrets, d'abord un nommé Wastier, puis Strickland, évêque de Liége, déguisé sous le nom de M. Morley, s'adressaient directement au roi et à la reine, qui étaient fort disposés tous deux à satisfaire à ces demandes [1].

Ce Strickland était un diplomate plein d'esprit, mais de mœurs déte tables, et d'une réputation de probité plus que douteuse. Au début, sa conduite fut fort habile. Il ne refusa nullement à traiter avec Walpole, auquel George l'avait adressé, mais dans les entrevues particulières qu'il obtenait du roi, il insinuait adroitement que, sans l'opposition du ministre, toutes les difficultés seraient aplanies; et qu'il craignait que l'empire que cet

[1] Coxe. Lord Mahon.

homme avait pris sur l'esprit du roi ne rendît ses soins inutiles. C'était prendre George par son endroit sensible. La plus grande prétention de ce prince si facilement influencé, était de n'agir jamais que d'après ses propres inspirations. Walpole s'aperçut bientôt du piége que lui tendait Strickland. Il le fit surveiller jour et nuit, et apprit par la police qu'il avait des entrevues fréquentes avec Pulteney, Bolingbroke, et les chefs de l'opposition. Il sut en outre que ce prélat, déguisé et revêtu d'un vieil habit de chasse, avait coutume de se rendre chaque soir dans quelque maison mal famée de la Cité. Muni de ces deux renseignements, le ministre saisit la première occasion de tourner en ridicule, devant le roi, ce prélat diplomate, qui se permettait des escapades indignes d'un écolier. Lorsqu'il vit son ennemi tant soit peu démonétisé par le ridicule, il révéla ses machinations et ses intrigues avec l'opposition.

Pulteney était l'homme du monde que le roi haïssait peut-être le plus; du moment où George sut que l'envoyé traitait avec son plus mortel ennemi, il n'éprouva plus pour lui que méfiance et dégoût, et le prélat se vit bientôt expulsé poliment d'Angleterre.

En dépit de ce succès, Walpole était loin d'avoir remporté une victoire complète. Le roi revenant toujours à la nécessité d'une intervention, Walpole dut exécuter des prodiges d'adresse pour surmonter l'entêtement, motivé cette fois, du monarque. Sa tâche était d'autant moins aisée que la reine, son auxiliaire habituel, ne lui prêtait son appui en cette occasion, que mollement et à contre-cœur.

« Cependant, disait Walpole à Hervey, je finirai par l'emporter. Mais vous, milord, qui connaissez cette cour, vous devez savoir que rien ne se fait que petit à petit. Si je disais au roi et à la reine où je compte les amener dans six mois d'ici, j'échouerais infailliblement; je parcours pas à pas la route où je veux marcher, mais si je leur montre le but où je tends, il s'arrêtent court et tout est à recommencer. Par exemple, je crois que si la paix ne se conclut pas promptement, nous ne pourrons empêcher pendant plus d'un an l'Angleterre de prendre part à la guerre. Mais à cette époque nous serons en position de faire la loi à l'Europe, c'est là, vous l'avouerez, une perspective bien

Digitized by Google

consolante ; et cependant je n'ose pas la leur faire entrevoir, et tous mes raisonnements sont basés sur la certitude de la paix.

» J'ai dit ce matin à la reine : Madame, il y a eu cinquante mille hommes tués en Europe cette année ; dans ce nombre on ne compte pas un seul Anglais. Sans parler de la satisfaction que vous devez en ressentir au point de vue de l'humanité, vous devriez vous réjouir de voir toute l'Europe payer son contingent à cette diminution de force, et l'Angleterre conserver sa vigueur pleine et entière. Votre Majesté m'accuse toujours (si je puis appeler cela une accusation) d'être partial envers l'Angleterre, et de n'avoir qu'elle en vue ; mais les motifs de ma partialité, quels qu'ils soient, ne doivent-ils pas agir avec doublement de force sur vous, madame, qui avez dans tout ceci des intérêts tellement plus directs que les miens [1] ? »

Ce fut en agissant avec ce mélange de prudence, de sagesse, de condescendance et de fermeté que Walpole parvint enfin à atteindre son but désiré, la neutralité de l'Angleterre.

Chaque jour il livrait un nouveau combat dans le cabinet du roi, mais chaque jour il remportait une nouvelle victoire ; peu à peu, pas à pas, comme il le disait lui-même, Walpole entraîna le roi dans les voies de sa politique pacifique. Si nous voulons rechercher les motifs qui dirigèrent la conduite du premier ministre, nous serons forcé de convenir que son intérêt privé fut son principal mobile, la guerre n'étant pas du ressort de ce financier habile, de ce tacticien, parlementaire, mais nullement militaire. Le canon est un serviteur brutal qui trahit souvent son maître. Quel est le discours qui peut contre-balancer une défaite? Démosthènes ne fut pas pour Philippe un adversaire bien redoutable. Walpole n'était pas un Démosthènes, mais il était encore moins un Philippe. La guerre répugnait à ses instincts et nuisait à ses intérêts, mais on n'a pas le droit de se montrer sévère pour un ministre quand son intérêt particulier s'accorde avec l'intérêt général, et Walpole avait raison lorsqu'il affirmait que la paix rendrait l'Angleterre la maîtresse du monde.

[1] Lord Hervey, vol. II.

Digitized by Google

Dans cette heureuse contrée, l'agriculture, le crédit et le commerce faisaient chaque jour de surprenants progrès. Jadis un des pays les plus pauvres de l'Europe, l'Angleterre était devenue en peu d'années une nation remarquablement florissante. et quoique depuis un siècle elle ait bien souvent tiré l'épée, quoiqu'elle ait remporté des victoires, il est incontestable que c'est aux bienfaits de la paix qu'elle a dû son incomparable prospérité. Quels que fussent ses secrets motifs, Walpole agit donc sagement en laissant grandir en paix le robuste enfant, qui devait bientôt se métamorphoser en géant.

CHAPITRE XI

Année 1735. — Débats du parlement. — Majorité acquise à Walpole. — Voyage du roi en Hanovre. — Il devient l'amant de Mme de Walmoden. — Son étrange correspondance avec la reine. — Irritation qu'il manifeste à son retour en Angleterre. — Ses violences envers la reine. — Conseils de Walpole à Caroline. — Conclusion de la paix. — Walpole déjoue les manœuvres de Fleury et essaye de corrompre Chauvelin. — Les négociations tournent à l'avantage de la France.

1735

Le parlement s'assembla le 14 janvier. Le discours de la couronne roulait presque en entier sur la politique étrangère. Le roi faisait part aux chambres d'un projet de pacification que son gouvernement, d'accord avec la Hollande, avait soumis aux puissances belligérantes. Il rappelait, en quelques mots, le traité récemment conclu avec le Danemark; il terminait en faisant observer que lorsque la guerre sévissait avec rage en Europe, la prudence commandait à l'Angleterre de se tenir prête à toutes les éventualités [1].

Les débats occasionnés par l'adresse furent également vifs dans la chambre des lords et dans celle des communes. Le parti ministériel proposait de remercier le roi d'avoir su éviter au pays les maux de la guerre. L'opposition trouvait ridicule

[1] *Parliamentary history*, vol. IX, p. 689. Tindal, Coxe.

Digitized by Google

l'expression de cette reconnaissance. « Il était plaisant, disait-elle, de remercier un souverain de n'avoir pas déclaré la guerre lorsqu'il n'y trouvait pas son intérêt. » Elle blâmait, en outre, les dépenses proposées pour armer l'Angleterre. « La Hollande est sur le théâtre des événements, elle est plus directement intéressée que nous à ce qui se passe ; comme nous cependant, elle garde la neutralité, et cette neutralité ne lui coûte pas un schelling. » Sur ce point le ministère avait beau jeu pour répondre : si la Hollande commettait une faute aussi manifeste, était-ce à l'Angleterre à l'imiter? Quel poids pouvait avoir dans la balance un pays neutre, si sa neutralité n'était pas armée, etc., etc.? Bref, après de beaux discours et de violents efforts de part et d'autre, une majorité de 87 voix contre 37 dans la chambre des lords, de 265 contre 185 dans la chambre des communes, se prononça en faveur du gouvernement. C'était, depuis longues années, la plus faible majorité dont Walpole eût disposé, et cependant le résultat du vote lui causa une vive satisfaction. Un bail de sept années, avec 80 voix de majorité dans les communes, telle était, en effet, la perspective que la nouvelle législature déployait devant ses yeux. L'opposition, malgré l'accroissement de ses forces, jugea la question comme Walpole, et bien que par esprit de vengeance ou par devoir, elle ne diminuât nullement la violence de son langage, il était facile de voir qu'elle avait perdu tout espoir prochain de réussite. On prétend même que Pulteney, plus découragé encore que ses amis, avait essayé de se rapprocher de Walpole, et que le jour où le parlement s'assembla, les deux rivaux s'étaient fait des politesses inusitées. Horace Walpole échangea même des visites avec Pulteney. « Je le trouvai, manda-t-il à son frère, dans un abattement extraordinaire. J'essayai en vain de me montrer gai et de bonne humeur. Ce n'est pas la souffrance physique qui le réduit en cet état, c'est le découragement, c'est l'ambition trompée. Au reste, si quelqu'un eût pu nous voir ensemble, il nous eût cru les meilleurs amis du monde [1]. »

1 Lord Mahon. Coxe. *Parliamentary history.*

Lorsque le chef mollit ainsi, les soldats ne sont pas éloignés de s'enfuir. — La session offrit peu d'intérêt; les communes votèrent une levée de 30,000 marins, approuvèrent le traité conclu avec le Danemark, et accordèrent 794,000 livres sterling destinés à subvenir au dépenses de l'armée. La chambre des lords se montra, cette année, moins accommodante que les communes, si turbulentes d'ordinaire Les procédés de lord Isla avaient vivement déplu aux Écossais. Lord Stair, ce grand seigneur que nous avons vu si mal accueilli par la reine, prit l'initiative d'une pétition qu'il fit signer par les plus nobles pairs d'Écosse, Hamilton, Queensberry, Dowe, Montrose, Dundonnald, Marchmond. Les pétitionnaires réclamaient une enquête qui mît en lumière la conduite inqualifiable du ministère à leur égard. Le débat fut d'une animation extraordinaire, mais Carteret, suivant le lâche exemple donné par Pulteney, n'était pas éloigné de faire la paix avec la cour. Il s'abstint donc de prendre la parole dans cette question. Hervey, avec le zèle d'un néophyte, appuya chaudement le ministère, qui l'emporta à la fin par 99 voix contre 60.

Le 15 mai, le roi prorogea les chambres et leur annonça dans le discours de clôture, qu'il avait l'intention de visiter prochainement son électorat de Hanovre, et que pendant son absence la reine, en qualité de régente, serait chargé de l'administration du royaume.

Ce projet de voyage contrariait vivement le ministère. Walpole avait à plusieurs reprises essayé de faire revenir le roi sur sa résolution. Au milieu des troubles qui agitaient l'Europe, dans une situation aussi tendue que celle où se trouvait l'Angleterre, c'était en effet une singulière démarche de la part de ce monarque. Il y avait plus ; George, irréconciliable ennemi du roi de Prusse, était exposé à se voir d'un jour à l'autre obligé de fuir précipitamment le Hanovre, poursuivi par 50,000 Prussiens.

Ce fut en vain que Walpole fit valoir toutes ces considérations, le roi ne voulait rien entendre. La reine, de son côté, était sans doute bien aise d'exercer quelque temps le pouvoir souverain, et d'échapper au contrôle incommode de son époux; la diplomatie journalière qu'elle était obligée de mettre

en pratique, pour ployer à ses vues l'esprit étroit du roi, la fatiguait étrangement. Vingt heures sur vingt-quatre, elle était occupée non-seulement à amuser et entretenir son époux, mais encore à supporter, sans un murmure, les saillies incessantes de ce caractère violent.

Le roi partit donc, à l'inexprimable satisfaction de Caroline, qui ne tarda cependant pas à se repentir de l'absence qu'elle avait ainsi facilitée. Peu de temps après son arrivée en Hanovre, George fit la connaissance d'une jeune dame récemment mariée, Amélie-Sophie de Walmoden, et il éprouva bientôt pour elle la passion la plus violente dont il fût capable. Mme de Walmoden, connue plus tard en Angleterre sous le titre de comtesse de Yarmouth, n'était pas une beauté régulière; des traits fins, un air de distinction, une taille petite, mais élégante, et de beaux cheveux blonds composaient un ensemble agréable plutôt que séduisant. Au moral, c'était une personne d'un esprit borné, d'une avidité de soubrette, sans principes, sans dignité, et qui, pour toutes qualités, était douée d'une sorte de prudence niaise et de timidité cauteleuse qui la préservèrent de ces hautes visées et de ces imprudences éclatantes qui compromettent souvent la destinée des favorites. Elle ne se mêla jamais de politique; à l'aide de quelqu'argent, tout homme au pouvoir était sûr d'un appui, peu important au reste; car George, au milieu de tous ses défauts, possédait à un haut point une qualité qui, chez un roi, est bien souvent préférable au génie. Il avait l'esprit juste; ses violences, ses préjugés et ses passions n'avaient pas obscurci son jugement. Bien qu'il affectât des airs de supériorité et d'indépendance d'esprit, il se méfiait de lui, il sentait qu'il avait besoin d'être dirigé, et, en général, son instinct lui révélait à coup sûr celui ou celle qui pourrait utilement venir en aide à sa faiblesse. Rappelons-nous que le règne de George II a été un des plus glorieux de l'Angleterre; que le monarque qui coopéra à cet accroissement de puissance, ou du moins qui ne l'entrava point, était un prince étranger, élevé dans toutes les traditions de l'absolutisme, et subitement implanté dans un royaume impatient de toute autorité absolue. Un roi, quelque faible qu'il soit, a toujours un parti nombreux; George eût pu risquer une tentative contre la

liberté de ses sujets; il ne le fit jamais. Ce n'était pas, à coup sûr, sa conscience qui lui dictait cette sage conduite, car ses principes s'accordaient avec ses passions pour le convaincre que Dieu a accordé à un roi, un droit absolu sur ses sujets; ce fut sa raison, sa raison seule qui l'arrêta souvent sur une pente fatale. George, comme tous les esprits justes et bornés à la fois, resta longtemps enfant; il eut besoin d'une lente éducation; livré à lui-même lors de son couronnement, il eût commis faute sur faute; mais l'enseignement patient et sage de Caroline et de Walpole le façonna graduellement à son rôle de souverain constitutionnel; quand ces deux conseillers furent morts ou disparus, il était majeur d'intelligence.

Revenons à Mme de Walmoden. La cour que lui fit George fut conforme à sa nature, brusque et peu délicate. Quelques attentions, quelques œillades, et la grossière amorce d'une somme de 1,000 ducats décidèrent la jeune comtesse à céder aux instances de son royal amant. Le roi, dans l'enivrement de sa nouvelle conquête, fit immédiatement part de son bonheur à Caroline. Dans une de ses premières lettres, il lui écrivait : « Vous devez l'aimer, car elle m'aime [1]. » Cette étrange confiance dans sa femme, lui attira un jour ce sarcasme de milady Selwinn, la Cornuel anglaise de cette cour : « Sire, vous êtes le dernier homme dont je voudrais être la maîtresse, car vous iriez le dire tout de suite à la reine. » Le singulier sentiment qu'il éprouvait pour sa femme se traduisait à chaque courrier par des lettres de quarante, quelquefois de soixante pages, volumineux fatras dans lequel il donnait les détails les plus ridicules et parfois les plus indécents sur ses actions journalières. La reine était obligée à une ponctualité et à une prolixité au moins égales, et elle n'avait garde d'y manquer. Il est difficile de donner une idée de ce monstrueux échange de confidences. Citons un exemple entre beaucoup d'autres : Durant un de ses voyages, le roi ayant beaucoup entendu parler de la duchesse de Modène, et sachant que son mari, François d'Este, avait l'intention de visiter l'Angleterre, écrivait à la reine : « Tâchez donc de le dé-

[1] Hervey, *Mémoires*.

cider à amener sa femme avec lui; on la dit fort libre de sa personne, et j'aurais la plus vive fantaisie de rendre mes devoirs à une fille de feu monsieur le régent; c'est un plaisir, ma chère Caroline, que je suis sûr que vous serez bien aise de me procurer, quand vous saurez combien je le souhaite. »

Le lecteur se demandera peut-être, et c'est une question que nous nous sommes également faite, s'il faut ajouter foi aux médisances de lord Hervey ; car, c'est lui en général, qui nous a transmis des lambeaux de cette correspondance. Le doute n'est malheureusement pas possible. Hervey, ami intime de la reine, amant au moins platonique de sa fille, et particulièrement bien traité par le roi, n'avait aucune raison d'inventer un fait qui, mensonger, eût été la plus odieuse des calomnies et la plus lâche des ingratitudes. Mais Horace Walpole est aussi affirmatif à cet égard que Hervey. Peut-être, dira-t-on, avait-il pris connaissance des mémoires de Hervey [1], et les a-t-il copiés. A la rigueur la chose est possible, mais un témoignage d'une grande importance vient corroborer leurs assertions. Lord Campbell dans la vie de lord King, chancelier d'Angleterre, raconte que sir Robert Walpole dînant avec lord King, et se trouvant selon son habitude un peu échauffé sur la fin du repas, se mit à raconter à son convive les relations secrètes du roi et de la reine. « Le roi, lui dit-il, a l'habitude d'écrire de longues lettres, dans lesquelles il raconte à la reine ses actions jour par jour, descendant jusqu'aux plus petites minuties, et parlant surtout de ses amours et des femmes qu'il admire. La reine, afin d'entretenir chez lui les dispositions où elle aime à le voir, lui répond de non moins longues épîtres, approuvant ses amours, ne se faisant pas scrupule de lui dire qu'elle n'est qu'une femme, qu'une vieille femme, et qu'il a parfaitement raison d'en aimer de plus jeunes [2]. »

Lord Campbell ne connaissait pas les mémoires de Hervey;

[1] Ces mémoires sont restés plus d'un siècle dans la famille de lord Hervey; ils n'ont été publiés pour la première fois qu'il y a une quinzaine d'années.

[2] *Life of lords Chancellors*, vol. IV, p, 633.

des témoignages venus de tous côtés et s'accordant si exactement, nous obligent à ajouter la foi la plus entière à ces rapports scandaleux où l'odieux le dispute au ridicule.

La reine, habituée, comme nous le voyons, à ces infidélités si fréquentes, ne s'effraya pas d'abord beaucoup de cette nouvelle intrigue. Elle pressa cependant le roi de revenir, les affaires publiques, disait-elle, réclamaient impérieusement sa présence, et d'ailleurs le jour anniversaire de sa naissance approchait, et il savait qu'il ne pouvait se dispenser d'assister aux fêtes qui devaient avoir lieu en son honneur. Malgré ces instances, le roi ne semblait pas disposé à quitter de sitôt ses nouvelles amours. Pendant six semaines le yacht royal resta en partance sans recevoir l'ordre d'appareiller; George invoquait prétexte sur prétexte pour motiver ses retards. La raison la plus plausible qu'il put trouver fut l'obligation où il se trouvait d'attendre pendant quelques jours encore la visite de son cousin de Saxe-Gotha; ce prince devait amener sa fille avec lui au château de Herenthausen. Le roi avait jeté les yeux sur cette jeune princesse, qui lui paraissait un parti avantageux pour son fils Frédéric. Le prince de Galles, en effet, avait insinué à ses parents qu'il trouvait fort étrange qu'on eût marié sa sœur Anne avant lui; il s'était plaint en outre de la modeste somme qui lui était allouée par le roi. Il avait même été question un instant d'une pétition au parlement, dans laquelle le prince demanderait que son apanage fût fixé à 50,000 livres sterling, et qu'il lui fût payé directement par le trésor. Walpole était parvenu à calmer l'irritation du prince et à le détourner d'une si scandaleuse démarche, en obtenant du roi qu'il fixerait bénévolement le taux du revenu de son fils aîné, à la somme que celui-ci réclamait, et qu'en outre on s'occuperait promptement de son mariage. George avait tenu parole, et la reine fut chargée de s'informer auprès de Frédéric si la princesse de Saxe ne lui déplaisait point. Sur la réponse favorable du prince de Galles, le roi fit des ouvertures au prince de Saxe; on tomba bientôt d'accord; seulement il fut convenu que, vu l'âge peu avancé de la princesse (elle n'avait que quinze ans) on retarderait cette union d'une année. Ce dernier prétexte épuisé, George comprit qu'il fallait enfin se décider à quitter

son cher électorat et sa jeune maîtresse. Il partit de Hanovre le mercredi matin 22 octobre, et arriva le dimanche suivant à Kensington, à l'heure du dîner. La reine suivie de toute sa cour le rencontra à la grande porte comme il descendait de carrosse. « Caroline embrassa la main du roi avant d'oser toucher ses lèvres. De mutuels embrassements s'ensuivirent, et cette cérémonie de baisers à la portière du carrosse, se termina comme elle avait commencé, la reine collant encore ses lèvres sur la main que le roi daigna enfin lui offrir pour monter les escaliers [1]. »

La rapidité, inouïe pour l'époque, avec laquelle le roi avait accompli son trajet de Hollande en Angleterre, compromit un instant sa robuste santé. Il tomba malade; et aussi dur pour lui-même qu'il l'était pour les autres, il dissimula ses souffrances, ne voulant pas interrompre son genre de vie habituel, et ce fut à grand'peine qu'à force de saignées, les médecins parvinrent à le rétablir. Le trouble de sa santé venant se joindre au chagrin que lui causait son retour, exaspéra le caractère de ce prince naturellement morose et irritable. Sa mauvaise humeur n'épargnait personne : femme, enfants, courtisans, ministres et valets avaient journellement à essuyer les scènes les plus violentes et les moins motivées. C'était principalement la comparaison qu'il ne manquait pas d'établir entre l'Angleterre et le Hanovre, qui servait de prétexte à ses boutades.

« Un cuisinier anglais ou français ne savait pas faire un dîner. Un acteur anglais ne savait pas jouer. Un cocher anglais ne savait pas mener. Les chevaux anglais étaient impropres au trait ou à la selle. Un Anglais ne savait pas comment se présenter dans une chambre, ni une Anglaise comment s'habiller. On ne trouvait dans ce maudit pays, ni homme ni femme dont la conversation fût supportable, et qui sût parler d'autres choses que de sa sotte politique et de ses hideux vêtements. En un mot, il haïssait les Anglais, les regardait tous comme des régicides, des républicains, et par une contradiction singulière, les croyait tous à vendre. Il ne payait pas ses serviteurs, di-

[1] Hervey *Mémoires*.

sait-il, pour les encourager à bien faire, mais pour les empêcher de lui couper la gorge [1]. »

Cette éducation politique dont nous venons de parler, était donc encore bien imparfaite, et l'enseignement de Caroline bien nécessaire. Le remarquable jugement de la reine la préservait de ces préventions, aussi injustes dans le fond que maladroites dans la forme. Sans doute, lorsque les injures et les calomnies de l'opposition l'avaient trop vivement et trop personnellement atteint, Caroline, ainsi que le roi, se laissaient aller à maudire cette odieuse liberté. Mais aux heures de calme, la constitution anglaise se montrait à elle sous son jour véritable. « Mon Dieu! s'écriait-elle, quelle figure ferait cette pauvre île dans le monde, si elle n'avait pas son gouvernement. C'est ce *libre* et excellent gouvernement qui rend les habitants de cette nation si industrieux, car ils savent que nul n'est assez puissant pour les priver injustement du fruit de leurs labeurs. C'est ce libre gouvernement qui dispose les étrangers à nous confier leur argent, car ils savent qu'il est en mains sûres et qu'aucun prince ne peut y toucher. Et puisque c'est la liberté qui fait la grandeur de ce pays, quel est le prince de bon sens qui désirerait ravir à son royaume ce qui fait sa force et sa splendeur? J'aimerais autant être électrice de Hanovre que reine d'Angleterre si le gouvernement était le même. *Qui diable*, possédant quelque autre royaume consentirait à vous prendre, si vous n'aviez pas vos libertés? Votre île serait certainement une très-jolie petite chose à confier à Bridgeman ou à Kent [2], pour la découper en jardins. Mais quant à la figure qu'elle ferait en Europe, elle n'aurait guère d'autre place en Occident, que Madagascar en Orient. Et c'est pourquoi, insolents et impudents comme vous l'êtes tous avec votre turbulente liberté, vos princes, s'ils ne sont pas idiots, aiment mieux supporter ces impertinences que de les punir [3]. »

[1] Hervey, *Mémoires*.
[2] Les deux célèbres inventeurs des jardins anglais.
[3] Lord Hervey, vol. II, p. 32. Les mots en italique sont en français dans le texte anglais.

Digitized by Google

Si George après la mort de sa femme n'était pas revenu à ces idées, sa dynastie ne serait plus aujourd'hui sur le trône ; si en 1688, Jacques II avait pensé et agi de la sorte, c'est un Stuart qui régnerait de nos jours ! Dieu eût épargné aux rois comme aux peuples, deux pernicieux exemples : celui d'une nation renversant une dynastie légitime; celui d'un roi violant la constitution de ses sujets !

De toutes les personnes de l'entourage du roi, c'était cette douce et sage Caroline qui avait le plus à souffrir des emportements de son époux. Il semblait que George, le cœur rempli encore du souvenir des charmes de sa belle maîtresse, trouvât le contraste entre le Hanovre et l'Angleterre plus désavantageux à sa vieille épouse qu'à aucun de ses sujets. Il n'avait certes jamais été aimable pour sa femme, mais maintenant il était invariablement dur et grossier. Tant que les mauvais traitements avaient été compensés par la certitude de la passion sincère qu'elle inspirait au roi, Caroline avait tout supporté avec calme, mais maintenant qu'elle voyait une rivale la détrôner dans le cœur jadis si constant de son époux, la patience lui échappait parfois. Un jour elle déclara à George, en souriant pour cacher sa tristesse intérieure, que puisque Walpole était le seul qui trouvât grâce encore auprès du roi, elle s'adresserait à lui pour qu'il voulût bien lui parler en sa faveur, et supplier Sa Majesté de se départir un peu des rigueurs qu'il témoignait à sa fidèle épouse[1]. « Le roi, loin de goûter la plaisanterie, ouvrit démesurément ses petits yeux ronds, qui rougissaient lorsqu'il était en colère, comme rougissent en général les joues des autres hommes, et répliqua aigrement : Je suis très-malade et je crois que vous trouverez peu de personnes qui conservent la même humeur, en santé et en maladie. Croyez-vous, en outre, que je ne ressente pas vivement l'ennui d'avoir quitté un lieu où je me plaisais et où j'étais heureux à toutes les heures du jour, pour venir ici, où chacun semble prendre à tâche de me vexer et de me contrarier ? La reine reprenant son ton de voix habituel, lui demanda alors, pourquoi

[1] Mémoires de Hervey. Lord Mahon.

il n'était pas resté à Hanovre puisqu'il s'y trouvait si heureux? Je ne vois pas les raisons qui rendaient votre retour nécessaire, ajouta-t-elle; vous auriez pu continuer à demeurer dans votre électorat et ne pas revenir infliger à vous et aux autres, des tourments inutiles. Je suis sûre que puisque ce n'était pas votre plaisir qui vous rappelait ici, vos affaires n'exigeaient pas votre présence ; on se serait fort bien passé de vous, et vous auriez goûté en paix les joies que vous trouvez loin de nous [1]. »

Le roi, tremblant de rage, sortit de la chambre sans répondre un mot. Ces échappées d'indépendance étaient rares cependant de la part de Caroline. En général, elle tâchait de détourner la fureur du roi sur quelque victime expiatoire. C'était d'ordinaire le prince de Galles qui servait ainsi de bouc émissaire; George était intarissable sur ce sujet. Lorsque la présence d'un tiers l'empêchait de nommer le prince de Galles en toutes lettres, il avait recours à des allusions transparentes. Nous en donnerons un ou deux exemples. Un jour que le roi s'habillait, en présence de ceux qui avaient le droit d'être admis à cet honneur, il se mit à parler d'un des acteurs qu'il avait vu la veille jouer le rôle du prince de Galles dans la pièce d'Henri IV. « Je n'ai jamais rencontré, dit-il, un drôle si déplaisant et de si pauvre mine. » Chacun comprenant la pensée du roi, invectiva de son mieux pendant une heure, l'infortuné prince de théâtre. Une autre fois, la reine qui voyait un orage se préparer à l'horison, eut l'heureuse pensée de prononcer le nom d'un certain Bray, un fort mauvais sujet dont le roi, dit-elle a dû beaucoup connaître le père. « Sans doute, sans doute, s'écria George ; mais si le fils est un misérable, le père était un fort digne homme. On voit beaucoup de pères et de fils qui ne se ressemblent pas. Un père sage a souvent quelque fou pour fils. Un père brave, un fils poltron; un père honnête, un fils débauché; un père plein de franchise, un fils menteur; en un mot, un père qui a toutes sortes de bonnes qualités, et un fils qui n'en a aucune. »

Tandis que le roi poursuivait et délayait avec complaisance

[1] Hervey, vol. II.

son parallèle, il s'aperçut tout à coup qu'il avait été trop loin, et que la comparaison pouvait être retournée contre lui, dont les querelles avec son père avaient prêté à rire à l'Angleterre entière; aussi eut-il soin d'ajouter : « Au reste, c'est quelquefois le contraire, et de fort honnêtes personnes de fils ont parfois des pères insupportables. »

Nous avons peur d'abuser de la patience du lecteur en nous étendant de la sorte sur tous ces détails intimes, et cependant Hervey nous donne encore un si plaisant échantillon des conversations du roi et de la reine, que nous ne pouvons résister au désir de transcrire ce passage ici : « C'était un soir, au palais de Saint-James : le roi retiré dans les appartements de sa femme n'admettait à cette réunion intime que quelques rares privilégiés. Hervey se trouvait seul en tiers avec Leurs Majestés. La reine était assise et tricotait, le roi se promenait en long et en large, et Hervey était appuyé contre la table qui séparait les deux époux. La reine se mit à attaquer Hervey sur un livre que venait de publier son grand ami, l'évêque Hoadley, sorte de prélat sceptique et bel esprit. Le roi l'interrompit, en lui disant qu'elle parlait toujours de choses qu'elle ne pouvait comprendre. La reine s'inclina et répondit : « Sire, je disais seulement à lord Hervey que le livre de son ami n'avait pas été aussi généralement approuvé qu'il eût pu le désirer. — Un bel ami que vous avez là, milord, s'écria le roi. Qu'est-ce qui vous charme en lui; est-ce sa démarche boiteuse ? » et il se promenait à travers la chambre, imitant le balancement du corps de l'évêque. « Est-ce son infecte haleine ? Pouah ! Est-ce sa sotte manière de rire, lorsqu'il vous grimace au visage, à propos de rien, en vous montrant ses dents pourries ?... Est-ce sa conscience, qui lui a permis de garder dans son secrétaire un livre qu'il n'a publié que lorsqu'il a été évêque, que lorsque cette belle production ne pouvait plus nuire à son avancement ? Je suis fâché, milord, que vous choisissiez si mal vos amis. C'est un beau spectacle, par ma foi, que de voir de pareils drôles dire de leur ton nazillard et hypocrite : — Le royaume du Christ n'est pas de ce monde; — et toucher, comme ambassadeurs du Christ, de six à sept mille livres sterling par an. »

Pendant tout le temps que le roi parlait ainsi, la reine sou-

riait à certains endroits, avec un petit signe de tête approbatif. Lord Hervey désirant la flatter tandis qu'elle-même flattait le roi, répondit à cette question, qu'elle lui adressait d'un ton emphatique: « Qu'avez-vous à dire à cela, monsieur?—Sa Majesté sait ce que je pense. » Lui rappelant ainsi qu'elle s'était déjà exprimée dans les mêmes termes que le roi, et lui donnant à entendre qu'il connaissait l'original de la copie ébauchée par le roi. En fin courtisan, il chercha à détourner la conversation et se mit à parler des superbes portes de bronze de la chapelle de Henri VII.

Tandis qu'il s'étendait longuement sur le fini du travail, la beauté de la matière, et que la reine demandait des détails et paraissait charmée de cette description, le roi arrêta court la conversation en disant : « Milord, vous mettez toujours de ces choses en tête à la reine, et ensuite on m'assomme de plans et d'ouvriers.» Se tournant ensuite du côté de la reine : « Je suppose que je verrai ces portes à la caverne de Merlin [1]; cela complétera vos folies. » La reine sourit et dit que la caverne de Merlin était achevée. Lord Hervey, afin de calmer les craintes que ce roi parcimonieux aurait pu concevoir, observa que le trésor royal ne serait pas assez riche pour payer ces portes, chef-d'œuvre unique dans leur genre. « A propos, dit la reine, je sais que le *Craftsman* a attaqué ma pauvre caverne. — J'en suis bien aise, interrompit le roi; vous n'avez que ce quo vous méritez, lorsqu'on se moque de ces enfantillages. C'est la première fois que j'ai jamais vu ces drôles avoir raison. »

La reine ne répondit rien à ce compliment, et commença à parler d'âutre choses jusqu'à ce que la conversation, de transitions en transitions vint à tomber sur la ridicule dépense occasionnée par les pourboires que l'on donnait aux gens après être resté quelques jours dans un château; sur quoi la reine se prit à dire que les simples visites qu'elle avait faites à ses connaissances à Londres, même pendant l'été, lui avaient énormément coûté. « C'est votre faute, dit le roi; mon père, quand

[1] La reine, qui brillait plus par l'esprit que par le goût, avait fait construire à Richmond, une sorte de fabrique qu'elle nommait la Caverne de Merlin. Elle avait rempli cette caverne de curiosités du moyen âge.

il allait voir des particuliers dans leurs maisons, n'était pas assez fou pour dépenser ainsi son argent. » La reine s'excusa en disant que lord Grantham lui avait dit que c'était l'usage. « Un beau directeur, répondit le roi, que milord Grantham. Vous demandez toujours des conseils à quelque fou ; du reste, il n'y a rien d'étrange à voir une folle demander les avis d'un fou. » La reine en appela à lord Hervey pour savoir si c'était l'usage de donner de l'argent aux domestiques, à la ville comme à la campagne. Lord Hervey, qui savait le contraire, répondit que c'était certainement l'usage, et qu'en tous cas, si un particulier pouvait s'en dispenser, une reine ne le pouvait pas. « Eh bien alors, dit le roi, qu'elle reste au logis. Quel besoin a-t-elle de courir dans la maison d'un tas d'imbéciles, pour voir leurs nouvelles chaises et leurs nouveaux fauteuils? Ce n'est pas à vous, continua-t-il, s'adressant à la reine, à fourrer votre nez partout, et à courir la ville à la poursuite de tous ceux qui consentent à vous donner un peu de pain et de beurre, comme une vieille fille qui ne peut tenir en place, et qui veut toujours sortir, que ce soit convenable ou non. » La reine rougit. Pendant que le roi parlait, elle tricotait un peu plus vite, les larmes lui vinrent aux yeux, mais elle ne répondit pas un mot. Hervey, qui craignait peu d'irriter le roi pourvu qu'il détournât l'orage de la tête de la reine, répliqua que la reine aimait les tableaux, et que le seul moyen d'en voir était d'aller chez les particuliers. « Supposez, dit le roi, qu'elle ait la curiosité de voir une taverne, faudrait-il qu'elle satisfasse sa fantaisie? — Oui, répliqua Hervey, si les cabaretiers avaient l'habitude de venir à la cour. » Au lieu de répondre à Hervey, le roi se tourna vers la reine, et roulant ses yeux rouges, il répandit un torrent d'incompréhensible allemand. La reine ne répliqua pas un mot, mais tricota nerveusement, embrouilla son fil, moucha les chandelles sur la table, en éteignit une ; nouveau prétexte à une nouvelle boutade du roi [1].

[1] Nous avons déjà fait observer que lord Hervey écrivait ses mémoires tous les soirs. Cette conversation qui l'amusa sans doute, fut probablement écrite une demi-heure après qu'il venait de l'entendre. Hervey parle toujours de lui à la troisième personne.

Walpole observa avec la plus vive inquiétude les symptômes menaçants de la mésintelligence croissante de George et de Caroline. Si la reine venait à perdre son influence, il perdrait du même coup le levier à l'aide duquel il faisait mouvoir le monarque. L'amour du roi pour Mme de Walmoden étant la cause du mal, il fallait à tout prix remplacer dans le cœur du monarque cette dangereuse sirène allemande, par quelque anglaise de composition plus facile. Walpole, avec la brutalité qu'il apportait dans tout ce qui était affaire de cœur, ne craignit pas de faire part à la reine de ses appréhensions et de ses projets. Il lui fit donc comprendre, sans grand ménagement, qu'elle ne pouvait s'étonner si, après une liaison de trente ans, elle n'exerçait pas sur son époux le même empire que par le passé. Il ajouta qu'il était urgent de chercher parmi les beautés du moment, quelque grande dame d'humeur douce, de mœurs faciles, qui consentirait à remplir la mission délicate de maîtresse du roi. Quant à ce dernier, à l'aide de quelques insinuations sur la difficulté de l'entreprise, de quelques rencontres habilement ménagées, il serait aisé sans doute de le faire tomber, de la meilleure foi du monde, dans le piége tendu sous ses pas. Le ministre passa ensuite en revue les plus jolies ladies de la cour. La première à laquelle il avait songé était lady Deloraine, avec laquelle le roi était déjà en coquetterie réglée, mais il avait aussitôt dû l'écarter de la liste, car on la disait menteuse, violente et intrigante. Une femme d'un semblable caractère était loin d'offrir les garanties nécessaires, et d'ailleurs, il courait des bruits sinistres sur son compte [1]. Après mûres délibérations, il s'était arrêté à la jolie lady Tankarville [2], très-propre à amuser le roi sans causer d'ombrage à la reine.

[1] Mary Howard, née en 1700 et veuve à cette époque d'Henry Scott, comte Deloraine, passait pour une des plus jolies femmes de la cour; mais comme le disait Walpole, il courait des bruits sinistres sur son compte. On l'accusait d'avoir empoisonné par jalousie une de ses vales, miss Kensie, et Pope, dans un vers célèbre, l'avait désignée à l'indignation de l'Angleterre sous le nom de Délia :

Le scandale ou le poison, fruit de la rage de Délia !

[2] Camille Colville, femme du second comte de Tankarville.

Digitized by Google

Caroline n'interrompit pas Walpole; elle accueillit même son projet avec un sourire, mais ceux qui la connaissaient mieux que le ministre, devinèrent qu'un pareil conseil ne lui avait nullement été agréable. A dater de ce moment, elle parut moins enthousiaste de son grand ami Walpole, et celui-ci, malgré sa pénétration habituelle, ne devina pas le motif de cette froideur.

Sir Robert Walpole n'avait pu entièrement se dépouiller des vices de son éducation première. Il avait été éleve à la campagne; il était le fils d'un squire qui n'avait, de sa vie, mis les pieds à la cour. Sa première enfance s'était passée au milieu de ces gentlemen farmers, sorte de paysans renforcés, au langage grossier, aux mœurs dissolues, ne connaissant le grand monde que par les comédies, facilement disposés à croire que toute grande dame n'était qu'une fille titrée. Les deux frères, Robert et Horace, étaient célèbres pour le peu d'atticisme de leurs plaisanteries. Horace, que le roi ne nommait jamais que ce bouffon de bas étage, (low buffon) ne sortait de sa gravité officielle que pour s'abandonner à des pasquinades indignes d'un acteur de la foire. Robert, bien qu'il possédât plus d'esprit et plus de tact, tombait souvent dans les mêmes travers. Swift, son ennemi juré, n'avait pas oublié ce trait de caractère dans le portrait sanglant qu'il traça de lui :

Honteusement aveuglé par la fortune
Il est bruyant dans son rire et grossier dans ses bons mots.....
A la Bourse fabricant de fausses nouvelles,
A la cour, écho bavard des mauvais lieux [1].

[1] Voici un portrait en son entier. Il fut trouvé dans les papiers de lady Suffolk :

Honteusement aveuglé par la faveur et la fortune,
Il est haut dans son rire et rude dans ses bons mots.
De faveur et de fortune imméritée, il est vain,
Fourbe dans le petit, dupe dans le grand,
N'achevant rien, promettant des merveilles.
A force d'expérience, améliorant à faux,

Mal inspiré en cette occasion, Walpole déplut à la reine sans réussir auprès du roi. L'absence, loin de refoidir l'inflammable monarque, ne fit qu'accroître et qu'exaspérer sa passion. Les heures qu'il consacrait jadis à la société de la reine et de ses filles, il les passait maintenant à écrire d'interminables lettres à Mme de Walmoden. Il ne fallut rien moins que la conclusion de la paix, cet objet de tous ses désirs, pour le distraire un moment de ses amoureuses rêveries.

Dans la première quinzaine d'octobre, en effet, on vit arriver à Londres le courrier porteur de ces bonnes nouvelles. Les préliminaires de la paix entre l'empereur et le roi très-chrétien avaient été signés à Vienne le 3 octobre. L'Espagne et la Sardaigne n'avaient pas été consultées, le traité devait être soumis à leur ratification, mais ses effets n'en devaient pas moins être obligatoires pour les deux parties contractantes, la France et l'Empire. Voici les principales conditions du traité :

La France et l'empereur se rendraient leurs conquêtes mutuelles.

Le duché de Toscane, après la mort du présent duc, devait faire reversion au duc de Lorraine, qui donnait en échange à la France le duché de Bar, et s'engageait également à céder la Lorraine lorsqu'il serait mis en possession de la Toscane.

Le roi Stanislas devait être reconnu roi de Pologne par toutes les puissances, après quoi il abdiquerait et serait mis sa vie durant en possession du Barrois.

Don Carlos devait être reconnu roi de Naples et de Sicile.

Le roi de Sardaigne devait prendre possession du Novarrais et du Viveganais, détachés du duché de Milan.

Opprimant le vrai mérite, exaltant la bassesse,
Vendant son pays pour acheter sa place.
Agioteur, fripon, écho de fausses nouvelles,
Un bavard à la cour dans le style des lieux de prostitution,
De vertu et d'honneur railleur de profession,
De jurys et de sénats le croquemitaine et le suborneur.
Quoique je ne nomme pas le drôle, chacun sait qui je veux dire,
C'est le mâtin de l'Angleterre et l'épagneul de l'Espagne.

Lady Suffolk, *Correspondance*, p. 32, vol. II.

La France garantissait la pragmatique sanction.

Les rois d'Espagne et de Sardaigne étaient invités à accéder au traité.

Les autres puissances à le garantir.

Tels étaient les termes de ce traité célèbre, si avantageux et si honteux à la fois pour la France. Avantageux en ce qu'elle acquerrait une province; honteux en ce qu'elle trahissait tous ses alliés.

Mais afin de montrer quel rôle l'Angleterre avait joué dans cette transaction, il est nécessaire de se reporter à quelques mois en arrière.

Au commencement de 1735, les Impériaux avaient été chassés de toutes les places qu'ils occupaient en Italie, sauf Mantoue, serré de près par le maréchal de Broglies. En Allemagne, le prince Eugène, bien que renforcé par 10,000 Russes que Charles VI avait enfin arrachés à l'impératrice, était tenu en échec par le maréchal de Coigny, et n'avait pu réussir malgré ses savantes manœuvres à passer le Rhin et à pénétrer en Lorraine. Partout nos troupes étaient victorieuses, et l'empereur se trouvait réduit à la plus extrême détresse. C'était en vain qu'il s'adressait à la Hollande, la république déclarait ne vouloir sortir à aucun prix de sa neutralité; c'était en vain qu'il suppliait le roi George de le secourir, celui-ci répondait par la bouche de Walpole que l'Angleterre emploierait ses bons offices en faveur de Sa Majesté apostolique; qu'elle armerait, qu'elle menacerait, mais qu'elle n'était pas encore prête pour la guerre.

Le caractère de Charles VI était artificieux, mais faible. Il s'engageait volontiers dans les difficultés, puis se repentait presque aussitôt de son imprudence. Dans les circonstances fâcheuses où il se trouvait alors, ses angoisses devinrent si vives, que l'impératrice, son épouse, crut qu'il perdrait la raison. Au milieu de la nuit, écrit Robinson, l'agent anglais à Vienne, l'impératrice s'est vu tout à coup réveillée par l'empereur, qui sanglottait et poussait des cris de détresse. « Cette cour, ajoute-t-il, est aussi désolée que son maître, et l'on ne sait jusqu'où peut les porter leur désespoir; dans ce naufrage,

l'empereur s'accrocherait à une planche pourrie [1]. « Le futur gendre de Charles, le duc François de Lorraine, ce jeune prince que l'empereur avait adopté, ressentait un chagrin plus grand encore, mais moins intéressant à tous égards que celui de son protecteur. Cette alliance, inespérée pour lui et qui mit sur sa tête la couronne impériale, semblait en ce moment devoir causer sa ruine. Ses possessions héréditaires, le Barrois et la Lorraine, étaient dans les mains de la France, et la guerre annulant les effets de la pragmatique sanction, l'archiduchesse Marie-Thérèse ne lui apportait en dot qu'une prétention contestée sur un royaume envahi. François de Lorraine qui devait abandonner si lâchement son faible, mais fidèle État, montrait dans la crise un abattement plus propre à inspirer le dégoût que la pitié. « Grand Dieu ! monsieur, s'écriait-il piteusement, en emmenant le ministre anglais dans une embrasure de fenêtre. Où êtes-vous donc, où sont donc les pouvoirs maritimes? dites bien à votre roi qu'il est le seul ami sur lequel je compte. Je fais fi des traités, fi des engagements ; les paroles de votre roi, monsieur, ses bonnes promesses, voici tout mon espoir. » Et en disant ces mots, écrit l'agent anglais, il s'affaissait avec une désolation comique sur une grande table à sa portée, une de ses jambes ballante, l'autre accrochant une chaise, et ses bras suppliants levés au ciel [2].

A toutes ces supplications, Walpole ne répondait que par de bonnes paroles. L'Empereur, se voyant abandonné ou trahi, résolut de conclure la paix à tout prix. Il connaissait Fleury et savait combien le vieux cardinal avait d'aversion pour la guerre; ce fut donc avec lui qu'il chercha à s'aboucher directement.

Deux hommes dirigeaient à cette époque la politique de la France, le cardinal Fleury et M. de Chauvelin. Fleury, en dépit de ses quatre-vingts ans, avait encore la tête la plus saine et la mémoire la plus présente. L'âge ne semblait avoir modifié ni ses qualités ni ses défauts; c'était un homme à la fois très-fin, très-faux et très-timide. Tel il avait été dans sa jeunesse, tel il était

[1] Coxe, *Walpole*, p. 231.
[2] Dépêche de Robinson à Walpole. Coxe.

encore aux limites les plus extrêmes de la vie. Parvenu au faîte du pouvoir par un concours étrange de circonstances, s'il avait peu fait pour justifier une si éclatante fortune, il n'avait rien fait pour la démériter. Usant avec adresse de sa paternelle influence sur Louis XV, avançant pas à pas, toujours prêt à reculer s'il fallait courir quelques risques, il s'était trouvé porté par le courant jusque dans le port, sans secousses et sans dangers. Régulier, croyant peut-être, mais tiède comme un prélat italien, il avait élevé son pupille avec une pruderie monastique, et le jour où les passions s'étaient éveillées dans le cœur du roi, c'était sans aucun scrupule, que le pudique précepteur avait consenti à partager le pouvoir avec une maîtresse.

Il haïssait la guerre, mais du moment où la turbulente jeunesse de la cour avait fait sonner trop haut aux oreilles de Louis XV les mots de gloire et de conquête, il avait mis 200,000 hommes en campagne, avec le même calme que s'il eût expédié une dépêche. Il était bonhomme, et surtout il voulait le paraître. Sa diplomatie était la plus étrange chose du monde. Il écrivait aux souverains, les lettres les plus humbles, les plus patelines, les plus suppliantes. Enhardi par cette apparente faiblesse, le monarque ainsi flagorné, parlait-il haut, ne concédait-il rien, nouvelle lettre de Fleury, encore plus soumise, désolée jusqu'aux larmes, mais dont la conclusion était un avertissement hypocrite de l'impuissance où se trouvait le pauvre vieillard de résister, malgré ses excellentes intentions, à la pression que les têtes chaudes exerçaient sur lui. Il lui fallait un comparse dans cette comédie diplomatique. Il choisit Chauvelin, jeune ambitieux fort capable, mais plein de morgue et de hauteur. Quand Fleury n'avait pu attendrir, Chauvelin intimidait. Quand Chauvelin avait dépassé la mesure, Fleury désavouait Chauvelin. Ce dernier, auquel le rôle de comparse ne convenait guère, cherchait sous main à ruiner le crédit de son protecteur auprès du roi. Fleury le savait et feignait de l'ignorer, mais la paix conclue, il chassa le valet infidèle. La politique de Fleury, en un mot, n'était autre que la politique de Mazarin, atténuée et affadée. On eût dit un Lebrun copié par Vatteau.

Fidèle à son apparence débonnaire, Fleury avait choisi Chauvelin pour parler au nom de la France, lors des négociations

qui précédèrent immédiatement la paix. Le garde des sceaux s'était acquitté de sa tâche avec sa raideur habituelle, et l'Empereur avait été si vivement blessé du ton hautain et cassant de notre représentant, que lorsqu'il voulut faire des ouvertures à la France, il chercha à tout prix à écarter Chauvelin de la négociation; il dépêcha donc secrètement à Paris un jeune baron de Niérodt. Ce gentilhomme, qui ne voyageait en apparence que pour son plaisir, demanda une audience particulière à Fleury, et lui remit une lettre du comte de Zizendorf, ministre de l'Empereur. Cette note portait en substance: « Que les ministres de l'Empereur étaient disposés à s'entendre directement avec le cardinal de Fleury, dont ils connaissaient les bonnes dispositions; mais que jusqu'ici, ils n'avaient pas donné de suite à ce projet, parce qu'ils croyaient Son Eminence dominée par un autre ministre, dont les vues étaient extrêmement opposées à la paix [1]. »

Le vieux cardinal eut sans doute de la peine à s'empêcher de sourire, lorsqu'il vit que l'Empereur avait pris de la sorte au sérieux l'épouvantail Chauvelin. Il se confondit en expressions de reconnaissance pour la confiance que lui témoignait Sa Majesté apostolique, et répondit sur-le-champ, dans un petit billet anonyme, qu'il acceptait avec respect toutes les propositions de Sa Majesté. Que c'était sans doute avec une vraie peine qu'il avait vu l'exclusion exigée de son collègue. Mais qu'il se soumettait également, et qu'il enverrait à l'insu de M. de Chauvelin, la personne qui devait suivre les détails de la négociation. En conséquence, M. de la Baume, agent fort inconnu, mais fort adroit, fut dépêché à Vienne. Il alla se loger dans une maison écartée du faubourg Saint-Léopold. Le 14 août, le comte de Wied lui procura une entrevue avec M. de Zizendorf et Bartenstein, à cinq heures du soir, dans un couvent des moines trinitaires, situé à l'autre extrémité de la ville. C'était le jour de la fête de l'Assomption, l'église était pleine de monde; les diplomates purent sans être remarqués sortir par une porte de côté et se

[1] Archives des affaires étrangères. Voir l'ouvrage de M. d'Haussonville, page 402.

rendre dans l'intérieur du couvent jusqu'à la bibliothèque des moines, et la conférence commença après les préliminaires d'usage. Ce fut M. de la Baume qui prit la parole. Il insinua fort adroitement que dans les conditions actuelles, la paix était impossible, mais que tel événement pouvait se présenter qui rendrait les négociations plus aisées. Il avait entendu parler vaguement d'un projet de mariage entre le duc Lorraine et l'archiduchesse Marie-Thérèse, et il se voyait obligé de déclarer que tant que la France existerait en corps de nation, jamais un empereur d'Allemagne ne serait duc de Lorraine et de Bar. Cette complication imprévue pouvait cependant résoudre les difficultés. Si le mariage s'accomplissait et que le duc de Lorraine renonçât à la Lorraine, la France serait prête à garantir, non-seulement la pragmatique sanction, mais même la reversion de la Toscane sur la tête du jeune duc ; telle était la solution proposée par le cardinal.

C'était là, en effet, le plan que caressait dans sa tête l'astucieux Fleury. La guerre commencée pour placer Stanislas sur le trône de Pologne avait bientôt changé d'objet ; la France avait reconnu l'impossibilité d'atteindre un but aussi lointain, et pour n'avoir pas dépensé ses hommes et son argent en pure perte, elle déclarait vouloir s'approprier cette proie facile, ce pauvre pays sans défense, offrant à ce prix d'abandonner et ses alliés et son protégé. L'empereur accueillit avec joie cette proposition. Le duc de Lorraine eut la lâcheté de promettre son consentement. Ainsi d'accord sur le fond de la question, il ne restait plus qu'à s'entendre sur ces détails secondaires qui sont cependant la pierre d'achoppement de plus d'une négociation.

Jusqu'alors tout allait pour le mieux, lorsque milord Waldegrave, ambassadeur à Paris apprit par une voie détournée la présence de M. de la Baume à Vienne et l'objet des négociations; il fit part immédiatément de sa découverte à son gouvernement[1]. Cette nouvelle frappa le cabinet anglais de stupeur.

[1] Coxe, *Walpole*. Thomas Robinson, *Walpole papers*. Cette communication de l'agent anglais est assez singulière. Waldegrave, ministre à Paris, mande à la date du 2 août au duc de Newcastle, que M. de la Baume est établi depuis trois semaines à Vienne et qu'il traite

Digitized by Google

Que dirait le pays, que dirait le parlement si l'Angleterre était ainsi écartée des négociations? — Walpole en particulier se sentit profondément humilié, lui si fin, et si méfiant, il avait été joué comme un enfant par le cardinal Fleury. En effet, dans ses lettres particulières à Walpole, comme dans ses dépêches, à Chavigny, ministre à Londres, Fleury répétait sans cesse que la France ne traiterait jamais seule avec l'Empereur. Le comte de Waldegrave reçut l'ordre de se rendre immédiatement chez le cardinal, et de lui faire les reproches les plus violents sur sa duplicité. L'Angleterre ne pouvait être jouée de la sorte. Il fallait se résigner, ou à la laisser intervenir dans le traité, où à lui faire la guerre. Concurremment avec cette dépêche, M. Robinson fut chargé de représenter à l'empereur qu'il commettait une lourde faute en traitant seul avec la France, et que le cabinet de Saint-James s'engageait à lui faire obtenir des conditions infiniment plus favorables.

Ces promesses ne tardèrent pas à produire leur effet sur l'esprit de l'empereur. A sa grande surprise, M. de la Baume vit que l'on se refroidissait singulièrement envers lui, qu'on élevait difficultés sur difficultés; mais sa stupéfaction fut poussée à son comble, lorsque sur quelques obervations qu'il se permit, on lui offrit plus que cavalièrement ses passe-ports. Ce n'était pas tant les paroles de l'Anglerre qui avaient produit un revirement aussi complet, qu'une lettre maladroite du cardinal. Fort intimidé par les menaces de Walpole, Fleury avait voulu se hâter de conclure le traité à tout prix, et craignant on connaissant l'intervention de M. Robinson, il avait pris son ton le plus patelin, le plus conciliant, et avait écrit directement à l'empereur l'étrange lettre suivante :

« Il voudrait bien que Sa Majesté impériale pût se mettre un instant à sa place et qu'elle pût connaître toute l'étendue des embarras où il se trouvait... mais Sa Majesté était un si grand prince qu'un si petit pays de plus ou de moins que la Lorraine,

au nom du cardinal avec l'empereur. Il donne en outre un abrégé des propositions françaises. Ce qu'il y a de plaisant, c'est que le lord donnait cette nouvelle à son gouvernement près de quinze jours avant que M. de la Baume ne fût arrivé à Vienne.

ne pouvait en rien diminuer sa puissance... Il voudrait bien être à portée de se jeter à ses pieds pour la conjurer de peser d'un côté ce qu'on lui demande, et de l'autre la sûreté qu'elle obtiendra pour la succession de ses États, aussi bien que la gloire du sacrifice qu'elle voudra bien faire pour éteindre une guerre si funeste à la religion [1]. »

Pour décider plus promptement l'empereur, il ajoutait qu'il se relâchait d'une partie de ses conditions, qu'il accorderait un amnistie, et que la France donnerait une somme considérable en échange de la cession de la Lorraine et du Barrois.

C'était faire la part trop belle à l'empereur. Charles VI, démêlant à travers les phrases embrouillées de Fleury la crainte que la menace de l'intervention anglaise avait produite sur lui, se montra d'autant plus difficile qu'on paraissait plus accommodant. Cependant avant de rompre les négociations, il voulut savoir jusqu'à quel point il pouvait compter sur l'appui de l'Angleterre. Il fit donc sonder le cabinet de Saint-James et découvrit bientôt que le seul but de Walpole avait été d'intervenir dans la négociation, mais nullement d'en changer les termes. Le cardinal Fleury se montra moins perspicace que l'empereur, il prit au sérieux les menaces continuelles du comte de Waldegrave qui déclarait que, si les termes proposés à la maison d'Autriche étaient trop durs, non-seulement l'Angleterre, mais la Hollande renonceraient à leur neutralité. Fleury, sous l'impression de ces terreurs, écrivit à M. de la Baume de conclure à tout prix, et d'autre part il s'abaissa jusqu'au point de demander à l'Angleterre d'approuver le traité. C'était là tout ce que désirait Walpole, il engagea donc l'empereur à céder, et M. de la Baume signa, le 3 octobre 1738, les préliminaires de la paix.

Ce fut avec la plus vive répugnance que notre envoyé apposa son nom au bas du traité. Un moment il avait espéré obtenir sans conditions la cession d'une des plus belles provinces de France et il se voyait frustré, par l'incompréhensible intervention de Fleury, de l'honneur d'avoir conclu une paix si glo-

[1] Lettre du cardinal Fleury à l'empereur, 11 septembre 1735 (archives des affaires étrangères. Tiré de *l'Histoire de Lorraine* de M. d'Haussonville.)

rieuse. Il y avait en effet une différence immense entre le projet primitif et celui qui lui avait succédé, et qu'il avait été forcé d'accepter en échange de la réversibilité de la Toscane. Cette cession ne devait avoir lieu que le jour où François de Lorraine entrerait en possession de son grand-duché Italien. En attendant, il gardait son duché de Lorraine. D'un jour à l'autre, il pouvait devenir empereur d'Allemagne, et serait-il facile alors de lui arracher le plus beau joyau de sa couronne, le berceau de ses ancêtres, son unique apport dans ce royal contrat? Un prince se laisse dépouiller d'une province à la suite d'une guerre malheureuse, mais il est rare qu'il consente à s'en dessaisir en pleine paix. Le cas échéant, François eût voulu sans doute à la fois s'emparer de la Toscane et garder la Lorraine. Le traité ne nous cédait donc pas une province, il nous garantissait une guerre.

Si, au début de cette campagne diplomatique, l'avantage était resté à Fleury, Walpole venait donc de prendre une revanche éclatante. C'était, en effet, une triste paix pour la France que celle qui la dépouillait de toutes ces conquêtes et ne lui donnait en échange qu'une méchante province, le Barrois. — Lorsque ces conditions furent connues à Paris, l'indignation fut générale. A Madrid l'exaspération dépassa toute limite. Don Joseph Patino, le premier ministre, s'adressant à l'ambassadeur anglais, s'écria publiquement qu'il fallait faire périr le cardinal sous un bâton de coton [1]. On s'imaginera sans peine quelle fut au contraire la joie ressentie à Vienne et à Londres. Bolingbroke lui-même fut forcé de convenir que si Walpole avait eu la main dans tout cela, il était plus sage qu'il ne le pensait, sinon qu'il était plus heureux qu'il ne le méritait. La faute, l'unique faute du cardinal Fleury en cette circonstance, fut d'avoir trop ajouté foi aux menaces de l'Angleterre, car la paix, toute mauvaise qu'elle était, valait mieux que la prolongation d'une lutte en présence de ce nouvel adversaire; mais les confidences ironiques des diplomates viennois révélèrent à Fleury, une fois

[1] Coxe, *Walpole*. Allusion à un traité de commerce projeté entre l'Angleterre et l'Espagne.

les préliminaires signés, que l'Angleterre n'avait jamais eu l'intention sérieuse de tirer l'épée. Il s'aperçut donc qu'il avait été joué, et bientôt une mortification nouvelle vint s'ajouter à ses tristesses.

A peine, en effet, le traité venait-il d'être conclu, le 3 octobre 1735, que l'empereur annonça publiquement qu'il avait accordé la main de sa fille au duc de Lorraine. La maison d'Autriche allait donc provisoirement se trouver maîtresse d'une province qui lui donnait accès jusqu'au cœur de la France. L'annonce de cet événement, qui n'eut lieu qu'au mois de mars 1736, six mois environ après la signature des préliminaires, redoubla encore les clameurs des Français. Fleury comprit qu'il était perdu s'il ne trouvait pas quelque expédient pour se tirer d'affaire. Il eut recours alors à une distinction jésuitique. Sans doute il avait accepté les préliminaires, il les avait même ratifiés provisoirement, mais c'était seulement lors de la conclusion définitive du traité que toutes les conditions devaient être irrévocablement fixées. Il reprit donc sa correspondance privée avec l'empereur. Après s'être de nouveau jeté à ses pieds, après avoir épuisé toutes les formules de l'humilité, il terminait adroitement sa lettre par une menace déguisée sous une prière.

« Sire, lui mandait-il, après avoir forcé nos alliés à céder tous les pays qu'ils possédaient, après avoir évacué tous ceux que nous occupions, nous nous trouverions, si l'article de la Lorraine demeurait indécis, exposés aux reproches de notre nation et à la risée de l'Europe. » A l'appui de ses supplications il essaya de gagner les principaux conseillers de l'empereur, et offrit de nouveau de payer fort cher la cession immédiate de la Lorraine. Dans cette cour de Vienne, tout le monde était à vendre. Les conseillers antiques, Barthenstein et Kero acceptèrent l'un 10,000 florins, l'autre 20,000. L'empereur lui-même, écrasé par les énormes frais de la guerre, n'était pas éloigné de céder les Etats de son gendre contre une somme équivalente au revenu annuel de ces dits États. Cette considération toucha jusqu'au duc de Lorraine qui après quelques hésitations, accorda enfin son consentement. Néanmoins le sacrifice était si grand, empereur et duc se voyaient si à contre-cœur arracher ce beau joyau de leur couronne, que, sous un prétexte ou sous un autre,

ils ne pouvaient se décider à conclure, et semblaient attendre une occasion favorable de remettre le tout en question.

Ce fut alors que le vieux cardinal eut recours à son expédient ordinaire. Chauvelin fut chargé de continuer les négociations.

Le cardinal avait déclaré qu'il était las des lenteurs de la cour de Vienne et qu'il renonçait à s'occuper de cette affaire. Le ton des dépêches changea comme par enchantement.

Fleury avait eu la sage prévoyance de ne point se départir de Philipsbourg, de Kehl et de Trèves. Chauvelin déclara froidement que, tant qu'on ne signerait pas, il ne rendrait pas les places fortes. La cour de Vienne comprit la valeur de l'argument et céda. Le traité définitif fut signé le 15 février 1737. La Lorraine nous était définitivement acquise.

Pendant le cours de ces négociations, le rôle de l'Angleterre n'était pas, ne pouvait pas être passif. Mais la tâche devenait difficile. La paix était conclue, les puissances avaient désarmé. Ce n'est pas au lendemain d'une guerre, lorsque la lassitude des combats est encore dans tous les esprits, qu'un État, resté neutre durant le plus fort de la querelle, est bien venu à réclamer contre les conditions de la paix.

Le cabinet anglais n'avait ni le droit ni le pouvoir d'empêcher un royaume obéré de se soulager du fardeau de sa dette en vendant une de ses provinces. Walpole se bornait donc à entraver les négociations le plus qu'il lui était possible. Le prudent Fleury avait tellement pris soin de s'effacer, que la responsabilité des démarches diplomatiques incombait entièrement à Chauvelin.

Était-il impossible, se demanda Walpole, de corrompre le garde des sceaux? Le crédit de ce ministre était ébranlé à la cour. Fleury tout en se servant de lui, ne lui pardonnait pas la popularité, qui, à son grand détriment, s'attachait au nom de sa créature. Chauvelin, de son côté, n'ignorait pas ce mauvais vouloir, et redoutait, la paix une fois conclue, de se voir chasser honteusement, en raison des services qu'il avait rendus. Dans cette situation périlleuse, l'appui de l'Angleterre pouvait lui être d'un grand secours. Fleury, toujours disposé à ména-

ger Walpole, regarderait à deux fois à renvoyer l'homme qui serait protégé par le cabinet anglais.

Tel fut le raisonnement analogue de Chauvelin et de Walpole.

Dans cette disposition d'esprit il y avait moyen de s'entendre. D'ailleurs, on savait Chauvelin fort gêné dans ses affaires; il avait fait d'immenses dépenses pour embellir sa terre de Grosbois. Il ne résisterait sans doute pas à l'appât d'une forte somme. Walpole fit sonder le terrain, et Chauvelin accueillit assez favorablement cette ouverture.

Quelque criminelle que fût sa conduite, disons cependant à l'honneur de Chauvelin qu'il n'eut jamais l'intention arrêtée de sacrifier ainsi les intérêts de la France; il voulait, à la fois, défendre nos intérêts et maintenir son pouvoir, en un mot, il voulait jouer Walpole, se faire appuyer par lui auprès du cardinal, et néanmoins, obtenir la cession immédiate de la Lorraine. Mais Walpole était trop fin pour se laisser duper ainsi. Il demandait des gages que l'autre refusait.

« Quant à notre ami (Chauvelin), mande-t-il dans une dépêche privée, à lord Waldegrave (octobre 1735), il semble qu'il veuille *enfin* consentir à ce que le service précède la récompense. Le *quantum* est un article important, mais quelque chose d'approchant de ce que nous avons dit, pourra suffire... Personne, assurez-le bien à notre ami, n'est au courant de cette affaire, que nous et le roi. J'informerai notre ami de ce que nous désirons... J'espère qu'il n'apportera pas d'entraves à la grande affaire qui est sur le tapis (4 janvier 1736)... Je confesse que la situation où notre ami se trouve mérite grande considération de notre part. Tout ce qu'il réclame est un appui qui l'aide à se maintenir; nous jouerions un triste rôle en contribuant à sauver une personne que nous avons toutes les raisons de croire si opposée à nos vœux et à nos desseins... D'autre part, lui retirer notre assistance au moment où il la réclame, serait défaire tout ce que nous avons fait. Afin donc, d'avoir son assistance pour la grande affaire qui est sur le tapis, je pense que Votre Seigneurie doit en agir avec lui de manière qu'il ne soupçonne aucun changement, aucun refroidissement de notre part. Car faible comme il l'est,

il est encore assez fort, aussi longtemps qu'il restera au pouvoir, pour contrecarrer tous nos desseins, et si nous ralentissons le pas, il s'arrêtera. J'avoue que le cas est embarrassant, mais le perdre serait un grand malheur (28 septembre 1736.)

» Évitez d'être trompé. Offrez cinq mille ou dix mille livres sterling, et si on les refuse, obtenez le renvoi de notre quondam ami, devenu dans ce cas notre plus grand ennemi. Votre Seigneurie, qui est sur les lieux, peut mieux juger et savoir que moi, s'il est à la veille de tomber... Frappez le fer tandis qu'il est chaud, mais en même temps, comme tous ceux qui jouent cartes sur table avec des fripons sont infailliblement dupés, rendez dissimulation pour dissimulation, et soyez de la dernière politesse avec lui. »

On peut deviner, d'après la gradation des sentiments exprimés dans ces lettres, quelle avait été la conduite de Chauvelin Il avait accepté les ouvertures et refusé provisoirement l'argent. Il avait endormi la vigilance de l'ambassadeur anglais par de bonnes paroles, et n'en avait pas moins poursuivi énergiquement son plan. Walpole devina peu à peu la fraude, et le ton de cette dernière lettre prouve qu'il est honteux de sa crédulité et qu'il cherche par tous les moyens à perdre son *quondam* ami.

Chauvelin, nous l'avons vu, décida l'Autriche à céder sur tous les points.

Walpole ni Fleury ne lui pardonnèrent pas son succès. Quinze jours après la signature du traité qui nous abandonnait la Lorraine, Chauvelin était chassé du ministère, de la façon la plus ignominieuse.

La joie insultante que l'Angleterre, dix-huit mois auparavant, avait manifestée lors de la signature des préliminaires de la paix, aurait dû se changer en amertume en présence de ce résultat inattendu. Cette campagne diplomatique avait été en effet plus fructueuse pour la France que les victoires d'Allemagne ou d'Italie, et au lieu d'un traité honteux, nous nous trouvions de la sorte avoir conclu la paix, non pas la plus glorieuse, car nous avions trahi tous nos alliés, mais la plus fructueuse. L'opinion publique en Angleterre ne fit cependant

pas à Walpole un crime de l'heureuse tournure que notre diplomatie avait su donner au traité de Vienne. Les préliminaires de la paix, les bases du traité, étaient bien différentes de la paix récemment conclue, et l'Angleterre n'était intervenue que pour établir les préliminaires. On ne pouvait, sans injustice, rendre Walpole responsable de l'avarice de l'empereur et de la faiblesse du duc de Lorraine, qui les avaient fait consentir, sans nécessité, et la paix signée, à l'abandon d'une province. Ce fut ainsi que le roi, le parlement et le pays tout entier, envisagèrent la question. Et Walpole, qui passait déjà pour l'homme d'État le plus capable, le financier le plus habile de l'Europe, ne se vit pas enlever la nouvelle gloire qu'il s'était acquise comme diplomate.

CHAPITRE XII

Année 1736. — Le gin act. — La loi des corporations. — Le bill des quakers. — Mariage du prince de Galles. — Caractère de ce prince. — Sa conduite honteuse envers miss Vane. — Arrivée de la princesse de Saxe en Angleterre. — Célébration du mariage. — Le roi part pour le Hanovre. — L'échelle placée sous les fenêtres de Mme de Walmoden. — Le coupable est arrêté. — Adresse de la favorite. — Perplexité du roi. — Il consulte Walpole et Caroline. — Insurrection à Édimbourg. — Meurtre de Porteous. — Indignation de la reine. — Réponse courageuse d'Argyle. — Le roi ne peut se décider à quitter le Hanovre. — Conversation de Walpole et de la reine à ce sujet. — La reine demande au roi d'amener sa maîtresse. — George s'embarque. — La tempête. — Ignorance où l'on est à Londres sur le sort du roi. — Inquiétude de Walpole et de la reine. — Joie indécente du prince de Galles. — Retour du roi. — Sa bonne humeur.

La session de 1736 fut remarquable par le caractère d'utilité pratique qui distingua ses travaux. La paix n'était pour ainsi dire pas encore conclue, l'Angleterre se sentait à peine soulagée de la redoutable appréhension de la guerre, que déjà ses législateurs reprenaient tranquillement leurs labeurs ordinaires, discutaient des réformes, proposaient de nouvelles lois, tandis qu'à Vienne, à Madrid ou à Paris, les hommes d'Etat, insoucieux des besoins des populations, supérieurs au contrôle de l'esprit public, manifesté par une assemblée libre, jouissaient avec une satisfaction exempte de remords, du repos moral et physique que la conclusion de la paix venait de leur accorder.

Digitized by Google

Si l'on voulait prouver mathématiquement, en quelque sorte, la supériorité de ce gouvernement parlementaire anglais sur le régime despotique auquel tous les autres royaumes d'Europe étaient alors soumis, on n'aurait qu'à produire un tableau comparatif des lois ou ordonnances rendues dans le cours de la même année en Angleterre et dans toute autre nation. Fleury, Zizendorf, ou Patino, les trois premiers ministres en Espagne, en France ou à Vienne, eussent sans doute regardé comme indigne de leurs hautes conceptions politiques, la discussion d'un projet de loi destiné à remédier aux maux de l'ivrognerie; mais Walpole ne rougissait nullement de prononcer un habile discours sur ce vulgaire sujet; Pulteney ou Windham n'avaient nullement honte de discuter les faits et de combattre les objections.

Parmi les nombreuses questions discutées ou résolues dans le cours de cette session, nous choisirons les trois plus importantes (*le gin act*), un bill en faveur des quakers, et la réforme de la loi du test ou des corporations. L'ivrognerie était un vice répandu à cette époque dans toutes les classes de la société. Boire jusqu'au point de perdre la raison n'était point un déshonneur. Rien n'était plus fréquent que de voir les *leaders* de l'opposition, dans un état complet d'ivresse, venir diriger à la chambre un parti qui rougissait d'autant moins du piteux état de son chef, que le ministre qui devait répondre n'était parfois guère plus solide sur ses jambes. Carteret était un épicurien renommé, et qui disait alors épicurien, disait ivrogne. Walpole était sujet à s'échauffer à la fin des repas. Pulteney avait les mêmes habitudes; lord Hervey seul ne buvait pas, et l'on sait combien son abstinence lui était reprochée. Quarante ans auparavant, sous le roi Guillaume, le législateur avait pris soin d'établir que certains jugements entraînant la peine de mort ne pourraient être rendus qu'entre six heures du matin et une heure de l'après-midi, afin que l'éloignement des repas garantit les juges contre les fumées de l'ivresse. Un vice aussi répandu dans les classes élevées de la société, ne pouvait manquer d'exercer des ravages encore plus grands sur les masses. En effet, le nombre des ivrognes, hommes, femmes et enfants, obstruant la voie publique, était devenu si considérable que

quelques philanthropes résolurent de chercher un remède à ce déplorable état de choses. Le moyen le plus efficace était de frapper les spiritueux d'un impôt. Ce fut celui auquel eut recours sir Joseph Jekil, qui prit l'initiative de la proposition. Ce bill plaçait le ministère dans une situation fort embarrassante. D'une part, le repousser c'était exposer le gouvernement au reproche mérité de ne tenir aucun compte de la santé publique, mais d'une autre part, l'appuyer, avait un double inconvénient; car en agissant ainsi, on était sûr de déplaire à la fois à deux maîtres incommodes, au roi et à la populace.

Le roi avait le monopole de la taxe actuelle. Augmenter l'impôt c'était diminuer la consommation, et l'on sait qu'en pareil cas, la perte est toujours supérieure au bénéfice. Le peuple ne pouvait manquer de murmurer contre un impôt dont le but était de le priver de la seule jouissance qui fût à sa portée. Walpole n'osa cependant pas se montrer hostile au projet de loi ; il réclama seulement pour la couronne une indemnité de 70,000 livres sterling, en échange des droits auxquels le roi déclarait renoncer. Cette clause passa, non sans difficultés, et le bill ainsi modifié fut adopté. L'enquête produisit des faits assez curieux : on établit qu'il y avait en Angleterre environ quarante mille cabarets ou tavernes, et en estimant au minimum le nombre des buveurs à vingt par cabaret, on arriva au chiffre de quatre cent mille buveurs, habituellement ivres-morts pendant les vingt-quatre heures. Un calcul analogue porta les buveurs modérés de spiritueux au même nombre de quatre cent mille; enfin en supposant que le nouvel impôt annulât presque entièrement la vente des eaux-de-vie, on fixa l'accroissement qui en résulterait sur le débit de la bière à six cent mille pintes environ. On pensait, dans cette hypothèse, que les buveurs incorrigibles remplaceraient leur ration de gin par une pinte d'ale, et les consommateurs plus sobres par une demi-pinte [1]. Le bill ne produisit aucun des effets qu'on en attendait. Le peuple ne voulut pas renoncer à sa boisson favorite. En dépit des agents de police, en dépit des amendes, les détail-

[1] *Parliamentary history*, p. 1094, vol. IX.

lants continuèrent à vendre du gin. Les prisons se remplirent de délinquants ; la populace, en plusieurs endroits, eut recours à la violence pour arracher les coupables des mains des constables. La moralité publique ne tira aucun bénéfice de la nouvelle loi. Le trésor en souffrit, et au bout de quelques années on se vit obligé de rapporter le bill.

Le *test-act* était un bill voté dans la vingt-cinquième année de Charles II et destiné à prévenir les dangers qui pouvaient résulter du refus des papistes de prêter serment. La teneur de cette loi, qui dans l'origine n'avait été destinée à atteindre que les catholiques, étendit son action à tous les dissidents; telle était la rédaction du bill : Toute personne occupant un emploi, soit civil, soit militaire, est tenue de prêter le serment de suprématie, de signer une déclaration contre la transsubstantiation, et de recevoir publiquement les sacrements selon les rites de l'Église anglicane.

Si le *gin act* avait embarrassé Walpole, le *test-act* le plaçait dans une situation infiniment plus complexe; il avait toujours favorisé les dissidents qui, de leur côté lui avaient fidèlement accordé leur appui. D'autre part, l'épiscopat anglais, si jaloux de son autorité, si fortement constitué, même au point de vue législatif, puisqu'il comptait vingt-quatre voix dans la chambre des lords, n'eut pas pardonné au gouvernement une hésitation ou une défaillance en matière si délicate. Repousser le bill en dépit de ses secrètes sympathies, telle était la dure nécessité où Walpole se voyait réduit. C'était un piége habile que l'opposition lui avait tendu. L'intérêt avoué de Pulteney et de ses amis, était de placer le ministre dans une position fausse; mais ils n'avaient ni le désir, ni l'espoir de modifier l'ancien bill, car dans le cas peu probable où ces changements eussent été votés par les communes, les lords les eussent infailliblement repoussés.

Walpole sortit de cette impasse avec cette habileté qui lui avait mérité l'éloge ironique de Swift dans *Gulliver*. « Flimmap était l'homme de la cour qui dansait le mieux sur la corde raide; il sautait au moins d'un pouce plus haut que tous ses concurrents. »

Tout en se prononçant contre le bill, Walpole montra une

telle modération, défendit les droits de l'Église établie avec tant de réserve, et laissa entrevoir si clairement combien il déplorait quel es exigences de sa situation officielle l'obligeassent à abandonner ses véritables amis, qu'aucun parti n'osa se plaindre du langage ou de la conduite qu'il tint en cette circonstance. Le projet de loi fut repoussé par une majorité de 251 voix contre 123.

Les matières religieuses devaient défrayer presque exclusivement, cette année, les discussions des chambres. Après le test-act, une pétition des quakers fut apportée à la barre des communes. Les disciples de Fox s'étaient considérablement accrus, tant en Angleterre que dans les colonies d'Amérique. Cette secte, principalement répandue dans le comté de Norfolk, se distinguait encore plus par la douceur et la régularité de ses mœurs que par l'excentricité de son costume. Citoyens industrieux et paisibles, ils s'occupaient peu de politique, et, obéissant à un principe de soumission évangélique, ils appuyaient fortement le gouvernement dans les élections.

Sur deux ou trois points, leurs opinions religieuses les plaçaient cependant en antagonisme direct avec les lois du pays. Ils se refusaient au serment, au service militaire et au payement des contributions ecclésiastiques. Il leur était aisé d'échapper au service militaire, puisque, d'après la constitution de l'Angleterre, la *presse*, le seul mode de conscription, ne pouvait atteindre que les populations maritimes qui ne comptaient pas de quakers dans leur sein. D'autre part, il était rare que les dissidents se trouvassent dans l'obligation de prêter serment; mais le payement des dîmes ecclésiastiques venait, chaque année, les placer dans l'alternative cruelle, ou de renier leurs principes, ou de subir des condamnations judiciaires. Ce qu'ils demandaient était juste et d'une facile exécution. Au lieu de passer par tous les degrés de juridiction, les procès relatifs aux dîmes seraient soumis, en dernier ressort, aux juges de paix, qui fixeraient la quotité de l'impôt dû par une famille de quakers, et qui, sur le refus du payement, procéderaient au recouvrement des droits, d'après un mode analogue à celui déjà en usage dans la taxe des pauvres. Le clergé protesta énergiquement contre ce projet de loi. On voulait, disait-il, placer

les quakers en dehors du droit commun; c'était un encouragement donné par le gouvernement à leurs pernicieuses doctrines; c'était une injure au clergé, un empiétement sur ses droits. Walpole se prononça énergiquement en faveur des quakers: diminuer une pénalité n'était pas, faisait-il observer avec raison, porter une atteinte à un principe. La chambre des communes, presque tout entière, partagea cet avis, et 164 voix, contre 48, appuyèrent le bill.

Mais, pour passer à l'état de loi, il fallait que le bill reçût la sanction des lords. Lorsque la question fut portée devant la chambre, tous les évêques se prononcèrent comme un seul homme contre le projet. Les légistes, par ménagement pour leurs confrères, apportèrent à l'épiscopat l'appui redoutable de leurs lumières et de leur autorité en fait de jurisprudence. Les ennemis du clergé, au lieu de défendre le bill lui-même, profitèrent de cette occasion pour orner leurs discours ampoulés de tous les aphorismes, de tous les lieux communs de Bolingbroke et des libres penseurs. L'esprit philosophique qui avait, à cette époque, tourné plus d'une tête, avait principalement exercé ses ravages sur les grands seigneurs beaux esprits, tels qu'Argyle, Hervey et Chersterfield.

La question, ainsi déplacée et reportée sur le terrain de la foi, donna beau jeu aux évêques. Une chambre haute, dans tout pays, représente toujours l'ordre établi. Les lords ne voulurent pas s'associer aux théories philosophiques des *jeunes gens*, et 54 voix, contre 35, repoussèrent le bill adopté par les communes.

Cette querelle, peu importante au fond, se trouvait donc singulièrement agrandie par l'antagonisme qu'elle établissait entre les différents corps de l'État; d'une part, le roi, les communes et le ministère; de l'autre, la chambre des pairs. Ces dissidences étaient rares, et les lords, dans leur prudence, prenaient soin d'ordinaire de ne pas engager une lutte inégale. La pairie ne reculait pas cependant, de temps à autre, devant ces manifestations d'indépendance, mais le bon sens de la nation anglaise leur ôtait ce qu'elles auraient pu avoir de dangereux. En France, quelque conflit de ce genre eût amené une révolution. En Angleterre, la machine, un moment arrêtée,

reprenait tranquillement son mouvement. Walpole fut à la fois blessé et inquiet du refus des lords; mais, fort de la tradition parlementaire, il ne se crut nullement obligé à renoncer au pouvoir. Les communes admirent sans murmurer le droit *de veto* de la pairie. George fut peut-être celui des trois pouvoirs qui montra le moins de modération. En apprenant la résistance des évêques, il se répandit en injures contre l'épiscopat tout entier. « Ce corps, disait-il, est un troupeau d'hypocrites et de fripons. Le gouvernement montrera à ces drôles quel cas il faut faire de leurs sottes opinions. » Cependant, en dépit de ces aménités de langage, il comprit bientôt que ce troupeau d'hypocrites était le plus ferme appui du trône. Les évêques manifestèrent le désir d'un rapprochement avec la cour, et la reine, avec cette sagesse qui distinguait si éminemment sa conduite, fut l'intermédiaire bienveillant de la réconciliation qui eut lieu entre le roi et l'épiscopat. La session se termina, comme d'ordinaire, dans le mois de mai. Le roi, dans son discours de clôture, prévint les chambres que cette année encore il visiterait ses États de Hanovre, et que, jusqu'à son retour, la régence serait confiée à S. M. la reine.

Pour ne pas interrompre le compte-rendu de ces utiles travaux législatifs, nous n'avons pas encore mentionné un événement important qui eut lieu deux mois avant la clôture des chambres. Je veux parler du mariage de Frédéric, prince de Galles. Jusqu'ici nous nous sommes peu occupés de ce jeune prince, mais au moment où son rôle politique va commencer il est temps de faire mieux connaître au lecteur cette étrange figure. Frédéric venait d'entrer dans sa trentième année. Son extérieur était peu séduisant; il était petit, mince et d'apparence peu robuste : il ressemblait de figure à son père, il avait comme lui le menton fuyant, le nez fort, et ces yeux à fleur de tête qui caractérisaient les Brunswick, comme la lèvre pendante la maison impériale, comme le nez aquilin la maison de Bourbon. Si par l'ensemble de ses traits, il rappelait George, il manquait cependant de l'air de résolution franche et brutale du roi. L'expression ordinaire de sa physionomie était une sorte de douceur hypocrite; les qualités morales de ce prince ne rachetaient guère cet extérieur déplaisant. Timide, peut-être

même poltron, court d'esprit, faux, irrésolu, léger, égoïste, menteur, ignorant, ambitieux par jalousie, mais indolent par goût et par instinct; tels étaient les défauts dont l'effrayante nomenclature se retrouvait invariablement dans la bouche du roi et de la reine lorsqu'ils venaient à parler de leur fils. Nous sommes forcé de convenir que la conduite du prince de Galles, parut généralement en harmonie complète avec ce portrait peu flatté. La seule excuse que l'on pût alléguer en sa faveur, était la négligence extrême apportée à son éducation. George avait élevé son fils comme il avait été élevé par son père. Dès ses plus tendres années, sa qualité d'héritier présomptif avait fait traiter Frédéric en ennemi. Les rois de cette maison éprouvaient à l'égard de leurs enfants les sentiments des vieux garçons pour leurs collatéraux. Le prince Frédéric avait répondu à la défiance par la dissimulation, à la froideur par la haine. Cette aversion promptement remarquée n'avait pas été moins promptement partagée. Depuis plusieurs années, le père et le fils se haïssaient ouvertement et cordialement; les autres membres de la famille royale n'étaient pas restés neutres dans ces querelles domestiques. La reine Caroline avait pris le parti de son époux, les princesses s'étaient divisées. Caroline et Marie approuvaient les idées de leurs parents, Émilie défendait secrètement son frère.

Du jour où ces dissensions furent connues, un petit noyau de jeunes gens ambitieux et ennemis irréconciliables, du gouvernement se groupa autour du prince Galles. Frédéric, par ressentiment ou par faiblesse, se laissa entraîner dans le parti de l'opposition. Pulteney, Bolingbroke, Carteret, accueillirent avec des acclamations enthousiastes cette précieuse recrue; il n'y eut pas de flatteries qu'ils ne prodigassent au prince pour le confirmer dans ses nouveaux sentiments. Frédéric enivré par ces éloges se crut de bonne foi un homme d'État; dès lors son palais devint l'officine où l'opposition distilla ses plus dangereux poisons. Walpole essaya à plusieurs reprises de conjurer ce danger, mais il échoua devant l'éloignement que le prince ressentait pour tous les favoris de son père. Walpole avait cependant réussi une première fois à le détourner d'une imprudente et coupable démarche; le prince

voulait solliciter du parlement l'augmentation d'un apanage que la parcimonie paternelle rendait insuffisant; George II cédant aux instances de son ministre, avait consenti à accorder la somme que le prince jugeait indispensable pour soutenir dignement son rang. Frédéric ayant trouvé un nouveau sujet de plaintes dans les retards qu'on apportait à son mariage, Walpole s'était hâté d'obtenir du roi la promesse solennelle qu'on chercherait sans retard, parmi les princesses de l'Europe, une épouse pour l'héritier présomptif. Mais plus on satisfaisait les exigences de Frédéric, plus le sentiment de sa force le rendait difficile à contenter. Le moment devait bientôt venir où ses demandes seraient de telle nature que Walpole renoncerait à son rôle de conciliateur, et conseillerait au roi une résistance énergique, On alléguera peut-être en faveur du prince Frédéric la tradition constante des monarchies. Tous les héritiers présomptifs manifestent un certain penchant pour l'opposition, et souvent même, ils sont encouragés dans cette conduite par le monarque régnant, qui voit sans déplaisir son successeur jouir d'une popularité nécessaire peut-être à la sécurité de la dynastie ; mais là où une nuance est utile, une couleur devient un danger, et la couleur du prince de Galles était des plus tranchées. Il était *patriote* dans toute la force que le terme comportait alors. Quel patriote cependant ! Lorsque quelques années plus tard, les armes de l'Angleterre eurent reçu à Fontenoy le plus sanglant affront qui leur eût été imprimé depuis des siècles, lorsque tout Anglais digne de ce nom avait la douleur au cœur et la rougeur au front, le prince de Galles se consolait de cette défaite en composant une pitoyable chanson où il célébrait, dans la langue de ses ennemis, l'amour et le vin, excellents remèdes, disait-il, contre tous les chagrins [1] de ce genre.

[1] Venez mes chères déesses,
Venez calmer mon chagrin
Aidez, mes belles princesses,
A le noyer dans le vin.

Poussons cette douce ivresse
Jusqu'au milieu de la nuit

A l'époque dont nous parlons, (1736) le prince de Galles n'était pas encore connu comme il le fut bientôt après, et déjà il inspirait une vive méfiance à ses amis les plus intimes. Quelle que fût la haine que l'opposition eût vouée à George II, aucun homme raisonnable dans le parti patriote ne pouvait envisager sans terreur le règne probable du futur monarque. Frédéric n'avait ni le courage, ni la raison, ni la fermeté de son père. Il semblait ne lui avoir emprunté jusqu'alors que ses mœurs dissolues. Le prince avait en effet le goût des femmes au même degré que le roi. Sa première maîtresse avait été une miss Vane, jeune personne de bonne famille, mais d'une réputation déjà plus que compromise. Durant sa liaison avec le prince, miss Vane avait eu un fils, et toute la cour avait ri de la plaisante contestation à laquelle cet enfant avait donné lieu. Le prince le proclamait son fils, tandis que lord Hervey d'une part, et lord Harrington de l'autre, s'attribuaient un droit de paternité au moins égal. Frédéric n'ignorait pas ces prétentions; il avait tout

Et n'écoutons que la tendresse
D'un charmant vis-à-vis.

Quand le chagrin me dévore,
Vite à table je me mets,
Loin des objets que j'abhorre
Avec joie j'aime la paix.

Peu d'amis, restes d'un naufrage,
Je rassemble autour de moi,
Et je ris de l'étalage
Qu'a chez lui toujours un roi.

Qu'importe que l'Europe
Ait un ou plusieurs tyrans,
Je sens seulement Callioppe,
Qu'elle inspire nos vers, nos chants.

Laissons Mars et toute la gloire,
Livrons-nous tous à l'amour
Que Bachus nous donne à boire,
A ces deux faisons la cour.

Passons ainsi notre vie
Sans rêver à ce qui suit,

Digitized by Google

lieu de croire qu'elles étaient aussi fondées que les siennes, mais loin de rompre avec sa maîtresse, il réservait tout son ressentiment pour ses deux rivaux. Cet amant si fidèle montra néanmoins une brutalité sans égale, lors de sa rupture avec miss Vane, sacrifice qu'il accomplit sans la moindre hésitation aussitôt qu'il fut question de son mariage. On assure qu'il voulut condamner sa maîtresse à un exil éternel, et que ce fut à grand peine que la malheureuse jeune femme obtint la permission de demeurer en Angleterre. Elle ne devait guère profiter de cette tardive autorisation, car dans la même année, elle mourut d'une maladie de langueur, et son fils la suivit bientôt dans la tombe. Pendant les quelques mois qui s'écoulèrent entre sa rupture avec miss Vane et son mariage, le prince s'éprit d'une passion très-vive pour lady Archibald Hamilton à laquelle il promit pour prix de sa condescendance, disent les uns, de son amitié, disent les autres, la place de première dame d'honneur de la future princesse de Galles.

Avec ma chère Sylvie *
Le temps trop vite me fuit.

Mais si par un malheur extrême,
Je perdais cet objet charmant,
Oui cette compagnie même
Ne me tiendrait pas un moment.

Me livrant à ma tendresse,
Toujours, plein de mon chagrin
Je n'aurais plus d'allégresse
Pour mettre Bathurst en train.

Ainsi pour vous tenir en joie
Invoquez toujours les dieux,
Qu'elle vive et qu'elle soit
Avec nous toujours heureux.

Frédéric, prince de Galles écrivit cette chanson française en imitation du régent, immédiatement après la bataille de Fontenoy et l'adressa à trois dames de sa cour.

Horace Walpole, vol. I, page 354.

* Sa femme.

Ce mauvais fils, cet ambitieux maladroit, cet amant indélicat, ne racheta tous ces défauts que par une seule qualité : il se montra bon époux, et la jeune princesse de Saxe, qui débarquait en Angleterre pour s'unir à ce triste prince, n'eut jamais occasion de se repentir de ce qui semblait à tous une impardonnable imprudence. — Elle doit être sotte, disait une vieille dame française fixée à la cour de Georges II, puisqu'elle consent à épouser un sot prince, à vivre avec un désagréable animal toute sa vie privée et qu'elle n'a pas l'air de sentir son malheur. » La prédiction de la fille du chevalier de Grammont [1] ne se trouva pas justifiée. La princesse était loin d'être une sotte, et elle fut heureuse.

Ce fut le dimanche 25 avril, à l'heure du service divin, qu'on annonça au roi l'arrivée de la princesse de Saxe-Gotha à Greenwich. Aussitôt après son débarquement, elle fut conduite en grande pompe par lord Delaware dans le palais que le roi possédait dans cette ville [2] ; le mardi suivant à deux heures, elle arriva à Saint-James, et le mariage devant avoir lieu dans cette soirée même, tous les courtisans et une grande partie de la population accoururent en toute hâte, et parés de leurs plus beaux habits, au palais de Saint-James, afin de jouir du brillant coup d'œil de la cérémonie, et de contempler celle qui aurait dû être un jour la reine d'Angleterre !

La princesse de Saxe était partie de Greenwich dans un des carrosses du roi. A Lambeth, elle quitta sa voiture pour monter en barque ; descendue à Witehall, elle prit une chaise à porteur, traversa Saint-James-Park, et vint s'arrêter au pied du grand escalier qui descendait de l'appartement du roi dans le jardin. Le prince de Galles la reçut au bas du perron, il lui offrit la main et la conduisit dans le grand salon où le roi et la reine attendaient depuis près d'une heure. En apercevant son beau-père et sa belle-mère, la princesse se jeta à leurs pieds et voulut leur baiser les mains, mais ils la relevèrent et la pressèrent avec effusion sur leur cœur. Cette marque d'humilité fut

[1] Lady Strafford, *Hervey*.
[2] *London Magazine*, 1736, p. 318.

dit-on, particulièrement agréable à l'orgueil du roi, et le tact, que montra la princesse en cette circonstance, comme dans tout le reste de la cérémonie, donna aux assistants une favorable idée de son intelligence.

La princesse avait dix-sept ans lorsqu'elle arriva en Angleterre, où elle ne connaissait personne. On ne lui avait permis d'amener aucun de ses compatriotes avec elle; elle se trouvait donc ainsi subitement transplantée, de la solitude du château de sa mère à Saxe-Gotha, au milieu de la cohue, des intrigues et de la pompe d'une des cours les plus brillantes de l'Europe. Le sang-froid, la simplicité dont elle fit preuve dans cette situation difficile, lui valurent un éloge flatteur de sir Robert Walpole. « Dans cette entrevue d'une grande heure, s'écria le ministre, elle a eu le talent de tourner la tête du roi, de gagner le cœur de la reine et de dissiper tous les préjugés du prince de Galles. Ce sont là de fortes présomptions en faveur de la capacité de cette jeune tête, dont le cerveau n'a eu que dix-sept ans pour mûrir. »

La princesse de Saxe ne parlait pas l'anglais, et ne savait guère mieux le français. Lorsque l'hiver précédent on avait proposé à sa mère de faire apprendre l'une de ces deux langues à sa fille, c'est inutile avait-elle répondu, depuis le temps que la famille de Hanovre occupe le trône d'Angleterre, tout le monde à la cour doit parler allemand. » Conjecture si bien fondée, qu'à l'exception de deux ou trois personnes, nul ne parlait ou ne comprenait mieux la langue de ses maîtres qu'à l'époque de la reine Anne [1].

La princesse était d'une taille au-dessus de la moyenne; la jeunesse et la santé qui fleurissaient sur son visage, ainsi que la douceur et la modestie de son regard, rendaient son extérieur agréable; mais sa tournure maladroite, ses longs bras, sa taille un peu tournée, lui donnaient une certaine vulgarité que ni les joyaux, ni les riches habits ne parvenaient à dissimuler.

A neuf heures du soir, le 27 avril, la cérémonie du mariage

[1] *Hervey*, vol. II.

eut lieu. Aussitôt après la bénédiction nuptiale, les membres de la famille royale soupèrent ensemble, puis lorsque le prince et la princesse furent au lit, toute la compagnie eut la permission de passer dans la chambre à coucher et de voir les époux.

L'apanage du prince de Galles après son mariage fut fixé par le roi à 50,000 livres sterling. Frédéric réclama vivement contre la médiocrité de la somme. Il prétendit que son père le frustrait de 50,000 livres sterling. « Lors de la discussion sur la liste civile, disait-il, on a alloué au roi 100,000 livres sterling de plus qu'à l'ordinaire, en prévision de la dot qu'il serait obligé de constituer à son fils aîné. » Cette discussion d'intérêts devait prendre promptement les proportions d'un grave événement politique.

Le roi, aussitôt la cérémonie achevée, hâta les préparatifs de son départ, son impatience ne connaissait plus de bornes; la reine voyait avec une vive inquiétude ces marques peu équivoques de la violente passion de son époux, mais le mal étant sans remèdes, elle prit le parti du silence. L'empressement de George à aller retrouver Mme de Walmoden, l'entraîna dans les démarches les plus ridicules. Le parlement fut prorogé le 22 mai, et le 23 au soir, le roi était parti. Jamais jeune amant volant à son premier rendez-vous ne montra une joie plus vive, une plus folle ardeur, que ce monarque presque sexagénaire au moment où il s'embarqua. Toute la famille royale l'avait accompagné jusqu'au vaisseau ; le prince de Galles seul se dispensa des adieux, sous le prétexte imaginaire d'une indisposition subitement survenue à la princesse.

Les joies amoureuses du roi à Hanovre ne furent pas cependant dépourvues de quelque amertume. Mme de Walmoden, fort coquette et fort inconsidérée, oubliait parfois les devoirs rigoureux de sa position, et se laissait aller à préférer un soupirant plus jeune à son amant couronné. Une nuit où le roi s'était rendu à son château de Herenthausen, tandis que Mme de Walmoden était restée dans les appartements qu'elle occupait au palais électoral de Hanovre, le jardinier trouva une échelle, d'origine suspecte, apposée contre la fenêtre de la favorite. Ce naïf subalterne pensa que quelque audacieux voleur avait conçu

le dessein criminel de s'introduire dans l'appartement de Mme de Walmoden. Il fit le guet et aperçut un homme qui se glissait le long d'un espalier. Il le saisit, cria au voleur, appela à son aide et parvint à se rendre maître du malfaiteur. Les domestiques accourus au bruit apportèrent des lumières et reconnurent, à leur grande stupéfaction, un M. de Schulemberg, parent de la duchesse de Kendal et officier dans la garde impériale. On amena le coupable au capitaine qui commandait les gardes. Celui-ci, mieux avisé que les laquais, comprit qu'il s'agissait de toute autre chose que d'un vol, et il donna l'ordre de relâcher le coupable.

Cette affaire fit grand bruit parmi les familiers du palais. Mme de Walmoden, instruite une des premières, ne perdit pas la tête. Elle fit immédiatement atteler son carrosse, et à six heures du matin elle partit pour Herenthausen. A son arrivée, elle traversa sans se faire annoncer tous les appartements et courut se jeter aux pieds du roi. Elle resta quelques instants sans parler, comme suffoquée par l'émotion, puis elle finit par s'écrier d'une voix entrecoupée de sanglots, qu'elle suppliait Sa Majesté de la protéger contre l'insolence de ses ennemis, ou de lui permettre de se retirer de la cour. C'était en vain qu'elle avait aimé le roi pour lui-même, qu'elle avait donné son cœur sans consulter la voix de la prudence. Elle voyait trop tard, qu'il était impossible à une pauvre femme d'aimer un roi, sans que mille intrigues, mille calomnies vinssent se jeter à la traverse pour détruire son fragile bonheur. Elle sentait que, tôt ou tard, le roi finirait par ajouter foi à ces mensonges, et quoiqu'elle plaçât ce cher amour au-dessus de tous les plaisirs de ce monde, elle l'avouait cependant à sa honte, sa lâcheté lui faisait préférer le repos et la sécurité à une félicité si précaire; elle suppliait donc encore Sa Majesté de lui permettre de quitter une place et un genre de vie pour lesquels elle ne se sentait pas faite.

Le roi, fort étonné de cette visite et de ce long préambule, lui demanda où elle voulait en venir. Ce fut alors qu'elle raconta son histoire. Elle prétendit que cette échelle, que ce voleur, que ce mystère étaient le fruit d'une machination inventée par Mme d'Ellitz pour la perdre. Cette Mme d'Ellitz était sœur

de lady Chesterfield, nièce de la duchesse de Kendal. Sa beauté n'était pas de la première fraîcheur, car cette dame passa pour avoir eu l'honneur de servir de maîtresse à trois générations de princes de Hanovre. Le vieil électeur, George Ier, et enfin George II, qui l'avait quittée pour Mme de Walmoden.

Le roi fut touché et convaincu. Il entra dans la plus vive fureur contre les ennemis de sa favorite. Il jura qu'il ferait fustiger Mme d'Ellitz et pendre M. de Schulemberg, et il donna l'ordre d'arrêter immédiatement cet officier.

Mais Horace Walpole, qui avait accompagné le roi dans son voyage, ayant appris, sur ces entrefaites, les mesures de rigueur qu'on allait prendre contre M. de Schulemberg et craignant que cette vengeance n'amenât des complications entre le roi d'Angleterre et l'empereur, alla immédiatement trouver le comte de Kinsky, le ministre de Sa Majesté apostolique, et lui donna le conseil de faire partir sur-le-champ M. de Schulemberg. L'avis fut bien reçu et mis sans délai à exécution.

Le roi, cependant, lorsqu'il eut pris le temps de la réflexion, commença à concevoir quelques soupçons, et dans son incertitude il eut recours à ses deux conseillers ordinaires. Dans une longue lettre à Caroline, il lui expliqua toute l'affaire et lui demanda, comme *à son ami*, quelle était son opinion, ajoutant que peut-être sa passion pour Mme de Walmoden lui faisait considérer tout ceci sous un faux jour, et la priant de *consulter le gros homme* (sir Robert Walpole), « qui a plus d'expérience, ma chère Caroline, que vous dans ces sortes d'affaires, et moins de préjugés que moi dans celle-ci [1]. »

Tandis que le roi éprouvait des inquiétudes si vives sur la fidélité de sa jeune maîtresse, tandis que l'affaire la plus importante du royaume à ses yeux, étaient ces misérables intrigues de boudoir, l'Angleterre frémissait d'horreur à l'annonce d'un horrible attentat commis dans une émeute à Édimbourg. On se souvient que les populations ouvrières avaient été violemment irritées par la nouvelle taxe qui frappait les eaux-de-vie. A Londres et dans plusieurs villes, la population s'était fréquem-

[1] *Hervey*. En français dans le texte anglais.

ment opposée par la force à l'exécution de la loi. Le gouvernement avait été prévenu qu'à la Saint-Michel, entre autres, une formidable insurrection éclaterait à Londres. On avait en conséquence doublé le nombre des constables, fait des patrouilles le jour et la nuit, arrêté les principaux meneurs, et grâce à ces précautions, la paix n'avait point été troublée. Mais le caractère plus violent des Écossais ne devait pas se laisser désarmer ainsi par le déploiement des forces destinées à la répression.

Une exécution capitale, que la populace avait trouvée injuste, telle fut l'origine ou le prétexte de cette émeute. Deux célèbres contrebandiers, Wilson et Robertson, avaient été condamnés à mort pour avoir dépouillé, à main armée, un agent du fisc. Ces deux malfaiteurs allaient subir leur peine dans quelques jours, lorsqu'ils parvinrent à se procurer une lime à l'aide de laquelle ils purent couper leurs fers et les barreaux de la fenêtre de leur prison. Wilson, le plus robuste des deux, insista vivement pour s'échapper le premier, mais il était trop gros pour passer par l'étroite ouverture; ses efforts ne servirent qu'à l'engager si fortement dans la fenêtre, qu'il arriva un moment où il ne put ni avancer ni reculer. Les geôliers, en entrant le lendemain dans la prison, furent obligés de démolir une partie de la fenêtre pour dégager Wilson. On remit de nouvelles chaînes plus solides aux deux prisonniers et on les surveilla jour et nuit.

Wilson, dont la nature brutale n'était pas exempte d'une certaine générosité, éprouva de vifs remords d'avoir, par sa précipitation, enlevé toute chance de salut à son compagnon d'infortune, et sans lui révéler son projet, il résolut de tenter un coup désespéré pour faciliter son évasion. Le dimanche qui précédait son exécution, il était d'usage, à cette époque, d'envoyer, sous la garde de quatre soldats, le condamné à mort entendre le service divin à la chapelle la plus voisine de la prison. Ce fut le moment que Wilso nchoisit pour accomplir son projet. Au sortir de l'église, et pendant que la foule se pressait sous le portail, Wilson saisit brusquement un soldat de chaque main, il s'accrocha par les dents au collet de son troisième gardien, et cria à Robertson de se débarrasser du quatrième et de s'enfuir. Robertson renversa d'un coup de poing le soldat qui le

tenait, puis il se glissa au milieu de la foule, qui favorisa sa fuite. La police, en dépit de ses recherches les plus actives, ne put jamais retrouver les traces du fugitif. Le capitaine qui commandait la garde urbaine, un nommé Porteous, vieux soldat violent, courageux et fidèle exécuteur de ses consignes, fut irrité au delà de toute mesure du discrédit humiliant que Wilson avait jeté ainsi sur son corps; d'autre part, la populace touchée de tant d'audace et de tant de générosité, n'avait pas tardé à faire un héros du chevaleresque bandit. On répandit le bruit qu'on tenterait de sauver Wilson de vive force au moment de l'exécution, et les magistrats prirent leurs mesures en conséquence. Le capitaine Porteous fut chargé d'escorter le condamné avec quatre-vingts hommes de la garde, pendant qu'un régiment d'infanterie prêterait, au premier signal, main forte à l'autorité.

Porteous déploya, il faut le dire, une grande inhumanité dans l'exercice de ses fonctions. Le jour de l'exécution étant arrivé, il alla chercher Wilson dans sa prison et exigea, contrairement à l'usage, qu'on lui mît les fers; les menottes se trouvant trop étroites, il employa toutes ses forces pour les serrer; le prisonnier protesta contre la torture inutile qu'on lui faisait souffrir; Porteous ne tenant aucun compte de ces réclamations, « Vous êtes cruel, s'écria Wilson, vous ne savez point si un jour vous n'aurez point à réclamer vous-même la pitié que vous me refusez [1]. »

Ces mots furent entendus par la foule, et excitèrent une violente indignation; cependant, l'appareil imposant de la force publique empêcha les murmures de dégénérer en voies de fait. Wilson fut exécuté. Après qu'il eut été suspendu pendant une demi-heure, et lorsqu'il ne donnait plus signe de vie, l'exécuteur coupa la corde; le peuple captivé jusqu'alors par les émouvantes péripéties de cet affreux spectacle, commença à s'agiter, on jeta quelques pierres aux bourreaux et à la garde, Porteous perdant patience, donna l'ordre à sa troupe de tirer, il prit lui-même un fusil avec lequel il tua un homme; les

[1] Walter Scott, *Heart of Midlothian.*

soldats par humanité tirèrent en l'air, mais le résultat n'en fut pas moins meurtrier, car les balles allèrent frapper les bourgeois qui se pressaient aux fenêtres [1]. Il y eut cinq ou six victimes. La foule qui s'était momentanément dissipée se rassembla de nouveau et accompagna de loin les soldats; les plus hardis se rapprochèrent un peu plus et recommencèrent à jeter des pierres. Porteous commanda de nouveau de faire feu; cette fois personne ne tomba.

Le lendemain de l'exécution, il n'y eut qu'un cri dans la ville contre Porteous; en pareille occasion on n'avait pas encore osé tirer sur le peuple; bien souvent des pierres avaient été jetées aux soldats et jamais cependant la troupe ne s'était même servi de ses armes blanches. Les magistrats cédant à la clameur publique, firent arrêter Porteous, qui eut l'imprudence de nier les ordres qu'il avait donnés. C'était se reconnaître coupable, dans le cas où le fait serait prouvé par témoins.

Il le fut sans difficulté; le jury déclara Porteous coupable, et les lords de la cour le condamnèrent à être pendu à un gibet sur la place ordinaire des exécutions.

Ce jugement apaisa la fureur populaire; une sorte de calme sombre sembla succéder à la tempête. Durant l'intervalle fixé par les lois entre la sentence et son exécution, le jugement fut envoyé à Londres pour être soumis à l'approbation du gouvernement. Une pareille procédure révolta la reine et les ministres, qui envoyèrent sur-le-champ la grâce du condamné. Lorsqu'on apprit à Édimbourg que Porteous allait échapper à la potence, l'indignation du public qui s'était tant soit peu calmée, recommença de nouveau, et elle acquit même un degré de violence qu'elle n'avait jamais eu jusqu'alors. A Édimbourg, toutes les classes de la société semblaient s'être associées à cette vengeance. On entendait dire tout haut dans les rues que, puisque la reine refusait justice aux Écossais, ils sauraient bien se la faire eux-mêmes.

On était arrivé au 7 septembre, la veille du jour où l'exécution aurait dû avoir lieu. Porteous avait été averti qu'il se tra-

[1] *Lord Mahon*, vol. II, p. 99.

mait un complot contre sa vie. Il ne fit que rire de ce charitable conseil; la solide prison d'Édimbourg lui semblait de nature à résister victorieusement à la fureur de la populace, il poussa cette confiance si loin qu'il invita quelques amis à venir joyeusement célébrer, dans sa prison, les premières heures de la fatale journée où, sans la grâce de la reine, il allait être pendu.

Vers les dix heures du soir, les rues d'Édimbourg, si calmes d'ordinaire à cette heure avancée, retentirent d'une sorte de bruit sourd comme celui de voitures lourdement chargées. C'était une foule immense qui s'avançait sans désordre et sans cris. Les paisibles bourgeois qui se mirent aux fenêtres virent, à la lueur des torches que portaient quelques individus, défiler une troupe composée de plusieurs milliers de personnes, la plupart vêtues en marins, quelques-unes portant de grandes redingotes et des chapeaux à larges bords, d'autres déguisées en femmes. Cette silencieuse émeute se dirigea d'abord du côté de Westport, elle s'empara de la porte, la barricada avec soin et laissa quelques insurgés derrière elle, afin d'empêcher les gardiens, revenus de leur surprise et de leur effroi, d'essayer de rétablir les communications interceptées.

Elle agit de même à la porte de Cowgate et à celle de Netherwood, seules issues par lesquelles le régiment caserné dans les faubourgs pouvait pénétrer dans la ville.

Il s'agissait maintenant pour les insurgés de désarmer la garde urbaine, cette troupe odieuse dont Porteous était le chef. Le corps de garde n'était défendu que par six hommes ; la sentinelle voulut faire feu ; un insurgé qui s'était glissé inaperçu jusqu'à elle la saisit par derrière et lui arracha son fusil ; les autres soldats furent également désarmés, mais on ne leur fit aucun mal, on se contenta de piller leurs rateliers et de distribuer les armes à la foule. Cette modération singulière, cet ordre dans le désordre, prouvait à quel point tous les incidents de ce drame avaient été soigneusement prévus, et combien les chefs principaux avaient à cœur de diminuer l'horreur de leur entreprise en lui donnant toutes les apparences d'un acte de justice. Jusqu'à ce moment pas un cri n'avait été proféré, mais lorsque toutes ces mesures de précaution eurent été prises, une

voix fit retentir ces sinistres paroles : A la Tolbooth ! à la prison ! La foule entière répéta ces mots avec un accent sinistre, et quelques minutes après, les deux rues principales qui menaient à la prison étaient fortement barricadées, pendant que le gros de l'émeute rassemblé sur la place frappait à coups redoublés sur les portes de Tolbooth.

Cependant les magistrats, qui se trouvaient réunis ce soir-là dans un joyeux banquet, avaient enfin été avertis. Ce fut dans une taverne au milieu des débris de leur festin, entre les pots et les bouteilles, que les membres de la municipalité, alourdis par l'ivresse ou troublés par la peur, s'efforcèrent de trouver quelque moyen de triompher de l'émeute. Un M. Lindsay, représentant de la Cité au parlement, offrit de se charger de la tâche périlleuse de porter au colonel qui commandait le régiment un message verbal. Le lord prévôt donnait à la troupe l'ordre de forcer la porte de Netherwood, d'entrer dans la ville et d'y rétablir le calme [1]. Le courageux citoyen parvint à accomplir sa tâche, mais le colonel redoutant le sort de Porteous se refusa à agir sans un ordre écrit. Les magistrats dépêchèrent également plusieurs messagers à l'officier qui commandait le château ; aucun des exprès ne put arriver à sa destination, ils furent tous arrêtés sans qu'on leur fît cependant aucun mal. Les insurgés se méfiaient de toute personne qui semblait appartenir aux classes élevées de la société, et priaient les passants de cette espèce de vouloir bien rentrer chez eux ; mais ces injonctions étaient faites avec la plus extrême politesse. Venait-on à rencontrer une dame en chaise à porteur, on la reconduisait jusque chez elle, et les jeunes insurgés qui se chargeaient en général de cette mission, offraient galamment la main à leurs nobles prisonnières pour mettre pied à terre, en les priant d'excuser une conduite dont le principal motif était le désir de leur épargner un danger et un triste spectacle. Pendant que les différents corps remplissaient chacun leur mission spéciale dans la Cité, les uns veillant aux portes, les autres barrant les rues, la troupe principale s'acharnait toujours après les mas-

[1] Walter Scott, *Heart of Midlothian*.

sives portes qui résistaient à tous les efforts. Les insurgés ne se rebutaient cependant pas ; se relayant par bandes de dix travailleurs, ils ébranlaient à l'aide de pesants marteaux les gonds et les serrures, lorsque la même voix qui avait déjà poussé ce cri sinistre : A la Tolbooth, se fit entendre de nouveau. « Vous perdez un temps précieux, mettez le feu aux portes. » Des acclamations unanimes vinrent appuyer cette proposition ; on apporta de vieux tonneaux qui avaient contenu de la poix, on les entassa contre les portes, on y mit le feu, et au bout de quelques instants une flamme immense vint éclairer cette scène d'horreur.

Lorsque le feu eut accompli son œuvre de destruction, on le laissa s'éteindre peu à peu, mais les tisons enflammés brûlaient encore, quand la foule impatiente se précipita comme un torrent au travers de l'incendie, et se rua dans les cours et dans les escaliers de la Tolbooth.

Porteous était encore occupé avec ses amis à fêter dans son cachot l'aurore de sa délivrance, lorsque le tumulte, les cris de mort, les bruits de marteaux vinrent lui apprendre qu'on assiégeait sa prison. Il eût pu échapper à la fureur populaire, s'il eût eu la présence d'esprit de se déguiser et de sortir avec ses compagnons au moment où les portes de sa prison étaient ouvertes ; mais cette pensée ne se présenta pas à son imagination terrifiée ; ses amis l'abandonnèrent, et quant à lui il se fia à la solidité des barrières qu'il fallait enfoncer avant d'arriver jusqu'à son cachot. La lueur des flammes, les hourras frénétiques que poussa la foule quand la porte s'écroula dans l'incendie, vinrent bientôt lui enlever ce dernier espoir. Porteous chercha alors à grimper par la cheminée de sa prison. Mais les barres de fer destinées à empêcher l'évasion des prisonniers par cette issue l'arrêtèrent à quelques pieds au-dessus du sol. Il se cramponna cependant aux barreaux, et quand les insurgés envahirent son cachot, ils crurent un instant que leur vengeance allait leur échapper. Après une seconde d'hésitation, quelques individus fouillèrent la cheminée, ils découvrirent aisément Porteous et l'arrachèrent brutalement de sa retraite.

Dans le premier instant, l'infortuné dut croire qu'il allait être massacré sur-le-champ ; mais à peine se trouva-t-il dans

les mains de ses assassins, qu'un ecclésiastique lui adressa la parole, l'engagea à se préparer en chrétien à sa dernière heure, et l'autorisa à remettre ses papiers à un ami, un prisonnier pour dette qui se trouvait présent, et qui consentit à se charger de ce dépôt. On conduisit triomphalement la victime à Grass-Market, le lieu ordinaire des exécutions. Porteous ayant refusé de marcher, deux hommes l'enlevèrent, deux autres croisèrent les mains et formèrent de la sorte ce qu'on nomme, en Écosse, le coussin du roi, et on l'assit sur ce siége improvisé. Pendant le trajet, Porteous perdit une de ses pantoufles ; on s'arrêta pour la ramasser, on la lui remit, et on continua de marcher. Dans Bond-Street, on enfonça la boutique d'un cordier, et l'on choisit avec soin une corde solide pour pendre la victime ; mais on laissa une guinée sur le comptoir pour indemniser le marchand.

Arrivés sur la place de Grass-Market, théâtre du crime de Porteous, quelques émeutiers s'occupèrent à lever la pierre qui couvrait l'excavation dans laquelle on assujettissait le gibet ; d'autres cherchèrent à improviser une potence ; mais, cette fois, l'impatience de la foule ne put supporter plus longtemps ces délais. Une poutre, qui surplombait la maison d'un teinturier, parut propre à remplacer la potence ; on y attacha la corde, et Porteous fut livré à son sort. Pendant tout le temps que l'infortuné capitaine se débattait dans les dernières convulsions de la mort, la foule, sans proférer un seul cri, surveilla avec calme l'agonie de sa victime ; puis, lorsque le supplicié ne remua plus, tous se dispersèrent silencieusement.

A la pointe du jour, il ne restait d'autre trace de l'insurrection que le corps du malheureux Porteous suspendu à la poutre et les armes pillées dans le corps de garde, abandonnées çà et là dans les rues.

Le lendemain, les magistrats reprirent leur autorité. Un exprès fut immédiatement dépêché à la reine et à sir Robert Walpole pour les informer de ce qui s'était passé. La colère de Caroline fut extrême. Ce grave attentat, entouré de toutes les formes de la légalité, paraissait au gouvernement plus outrageant et plus inquiétant qu'une émeute ordinaire. Le meurtre de Porteous révélait évidemment une vaste conspiration, pré-

parée avec le plus grand mystère, exécutée avec un ensemble et un ordre parfaits. Il fallait à ce complot, pour qu'il eût réussi de la sorte, et des chefs puissants et d'innombrables complices. Mais, lorsque toutes les recherches des magistrats ne purent leur faire découvrir un seul coupable ; lorsque l'on vit que, grâce à l'accord unanime de la population, le crime resterait infailliblement impuni, la reine se livra à un emportement qui sortait de toutes les habitudes de ce caractère naturellement modéré. Caroline, à une des réceptions de la cour, s'écria en s'adressant au duc d'Argyle : « Plutôt que de souffrir une telle insulte à mon autorité, je ferai de l'Écosse tout entière un terrain de chasse (*a hunting field*). » — « En ce cas, madame, répondit le duc en s'inclinant profondément, il faut que je prenne congé de Votre Majesté pour aller préparer mes chiens. »

Ce fut cependant le comte d'Isla, le frère du duc d'Argyle, qui fut chargé par le gouvernement de se rendre en Écosse, armé de pleins pouvoirs, pour découvrir, convaincre et punir les coupables [1]. Mais ce seigneur promit en vain aux délateurs des récompenses magnifiques, ce fut inutilement qu'il publia les menaces les plus violentes contre quiconque protégerait ou ne dénoncerait pas les meurtriers ; ses efforts ne furent couronnés d'aucun succès. Le seul individu arrêté fut un valet de pied de lord Wesmiss, et, quoiqu'il fût démontré que cet homme avait passé la corde au cou du capitaine Porteous, le jury rendit un verdict de non culpabilité [2]. Le sentiment populaire était entièrement en faveur des meurtriers, et, dans son rapport à Walpole, lord Isla fut forcé d'avouer, à la honte de ses compatriotes, cette sympathie criminelle : « Ce qui me révolte le plus, disait-il, c'est que les principaux membres de notre clergé écossais se sont fait un point de conscience de défendre ce meurtre. Aussitôt après l'attentat, un des assassins se rendit directement à une église de village où l'on donnait la communion à un grand nombre de personnes, et là il se vanta publi-

[1] Lord Mahon, vol. II, p. 205.
[2] Lord Hervey, vol. II, p. 323.

quement de ce qu'il venait de faire. Dans les classes inférieures, tous ceux qui affectent une dévotion particulière, parlent de ce meurtre comme d'un acte de la justice divine. Mes efforts pour punir les meurtriers sont qualifiés de persécution impie ; j'ai causé avec plusieurs desservants, et j'ai été à même de vérifier par moi même l'exactitude des rapports que l'on m'avait faits sur le caractère de ces saints [1]... »

Telles furent les causes qui entravèrent l'instruction judiciaire ; de nos jours même, on ignore comment et par qui cette conspiration fut tramée. Il est présumable que les chefs, aussitôt après l'accomplissement du crime, quittèrent l'Angleterre. Walter Scott raconte que, dans sa jeunesse, la voix publique désignait, quoique sans preuves positives, certains individus récemment revenus à Édimbourg, et enrichis par un long séjour dans les Indes occidentales et orientales, comme les meneurs principaux qui avaient jugé prudent de s'enfuir lors de l'assassinat du capitaine Porteous [2].

Cet attentat, sans exemple dans l'histoire d'Angleterre, eut un tel retentissement au dehors, que le cardinal Fleury, dans une dépêche que notre ambassadeur communiqua à Walpole, crut pouvoir se servir de cet événement pour décider le cabinet anglais à entrer dans les voies de la politique française.

« Dans un état aussi précaire que celui où se trouvait la Grande-Bretagne, disait-il, n'était-il pas de l'intérêt de Walpole de ne pas s'aliéner une puissance amie ? » On crut un instant que ce meurtre, quasi-juridique, était le signal d'une vaste insurrection jacobite. Sans partager ces appréhensions, Walpole jugea prudent, toutefois, de presser le retour de George II, qui s'absorbait de plus en plus dans ses amours. Mais les instances de son ministre et de sa femme ne pouvaient vaincre la répugnance que le monarque éprouvait à quitter à la fois son électorat et sa maîtresse. La tendresse passionnée qu'au milieu de tous ses écarts il avait toujours manifestée pour la reine, sem-

[1] Lord Mahon, vol. II, p. 204.

[2] Lord Mahon, vol. II, p. 206, et Walter Scott, *Tales of a great father*, vol. II, p. 177.

blait se refroidir de plus en plus. Les lettres de quarante pages qu'il écrivait à chaque courrier, étaient maintenant réduites à deux ou trois feuillets. Caroline, vivement blessée, imita d'abord cette réserve nouvelle; mais, comprenant bientôt que de semblables procédés, loin de rétablir son crédit expirant, ne tendraient qu'à le ruiner entièrement, elle consulta sir Robert Walpole sur le parti qu'elle avait à prendre. Walpole, avec la brutalité qu'il apportait d'ordinaire dans les affaires de cœur, conseilla à sa souveraine d'écrire au roi pour le prier d'emmener sa maîtresse avec lui en Angleterre. La reine fondit en larmes à ce discours, et, cependant, elle promit d'obéir. Trois jours après, comme elle se promenait dans les jardins de Richmond : « Je sais, monsieur, lui dit-elle, que vous ne m'avez pas cru, l'autre jour, lorsque je vous annonçai que je me conformerais à vos avis. Parlez franchement, n'est-ce pas que vous avez pensé que je mentais?

— Ah! madame, s'écria Walpole, en me demandant si j'ai cru que vous vous trompiez, Votre Majesté a placé dans ma bouche une expression que je n'aurais pas osé me formuler à moi-même, dans mes plus secrètes pensées. Non, madame, j'ai craint seulement que vous ne vous fissiez illusion à vous-même.

— C'est bien, monsieur, je vous entends, répondit la reine; mais, pour vous montrer que vos craintes étaient mal fondées, c'est aujourd'hui même que je compte écrire au roi ce dont nous sommes convenus. » [1]

La reine accomplit sa promesse fidèlement. Elle adressa à George l'épître la plus tendre et la plus soumise, en l'assurant qu'elle n'avait à cœur que l'intérêt de son époux, que c'était son devoir de femme et de sujette, et que pour donner plus de preuves de son abnégation, elle le suppliait d'amener avec lui Mme de Walmoden.

Une fois entrée dans cette voie de concessions coupables, la reine voulut même pousser le dévouement jusqu'à offrir à Mme de Walmoden la place de lady Suffolk. Walpole la dé-

[1] Lord Hervey, vol. II, p. 182.

tourna de cette démarche : « Ceci est de trop, lui dit-il ; lady Suffolk était votre dame d'honneur, quand le roi la prit pour maîtresse; autre chose est de tolérer la présence d'une rivale, ou de la mettre vous-même dans une situation pareille. »

Il a fallu le rare ensemble de qualités qui distinguait la reine Caroline, pour laver son caractère, aux yeux de ses contemporains comme à ceux de l'histoire, de cette tache honteuse; nous ne chercherons pas à excuser cette criminelle bassesse. C'est en vain qu'on alléguerait en faveur de la reine les mœurs du temps, les nécessité de sa situation, peut-être même son amour pour le roi. La morale a ses droits imprescriptibles, que les époques les plus relâchées, les cours les plus dissolues ont toujours reconnus. Chesterfield, le héros des ruelles et des boudoirs, parle de la faiblesse de la reine avec une juste indignation. Hervey lui-même, l'ami de cœur de Caroline, en relatant les singuliers rapports de ces royales personnes, ne peut s'empêcher de manifester son dégoût.

Cependant l'heureux objet de ces complaisances inouies était le seul qui parût les trouver naturelles et irréprehensibles; voici en quels termes il répondit à la proposition de sa femme : « Vous voyez mes passions, ma chère Caroline, vous connaissez ma faiblesse, il n'y a rien de caché dans mon cœur pour vous, et plût à Dieu que vous *pourriez* me corriger avec la même facilité que vous m'affranchissez ! Plût à Dieu que je pourrais vous imiter autant que je sais vous admirer, et que je *pourrais* apprendre de vous toutes les vertus que vous me faites voir, sentir et aimer [1]. » Plus loin il lui racontait qu'il avait informé Mme de Walmoden des bontés de la reine à son égard; que cette dame avait déclaré en être excessivement touchée, et prête à se conformer en tout, *au bon plaisir de Leurs Majestés*; le roi priait en conséquence la reine son épouse de vouloir bien faire tenir prêts les appartements de lady Suffolk.

—Êtes-vous content? dit la reine en communiquant cette lettre à sir Robert Walpole; la mignonne arrive en Angleterre. » Walpole secoua la tête. « Que voulez-vous dire? demanda la reine.

[1] Lord Hervey, vol. II, p. 180, en français dans le texte.

— Je prétends dit le ministre, que Votre Majesté est mécontente de moi, parce qu'elle pense que cette dame va venir, je prétends que Votre Majesté suppose à Mme de Walmoden une intention, qu'elle ne doit pas plus avoir, que la reine n'a le désir qu'elle s'accomplisse; madame, elle ne viendra pas... elle ne vous connaît que par vos ennemis, elle craint cette indulgence sur laquelle elle prétend compter, et quand je dis: elle craint, j'adoucis ma pensée. Je dois vous dire en outre, madame, que quoique le roi vous parle plus de sa maîtresse qu'aucun homme, depuis le commencement du monde, ne l'a jamais fait à sa femme, soyez sûre cependant qu'il ne vous dit pas tout, et qu'il y a entre eux des choses, quelque communicative que soit son humeur, qu'il ne vous rapporte pas. Cependant, madame, faites-le revenir et fiez-vous à moi. En dépit de tout, nous amènerons cette dame, et nous l'humilierons en même temps. Si nous l'avons ici, me disait l'autre jour lord Hervey, elle sera ce qu'était lady Suffolk, sauf la surdité. Et en somme, la seule alternative qui vous reste, est celle-ci. Aimez-vous mieux la craindre de loin, ou la mépriser de près? — C'est bien, répondit la reine, nous verrons bien; en attendant, je fais tenir prêts les appartements de lady Suffolk. »

George qui, jusque-là, n'avait aucunement parlé de retour, George que, ni les négociations avec la France, ni le meurtre de Porteous n'avaient pu décider à rentrer dans son royaume, parut, à la suite de cette correspondance, aussi pressé d'aller retrouver ses sujets anglais que, quelques jours auparavant, il semblait peu disposé à abandonner son électorat. Dans la nuit du 8 décembre, après un grand bal et un grand souper, le roi partit de Hanovre et arriva le jeudi 11 à Helwoetsluys, décidé à s'embarquer aussitôt que le vent le lui permettrait. Le 14, le vent venant à souffler de l'est, tout le monde crut à Londres que le roi était en mer; cependant, on était sans nouvelles, trois jours s'écoulèrent de la sorte, et déjà les courtisans s'entretenaient tout haut de la possibilité d'un malheur. Bien différents étaient, on le pense, les sentiments des partisans de la reine et ceux du petit nombre d'ambitieux qui se groupaient autour du prince de Galles. Le 14, le prince communiqua à sa mère une lettre écrite de Harwich, dans laquelle on annonçait

qu'on avait entendu au large tirer le canon de détresse; on ajoutait que, suivant l'opinion de tous les marins du port, l'un des vaisseaux de la flotte royale devait se trouver en grand danger, car une tempête effroyable régnait sur les côtes. La reine ne montra aucun trouble; elle assura le prince qu'elle avait l'intime conviction que le roi n'était pas embarqué, et elle donna tranquillement l'ordre de préparer les tables de jeu. Sur ces entrefaites, un courrier, dont les vêtements étaient couverts de boue, fut introduit dans le grand salon. « Sa Majesté est sauvée ! » s'écrièrent avec enthousiasme tous les courtisans. La joie que la reine manifesta, lorsqu'elle vit entrer le courrier, prouva clairement que ses craintes avaient été plus grandes qu'elle n'avait voulu le laisser voir; cependant, après avoir lu la lettre du roi, elle se retourna vers le gros des courtisans et dit froidement : « J'avais bien dit que le roi n'était pas embarqué; on a eu beau vouloir m'effrayer cette après-dîner avec leurs lettres et leurs sottes gens de Harwich, j'ai continué à lire mon *Rollin* et me moquai de tout cela [1]... »

Mais sa joie ne fut pas de longue durée; le lundi suivant, 20 décembre, le vent étant de nouveau sauté à l'est, personne ne douta qu'après un aussi long retard le roi n'eût profité de la première embellie pour s'embarquer.

Vers la tombée de la nuit, le vent changea, et une tempête encore plus forte que la première éclata de nouveau; l'inquiétude, qui était déjà grande, redoubla lorsque quatre jours après on apprit qu'un sloop qui faisait partie de la flotte du roi avait été jeté tout désemparé sur la côte d'Harwich. Le capitaine, qui avait été sauvé ainsi que l'équipage, raconta qu'il avait effectivement appareillé le 20 en même temps que le yacht royal, qu'il avait navigué de conserve avec la flotte jusqu'au lendemain, mais que le temps était devenu si affreux, que tous les vaisseaux avaient été bientôt séparés, et qu'il avait perdu de vue le navire royal qui paraissait avoir beaucoup souffert. Les mauvaises nouvelles se succédaient rapidement; le lendemain,

[1] *Lord Hervey*, p. 217; en français dans le texte.

le jour de Noël, quatre nouveaux vaisseaux de la flottille royale échouèrent sur divers point de la côte d'Angleterre.

Les seuls renseignements que les naufragés pussent donner sur le compte du roi, étaient ceux-ci : Le lundi à la pointe du jour, sir Charles Wager, le capitaine qui commandait le yacht royal, avait fait tirer le canon pour donner ordre aux différents navires de pourvoir séparément à leur sûreté. De tous les côtés on apprenait des sinistres en mer. Sir Robert Walpole, en proie à la plus vive inquiétude, résolut de cacher encore pendant quelques heures ces mauvaises nouvelles à la reine. Les habitués du jeu royal remplissaient comme d'habitude les salons du palais de Saint-James. Sir Robert Walpole, le duc de Nevonshire, le duc de Graffton, le duc de Newcastle et lord Hervey montraient un visage riant et affectaient la plus grande liberté d'esprit, bien qu'une triste pensée occupât seule leurs esprits. Le dimanche 21, sir Robert jugea prudent de ne pas garder plus longtemps le silence; il vint trouver la reine à neuf heures du matin, et lui apprit tout ce qu'il savait et tout ce qu'il craignait. Cette fois, Caroline n'eut pas la force de contenir sa douleur, elle fondit en larmes et ne dissimula nullement à Walpole la triste perspective qui s'offrait à ses yeux. Dans le cas probable où le roi aurait péri en mer, mon rôle sera d'autant plus pénible, dit-elle, que lorsque je verrai mon fils mettre le feu aux quatre coins du royaume, je ne pourrai assister en témoin silencieux à la ruine de ma maison, et je prévois que mon intervention ne servira, hélas! qu'à me perdre.»

Tandis que l'abattement et la tristesse régnaient à Saint-James, on remarquait à Kensington, le palais du prince de Galles, de certains airs d'importance, de joie contenue, de triomphe dissimulé sous une apparente gravité. Déjà lors de la première alerte, Frédéric, si l'on en croit ses ennemis, avait peu caché ses sentiments dénaturés. Au plus fort de la tempête, il avait réuni dans un grand dîner le lord maire et les aldermen de Londres. A la fin de ce repas, donné en apparence pour remercier ces magistrats des franchises de la Cité, qui venaient de lui être conférées, le prince avait porté les toasts les plus démocratiques. Cette recherche de la popularité, jointe à des allures quasi royales, avait étrangement choqué la reine, qui

avait été sur le point d'adresser à son fils un reproche public. Cette fois, le danger que courait le roi était si avéré, sa perte était si probable, qu'à Kensington les familiers du prince se posaient déjà en ministres; ce n'était qu'allées et venues continuelles, messages reçus et dépêchés, murmures confidentiels, entretiens secrets avec les chefs de l'opposition. En un mot, les antichambres de Kensington étaient pleines de ce bourdonnement d'ambition qui se fait entendre d'ordinaire autour de l'héritier présomptif d'une couronne, lorsque le monarque régnant est à l'agonie.

Caroline, le premier moment d'émotion passé, reprit son sang-froid, et annonça qu'elle irait, comme d'habitude, à sa chapelle. « Bien qu'il me soit pénible, dit-elle, d'avoir à soutenir en un pareil moment les regards du public, je ne puis avoir l'air d'admettre la perte du roi, avant qu'elle ne soit officiellement connue. » Le service n'était commencé que depuis une demi-heure, lorsqu'un courrier apporta une dépêche dans laquelle le roi faisait part à la reine de son heureux retour à Helvoetsluys, après avoir couru les plus grands dangers en mer.

Son obstination et ses ridicules bravades en avaient seules été la cause. George II, naturellement fort brave, tenait en toute occasion à manifester son mépris pour le danger. Sir Charles Wager, qui commandait la flotte royale, avait en vain représenté au roi l'incertitude du temps.

— Je monterai plutôt en barque, et je partirai, s'écria le monarque.

— Vous ne partirez pas, sire, avait laconiquement répondu l'amiral.

— Je me moque de la tempête, je n'ai pas peur, avait repris le roi.

— Si Votre Majesté n'a pas peur, moi, j'ai peur, dit l'amiral.

Cependant, les instances du roi avaient été si vives, que sir Charles Wager avait fini par consentir à mettre à la voile. George avait montré une joie puérile à l'approche de l'orage.

— J'ai toujours désiré voir une tempête, dit-il. Il fut satisfait au delà de ses désirs ; et lorsqu'après avoir manqué vingt fois de sombrer, le yacht royal put rentrer au port.

— Êtes-vous satisfait, sire; vous avez vu une tempête? lui demanda l'amiral.

— Si complétement satisfait, que je ne désire pas en voir une autre de ma vie, répondit George avec franchise.

« Il est maintenant aussi apprivoisé qu'aucune personne de sa suite, manda sir Charles, après l'événement [1]. »

Le peuple de Londres parut s'intéresser fort peu au sort du roi, le *gin act* (l'acte sur les spiritueux) et l'*accise* avaient fait perdre à la maison de Brunswick une partie de son ancienne popularité. De jour en jour, les jacobites grandissaient en nombre et en puissance. En dépit de ses révolutions, le sentiment royaliste était aussi fort chez les Anglais que chez aucune autre nation du continent. Plus de quarante années s'étaient écoulées depuis la chute de Jacques II; toutes les raisons imaginables militaient en faveur de la maison usurpatrice, le fanatisme religieux, la liberté privée et politique, l'ordre établi, la médiocrité du prétendant, la crainte des vengeances et des représailles; et, cependant, le parti jacobite était plus fort en 1736 qu'en 1689. Dans aucun pays et dans aucun temps on n'a vu une cause proscrite conserver aussi longtemps de si nombreux adhérents; ceux même qui haïssaient les Stuarts étaient des royalistes à leur façon, car ils avaient reporté sur les Brunswick cet attachement passionné que leurs ennemis professaient pour les héritiers légitimes de la couronne. Lorsque le temps eut enfin fait disparaître cet antagonisme de dévouement, on put voir les Anglais redevenir ce qu'ils ont toujours été, un peuple essentiellement royaliste. Le danger qu'avait couru George II réveilla toutes les espérances jacobites. Dans les tavernes, sur les places publiques, les partisans des Stuarts exprimaient tout haut leurs désirs. « Comment est le vent? demandait quelqu'un pendant la tempête. — Comme la nation, contre George, répondait audacieusement son interlocuteur. » Ces paroles restaient impunies et, parfois même, étaient accueillies par les bravos de la foule.

La reine ignora sans doute ces manifestations inquiétantes,

[1] Herwey, vol. II, Coxe, *Walpole*.

car, dans les lettres qu'elle écrivit au roi, elle dépeignit l'ivresse de la ville entière, à l'arrivée du courrier. Ce fut sous des couleurs encore plus vives qu'elle représenta et sa propre inquiétude, et son inexprimable joie en apprenant le salut de son époux; toutes les expressions que la tendresse la plus exaltée, la passion la plus forte peuvent suggérer, remplissaient les trente pages qu'elle écrivit à George. La réponse ne fut ni plus calme ni plus courte. « Malgré tout le danger que j'ai essuyé dans cette tempête, mandait entre autres le roi, ma chère Caroline, et malgré tout ce que j'ai souffert, en étant malade à un point que je ne croyais pas que le corps humain pourrait souffrir, je vous jure que je m'exposerais, encore et encore, pour avoir le plaisir d'entendre les marques de votre tendresse, que cette situation m'a procuré. Cette affection que vous me témoignez, cette amitié, cette fidélité, cette bonté inépuisable que vous avez pour moi, et *cette indulgence* pour toutes mes faiblesses, sont des obligations que je ne saurai jamais récompenser et que je ne saurai jamais mériter, mais que je ne saurai jamais oublier non plus [1]. » Le roi parlait ensuite de son extrême impatience de retrouver son épouse, et le style était si brûlant, nous dit Hervey, qu'on eût supposé que la reine était une parfaite Vénus. Il exaltait ses charmes avec le lyrisme passionné d'un jeune poëte et d'un jeune amant.

Cette lettre fut communiquée triomphalement par la reine à sir Robert Walpole. C'était sans doute une victorieuse réponse à l'injurieuse défiance manifestée par le ministre. « Ne croyez pas, dit-elle cependant avec une feinte modestie, parce que je vous montre ceci, que je suis une vieille folle, vaine à mon âge de ma personne et de mes charmes; j'en suis raisonnablement contente, mais non déraisonnablement fière [2]. »

Le cœur humain est un composé d'inconséquences, mais ce singulier mélange justifie cependant l'étonnement que Walpole n'avait pu s'empêcher d'exprimer à la reine elle-même, lorsqu'il s'écria plaisamment après la lecture d'une de ces amou-

[1] Hervey, vol. II. La lettre est en français.
[2] Lord Hervey, p. 228.

reuses épîtres : « Je crois que depuis Adam aucun mari n'a éprouvé pour sa femme une aussi *bizarre tendresse.* »

Le retour du roi interrompit seul cette tendre correspondance. Le 13 janvier 1737, George arriva vers les deux heures au palais de Saint-James. Il fut reçu avec le même cérémonial que l'année précédente.

La reine, accompagnée de tous ses enfants et de sa maison, l'attendait au bas de la colonnade. Toutes les joues, y compris celles du prince Frédéric, reçurent un royal baiser, mais l'accueil fait à la reine fut d'une chaleur et d'une tendresse particulières. Le nuage qui, en pareille circonstance obscurcissait le front du roi l'année précédente, avait fait place pour cette fois à la plus radieuse contenance. Sir Robert Walpole fut, après la reine, la personne pour laquelle George se montra le plus gracieux; il lui glissa à l'oreille qu'il n'oublierait jamais le dévouement que son premier ministre avait montré dans ces circonstances difficiles. La cour parut fort étonnée de l'amabilité inusitée de ce prince, si froid d'ordinaire lorsqu'il n'était pas brutal. La reine, Walpole et lord Hervey étaient seuls dans le secret de cette métamorphose. Seuls ils savaient que les appartements de lady Suffolk venaient d'être remis à neuf pour la prochaine arrivée de Mme de Walmoden.

Digitized by Google

CHAPITRE XIII

Année 1737. — Le prince de Galles médite un projet d'adresse. — Il le soumet à Pulteney et à Windham. — Il cherche à gagner Dodington à sa cause. — Leur conversation. — Effroi de Walpole et de la cour. — Le roi se résout à faire des propositions à son fils. — Elles sont rejetées. — Windham abandonne le prince de Galles. — Le projet d'adresse rejeté par les chambres. — Joie du roi. — Mécontentement du prince. — Le playhouse bill. — Discours de Chesterfield. — État de la presse périodique en Angleterre. — Pope fait une satire contre le roi. — Vers de Whitehead. — Punition de l'éditeur. — Difficulté de la répression. — Les débats du parlement ne peuvent être reproduits par les journaux.

1737

L'opposition, durant le cours de la session, avait montré une singulière faiblesse. Carteret et Pulteney avaient songé séparément à se rapprocher de la cour; la forte majorité acquise au ministère dans les élections, l'heureuse conclusion de la paix, le départ de Bolingbroke, tout avait contribué à décourager un parti composé d'éléments aussi hétérogènes, déchiré par les divisions intestines, soumis à des influences et à des directions divergentes. Les jacobites, représentés par Windham ne s'alliaient qu'à contre-cœur, aux whigs dirigés par Pulteney, et les tories harnovriens, avec Carteret à leur tête, éprouvaient une

aversion presque égale pour leurs auxiliaires de l'une et l'autre nuance. Du jour où la foudroyante allocution de Walpole avait terrassé l'habile architecte qui seul pouvait combiner, dans la construction du fragile édifice de son ambition, ces matériaux si peu faits pour s'assembler; du jour où Bolingbroke avait abandonné la partie et s'était retiré sous les ombrages de Chanteloup, l'opposition, en perdant son unité, avait perdu sa force. Mais Walpole et le roi, malgré la satisfaction que leur causait cette victoire inespérée, avaient refusé de tendre la main à leurs ennemis désarmés: les avances de Pulteney et de Carteret n'avaient rencontré que froideur et défiance; le ressentiment de ces deux ambitieux un moment ployés sous le faix de l'infortune, s'était ranimé en présence de cette nouvelle injure, avec une violence plus grande que par le passé. Ils sentaient cependant que leurs rivalités réciproques nuisaient au succès de leur cause, et Bolingbroke absent, il fallait choisir un autre chef. Ce chef était tout trouvé, son influence était considérable, sa bonne volonté entière, sa situation exceptionnelle. Il se trouvait donc placé tellement au-dessus de tous, que l'homme doué de l'orgueil le plus irritable n'avait, en se soumettant à ce maître, aucun sacrifice d'amour-propre à faire. Ce chef, en un mot, c'était le prince de Galles. Frédéric qui, pendant quelques heures, avait dû se croire le roi de la Grande-Bretagne, était retombé de toute la hauteur de ses rêves dans l'obscurité profonde où son père se plaisait à le laisser. Il était dissipateur, autant peut-être par esprit de contradiction que par goût. Son apanage était médiocre, il avait puisé largement dans la bourse des juifs de la Cité; il lui fallait donc, à la fois, la richesse et le pouvoir, et son père se refusait obstinément à la satisfaction de ces deux désirs. Frédéric obéré et ulcéré avait, dans son embarras, demandé conseil au grand pontife de la secte, à Bolingbroke.— Réclamez du parlement qu'il fixe lui-même le chiffre de la dotation, lui fût-il répondu. Walpole, averti, avait réussi une première fois à détourner l'orage, mais Bolingbroke dans ses lettres au prince, revenait sans cesse sur ce sujet, réfutant les objections, démontrant les avantages, blâmant les délais, et Frédéric se résolut enfin à suivre l'avis de son conseiller. La session s'était ouverte, comme d'habitude, par un discours de la couronne, fort mesuré,

et dont la seule partie saillante était une allusion à l'insurrection d'Édimbourg. Les lords et les communes avaient protesté dans les termes les plus vifs de leur attachement et de leur reconnaissance pour le roi, et de leur exécration pour les fauteurs de troubles. La chambre des lords avait voté un bill sévère contre le prévôt et contre la cité d'Édimbourg ; tout allait donc au souhait du ministre, lorsque le prince fit appeler secrètement les chefs de l'opposition Barnard, Windham, Pulteney, et leur soumit un projet d'adresse. Voici quel était le plan de Frédéric : Un membre des communes et un lord proposeraient simultanément dans les deux chambres une adresse, dans laquelle on supplierait le roi de vouloir bien distraire de sa liste civile de 800,000 livres sterling une somme de 100,000 livres, qui serait allouée à l'héritier présomptif comme apanage; la somme de 50,000 livres que le prince de Galles touchait annuellement ne lui permettant pas de soutenir dignement son rang, et étant en outre inférieure de moitié à la dotation du roi actuel, lorsqu'il n'était que prince de Galles. » Pulteney et ses amis furent stupéfaits eux-mêmes de la hardiesse et de l'inconvenance de cette démarche. Ce devait être, en effet, un scandaleux spectacle que de voir un fils venir demander l'aumône à son père, comme le voleur de Gil Blas, le chapeau d'une main, l'escopette de l'autre. La honte qui devait en rejaillir sur le père ne pourrait être surpassée que par le déshonneur que le fils s'imprimerait de la sorte volontairement.

Les chefs de l'opposition hésitèrent un instant à promettre leur appui ; mais l'esprit de parti l'emporta bientôt sur les murmures de leur conscience, et, après une courte délibération, il fut convenu avec le prince que Pulteney prendrait l'initiative de la proposition dans les communes. La principale considération que Frédéric avait fait valoir à leurs yeux en faveur de son projet, c'est qu'il entraînerait forcément la chute du ministère Walpole. En effet, en joignant aux membres de l'opposition les partisans du prince dans la chambre, les calculs les plus modérés portaient la majorité, qui voterait contre le ministère, à quarante-trois voix pour le moins ; nul n'eut le courage ou la bonne foi d'avertir le prince que, sans doute, Walpole tomberait devant cette coalition, mais que la tempête

qui ferait disparaître le ministre, engloutirait probablement dans le naufrage la fragile dynastie des Brunswicks [1].

Le prince demanda le secret le plus absolu ; il fut promis et fidèlement gardé, bien qu'il eût été confié à plus de cinquante personnes. Deux ou trois jours avant de faire sa demande aux chambres, Frédéric, au risque d'ébruiter son projet, voulut mettre toutes les chances du scrutin de son côté ; il fit donc appeler successivement auprès de lui les commoners et les lords qui n'appartenaient pas corps et âme au parti du ministère. Un de ceux auprès desquels il fit les plus vives instances, fut Dodington, son ancien favori, tombé depuis en disgrâce.

Dodington [2] était un gentilhomme puissamment riche, mais de naissance obscure ; il exerçait une influence prépondérante sur quatre ou cinq bourgs, et s'était, dans l'origine, exclusivement attaché au prince de Galles, dont il était le favori attitré. La modération de son esprit et de son caractère, les sages conseils qu'il avait donnés à son protecteur et les calomnies des envieux, n'avaient pas tardé à le ruiner dans l'esprit étroit du prince de Galles. Frédéric, sans rompre entièrement avec lui, avait reporté toute sa faveur sur deux jeunes gens, Lyttleton et William Pitt [3], auxquels la voix publique s'accordait à reconnaître des talents hors ligne, et promettait une brillante carrière. Lyttleton était un homme capable et un orateur brillant; il n'avait contre lui que le peu de fixité de ses principes et un extérieur ridicule. De ces deux défauts, le premier nuisait à sa considération, et le second à l'effet de son éloquence [4]. Pitt, au contraire, avec sa taille élevée et élégante, son beau visage,

[1] Coxe, *Walpole*, vol. III, p. 335, Hervey, vol. II, p. 242, Lord Mahon, vol. III, p. 5 et suivantes.

[2] Plus tard, lord Melcombe.

[3] Le fameux comte de Chatham.

[4] Voici comment une des chansons satyriques le dépeint :

> Mais quel est cet homme, monté sur un poney
> Si long, si maigre, si sec, si osseux ?
> C'est le grand orateur Lytteltoney.

ses manières nobles, cette emphase naturelle qui lui donnait par avance la gravité de l'âge, cette recherche presque puérile de l'effet, recherche qui se traduisait dans ses vêtements comme dans ses gestes, s'attirait au premier aspect la bienveillance, que son éloquence métamorphosait bientôt en admiration enthousiaste.

Pitt avait débuté par la carrière militaire ; mais, dégoûté bientôt d'un métier auquel sa santé ainsi que ses goûts le rendait impropre, il s'était fait élire, en 1735, à vingt-sept ans, membre du parlement.

Comme tous les jeunes gens de cette époque, il s'était jeté avec ardeur dans la lutte contre l'ennemi commun, contre cet exclusif Walpole, qui ne souffrait autour de lui que la médiocrité ou l'incapacité. Fils cadet d'une famille nouvelle, dont la seule célébrité était ce gouverneur de Madras qui avait eu en sa possession le gros diamant qu'il revendit ensuite à la couronne, William Pitt, par nécessité comme par intérêt, était ambitieux. Ses premiers discours avaient été fort remarqués ; ils avaient même attiré sur lui l'honneur de la disgrâce royale. Le jeune Pitt n'ayant rien à espérer du côté de la cour, s'attacha au prince de Galles, dont il devint bientôt le favori. Son influence fut loin d'être heureuse ; ce fut lui qui partagea avec Bolingbroke le triste honneur de déterminer Frédéric à entrer dans cette voie coupable dont nous racontons la première étape. En dépit de la renommée qui s'est attachée à son nom, nous ne craignons pas de le dire, Pitt, en cette circonstance, se montra fidèle à la conduite qu'il tint toute sa vie. Son âpre ambition étouffait chez lui la voix du patriotisme ; lorsque son intérêt personnel et l'intérêt de son pays se trouvaient en opposition, il n'eut jamais le courage de se sacrifier. Non, certes, qu'à l'exemple de Walpole il voulût exercer le pouvoir à tout prix ; mais ce qu'il voulait avant tout, c'était une gloire personnelle, dût-il la payer au prix de la ruine de son pays.

Au point de vue politique, sa seule qualité morale était une scrupuleuse probité en matière d'argent ; mais la corruption qui ne pouvait l'atteindre, il sut s'en servir à l'égard des autres, et comme il éprouvait quelque répugnance à employer lui-même ces moyens coupables, il avait soin de s'entourer d'agents moins

scrupuleux, qui lui épargnaient et la honte et la responsabilité de l'acte.

A l'époque dont nous parlons, la réputation du jeune Pitt grandissait chaque jour; déjà son éloquence, bien que fort déclamatoire et peu nourrie de faits, avait réussi cependant à embarrasser mainte fois le grand Walpole lui-même. En outre, la faveur connue où il était auprès du prince de Galles lui donnait une importance politique dont nous pouvons apprécier le premier effet.

Frédéric, encouragé par Pitt, Pulteney et Bolingbroke, fit donc appeler Dodington afin de le déterminer à voter et à faire voter ses amis en sa faveur. « Je le trouvai, nous dit celui-ci dans un curieux mémoire qu'il écrivit sur cette affaire, je le trouvai entouré de ses serviteurs, botté et occupé à se poudrer pour sortir. Après avoir fini sa toilette, il renvoya les assistants et m'ordonna de rester seul avec lui... Il me parla pendant une demi-heure de choses indifférentes, et comme je me levais pour prendre congé de lui, il me dit de me rasseoir et m'annonça qu'il avait un grand secret à me communiquer. Excessivement surpris, je le remerciai de sa confiance, ne me doutant nullement où il voulait en venir... Il se mit alors à se plaindre, dans les termes les plus amers, des mauvais traitements dont Sa Majesté l'avait abreuvé... Il était résolu à ne pas supporter cet affront plus longtemps et à demander au parlement de retirer 100,000 livres de la liste civile et de les lui attribuer, comme son père les avait eus avant lui... Je me récriai sur le danger d'une telle entreprise... Mais il m'interrompit et me dit qu'il était trop avancé pour s'arrêter à ces considérations, qu'il ne me demandait pas mon avis, mais mon aide, et qu'il fallait que je parlasse à mes amis pour les décider à voter pour lui en cette occasion. »

Dodington s'épuisa en vain à lui donner toutes les raisons imaginables pour le détourner de son projet, il fit même valoir le mauvais état de la santé du roi en ce moment. « Je sais tout cela et n'y puis rien, répondit le prince. Je suis engagé, j'irai jusqu'au bout. Le roi ne peut vivre beaucoup d'années, mais il peut languir encore quelque temps, et je ne puis attendre jusque-là... Si l'on apprend à me craindre, peut-être deviendra-t-on plus

prudent. Vous devez connaître ma famille aussi bien que qui que ce soit, mais si vous ignorez à ce point le caractère de mes parents, moi, je dois en savoir quelque chose, et je ferais le pari que, grâce au moyen que je veux employer, lors même que j'échouerais dans les chambres, je ferai céder le roi et la reine avant un an. D'ailleurs, encore une fois, la question n'est pas là, et je suis décidé... Ce que je vous demande, c'est votre concours; mon intérêt dans cette circonstance est d'accord avec le soin que vous devez prendre de votre propre réputation. Elle souffrira beaucoup si vous m'abandonnez; j'ai toujours eu les plus grandes bontés pour vous, je veux faire pour vous plus que je n'ai jamais fait. Pourquoi me mettre dans l'impossibilité de rester votre ami comme par le passé ? car vous sentez que si vous vous déclarez contre moi, je ne pourrai plus vous voir sur le même pied qu'avant. » Dodington répondit qu'il comprenait toute la gravité de l'acte qu'il allait avoir à accomplir, mais qu'il était obligé d'obéir à sa conscience... « N'avez-vous donc jamais voté contre votre conscience? demanda le prince. — Si, répliqua Dodington, plusieurs fois, et je crois que c'est le fait de tout individu qui a agi avec son parti, soit pour renverser, soit pour maintenir une administration; car, dans mon opinion, on ne doit pas considérer les affaires publiques d'une façon abstraite, mais dans leur ensemble. On doit sacrifier un intérêt particulier à un intérêt majeur; mais je n'ai jamais agi contrairement à mon opinion quand cet ensemble était en jeu, quand cet intérêt général pouvait être lésé. Il n'y a pas de considérations humaines qui puissent me faire dévier de cette ligne de conduite... »

Cette discussion, que le prince reprit dans deux ou trois séances successives, ne fournissait jamais que les mêmes arguments de son côté et les mêmes objections de la part de Dodington.

Frédéric renonçant enfin à vaincre la résistance de son ancien favori, lui demanda, en désespoir de cause, de s'abstenir le jour du vote, et d'engager ses amis à en faire autant. Dodington refusa encore. Il promit seulement de ne pas chercher à dissuader ceux qui votaient avec lui de s'abstenir si telle était leur intention, mais il ajoutait que quant à lui il croyait

rendre service au prince et au pays en s'opposant à cette mesure. Ainsi se termina, dit-il, la conversation la plus pénible que j'aie jamais eue et je crois que j'aurai jamais, je crois [1].

Cette tentative infructueuse ne découragea pas Frédéric ; il entra successivement en pourparlers avec tous les membres influents et indépendants des deux chambres. Promesses de pairies, flatteries, menaces, rien ne fut épargné pour grossir le nombre de ses adhérents. Ces manœuvres finirent par se multiplier de telle sorte que le roi fut enfin averti. La surprise et la colère furent grandes au palais de Saint-James. George était revenu fort souffrant de Hanovre ; l'inquiétude et le chagrin qu'il éprouva lorsqu'on lui annonça cette fâcheuse nouvelle ne firent qu'aggraver son mal, et l'on assure que les rumeurs qui se répandirent alors sur le danger que couraient les jours du monarque furent singulièrement utiles à la cause de l'héritier présomptif. Walpole, aussi directement attaqué que le roi par le projet d'adresse, se crut un instant perdu ; toutes les listes faites par les amis du prince lui donnaient 40 voix de majorité, et les partisans du ministère les mieux informés, tel que Wilmington, réduisaient ce chiffre à 10 voix ; mais ils avouaient, d'un commun accord, que Walpole serait infailliblement battu. Dans cette extrémité, le premier ministre s'épuisa en efforts auprès du roi pour le décider à consentir à quelque arrangement.

George, après une longue hésitation, se résolut enfin à envoyer lord Scarborough à son fils. Ce lord, sans faire de propositions directes (il en avait reçu l'expresse défense), représenta à Frédéric le danger de la démarche qu'il voulait faire, et lui fit entendre que le roi était disposé à quelques concessions si, de son côté, le prince ne se montrait pas trop exigeant. Frédéric fut inébranlable : il répéta à Scarborough les mêmes arguments dont il s'était déjà servi à l'égard de Dodington, et déclara que rien ne pourrait le faire se désister de ses projets.

Lorsque George fut informé de l'insuccès de cette négocia-

[1] *Dodington's Diary.*

tion, il se montra plus calme qu'on n'aurait pu s'y attendre. Afin de dissiper les craintes répandues dans le public sur le fâcheux état de sa santé, il reprit les levers et les soirées d'apparat; on le trouva pâli et changé, mais moins gravement atteint qu'on ne l'avait dit. Dans ces réunions, George ne fit aucune allusion aux événements qui occupaient tous les esprits. Il affecta un air d'insouciance et même de gaieté; mais aussitôt qu'il se trouvait seul avec quelques familiers du palais, il donnait un libre essor à sa colère. La reine, cependant, se montra encore plus irritée que son époux. Elle maudissait l'heure de la naissance de ce fils dénaturé. Jamais on ne l'avait vue aussi agitée, aussi peu maîtresse d'elle; ses journées se passaient presque tout entières à pleurer, et pour ceux qui connaissaient de longue date la fermeté de son âme, ces démonstrations de sensibilité nerveuse, si en dehors de ses habitudes, dénotaient ou un étrange trouble d'esprit, ou une disposition maladive, indice d'un mal physique ignoré ou dissimulé.

Walpole, cependant, n'avait pas perdu tout espoir d'obtenir un compromis, mais dans l'hypothèse même où le prince de Galles se refuserait à un arrangement, il était de la plus extrême importance, pensait-il, de se présenter aux chambres, armé d'une proposition conciliatrice et raisonnable, repoussée injurieusement par Frédéric. C'était la seule planche de salut du ministère. Si la démarche du prince de Galles, en effet, était inconvenante et imprudente, ses prétentions n'étaient pas dénuées de toute apparence de raison. L'apanage qu'il réclamait, son père en avait joui avant lui, et lorsqu'à l'avénement de George II, les chambres avaient fixé le chiffre de la liste civile à 800,000 livres sterling, il avait été sous-entendu que l'héritier présomptif prélèverait sur cette somme une dotation égale à celle dont le roi actuel avait joui du vivant du monarque défunt, tandis que dans l'état actuel des choses, la dotation de Frédéric, réduite de moitié, n'était même pas indépendante et assurée.

Walpole, pour faire prévaloir son avis, eut à lutter non-seulement contre le roi violemment irrité de son premier échec, mais même contre la répugnance de plusieurs de ses amis. « Vous connaissez ma méthode, disait-il à l'un d'eux qu'il voulait ra-

mener à son opinion, et, si jamais vous occupez ma place, je vous conseille de l'adopter, il faut toujours parer à la difficulté du moment. A l'aide de ma proposition, ou je gagnerai vingt-quatre heures et je pourrai entrer en arrangement, ou demain l'on dira dans la chambre que c'est le roi qui a fait le premier pas pour la paix, et que c'est le prince qui a renvoyé le parlementaire et ouvert le feu... Soyez sûr que c'est le seul parti qu'il nous reste à prendre, et comme il n'y a pas de temps à perdre, je vais m'habiller pour me rendre sur-le-champ à la cour et tâcher de faire plier ce maître si têtu (*stubborn*). »

En arrivant au palais, Walpole, selon son habitude, informa en premier lieu la reine de son projet. Caroline manifesta la plus extrême répugnance à accorder son consentement, elle supplia le ministre d'attendre encore un jour. « Mais madame, répondit Walpole, demain il sera trop tard, vous le savez ; il n'est plus temps de délibérer mais d'agir. — Je ne consentirai jamais à la bassesse que vous voulez faire faire au roi, » reprit-elle. Walpole pour la première fois, crut de son devoir ou de son intérêt de résister ouvertement à la reine. « Eh bien ! madame, lui dit-il, vous n'en aurez pas la responsabilité. » Puis prenant congé d'elle un peu brusquement, il se rendit directement dans le cabinet du roi. George se montra encore moins disposé que la reine à autoriser cette démarche humiliante. Walpole s'efforçait en vain de le convaincre. George se contentait, pour toute réponse, de répandre un torrent d'injures contre son fils. Walpole résolu à emporter la chose de haute lutte s'écria : « Sire, je ne puis donner à Votre Majesté le temps de rétracter[1] le consentement qu'elle m'a accordé il y a quelques jours. Les lords du conseil sont là dans la pièce voisine, je vais leur donner vos ordres à l'instant ; le temps presse, il n'y a pas une minute à perdre. » En achevant ces mots il s'inclina comme s'il avait reçu le consentement du roi et passa dans le salon d'attente.

On était à la veille de la séance des communes où l'adresse

[1] *Lord Hervey*, vol. II, page 399. Walpole avait sans doute déjà soumis précédemment au roi le projet de lettre en question.

devait être proposée. Ce jour-là même, Philippe York (lord Hardwicke [1]), devait recevoir le grand sceau de lord chancelier, et il se tenait dans l'antichambre royale en compagnie des ducs de Newcastle et d'Argyle, du comte de Willmington (sir Spencer Compton), et de plusieurs autres lords du conseil privé, lorsque sir Robert Walpole sortit fort agité de la chambre du roi, tenant un papier à la main. Le premier ministre réunit tous ces lords dans un coin de la pièce, et se mit à leur lire une lettre écrite de sa propre main, et signée par le roi. « Sa Majesté nous donne l'ordre, leur dit-il, de porter immédiatement ce message au prince de Galles. »

Les lords firent plusieurs objections sur la gravité de cette démarche, et sur la précipitation qu'on apportait à son exécution. Cependant, le temps pressait, les courtisans remplissaient peu à peu la salle, et bien que ce colloque eût lieu tout bas, des mots détachés parvenaient à des oreilles qui n'étaient pas faites pour les entendre.

L'arrivée du roi mit fin à la discussion. Lord Hardwicke reçut le grand sceau, et en sortant de la cérémonie, le premier acte qu'il eut à accomplir, dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, fut la mission désagréable de porter au prince de Galles le message de son père ; si George, en effet, avait consenti à offrir un accommodement à son fils, il avait eu soin de rédiger sa proposition dans les termes les moins propres à atteindre son but.

Voici la traduction de ce message :

« Le roi nous a donné l'ordre d'informer en son nom Votre Altesse Royale qu'à l'époque du mariage de Votre Altesse Royale, il prit immédiatement en sa royale considération l'établissement d'un douaire en faveur de la princesse de Galles, mais que son départ précipité pour le continent et son indisposition depuis son retour, ont retardé jusqu'ici l'exécution de ses gra-

[1] Sir Philippe York, lord Hardwicke, jurisconsulte distingué qui parti d'une situation médiocre s'éleva par ses talents et son éloquence jusqu'à la place de grand chancelier.

cieuses intentions. Sa Majesté ne doit pas craindre qu'un si court délai ait eu un résultat regrettable, et ce qui la confirme dans cette pensée, c'est que Votre Altesse Royale ne lui a fait à cet égard aucune réclamation. Sa Majesté vient de donner l'ordre d'établir dorénavant pour la princesse de Galles un douaire conforme aux lois, et en rapport avec son rang élevé et sa haute dignité, lequel douaire le roi soumettra en temps et lieu au parlement, le tout pour le plus grand bien de Son Altesse Royale.

» Le roi nous a en outre donné l'ordre d'informer Votre Altesse Royale que, bien qu'elle n'ait pas jugé convenable de manifester au roi le désir de voir sa dotation actuelle établie sur des bases plus fixes, cependant, Sa Majesté, pour prévenir des conséquences fâcheuses qui pourraient, à ce qu'elle craint, résulter des mesures coupables que Votre Altesse Royale, lui a-t-on dit, est sur le point de prendre, accordera à Son Altesse Royale pendant la vie de Sa Majesté, lesdites 50,000 livres sterling par an. Cette somme sera prélevée sur les revenus de la liste civile de Sa Majesté, et jointe aux revenus que Votre Altesse Royale tire du duché de Cornouailles. Le roi pense que cette dotation est suffisante, et en rapport avec le grand nombre de ses enfants et les dépenses considérables auxquelles il sera nécessairement entraîné par l'établissement de la famille royale[1]. »

Ce message fut apporté par lord Hardwicke, le comte de Willmington, les ducs de Dorsey et de Grafton, le duc de Richmond, grand écuyer, le duc d'Argyle, le duc de Newcastle, le comte de Pembroke, le comte de Scarborough et lord Harrington. Cette noble députation fut introduite dans le salon d'audience du prince de Galles. Frédéric écouta la lecture de ce document d'un air impassible. « Dois-je vous donner ma réponse immédiatement? demanda-t-il au grand chancelier après

[1] Walpole, vol. III, p. 348. Lord Hervey. Lord Mahon.

un instant de silence. — Comme il plaira à Votre Altesse royale, » répondit lord Hardwicke. Le prince fit alors de vive voix la réponse suivante : « Veuillez, milord, déposer mes hommages aux pieds de Sa Majesté, et l'assurer que je professe et que je professerai toujours le plus profond respect pour sa royale personne. Je suis vivement touché des preuves de bonté que Sa Majesté veut bien donner à moi ainsi qu'à la princesse..., mais à l'égard du message, l'affaire n'est plus entre mes mains maintenant, et à mon grand désespoir, je ne puis faire au roi aucune autre réponse. »

Après avoir prononcé ces mots, il prit le chancelier à part, et commença une longue apologie de sa conduite ; le chancelier, sans se laisser entraîner sur ce terrain glissant, demanda simplement au prince, lorsqu'il eut fini, si l'intention de Son Altesse royale était que ces paroles fussent répétées au roi ; il le priait en ce cas de vouloir bien les communiquer à tous les lords. « Non, milord, répondit Frédéric, je désirais seulement vous expliquer l'état des choses. » Sur quoi lord Hardwicke s'inclina profondément, et, au nom de la députation, prit congé de Son Altesse royale.

Aussitôt sortis de la chambre, les lords mirent de leur mieux par écrit les paroles du prince, et les rapportèrent au roi, qui ne fit aucune observation. Lorsqu'il se retrouva seul avec Walpole, il lui reprocha cependant, dans les termes les plus amers, l'humiliante et infructueuse démarche où il l'avait entraîné. « Vous en recueillerez les fruits demain, sire, au scrutin, » répondit le ministre plein d'assurance. Walpole était désormais sans inquiétude sur le résultat du vote, car il venait d'apprendre que Windham avait échoué dans ses efforts pour décider le parti jacobite et les tories à appuyer la demande du prince de Galles. Cette résistance fait le plus grand honneur aux sentiments qui dirigeaient alors la politique des tories et des jacobites : malgré la haine des uns pour Walpole, l'aversion des autres pour la maison de Hanovre, ils préférèrent donner, par leur abstention, gain de cause à un ministère abhorré, plutôt que d'appuyer une mesure qui leur semblait à la fois inconstitutionnelle et démocratique. Noble conduite, et qui eut dû faire rougir les whigs, que Pulteney et Carteret entraînaient à

leur suite, ces hommes, qui, pour la plupart, avaient personnellement contribué à l'établissement de la maison de Hanovre, ces zélés patriotes qui professaient un culte si exclusif pour les libertés et la religion de leur pays, mais qui n'avaient pas hésité un instant lorsqu'il s'était agi de porter à la dynastie protestante le coup le plus sensible dont elle eût été atteinte depuis la révolution, et cela dans le but avoué et honteux de chasser du pouvoir les ministres whigs, qui professaient, sur toutes les questions importantes, les mêmes principes politiques qu'eux. Pulteney n'avait pas caché à ses amis combien le triomphe du prince lui semblait compromettant pour le repos du pays, et ce fut pourtant lui qui prit dans la chambre l'initiative de cette coupable mesure.

Le 22 mars, il monta à la tribune, et, du ton le plus grave et le plus solennel, il annonça à la chambre qu'il avait à lui faire une proposition plus importante que toutes celles qui avaient peut-être été discutées dans cette enceinte, puisqu'il s'agissait à la fois des personnes les plus haut placées du royaume, et du privilége auquel la chambre des communes attachait la plus sérieuse importance, l'appropriation et la juste répartition des deniers publics [1]. Il énonça alors sa proposition, et, fidèle à la tradition et à l'esprit de parlementarisme anglais, il fit reposer presque entièrement son argumentation sur les précédents historiques qui justifiaient la légalité de la mesure. Après être remonté jusqu'aux premiers siècles de la monarchie, il cita des exemples plus récents, et mentionna, entre autres, les droits sur la poste et sur les vins, accordés comme apanage au duc d'York, héritier présomptif de la couronne sous Charles II. Après un long et habile discours, dans lequel il eut soin de laisser entièrement de côté tout ce qui était de nature à revêtir sa proposition d'un caractère de violence ou d'acrimonie, afin d'adoucir, autant qu'il était possible, l'odieux de la démarche qu'il venait faire au nom du prince, il conclut en demandant à la chambre de déposer aux pieds du roi une adresse, dans laquelle on supplierait Sa Majesté de vouloir bien accorder

[1] *Parliamentary history.*

à son fils une dotation indépendante de cent mille livres sterling.

Ce fut sir Robert Walpole qui prit la parole pour répondre au nom du gouvernement. Il commença par faire part à l'assemblée de la démarche que le roi avait tentée la veille. Voilà, dit-il, la plus victorieuse réfutation des arguments de M. Pulteney; tout ce qu'il réclame pour le prince, douaire et indépendance de la dotation, Sa Majesté l'avait accordé; le chiffre seul diffère, et je le demande à la chambre, est-ce à elle à intervenir dans les affaires privées du monarque? est-ce à elle de décider si l'apanage qu'il accorde à son fils est proportionné ou non aux charges dont il est grevé? Il semble d'ailleurs que ce soit également l'avis du prince, puisque dans la réponse qu'il a faite au roi, il a déclaré que cette proposition arrivait trop tard, que l'affaire était en d'autres mains et qu'il en était désolé; n'est-ce pas dire que la seule raison qu'il avait de se plaindre était le retard apporté à l'exécution des gracieuses intentions du roi, et qu'il regrettait, maintenant que cette difficulté était levée, de ne plus être à temps d'arrêter les démarches de ses amis? Je crois, j'espère, que les paroles de Son Altesse Royale ne peuvent avoir un autre sens. »

Après cette insinuation que les auditeurs étaient libres d'interpréter à leur guise, le ministre suivit Pulteney sur le terrain des précédents, il discuta chacun des exemples que son adversaire avait cités et prouva qu'aucun d'eux ne s'appliquait au cas présent. Il démontra ensuite que la liste civile du roi, quoique en apparence plus considérable que celle de son père, était de beaucoup inférieure au chiffre qu'elle atteignait réellement à cette époque; et après un tableau éloquent des maux dont ce conflit d'autorité menaçait la nation anglaise, si la chambre appuyait la motion de Pulteney, il s'écria en terminant: « Le seul fait de la discussion d'une proposition semblable dans cette enceinte, sera suivi, je le crains, de cruelles conséquences; mais si en dépit de tous nos efforts, cette funeste mesure venait à passer dans la chambre, il ne nous resterait plus qu'à prier Dieu de détourner de ce pays les terribles jugements de sa colère. »

Walpole, malgré le nombre et l'éloquence de ses adver-

saires, avait su, comme toujours, mettre si clairement les apparences du droit de son côté, que toute la partie flottante de l'assemblée parut dès lors pencher en sa faveur ; mais une maladroite démarche de Frédéric servit plus que tous les arguments de Walpole à décider la victoire du ministère. Le prince de Galles espérant attendrir les communes, vint raconter en détail, par la bouche de lord Baltimore, le piteux état de ses affaires. Il était écrasé de dettes, il allait être obligé de réformer sa maison, 100,000 livres sterling étaient à peine suffisantes pour ses besoins, il avait plusieurs fois supplié la reine d'intercéder pour lui, etc., etc.....

Un prince venant mendier ainsi une aumône, et tendant alternativement une de ses mains au roi, l'autre au parlement; c'était là un spectacle aussi affligeant que peu propre à attirer sur son auteur les sympathies populaires. Le sentiment du mépris prévalut dans l'assemblée; Windham et ses amis se refusèrent à voter, et Walpole, grâce à cette abstention inespérée, l'emporta avec une majorité de trente voix.

Dans cette discussion importante, les arguments invoqués le plus fréquemment de part et d'autre, parce que c'était ceux qui impressionnaient le plus vivement l'assemblée, furent les arguments historiques, la tradition, les précédents. Le respect religieux pour le passé est un des caractères les plus saillants des corps législatifs anglais, à toutes les époques. Lorsqu'il fallut interdire un monarque fou, le parlement hésita un instant, l'histoire d'Angleterre ne fournissait pas de précédents; lorsqu'en 1828 il fut question d'ouvrir aux catholiques la porte des assemblées délibérantes, le traité de Limerick fut examiné, discuté, torturé de vingt manières différentes, tandis que la question de droit en elle-même fut laissée sur le second plan. Il semble au premier abord qu'il y ait quelque chose de puéril à faire prédominer ainsi la forme sur le fonds, et cependant cette timidité est une des grandes forces de la constitution anglaise, de ce vieil édifice qu'on ne jette jamais à terre pour le reconstruire, mais dont on consolide chaque année les parois chancelantes ou les assises ébranlées, en lui conservant sa forme antique et ses lignes irrégulières, mais imposantes. Il en est des constitutions comme des vêtements, les plus neufs sont les

plus beaux, mais les plus vieux sont les plus commodes, peut-être les Anglais sacrifient-ils trop à leurs alses, mais à coup sûr, la France sacrifie plus encore aux apparences.

Pour en revenir à Walpole et au parlement qu'il dirigeait avec un bonheur si constant, remarquons à quel point ce grand homme supportait seul dans les communes le fardeau de la discussion. Dans ce débat, nous voyons figurer du côté de l'oppotion tous les orateurs les plus célèbres de l'époque ; Pulteney, Windham, le grand Pitt, Lyttleton, et Barnard, cet éloquent marchand de la cité dont Walpole disait lui-même : « Je reconnaîtrais entre mille la voix de cet homme, tant j'ai souvent appris à le craindre. » Mais si nous jetons nos regards de l'autre côté de l'assemblée, qui trouverons-nous pour prêter aide au ministre? des hommes tarés tels que Jonge, des médiocrités comme Henry Pelham. Walpole est seul, à vrai dire, seul il lutte contre tous, seul il répond à tous, et seul il écrase tous ses adversaires. Son éloquence pourtant n'a rien de saillant. Ni le geste, ni la voix, ni la beauté des images, ni la pureté du style ne relèvent ses discours; il est froid, il est sec, il est long parfois, mais il convainct. En lisant ses discours on se sent toujours tenté de s'écrier : Il a raison! et cependant c'est parfois le sophisme qui nous apparaît ainsi sous les apparences du droit et de la vérité. Ce genre d'éloquence est peut-être le plus puissant de tous, parce qu'il ne nous met pas en garde contre nous-mêmes. On se défie de l'émotion, on se défie de l'admiration, mais on s'incline devant la logique ou ce qui en fait l'effet. Tel fut le grand art de Walpole, telle fut la nature de son talent, et telle fut aussi la cause de son volontaire et orgueilleux isolement et de ses constants succès !

Le lendemain de sa défaite dans les communes, le prince, sourd aux observations de tous ses amis, voulut tenter de nouveau la fortune dans la chambre des lords. Ce fut en vain qu'on lui remontra que la majorité acquise au ministère était plus forte dans la chambre haute que dans la chambre basse, et qu'une seconde tentative suivie d'un nouvel échec redoublerait à la fois l'humiliation du prince et la colère du roi. Rien no put détourner l'héritier présomptif de son projet. Lord Carteret fut chargé de cette tâche ingrate et ne s'en acquitta pas à son honneur : il

fut lourd, diffus, embarrassé... La seule bonne fortune du prince et de ses adhérents fut la réplique que le duc de Newcastle tenta de faire au discours de Carteret. On sait combien ce singulier ministre était peu favorisé des dons de l'éloquence; en parlant, il se démenait comme un homme à la torture, se tordait les doigts, répétait vingt fois la même phrase, toussait, restait court, puis repartait comme une machine remontée, pour s'arrêter bientôt de nouveau. Ses gestes étranges, sa figure ridicule, sa prononciation bégayante ajoutaient encore à l'étrangeté du spectacle. Lord Hardwicke vint heureusement effacer les impressions fâcheuses produites par la réplique du ministre des affaires étrangères, et cent trois voix contre quarante donnèrent gain de cause au ministère.

Il est difficile de dire combien fut grande la satisfaction du roi et de la reine, à la suite de cette double victoire. Leur confiance illimitée en Walpole avait été un moment ébranlée. Ils s'attendaient, sinon à un échec au moins à une balance presque égale entre les deux partis; leur surprise égala leur joie. La patriotique abstention de Windham et de son parti ne fut attribuée par eux qu'à une habile manœuvre du ministre, et nullement à un sentiment d'honneur de la part de ces odieux jacobites. Walpole, pour rendre leur contentement plus complet, leur apprit que, pécuniairement parlant, la victoire n'avait même pas été coûteuse. « Le roi n'aurait à débourser que 900 livres sterlings, 500 donnés à un commoner et 400 à l'autre, et encore cette somme leur avait-elle été précédemment promise pour la fin de cette session. Tout ce qu'ils avaient exigé avait été une anticipation de payement[1]. »

[1] *Lord Hervey*, vol. II, page 280. Voici un des exemples de la corruption parlementaire exercée par Walpole. En dépit de la fâcheuse renommée dont jouissent les ministres, nous pouvons dire qu'à cet égard son administration nous semble avoir été fort calomniée. Walpole n'employa ces moyens qu'à l'égard d'un fort petit nombre de députés. Dans l'enquête que l'on fit, après la chute de son ministère, on ne put trouver aucun fait grave à articuler. Sans doute il acheta parfois les consciences à vendre, mais tous les ministres qui lui succédèrent, même Chatham, avaient recours aux mêmes expédients. Le grand tort d Wal-

Le désappointement et la colère furent aussi vifs à la petite cour de Frédéric que le triomphe avait été grand au palais de Saint-James. Le prince de Galles jura de se venger à tout prix. A dater de ce moment il chercha l'occasion d'amener entre lui et son père une séparation éclatante ; sa position à la cour était singulièrement pénible. Il assistait aux levers et aux soirées du roi qui ne lui adressait pas la parole et paraissait ignorer complétement sa présence. La reine Caroline se contentait « d'un bonjour sec, » puis elle lui tournait le dos ; les courtisans évitaient son approche ; ses sœurs, l'une par nécessité, l'autre par antipathie ne lui parlaient qu'avec la plus extrême froideur. Le premier prince du sang ne pouvait se soumettre plus longtemps à cet isolement injurieux et à cette disgrâce si publique. Il savait dailleurs que c'était au seul appui de Walpole qu'il avait dû la faveur de ne pas être chassé du palais ; cette obligation nouvelle envers son plus grand ennemi ne pouvait qu'exaspérer davantage un prince dont la principale qualité n'était pas la reconnaissance. Frédéric épiait donc avec soin le moment où il pourrait, tout en se soustrayant à la contrainte que sa présence au palais lui imposait, créer en outre un embarras sérieux à son père et au premier ministre.

Après la grande lutte de la pétition, toutes les autres questions discutées dans les chambres perdaient une grande partie de l'intérêt qu'elles eussent excité en d'autres temps. Le meurtre du capitaine Porteous exigeait une réparation ; la chambre des lords, dans l'impuissance où elle se trouvait d'atteindre aucun des véritables coupables, avait reporté sa vengeance sur le prévôt d'Edimbourg et avait rendu un bill qui le déclarait incapable de jamais remplir aucun emploi civil ou politique.

pole fut sa franchise, ou si l'on veut son cynisme. Tout homme a son prix, disait-il ; quelques bons mots semblables ont puissamment contribué à faire de son ministère la personnification d'un système mis en pratique avant comme après lui. Croit-on que de nos jours, lorsque les Anglais les plus honnêtes avouent les sommes immenses qu'ils dépensent dans les élections, croit-on qu'un premier ministre n'achète pas le commoner qui veut se vendre ? Quelle différence, au point de vue de la logique, existe-t-il entre acheter un député ou acheter un électeur ?

Elle avait en outre aboli la garde urbaine d'Edimbourg et donné l'ordre qu'on enlevât ces portes de Nether-Wood dont l'insurrection s'était si audacieusement rendue maîtresse. La chambre des communes, redoutant l'impopularité de cette mesure en Écosse, adoucit certaines clauses du bill et les lords acceptèrent cette modification à leur projet primitif.

Avant de terminer le compte rendu des travaux législatifs de l'année, il nous reste à parler d'une loi votée à la fin de cette session, *the play house bill*, ou le règlement de la censure théâtrale. Cette loi, d'une importance fort secondaire, mérite cependant d'attirer notre attention en raison des renseignements utiles qu'elle nous donne sur l'état de la littérature dramatique à cette époque.

Sir Robert Walpole n'avait pas oublié la pièce des gueux et la souscription de Polly. La mort avait arraché Gay à sa vengeance, mais le fabuliste avait trouvé plus d'un audacieux imitateur, et Walpole attendait une occasion favorable de mettre enfin, un terme aux excès de cette liberté théâtrale. En 1735, sir John Bernard avait proposé aux chambres un bill destiné à limiter le nombre des théâtres de Londres. Walpole, en appuyant cette motion, avait imaginé d'y adjoindre une clause qui devait servir à rendre la censure plus efficace et plus facile; les clameurs de l'opposition l'avaient obligé à renoncer momentanément à son projet, et le rejet de l'amendement avait entraîné le rejet du bill tout entier; une circonstance favorable s'étant représentée cette année, il vint de nouveau soumettre au parlement le projet de loi nommé *the play house bill*. Depuis l'infructueuse tentative de Barnard, Fielding, l'auteur dramatique le plus à la mode, et l'heureux héritier de John Gay, avait redoublé de verve, d'invective et d'ironie. Une de ses pièces entre autres, nommée *le Pasquin*, avait jeté le ridicule à pleines mains sur Walpole, sur sa famille et sur ses amis; l'impunité qui avait favorisé Fielding encouragea d'autres écrivains, et au commencement de 1737 un M. Giffard, directeur du théâtre de *Goodman*, apporta au premier ministre une pièce, nommée *the Golden rump* (*le croupion d'or*), qu'on venait de lui soumettre et qui dépassait en violence tout ce qui avait paru jusqu'alors. Walpole acheta fort cher le manuscrit, à la condition que la

pièce ne serait pas jouée; il eut soin d'en extraire les morceaux les plus saillants; ces attaques par bonheur s'adressaient également aux deux partis qui divisaient la chambre et le pays. Fort de ce document, dont il donna lecture aux communes, Walpole obtint presque sans résistance le bill qui lui tenait à cœur depuis si longtemps. Il fut décidé que le lord chambellan qui, jusqu'alors, avait joui d'un pouvoir fort contesté et dont il n'avait fait usage que dans deux ou trois circonstance importantes, serait l'arbitre souverain auquel toutes les pièces nouvelles devraient être soumises. Dans la chambre des pairs, lord Chesterfield fut le seul qui s'opposa à la promulgation de la loi. Il fit à ce sujet un discours qui passa alors pour un chef-d'œuvre d'éloquence.

L'écrivain grand seigneur voulut se faire en cette occasion le protecteur des gens de lettres. Il avait depuis longtemps cherché à se créer dans la société anglaise une situation à part; il voulait recueillir l'héritage de Bolingbroke; ses talents comme orateur, comme écrivain, comme diplomate, ses succès de société, sa parfaite connaissance de la langue française, qu'il écrivait et parlait comme la sienne, c'étaient là autant de points de ressemblance avec son illustre modèle. Mais il n'avait ni la portée d'esprit, ni le style, ni même l'ambition de Bolingbroke. Il ne fut, il ne pouvait être, qu'une pâle copie de cet inimitable original. Son journal, le *Common sense*, était aussi inférieur au *Craftsman* que ses aventures amoureuses étaient rares auprès des nombreuses conquêtes du beau sir John, et son rôle dans l'opposition fut aussi terne que celui de Bolingbroke était brillant. Néanmoins, en cette circonstance, Chesterfield se surpassa lui-même, et son discours fut considéré par ses contemporains comme un spécimen parfait d'éloquence académique.

Ce fut au point de vue de la liberté que Chesterfield attaqua principalement le bill de Walpole. Après avoir cherché à prouver que la liberté théâtrale n'était sujette qu'à des inconvénients fort légers et que vouloir la restreindre, c'était vouloir étouffer le génie, c'était priver la postérité de l'espoir de voir renaître un autre Shakespeare ou un autre Dryden; après avoir lancé quelques traits ironiques à l'adresse de ses nobles, mais

illettrés collègues, il faisait observer avec raison qu'il était illogique de laisser imprimer une pièce dont on avait défendu la représentation. Il était évident que l'intention du ministre n'était pas de surveiller le théâtre, mais de restreindre la liberté de la presse. « Ce n'est que dans ce but fatal, milords, que ce bill vous a été soumis et si nous le considérons sous son vrai jour, nous pouvons à proprement parler le nommer un premier pas vers l'absolutisme. Rappelez-vous que jamais un pouvoir absolu n'a brusquement asservi une nation. On n'introduit le despotisme que par degrés, afin que le peuple ne soupçonne pas son approche. Il faut arracher une à une les barrières et les défenses de la liberté d'un peuple, il faut quelque spécieux prétexte pour relever ou chasser l'une après l'autre les sentinelles postées par la constitution d'un pays libre, afin d'avertir la nation du danger. Ces premiers pas silencieusement accomplis, c'est alors qu'à son grand effroi le peuple voit l'esclavage s'avancer à marches forcées, mais il est tard pour s'opposer à ses progrès. Le théâtre et la presse, milords, sont deux sentinelles avancées, relevons-les et l'ennemi nous surprendra [1]. »

Chesterfield avait raison, et tout nous porte à croire que Walpole méditait une attaque contre la liberté de la presse. Le nombre des productions périodiques s'était considérablement multiplié, et l'opposition était la couleur dominante de presque toutes ces feuilles. Le *Craftsman*, le *Common sense*, le *Gentleman's magazine*, le *Journal de Fog* paraissaient chaque semaine et attaquaient le ministère avec la dernière violence. Le gouvernement se défendait avec les mêmes armes, mais le peu de talent de ses journalistes le plaçait dans une situation d'infériorité marquée; le *Journal de Londres* entre autres prêtait à rire à ses abonnés eux-mêmes [1]. Cette feuille cependant

[1] *Parliamentary History. Œuvres complètes de lord Chesterfield.*

[2] Lord Chesterfield dans son *Common sense* (*le Sens commun*) parle ainsi de la *Gazette de Londres :* « Quant à cette feuille, le titre même de notre journal prouve que nous n'avons rien à faire avec elle. En outre nous avons été informés qu'un papier de la même grandeur et de la

était un des organes accrédités du ministère. A plusieurs reprises le gouvernement avait cherché à entraver la liberté de la presse. Il avait d'abord frappé les journaux (1713) d'un droit de timbre excessivement lourd, mais cette mesure avait tourné contre ses auteurs, car l'opposition s'était cotisée pour faire paraître des feuilles hebdomadaires, rédigées par les plus grands et les plus habiles écrivains du jour, tandis que Walpole qui n'estimait pas à sa valeur ce puissant moyen d'action, ne distribuait des subventions que d'une main fort avare; le timbre n'atteignant pas le but qu'on s'était proposé, on poursuivit plus d'une fois les éditeurs lorsque les attaques étaient trop personnelles, mais d'ordinaire le jury se montrait fort peu disposé à entrer dans les vues du gouvernement. La répression était plus facile lorsqu'un membre du parlement était désigné en toutes lettres, car alors les chambres étaient juges dans leur propre cause. C'est ainsi que M. Mist (Brouillard), l'éditeur d'un journal de ce nom, avait été forcé de suspendre sa publication, qu'il avait bientôt reprise sous le nom de M. Fog (Brume). Ce calembour avait servi à éclairer le public sur l'identité de ces deux productions; cette fois comme toujours, c'était sur les plus faibles que le châtiment était tombé, tandis que des coupables plus haut placés ou mieux appuyés avaient échappé à la justice. Un sentiment, général alors dans tous les partis, facilitait cependant, à certains égards, la répression tentée par le gouvernement. Les chambres (les communes comme les lords) regardaient comme une atteinte portée à leur dignité la reproduction des débats de leurs assemblées; les éditeurs les plus prudents publiaient le compte rendu des séances en désignant le parlement et ses orateurs sous des noms imaginaires. C'était tantôt le sénat de Lilliput, tantôt le sénat de Rome, tantôt le parlement du Grand Mogol, mais il fallut néanmoins une loi votée dans le cours de l'année suivante, pour rendre cet usage général et constant. Cette loi,

même solidité, de plus infiniment meilleur marché, puisqu'il n'est ni imprimé ni timbré, et pouvant servir à tous les mêmes usages est maintenant universellement préféré. (*Œuvres complètes de lord Chesterfield*, vol. V, p. 119.)

chose bizarre ! fut votée à l'unanimité par les deux partis, qui se plaignaient également de l'inexactitude et de la partialité de ces comptes rendus. Le jacobite Windham s'opposa seul à cette mesure, et il fit observer avec raison que le public avait le droit de savoir ce qui se passait dans l'enceinte où siégeaient ses législateurs ; et que puisque l'on voulait interdire aux journaux la faculté de reproduire les débats, il fallait trouver un autre mode de publicité plus authentique. La loi, au reste, n'eut pas les résultats auxquels on s'attendait. A l'abri de ce déguisement transparent dont nous venons de parler, les discussions furent reproduites comme auparavant, et le voile de l'anonyme ne fit que donner plus de piquant à cette lecture. Ce fut là la seule entrave apportée à la liberté de la presse. Dans les pamphlets ou dans les satires, on attaquait impunément les plus hauts personnages, pourvu qu'on se contentât de ne désigner les victimes que par la première lettre de leur nom. Cette facile précaution mettait les éditeurs à l'abri des poursuites judiciaires ; le public n'avait aucune peine à reconnaître sir Robert Walpole sous la désignation de sir Robert W....le, ou lord Hervey, sous celui de lord H...ey. Le *Craftsman*, Swift, Pulteney, usaient journellement de ce subterfuge.

Cette phalange d'écrivains liguée contre le pouvoir devait s'accroître cette année d'un nouvel et puissant auxiliaire. Pour la première fois, Pope allait attaquer avec vigueur le gouvernement. En dépit de sa liaison avec Pulteney et Bolingbroke, il avait toujours résisté aux sollicitations de ces amis, qui l'exhortaient à descendre dans l'arène politique, et soit crainte de Walpole, soit reconnaissance pour un service que le ministre lui avait rendu, le grand poëte avait toujours ménagé *le grand homme*, ainsi qu'on nommait sir Robert. Cependant la santé chancelante du roi, et les graves dissensions qui divisaient la famille royale, donnèrent à réfléchir à Pope. Il crut le moment venu de montrer quelque zèle pour son parti, et commença la publication de cette suite de satires célèbres où le roi, l'épiscopat et le ministère, devaient subir tour à tour la sévère correction infligée par le fouet du nouveau Juvénal.

L'ouvrage de Pope était une prétendue imitation des satires

et des épîtres d'Horace. A l'exemple de son illustre devancier, il voulut adresser une épître à Auguste ; mais, tout en copiant le style complimenteur et emphatique du poëte romain, il eut soin d'outrer tellement l'éloge, que son exagération même en faisait une satire des plus sanglantes. « Merveille des rois, lui disait-il, entre autres, tel qu'aucun œil mortel n'en vit et n'en verra jamais de semblable. Oh ! que ne puis-je avoir les ailes méoniennes pour chanter vos armes, vos actions et votre repos; quelles mers vous traversâtes, quels combats vous livrâtes [1], la paix de votre pays si chèrement achetée... Comment sur un signe de votre main, le calme se fait sur la terre et sur l'onde, comment le monde entier s'ébranle à votre aspect, comment les tyrans de l'Asie tremblent devant votre trône [2]. Mais, hélas, Votre Majesté dédaigne les vers... D'ailleurs, un mauvais sort est attaché à tout ce que j'écris, *lorsque je veux louer, on croit que je veux mordre* [3]. »

Il était impossible de révéler plus clairement ses intentions ironiques, et cependant George prit d'abord au sérieux les compliments de Pope ; mais, lorsque dans des satires successives, le poëte, usant cette fois de moins de précaution, se mit à attaquer ministres, évêques, courtisans, en les désignant par trois ou quatre lettres de leur nom, lorsqu'on le vit porter aux nues Bolingbroke, Lyttleton, le prince de Galles, l'amour-propre même le plus aveugle ne pouvait plus se faire illusion, et George entra dans une de ces violentes fureurs auxquelles il était sujet. Cependant la liberté de la presse était tellement respectée, que nulle poursuite ne vint troubler l'audacieux pamphlétaire. Sans doute que la renommée du poëte entre pour quelque chose dans l'indulgence déployée à son égard. Mais la répression, lorsqu'il s'agissait des plus obscurs coupables, était bien peu sévère. A la même époque où Pope pu-

[1] C'était à l'époque où la marine de l'Angleterre était insultée sur toutes les mers.

[2] Le roi n'avait jamais vu le feu.

[3] *Œuvres complètes de Pope*, vol. IV, p. 139.

bliait ses satires, un poëte inconnu, nommé Paul Whitehead, plaça ce vers injurieux dans son poëme :

« Même est la boutique de Sherlock et celle d'Henley. »

Or ce Sherlock n'était autre que l'évêque de Salisbury, un pair d'Angleterre. On voulut cette fois faire un exemple ; les noms étaient imprimés en toutes lettres, et Whitehead fut appelé à la barre de la chambre haute, pour offense faite à un lord. Il se cacha, mais l'éditeur Dodsley fut arrêté et mis en prison. Il n'était pas enfermé depuis deux heures, que la rue qui menait à la prison était encombrée des carrosses des premiers seigneurs du royaume, qui venaient offrir au libraire de lui servir de caution. On remarquait, entre autres, les livrées de lord Chesterfield, de lord Marchmond, de lord Granville, de MM. Pulteney, de M. Lyttleton [1]. Ainsi, au dix-huitième siècle, en présence de toutes les monarchies où une chanson était punie de mort, au sein de cette société si aristocratique, si fortement constituée, la presse anglaisse était, sinon plus libre qu'elle ne l'est de nos jours, du moins plus hardie, plus indépendante d'allures. Nul ne s'en plaignait ; rois, clergé, ministres, grands seigneurs, subissaient ou dédaignaient ces attaques journalières. Sans lois répressives, sans contrainte d'aucun genre, le temps a suffi pour adoucir ce qu'il y avait d'excessif dans l'exercice de cette liberté. L'éducation du public et des écrivains s'est faite simultanément. Le premier ne tolérerait plus ces intempérances de langage, les seconds rougiraient de s'en servir. Loin de rétrécir le champ ouvert devant la presse, la législation l'a encore élargi. Les débats des assemblées apparaissent maintenant tout au long dans les colonnes des volumineuses feuilles publiques, et cependant les lois constitutives de tout gouvernement et de toute société ne semblent pas avoir eu à souffrir de cette indépendance absolue de la pensée et de la parole.

[1] *Vie de A. Pope*, p. 47, Œuvres complètes.

CHAPITRE XIV

Départ du roi pour Richmond. — Conversation de Walpole et de lady Deloraine. — Annonce de la grossesse de la princesse de Galles. — Projet du roi. — La princesse quitte Hampton-Court pendant les douleurs de l'enfantement. — Elle accouche à Saint-James. — Départ précipité de la reine. — Son entrevue avec le prince. — Sa conversation avec Walpole. — Les deux lettres du prince de Galles. — Réponse du roi. — Nouvelle lettre du prince. — Ses manœuvres. — Conseils de Bolingbroke. — Parrainage du roi. — Le message royal. — Le prince chassé de Saint-James. — Lettre de la princesse de Galles. — Réponse du roi.

Aussitôt après la dissolution du parlement, le roi et la reine partirent pour Richmond. On s'attendait généralement dans le public à voir George, fidèle à ses habitudes, passer l'été en Hanovre; mais les courtisans bien informés savaient que le volage monarque s'était fort refroidi pour la belle Walmoden, et qu'une nouvelle maîtresse le captivait assez en ce moment pour que le séjour de son électorat lui parût moins attrayant que par le passé. L'Anglaise, qui avait ainsi momentanément détrôné la jeune comtesse allemande, était cette lady Deloraine dont nous avons déjà parlé, et que la rumeur publique accusait d'un crime. Le roi, fort indiscret en ces sortes de matières, se vantait ouvertement de sa bonne fortune; la nouvelle favorite n'en faisait guère plus de mystère. « Savez-vous, disait-elle à lord Hervey, qu'il y a deux ans que le roi est amoureux de moi? » Le prudent

courtisan se contenta de répondre : « Qui pourrait ne pas être amoureux de vous, madame? » Walpole reçut des confidences de même genre; un jour qu'il voyait lady Deloraine portant dans ses bras son jeune fils, âgé d'un an : « Quel bel enfant, madame, dit le ministre avec ce cynisme qui lui était habituel! quel est son père, je vous prie? » Lady Deloraine, pour ne pas demeurer en reste d'impudence, répliqua sans rougir devant une demi-douzaine de témoins : « Il est fils de M. Windham, sur mon honneur; mais quant au prochain enfant, je ne puis en répondre! » Il est inutile d'ajouter que celle qui triomphait ainsi de sa nouvelle faveur passait pour une des plus sottes comme des plus folles parmi les dames de cette cour; mais le plus ravissant visage et la taille la plus élégante déguisaient aux yeux cette âme corrompue et cet esprit étroit.

L'amour ne fut pas cependant le seul motif qui retint le roi, cette année, en Angleterre. L'attitude d'hostilité déclarée prise par le prince de Galles, créait au gouvernement un embarras des plus sérieux, et George se consultait avec Caroline pour savoir s'ils resteraient à l'égard de leur fils dans les termes d'une politesse froide, ou s'ils prendraient le parti d'une rupture éclatante. Chaque jour voyait surgir dans ce royal intérieur, une complication nouvelle. Le prince n'épargnait à ses parents aucune marque de son dépit. Le roi avait manifesté le désir que mistress Townsend ne fût pas nommée dame d'honneur de la princesse; Frédéric se hâta d'accorder la place à cette dame. En dépit de ces tracasseries, les rapports officiels n'étaient pas interrompus; le roi était à Richmond, et le prince à Kew. Tous les dimanches et tous les jeudis, Frédéric et sa femme venaient faire leur cour au palais de Richmond; ils arrivaient une minute avant le dîner du roi; George et la reine affectaient de ne pas s'apercevoir de la présence de leur fils; ils ne parlaient qu'à la princesse de Galles; le dîner était annoncé; Leurs Majestés prenaient congé de leur belle-fille; Frédéric s'inclinait sans qu'on lui rendît son salut, et l'audience était terminée.

Sur ces entrefaites, la reine reçut du prince une lettre ainsi conçue :

Digitized by Google

« Madame,

» Le docteur Hollings et mistress Cannons viennent de me dire qu'il n'y a plus à douter de la grossesse de la princesse. D'abord que j'ai eu leur autorité, je n'ai pas voulu manquer d'en faire part à Votre Majesté, et de la supplier d'en informer le roi en même temps.

» Je suis, avec tout le respect possible,

» Madame,

» De Votre Majesté,

» *Le très-humble et très-obéissant serviteur*,

» FRÉDÉRIC [1]. »

Cette nouvelle, loin de plaire à Caroline et à son époux, leur causa un amer désappointement. On leur avait assuré que la princesse de Galles ne pourrait avoir d'enfants, et il est plus que probable que ce renseignement, qui semblait authentique, n'avait pas médiocrement contribué au choix qu'ils avaient fait de cette princesse pour belle-fille. Ils avaient une prédilection marquée pour leur second fils, le duc de Cumberland, et plus leurs rapports s'étaient refroidis avec le prince de Galles, plus ce sentiment exclusif en faveur du cadet s'était développé en eux. La première pensée de la reine à cette communication inattendue fut que la grossesse de sa belle-fille était simulée. Le roi partagea ce soupçon, et ils résolurent de surveiller l'accouchement d'assez près pour ne pas avoir à craindre d'être victimes d'une fraude. Tout se sait dans une cour : Frédéric fut informé de

[1] *Mémoires de Hervey*, vol. II. Cette lettre est écrite en français. Nous avertissons une fois pour toutes le lecteur que la correspondance du roi et du prince de Galles avait lieu en français. Toutes ces lettres sont extraites des *Mémoires de Hervey*. Nous avons scrupuleusement respecté les fautes dont elles sont remplies.

l'injurieuse défiance de ses parents, et, soit qu'il appréhendât que le désappointement ne les portât à un crime, soit qu'il voulût se venger de ces soupçons en les confirmant, il conçut un projet d'une étrangeté et d'une folie telle que, s'il n'avait pas été accompli aux yeux de l'Angleterre tout entière, la postérité comme les contemporains se seraient refusés à y croire.

Le roi examina à plusieurs reprises avec Walpole la conduite qu'il fallait tenir lors des couches de la princesse. Il fut enfin convenu entre eux que, pour rendre toute supercherie impossible, le prince serait formellement invité à amener sa femme, un mois ou deux avant terme, au château de Hampton-Court, où toute la famille royale se trouvait réunie [1]. A cet effet, la reine s'informa auprès de sa belle-fille de l'époque probable où l'enfant viendrait au monde. A toutes ces questions, la princesse fit invariablement la même réponse : « Je l'ignore. » Il devenait évident que Frédéric avait défendu à sa femme de donner aucun éclaircissement à ce sujet. Le reine, fort inquiète, pressa sir Robert d'envoyer le message convenu. Le ministre différait toujours, alléguant que la prudence commandait de ne pas anticiper l'époque où l'on serait forcé d'avoir recours à une mesure de rigueur aussi marquée.

Le dimanche 31 juillet, le prince et la princesse de Galles dînèrent en public avec le roi à Hampton-Court. Aussitôt après le repas, la princesse se sentit prise des premières douleurs de l'accouchement ; elle eut le courage de dissimuler ses souffrances, et se contenta d'avertir tout bas son époux, qui se hâta de commander son carrosse. Cependant, les douleurs augmentaient à chaque seconde ; il s'agissait de sortir sans être remarqué. Frédéric fit passer sa femme par les petits escaliers : la princesse était appuyée sur le bras de M. Dunoyer, le maître de danse du château, et M. Wootworth, un des écuyers du prince de Galles, tenait un flambeau et ouvrait la marche. A chaque pas, la princesse s'arrêtait et poussait un gémissement.

[1] Après la prorogation des chambres, le roi se rendait d'abord à Richmond, où il passait deux mois, puis il s'établissait à Hampton-Court jusqu'à l'hiver.

Digitized by Google

« Courage! courage! ah! quelle sottise! » s'écriait Frédéric avec une cruelle insistance. On parvint enfin à la porter jusque dans la voiture, où prirent place à côté d'elle lady Archibald Hamilton, mistress Clavering et mistress Payne, deux femmes de chambre, et un accoucheur nommé Wield; le prince était sur le siége, à côté du cocher. A deux heures du soir, le carrosse entra dans la cour de Saint-James; rien n'était prêt : il fallut envoyer de côté et d'autre pour installer tant bien que mal la princesse, qui, une demi-heure après, donna le jour à une petite fille fort chétive.

Frédéric, dans son empressement, n'avait cependant pas absolument négligé de faire appeler quelques témoins de marque qui pussent, en cas de besoin, attester la royale origine de l'enfant. Parmi les quatre ou cinq personnes convoquées, deux seulement arrivèrent à temps; ce furent Wilmington, président du conseil, et lord Godolphin, chancelier privé.

Pendant que ce grave événement se passait à Saint-James, la famille royale, réunie à Hampton-Court, se livrait au jeu, l'occupation favorite de la haute société anglaise à cette époque. Le roi jouait *au commerce* au rez-de-chaussée; la reine, au premier, jouait au *quadrille*; la princesse Emilie présidait une table de jeu, et la princesse Caroline et lord Hervey faisaient un *cribbage* sentimental. On se sépara à dix heures, comme d'habitude. A deux heures du matin, un courrier frappa aux portes du château et demanda à parler au roi. Mistress Tichburne pénétra dans la chambre à coucher du monarque, qui, éveillé en sursaut, crut que le feu dévorait le palais. « La princesse est accouchée, dit la camériste. — Vite, ma robe de chambre! s'écria la reine. — Et votre carrosse aussi, madame, dit mistress Tichburne, car la princesse est à Saint-James. » George resta un instant stupéfait, puis, se tournant du côté de la reine, il lui dit en allemand : « C'est votre faute; on va nous imposer un enfant suborné; vous en serez responsable vis-à-vis de Guillaume (le duc de Cumberland). » La reine, sans répondre, s'habilla à la hâte, fit réveiller lord Hervey et le duc de Grafton, et, en compagnie de ces deux seigneurs, elle partit immédiatement pour Saint-James. A son arrivée, le prince de Galles, en robe de chambre et en bonnet de nuit, vint au de-

vant d'elle, et, l'embrassant sur les joues à la mode allemande, il se mit à lui donner dans leur langue natale les éclaircissements qu'elle demandait. La reine parut médiocrement satisfaite et lui demanda pourquoi elle n'avait pas été avertie plus tôt? « Un quart d'heure après l'accouchement, balbutia Frédéric, j'ai écrit deux lettres : une au roi et l'autre à Votre Majesté; elle les retrouvera à son retour. » Caroline pénétra alors dans la chambre de la princesse, et, prenant sa petite-fille dans ses bras, elle l'embrassa avec tendresse et s'écria en français : « Le bon Dieu vous bénisse, pauvre petite créature; vous voilà arrivée dans un désagréable monde! » Puis, se tournant du côté de la princesse de Galles : « Apparemment, madame, vous avez horriblement souffert?— Point du tout, répondit la royale accouchée ; ce n'est rien. » Le prince recommença de plus belle son récit et ses explications; la reine le laissa dire, et, lorsqu'il eut fini : « C'est un miracle, dit-elle, que votre femme et votre enfant n'aient pas été tués. Je suis, au reste, peu surprise des imprudences de jeunes fous qui n'ont aucune expérience; mais vous, milady Archibald, vous qui avez eu dix enfants, je m'étonne que, pour votre honneur, vous ayez consenti à prendre part à une telle équipée. »

Lady Hamilton, avec un tact parfait, se tourna du côté du prince, et se contenta de répondre : « Vous le voyez, monsieur! » Au bout d'une demi-heure, la reine voulut partir; Frédéric, en la reconduisant, manifesta l'intention d'aller dans la matinée à Hampton-Court rendre ses devoirs au roi. « Vous ferez mieux d'attendre, dit la reine en secouant la tête, le roi est bien mécontent de vous. — Je viendrai alors mardi. — Attendez jusqu'à mercredi ou jeudi, ce sera plus prudent. » En disant ces mots, la reine remonta en carrosse et donna au cocher l'ordre de se rendre à l'hôtel de lord Hervey, où elle voulait passer la nuit. Lorsqu'elle fut en voiture, elle confia à ses deux compagnons, le duc de Grafton et lord Hervey, que tous ses doutes sur la réalité de l'accouchement étaient dissipés. « Si au lieu de cette pauvre petite laide souris, on m'eût présenté un gros et gras enfant, je n'eusse pas douté de la supercherie, et j'eusse fait le diable pour connaître le portefaix dont il aurait acheté la progéniture ! »

La reine, établie depuis une heure dans l'appartement de lord Hervey, était occupée à prendre du chocolat, lorsque sir Robert Walpole arriva. « Vous voilà donc enfin, » fit la reine en riant? Eh bien! avais-je raison? » Le ministre sourit d'assez mauvaise grâce, et répondit : « Madame, lorsqu'un événement parfaitement improbable se présente, ce n'est pas un crime de ne l'avoir pas annoncé à l'avance. » Il raconta ensuite à la reine qu'à son arrivée à Saint-James, il avait trouvé le prince couché, et que sur l'invitation qui lui avait été faite de s'asseoir au chevet du lit, il avait cherché poliment un prétexte plausible pour rester debout, afin de ne pas s'engager dans une discussion embarrassante; le prince lui confia cependant qu'il s'attendait depuis l'avant-veille à cet événement et que, dans cette prévision, il avait eu soin de mener chaque jour sa femme à Londres. « L'outrage infligé de la sorte gratuitement au roi est un acte inqualifiable, ajouta le ministre. La lettre de notification est datée du 5 juillet, et le 29, sans aucun avertissement, il arrache sa femme du palais de Votre Majesté, et l'emmène accoucher une heure après à Saint-James, de façon à ce que ni le roi ni la reine ne puissent être présents!

— Vous avez raison, interrompit la reine, il n'y a pas de patience humaine qui puisse résister à un pareil affront; ils finiront par nous marcher sur la tête, si nous ne mettons pas un terme à leur impertinence. — Prenez garde, madame, reprit Walpole, ne poussez pas trop loin votre ressentiment; on ne parle déjà que trop dans le public de votre partialité pour le duc de Cumberland, et si votre colère se manifestait trop vivement en ce moment, on ne manquerait pas de dire que c'est moins la conduite du prince que l'événement en lui-même, qui vous irrite à ce point[1]. »

Presque tous les historiens, y compris même Coxe, le panégyriste de Walpole, accusent ce ministre d'avoir été le principal instigateur des mesures de sévérité que le roi prit à l'égard de son fils. Les *Mémoires d'Hervey*, récemment publiés, justifient entièrement le ministre de cette inculpation. La conver-

[1] Hervey, vol. II.

sation que nous rapportons en est la preuve. Hervey, brouillé aux trois quarts avec Walpole en ce moment, n'avait aucun intérêt à représenter sous un jour flatteur et mensonger, la conduite de l'homme qu'il jalousait au fond du cœur ; il rapporte jour par jour les conversations dont la reine elle-même lui racontait jusqu'aux moindres détails, et son récit a un tel caractère de vérité, que nous n'hésitons pas à lui donner la préférence sur tous les autres.

En revenant à Hampton-Court, la reine trouva ces deux lettres dont le prince de Galles lui avait parlé ; elles étaient écrites en français et ainsi conçues :

« Madame,

» La princesse s'étant trouvée fort mal à Hampton-Court cet après-dîner, et n'ayant personne là pour l'assister, je l'ai amenée directement en ville pour sauver le temps que j'aurais perdu en faisant chercher mistress Cannons. Elle a été délivrée une heure après d'une fille, et toutes deux se portent, Dieu merci, aussi bien qu'on peut s'attendre à cette heure. La princesse m'a chargé de la mettre avec son enfant aux pieds de Votre Majesté, et de la supplier de nous honorer tous trois de ses bontés maternelles, étant avec beaucoup de soumission,

» Madame,

» *Votre très-humble et très-obéissant fils et serviteur.* »

L'autre était adressé au roi :

« Sire,

» C'est avec tout le respect possible que je prends la liberté de mander à Votre Majesté que la princesse est, Dieu merci,

aussi bien qu'on peut être, depuis qu'elle a été délivrée d'une fille qui se porte bien aussi. Elle me charge de la mettre, avec son enfant, aux pieds de Votre Majesté, et de la supplier de nous honorer tous les trois de ses bontés paternelles, étant avec toute la soumission possible,

» Sire,

» De Votre Majesté,

» *Le très-humble et très-obéissant fils et serviteur*,

» FRÉDÉRIC[1]. »

Nous n'avons pas besoin d'insister sur les excès auxquels se porta la fureur du roi, à la réception de cette lettre. « Les épithètes, nous dit Hervey, de drôle, de misérable, de fou, de lâche, de menteur, tel était l'assaisonnement prodigué d'une main peu avare par le monarque, toutes les fois que le nom du prince revenait dans la conversation. » Le roi convoqua les lords du conseil privé pour délibérer sur la réponse qu'il avait à faire à son fils. Lord Harrington et Walpole furent chargés de mettre par écrit la conversation qu'ils avaient eue avec le prince, et de relater avec soin l'imprudent aveu de Frédéric, qui avait confié aux deux ministres qu'il s'attendait depuis quelque temps à l'accouchement de la princesse, et que c'était en prévision de cet événement, qu'il avait eu soin de visiter chaque jour la capitale. Après une délibération qui n'eut lieu que pour la forme, car le roi s'était entendu d'avance avec Walpole, le conseil accorda son consentement, et lord Essex reçut l'ordre de porter au prince royal un message dans lequel le roi, après avoir félicité son fils de l'heureux accouchement de sa femme, lui faisait des reproches sévères sur la conduite qu'il avait cru devoir suivre en cette circonstance. Le message

[1] Coxe, *Walpole*. Lord Hervey.

se terminait ainsi : « Le roi ressent avec la plus extrême vivacité les procédés de Votre Altesse Royale, et déclare qu'elle ne la verra point [1]. »

Frédéric, de son côté, avait réuni ses conseillers ordinaires, Carteret, lord Chesterfield et Pulteney ; il leur raconta ce qui s'était passé, et leur demanda leur avis. Le blâme fut universel, car Frédéric, sans le vouloir, avait préparé à Walpole un triomphe inespéré. « L'acte était inqualifiable à tous les points de vue, le prince, en agissant ainsi, avait manqué au respect dû à son père, à son roi et à son pays. On ne lui pardonnerait pas, en Angleterre, le danger qu'il avait fait courir à la princesse de Galles et à cet enfant innocent, l'héritier direct de la couronne. » Frédéric n'était pas habitué à cette sévérité ; il comprit toute l'étendue de sa folie, et sa confusion fut extrême. Aussi, comme un criminel en face de ses juges, il chercha des excuses, inventa des palliatifs, présenta sa conduite sous un faux jour, et plaida en un mot toutes les circonstances atténuantes. Il alla même jusqu'à affirmer que la reine avait paru complétement satisfaite de ses explications. Les amis du du prince, qui connaissaient son peu de franchise, n'ajoutèrent pas grande foi à ce récit ; ils durent cependant, par politesse, paraître convaincus, mais ils insistèrent vivement pour que Frédéric, lorsqu'il serait interrogé par le roi, niât la préméditation de ses actes de la façon la plus solennelle. Il devait attribuer uniquement ce malencontreux voyage à la crainte de ne pas avoir à temps, à Hampton-Court, les secours médicaux qu'il était sûr de trouver à Londres.

Le mercredi matin, le jour où le prince d'après l'avis de sa mère devait venir rendre ses devoirs au roi, lord Essex se présenta au palais de Saint-James, il était porteur d'un message dont, au dernier moment, on avait retranché ces mots : *le roi ne vous verra point*. En écoutant cette lecture, Frédéric pâlit. Pour toute réponse, il balbutia les mots de chagrins, de regrets, de surprise, de désespoir ; ses paroles furent si confuses, que lord

[1] Hervey, vol. II, p. 330.

Essex ne put en répéter fidèlement une seule au roi, mais dans la soirée lord Jersey apporta la réponse suivante [1] :

« Sire,

» C'est avec toute la mortification possible que je vois, par le message que milord Essex me porte, que ma venue en ville avec la princesse a eu le malheur de déplaire à Votre Majesté. Permettez-moi, sire, de vous représenter que dans le cas pressant où je me trouvais dimanche sans sage-femme, ni aucune assistance, il m'était impossible de m'arrêter un moment, sans cela je n'aurais jamais manqué de venir moi-même en faire part à Votre Majesté, outre que la plus grande expédition du monde n'aurait jamais pu amener M. Lawsons que deux ou trois heures après la naissance de l'enfant. Comme la princesse avait eu la colique pendant quelques jours, mistress Cannons et les docteurs Hollings et Brouxome furent consultés plusieurs fois qui m'assurèrent tous qu'elle n'était pas si proche de son terme, ce que les deux médecins étaient d'opinion encore dimanche à midi. Mais qu'en cas qu'elle eût des peines différentes de la colique, on lui dût donner un cordial, et l'emmener en ville aussitôt qu'on le pourrait. J'ai suivi ceci en tout point, et suis très-affligé qu'il est arrivé un cas où ma tendresse pour la princesse pouvait paraître d'écarter un moment la première pensée que j'ai toujours sans cela, de montrer mon dévouement envers Votre Majesté. D'ailleurs, si j'ose le dire, la princesse m'a le plus instamment supplié dans ce moment de l'emmener à Londres, où toute assistance lui était plus proche, que je n'y ai pas pu résister, car je n'aurais jamais pu me pardonner si, en conséquence de mes refus aucun malheur lui fût arrivé. J'espère que tout ceci touchera Votre Majesté, et qu'elle me permettra de me mettre à ses pieds demain à son lever, ce que je n'aurais pas manqué de

[1] Elle est en français comme toutes les lettres de Frédéric.

faire lundi passé si la reine ne m'avait ordonné de ne le faire que comme aujourd'hui. La seule chose qui m'en a empêché est la peur que j'ai eue depuis que j'ai vu mylord Essex, de déplaire à Votre Majesté en me présentant devant elle avant d'avoir pris la liberté de lui expliquer, avec toute soumission, l'unique et véritable motif de la démarche dont elle m'a parue offensée. Je suis avec tout le respect imaginable,

» Sire

» De Votre Majesté

» *Le très-humble et très-obéissant fils, serviteur et sujet.*

« FRÉDÉRIC. »

Cette lettre, maladroite et embarrassée, était aussi défectueuse pour le fond que pour la forme; les mensonges et les contradictions dont elle était remplie sont trop manifestes pour que nous prenions la peine de les relever; à cette lettre en était jointe une autre adressée à la reine:

« Madame,

» Vous ne sauriez croire comme le message que m'a apporté my lord Essex m'a affligé; je me flattais que les raisons que j'ai pris la liberté de donner à Votre Majesté, quand elle a eu la bonté de venir voir la princesse, avait justifié mon départ de Hampton Court auprès du roi; je prends la liberté de les récapituler dans ma lettre que je me suis donné l'honneur de lui écrire à ce sujet, me flattant que Votre Majesté aura la bonté de les lui appuyer.

Je suis avec beaucoup de respect,

» Madame,

» *Votre très-humble et très-obéissant fils et serviteur,*

» FRÉDÉRIC. »

Le roi, loin d'être appaisé par cette nouvelle lettre, se montra plus irrité que jamais. « Le prince, disait-il, ne s'accuse pas, il s'excuse, toutes ces démonstrations de regret et de chagrin ne portent que sur le prétendu malentendu qui règne entre nous, mais rien n'indique qu'il se sente coupable. » George, pour manifester plus hautement sa colère et son mépris, se refusa à donner une réponse par écrit ; il se contenta de répondre verbalement ces mots : « Je ne vous verrai point. » La reine suivit l'exemple de son époux, sa réponse ne fut guère moins laconique ni moins sèche : « Je suis fâchée que vous m'ayez mise dans l'impossibilité de vous rendre service. » Walpole n'était pas resté étranger à ces mesures de rigueur, il avait été consulté et avait donné une approbation complète. Tant que le prince ne reconnaîtra pas sa faute, avait-il dit au roi, vous devez persister à ne pas le recevoir. Ces paroles étaient peu d'accord avec les sages avis qu'il avait osé donner à la reine dans le premier moment. Mais quoique le ministre n'eût pas changé de manière de voir, il avait complétement modifié son langage. Depuis quelque temps il s'était aperçu d'un refroidissement marqué du roi, et surtout de la reine à son égard. Sans parler des complications chaque jour nouvelles que le ministère voyait surgir autour de lui, et qui étaient toutes imputées à la haine généralement ressentie pour le premier ministre, Walpole venait récemment d'offenser gravement l'amour-propre irritable de ses protecteurs, il avait déplu au roi, en exigeant de lui, lors de la dotation, qu'il prît l'initiative d'une démarche conciliatrice, et du même coup il avait blessé la reine, faute plus grave encore, en lui montrant pour la première fois qu'il saurait au besoin se passer de son appui. Lord Hervey qui jouait le rôle d'un intermédiaire officieux entre Leurs Majestés et le ministre ne tarda pas à s'apercevoir du mécontentement de ses maîtres. L'ambitieux courtisan avait choisi Walpole pour patron, et grâce à lui, il espérait arriver à une situation importante dans le ministère.

Walpole avait soin d'entretenir complaisamment cette illusion, et il l'appelait souvent en riant : Mon successeur; mais, jusqu'alors, quelques bonnes paroles, quelques promesses vagues, c'étaient là les seuls fruits que Hervey eût retiré de sa

complaisance et de ses efforts; aussi cherchait-il avec soin l'occasion de rendre à son protecteur un service assez signalé pour l'obliger, sous peine de la plus noire ingratitude, à élever au ministère cet infatigable auxiliaire. En cas d'insuccès, Hervey était résolu à se jeter dans les bras de l'opposition. Walpole connaissait et craignait son jeune ami. Il savait son influence auprès de la reine, considérable et croissante de jour en jour; il estimait son esprit et ses talents, mais il ne lui trouvait ni l'étoffe d'un homme d'État, ni le dévouement aveugle d'un séide. Hervey, au parlement, n'avait que peu d'importance; le lévier de sa puissance, c'était la reine. Une place de cour, telle était donc la seule position où Walpole le trouvait utile et d'où il était intérieurement résolu à ne le point sortir. Ce ne fut que plus tard que lord Hervey se rendit bien compte du peu de profit qu'il avait à tirer du patronage plus apparent que réel du ministre; pour le moment, il marchait plein d'espoir dans les voies de sa politique. Il avertit donc Walpole de l'orage qui se formait à l'horizon.

— Vous ruinerez votre crédit auprès du roi et de la reine, lui dit-il, si vous combattez leurs inclinations en cette circonstance. Ceux qui ont à cœur de vous perdre, prendront avantage des passions de Leurs Majestés, et de ce qu'ils nommeront votre flegme; ils diront, ou que vous voulez ménager l'héritier présomptif, ou qu'un vieux ministre est incapable de montrer de la vigueur...

— Quoi! voulez-vous, demanda Walpole, que je conseille au roi de rompre avec son fils et de le chasser de Saint-James?

— Je ne préjuge pas la question, répondit le prudent conseiller; ce que je dirais seulement au roi, c'est que si j'ai le droit dans les affaires de l'État d'avoir mon opinion, dans des affaires de famille je dois me soumettre aux avis des personnes intéressées.

— Vous avez raison, sans doute, mais vous ne sauriez croire combien ma situation est fausse, répliqua le ministre; si je leur dis que je vais m'employer à humilier leur fils, il n'est pas de caresses et de paroles flatteuses dont ils ne m'abreuvent; mais lorsque je veux agir, on me répond invariablement : « Je ne

ferai pas cela. » En un mot, le roi est si catégorique dans ce qu'il désire, et si avare à me fournir les moyens d'exécuter ses intentions; d'autre part, la reine est si soupçonneuse et si dissimulée, que je suis las de ma situation, et plus près que vous ne pouvez croire de me retirer à Hangton; mais je sais que les circonstances m'ont placé dans une situation telle que, toute vanité à part, je puis être plus utile au pays que jamais homme d'État ne l'a été avant moi, et ne le sera peut-être jamais.

Hervey nous rapporte que la naïve vanité de Walpole lui prêta intérieurement à rire; sans doute que le ministre, de son côté, ne se moqua guère moins de l'avide jeune homme, auquel il jetait une si grossière amorce, lorsqu'il lui parlait du dégoût qu'il éprouvait pour le pouvoir. Toutefois, les fruits de cette conversation ne furent pas perdus, et Walpole comprit qu'il fallait se résigner à suivre à tout prix la politique du roi.

Le prince de Galles, auquel lord Essex avait rapporté fidèlement les quelques mots que George et Caroline lui avaient fait dire en réponse à ces longues épîtres, s'imagina d'établir une distinction entre le roi et la reine. « Le premier, se dit-il, est le roi et mon père, c'est un double titre de supériorité devant lequel je dois m'incliner. Quant à la reine, ma qualité d'héritier présomptif me place au-dessus d'elle; je dois donc lui faire sentir l'imprudence de sa conduite. Déjà, dans la phrase banale qui terminait ses lettres, il avait marqué cette différence. Au roi, il disait : Votre fils, serviteur et sujet; à la reine, il arrivait : Votre fils et serviteur. Il supprimait en outre le mot Majesté. Son but était clair. En représentant le roi comme un être faible mené par sa femme et par son ministre, et qui délivré de cette pernicieuse influence, vivrait dans les meilleurs termes avec son fils, il espérait faire retomber tout l'odieux de la querelle sur la reine et sur Walpole. La lettre suivante qu'il écrivit aussitôt après avoir pris connaissance du nouveau message du roi, était destinée à faire ressortir toutes ces nuances : profond respect pour le roi, sentiment de son innocence, irritation contre la reine, comprimée par le respect et manifestée uniquement par l'omission absolue de son nom :

« Sire,

» Me permettez-vous de mettre ma douleur devant vos pieds, du refus que j'ai eu hier au soir de vous faire ma cour aujourd'hui? je ne saurais exprimer combien je souffre d'être privé de cet honneur, et de me voir hors des bonnes grâces de Votre Majesté. Si quelque chose pouvait me consoler dans mon malheur, *c'est l'innocence de mes intentions*, lesquelles, je supplie Votre Majesté de le croire, ne peuvent jamais être de vous offenser. Je ne prends pas la liberté de récapituler les raisons qui m'ont conduit à quitter Hampton-Court si subitement, mais je me flatte que Votre Majesté m'accordera plus facilement le pardon que je lui demande, quand elle réfléchira à l'état où je me trouvais alors avec la pauvre princesse, dans un temps qu'il ne m'était pas permis de m'arrêter un moment. J'ose donc conjurer instamment Votre Majesté de me rétablir dans vos bonnes grâces, et de me permettre de vous faire ma cour demain à votre lever, jusqu'à quel temps je ne saurais être en repos.

» Je suis, avec tout le respect imaginable,

» De Votre Majesté,

» *Le très-humble et obéissant fils, serviteur et sujet,*

» FRÉDÉRIC. »

Le roi était à table lorsque lord Carnavon vint lui apporter le message dont il avait été chargé. Aussitôt après le repas, George prit connaissance de cette lettre, et fit dire à lord Carnavon qu'elle n'exigeait aucune réponse, son contenu étant identiquement le même que la fois précédente. Le noble messager insista cependant pour avoir une réponse écrite, et lord Essex, supposant que le roi accéderait à cette demande, alla chercher une plume et du papier; mais avant que George

eût eu le temps de s'en servir, la reine, qui, sur ces entrefaites, venait d'entrer dans la pièce, demanda au lord de quoi il était question. Essex, après avoir mis la reine au courant de l'affaire, lui demanda s'il fallait faire appeler un ministre. « Pourquoi, se hâta de dire Caroline, pour donner une réponse à Fritz ? Est-ce donc une affaire d'État, qu'il faille rassembler le conseil ? D'ailleurs, le roi sait mieux que qui que ce soit ce qu'il a à faire; soyez sûr qu'il ne se donnera pas la peine de prendre la plume pour si peu. » George, qui écoutait attentivement, comprit l'insinuation de sa femme, et il déclara d'un air plein de majesté qu'il n'avait aucune réponse à faire [1].

La reine avait deviné au premier moment l'intention de son fils, et l'adroite diversion qu'il voulait tenter en s'attaquant seulement à elle. Caroline accepta franchement la lutte, et usa de toute son influence pour confirmer le roi dans ses sentiments d'irritation. Walpole, bien qu'à contre-cœur, marcha dans la même voie; le chancelier, le duc de Newcastle, et presque tous les ministres s'efforcèrent en vain de rétablir l'harmonie dans la famille royale; leurs avis furent reçus avec hauteur et dédain. Hervey, de tous les courtisans, était peut-être celui qui se réjouissait le plus de l'imbroglio de cette royale comédie. Il était haineux comme Saint-Simon, et le prince de Galles était son duc du Maine; des rivalités de cœur, suivies d'injures d'une part, et de sanglantes épigrammes de l'autre, avaient envenimé la querelle, et Hervey soufflait avec ardeur un feu qui, sans son aide, se fût peut-être éteint. Quant aux deux sœurs du prince de Galles, l'une, Émilie, favorisant secrètement son frère, gardait un silence diplomatique; mais l'autre, Caroline, la maîtresse de Hervey, exagérait, avec un emportement tout féminin, les sentiments de sa mère et de son amant. M. Dunoyer, ce maître de danse que nous avons vu soutenir la princesse de Galles dans ses bras, lors de sa fuite de Hampton-Court, était une sorte d'espion toléré par les deux partis et chargé de reporter de l'un à l'autre les paroles qu'on laissait échapper, ou qu'on voulait faire parvenir à leur

[1] Lord Hervey, vol. II.

adresse. « M. Dunoyer, lui disait la princesse Caroline, avez-vous bien raconté à mon frère nos dernières conversations? — Oui, madame. — Et l'avez-vous dit dans les mêmes paroles? — Oui, madame; j'ai dit Monseigneur, savez-vous ce que Mme la princesse Caroline m'a chargé de vous dire? Elle dit, monseigneur, sauf le respect que je vous dois, que votre Altesse Royale mérite d'être pendue. — Et qu'est-ce qu'il a répondu? — Madame, il a craché dans le feu, puis il a répondu — Ah! vous savez la manière de la Caroline; elle est toujours comme ça [1]. »

Ce prince flegmatique, le premier moment d'effroi passé, avait bientôt repris son insouciance habituelle, et perdu de vue la gravité de sa situation. Ses conseillers voyant le mal sans remède, ou craignant plutôt, qu'au point de vue de leur ambition, le remède ne fût pire que le mal, puisqu'une humiliation complète de Frédéric entraînerait avec elle un triomphe éclatant pour Walpole, avaient, d'un commun accord, engagé le prince à ménager le roi, et à s'attaquer uniquement à la reine. Cependant la partie était difficile à bien jouer, et Bolingbroke, qui rendait de son trépied de Chanteloup des oracles accueillis toujours avec la plus entière confiance, jugeait ainsi la situation dans une lettre adressée à son grand ami Windham.

« Quoique je ne sois informé qu'imparfaitement et irrégulièrement de ce qui se passe dans votre île, cependant mes renseignements antérieurs me prouvaient qu'une rupture entre le père et le fils était inévitable, j'attendais donc à quelle occasion et sous quel prétexte cette rupture aurait lieu; je pensais que cette occasion ou ce prétexte seraient fournis par les événements de l'hiver dernier, mais je vois les choses de loin; ceux qui sont sur les lieux doivent avoir des appréciations différentes des miennes. Je ne peux deviner toutefois en quoi la rupture actuelle a pu paraître au prince, ou opportune ou pro-

[1] Lord Hervey, vol. II.

pre à le rendre populaire. Il arrache sa femme de la cour dans le moment où elle va être délivrée d'un premier enfant; le père se fâche, jure, tempête; le fils confesse son imprudence et demande pardon dans des termes qui impliquent qu'il est dans son tort. En somme, tout cela me semble puéril, c'est une querelle purement domestique, et autant que je puis le voir, rien dans la cause de Son Altesse ne peut intéresser le public. Toutefois, l'extrême sévérité déployée par ses adversaires, et les préjugés de l'humanité contre tous ceux qui exercent cette sévérité, permettront peut-être au prince d'atteindre son but; j'inclinerais même à croire qu'il réussira s'il garde une attitude digne et ferme..... »

A la suite de ces conseils tant soit peu méprisants, mais destinés probablement à être communiqués au prince, Bolingbroke cherchait à mettre Windham en garde contre le dégoût que devait éprouver un jacobite à venir en aide à un Brunswick. « Je m'imagine, disait-il en terminant, que toute cette affaire a dû vous causer à peu près autant d'émotion qu'une scène de Tom-Pouce. Mais vous êtes trop sage pour ne pas savoir que ceux qui sont sur les planches doivent conserver la gravité que réclame le rôle qu'ils jouent dans un drame, tandis que ceux qui sont dans les coulisses peuvent rire tout à leur aise. « Nous mourrions de rire, si nous ne mourions de faim. » Tel était le refrain d'une chanson française pendant les calamités de cette nations, lors de la dernière guerre qu'entreprit Louis XIV [1]. »

Bolingbroke avait justement exprimé dans cette lettre le sentiment de toute l'Angleterre. Cette querelle était trop puérile et trop privée pour prendre les proportions d'un événement politique. Cependant, le rang élevé des acteurs donnait quelqu'intérêt à la scène de Hampton-Court, et les dames anglaises, chez lesquelles le sentiment maternel a été de tout

[1] Lord Bolingbroke à sir William Windham, 17 octobre 1737, correspondance, vol. III, p. 494.

temps remarquablement développé, étaient universellement révoltées de la brutalité de ce mari. Quoi ! traîner dans les longs corridors du château royal sa jeune épouse prise des douleurs de l'accouchement, la jeter plus morte que vive dans un carrosse, l'obliger à faire une course de six lieues par des chemins que la mauvaise saison rendaient presque impraticables ! Et dans quel but risquer ainsi la vie de sa femme et de son enfant ? Est-ce donc pour la honteuse satisfaction d'une criminelle et mesquine vengeance ? Le roi et la reine supposent que la princesse, leur belle-fille, n'est pas grosse. Et comment Frédéric s'y prend-il pour se venger de leurs soupçons ? Il entoure d'une sorte de mystère la naissance de l'héritière présomptive de la couronne, cet événement que les princes cherchent d'ordinaire à rendre le plus public, le plus authentique qu'il soit possible. Frédéric devait cependant se souvenir que les doutes entretenus sur la légitimité du fils de Jacques avait été un des motifs qui contribuèrent le plus puissamment à la révolution de 1689. Alléguera-t-on qu'il craignait un crime, qu'il avait peur que le roi ne fît disparaître son enfant ? Aucun des contemporains n'a osé émettre un soupçon aussi abominable, et il est à espérer pour l'honneur de Frédéric, qu'une semblable pensée ne se présenta pas à son esprit. L'étonnement que nous inspire cet acte bizarre, l'Angleterre entière, à l'époque où il eut lieu, l'éprouva au même degré, et les motifs qui portèrent Frédéric à accomplir cet acte de folie, sont restés pour toujours un mystère.

Le neuvième jour après l'accouchement de la princesse, la reine, suivie de ses deux filles aînées, se rendit à Saint-James pour visiter sa belle-fille.

On avait toujours eu soin à la cour d'établir une nuance tranchée entre la femme et le mari. En arrivant, la reine fut reçue par Frédéric à la porte de la chambre à coucher, et pendant tout le temps que dura la visite, pas un mot ne fut échangé entre la mère et le fils. La reine s'adressait toujours à sa belle-fille et répétait à chaque instant : Je crains de gêner... Personne ne prenait la peine de la rassurer à cet égard. En partant, le prince se vit dans la nécessité d'offrir la main à sa mère pour la reconduire jusqu'à son carrosse. Il accomplit son

Digitized by Google

devoir avec toute la mauvaise grâce possible et sans ouvrir la bouche; cependant, lorsqu'il aperçut dans la rue une foule immense rassemblée autour des équipages, il voulut donner une marque publique de son respect filial ; il fléchit le genou dans la boue, et baisa avec une humilité affectée la main de sa mère. Cette conduite hypocrite ne fit prendre le change à personne sur les sentiments véritables du prince; d'ailleurs Frédéric, pour bien marquer la froideur qu'il jugeait à propos d'établir dorénavant dans ses rapports avec sa mère, ne lui adressa aucune lettre de remerciments à la suite de cette visite [1].

Il était d'usage à cette époque que le premier enfant de l'héritier présomptif eût pour parrains le roi et la reine. George ne trouva pas les divisions de la famille royale un motif suffisant pour le dispenser de se soumettre en cette occasion aux lois strictes de l'étiquette. En conséquence, trois semaines après la naissance de sa petite-fille, il fit dire à Frédéric que, le moment étant venu de procéder au baptême de l'enfant, la reine et lui consentaient à servir de parrain et de marraine, et qu'ils se feraient représenter, lui par le lord chambellan, et la reine par la première dame d'honneur.

Frédéric saisit avec empressement l'occasion qui lui était offerte, de choisir un terrain moins désavantageux que celui sur lequel il s'était placé si maladroitement. Le roi avait déclaré que, pour rentrer dans ses bonnes grâces, son fils devait reconnaître franchement sa faute et lui demander pardon. Le prince se décida à subir cette humiliation nécessaire. Si le roi, comme il en était question, se portait à quelque extrémité, telle par exemple que de chasser Frédéric du palais, ou de proposer aux chambres la disjonction du Hanovre et de l'Angleterre à l'avénement de l'héritier présomptif, le prince suivant l'exemple que lui avait donné Walpole dans une circonstance analogue, voulait se mettre en règle vis-à-vis de l'opinion publique, et apparaître devant le parlement armé de toutes les pièces qui pourraient prouver, que si dans l'origine il avait commis une

[1] *Reminiscences of Walpole. Mémoires de lord Hervey.*

faute, il l'avait largement expiée depuis par l'expression sincère de son humilité et de ses regrets.

Le prince de Galles, bien qu'il consentît à solliciter le pardon de son père, ne voulait en aucune façon amener de la sorte une réconciliation ; loin de là, il gardait au fond de son cœur la résolution bien arrêtée de rester avec le roi dans les termes d'une hostilité déclarée. Aussi, pour concilier autant que possible les exigences de sa situation et ses désirs secrets de vengeance, fallait-il offenser la reine, tout en ayant l'air de s'humilier devant le roi ; le moyen était infaillible ; les deux premières lettres du prince nous ont déjà fourni un échantillon de cette diplomatie perfide ; mais cette fois, la nuance devait être plus tranchée. Frédéric demandait sans restriction pardon à son père, et adressait à sa mère une menace indirecte, déguisée sous les termes d'une respectueuse affliction.

LE PRINCE AU ROI.

20 août 1737

« Sire,

» La princesse et moi, prenons la liberté de remercier Votre Majesté, de l'honneur qu'elle veut bien faire à notre fille d'en être le parrain. Les ordres que mylord Dunmore m'a apportés seront exécutés point à point. Je me sentirais bien heureux, si à cette occasion, j'osais venir moi-même me mettre à vos pieds ; rien ne m'en pourrait empêcher, que la seule défense de Votre Majesté. Être privé de vos bonnes graces, est la chose du monde la plus affligeante pour moi, qui, non seulement vous respecte, mais si j'ose me servir de ce terme, vous aime très tendrement. Me permettrez-vous encore une fois de vous supplier humblement de me pardonner une faute dans laquelle, du moins, l'in-

tention n'avait point de part, et de me permettre de vous refaire ma cour à votre lever? J'ose vous en conjurer instamment, comme d'une chose qui me rendra le repos. Je suis, avec toute la soumission possible,

» Sire,

» De Votre Majesté.

» *Le très-humble, etc.*

A LA REINE.

Même date.

« Madame,

» Permettez-moi de vous remercier très-humblement de l'honneur que vous voulez bien faire à la princesse et à moi, d'être marraine de notre fille. J'ai pris la liberté d'en faire nos remerciments au roi par écrit; j'y ai ajouté nos douleurs de la situation où je me trouve. *Je vous supplie encore une fois, Madame, de m'y assister de vos bons offices, qui ne peuvent jamais être employés dans un cas plus essentiel à votre fils, qu'à le remettre dans les bonnes grâces de son père.*

» Je suis avec tout le respect possible,

» Madame,

» *Votre très-humble et très-obéissant fils et serviteur.*

» FRÉDÉRIC. »

Ces deux lettres produisirent l'effet que leur auteur en attendait : l'irritation du roi ne fit que s'accroître, et l'indifférence affectée de la reine ne trompa personne. Le baptême eut lieu;

Digitized by Google

Frédéric crut devoir encore remercier Leurs Majestés dans des termes analogues à ceux qui remplissaient ses deux dernières lettres [1]; la brèche s'élargissait tous les jours davantage. Le roi manifestait, avec sa raideur habituelle, l'intention bien ar-

[1] Voici ces deux lettres :

« Sire,

» C'est avec tout le respect possible que j'ose remercier encore une fois Votre Majesté de l'honneur qu'elle a bien voulu faire à la princesse et à moi d'être parrain de notre fille; je ne saurais laisser passer cette occasion sans renouveler ma demande du pardon que je lui demande si souvent. Je souhaiterais trouver des paroles qui pussent fléchir le cœur de Votre Majesté; s'il y en avait qui pussent marquer davantage ma douleur et mon respect envers vous, je puis assurer Votre Majesté que je m'en servirais. Il ne me reste donc rien à dire que de conjurer Votre Majesté, encore une fois, de me rétablir dans ses bonnes grâces, et de l'assurer que rien au monde ne changera le respect que je lui dois, étant, avec beaucoup de soumission,

» Sire, etc. »

LE PRINCE A LA REINE.

(Remis par lord North)

« Madame,

» Je crois être de mon devoir de vous remercier encore une fois très-humblement de l'honneur que vous avez fait à la princesse et à moi d'être marraine de notre fille. Je suis très-mortifié que la défense du roi m'empêche de le faire de bouche, rien ne m'arrêterait sans cela. Je me flatte que la continuation de vos bons offices, joint à ce que je me suis donné l'honneur d'écrire au roi sur ce sujet, m'en procureront la permission, et que j'aurai bientôt la satisfaction de reparaître devant vous.

» Je suis, avec tout le respect imaginable,

» Madame,

» *Votre très-humble et très-obéissant fils et serviteur*,

» FRÉDÉRIC. »

rêtée de faire un éclat; Walpole appuyait la politique du monarque, et le conseil des ministres eut à délibérer dans plusieurs séances successives sur la nature des mesures qu'il fallait prendre pour se conformer aux volontés du roi. Deux projets furent mis en avant. Il fut d'abord sérieusement question de la séparation du Hanovre et de l'Angleterre. On demanderait aux chambres d'accorder leur consentement aux propositions suivantes : A la mort du roi, le prince Guillaume hériterait de l'électorat; le prince de Galles succéderait à son père sur le trône d'Angleterre. Le succès du bill était certain. Les Anglais, à quelque parti qu'ils appartinssent, haïssaient cordialement ce qu'ils nommaient les possessions allemandes. L'électorat, trouvaient-ils, n'ajoutait rien à la puissance de la Grande-Bretagne, et compliquait au contraire sans cesse sa politique. L'Angleterre, par le fait de cette possession inutile, perdait cette situation unique qui faisait sa force, et se trouvait assujettie à toutes les charges d'une puissance continentale, sans en retirer d'autres avantages que l'appui de ce corps d'armée de douze mille Hessois, contingent misérable dans une guerre étrangère, menace perpétuelle à l'intérieur. Tout parlement anglais eût donc applaudi à la séparation. Walpole, consulté par le roi, n'avait à cet égard aucune opinion arrêtée. « La mesure serait sans doute populaire, disait-il, mais sans le consentement du prince de Galles, il serait impossible de rien faire, et ce consentement profiterait plus à celui qui aurait l'apparente générosité de le donner, qu'à ceux qui sembleraient n'avoir en vue que la satisfaction d'une vengeance personnelle. » Caroline, seule, s'opposait de toutes ses forces à cette mesure. « Quelque ingrat qu'il soit, répétait-elle, c'est mon fils. Je ne souffrirai pas qu'on le dépouille. » Peut-être eût-on réussi à vaincre cette résistance, lorsqu'on apprit que Frédéric paraissait disposé à prendre les devants et à offrir sa renonciation au Hanovre, à la condition qu'on lui donnerait, en échange de son futur électorat, ces misérables cinquante mille livres sterling qui lui tenaient tant au cœur. Pour le coup, le roi, la reine et Walpole se trouvèrent d'accord. Le projet fut unanimement abandonné. On voulait bien imposer au prince la renonciation, mais se la faire offrir par lui, c'était se préparer un échec au lieu d'un triomphe. *Le*

triste fou, le misérable animal (*poor spirited beast*), s'écria la reine. *Vous rappelez-vous que vous vous êtes mis à rire, lorsque je vous ai dit que ce monstre avide était tellement incapable de résister à l'appât d'une guinée sous son nez, que si le prétendant lui offrait cinquante mille livres pour la réversion de la couronne, il s'écrierait : Donnez-moi l'argent. Avais-je donc si tort* [1] ?

Une fois le projet de disjonction écarté, il ne restait au roi qu'une seule manière de manifester son mécontentement à son fils. Il fallait le chasser de Saint-James. Non-seulement Walpole accorda son consentement à cette mesure, mais même ce fut lui qui se chargea de rédiger le message, qui devait être envoyé au prince de Galles en cette occasion, et d'obtenir l'autorisation des ministres et des lords du conseil privé. Entrer de la sorte sans restriction dans les idées du roi, c'était faire un pénible et criminel sacrifice au maintien de son influence. Walpole, pour son honneur de ministre et d'honnête homme, n'a pas heureusement commis dans sa carrière politique beaucoup de fautes semblables. Lord Hardwicke, le nouveau chancelier, fit à Walpole les représentations les plus vives et les plus sensées sur l'imprudence de sa conduite

« Quelle honte pour la famille royale que la publicité donnée à ces scandaleux débats! Quel embarras pour le gouvernement que l'opposition désespérée où on allait réduire l'héritier présomptif! Quel affaiblissement pour le grand parti whig qui, flottant sans cesse à l'avenir entre le roi actuel et le futur roi, se sentirait d'autant plus désarmé que son attachement à la dynastie actuelle serait plus grand! Quelle force donnée aux jacobites, toujours sur le point de lever l'étendard de la révolte. Des dangers si grands, des difficultés de tant de sorte, un scandale si révoltant, et dans quel but, en vue de quel avantage? Il mettait Walpole au défi de lui dire le bien qui pourrait résulter de cet éclat. » Walpole n'avait rien à répondre. Il partageait l'avis du chancelier, et il n'osait relever les motifs de sa conduite. « Le lord chancelier m'a fait une longue visite,

[1] Lord Hervey, vol. II.

dit-il à un de ses amis; il a parlé comme un ange au sujet du prince, et ses arguments néanmoins ne m'ont pas touché. » En désespoir de cause, lord Hardwicke avait proposé d'envoyer au prince une sorte d'ultimatum, avant de le chasser de Saint-James. Walpole se montra inflexible et répondit : « Une démarche semblable serait de nature à amener une guerre de paperasses entre le roi et son fils [1]. »

Le 9 septembre, le message rédigé par Walpole fut donc soumis à ceux des lords du conseil qui se trouvaient à Londres en ce moment. Sir Robert prit la parole et récapitula tous les griefs du roi. Il produisit les lettres du prince et fit observer avec emphase que ces lettres n'étaient remplies que de mots sonores, mais sans portée. Que nulle part on ne voyait exprimée l'assurance que le prince changerait de conduite; il insista sur les nuances qui distinguaient les lettres au roi des lettres à la reine : l'absence du mot Majesté, l'expression impolie du vous, etc.; puis il lut le message par lequel le roi intimait à son fils l'ordre de quitter le palais. Les lords parurent consternés, et de l'attitude nouvelle prise par le roi, et de leur participation forcée à ces mesures de rigueur. Ils s'efforcèrent d'adoucir le plus possible la violence des expressions. On leur fit quelques concessions, d'autres furent refusées. Somme toute, il fallait obéir. Pressés par Walpole d'un côté, et par le roi de l'autre, comment résister? Ils demandèrent seulement, pour sauvegarder autant que possible leur responsabilité, que le roi donnât un ordre *écrit* à ceux qui seraient chargés de remettre le message.

Le lendemain, 10 septembre, une députation des lords du conseil se rendit au palais de Saint-James, et fit demander le prince de Galles. Frédéric, qui ne se doutait nullement du coup qui le menaçait, donna l'ordre d'introduire immédiatement ces seigneurs en sa présence. Le duc de Grafton, qui portait la parole, informa le prince de la mission qu'il avait à remplir, et lut le message suivant :

[1] Coxe, *Walpole*, vol. III.

DU ROI, A HAMPTON-COURT, AU PRINCE, A SAINT-JAMES.

10 septembre 1737.

Présenté par le duc de Grafton, le duc de Richmond et lord Pembroke.

« Les assurances que vous m'avez données dans vos dernières » lettres sont en telle contradiction avec vos actions que je ne » saurais y ajouter foi.

» Vous savez fort bien que, la première communication que » vous m'avez faite au sujet de la grossesse de la princesse de » Galles, n'a précédé que d'un mois la naissance de la jeune » princesse. Vous avez emmené par deux fois, la princesse de » Galles à Londres, dans la semaine qui a précédé son accou- » chement, vous attendant à tout moment à sa délivrance, » comme vous l'avez avoué vous-même volontairement, et les » deux fois, à votre retour, vous avez caché soigneusement, à » moi et à la reine, toutes les circonstances relatives à cet évé- » nement important. Enfin, sans donner à la reine le moindre » avertissement, vous avez emmené précipitamment de Hamp- » ton-Court la princesse, votre épouse, qui se trouvait alors » dans un état dont il est impossible de parler. Après avoir » ainsi, de propos délibéré, exposé votre enfant et la princesse » aux plus graves périls, vous alléguez maintenant la surprise » où vous avait plongé cet accouchement, et la tendresse que » vous éprouvez pour la princesse, comme les deux seuls » motifs des affronts répétés que vous avez infligés à moi et à » la reine.

» Cette conduite extravagante et coupable, en matière aussi » grave que la naissance d'une héritière de ma couronne, an- » nonce une telle défiance de moi et un tel mépris de mon » autorité, et des droits naturels qui appartiennent à des parents,

» que je me refuse à croire à votre prétendue innocence, et » que je n'admets comme excuse aucun des prétextes que vous » avez invoqués.

» De longue date, l'ensemble de votre conduite a été si en- » tièrement contraire au respect que vous me devez, que j'ai » depuis longtemps les raisons les plus sérieuses pour être gra- » vement mécontent de vous.

» Jusqu'à ce que vous retiriez votre confiance et votre amitié » à ceux dont les instances et les avis vous ont porté et entraîné » à suivre cette inqualifiable conduite envers moi et envers » la reine, et jusqu'à ce que vous reveniez à votre devoir, vous » ne résiderez pas dans mon palais, que je ne veux pas voir » servir plus longtemps de réceptacle aux misérables qui, sous » prétexte d'attachement pour vous, fomentent la division dans » ma famille, et relâchent de la sorte les liens qui devraient » nous unir.

» Jusqu'à ce que cet état de choses cesse, je ne veux pas re- » cevoir de réponse; mais quand vos actions montreront que » vous comprenez l'étendue de vos devoirs et la soumission » que vous me devez, alors serai-je peut-être disposé à par- » donner ce qui m'offense si vivement en ce moment.

» Je veux, en outre, que vous quittiez Saint-James, vous et » toute votre famille, aussitôt que vous le pourrez faire sans » inconvénient pour la princesse.

» Je laisserai provisoirement, à la princesse, la garde de ma » petite-fille; lorsque le temps en sera venu, c'est moi qui me » chargerai de son éducation. »

Frédéric changea plus d'une fois de couleur en écoutant la cruelle communication qui lui était faite. Lorsque le duc de Grafton eut terminé sa lecture, le prince répliqua sèchement que, puisque le roi lui défendait de répondre par écrit, il n'avait aucun motif d'abuser plus longtemps de la patience des nobles lords. Il désirait seulement savoir si le roi avait fixé l'époque de son départ de Saint-James. « Sa Majesté ne nous

a pas donné d'autres ordres que ceux qui sont contenus dans sa lettre, répondit lord Pembroke. — Présentez mes hommages au roi, reprit alors Frédéric, et exprimez-lui tous mes regrets de ce qui s'est passé. »

La première question que fit le roi, lorsqu'on vint lui rendre compte de l'accomplissement de ses ordres, fut celle-ci : « Vous a-t-on fait attendre? » Lord Pembroke rassura le roi à cet égard. Quant à la reine, elle s'écria « Dieu merci, je ne le verrai plus! » Elle ne se doutait guère alors de quelle sorte la Providence se chargerait d'exaucer son souhait.

Le message fut communiqué par le secrétaire d'Etat à tous les ministres étrangers. Le corps diplomatique reçut en outre l'avis officieux que toute visite faite au prince de Galles serait particulièrement désagréable au roi. On défendit aux pairs, aux pairesses et aux conseillers privés, de faire leur cour à Frédéric, sous peine de ne plus être admis auprès du roi. Les mesures de rigueur furent poussées plus loin encore; le prince fut privé de sa garde; on ne lui permit pas d'emporter les meubles qui garnissaient ses appartements de Saint-James; enfin, le message et la correspondance qui l'avait précédé furent imprimés aux frais du gouvernement et répandus dans le public.

Vingt ans auparavant, un baptême royal, suivi d'une querelle violente entre le roi et le prince de Galles, avait fait chasser de même, un fils irrespectueux par un père irrité. Les ministres étrangers avaient reçu mêmes communications et mêmes avis. Les grands seigneurs s'étaient vus forcés de même, sous peine de disgrâce, de fuir la présence de l'héritier présomptif. Ces deux scandaleuses querelles avaient passé par les mêmes phases pour aboutir au même résultat; seulement les rôles étaient changés; la victime d'autrefois était devenue le persécuteur actuel!

George II avait incontestablement le droit pour lui. Les procédés de son fils étaient inqualifiables. Mais le châtiment devenait impolitique par son excès de rigueur. Au début de la querelle, tout le monde avait condamné le prince de Galles; le message amena une réaction en sa faveur. Frédéric exploita

avec adresse les favorables dispositions du public. Eclairé par les conseils de Bolingbroke, il s'occupa activement à mettre de l'ordre dans ses affaires ; il réduisit son train de maison, vendit presque tous ses chevaux et mena, dans l'hôtel que le duc de Norfolk lui céda, la vie d'un particulier aisé. Non-seulement il avait renoncé au faste que semblait comporter son rang, mais il évitait même avec soin toutes les apparences du luxe. Là ne se borna pas sa recherche de la popularité. Se jetant de plus en plus dans les bras de l'opposition, il résolut de se faire le promoteur avoué de toutes les mesures qui pouvaient embarrasser le ministère et flatter la populace. Il convint, entre autres, avec Pitt, Pulteney et Windham, de se mettre, à la prochaine session, à la tête de ceux qui réclamaient l'abolition du Test-Act. La demande des cinquante mille livres sterling devait également être renouvelée, et, à ce sujet, il fallait faire clairement entendre au pays qu'un ministre insolent s'était posé en antagoniste avoué de l'héritier présomptif, et que sans la coupable influence de Walpole, le plus tendre des pères eût toujours adoré le plus respectueux des fils. C'est un duel, disait Chesterfield, entre le prince de Galles et Walpole; la différence de rang qui existe entre les deux adversaires, les empêche seule de croiser l'épée. C'est le parlement qui doit donc être leur champ clos [1]. Ce changement de front était nécessaire sans doute, mais d'une exécution difficile ; il n'était guère probable que le public donnât dans un piége aussi grossier, la distinction entre le roi et son ministre était puérile.

Cependant la haine généralement éprouvée alors pour Walpole, tira Frédéric de ce mauvais pas. Si le premier ministre avait été moins impopulaire, il est probable que la conduite du prince aurait excité une telle indignation en Angleterre, qu'il ne lui serait resté d'autre ressource que de s'enfuir en Hanovre, et que le roi n'aurait pas été réduit à le chasser de son palais. Mais Walpole, malgré ses talents et l'imposante majorité qui l'appuyait dans le parlement, était perdu dans

[1] *Letters of lord Chesterfield to Lyttleton*, œuvres complètes, vol. V, p. 428.

l'opinion publique. Quelque mauvaise que fût une cause, il suffisait que le ministre soutînt le bon droit pour que l'opinion publique se prononçât dans le sens opposé. Rappelons-nous qu'à cette époque le parlement était loin de représenter le pays. Sans l'appui d'un cens électoral aussi élevé, Walpole eût succombé depuis longtemps. Telle est la cause de cette apparente contradiction entre la faveur dont il jouissait dans les chambres, et de la défaveur dont il était l'objet dans le pays. Le prince de Galles profita de ce hasard et se vit par suite du message entouré de nouveau de cette popularité un moment éclipsée. Lorsqu'il se montrait au théâtre, il était acclamé avec enthousiasme. Un jour qu'il était allé voir représenter la tragédie de *Caton*, l'acteur qui remplissait le rôle principale venant à prononcer ces mots : « Quand le vice l'emporte, quand les méchants triomphent, le poste d'honneur est la vie privée ! » un tonnerre d'applaudissements éclata. On fut cependant choqué de voir le prince, suivant l'exemple de la foule, battre des mains à sa propre ovation.

Frédéric ne négligeait aucune occasion d'entretenir les sentiments favorable du public. Lorsque les aldermen et le lord maire de Londres vinrent le complimenter sur la naissance de sa fille, il eut soin de s'entourer d'un grand nombre de lords de l'opposition, chargés de distribuer aux magistrats des copies du message royal, et de faire ressortir le traitement cruel dont l'héritier présomptif était la victime. « Vous voyez, messieurs, disait Carteret, les menaces que l'on fait au prince afin de le décider à se séparer de nous ! Mais nous voilà tous ici, cependant. Comptez sur lui, il est ferme comme un roc. » Frédéric fit ensuite un long discours où il ne parlait que de son attachement pour la Cité de Londres, de son respect pour les commerçants, de son désir de les voir prospérer, du prix qu'il attachait à leur amitié. « Ce n'est pas moi, dit-il, en terminant, qui vous regarderai jamais comme des gueux (sturdy Beggars). » Allusion transparente et applaudie, à l'injurieuse expression échappée un jour à Walpole.

Ces promesses, ces flatteries, ces courbettes, atteignirent leur but. Frédéric vit grandir sa popularité, mais les applaudissements de la foule à son passage auraient dû lui paraître

une faible compensation du tort irréparable que sa scandaleuse opposition faisait à ce pouvoir royal dont il devait espérer être un jour investi. Une seule voix sage s'élevait auprès de lui pour l'avertir de sa faute. C'était celle de sa jeune femme qui, malgré ses dix-huit ans, voyait plus juste et plus loin que le brillant Chesterfield ou le profond Bolingbroke. Usant des seules armes de son âge et de son sexe, elle s'était plusieurs fois jetée aux genoux de Frédéric, pour le supplier de s'arrêter dans cette voie coupable. Mais, avec un tact au-dessus de son âge, en public et vis-à-vis du roi, elle prenait franchement le parti de son époux. C'était sur elle, sur une fantaisie déraisonnable de sa part, qu'elle rejetait le malencontreux voyage de Hampton-Court à Londres. Elle crut qu'une lettre adressée par elle au roi, et dans laquelle elle s'attribuerait tous les torts, pourrait peut-être apaiser l'irascible monarque, et, dans cet espoir, elle écrivit les lignes suivantes :

« Sire,

» C'est avec tout le respect possible que je prends la liberté de remercier très-humblement, Votre Majesté, de l'honneur qu'elle a bien voulu me faire d'être le parrain de ma fille. Je n'aurais pas manqué de venir moi-même la remercier de bouche; mais comme j'ai le malheur d'être privée de cet honneur à présent, j'espère que Votre Majesté ne trouvera pas mauvais que je prenne la liberté de le faire par écrit. Ma douleur est d'autant plus grande, que par la tendresse du prince, je me vois la cause innocente de sa disgrâce, et je me flatte que si j'avais eu la permission de me mettre aux pieds de Votre Majesté, j'aurais pu expliquer la démarche du prince d'une manière à adoucir le ressentiment de Votre Majesté. Que je suis à plaindre, Sire, quand une circonstance, si flatteuse pour moi et si agréable pour le public, est malheureusement devenue pour moi le triste sujet d'une désunion dans la famille. Je n'importunerai pas davantage Votre Majesté, que pour vous

assurer que, comme je vous dois tout mon bonheur, je me flatte que je vous devrai aussi bientôt le repos de ma vie.

» Je suis avec tout le respect imaginable,

» Sire,

» De Votre Majesté,

» *La très-humble et très-obéissante fille, sujette*
» *et servante,*

» AUGUSTE [1]. »

Cette lettre était simple et touchante, et cependant elle augmenta encore l'irritation du roi. La princesse Auguste n'avait pas dit un seul mot de la reine, et Caroline n'était pas femme à le pardonner. La réponse du roi, dictée sans doute par son épouse, fut remarquablement dure et sèche.

« Je suis fâché, madame, lui disait-il, qu'il soit arrivé aucune chose à vous donner la moindre inquiétude. C'est un malheur pour vous, mais qui ne vient pas de moi, que vous êtes impliquée dans les conséquences de la conduite inexcusable de votre mari. Je vous plains d'avoir été premièrement exposée aux plus grands dangers en l'exécution de ses desseins, et puis d'avoir servi de prétexte pour une suite d'indignités réitérées qui m'ont été faites. Je souhaiterais que quelques insinuations dans votre lettre eussent été omises, lesquelles cependant je ne vous impute pas, étant convaincu qu'elles ne viennent pas de vous.

» G. R. [2] »

[1] Lord Hervey, vol. II. La lettre est en français.
Lord Hervey. La lettre est en français.

Deux ou trois autres lettres furent encore échangées sans résultat entre le roi, la reine, et leur belle-fille. De guerre lasse la princesse renonça à ses tentatives. Toute communication cessa entre Norfolk-House et Saint-James, et le prince de Galles continua, nous dit lord Campbell, « à entraver de toute manière la marche du gouvernement de son père jusqu'au jour où, en 1751, on entendit le palais retentir de cette exclamation joyeuse : Fritz est mort ! »

Digitized by Google

CHAPITRE XV

Maladie de la reine. — Mélange de dureté et de tendresse du roi. — L'état de la reine va en s'empirant de jour en jour. — Le prince de Galles demande à voir sa mère. — Refus du roi. — Derniers moments de Caroline, son courage, sa résignation. — Ses dernières instructions. — Violent chagrin du roi. — Deuil et tristesse de la cour. — Chute de Walpole. — Conclusion.

On remarquait depuis quelque temps à la cour un singulier changement dans l'humeur de la reine. Cette fermeté douce qui donnait un si grand charme et une si grande sûreté à son commerce, avait fait place à une irritabilité nerveuse et à une certaine âpreté qu'on ne lui avait jamais vues jusqu'alors. On attribuait généralement ces saillies de mauvaise humeur au violent chagrin que lui avait causé la conduite dénaturée de son fils, et l'on supposait que le temps, en adoucissant l'amertume de cette douleur, rendrait à Caroline l'aménité qui la distinguait jadis. Mais loin de se rassénérer, la reine devenait de jour en jour plus morose. Elle se plaignait de sa santé, et parlait fréquemment de sa fin prochaine. George, le moins attentif de tous les maris, paraissait se préoccuper fort peu de la mélancolie de sa femme, et ne la dispensait en aucune occasion des fatigues que l'éti-

Digitized by Google

quette et la représentation imposent aux têtes couronnées. Le 9 novembre, cependant, Caroline se trouva mal dans sa nouvelle bibliothèque de Saint-James. Elle se plaignit de maux d'estomac très-violents et on fut obligé de la transporter dans son lit. Cependant, vers deux heures, le roi, avec une mauvaise humeur marquée, parla de faire décommander la réception qui devait avoir lieu le soir. La reine, bien qu'elle sentît toute la gravité de son état, affecta de se trouver beaucoup mieux ; elle supplia son époux de ne pas se préoccuper de cette indisposition : elle allait se lever et recevoir comme d'habitude. Elle parut en effet dans le grand salon, et chacun fut frappé de sa pâleur et de son changement. Elle fit cependant les honneurs du palais avec sa bonne grâce habituelle, s'efforçant de dire un mot à chacun. En dépit de tous ses efforts, à chaque minute son malaise devenait plus apparent. Au moment où le roi congédia les courtisans, il dit tout bas à la reine : « Vous avez oublié la duchesse de Norfolk. » La reine se dirigea d'un pas chancelant vers cette dame et lui fit, d'une voix entrecoupée, des excuses de son étourderie ; puis elle se traîna jusqu'à sa chambre et se coucha pour ne plus se relever.

La fille favorite de la reine, la princesse Caroline, fut la première à éprouver de sérieuses inquiétudes. Le premier médecin était un homme timide. Interrogé par la princesse, il répondit en termes ambigus, et se contenta de faire prendre un cordial à la reine. Pressé de questions, il manifesta le désir de faire appeler en consultation le docteur Bruxolhme, une célébrité médicale de l'époque. Mais Bruxolhme était le médecin attitré du prince de Galles, et la princesse hésita un instant, dans la crainte de déplaire au roi. Cependant elle prit sur elle de communiquer à son père et ses appréhensions, et le désir du docteur Raleigh. George, alarmé à son tour, donna immédiatement l'ordre d'appeler Bruxolhme. Les deux médecins crurent à une attaque de goutte dans l'estomac. Ils ordonnèrent de faire prendre à la reine les réactifs les plus violents. Plusieurs verres de scubac, de la serpentaire, le remède du docteur Raleigh, l'élixir de Daffy, de la menthe, furent administrés successivement à la malade. Les remèdes n'opérant aucun soulagement, le chirurgien Ranby tira douze once de sang à la malade ; le

lendemain matin, une nouvelle saignée fut pratiquée et la fièvre parut tomber. Tout le monde crut la reine hors d'affaire; elle seule ne conservait aucune illusion. « Ma pauvre Caroline, dit-elle à sa fille, nous sommes bien malades toutes deux [1] nous nous retrouverons bientôt dans un monde meilleur. »

Le roi avait montré toute la sensibilité dont il était capable ; il avait passé la nuit à veiller au pied du lit de sa femme ; mais, sitôt qu'il vit un peu de mieux se déclarer, la manie de l'étiquette reprit sur lui tout son empire, il donna l'ordre à la princesse Émilie de présider le grand lever, et, il recommanda avec grand soin à ses pages de coudre ses nouvelles manchettes brodées sur la chemise qu'il devait mettre en cette occasion. Lord Hervey qui, dès le premier moment, avait jugé le danger imminent, songea à faire avertir Walpole. Il s'adressa à cet effet au duc de Newcastle. Celui-ci, avec sa manière d'être cauteleuse et gauche, s'inclina, balbutia, promit d'écrire sur-le-champ, et bref, oublia ou feignit d'oublier cette mission. Le perfide ministre qui cherchait toutes les occasions d'accroître son crédit auprès du roi, ne devait pas sans doute négliger l'occasion de se trouver seul auprès du monarque dans ce moment critique. Hervey, devinant les secrètes intentions de Newcastle, adressa lui-même à Walpole un avis des plus pressants.

Pendant la soirée, les plaintes de la reine devinrent de plus en plus vives. « Je souffre d'un mal que vous ne connaissez pas, » disait-elle à ceux qui l'entouraient. Ces paroles furent prises par les assistants pour une de ces phrases banales si ordinaires aux malades. Durant la nuit, deux nouveaux médecins furent appelés ; on eut recours à de nouvelles saignées, à de nouvelles potions ; la fièvre, qui avait repris, tomba de nouveau, mais les vomissements continuèrent avec plus de fréquence que jamais.

Le vendredi matin, on apprit que le prince de Galles avait quitté Kew, et qu'il était revenu à Londres. On se douta que l'intention de Frédéric était de venir en personne au palais sa-

[1] La princesse Caroline était attaquée de la poitrine.

voir des nouvelles de sa mère. Le roi fut consulté. « Si le drôle, dit-il, avec ses airs hypocrites de respect et de tendresse, ose venir à Saint-James, je vous ordonne de lui dire que je suis surpris de son insolence, qu'il connaît mes intentions, et que je le prie de retourner à ses affaires. Sa pauvre mère n'est pas en état d'assister à cette basse, fausse et dégoûtante comédie, et quant à moi, je ne suis pas d'humeur à supporter ses impertinences. »

Une heure après cette conversation, lady Pembroke, une des dames de la princesse, fit demander le duc de Cumberland. Le prince, accompagné de lord North et de lord Hervey, fit introduire cette dame ; elle lui fit part du désir très-vif qu'exprimait le prince de Galles d'être admis à voir sa mère. « C'est uniquement dans ce but, » ajouta-t-elle, « que Son Altesse Royale est revenue à Londres. » Le jeune duc refusa de se charger de la commission, et pria lord Hervey de s'en acquitter à sa place. Le message ne pouvait être plus mal adressé. On sait que lord Hervey était l'ennemi personnel de Frédéric ; il alla sur le champ trouver le roi, l'informa de ce qui se passait, et présenta la requête du prince sous son jour le plus défavorable. « Je ne m'étais donc pas trompé ! » s'écria George, « voilà le pendant de cet agenouillement dans la boue à la portière du carrosse de ma pauvre femme, après un mutisme insolent de deux heures... Il veut insulter sa mère mourante, mais il ne la verra pas. Vous, ainsi que toutes mes filles, vous l'avez entendue, me recommander instamment cette année à Hampton-Court, si elle se trouvait mal ou si elle était sans connaissance, de ne jamais laisser le drôle approcher d'elle. Elle savait bien que si elle avait sa tête, elle n'y consentirait point. Non ! non ! il ne viendra pas... D'ailleurs, la reine n'est pas en état de supporter l'émotion que lui causerait sa vue... Dites à lord North que je ne veux plus être assommé (*plagued*) de ces sots messages. »

Ces dures paroles étaient la seule réponse que le roi consentait à donner à son fils. Lord Hervey, malgré sa malveillance pour le prince, trouva le procédé brutal, et craignit les conséquences qui pourraient en retomber sur lui. Après une longue discussion, il obtint enfin la permission de mettre par écrit les

lignes suivantes : « On a communiqué au roi le message remis par lady Pembroke ; Sa Majesté nous ordonne de dire que dans l'état actuel de la reine, il ne trouve pas convenable que le prince visite sa mère, et, en conséquence, il ne compte pas le voir à Saint-James. »

Le roi exigea cependant que la feuille de papier qui contenait ces mots ne fût pas remise à lord North. « Je lui permets seulement de l'apprendre par cœur, » dit-il. Dans l'après-midi, la reine manifesta au roi l'étonnement où elle était que *le Griffon* (surnom donné au prince dans la famille royale) n'eut pas envoyé demander l'autorisation de la voir. « Tôt ou tard je serai ennuyée de quelque requête semblable, car il croira que cela fera bon effet dans le monde ; peut-être espère-t-il que je serai assez folle pour le laisser venir et lui donner le plaisir d'entendre mon dernier soupir. Il aurait de la sorte la joie d'apprendre que je suis morte, une minute avant que la nouvelle lui en soit donnée à Pall-Mall. »

Le roi prit le meilleur moyen de dissiper ces inquiétudes ; il lui raconta ce qui venait de se passer, en ajoutant toutefois qu'elle pourrait voir son fils aussitôt qu'elle en manifesterait le désir. « Je suis si loin de désirer le voir, » reprit la royale malade, « qu'il n'y a qu'un ordre absolu de vous qui pourrait m'y faire jamais consentir... Car pourquoi le verrais-je ? Pour qu'il me fasse une centaine de mensonges, pour qu'il me donne mal à propos de violentes émotions. Si je pouvais lui dire quelque chose qui le changeât, je le verrais de tout mon cœur ; mais je sais que c'est impossible. Quelque conseil que je lui donnerais, il m'en remercierait, *pleurerait comme un veau* tout le temps que je parlerais ; il jurerait de suivre mes avis, mais il n'aurait pas le pied hors de la chambre, qu'il se mettrait à rire, et du moment où je n'y serais plus, il ferait juste le contraire de ce qu'il m'aurait promis. Aussi, si mon état s'empire, et si je suis assez faible pour vous demander de le voir, je vous supplie, sire, de croire que je radote ou que je suis en délire [1]. »

[1] Lord Hervey, vol. II. Les mots soulignés sont en français.

Digitized by Google

S'il n'était pas affecté, ce ressentiment implacable que les approches même de la mort ne pouvaient adoucir, est une tache ineffaçable dont restera souillée la mémoire de Caroline. On se demande cependant si la mourante, en vue de plaire à son époux, n'exagérait pas la haine qu'elle éprouvait pour son fils, ou bien, si à ces heures solennelles ou les passions de ce monde semblent si misérables, où les colères s'apaisent, où la pensée de Dieu et de sa justice survit seule dans l'âme terrifiée, Caroline ne croyait pas obéir à sa conscience, en refusant au fils dénaturé les dernières bénédictions maternelles ; peut être espérait-elle que le remords pénétrerait dans cette tête légère, et que plus le châtiment serait sévère, plus il servirait à faire rentrer le coupable en lui-même.

Le samedi 12 novembre, en pénétrant aux premières lueurs du jour dans l'appartement de sa femme, le roi lui murmura à l'oreille qu'il commençait à craindre que sa maladie ne provînt de cette secrète infirmité dont il lui avait juré de ne plus jamais lui parler, mais qu'il croyait maintenant de son devoir de dire au médecin tout ce qu'il savait et tout ce qu'il craignait. La pauvre princesse le supplia avec instance de n'en rien faire. Le roi, sans céder à ses prières, fit appeler le chirurgien Ranby ; il lui confia qu'il craignait que la reine n'eût une hernie, et le pria de procéder à un soigneux examen. Caroline poussait si loin la répugnance à cet égard, que le chirurgien eut une peine infinie à constater sa maladie réelle. — Lorsqu'il se fut assuré de l'état des choses, il prit le roi à part et lui confia avec désespoir que, s'il eût su deux jours plus tôt ce qu'il venait d'apprendre, la reine serait rétablie et en état de marcher.

Pendant cet entretien, la reine se retourna sur le côté, et le roi raconta, qu'il vit alors couler sur les joues de sa pauvre femme, la seule larme qu'elle versa pendant tout le cours de sa maladie.

« Il y a quatorze ans, raconta le roi à lord Hervey, que je me suis aperçu pour la première fois de cette infirmité, mais la reine m'affirma que cet état était commun à toutes femmes dont les couches avaient été pénibles. Cela me rassura et la reine parut rétablie pendant plusieurs années. Quand je remarquai de nouveau des symptômes alarmants, et principalement à

mon dernier retour de Hanovre, je lui manifestai mes craintes et je la suppliai de voir un chirurgien. Mais elle parut si troublée et se fâcha tellement contre moi, que je lui dis que j'espérais qu'elle n'aurait pas à se repentir de son obstination. Je lui promis néanmoins de ne jamais aborder ce sujet tant qu'elle vivrait. »

Le roi n'ajouta pas, que la reine craignait sans doute pardessus toutes choses, d'inspirer un sentiment de répulsion à son volage époux, et cependant il est plus que probable que telle était la cause de cette répugnance invincible à confesser son mal et à assurer sa guérison. La conviction universelle de tout ceux qui approchèrent la reine dans ses derniers moments fut, que plutôt que de faire cet aveu, elle serait morte sans se plaindre, sachant que le manque de soins la tuerait et que le remède était des plus aisés.

Les chirurgiens, après une longue consultation, repoussèrent la proposition de l'un d'eux, qui voulait tenter une opération des plus périlleuses. Cependant la gangrène s'était mise dans la plaie, et les médecins, après le pansement, prirent à part la princesse Caroline (la fille de la reine) et lui annoncèrent que tout espoir était perdu. Le roi fut également prévenu. Il manifesta le plus violent désespoir, mais avec ce mélange de brutalité et de sensibilité qui lui était habituel, il se chargea lui-même de la pénible mission de dire à la reine qu'elle touchait à ses derniers moments. Il ne mit aucun ménagement dans ses expressions, et répéta mot pour mot tout ce que les médecins lui avaient dit. Caroline, sans montrer la moindre faiblesse, donna l'ordre de faire sortir de sa chambre tous les assistants, à l'exception de sa famille. Le roi, le duc de Cumberland et ses filles restèrent donc seuls auprès de la mourante; Caroline les pria d'une voix ferme de ne pas la quitter jusqu'à son dernier soupir; puis, s'adressant au roi : « J'ai peu de chose à vous dire, fit-elle; je vous ai toujours confié toutes mes impressions sur les hommes et sur les choses, aussitôt qu'elles me venaient à l'esprit, il ne me reste donc rien à vous communiquer. Ceux que j'aime et ceux que je n'aime pas, ceux pour lesquels je voudrais que vous fassiez quelque chose, vous les connaissez aussi bien que moi, et je suis sûre que

ce serait vous donner ainsi qu'à moi, en ce moment, une peine inutile que d'ajouter quelques recommandations particulières. »

Elle parla peu à la princesse Émilie. Quant à la princesse Caroline, elle lui recommanda de prendre soin de ses jeunes sœurs.

« Pauvre Caroline, dit-elle, voilà un beau legs que je vous fais, le soin d'élever ces deux pauvres petites choses! Quant à vous, Guillaume, s'adressant au duc de Cumberland, vous savez que je vous ai toujours aimé tendrement et que j'ai placé en vous mes plus chères espérances. Montrez-moi votre reconnaissance par votre conduite vis-à-vis du roi [1]. Soyez un ferme appui pour votre père, redoublez d'attentions envers lui, afin de compenser les chagrins que lui cause l'ingratitude de votre frère. C'est sur vous seulement que je compte pour soutenir l'honneur de la famille quand votre père ne sera plus.

N'entreprenez jamais rien contre votre frère. Tâchez de ne lui causer d'autre chagrin que celui de la mortification que lui fera éprouver votre supériorité sur lui. »

Elle donna ensuite quelques avis à la princesse Caroline sur la manière d'élever ses deux jeunes sœurs, puis ôtant de son doigt un rubis que le roi lui avait donné à l'époque de son couronnement, et le passant au doigt de son époux : « Ceci est la dernière chose que j'ai à vous donner. Nue je suis venue à vous, et nue je vous quitte. C'est de vous que je tiens tout ce que je possède, c'est à vous que je rends tout ce qui m'appartient..... Vous trouverez mon testament bien court. Je vous lègue tout. » Elle demanda ensuite ses clefs et les lui remit. Puis elle supplia George de se remarier. Le roi en entendant cette recommandation suprême fondit en larmes. « Non, non, lui disait-il, d'une voix entrecoupée de sanglots, non j'aurai des maîtresses. » A quoi la reine se contenta de répondre en

[1] Le duc avait alors quatorze ans et sept mois, il se rappela les injonctions de sa mère. Sa maxime, dit Horace Walpole, était de tout supporter de la part de son frère, lorsqu'il monterait sur le trône, plutôt que de donner un exemple de désobéissance à l'autorité royale.

soupirant : « Ah ! mon Dieu, cela n'empêche pas ! » Le triste son de voix avec lequel elle articula ces derniers mots, tel fut le seul reproche que la trop soumise épouse adressa jamais au mari infidèle.

Ces adieux pénibles avaient cruellement épuisé la reine ; lorsqu'elle eut achevé de donner à sa famille ses dernières instructions, elle tomba dans un demi-assoupissement durant lequel le roi répétait sans cesse : « Elle est mourante, elle va passer dans son sommeil. C'est fini, elle ne souffrira plus. » Cependant lorsque Caroline se réveilla, elle dit qu'elle se sentait beaucoup mieux. « Je sais, ajouta-t-elle, que ce n'est qu'un répit destiné à me faire souffrir plus longtemps. Je désirerais toucher au terme, car je ne puis en revenir, mais ce triste cœur ne veut pas se briser encore. J'irai probablement jusqu'à mercredi, car tous les événements remarquables de ma vie ont eu lieu ce jour-là. Je suis née un mercredi, je me suis mariée un mercredi, je suis accouchée de mon premier enfant un mercredi, j'ai appris la mort du feu roi un mercredi, j'ai été couronnée un mercredi, je mourrai certainement ce jour-là. »

Quarante-huit heures se passèrent dans l'attente constante du fatal événement. Walpole avait enfin été prévenu ; le roi en le voyant arriver le fit entrer dans la chambre de la reine. L'entrevue fut courte ; mais Caroline, avec cette bonté qui ne lui faisait pas un instant défaut au milieu des plus cruelles souffrances, s'efforça d'adresser au ministre quelques gracieuses paroles. « Mon pauvre sir Robert, lui dit-elle, vous me voyez dans un triste état. Je n'ai rien à vous dire, sinon que je recommande à votre dévouement, le roi, mes enfants et le royaume. »

Si quelque chose put adoucir le coup que la mort de la reine allait porter à Walpole, ce furent ces flatteuses paroles. C'était à la fois, une récompense pour le passé, et une garantie pour l'avenir.

Le roi n'oublia pas les recommandations de la mourante. Quelque temps après il montra à Walpole une lettre arrêtée à la poste, et dans laquelle on se réjouissait de la chute du ministre, qui avait perdu son unique protectrice. « C'est faux, dit le roi, car vous savez bien qu'elle m'a recommandé à vous. »

Les jours suivants un mieux se déclara et les médecins conçurent un instant quelque espoir. La gangrène ne faisait pas de progrès et la fièvre n'était pas forte. Durant ce répit, les âmes pieuses commencèrent à s'étonner qu'aucun secours religieux n'eût été donné à la reine. La sourde rumeur que Caroline ne mourrait pas comme une chrétienne se répandit jusque dans le peuple. Walpole, toujours préoccupé de l'opinion publique, jugea prudent de faire tomber ces bruits; il s'adressa donc à la princesse Émilie, et lui dit, devant une demi-douzaine de personnes qui étaient loin de partager les sentiments irréligieux du ministre : « Il faut que cette farce ait lieu. L'archevêque s'en acquittera à merveille. Vous pouvez lui dire d'être aussi court qu'il le voudra. Cela ne fera à la reine ni bien ni mal, et cela satisfera tous ces fous qui nous appellent athées, parce que nous n'avons pas la tête aussi faible qu'eux [1] »

Cette pieuse admonestation détermina la princesse à se conformer aux désirs du ministre, et à les communiquer au roi, qui ne fit aucune objection. On s'étonnera moins que la reine, qui n'était nullement incrédule, n'ait pas été la première à réclamer les secours religieux, lorsqu'on saura que préoccupée toute sa vie de controverse, Caroline s'était fait sur ces matières une opinion particulière, et que l'Église épiscopale n'était nullement à ses yeux la véritable Église du Christ. Elle ne refusa cependant pas de voir l'archevêque Potter, mais elle ne voulut jamais recevoir le sacrement de ses mains. Le prudent prélat, interrogé par les dévotes de la cour sur ce point délicat, se tira d'affaire à l'aide d'une habile réticence. « La reine a-t-elle communié? lui demandait-on. — Sa Majesté est dans les dispositions les plus édifiantes, » répondait-il. La vérité finit cependant par être connue, mais les apparences étaient sauvées.

Les soins passionnés dont le roi entoura sa femme pendant les derniers jours ne se relâchèrent pas un instant; il passait ses nuits et ses journées au chevet du lit de sa femme; tantôt pleurant, tantôt grondant, car le chagrin n'avait pu réussir à dompter entièrement ce naturel violent. De temps à autre la

[1] Lord Hervey. Coxe, *Walpole*.

malade elle-même n'était pas à l'abri de ses boutades. Se plaignait-elle de ses insomnies. « Comment voulez-vous dormir, lui disait-il brusquement, vous ne restez pas un instant en place. Avalez donc cette potion, vous l'avez demandée; comment ne savez-vous pas ce que vous aimez et ce que vous n'aimez pas? si vous ne l'aimez pas pourquoi la demander, si vous l'aimez pourquoi ne pas la prendre? » La pauvre femme, qui jamais n'eut un mot de reproche pour son mari, qui au milieu des angoisses même de la mort s'efforçait de l'accueillir avec un sourire, qui de sa main acceptait les médecines les plus répugnantes, ne pouvait en ce moment avaler, la paralysie avait gagné le gosier. « Je suis bien sotte, bien fantasque, répondit-elle, mais je ne puis, le dégoût que j'éprouve est trop fort. » Quelques moments après, ses yeux devinrent fixes, et le roi de s'écrier : « Mon Dieu, qu'est-ce que vous regardez? comment peut-on fixer ses yeux comme ça? on dirait un veau à qui on vient de couper la gorge. » Et cependant en dépit de cette brutalité, George pleurait sa femme avec un désespoir aussi vrai et aussi profond que celui du plus tendre amant perdant une maîtresse adorée. Sitôt qu'il sortait de cette chambre de douleur, il se répandait en paroles désolées, en éloges incessants de celle qu'il allait perdre. « C'est la meilleure tête, le meilleur cœur que jamais le Tout-Puissant ait donné a une créature humaine, homme ou femme. Je ne l'ai jamais vu de mauvaise humeur. Je ne me suis jamais ennuyé une minute auprès d'elle, aucune autre femme sur la terre ne m'eût rendu heureux... Avec elle, tout le brillant, tout l'enjouement de cette cour disparaîtront. Comme elle soutenait sa dignité avec grâce, avec politesse, avec douceur... » Nous remplirions des pages entières si nous voulions rapporter tous les éloges que le roi fit de sa femme à ces tristes moments.

Le prince de Galles fut convenable, c'est ce qu'on peut dire de plus favorable sur son compte ; plusieurs fois par jour, il envoyait aux nouvelles, et l'on affirme qu'il fit demander à la reine, puisqu'il ne pouvait la voir, de lui envoyer sa bénédiction. La reine céda-t-elle ou non, à cette prière? Les versions varient à cet égard. Horace Walpole, le père du ministre, assure que sir Robert, dans la dernière entrevue qu'il eut avec

la reine, fut chargé par elle d'apporter à Frédéric un témoignage de son pardon ; lord Hervey est également affirmatif dans le sens opposé, et l'opinion la plus accréditée alors fut, selon le vers cruel de Chesterfield :

Que, sans pardonner, sans être pardonnée, elle mourut!

(*Unforgiving unforgiven dies* [1] *!*)

L'amélioration qui s'était produite pendant cette semaine, ne fut pas de longue durée. La gangrène, un instant circonscrite, s'étendit bientôt avec une effrayante rapidité. De jour en jour, la malade s'affaiblissait davantage. Cependant, sa sérénité ne l'abandonna pas un instant. Venait-elle à pousser quelques gémissements occasionnés par les tortures chirurgicales qu'on lui faisait subir, elle demandait aussitôt pardon aux médecins de ces marques involontaires d'impatience. Le samedi soir, 20 novembre, elle demanda au docteur Tessier : « Combien de temps pensez-vous que cela puisse durer ? » — « Je crois que Votre Majesté sera bientôt soulagée, » répondit-il. — « Tant mieux ! » dit-elle d'une voix calme. — Puis elle se mit à réciter à haute voix une prière de sa composition. A dix heures du soir, pendant que le roi était couché et endormi sur un matelas au pied de sa femme, et que la princesse Émilie reposait sur un lit de sangle dans le coin de la pièce, la reine commença à râler. Mistress Purcell (la première femme de chambre) ayant donné l'alarme, chacun fut sur pied en un instant, et l'on alla chercher en toute hâte les autres membres de la famille royale.

[1] Pope, dans une épître qui parut l'année suivante, se montra encore plus amer et plus injurieux, car ses attaques étaient recouvertes du voile de la plus insidieuse ironie. Suspends, disait-il, ces tristes vers sur l'urne de Caroline.

« Saluons le passage aux domaines du repos de celle qui nous quitta, sa mission accomplie et *tous ses enfants bénis*. »

Caroline comprit ce que signifiait l'arrivée inattendue de tous ses enfants. « Ne pleurez pas, leur dit-elle, mais mettez-vous à genoux et priez. » La princesse Émilie lut les prières des agonisants, la reine faisait les réponses. « Parlez plus haut, dit-elle au bout de quelques instants, je n'entends point. » Puis elle fit un signe de la main, se souleva à moitié, et retomba sans vie sur son oreiller.

Nous espérons avoir assez mis en lumière, durant le cours de ce récit, celle dont nous venons de raconter les derniers moments, pour que le lecteur ait pu se former par lui-même une opinion réfléchie sur son caractère. Aussi, résumerons-nous seulement en quelques mots l'impression personnelle que nous éprouvons en présence de cette remarquable figure historique. Au point de vue politique, la carrière de la reine nous semble irréprochable. Caroline était le véritable roi des trois royaumes, et jamais son influence prépondérante ne fut employée au détriment ni de l'honneur, ni des libertés du peuple qu'elle gouvernait sous le couvert de son faible époux. Élevée dans toutes les traditions de l'absolutisme, elle sut plier une humeur naturellement fière et dominante, aux exigences d'un gouvernement représentatif. Violemment et personnellement attaquée, le ressentiment et la colère ne l'emportèrent jamais au delà des bornes de la justice et de la légalité. Elle ne se laissa point aveugler par la conscience de sa valeur personnelle, et toutes les fois qu'elle se trouva en désaccord avec Walpole, elle eut non-seulement la sagesse de s'incliner devant l'opinion de son ministre, mais le courage, plus rare encore, de se faire auprès du roi l'avocat d'une cause qui n'était pas la sienne. Grâce à elle, George, pendant ces dix années, fit l'apprentissage de son rôle de souverain constitutionnel. Qui sait, si ce n'est pas à la reine Caroline, que la maison de Brunswick doit son maintien sur ce trône, jadis chancelant, et maintenant le plus solide de l'Europe ?

Dans la vie privée, Caroline ne mérite pas sans doute un éloge aussi complet. Sa complaisance inouïe pour le roi, son inflexible sévérité pour son fils, sont des taches dont nous n'essayerons pas de laver sa mémoire. Disons toutefois, à son honneur, que l'épouse si indulgente pour les infidélités de son

époux se montra pour elle d'une sévérité exemplaire, et que jamais la calomnie la plus audacieuse n'osa ternir du moindre soupçon la vertu de Caroline. Ajoutons encore que Frédéric fut le seul, parmi les enfants de la reine, qui ait pu se plaindre, à juste titre, des procédés d'une mère qui entoura ses filles et son second fils des soins les plus tendres et de l'affection la plus dévouée. Lorsque le temps, qui refroidit les haines, qui dissipe les préjugés, qui reste sourd à la voix de la flatterie et qui fait justice des engouements irréfléchis, eut pesé cette mémoire dans la balance de l'histoire, le caractère de la reine sortit victorieux de cette redoutable épreuve. Un noble cœur et une grande intelligence, telle est l'idée qui reste attachée au nom de Caroline d'Anspach.

Le désespoir du roi fut plus profond et plus durable que l'égoïsme, dont il donnait des preuves si journalières, n'auraient pu le faire supposer. Quand la reine eut rendu le dernier soupir, George se jeta sur ce corps inanimé et le couvrit de larmes et de baisers. A dater de ce jour néfaste, jamais il ne prononça le nom de Caroline sans des pleurs dans la voix et dans les yeux. Tantôt il aimait à s'étendre, durant des heures entières, sur les grâces et les vertus, le charme incomparable de sa femme, tantôt il paraissait éviter avec soin toute allusion à celle qu'il avait perdue; il haïssait surtout ces compliments de condoléance qui, ne partant point du cœur, ne faisaient que raviver son chagrin, sans lui offrir la compensation d'une sympathie véritable. Quelques jours après la mort de sa femme, on le vit entrer dans le salon, pleurant et riant à la fois. « Vous me croirez fou, dit-il, mais je viens de voir le pauvre Horace Walpole pour la première fois, et il pleure de si mauvaise grâce, qu'au milieu de mes larmes il m'a fait rire. » Si ce ridicule personnage avait réussi à égayer un instant le roi, il n'eut pourtant guère à se louer du résultat inattendu de ses larmes, car George savait que sa femme le haïssait et le méprisait, et c'était là, aux yeux du monarque, un crime que rien ne pouvait racheter. Ceux, au contraire, qui avaient sincèrement aimé Caroline, étaient sûrs d'occuper toujours le premier rang dans les bonnes grâces du roi. En un mot, l'influence de Caroline sur l'esprit de son époux fut si grande, que son action se fit sentir bien

longtemps après que celle qui l'avait exercée eût disparu de la scène du monde. Jusqu'à son dernier jour, George pleura et regretta la compagne de sa jeunesse, et la dernière volonté qu'il exprima fut que leurs cendres se mêlassent dans la même tombe.

« Avec la reine, s'était écrié George, au plus fort de sa douleur, tout l'enjouement, tout le brillant de cette cour vont disparaître ! » Il disait vrai; la mort de Caroline porta une cruelle atteinte à la cour d'Angleterre, passée désormais à l'état de souvenir, à cette puissante institution dont la chute irrévocable fut déterminée par le renvoi de Walpole et l'humiliation de George II. Rappelons-nous ce qui a été dit au commencement de cet ouvrage : l'entourage d'un roi ne constitue pas une cour. Un roi qui ne gouverne pas, un roi qui ne dispose pas des places les plus importantes et des principaux honneurs de son État, un roi qui ne nomme ses ministres que pour la forme, un roi qui n'est pas le maître de récompenser ses favoris à sa guise; un véritable roi constitutionnel, en un mot, a une maison, un état-major, mais n'a pas une cour. L'extrême opposé amène des résultats semblables. Un monarque véritablement absolu, un monarque dont le pouvoir n'est pas restreint dans certaines limites par les obstacles que lui oppose une aristocratie puissante, un potentat comme le Grand-Seigneur, ou comme l'empereur de Russie, se trouve à cet égard dans une situation analogue. Une cour est un accident historique. Il a fallu la fusion violente opérée au seizième siècle entre deux formes de gouvernement opposées, entre l'aristocratie toute-puissante du moyen âge, et la monarchie absolue inaugurée par Charles-Quint, pour produire cette anomalie étrange qu'on a nommée une cour. A cette époque de transition, où la noblesse, fière de sa splendeur, de sa puissance passée, courbait en frémissant la tête sous le joug d'un maître jadis peu respecté, maintenant irrésistible, une cour avait sa raison d'être, et son rôle politique. Le roi, obligé de ménager dans une certaine mesure les grands de son royaume, les désarmait en les flattant, en les couvrant de distinctions honorifiques, en leur accordant même une part de pouvoir, à la condition qu'ils marchassent fidèlement dans les voies qu'il traçait devant eux. Chacune des nations de l'Europe passa successivement par cette

phase gouvernementale, et nous savons tous à quel moment précis les cours de France et d'Espagne cessèrent d'exister. Une révolution, un changement de dynastie, une constitution nouvelle, marquent la dernière étape de la route parcourue de concert par une aristocratie héréditaire et par une monarchie absolue. En Angleterre, la ligne de démarcation semble plus difficile à établir. La forme du gouvernement qui régit actuellement les trois royaumes est en apparence la même aujourd'hui qu'il y a deux siècles ; et cependant il serait absurde de nier que les cours d'Élisabeth, de Charles Ier et de Charles II ne fussent pas taillées sur un modèle à peu près analogue aux cours de Louis XIV et de Philippe II; il serait également absurde de prérendre que de nos jours, une cour, dans le sens que ce mot comportait jadis, entoure encore la reine Victoria.

Quoique d'une importance secondaire, ce problème historique n'était pas dénué de tout intérêt, car le résoudre c'était déterminer d'une façon précise l'époque, où sans révolution, sans bouleversement, sans modification apparente, le gouvernement des rois de la Grande-Bretagne, d'actif qu'il était jadis, était devenu en quelque sorte passif. Nous espérons avoir démontré que ce fut sous le règne de George II que ce changement s'accomplit. Jusqu'à lui les souverains, ses prédécesseurs, avaient pu imposer un ministre de leur choix aux chambres et au pays. En montant sur le trône, George II se trouvait encore en pleine possession de ce pouvoir. Nul doute que s'il eût voulu chasser Walpole, les lords et les communes se fussent inclinés devant la manifestation de sa volonté. Pendant dix ans, le roi, dirigé par Caroline, avait maintenu son ministre, malgré la redoutable opposition d'une partie de la chambre, et la haine que l'administration inspirait à la majorité du pays. Il était facile de voir cependant, que le prestige de la royauté allait en s'affaiblissant, et que bientôt sonnerait l'heure où le pays ne serait plus gouverné par un ministre choisi par le souverain, mais par des hommes désignés par la faveur populaire. La prudence, la fermeté, l'adresse de Caroline avaient retardé la crise; mais du jour où un des deux champions du pouvoir royal avait disparu, l'autre ne devait pas tarder à succomber.

Pour ne pas laisser notre tâche en apparence incomplète, il

aurait donc fallu raconter en détail les événements qui remplirent les quatre dernières années du ministère de Walpole. Mais cette marche, quoique plus logique, était en désaccord avec le plan que nous nous étions tracé à l'avance. Nous avons toujours voulu mener de front, la politique et les intrigues de cour. Tant que la reine Caroline vécut, tant que son influence puissante et douce rayonna autour d'elle, nous pouvions espérer intéresser le lecteur, en lui racontant simultanément l'histoire secrète du palais, l'histoire publique de la nation. Caroline descendue dans la tombe, il fallait renoncer entièrement à la partie anecdotique de cet ouvrage. Quel est, en effet, le tableau que nous aurions eu à tracer, de la cour assombrie de George II? Le roi passait la moitié de l'année dans son électorat, et consacrait les six autres mois à la société exclusive de sa maîtresse et de deux ou trois favoris. Sa douleur, sincère cependant, ne l'avait pas empêché d'avoir des favorites, ainsi qu'il l'avait lui-même annoncé à Caroline. Il avait abandonné lady Deloraine et fait revenir de Hanovre la belle Walmoden, à laquelle il avait accordé le titre de comtesse de Yarmouth (1738). Mais cette concession faite à l'emportement de ses passions, le reste de sa conduite témoignait des regrets violents qu'il éprouvait pour la perte de sa femme, et le deuil le plus sévère assombrissait la cour. La troisième fille du roi, Caroline, s'affaiblissait de jour en jour, et la prévision de sa fin prochaine contribuait encore à épaissir le voile de tristesse répandu sur l'intérieur royal. Loin de réconcilier le père et le fils, la mort de Caroline avait servi à redoubler leur haine mutuelle, et les courtisans flottaient indécis, ne sachant s'ils devaient adresser leurs hommages au soleil levant ou au soleil couchant. Une seule de ces raisons aurait suffi à priver momentanément la cour d'Angleterre de sa splendeur accoutumée. Avant de terminer notre récit, nous allons raconter en quelques mots, l'événement qui retira pour toujours à cette cour son prestige, en la dépouillant de son importance politique.

Walpole, en perdant son protecteur, avait dû croire son crédit ébranlé auprès du roi, et le public s'attendait généralement à un changement de ministère. Ces appréhensions et ces espérances ne furent pas justifiées. George montra à son ministre

une confiance et un attachement plus grands encore que par le passé. La recommandation suprême de la reine avait créé entre ces deux hommes un lien indissoluble. L'opposition, trompée dans son espoir à la mort de Caroline, comme elle l'avait déjà été à la mort de George Ier, subit avec résignation l'ascendant croissant du favori. Cependant, sans que nul ne soupçonnât son approche, la tempête qui allait emporter le ministère se formait déjà à l'horizon.

Le traité de Séville (1729) avait prétendu replacer le commerce maritime de l'Angleterre sur le pied qu'il occupait précédemment. Mais l'âpreté au gain et l'astuce des commerçants anglais déjouaient à chaque instant, les précautions que la diplomatie avait prises pour rendre la fraude impossible. Selon les stipulations du traité, la compagnie du Sud n'était autorisée à envoyer dans les colonies espagnoles de l'Amérique qu'un seul vaisseau marchand. Les Anglais, usant de toutes sortes d'artifices pour éluder cette restriction, inondaient le Nouveau-Monde de leurs produits. Les croiseurs espagnols s'emparaient fréquemment des contrebandiers, auxquels ils infligeaient les tortures les plus cruelles. Les deux gouvernements, assaillis de plaintes réciproques, s'épuisaient en négociations, pour se faire rendre les vaisseaux parfois indûment capturés, ou pour obtenir des indemnités équivalentes au dommage supposé. Walpole, toujours désireux d'éviter la guerre, finit par conclure, avec le cabinet de Madrid, une convention par laquelle les Espagnols se reconnaissaient débiteurs, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, d'une somme de deux millions environ. L'opinion publique s'était vivement préoccupée des outrages faits aux marins anglais. Un certain capitaine Jenkins prétendait avoir eu les oreilles coupées par les Espagnols, et il avait produit quelques années auparavant, à la barre des communes, la preuve palpable de son martyre, deux lambeaux de chair qu'il portait toujours sur lui enveloppés dans du coton [1]. Cette

[1] Dans l'enquête qui eut lieu à ce sujet, un membre de la chambre demanda à Jenkins quelles avaient été ses impressions, lorsqu'il s'était trouvé dans les mains de ces barbares? « J'ai recommandé, répondit-il, mon âme à Dieu, et ma cause à mon pays! » Lord Mahon, vol. II.

histoire fut réchauffée. D'autres, plus terribles encore, circulèrent dans le peuple. « Le sang de nos marins répandu comme de l'eau, l'honneur de notre pavillon outragé, nos vaisseaux ou capturés, ou soumis à un insolent droit de visite, ce ne sont pas là des griefs imaginaires, s'écriaient, aux applaudissements de la foule, les orateurs de carrefour; et quelle est la compensation réclamée par notre gouvernement pour effacer ces mortels outrages? Cent misérables mille livres sterling! »

L'opposition saisit avec joie l'occasion favorable qui lui était offerte, et, dans la session de 1739, la convention signée par le ministère fut attaquée avec une violence sans exemple. Walpole l'emporta cependant encore, mais sa majorité, naguère si nombreuse, se trouva réduite à vingt-huit voix. Windham, espérant porter un coup décisif à son ennemi ébranlé, vint déclarer, au nom des principaux membres de l'opposition, que leur conscience leur défendait de remplir plus longtemps leur mandat de *sénateur* et de siéger dans un parlement soumis à de si honteuses influences! A la suite de ce discours, soixante membres se levèrent et quittèrent l'assemblée.

Ce fut là le dernier sourire que la fortune accorda à son ancien favori. Walpole salua avec joie l'impolitique retraite de ses ennemis. « Je les remercie, s'écria-t-il, d'avoir enfin levé le masque, car il est plus aisé de se défendre contre des rebelles déclarés, que de se garder contre des traîtres qui conspirent dans l'ombre. »

Délivré de l'opposition, le ministère se trouva maître absolu des chambres, mais son triomphe fut de courte durée. Le gouvernement espagnol apporta une mauvaise foi manifeste dans l'exécution de la convention. Le silence qui s'était fait dans les communes redoubla les clameurs du pays, et, pour comble d'infortune, le cabinet lui-même vit, pour la première fois, la division se glisser dans son sein. Le perfide Newcastle, nourrissant depuis longues années l'espoir de supplanter son rival et son collègue, poussait secrètement le roi à la guerre, et George, dont nous connaissons les prétentions militaires et les instincts belliqueux, n'écoutait que trop ces insinuations intéressées. Walpole, insulté par le pays, joué par l'Espagne, pressé par le roi, comprit qu'il fallait se retirer ou céder; il

n'eut pas le courage de renoncer à ce pouvoir, le rêve de sa jeunesse, l'orgueil de son âge mûr, et la dernière joie de ses vieux jours, et, le 19 octobre 1739, il signa la déclaration de guerre contre l'Espagne.

La faute que le ministre commit en cette occasion fut d'autant plus grave, qu'il ne se faisait aucune illusion sur l'injustice et l'inopportunité de la guerre. « Allez, sonnez les cloches, bientôt vous vous tordrez les mains, » s'écria-t-il le jour de la déclaration de guerre en entendant les joyeuses volées qui s'échappaient de tous les clochers de Londres.

Walpole n'était pas l'homme de la guerre. Ses talents, ses instincts, les habitudes de toute sa vie répugnaient à cette politique violente. S'il eût obéi, non pas seulement à la voix de l'honneur, mais même à celle du bon sens, s'il eût rejeté ce fardeau trop lourd pour ses épaules, ses derniers jours eussent été moins amers, son nom eût été plus grand dans l histoire!

Nous ne raconterons ni les débats du parlement, ni les différents incidents qui signalèrent la lutte de l'Espagne et de l'Angleterre. Ce serait sortir des bornes que nous nous sommes imposées. Il nous suffira de dire que l'opposition, comprenant la faute qu'elle avait commise l'année précédente, vint se rasseoir sur les bancs de la chambre, et que les expéditions maritimes des Anglais furent en général malheureuses. En 1741, une nouvelle complication vint encore s'ajouter aux difficultés au milieu desquelles se débattait l'Angleterre. L'empereur Charles VI était mort, et le partage de sa succession alluma en Europe une conflagration générale. La Grande-Bretagne, l'alliée de Marie-Thérèse, aurait dû, pour rester fidèle à ses engagements, tirer l'épée contre la France, unie par un traité à la Prusse et à la Bavière. Mais George II, qui voulait éviter à son électorat les maux d'une guerre pour laquelle ce petit État n'était nullement préparé, abandonna son alliée, et signa avec le cabinet de Versailles un traité de neutralité. Cette trahison redoubla encore les clameurs du peuple anglais.

Les ressentiments accumulés depuis vingt années, la confiance ébranlée, les insuccès des flottes et des armées, la perspective menaçante de l'avenir, tels étaient les dangereux écueils au travers desquels Walpole dirigeait le frêle esquif de

son pouvoir, lorsque, vers la fin de l'année 1741, il se vit obligé de convoquer un nouveau parlement et de faire un appel au pays. L'impopularité du ministère était si grande que, malgré des sommes immenses répandues à profusion, malgré la protection avouée du roi qui s'identifiait à Walpole, les électeurs renvoyèrent un parlement dont la moitié, au moins, appartenait en réalité à l'opposition. Les premiers jours, cependant, Walpole, profitant, avec son adresse ordinaire, des hésitations prudentes de ces hommes qui ne veulent jamais se trouver du parti le plus faible, remporta encore quelques victoires parlementaires. Mais, à chaque scrutin, le nombre de ses adhérents diminuait. Les dernières séances où se joua le sort de ce ministère si vivement attaqué, si vaillamment défendu, offrirent, au dire des contemporains, le spectacle le plus dramatique. Walpole, se surpassant lui-même, soutenait seul la lutte contre Pitt, contre Pulteney, contre Lyttleton, auxquels il arrachait souvent des applaudissements involontaires. « Nul, ici, n'est son égal ! » s'écria un jour Pulteney, vaincu par cette triomphante éloquence.

La parole ne fut pas cependant la seule arme employée dans ce duel à mort, et les deux partis eurent recours aux expédients les plus odieux ou les plus bizarres, pour remporter cette difficile victoire. Traînés jusque dans la chambre par les fanatiques de leur parti, les malades et les mourants venaient verser dans l'urne, de leur main défaillante, la boule qui pouvait décider du sort du ministère. Si le roi offrait une place, une pairie pour un vote, le prince de Galles, escomptant aussitôt sa royauté future, renchérissait sur les promesses paternelles. Les satires des poëtes, les sourires des femmes, les influences subalternes, tout avait son prix, tout avait son emploi, tout se vendait, s'achetait, se marchandait. Trahi ou moins habilement servi, Walpole finit par succomber, et, pour la première fois depuis vingt années, il se trouva en présence d'une majorité hostile.

Ce fut avec la plus extrême difficulté que les amis du ministre le décidèrent à abandonner le pouvoir. Walpole se cramponnait au ministère comme un naufragé à la dernière planche de son vaisseau. Le roi, fidèle aux recommandations

de Caroline, et comprenant sans doute qu'abandonner à cette heure suprême l'homme de son choix, c'était en réalité abdiquer, était le seul qui encouragea Walpole dans sa résistance. L'un et l'autre comprirent enfin qu'il fallait cesser une lutte inégale; Walpole se démit de ses fonctions, et reçut en échange la pairie sous le titre de comte d'Orford. L'opinion publique était unanime à désigner Pulteney pour son successeur ; mais le chef de l'opposition recula devant le poids de la tâche qu'on voulait lui imposer. Il aima mieux suivre Walpole sur les bancs de la chambre haute, que de le remplacer dans les fonctions de premier ministre, et ce fut lord Carteret qui recueillit ce dangereux héritage [1].

Walpole, redevenu simple particulier, eut besoin de la haute protection du roi pour ne pas perdre à la fois le pouvoir et la vie. La haine de ses ennemis le poursuivit pendant deux ans avec un acharnement sans exemple. Une commission d'enquête fut même nommée pour contrôler tous les actes de son administration ; mais, quoique composée de ses adversaires les plus implacables, elle ne put trouver aucun fait grave à articuler contre le ministre qui avait gouverné le royaume pendant vingt ans [2]. La mort seule put apaiser les ressentiments du peuple anglais; mais aussitôt que ce grand acteur eut disparu de la scène du monde, une vive réaction se fit en sa faveur, et la postérité a ratifié cette tardive amnistie. L'homme qui liquida la banqueroute de la Compagnie du Sud, l'homme qui appliqua le premier l'amortissement à la dette publique, l'homme qui fut toute sa vie le champion déclaré de cette vérité, bien neuve pour l'époque, qu'une nation ne doit chercher sa véritable grandeur que dans les conquêtes de la paix, cet homme n'était pas un ambitieux ordinaire, et un pays n'a pas à rougir d'avoir marché un quart de siècle sous sa conduite.

[1] Pulteney reçut le titre de comte de Bath.

[2] Le rapport ne contient aucun fait sérieux. Walpole, cependant, dut chercher fréquemment à corrompre ses adversaires. Mais les fonds secrets, la liste civile et sa fortune personnelle, telles furent, je crois, les seules sources où il puisa pour trouver les sommes destinées à acheter les votes.

Le jour où George II se vit forcé de prendre pour ministre Carteret, qu'il avait si souvent et si publiquement nommé son ennemi personnel, la royauté anglaise entra dans une phase nouvelle, la monarchie constitutionnelle fut réellement inaugurée.

Le roi n'eut plus de pouvoir que pour faire le bien, le pays se gouverna par lui-même, et la pairie ne fut plus la récompense du dévouement aveugle à un homme, mais des services rendus à tous. Cette forme de gouvernement, la plus parfaite assurément, puisqu'elle sauvegarde tous les intérêts, s'accommode de toutes les libertés, respecte toutes les traditions et permet tous les progrès, ne saurait convenir aux peuples trop jeunes ou trop décrépits ; une nation dans toute la force de l'âge est seule digne de la posséder, et l'Angleterre devait avoir l'honneur d'atteindre cette majorité, un siècle avant tous les autres États de l'Europe.

Celui des trois pouvoirs qui profita le plus de la forme nouvelle que venait de prendre le gouvernement, ce fut à coup sûr la pairie. Les mots cour et courtisan disparurent pour ainsi dire de la langue.

A dater de la mort de la reine, la haute aristocratie anglaise, dédaignant la faveur royale, inutile désormais à sa grandeur, chercha une base plus solide et plus large pour asseoir sa puissance. L'opinion publique fut le nouveau monarque auquel elle adressa ses hommages et dont elle chercha à captiver les bonnes grâces. Pour réussir dans cette voie nouvelle, il lui fallut élargir ses rangs, admettre dans son sein toutes les capacités de premier ordre, payer de sa personne dans les combats, triompher par son éloquence dans les chambres, développer l'agriculture dans ses terres, et montrer en un mot que sa valeur personnelle, plus encore que le haut rang auquel le hasard de la naissance l'avait appelée, la rendait digne de marcher à la tête d'une des premières nations du globe. L'aristocratie anglaise ne faillit pas à cette noble tâche; dépouillant cette rudesse native dont ce récit nous a fourni plus d'un exemple, empruntant à la noblesse française le charme de ses manières, sans rien perdre, en échange, de cette énergie et de ce sens droit et politique qui l'avaient toujours caractérisée, elle gou-

verna l'Angleterre pendant un siècle avec un bonheur, un éclat et un talent qui lui ont valu la juste récompense de son pays et l'admiration jalouse de toute l'Europe. Une nation dans laquelle la royauté, l'aristocratie et le peuple comprennent ainsi leur mission, se maintiennent avec cette abnégation dans les limites qu'une sage constitution leur assigne, et s'occupent avec cette bonne foi à travailler au développement de la prospérité nationale, mérite, ce me semble, que l'on étouffe en soi les injustes préjugés engendrés par des luttes désormais sans objet, et qu'on la salue avec respect comme le représentant d'une noble idée, comme la personnification de l'ordre dans la liberté!

FIN

Digitized by Google

ERRATA

Page 9, note 2, *au lieu de* Bareith, *lisez* Bareuth.

Pages 12, 13 et 14, *au lieu de* Shulembourg, *lisez* Schulemberg.

Pages 23, 36, 39, 44, 59, 69, 133, 147, 155, 157, 159, 160, 161, 326, *au lieu de* Townsend, *lisez* Townshend.

Pages 36, 64, 65, 147, 151, 152, 153, 154, 200, 204, 208, 210, 212, 214, 266, 299, 301, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 322, 326, 342, 355, 378, *au lieu de* Windham, *lisez* Wyndham.

Pages 27 et 32, *au lieu de* Bying, *lisez* Byng.

Page 44, *au lieu de* Brunswich, *lisez* Brunswick.

Page 44, *au lieu de* Osnabruch, *lisez* Osnabruck.

Page 53, ligne 35, *au lieu de* Gorge, *lisez* George.

Page 81, *au lieu de* Mulhey, *lisez* Muley.

Pages 111, 112, 135, *au lieu de* Mac Aulay, *lisez* Macaulay.

Page 112, *au lieu de :* son nom est perfide, *lisez :* son nom est perfidie.

Page 132, note 1re, *au lieu de :* Victor Hugo dans *Ruy-Blas*, *lisez :* Victor Hugo dans *Lucrèce Borgia.*

Page 227, *au lieu de* Cleyton, *lisez* Clayton.

Page 206, *au lieu de* Lecsinsky, *lisez* Leczinski.

Page 254, *au lieu de* Vatteau, *lisez* Watteau.

Page 267, *au lieu de* Jekil, *lisez* Jekyll.

Page 268, *au lieu de* Flimmap, *lisez* Flimnap.

Page 280, *au lieu de* Ellitz, *lisez* Elitz.

Page 294, *au lieu de* Nevonshire, *lisez* Devonshire.

Page 302, *au lieu de* Brunswicks, *lisez* Brunswick.

Page 310, *au l'eu de* Willmington, *lisez* Wilmington,

Page 306, *au lieu de :* et je crois que j'aurai jamais, je crois, *lisez :* et que je crois que j'aurai jamais.

Page 319, *au lieu de* Sir John, *lisez* St John.

Page 324, *au lieu de :* Puni de mort, *lisez :* Puni de l'exil.

Page 339, *au lieu de* Hangton, *lisez* Haugton.

Digitized by Google

TABLE

Pages

PRÉFACE 1

CHAPITRE PREMIER. — Plan de cet ouvrage. — Coup d'œil rétrospectif sur le règne de la reine Anne. — Avénement de George Ier, caractère de ce prince, sa jeunesse, son mariage avec Dorothée de Zell. — Assassinat de Kœnigsmark. — Maîtresses et favoris de George Ier. — Il arrive en Angleterre ; il choisit un ministère whig. — Mécontentement des jacobites et des tories. — Insurrection en Écosse, défaite du prétendant. — Le baptême du fils du prince de Galles. — Violente querelle entre le roi et l'héritier présomptif. — Victoire du cap Passaro. — La banqueroute de la Compagnie du Sud. — Utile intervention de Walpole. — Le roi part pour le Hanovre 3

CHAPITRE II. — Paroles flatteuses du roi adressées à Walpole. — Intrigues ministérielles qui précédèrent le départ de George Ier. — La duchesse de Kendal s'unit à Bolingbroke : caractère de cet homme d'État, sa vie. — Walpole effrayé de la lutte qu'il va avoir à

Digitized by Google

soutenir avec Bolingbroke, son caractère, ses débuts, sa condamnation, sa prison, le mariage de sa sœur; il devient premier ministre. — Bolingbroke fait remettre un mémoire au roi par la duchesse de Kendal. — George Ier en avertit Walpole. — Le ministre insiste fortement pour que le roi accorde une audience à Bolingbroke. — George y consent. — L'audience; intervention maladroite de lord Lechemère. — Impressions défavorables jetées dans l'esprit du roi. — Walpole pense à donner sa démission. — La princesse de Galles l'en dissuade. — Départ du roi, ses craintes superstitieuses, son voyage, sa maladie, sa mort. — Townsend expédie deux courriers en Angleterre..... 34

CHAPITRE III. — Caractères de George II, de son épouse Caroline d'Anspach, de mistress Howard, maîtresse du nouveau roi, de lord Hervey, de sir Spencer Compton et de mistress Sundon. — Walpole part pour annoncer au roi la mort de son père.... 45

CHAPITRE IV. — Arrivée de Walpole à Richmond. — Froide réception du roi. — Walpole et Compton. — Le discours royal. — Manœuvre de Caroline. — Faiblesse du roi. — Walpole est maintenu au ministère. — Compton est créé baron..... 59

CHAPITRE V. — Situation politique de l'Europe. — Traité de la quadruple alliance. — Philippe V renvoie Alberoni et acquiesce au traité. — Congrès de Cambrai. — Renvoi de l'infante. — Le roi d'Espagne s'allie à l'empereur. — Traité de Vienne, négocié par Ripperda. — Vie de cet aventurier : ses premières années, ses intrigues en Espagne. Son ministère; il est chassé et mis en prison; il s'évade et se réfugie en Angleterre. Il finit ses jours au Maroc. — L'empereur abandonne l'Espagne. — Traité de Paris. — Traité de Séville. — Sage conduite de Walpole..... 72

CHAPITRE VI. — Le couronnement. — Arthur Onslow élu speaker. — L'aristocratie. — Parallèle entre les noblesses française et anglaise. — Les grands seigneurs, les gentilshommes de province, la bourgeoisie, le clergé. — Les salons. — Portraits de quelques personnages marquants : la duchesse de Marlborough, la duchesse de Buckingham, la duchesse de Queensberry, lady Montague, lord Chesterfield, le duc de Newcastle..... 85

CHAPITRE VII. — État de la littérature en Angleterre. — Pope, Swift, Gay. — Union de ces trois écrivains. — Gay, ulcéré contre la cour, fait représenter la pièce satirique des *Gueux*. — Succès de cette comédie. — Gay veut lui donner une seconde partie. — Walpole s'oppose à ce qu'elle soit représentée. — Intrigue de la duchesse de Queensberry. — Elle se brouille avec la cour. — Querelles de Pope avec Hervey et lady Montague..... 116

CHAPITRE VIII. — 1729-1733. — Voyage du roi en Hanovre. — Cartel échangé entre George et le roi de Prusse. — Bolingbroke fonde le *Craftsman*. — Attaques violentes de cette feuille. — Manœuvres parlementaires de Walpole. — Il attaque Bolingbroke. — Windham lui répond. — Démission de lord Townsend. — Rupture entre les deux beaux frères. — L'opposition découragée. — Le *Craftsman* attaqué par Hervey. — Réponse de Pulteney. — Duel entre Hervey et Pulteney..... 147

CHAPITRE IX. — Année 1733. — Déclin de la faveur de lady Suffolk. — La reine la protége. — Le prince d'Orange. — Sa tour nure ridicule. — Son arrivée en Angleterre. — Engouement du peuple anglais. — Froideur de la famille royale. — Mot de la duchesse de Marlborough. — Fêtes du mariage. — Tristesse de la reine. — Lord Hervey cherche à la consoler. — Impôts en Angleterre. — Projet de Walpole. — Accise générale. — Mécontentement du pays. — Lord Stair est député auprès de la reine. — Réponse de Caroline. — Fermeté du roi. — Walpole expose son projet aux communes. — Son discours. — Réponses de Barnard et de Pulteney. — Majorité du ministère. — Inquiétude de Walpole : il se décide à abandonner son projet de loi. — Pétition des marchands. — Séance orageuse. — Walpole court le risque d'être assassiné. — Hervey est élevé à la pairie..... 166

CHAPITRE X. — Année 1734. — Guerre générale sur le continent. — Neutralité de l'Angleterre. — Débats du parlement. — Violente attaque de Windham. — Réponse de Walpole. — Bolingbroke est réduit à quitter l'Angleterre. — Disgrâce de lady Suffolk à son retour des eaux de Bath. — Elle est reçue froidement par le roi. — Elle réclame l'intervention de la reine. — Conseils ironiques de Caroline. — Lady Suffolk se retire. — Son mariage avec Berke-

ley. — Lettre du roi à ce sujet. — La princesse Anne revient en Angleterre. — Elle se refuse à partir. — Motifs de sa conduite. — Colère du roi. — La princesse reçoit l'ordre de s'embarquer sans voir sa famille. — Indisposition de la reine. — Sa conversation avec Walpole. — Situation précaire du ministre..... 204

CHAPITRE XI. — Année 1735. — Débats du parlement. — Majorité acquise à Walpole. — Voyage du roi en Hanovre. — Il devient l'amant de Mme de Walmoden. — Son étrange correspondance avec la reine. — Irritation qu'il manifeste à son retour en Angleterre. — Ses violences envers la reine. — Conseils de Walpole à Caroline. — Conclusion de la paix. — Walpole déjoue les manœuvres de Fleury et essaye de corrompre Chauvelin. — Les négociations tournent à l'avantage de la France..... 235

CHAPITRE XII. — Année 1736. — Le gin act. — La loi des corporations. — Le bill des quakers. — Mariage du prince de Galles. — Caractère de ce prince. — Sa conduite honteuse envers miss Vane. — Arrivée de la princesse de Saxe en Angleterre. — Célébration du mariage. — Le roi part pour le Hanovre. — L'échelle placée sous les fenêtres de Mme de Walmoden. — Le coupable est arrêté. — Adresse de la favorite. — Perplexité du roi. — Il consulte Walpole et Caroline. — Insurrection à Édimbourg. — Meurtre de Porteous. — Indignation de la reine. — Réponse courageuse d'Argyle. — Le roi ne peut se décider à quitter le Hanovre. — Conversation de Walpole et de la reine à ce sujet. — La reine demande au roi d'amener sa maîtresse. — George s'embarque. — La tempête. — Ignorance où l'on est à Londres sur le sort du roi. — Inquiétude de Walpole et de la reine. — Joie indécente du prince de Galles. — Retour du roi. — Sa bonne humeur..... 265

CHAPITRE XIII. — Année 1737. — Le prince de Galles médite un projet d'adresse. — Il le soumet à Pulteney et à Windham. — Il cherche à gagner Dodington à sa cause. — Leur conversation. — Effroi de Walpole et de la cour. — Le roi se résout à faire des propositions à son fils. — Elles sont rejetées. — Windham abandonne le prince de Galles. — Le projet d'adresse rejeté par les chambres. — Joie du roi. — Mécontentement du prince. — Le playhouse bill. — Discours de Chesterfield. — État de la presse pé-

riodique en Angleterre. — Pope fait une satire contre le roi. — Vers de Whitehead. — Punition de l'éditeur. — Difficulté de la répression. — Les débats du parlement ne peuvent être reproduits par les journaux..... 299

CHAPITRE XIV. — Départ du roi pour Richmond. — Conversation de Walpole et de lady Deloraine. — Annonce de la grossesse de la princesse de Galles. — Projet du roi. — La princesse quitte Hampton-Court pendant les douleurs de l'enfantement. — Elle accouche à Saint-James. — Départ précipité de la reine. — Son entrevue avec le prince. — Sa conversation avec Walpole. — Ses deux lettres du prince de Galles. — Réponse du roi. — Nouvelle lettre du prince. — Ses manœuvres. — Conseils de Bolingbroke. — Parrainage du roi. — Le message royal. — Le prince chassé de Saint-James — Lettre de la princesse de Galles. — Réponse du roi..... 335

CHAPITRE XV. — Maladie de la reine. — Mélange de dureté et de tendresse du roi. — L'état de la reine va en s'empirant de jour en jour. — Le prince de Galles demande à voir sa mère. — Refus du roi. — Derniers moments de Caroline, son courage, sa résignation. — Ses dernières instructions. — Discours du roi à sa mort. Deuil et tristesse de la cour. — Chute de Walpole. — Conclusion. 360

FIN DE LA TABLE

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

574181

Digitized by Google